



**HAL**  
open science

**La participation associative dans les quartiers  
populaires : associations, problèmes publics et  
configurations politiques locales dans la périphérie  
urbaine de Paris et de Buenos Aires**

Arnaud Trenta

► **To cite this version:**

Arnaud Trenta. La participation associative dans les quartiers populaires : associations, problèmes publics et configurations politiques locales dans la périphérie urbaine de Paris et de Buenos Aires. Sociologie. Conservatoire national des arts et métiers - CNAM, 2014. Français. NNT : 2014CNAM0928 . tel-01088387

**HAL Id: tel-01088387**

**<https://theses.hal.science/tel-01088387>**

Submitted on 27 Nov 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**ÉCOLE DOCTORALE ABBÉ GRÉGOIRE**  
**Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Économique**

**THÈSE** présentée par :  
**Arnaud TRENTA**

Soutenance prévue le : **20 Mai 2014**

Pour obtenir le grade de : **Docteur du Conservatoire National des Arts et Métiers**  
Discipline : **SOCIOLOGIE**

**La participation associative dans les quartiers populaires.**  
**Associations, problèmes publics et configurations politiques locales**  
**dans la périphérie urbaine de Paris et de Buenos Aires.**

**MEMBRES DU JURY :**

**Antoine BEVORT**, (Directeur de thèse), Professeur de Sociologie au Cnam, LISE

**Maurice BLANC**, (Rapporteur), Professeur émérite de Sociologie à l'Université de Strasbourg, SAGE, IUAR

**Marion CARREL**, Maîtresse de conférences en Sociologie à l'Université Lille 3, CERIES

**Gabriel KESSLER**, (Rapporteur), Professeur de Sociologie à l'Université de La Plata et Chercheur indépendant du Conicet, Argentine

**Jean-Louis LAVILLE**, Professeur de Sociologie du Cnam, LISE



*Aux institutions de la deuxième chance*

*À mes parents, mes grands-parents et tous mes  
aïeux qui me relie au monde de l'artisanat*

## Remerciements

Dans la culture du Conservatoire national des arts et métiers, la thèse de doctorat représente la fin d'un apprentissage à la recherche et l'entrée dans le métier de sociologue. Cette référence au monde de l'artisanat souligne le rôle joué par la communauté scientifique dans la réalisation d'une thèse : la transmission des savoirs et des pratiques scientifiques, ainsi que la relation de compagnonnage entre les apprentis et avec leurs maîtres. Nombreuses sont les personnes qui ont permis l'aboutissement de cette recherche, qu'elles en soient toutes ici remerciées.

Mes premiers remerciements s'adressent à mon directeur de thèse, Antoine Bevort, pour son soutien, sa disponibilité et son exigence. Il m'a transmis la passion pour l'action collective, la démocratie et la pensée critique. Je tiens à remercier également tous les membres du Lise, ce laboratoire où le collectif et l'affectif se mêlent au foisonnement des projets de recherche. Plus particulièrement, ma gratitude s'adresse à l'égard de Michel Lallement, Isabelle Berrebi-Hoffmann et Patrick Nivolle qui ont grandement aidé à ma socialisation professionnelle en m'offrant des conditions de travail optimales, en me permettant de prendre des responsabilités dans l'activité du laboratoire et en soutenant constamment mon projet de mobilité internationale. Le collectif des doctorants du Lise a été une source de solidarité, d'émulation, et aussi d'amitié et d'équilibre. Merci à Julie Couronné, Abdia Touahria, Nicolas Roux, Guillaume Lecoœur, Charles-Éric Adam, Maële Bigi, Antoine Pennaforte, Arthur Gautier et Solen Berhuet pour ce compagnonnage. Une pensée particulière pour Diane et tous les instants partagés au quotidien dans notre petit bureau. Les échanges avec les jeunes docteurs ont également représenté une part importante dans mon apprentissage au métier de sociologue. Merci à Frédéric Rey, François Sarfati, Léa Lima, Sophie Bernard, Marie Loison, Gwenaëlle Perrier, Alexandra Garabige et Olivia Foli pour la transmission des ficelles du métier.

Mes remerciements s'adressent évidemment à tous les chercheurs argentins qui ont contribué à ce que je parvienne à comprendre leur monde. L'accueil et la bienveillance de Gerardo Aboy Carlés et de toute l'équipe du *Centro de Estudios del Discurso y las Identidades Sociopolíticas* de l'Université Nationale de San Martin ont été décisifs dans la conduite de l'enquête à Buenos Aires. Leandro Lopez a joué un rôle important dans la mise en

relation avec les acteurs de terrain de Tres de Febrero, je lui suis sincèrement reconnaissant. Les discussions avec Beatriz Bragoni, Marcela Ferrari, Luis Alberto Romero et Gabriel Kessler m'ont permis d'affiner ma connaissance des travaux et des débats argentins liés à mon objet d'étude, merci à eux pour la considération portée à ma recherche et la justesse de leurs remarques.

Ma participation dans le réseau « Sociologie du monde associatif » de l'Association française de sociologie a également été déterminante dans mon parcours doctoral. Les séminaires annuels et les sessions de congrès génèrent des échanges réguliers durant lesquels se croisent diverses approches du fait associatif, approfondissant ainsi la compréhension du phénomène social qui est au cœur de cette thèse. Pour la richesse de ces échanges et pour la confiance qui m'a été accordée au sein de ce collectif, je remercie tous les membres du bureau du RT 35 et plus particulièrement Anne Bory, Vèrène Chevalier, Matthieu Hély, Yves Lochard et Maud Simonet.

Je tiens à exprimer également ma reconnaissance auprès de toutes les personnes qui ont accepté de se raconter lors des entretiens, auprès de tous les groupes qui m'ont permis d'observer leurs pratiques. Merci à Ginette Francequin, Corinne Luxembourg, Roseline Titour, Magali Lombard, Arthur Jouanaud et Patrice Leclerc du côté de Gennevilliers, et à Naum Poliszuk, Irma Daufi, Javier Pepe, Javier Bareiro, Jorge Leclerc, Lorena Penalva, et Joaquin Labagnara du côté de Tres de Febrero pour leur aide précieuse.

Enfin, je n'aurais pu relever le défi qu'a représenté la thèse de doctorat sans le soutien total de mes parents. Au-delà de l'aide matérielle, ce sont vos encouragements qui ont le plus compté pour que j'arrive au bout de ce marathon. Je remercie également toute ma famille et mes amis qui ont toujours accompagné mon projet de devenir chercheur. C'est également au travers de la vie de famille argentine que j'ai pu apprendre, en tant qu'acteur social, certains traits culturels de ce pays. *Gracias por la hospitalidad, por el cariño y por hacer sentirme en casa cuando estaba a 15 000 kilómetros de mi lugar.* Enfin, le dernier mot de ces remerciements est pour Virginia, compagne de vie, qui est présente dans tous les moments de l'existence et qui a soutenu au quotidien l'effort d'écriture des pages qui vont suivre.

## Résumé en anglais

This thesis is situated at the intersection of two historical phenomena: the publicization of social problems and the transformation of activist commitment. The research undertaken has sought to explain, through an approach that is both local and international in scope, the rise of grassroots volunteering since the 1970s in working-class urban neighborhoods on the periphery of Paris and Buenos Aires.

The first part presents an analysis of the various political theories which relate to the voluntary movement, and discusses their place within an empirical sociological study of grassroots volunteering. The intellectual genealogy of the notion of civil society is considered in relation to the appearance of modern democracy, in order to situate the rise of volunteerism in recent decades within a larger historical perspective. Attention is given to the emergence of three characteristic themes: the third sector, social capital, and activism.

The second part relates volunteerism to socio-economic transformations within the working class and to the development of social policy at the local community level. The study of grassroots organization in France reveals the importance of possibilities created by the breakdown of the communist political system in certain Paris suburbs (*banlieues rouges*) along with increased state intervention in working-class neighborhoods through urban policy initiatives. An analysis of the activities and the workings of the grassroots organizations which appeared in these neighborhoods between the 1980s and the 2000s, reveals that these organizations had the capacity to self-organize for the purpose of addressing public problems at a local level, and that tensions resulted from partnership arrangements with local public authorities. In Argentina, consequences of the labor society's weakening in terms of working-class social solidarity in neighborhoods on the outskirts of Buenos Aires are analyzed through the prism of grassroots organizations operating in the wake of social movements among unemployed workers (*piqueteros*). The grassroots organization's role as an intermediary for social policy raises questions concerning the link between these popular movements and public authorities, and the possible redeployment of Peronist corporatism.

The third part relates volunteer participation to historical transformations within the principal working-class political parties and to the changes observed in the local political landscape. In France, popular withdrawal from communism and the disassociation of the Party's former "satellite organizations" are considered through an analysis of a grassroots organization composed primarily of former communist partisans. Their personal trajectories as activists, as well as the workings of their organization, reveal the causes of a change in the operative forms of political commitment and give rise to questions concerning the processes by which these local organizations are made autonomous of political systems. In Argentina, new links emerging between the Justicialist party and the working class are considered through the study of an organization founded by Peronist partisans in a context where political institutions are represented as lacking legitimacy. The adaptation of these political activists to grassroots volunteerism is likewise indicative of changes in the operative forms of political commitment and gives rise to questions concerning the proximity between grassroots organizations and political parties.

**Key words:** Grassroots organization; Public problems; Working class; Social policy; Activist commitment; Neighborhood; Political configuration.

## Résumé

La thèse se positionne au croisement de la problématique de la publicisation des problèmes sociaux et de celle de la transformation des engagements militants. La recherche entend expliquer, par une double approche locale et internationale, l'essor de la participation associative depuis les années 1970 dans les quartiers populaires urbains situés en périphérie de Paris et de Buenos Aires.

La première partie est consacrée à l'analyse des théories politiques du fait associatif et à leur insertion au sein d'une sociologie empirique de la participation associative. La généalogie de la notion de société civile est mise en relation avec l'avènement de la démocratie moderne afin d'inscrire l'essor associatif des dernières décennies dans une perspective historique de longue portée. Notre approche de la participation associative est ensuite explicitée en référence à trois grandes thématiques du fait associatif : le tiers secteur, le capital social et l'engagement militant.

La deuxième partie articule la participation associative avec les transformations socio-économiques des classes populaires et le développement des politiques sociales territorialisées. L'analyse d'une association dans le territoire français illustre d'abord les possibilités offertes par la désagrégation du système politique communiste des « banlieues rouges » et l'intervention croissante de l'État dans les quartiers populaires au travers de la politique de la ville. L'étude de l'activité et du fonctionnement de cette association, des années 1980 aux années 2000, met en lumière à la fois la capacité des acteurs à s'auto-organiser en référence à un problème public local et les tensions générées par la relation partenariale avec les pouvoirs publics. En Argentine, les conséquences de la fragilisation de la société salariale sur les formes de sociabilités populaires dans la périphérie urbaine de Buenos Aires sont analysées au travers d'une association qui s'inscrit dans le prolongement du mouvement social des travailleurs au chômage (*piqueteros*). Le rôle d'intermédiaire des politiques sociales joué par cette association permet de questionner les liens qui unissent ces organisations populaires aux pouvoirs publics et le possible redéploiement des réseaux politiques clientélistes du péronisme.

La troisième partie s'attache à analyser la participation associative en relation avec les évolutions des principaux partis politiques des classes populaires et les changements intervenus dans les configurations politiques locales. Dans le cas français, les phénomènes de désengagement communiste et de désarticulation des « organisations satellites » du parti sont intégrés à l'analyse d'une association regroupant d'anciens militants communistes. Les trajectoires de ces militants et le fonctionnement de cette association permettent de cerner les raisons d'un changement dans les formes d'engagement et de s'interroger sur le processus d'autonomisation des associations locales à l'égard des systèmes politiques. Dans le cas argentin, la recomposition des liens entre le parti justicialiste et les classes populaires est questionnée au travers de l'analyse d'une association fondée par des militants péronistes dans le contexte d'un discrédit des institutions politiques. L'adaptation de ces militants politiques à la forme associative illustre les changements dans les modalités d'engagement et permet une réflexion sur la proximité entre les associations locales et les partis politiques.

**Mots clés :** Association ; Problèmes publics ; Classes populaires ; Quartier ; Politiques sociales ; Engagement militant ; Configurations politiques.



## Sommaire

Remerciements .....	4
Résumé en anglais .....	6
Résumé .....	7
Sommaire.....	8
Liste des tableaux .....	12
Liste des cartes.....	13
Liste des graphiques .....	13
Liste des photos .....	14
Introduction générale.....	17
<i>Analyser la participation associative dans les quartiers populaires</i> .....	20
<i>Un processus itératif entre l'enquête de terrain et l'analyse théorique</i> .....	22
<i>Plan de l'ouvrage</i> .....	26
Première partie La participation associative et la démocratie.....	29
<b>Chapitre I - Révolution moderne, société civile et fait associatif.....</b>	<b>33</b>
<i>Introduction</i> .....	33
<i>I.1 La révolution moderne et l'autonomisation de la société civile</i> .....	34
I.1.1 Intérêt d'une mobilisation de la théorie politique de Marcel Gauchet.....	34
I.1.2 La structuration hétéronome des sociétés religieuses.....	37
I.1.3 La notion de société civile durant l'Antiquité et le Moyen-Âge.....	39
I.1.4 Réforme protestante, guerres de religion et dégagement du politique.....	42
I.1.5 Contrat social, droit des individus et société civile.....	43
I.1.6 Progrès, historicité et autonomisation de la société civile.....	46
I.1.7 Fait libéral, renversement libéral et idéologie.....	50
<i>I.2 Fait libéral et fait associatif</i> .....	53
I.2.1 Déliasion des individus et lien social moderne .....	53
I.2.2 Révolutions politiques et avènement du fait associatif moderne .....	58
I.2.3 Les associations dans la formation de l'espace public.....	63
I.2.4 Les associations dans l'organisation des travailleurs.....	69
I.2.5 Les associations sous la domination des partis et de l'État social.....	74

I.2.6	Le tournant des années 1970 : approfondissement du fait libéral et relance de l'autonomisation de la société civile.....	77
	<i>Conclusion</i> .....	81
<b>Chapitre II -</b>	<b>Association et participation .....</b>	<b>85</b>
	<i>Introduction</i> .....	85
<i>II.1</i>	<i>La participation associative comme objet de recherche</i> .....	86
II.1.1	Participation associative et problèmes publics.....	86
II.1.2	Échelles d'analyse et terrain d'enquête.....	91
II.1.3	Une comparaison internationale France-Argentine .....	95
<i>II.2</i>	<i>Trois grandes thématiques de recherche sur les associations</i> .....	110
II.2.1	Les associations et la formation d'un tiers secteur .....	110
II.2.2	Les associations dans la problématique du capital social .....	123
II.2.3	Les associations et la transformation des engagements militants.....	131
<i>II.3</i>	<i>Axes de la recherche et démarche d'enquête</i> .....	138
II.3.1	Un positionnement au sein d'espaces de controverse.....	138
II.3.2	Trois grandes hypothèses de recherche.....	144
II.3.3	Une démarche d'enquête ethnographique.....	146
Deuxième partie La participation associative et les politiques sociales territorialisées .....		157
<b>Chapitre III -</b>	<b>Participation associative et politiques sociales en France .....</b>	<b>161</b>
	<i>Introduction</i> .....	161
<i>III.1</i>	<i>Transformations des communes ouvrières en France</i> .....	162
III.1.1	Essor et déclin du communisme municipal .....	162
III.1.2	Les grands ensembles : du modernisme à la ségrégation .....	167
III.1.3	La politique de la ville comme nouveau référentiel d'action publique .....	170
<i>III.2</i>	<i>Action associative et politiques sociales territorialisées : le cas de l'association Plein Grés</i> .....	175
III.2.1	Genèse de l'association .....	175
III.2.2	Les effets des politiques sociales et de l'action associative .....	184
III.2.3	L'autonomie associative à l'épreuve de la logique administrative.....	195

<i>Conclusion</i> .....	206
<b>Chapitre IV - Participation associative et politiques sociales en Argentine</b> .....	<b>211</b>
<i>Introduction</i> .....	211
<i>IV.1 Transformations des communes ouvrières en Argentine</i> .....	213
IV.1.1 Essor de l'aire métropolitaine de Buenos Aires .....	213
IV.1.2 Désindustrialisation, paupérisation et protestation sociale.....	222
<i>IV.2 Action associative et politiques sociales territorialisées : le cas du Mouvement Evita</i> .....	228
IV.2.1 Du mouvement piquetero au mouvement kirchnériste.....	228
IV.2.2 L'intermédiation dans les politiques sociales.....	237
IV.2.3 Les coopératives comme ressource d'un réseau de militance .....	247
<i>Conclusion</i> .....	255
 Conclusion de la deuxième partie .....	 261
 Troisième partie La participation associative et les configurations politiques locales .....	 269
<b>Chapitre V - La participation associative et les configurations politiques locales en France</b> .....	<b>273</b>
<i>Introduction</i> .....	273
<i>V.1 Les transformations des configurations politiques locales</i> .....	274
V.1.1 La désagrégation du système communiste.....	274
V.1.2 L'ancrage territorial des élus communistes à Gennevilliers.....	284
V.1.3 La démocratie participative, une nouvelle forme de mobilisation des habitants par les élus municipaux .....	289
<i>V.2 Transformation des engagements et autonomisation des associations. Le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine</i> .....	300
V.2.1 Du militantisme communiste au militantisme associatif.....	300
V.2.2 Autonomie associative et participation des classes populaires.....	312
<i>Conclusion</i> .....	332

<b>Chapitre VI - La participation associative et les configurations politiques locales en Argentine</b>	<b>337</b>
<i>Introduction</i>	337
<i>VI.1 Les transformations des configurations politiques locales</i>	339
VI.1.1 La <i>desindicalización</i> du parti péroniste	339
VI.1.2 La territorialisation de la politique	346
<i>VI.2 Renouveau des formes de mobilisation et engagement dans l'espace associatif local. Le cas de Jóvenes por un distrito mejor</i>	359
VI.2.1 Discrédit de la politique partisane et mobilisation par l'associatif	359
VI.2.2 Association, art urbain et espace public	369
VI.2.3 L'alliance de <i>Jóvenes por un distrito mejor</i> avec les associations de voisinage dans un quartier populaire	381
<i>Conclusion</i>	395
 Conclusion de la troisième partie	 401
 Conclusion générale	 407
<i>Désagrégation des communautés ouvrières et transformations des sociabilités politiques des classes populaires</i>	409
<i>Les politiques sociales ciblées, une ressource et une contrainte pour l'autonomie des associations locales</i>	412
<i>Les transformations des configurations politiques locales et les changements dans les modèles d'engagement militant</i>	414
<i>La recomposition des rapports entre la société civile et l'État au prisme de la participation associative dans les quartiers populaires</i>	417
 Bibliographie	 423

## Liste des tableaux

Tableau 1 – Population, superficie et densité de la France et de l’Argentine, des aires métropolitaines de Paris et de Buenos Aires, et des villes de Paris, Buenos Aires Gennevilliers et Tres de Febrero, selon les recensements de l’Insee (2009) et de l’Indec (2010).....	102
Tableau 2 – Répartition de la population active (en %) selon la Profession et catégorie sociale à Gennevilliers en 1999 et 2009 (INSEE). ....	108
Tableau 3 – Répartition de la population active occupée (en %) selon la catégorie d’occupation à Tres de Febrero en 1991 et 2001 (Direction provinciale de statistique). ....	108
Tableau 4 – Le tiers secteur en France et en Argentine selon la part d’emploi, le poids dans le PIB et la proportion du bénévolat, en 1995. ....	113
Tableau 5 – Répartition de la population active (en %) selon la Profession et catégorie sociale (PCS) à Gennevilliers en 1962, 1982, 1999 et 2009 (INSEE, RP).....	165
Tableau 6 – Métiers de la petite enfance, avec niveau de qualification et fonction. ....	186
Tableau 7 – Évolution de l’association Plein grés de 1984 à 2011, selon le nombre de salariés, le type d’établissement créé et le quartier d’implantation du nouvel établissement. ....	201
Tableau 8 – Évolution des postes dédiés à la gestion de Plein grés, de 1984 à 2011.....	202
Tableau 9 – Évolution de la population en Argentine, dans la ville de Buenos Aires, dans le <i>conurbano</i> et à Tres de Febrero, de 1810 à 2010. ....	215
Tableau 10 – Répartition des établissements industriels et des employés par branche, Tres de Febrero, 2004.....	242
Tableau 11 – Répartition des élus communistes au conseil municipal de Gennevilliers selon la profession et catégorie sociale (PCS), de 1953 à 1977.....	278
Tableau 12 – Résultats de la liste conduite par les communistes lors du 1 <sup>er</sup> tour des élections municipales de Gennevilliers et taux d’abstention (1983-2008) .....	288
Tableau 13 – Récapitulatif des dispositifs participatifs à l’échelle de la ville.....	292
Tableau 14 – Rapport au parti communiste français (PCF) des responsables de l’Université populaire des Hauts-de-Seine entre 2007 et 2010 .....	302
Tableau 15 – Origines sociales et familiales des responsables de l’Université populaire des Hauts-de-Seine entre 2007 et 2010.....	302
Tableau 16 – Circonscriptions électorales de Tres de Febrero selon la population, le taux de pauvreté en 2001 et les résultats électoraux de 2003 et 2007.....	350

## Liste des cartes

Carte 1 – Aire métropolitaine de Paris, découpage administratif par région et département.	104
Carte 2 – Aire métropolitaine de Buenos Aires, découpage administratif par municipalité.	104
Carte 3 – Division de la ville de Gennevilliers par quartiers.....	187
Carte 4 – Réseau de chemins de fer reliant Buenos Aires au Pacifique .....	216
Carte 5 – Division de la municipalité de Tres de Febrero par localité. ....	221

## Liste des graphiques

Graphique 1 – Pourcentage d’emplois en équivalent temps plein (ETP) du tiers secteur dans l’emploi total, par pays, en 1995. ....	112
Graphique 2 – Structure du financement du tiers secteur en France en 1995 .....	114
Graphique 3 – Structure du financement du tiers secteur en Argentine en 1995 .....	114
Graphique 4 – Répartition des sources de financement de l’association <i>Plein Grés</i> , en 2011. ....	197
Graphique 5 – Répartition des responsables de l’Université populaire des Hauts-de-Seine entre 2007 et 2010 selon leur année de naissance. ....	301
Graphique 6 – Organigramme de l’Université populaire des Hauts-de-Seine (2007-2010). .	318
Graphique 7 – Schéma des liens entre <i>Jóvenes por un distrito mejor</i> et les différentes organisations territoriales auxquelles participent les militants péronistes.....	365

## Liste des photos

Photo 1 – Image satellite de l’aire métropolitaine de Paris. ....	103
Photo 2 – Image satellite de l’aire métropolitaine de Buenos Aires.....	103
Photo 3 – Image satellite de la municipalité de Gennevilliers.....	109
Photo 4 - Image satellite de la municipalité de Tres de Febrero .....	109
Photo 5 – Vue aérienne des usines Chausson, non datée. Le quartier des Grésillons se trouve en haut à gauche de l’image, entre la Seine et les usines. ....	165
Photo 6 – Ancien site principal des usines Chausson et lieu du futur éco-quartier, 2012.....	166
Photo 7 –Nouveaux logements sur une partie de l’ancien site des usines Chausson, 2009. ...	166
Photo 8 - Vue aérienne des Agnettes, non datée. ....	169
Photo 9 - Vue aérienne du Fossé de l’Aumône, non datée. ....	169
Photo 10 - Vue aérienne du Luth, non datée. ....	169
Photo 11 – Visite du quartier des Grésillons par la Commission <i>Développement social des quartiers</i> . Au centre, le président de la commission, le préfet et le maire de Gennevilliers.....	173
Photo 12 - Dans le quartier des Grésillons, échange entre des habitants, le président de la commission <i>Développement social des quartiers</i> et le maire de Gennevilliers. ....	173
Photo 13 – Affiche pour la garde d’enfants à la cité des 3F en 1973 .....	182
Photo 14 – Inauguration du premier chemin de fer à Buenos Aires, le 29 août 1859.....	216
Photo 15 – Publicité de 1922 pour les locomotives Baldwin, symboles du « progrès ». ....	216
Photo 16 – Mobilisation en faveur de la libération de Perón, plaza de Mayo, 17 octobre 1945. ....	218
Photo 17 – Convoi de la fondation Eva Perón (maisons préfabriquées, vivres, vêtements) aux populations de Jujuy et Salta victimes d’un séisme, septembre 1948. ....	220
Photo 18 – Fin de journée, un train de la ligne San Martín allant du centre vers la périphérie. Les wagons sont bondés et des « passagers » se tiennent sur les marchepieds. ....	225
Photo 19 – Accident sur la ligne Sarmiento, le 22 février 2012 à la station Once de la ville de Buenos Aires, faisant 51 morts et près de 700 blessés. ....	225
Photo 20 – Couverture du numéro 11 de la revue du <i>Mouvement Evita</i> , mai/juin 2012.....	252
Photo 21 – Le XII <sup>e</sup> congrès national du parti communiste français est organisé à Gennevilliers du 02 au 06 avril 1950, dans le marché du quartier des Grésillons. ....	276
Photo 22 – Café-concert en pied de cité organisé par la commission chargée des festivités du comité de quartier des Grésillons en juillet 2009. ....	297

Photo 23 – Le groupement <i>Perón vuelve</i> convie l'ensemble de ses sympathisants à un repas en l'honneur de la fête nationale ( <i>locro patriótico</i> ), le 09 juillet 2010 à Caseros.....	354
Photo 24 – Des bus sont affectés pour faire venir les sympathisants des différents quartiers vers la salle où se tient le repas en l'honneur de la fête nationale, le 09 juillet 2010 à Caseros.....	354
Photo 25 – Peintures murales réalisées à Tres de Febrero par l'association <i>Jóvenes por un distrito mejor</i> avec des écoles publiques, des associations de quartier et des commerçants.....	371
Photo 26 – Peinture murale sur la façade d'une usine représentant la célèbre embrassade de Juan Perón et Evita en 1951 suite au renoncement de celle-ci à la vice-présidence de la nation.....	373
Photo 27 – Inauguration de la peinture murale « Malvinas » pour la célébration du 31 <sup>e</sup> anniversaire de la guerre des Malouines, à proximité du siège de la municipalité. ....	373
Photo 28 - Image satellite de la municipalité de Tres de Febrero .....	382
Photo 29 – Terrain de football de l'union de voisinage <i>Nueva esperanza</i> à Loma Hermosa.	386
Photo 30 – Grand salon de l'union de voisinage <i>Nueva esperanza</i> à Loma Hermosa. ....	386
Photo 31 – Place San Cayetano dans la localité de Loma Hermosa, à Tres de Febrero.....	390





# Introduction générale



*« Que signifie une politique de l'offre de participation ? C'est décider de mettre en place les dispositifs qui sont la garantie minimale de l'intervention des habitants dans le développement social. Car quoique celle-ci ne puisse s'instaurer par décret, il existe des normes minimales qui sont de nature à lever les entraves au développement démocratique<sup>1</sup> »*

Hubert Dubedout, Président de la commission nationale pour le développement social des quartiers (1982-1983)

*« Le transfert du pouvoir, c'est-à-dire des responsabilités et des ressources, de l'État national vers les provinces et des provinces aux municipalités, constitue l'instrument institutionnel et politique pour renforcer la relation entre l'État et la société civile, au travers de dizaines de milliers d'Organisations non gouvernementales dont le rôle est chaque fois plus intense et plus nécessaire dans cette époque caractérisée par l'approfondissement de la démocratie<sup>2</sup> »*

Carlos Saúl Menem, Président de la République argentine (1989-1999)

Depuis plusieurs décennies, les démocraties occidentales sont travaillées par un processus de délégitimation des institutions représentatives. Les partis politiques connaissent notamment une baisse du nombre des adhérents et de la fidélisation des électeurs (Manin, 1995). Les syndicats de travailleurs sont également fragilisés en raison d'une diminution de leurs effectifs et, au moins dans le cas français, d'un « émiettement du paysage syndical » (Andolfatto, 2007, p. 12). Cependant, la crise de la représentation ne s'apparente pas à une désillusion à l'égard de la démocratie, ni à un désintérêt pour la chose publique. Une grande variété de dispositifs publics et de mobilisations citoyennes souligne l'importance des aspirations à la participation politique sous des formes plus régulières et plus directes que la simple élection de représentants (Bevort, 2002). Parmi les organisations qui donnent corps à ce « nouvel esprit de la démocratie » (Blondiaux, 2008), les associations constituent un espace social à la fois vaste et hétérogène qui s'est profondément modifié à partir des années 1970 (Laville, Sainsaulieu, 1997 ; Laville, 2010 ; Hély, 2009 ; Roitter, Bombal, 2000 ; Di Stefano

---

<sup>1</sup> Hubert Dubedout, *Ensemble, refaire la ville*, 1983, p. 35.

<sup>2</sup> Carlos Saúl Menem, in *Participar es la clave*, 1999, p. 2.

*et al.*, 2002). Tandis que les engagements syndicaux et partisans se tarissaient, les organisations associatives ont vu leur nombre s'accroître considérablement et ont acquis une plus grande légitimité dans le fonctionnement démocratique. La recherche s'est construite à partir d'une interrogation sur cette opposition entre, d'une part, l'essor des associations et, d'autre part, la perte d'attrait des partis politiques et des syndicats. Pourquoi les associations échappent-elles au discrédit qui touche les partis politiques et les syndicats ? Quels processus socio-historiques permettent de comprendre les évolutions du fait associatif ? Dans quelle mesure les associations permettent-elles un approfondissement de la participation politique ?

### ***Analyser la participation associative dans les quartiers populaires***

L'analyse s'est construite au travers de quatre choix structurants. En premier lieu, la participation associative est définie comme l'engagement volontaire d'individus dans des groupes, plus ou moins durables, intervenant dans l'espace public (Barthélemy, 2000). L'action des associations est politique dans le sens où elle renvoie à la chose publique, ce que met en lumière l'étude des processus de publicisation des problèmes sociaux (Dewey, 2010 ; Blumer, 2004 ; Gusfield, 2009 ; Cefaï, 1996, 2009). En d'autres termes, la participation associative fait référence à la capacité des acteurs sociaux à percevoir et à définir des situations considérées comme problématiques, en interaction avec les pouvoirs publics. Outre l'activité revendicative inhérente au processus de publicisation (Spector, Kitsuse, 1977), la durabilité des collectifs associatifs permet d'envisager également une participation à la résolution des problèmes publics.

En deuxième lieu, l'analyse s'est construite à partir d'une approche locale afin de privilégier une logique territoriale de l'action collective. Les récentes évolutions du fait associatif s'accompagnent en effet d'une croissante territorialisation de l'action publique liée au processus de décentralisation de l'État. L'espace local s'avère également propice à l'étude des nouvelles formes de militantisme caractérisées par un ancrage territorial, une revendication d'autonomie et une participation directe (Ion, 1997, 2012 ; Svampa, 2008, 2011). Le local n'est toutefois pas appréhendé comme un objet en soi, mais comme un « lieu de recherche » mettant en lumière des transformations d'ordre plus général (Briquet, Sawicki, 1989). Ce type d'approche suppose une articulation des différentes échelles d'analyse que représentent le quartier, la ville, les autres collectivités territoriales et la nation (Authier, Bacqué, Guérin-Pace, 2007). La recherche ambitionne donc une articulation des niveaux

micro et macro, ce qui constitue un des principaux défis de la recherche en sociologie de l'engagement (Sawicki, Siméant, 2009). Sawicki et Siméant invitent en effet à ne plus « se contenter de généralités sur les transformations susceptibles d'affecter le militantisme ("mondialisation", "tertiarisation", "aspirations participatives"...), mais [à] les intégrer à l'analyse, pour se donner les moyens d'évaluer le poids de ces transformations en fonction de situations sociales spécifiques » (*Ibid.*, p. 118).

En troisième lieu, le choix du terrain d'enquête s'est porté sur des quartiers populaires situés en périphérie urbaine, afin d'inscrire la recherche dans le renouvellement des études sur les classes populaires suite à la désagrégation du monde ouvrier (Dubet, 1987 ; Schwarz, 2011 ; Kessler, 2004 ; Merklen, 2009). En effet, les études classiques sur la participation « insistent sur l'incompétence et le désintérêt des classes populaires à l'égard de la politique » (Collovald, Sawicki, 1991, p. 9). En France, les études mobilisant le concept de « dépossession » forgé par Pierre Bourdieu (1979, 1980b, 1996, 2001) illustrent cette approche, généralement surplombante, du comportement politique des classes populaires. L'enquête ethnographique auprès d'associations locales permet de renverser la perspective et de centrer l'analyse sur des mobilisations liées aux expériences vécues quotidiennement dans les quartiers d'habitat. L'échelle du quartier s'avère d'autant plus pertinente qu'elle est importante dans la sociabilité des classes populaires (Grafmeyer, 2007 ; Simon, 1992) et qu'elle « constitue potentiellement le lieu d'une politisation ordinaire des citoyens, qui est favorisée par le fait qu'ils peuvent "toucher du doigt" l'enjeu des délibérations et les résultats des actions qu'ils entreprennent à cette échelle » (Bacqué, Sintomer, 1999, p. 115). Cette approche permet alors de tester l'hypothèse d'un approfondissement de la démocratie au travers de la participation des citoyens aux affaires publiques, à partir du cas « limite » de la participation associative dans les quartiers populaires (Hamidi, 2010, 2012 ; Carrel, 2013).

En quatrième lieu, la recherche repose sur une « stratégie de la comparaison internationale » inspirée des approches institutionnalistes (Lallement, Spurk, 2003). Dans cette perspective, la comparaison s'effectue en référence à des configurations qui permettent de lier les pratiques des acteurs avec les ressources et les contraintes des institutions. L'étude de la participation associative dans les quartiers populaires prend alors en considération les interactions des associations avec les institutions politiques présentes dans les territoires, en les insérant dans des configurations politiques locales (Sawicki, 1997). La mise en perspective historique s'avère également nécessaire à la compréhension des changements au sein de ces

configurations (Lallement, 2003b). En lien avec l'interrogation générale sur les raisons de l'essor des associations au cours des dernières décennies, l'analyse met en relation l'évolution des configurations politiques locales avec les processus de désindustrialisation, de ségrégation socio-spatiale et de désaffiliation des classes populaires (Castel, 1995). Comme pour toute recherche comparative, l'enjeu réside dans « l'identification des universaux pertinents qui rendent possible la comparaison et celle des différences porteuses d'explication » (Giraud, 2003, p. 89-90). Le choix de comparer des territoires situés dans les périphéries urbaines de Paris et de Buenos Aires est, d'une part, une contribution à l'illustration de la proximité culturelle entre les sociétés européennes et latino-américaines (Guerra, 2002 ; Compagnon, 2009). Il correspond, d'autre part, à la volonté de croiser des expériences contrastées en référence aux mobilisations des classes populaires. Au tournant des années 2000, l'Argentine a été le théâtre d'une forte contestation contre l'ordre économique et social dérivé des réformes néolibérales. Les quartiers populaires situés en périphérie de Buenos Aires ont alors constitué une base essentielle du recrutement et de l'organisation de divers mouvements de travailleurs au chômage (Svampa, Pereyra, 2003 ; Merklen, 2009). Ce contraste avec la situation française, où les quartiers populaires sont davantage associés à des phénomènes de violence urbaine sans revendication politique explicite, conduisait Robert Castel à s'interroger « sur les raisons pour lesquelles les formes d'action collective sont comparativement si faibles dans les banlieues françaises » (2009, p.15). L'analyse comparative de la participation associative dans les quartiers populaires met alors en lumière certains facteurs permettant la mobilisation des classes populaires dans le cadre de la dégradation de leurs conditions d'existence.

### ***Un processus itératif entre l'enquête de terrain et l'analyse théorique***

L'enquête de terrain s'est déroulée de 2008 à 2011 dans la ville de Gennevilliers en périphérie de Paris et dans celle de Tres de Febrero en périphérie de Buenos Aires. En raison des limites signalées à la participation politique des classes populaires, nous avons opté pour une démarche d'enquête ethnographique qui permet d'« aller voir comment vivent ceux qui ne parlent pas assez fort pour couvrir le bruit que font les puissants » (Weber, 2009, p.1). Fondée sur l'observation, l'entretien et l'analyse de cas, la démarche ethnographique s'appuie également sur l'implication directe du chercheur qui est « le principal médium de l'enquête »

(Cefaï, 2010, p. 7). Les différentes entrées, circulations et sorties au sein des milieux militants (associatif, partisan, municipal) ont constitué autant de moments de réflexion au sujet du cadre d'analyse et de l'interprétation des données recueillies. C'est à partir des allers-retours entre le terrain et la théorie que les axes de la recherche se sont affirmés et que la démonstration d'ensemble a pris forme.

Dès 2009, à la fin du premier séjour d'enquête en Argentine, la question de la transformation des modèles d'engagement est devenue centrale. Parmi les différents groupements rencontrés sur le territoire, une association a particulièrement retenu notre attention. Fondée au milieu des années 1990 et composée initialement de jeunes militants péronistes<sup>3</sup>, cette association a contribué à la réalisation de plusieurs centaines de peintures murales dans les différents quartiers de la ville afin de lutter contre la dégradation de l'espace public urbain. En collaboration avec des artistes locaux et des militants d'associations culturelles, ces militants politiques ont approfondi leur engagement associatif en organisant des événements artistiques, en participant à des festivals et en créant un centre culturel tourné vers l'apprentissage des disciplines artistiques. Pour quelles raisons ces militants politiques s'engagent-ils dans l'associatif, quand il existe de nombreuses organisations de base péronistes dans les quartiers populaires ? Est-ce une simple instrumentalisation des associations à des fins électoralistes ? Pourquoi, alors, ces militants prennent-ils autant de soin à ne pas accoler leur identité politique aux activités des associations ? Une scène tirée du travail de terrain illustre l'articulation entre les données d'observation directe et les théories mobilisées pour l'analyse. Au cours d'une journée d'enquête, nous profitons de quelques heures entre deux rendez-vous pour passer à l'improviste dans le nouveau local du centre culturel géré par cette association. La relation de confiance était déjà instaurée avec ces militants et nous suivions alors les travaux d'installation dans leur nouvel espace. À notre arrivée, le leader du groupement – qui est également conseiller municipal et coresponsable d'une organisation politique – était seul au milieu du chantier et passait sa matinée à recouvrir de peinture le sol du local. L'air était étouffant dans ce chantier et les émanations dégagées

---

<sup>3</sup> Le péronisme est le principal mouvement politique argentin lié aux classes populaires. Fondé au milieu des années 1940 autour des syndicats de travailleurs et de la figure du général Juan Perón, ce mouvement politique exerce encore aujourd'hui une hégémonie au sein du système politique argentin. Au cours de la thèse, l'histoire et les transformations du parti péroniste (dit aussi parti justicialiste) sont abordées dans le cadre de la définition des configurations politiques locales. Les militants péronistes rencontrés dans le cadre de cette association sont membres du parti justicialiste et sont employés au sein de la municipalité de Tres de Febrero.



par la peinture irritaient les muqueuses. Si l'association est un instrument au service d'une ambition politique, pourquoi cet élu local fait-il « le sale boulot » (Hughes, 1996) ? Qu'est-ce qui le pousse à s'impliquer autant dans cette association ? Les raisons de son engagement associatif, et celles de ses camarades, se comprennent en référence à un changement dans les modalités d'engagement (Ion, 1997 ; Svampa, 2008). Ces militants politiques ont commencé à créer une, puis plusieurs associations au niveau du territoire car ils ne parvenaient plus à susciter la participation des habitants au travers des organisations du parti. Face au rejet de l'activité politique manifesté notamment par les jeunes de la commune, ils ont modifié la forme de l'action collective afin de continuer d'agir dans les quartiers en lien avec les habitants. Manifestations concrètes de la crise de la représentation partisane (Torre, 2003) et de l'affaiblissement du modèle national-populaire (Martuccelli, Svampa, 1997), ces éléments de terrain indiquaient une voie de recherche autour des questions relatives à la transformation des engagements et à l'autonomisation des associations locales à l'égard des systèmes politiques.

Dans le territoire en périphérie de Paris, le travail d'enquête avait également mis en lumière des relations complexes entre les engagements partisans et associatifs. Ancienne ville ouvrière dirigée par des élus communistes depuis les années 1930, Gennevilliers connaît d'importants changements au niveau des réseaux militants locaux. Le parti communiste français est en déclin depuis la fin des années 1970 et l'ancien système politique des « banlieues rouges » (Fourcaut, 1986) s'est désagrégé suite aux nombreux désengagements militants (Leclercq, 2008) et à la désarticulation des organisations qui forment le « milieu partisan » communiste (Sawicki, 1997 ; Mischi, 2007). Les élus municipaux renouvellent leurs formes de mobilisation des habitants au travers de divers dispositifs de démocratie participative, tandis que le nombre d'associations locales s'accroît régulièrement depuis trente ans. Ces éléments historiques et théoriques s'imposaient progressivement dans l'analyse, à mesure que les récits de vie des responsables d'une association locale abordaient les thèmes de l'engagement et du désengagement du parti communiste. Les trajectoires de ces militants illustraient non seulement les raisons qui présidaient à leur départ du parti, mais aussi celles qui les poussaient à s'engager dans une association autonome, locale et fonctionnant par la délibération. Le projet associatif d'une transmission des savoirs critiques au travers d'une Université populaire rassemblait ainsi un groupe relativement hétérogène de militants qui partageait néanmoins un passé ouvrier et communiste. Cette étude de cas renforçait donc l'articulation de l'analyse de la participation associative avec les théories sur la transformation

des modèles d'engagement (Ion, 1997 ; Svampa, 2008). Elle soulignait également l'importance de la prise en compte des changements opérés au niveau des partis politiques et des réseaux territoriaux pour comprendre la part grandissante des organisations associatives au sein des configurations politiques locales. Un axe de la recherche s'est alors défini en référence aux changements dans les modalités de l'engagement et au processus d'autonomisation des associations locales à l'égard des partis politiques.

Le second axe de la recherche correspond à l'influence de transformations sociales majeures, telles la désindustrialisation et la fragilisation de la société salariale (Castel, 1995), sur la participation associative dans les quartiers populaires. Depuis les années 1980, en France comme en Argentine, les processus de paupérisation et de ségrégation des classes populaires se sont accompagnés du développement de politiques sociales territorialisées qui ciblent notamment les quartiers populaires et les associations d'habitants. À Gennevilliers, le cas d'une association locale illustre bien l'ambiguïté de ces politiques sociales à l'égard de la participation associative (Carrel, 2013). Fondée au début des années 1980 par un collectif de femmes résidant dans un ensemble de logements sociaux, cette association vise l'insertion sociale et professionnelle des mères au foyer au travers de la garde des enfants dans des structures d'accueil collectif. Les nouvelles opportunités générées par le dispositif public de Développement social des quartiers ont permis à ce collectif, qui agissait auparavant de manière informelle, de se constituer en association et de développer son activité dans différents quartiers de la ville. Lors des échanges avec ces militantes, c'est pourtant la crainte d'une prochaine disparition de l'association qui revenait systématiquement dans les discours. Face aux injonctions des financeurs publics concernant la gestion du budget et la définition de l'activité de l'association, ces militantes s'interrogeaient sur le sens à donner à leur action et sur le devenir de leur projet. Ces inquiétudes faisaient écho aux analyses sur les contraintes exercées par les administrations publiques au travers de l'imposition de normes gestionnaires (Eme, 2001 ; Laville, Hoarau, 2008 ; Hély, 2009). La recherche s'orientait alors vers l'articulation de la participation associative avec le développement des politiques sociales territoriales et des relations partenariales qui s'instaurent entre l'État et les associations.

Dans la périphérie urbaine de Buenos Aires, les politiques sociales territorialisées constituaient également une ressource et une contrainte pour les associations locales. Durant les années 1990, dans le contexte d'un chômage de masse et d'une montée du phénomène d'exclusion (Svampa, 2005), la mise en œuvre de politiques d'assistance ciblant les quartiers populaires s'est accompagnée à la fois du développement de réseaux politiques clientélistes

(Auyero, 2001 ; Levitsky, 2005 ; Ollier, 2010) et de la formation d'un mouvement de contestation mené par des organisations territoriales de « travailleurs au chômage » (Svampa, Pereyra, 2003 ; Merklen, 2009). Après la grande crise économique, sociale et politique de 2001-2002, une partie de ces organisations de chômeurs s'est alliée avec le nouveau gouvernement national et a joué un rôle d'intermédiaire des politiques sociales. Une de ces organisations était active dans les quartiers de Tres de Febrero, elle gérait plusieurs coopératives de travail regroupant près d'un millier de personnes, dans le cadre d'un programme de retour à l'emploi. Les militants de cette association tenaient des discours très tranchés entre la période des années 1990 considérée comme un « moment de résistance » et celle des années 2000 assimilée à « une nouvelle étape de la démocratie ». De nombreux éléments de terrain indiquaient pourtant une forme de continuité entre les deux périodes, en référence à l'entremêlement des associations financées par les politiques sociales avec les réseaux politiques clientélares. Grâce aux ressources publiques, les militants fondaient non seulement des coopératives de travail, mais ils développaient un réseau de militance dans les différents quartiers du territoire afin de s'insérer dans le jeu politique local et d'organiser des mobilisations de soutien au gouvernement national.

### ***Plan de l'ouvrage***

La recherche s'est élaborée à partir de ces différents échanges entre le travail de terrain et l'analyse théorique. L'étude de la participation associative s'inscrit dans le cadre des transformations des classes populaires et des reconfigurations politiques observables depuis les années 1970. La démonstration de la thèse s'articule alors en trois parties.

La première partie est consacrée à l'analyse des théories politiques du fait associatif et à leur insertion au sein d'une sociologie empirique de la participation associative. La généalogie de la notion de société civile est mise en relation avec l'avènement de la démocratie moderne (Gauchet, 2007a, 2007b, 2010) afin d'inscrire l'essor associatif des dernières décennies dans une perspective historique de longue portée (chapitre 1). Notre approche de la participation associative est ensuite explicitée en référence à trois grandes thématiques du fait associatif : le tiers secteur, le capital social et l'engagement militant (chapitre 2).

La deuxième partie articule la participation associative avec les transformations socio-économiques des classes populaires et le développement des politiques sociales

territorialisées. L'analyse d'une association de Gennevilliers illustre d'abord les possibilités offertes par la désagrégation du système politique communiste des « banlieues rouges » et l'intervention croissante de l'État dans les quartiers populaires au travers de la politique de la ville. L'étude de l'activité et du fonctionnement de cette association, des années 1980 aux années 2000, met en lumière à la fois la capacité des acteurs à s'auto-organiser en référence à un problème public local et les tensions générées par la relation partenariale avec les pouvoirs publics (chapitre 3). Les conséquences de la fragilisation de la société salariale sur les formes de sociabilités populaires dans la périphérie urbaine de Buenos Aires sont analysées au travers d'une association qui s'inscrit dans le prolongement du mouvement social des travailleurs au chômage. Le rôle d'intermédiaire des politiques sociales joué par cette association permet de questionner les liens qui unissent ces organisations populaires aux pouvoirs publics et le possible redéploiement des réseaux politiques clientélares (chapitre 4).

La troisième partie s'attache à analyser la participation associative en relation avec les évolutions des principaux partis politiques des classes populaires (parti communiste français et parti péroniste) et les changements intervenus dans les configurations politiques locales. Les phénomènes de désengagement communiste et de désarticulation des « organisations satellites » du parti sont intégrés à l'analyse d'une association regroupant d'anciens militants communistes de Gennevilliers. Les trajectoires de ces militants et le fonctionnement de cette association permettent de cerner les raisons d'un changement dans les formes d'engagement et de s'interroger sur le processus d'autonomisation des associations locales à l'égard des systèmes politiques (chapitre 5). La recomposition des liens entre le parti péroniste et les classes populaires est questionnée au travers de l'analyse d'une association fondée à Tres de Febrero par des militants péronistes dans le contexte d'un discrédit des institutions politiques. L'adaptation de ces militants politiques à la forme associative illustre les changements dans les modalités d'engagement et permet une réflexion sur la proximité entre les associations locales et les partis politiques (chapitre 6).



## Première partie

### La participation associative et la démocratie



*« Une des tâches fondamentales de la sociologie est d'étudier ces structures appelées communément "sociales", c'est-à-dire tout ce qui se trouve entre les pouvoirs organisés et reconnus – l'État, la commune, l'église établie – d'une part, et la communauté naturelle de la famille, d'autre part. Il s'agit essentiellement d'une sociologie des associations dans le sens le plus large du mot : du club de boules au parti politique et aux groupes religieux, du cercle artistique à la secte littéraire<sup>4</sup> »*

Max Weber

Depuis plus de trois décennies, la société civile est invoquée dans les discours savants et politiques comme un acteur décisif du renouveau démocratique. Durant les années 1970 et 1980, la notion de société civile resurgit après une longue éclipse et permet de donner une interprétation générale aux multiples phénomènes de dissidence de citoyens à l'égard des États autoritaires d'Europe de l'Est, d'Europe du Sud et d'Amérique latine. À la même époque, les critiques émises au sein des démocraties libérales contre l'État bureaucratique appellent également à une libéralisation de la société civile. Lors des récentes mobilisations rassemblées sous le terme de « printemps arabe », les explications usent encore du vocable de la société civile pour signifier le rejet des dictatures et la demande de démocratie. Lorsqu'un récit fait part du « réveil » ou de la « libéralisation » de la société civile, c'est en règle générale pour évoquer un approfondissement de la vie démocratique, une conquête des citoyens face aux systèmes politiques ou économiques qui restreignent leur condition de liberté. Au sortir d'un siècle qui a vu s'affirmer – parfois dramatiquement – le pouvoir de l'État, la société civile est donc érigée en nouvel acteur du changement social, du progrès et de la démocratisation.

Parmi les organisations qui donnent corps à cette société civile, les associations tiendraient un rôle prépondérant. Présentes dans la défense des droits de l'homme comme dans celle de l'environnement, mobilisées dans les causes humanitaires et dans la lutte contre l'exclusion, instigatrices d'alternatives économiques et porteuses de la diversité culturelle,

---

<sup>4</sup> Cité par Albert Meister (1972, p. 9).



l'action des associations est également louée sur le front de la citoyenneté locale. En parallèle des processus de décentralisation, la légitimité des associations s'accroît grâce à la proximité supposée que celles-ci entretiennent avec les citoyens et à la spécialisation des actions menées. Plus en phase avec les besoins des individus que les administrations publiques, les associations seraient plus à même de canaliser les revendications des habitants ou de répondre directement aux problèmes vécus. La recherche s'inscrit donc dans un contexte où les discours bienveillants sur les associations invoquent celles-ci tant pour renouer le lien social que pour dynamiser la citoyenneté et accroître la participation démocratique.

Le cheminement de la thèse a été marqué par une distanciation progressive à l'égard de ces considérations qui conduit à interroger les points de vue valorisant l'apport des associations à la vie démocratique. La mise en perspective historique permet de se détacher des discours actuels et d'inscrire les phénomènes étudiés dans un cadre d'interprétation plus large. Le premier chapitre resitue la résurgence de la notion de société civile et le nouvel essor du fait associatif dans le contexte des reconfigurations politiques et des modifications du champ idéologique observables depuis les années 1970. La théorie politique de Marcel Gauchet (2007a, 2007b, 2010) est mobilisée afin de relier l'histoire du fait associatif en France et en Argentine avec l'avènement de la modernité démocratique. L'émergence des associations volontaires se comprend en effet en relation avec le processus de déliaison des individus qui accompagne la fin des sociétés de corps et le déploiement d'une structuration autonome des communautés politiques. Le deuxième chapitre expose, de manière détaillée, le cadre d'analyse de la participation associative et la méthode d'enquête choisie pour réaliser le travail empirique. La construction de l'objet d'étude, la définition des axes de la recherche et la formulation des hypothèses sont explicitées en lien avec trois grandes thématiques de la participation associative : le tiers secteur, le capital social et l'engagement militant. Ces thématiques sont exposées de façon à mettre en lumière les débats qui les traversent et d'inscrire la thèse dans des espaces de controverse.

# Chapitre I - Révolution moderne, société civile et fait associatif

## *Introduction*

Ce premier chapitre est centré sur la compréhension de la résurgence de la notion de société civile et du nouvel essor du fait associatif, à la lumière des transformations politiques et idéologiques. La modification du champ idéologique renvoie à la perte de crédibilité de l'idéologie socialiste (dans sa version étatiste et révolutionnaire) et à la montée d'une nouvelle idéologie libérale. La théorie de la modernité et de la démocratie de Marcel Gauchet est mobilisée pour interpréter cette modification du champ idéologique, ainsi que la transformation de la configuration politique qui lui est concomitante. Les années 1970 sont considérées comme un tournant dans le fonctionnement démocratique des sociétés occidentales, en raison notamment de la fragilisation de la société salariale (Castel, 1995) et de la crise de l'État providence (Rosanvallon, 1981, 1995). Il en résulte un nouveau renversement du rapport entre l'État et la société civile qui place cette dernière comme le moteur du changement et du devenir historique. Loin de disparaître, l'État occupe une position infrastructurelle et crée les conditions (les cadres institutionnels) permettant aux organisations de la société civile de se développer dans tous les domaines de la vie collective. Si la valorisation des entreprises capitalistes et le recours aux mécanismes de marché sont des symboles forts du néolibéralisme, l'intervention croissante des associations dans le champ du social représente également un phénomène marquant des trois dernières décennies. Au niveau politique, cette nouvelle configuration politique se traduit également par le développement et l'autonomisation d'un espace public dont la fonction consiste en l'intermédiation entre l'État et la société civile.

Afin de développer cette argumentation, le chapitre est structuré en deux parties. Dans un premier temps, nous indiquerons dans quelle mesure la théorie de la démocratie et de la modernité, selon Marcel Gauchet, permet d'appréhender le passage d'une structuration hétéronome à une structuration autonome des communautés humaines. L'analyse de ce processus d'autonomisation est mise en relation avec les évolutions de la notion de société civile, depuis son identification à la *polis* des cités grecques jusqu'à son autonomisation du politique chez Marx. Dans un deuxième temps, c'est l'histoire du fait associatif en France et

en Argentine qui est appréhendée en lien avec les vicissitudes du processus d'autonomisation. La résurgence de la notion de société civile et l'avènement du néolibéralisme sont saisis à partir du redéploiement de la structuration autonome et de l'approfondissement du fait libéral.

## ***1.1 La révolution moderne et l'autonomisation de la société civile***

### **1.1.1 Intérêt d'une mobilisation de la théorie politique de Marcel Gauchet**

Il est légitime de s'interroger sur la pertinence de la mobilisation d'une théorie philosophique de la modernité politique pour la réalisation d'une thèse de sociologie qui, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, repose sur une démarche ethnographique auprès d'associations de quartier. L'enjeu consiste à éclairer la situation actuelle à la lumière d'une analyse philosophique et historique de la condition politique, et à inscrire l'étude de la participation associative dans une perspective diachronique de la modernité démocratique. La difficulté est de parvenir à articuler un point de vue holiste et une histoire de longue portée avec une analyse d'actions collectives locales et une considération pour les pratiques et les représentations des acteurs sociaux. Néanmoins, l'articulation des approches macrosociologique et microsociologique est un des défis actuels de la sociologie du militantisme, notamment concernant l'analyse de la transformation des engagements (Sawicki, Siméant, 2009). La théorie politique développée par Marcel Gauchet apporte un éclairage complémentaire aux travaux sociologiques donnant une explication à la profonde transformation des sociétés occidentales à partir des années 1970<sup>5</sup>, en se focalisant sur la dimension proprement politique du phénomène. L'essor de la participation associative, en contraste avec la baisse de la participation syndicale et partisane, est une des manifestations de cette transformation et pointe la nécessité d'en comprendre les raisons. Cette compréhension est d'autant plus nécessaire que la transformation politique s'accompagne à la fois du triomphe et de la crise de la démocratie (Gauchet, 2002), triomphe face aux États autoritaires et crise quant à sa gouvernabilité. La volonté de compréhension des problèmes du

---

<sup>5</sup> On fait référence, entre autres, aux ouvrages de Touraine (1978, 1982) sur la fin du mouvement ouvrier et sur les nouveaux mouvements sociaux, de Castel (1995) sur les transformations de la société salariale, et de Boltanski et Chiapello (1999) sur l'avènement d'un nouvel esprit du capitalisme. Toutefois, ces auteurs appréhendent la modernité à partir du paradigme du capitalisme, alors que Marcel Gauchet l'appréhende à partir du paradigme de la démocratie. C'est donc la condition politique qui est première chez cet auteur.

présent se double donc d'une préoccupation pour la condition collective et pour la destinée commune.

Dans cette perspective, la théorie de Marcel Gauchet est stimulante pour au moins deux raisons. En premier lieu, elle relève d'une ambition rare dans les productions intellectuelles contemporaines visant à développer une pensée globale du monde social. L'ambition d'une pensée globale est justifiée par un « projet d'ordre philosophique » qui « passe par l'histoire » et qui mobilise les savoirs produits par les sciences sociales (2003, p. 12-15). La question de fond de ce projet est de savoir « ce qui fait qu'il y a humanité et société possibles », et elle se traduit sous la forme d'une recherche de « l'articulation entre ce qui fait que l'homme est social par nature – autrement dit, ce qui commande l'architecture des sociétés – et l'organisation psychique qui est la nôtre » (*Ibid.*, p. 13). La réflexion mêle alors la philosophie à l'histoire, à l'anthropologie, à l'économie, à la sociologie et à la psychologie. Elle insiste néanmoins sur la condition politique, entendue comme « notre condition permanente, celle qui nous rattache à nos prédécesseurs et par laquelle nous continuons d'appartenir à la même humanité, celle qui demeure en dépit de l'ampleur du changement et qui définit notre identité fondamentale d'acteurs de l'être-ensemble » (2005, p. 9). Par-là, elle s'oppose à « l'illusion » du dépassement de la structuration politique que le socialisme révolutionnaire a pu porter dans le passé avec le projet d'une société pleinement sociale et qui « revient aujourd'hui sous l'aspect de la promesse de la consécration de l'individu grâce au marché et au droit qui réduirait l'appareil de la puissance publique à une gouvernance inoffensive » (*Ibid.*). Le retour de ce « mirage » correspond à la dominance relative de la vision du monde néolibérale dans le champ idéologique depuis la fin des années 1970. En lien avec cette relégation de la puissance publique, le néolibéralisme postule justement l'inutilité, voire l'impossibilité, d'une connaissance générale des affaires humaines<sup>6</sup> et lui substitue des connaissances sectorielles permettant d'avoir « une prise efficace sur les mécanismes des différentes parties » (2003, p.450). Affirmer la possibilité d'une pensée globale, c'est affirmer en même temps un attachement à la conduite politique des communautés humaines et à la réflexivité des sociétés modernes concernant leur devenir. C'est affirmer un attachement à l'expérience démocratique, à contre-courant du « mouvement de libéralisation des démocraties » qui entraîne « une éclipse de la dimension du pouvoir collectif » (*Ibid.*, p. 419). Autrement dit, revendiquer la pertinence d'une pensée globale, d'un maillage de réflexion philosophique et

---

<sup>6</sup> Voir notamment les séminaires de Marcel Gauchet à l'EHESS des 04/02/09 et 04/03/09.

d'enquête sociologique, s'inscrit dans la défense de l'expérience démocratique et de la capacité des communautés humaines à décider de leur devenir.

En second lieu, cette perspective prend au sérieux l'émancipation des communautés humaines à l'égard des pouvoirs religieux et analyse ce phénomène jusque dans ses ultimes conséquences. Le processus de sortie de la religion – c'est-à-dire les métamorphoses de l'intrication du religieux et du politique – constitue la clé de lecture privilégiée par Marcel Gauchet (1985, 2005) pour comprendre la spécificité de la condition politique de la modernité. L'autonomie des modernes s'éclaire en relation et en contraste avec l'hétéronomie produite par la soumission au divin. La quête de l'autonomie est alors le processus fondamental de la modernité, la révolution d'ensemble qui court depuis cinq siècles à travers les révolutions religieuse, scientifique, politique et industrielle (2007, p. 9-10). Le fait que des sociétés se dotent de constitutions et de lois conçues par et pour des humains, qu'elles visent à se transformer dans le temps et qu'elles parviennent par ce parcours à se connaître elles-mêmes en s'y réfléchissant, est un événement qui mérite une ample réflexion. Le monde d'ici-bas se suffisant à lui-même, autant comme fin que comme moyen, constitue en effet une étrangeté dans la longue histoire de l'humanité. Étrangeté de l'histoire occidentale, ou « bifurcation relativement contingente » (2003, p. 14), en lieu et place de l'aboutissement d'une histoire universelle autrefois pensée dans une perspective évolutionniste et ethnocentrée. Selon Gauchet, la révolution de l'autonomie ne correspond à aucun déterminisme historique, ce qui en rend sa compréhension et sa maîtrise d'autant plus problématique. L'approfondissement de l'autonomie entraîne les communautés humaines à affronter des obstacles majeurs et des déstabilisations profondes sans autre ressource que la raison et l'expérience. La mise en lumière des divers chemins parcourus et de leurs conséquences, ainsi que l'analyse des tensions structurantes et des contradictions internes de la condition moderne correspondent alors à la volonté d'éclairer les méandres du présent à la lumière du passé pour mieux envisager les alternatives du futur. Sans verser dans la prédiction, mais avec le souci de voir perdurer l'expérience de l'autonomie et croître sa connaissance comme sa maîtrise.

En considérant la modernité comme la révolution de l'autonomie, Gauchet pointe l'instabilité chronique de l'architecture des sociétés et l'incertitude concernant leur devenir. Cette perspective nous détourne d'une vision cyclique des événements politiques (Hirschman, 1983) pour mieux insister sur la découverte progressive d'une condition encore méconnue et toujours surprenante. En effet, le détachement à l'égard de la tradition héritée d'une puissance

créatrice supérieure s'accompagne de la projection dans le futur liée à la découverte d'une puissance d'autoconstitution des sociétés et de ses forces intrinsèques. Comme nous le verrons plus loin, ce renversement d'orientation change radicalement le statut de l'histoire qui devient au début du XIX<sup>e</sup> siècle « historicité », c'est-à-dire « une action collective tournée vers l'avenir » (2007a, p. 46). Contrairement à l'idée de progrès des Lumières et des premiers libéraux qui correspond à « un accroissement laissant la collectivité qu'il traverse essentiellement identique à elle-même », l'idée de devenir renvoie à « une puissance d'autoconstitution exigeant simultanément et contradictoirement d'être émancipée et maîtrisée » (*Ibid.*, p. 47). Or, selon Gauchet, le gouvernement de l'histoire est un des principaux défis du temps présent, temps marqué par une nouvelle émancipation de la société civile et de l'économie. Cette relance du processus d'autonomisation s'effectue au travers d'une éclipse du politique et de l'historicité, ainsi que d'une consécration du droit des individus qui s'impose comme le cadre général de la vie collective. Il en résulte « un pouvoir sans contenu s'autocélébrant dans le vide. Nous ne savons pas ce que nous faisons, ni où nous allons, nous ignorons ce qui nous permet d'exister, mais nous sommes sûrs de ce qui nous fonde à nous gouverner et nous ne cessons de nous congratuler de cette découverte » (*Ibid.*, p.41). Après cette brève exposition des raisons de la mobilisation de cette théorie politique, voyons quels en sont les principaux éléments et dans quelle mesure elle s'articule à une généalogie de la notion de société civile.

### **I.1.2 La structuration hétéronome des sociétés religieuses**

La modernité est ici entendue comme la période historique qui court du début du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours, et comme un processus révolutionnaire qui conduit à l'autogouvernement et à l'autoconstitution des communautés humaines. La révolution moderne s'apparente à la sortie de la religion, elle substitue à la structuration hétéronome des sociétés religieuses la structuration autonome dont les composantes sont similaires, mais dont les principes sont inversés.

L'hétéronomie exprime une dépendance à l'égard d'un passé fondateur et un assujettissement à une altérité supérieure qui permettent, paradoxalement, de « se posséder par la dépossession » (2005, p. 14). En se soumettant à l'Autre, les sociétés religieuses scellent leur unité, elles produisent l'Un. L'unité est le principe fondamental de l'organisation des communautés humaines selon la religion. Selon Gauchet, « l'unité qui s'instaure (...) au

travers de l'obéissance à l'invisible n'est pas seulement celle des présents-vivants entre eux. Elle est aussi l'unité dans le temps des présents avec les êtres passés et à venir ; elle est surtout l'indissoluble unité du monde visible avec ce qui en commande l'ordre depuis l'invisible ; elle est, par là même, unité de la communauté humaine avec toutes choses » (2007a, p. 52). Le religieux neutralise le politique (Clastres, 1974) et, avec lui, la division et la séparation d'avec soi qui permet aux communautés humaines d'avoir prise sur elles-mêmes (Gauchet, 2005).

La structuration hétéronome, telle qu'elle se présente encore en Europe autour de 1500, est une architecture reposant sur cinq axes principaux. Premier axe, le pouvoir a une portée universelle lui permettant d'englober la totalité des êtres et de produire l'unité sur Terre. Cette prétention à l'universalité du pouvoir se matérialise notamment sous la forme de l'empire. Deuxième axe, le pouvoir remplit une fonction de médiation entre l'ici-bas et l'au-delà. Cette médiation entre les deux royaumes donne au pouvoir une dimension sacrale qui se manifeste notamment dans « les deux corps du roi » (Kantorowicz, 1989). Troisième axe, les rapports entre les êtres sont ordonnés hiérarchiquement. Les liens verticaux priment sur les liens horizontaux en tant qu'ils mènent vers le souverain et le sacré. Quatrième axe, la société est constituée de corps puissamment intégrateurs, tels la famille, le village, la corporation de métier ou la seigneurie. Cinquième axe, l'assujettissement au supérieur se double d'une dépendance à l'antérieur pour faire prévaloir un passé fondateur d'où les lois tirent leur légitimité. Le respect de la tradition unifie le passé, le présent et le futur, ainsi que l'existence des êtres au travers du temps. L'universalité et la sacralité du pouvoir, la hiérarchisation et l'incorporation des relations sociales, ainsi que le principe de tradition guidant l'orientation temporelle dessinent l'organisation religieuse des communautés humaines<sup>7</sup>.

L'Europe du Bas Moyen-âge n'échappe pas à cette structuration hétéronome. L'Église et l'Empire constituent les pouvoirs universels, on y observe une pléthore de royaumes et de cités dont les souverains sont sacrés, les rangs et les corps régissent les rapports sociaux, et la vie intellectuelle se centre sur l'étude des textes sacrés. Cependant, la structure hétéronome est travaillée de l'intérieur depuis le tournant de l'an mil et les transformations de la féodalité (Duby, 1993 ; Le Goff, 1997) dont on peut citer, entre autres bouleversements, les évolutions dans l'exploitation de la terre, l'ancrage des royaumes dans des territoires et la réforme grégorienne. Les effets qui en découlent passent de la virtualité à l'effectivité aux alentours de

---

<sup>7</sup> L'agencement de ces différents principes donne toutefois lieu à une grande variété de sociétés concrètes.

1500 et permettent le basculement vers la structuration autonome. La révolution moderne consiste alors en la modification progressive des cinq axes de la structuration hétéronome. Ainsi que le détaille Marcel Gauchet, la révolution moderne « va imposer, sous le nom d'État, une nouvelle figure du pouvoir et du corps politique, au milieu des ruines de l'autorité universelle et de la sacralité médiatrice. La nation capte à son profit, mais en la retournant, la dynamique de l'empire. Au lieu et place de la différenciation hiérarchique s'installe l'homogénéité égalitaire comme règle de droit et comme norme de fait. La déliaison individualiste prend la relève de l'incorporation organique. Pour finir, point culminant de la métamorphose, l'inscription de l'établissement humain dans le temps s'inverse : l'appel de l'avenir supplante l'attraction des origines, la foi dans le devenir producteur remplace l'autorité du passé fondateur » (2007a, p. 57).

La structure autonome se dégage progressivement, en trois vagues qui correspondent à l'instauration de chacun des vecteurs de l'autonomie : le politique, le droit et l'histoire. La structuration autonome repose effectivement sur trois composantes dont l'articulation est l'enjeu de la démocratie moderne. La composante politique prend la forme de l'État souverain doté de ses propres raisons<sup>8</sup>. La composante juridique repose sur le principe de la légitimité des droits des individus libres et égaux. La composante historique est l'organisation temporelle donnant le primat à l'avenir. La recherche de l'équilibre entre ces trois composantes est la condition politique moderne. Avant de revenir plus précisément sur les principales étapes du processus d'autonomisation, faisons le point sur les conceptions de la société civile qui nous sont parvenues des cités grecques, de la Rome antique et de la Chrétienté.

### **I.1.3 La notion de société civile durant l'Antiquité et le Moyen-Âge**

Le mot société civile nous vient des textes d'Aristote sur la politique (1993, 1994), il est la traduction de la *koinônia politikê* qui désigne « la communauté supérieure qui achève l'ordonnance hiérarchisée des communautés naturelles, et englobe celles qui la précèdent : communauté de l'homme et de la femme, du maître et de l'esclave » (Colliot-Thélène, 1996,

---

<sup>8</sup> L'État moderne « devient l'appareil au travers duquel la communauté humaine s'assure de ses propres raisons et des moyens de sa définition, autrement dit un appareil à matérialiser l'autosuffisance de l'ici-bas, autrement dit encore, la machine qui rend l'autonomie humaine concevable en lui prêtant corps de manière opératoire » (Gauchet, 2005, p. 18-19).



p. 247). Sa supériorité à l'égard des autres communautés relevant de la sphère domestique (*oikos*) provient à la fois de sa dimension publique et de la fin qu'elle vise : le bien-vivre (*Ibid.*). Parmi les divers royaumes et empires de l'Antiquité, les cités grecques font effectivement office d'exception par leur usage de la délibération et de la décision collective concernant l'ordre et le devenir de la cité. Au centre de l'activité politique et de la démocratie en train de naître, la notion de citoyenneté symbolise cette « utopie créatrice » qui fonde une société abstraite<sup>9</sup> : la communauté politique (Schnapper, 2000). À la hiérarchie et la division entre les membres de la société concrète (hommes, femmes, maîtres, esclaves, artisans, étrangers), cette société abstraite substitue l'égalité et l'interchangeabilité des citoyens<sup>10</sup>. Dans la cité athénienne notamment, la société civile représente cette société des citoyens, cette communauté politique. Dans la pensée d'Aristote, la société civile (*koinônia politikê*) est l'égalité de la cité (*polis*), c'est-à-dire « une communauté de citoyens politiquement organisée » (Pirotte, 2007, p. 7). Contrairement à l'usage contemporain de la notion dont nous verrons les racines plus loin, la société civile n'est donc pas opposée à la société politique. En un sens, elle représente la société politique.

Néanmoins, l'émergence de la démocratie et d'une communauté de citoyens dans les cités grecques ne s'accompagne pas d'un détachement à l'égard du divin (Manin, 1995). De même, les relations sociales sont fortement hiérarchisées en dehors de la société civile, et l'accès à celle-ci est clairement restreint. L'essor d'un pouvoir politique partagé ayant pour visée le bien-vivre manifeste toutefois l'avancée souterraine de l'autonomisation de l'État en tant que pouvoir immanent. Dans cette perspective, les cités grecques représentent « une percée fragile et brève, vite recouverte par l'assujettissement aux dieux et à leurs délégués » (Gauchet, 2005, p. 18).

À Rome, on trouve également l'expression société civile pour désigner la communauté politique formée par les citoyens. La société civile (*societas civilis*) est en effet l'équivalent de la cité (*civitas*), c'est-à-dire « le groupe politiquement organisé et la société des individus qu'elle rassemble » (Rangeon, 1986, p. 11). Elle diffère alors de la communauté domestique et s'apparente à la *res publica*. Contrairement à Athènes où la société civile se manifeste par

---

<sup>9</sup> Considérer la citoyenneté et la communauté politique comme des abstractions n'est pas contradictoire avec la pensée d'Aristote faisant de la cité une réalité naturelle et de l'homme un animal politique. Pour Aristote, la disposition naturelle de l'homme à la politique provient en effet du *logos* qui est à la fois langue et raison, autrement dit « la capacité à distinguer le bien du mal, le juste de l'injuste » (Colliot-Thélène, 1996, p. 247).

<sup>10</sup> La citoyenneté était toutefois réservée aux hommes et aux maîtres.

la participation directe aux affaires publiques, la citoyenneté romaine s'exprime davantage au travers de l'instauration et du respect d'un droit civil. Le citoyen romain est un sujet de droit, ce que Cicéron exprime dans *La République* par la formule : « la loi est le lien de la société civile<sup>11</sup> ». Toutefois, on remarque avec Pirotte que Rome « partage avec Athènes une société hiérarchiquement organisée et, pendant une bonne partie de son existence, un accès à la citoyenneté très limité » (2007, p. 9). L'empire Romain, par son lien avec l'Église, contribue également à maintenir l'universalité et la sacralité du pouvoir, soit deux piliers de la structuration hétéronome.

Dans la théologie chrétienne, et à la suite de Saint Augustin, la société civile est assimilée à la cité terrestre qui est elle-même subordonnée à la cité de Dieu. Si l'organisation politique au sein de la chrétienté est reconnue par l'Église, elle n'est conçue que comme un relais du religieux. Au Moyen-Âge, le pouvoir ecclésiastique agit alors pour maintenir la jonction entre les sphères temporelles et spirituelles, et lutte contre les tentatives d'autonomisation de la société civile (Colas, 1992). Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'ordre social y est régi par l'appartenance à des corps et selon une logique hiérarchique. L'analyse rationnelle du monde social – telle la scolastique en général ou la somme théologique de Thomas d'Aquin inspirée de la pensée aristotélicienne – demeure également soumise au principe d'un dieu créateur. Néanmoins, à la suite de la Réforme protestante et des guerres de religion, la structure hétéronome des sociétés chrétiennes est ébranlée par la contestation de la supériorité du pouvoir spirituel incarné par l'église et ses prélats. La signification antique assimilant la société civile à la société politique est à nouveau mobilisée dans ce contexte pour renforcer les instances de pouvoir au sein de la cité terrestre. Comme le remarque Colas, « à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, "société civile" et *societas civilis* sont des termes usuels du vocabulaire de la politique et des polémiques liées aux guerres de religion sur l'autonomie du pouvoir temporel par rapport au pouvoir ecclésiastique et sur l'autonomie des souverains par rapport au peuple » (*Ibid.*, p. 28). Voyons dans quelle mesure ces transformations du religieux et du politique entraînent le dégagement de la structure autonome des communautés humaines.

---

<sup>11</sup> *Lex est civiles societas vinculum* (*De Republica*, I, 32).

#### **I.1.4 Réforme protestante, guerres de religion et dégagement du politique**

La première vague du processus d'autonomisation se situe entre 1500 et 1650, elle correspond au dégagement de l'élément politique de la structure autonome. Au cours de cette période, les mutations et les conflits autour du religieux aboutissent à une séparation du temporel et du spirituel, ainsi qu'à l'avènement d'une nouvelle forme de pouvoir : l'État souverain de droit divin. La Réforme protestante vient en effet bouleverser le rapport au divin en rejetant le principe de médiation matérialisé par l'Église. Les mondes humain et divin deviennent irrémédiablement disjoints, nul intermédiaire ne pouvant incarner le lien entre ces deux mondes. Par cette révolution religieuse, « la Réforme ébranle définitivement l'univers de la médiation, c'est-à-dire l'existence d'institutions humaines – l'Église du côté spirituel, le roi du côté du pouvoir temporel – qui permettaient de concevoir une unité du ciel et de la terre » (Gauchet, 2003, p. 294). Les conséquences de cette rupture avec le principe de médiation débordent le seul domaine de la religion et s'étendent à celui du politique. La réflexion sur le pouvoir marque, à la même époque, une inflexion notable par l'explicitation de ses propres finalités et des moyens à sa disposition. L'œuvre de Machiavel symbolise ce dégagement du politique qui cesse de n'être que le relais du religieux pour exprimer « les nécessités impérieuses de l'acquisition et de la conservation du pouvoir » (Gauchet, 2007a, p. 60).

Les guerres de religion, et la nécessité d'y mettre fin, conduisent à l'élévation d'une puissance profane capable de garantir la paix et de soumettre si nécessaire les choses sacrées à la chose publique. L'État moderne, c'est-à-dire l'État en conscience de lui-même, surgit en tant qu'institution garante de la conservation de la communauté, ce qu'exprime la cristallisation de la notion de « raison d'État » (Gauchet, 2005, p. 205-260). En lien avec la dissociation du visible et de l'invisible, le pouvoir royal accède à la plus haute position dans la sphère terrestre, au lieu et place de l'empire et de la papauté. Il devient absolu dans le sens où aucune autorité ne peut intervenir dans sa relation avec le divin et où il clôt la communauté humaine sur elle-même. Il est de droit divin suivant l'axiome encore prégnant « tout pouvoir vient de Dieu », mais sa symbolique change radicalement par rapport à la période précédente. « Elle n'évoque plus une incarnation sacrale, une descente de la substance divine dans un être qui relierait le ciel et la terre. Elle désigne le lieu du pouvoir comme le seul lieu où une autorisation divine soit concevable, en raison de sa suréminence terrestre » (Gauchet, 2003, p. 298). Ainsi émerge l'État souverain de droit divin, que la guerre de Trente Ans achève de consacrer. Le système des États qui se met en place après la paix de Westphalie met fin au

pouvoir universel de l'empire en reconnaissant la coexistence d'États souverains<sup>12</sup>. L'aspiration à l'universalité, sans disparaître, se retourne au-dedans des États sous la forme de la souveraineté. L'État souverain détient le monopole de la domination sur un territoire circonscrit, il a vocation à maintenir l'ordre et la permanence de ce qui apparaît dorénavant comme une communauté politique.

### **I.1.5 Contrat social, droit des individus et société civile**

La seconde vague du processus d'autonomisation se situe entre 1650 et 1800, elle consiste en l'élaboration d'un nouveau principe de légitimité du pouvoir reposant sur le droit politique des individus. C'est sur le terrain philosophique, autour de l'idée de contrat social, que se dessine le renversement de la légitimité du souverain, celle-ci passant du sommet à la base. Parmi les philosophes de cette période, trois retiennent particulièrement notre attention en raison de leur postérité et de l'usage qu'ils font de la notion de société civile : Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau.

Le surgissement de l'État souverain de droit divin a permis de répondre à la séparation des sphères terrestre et divine ainsi qu'aux conflits entre chrétiens, mais il a également ouvert de manière décisive une brèche sur le mode de composition des communautés humaines qui conduit progressivement à une centration sur le droit des individus. La faiblesse de la légitimité du droit divin est relative au fait qu'elle repose sur une relation de pouvoir, c'est-à-dire sur un rapport immanent. Elle ne suffit pas à asseoir l'autorité politique, ni à garantir l'ordre et la paix au sein des communautés : « Qu'éclate un conflit secouant l'ordre traditionnel, que s'élève un parti prétendant parler lui aussi au nom de Dieu et face auquel le souverain est désarmé, et la vacuité de cette caution ultime apparaît dans sa nudité » (Gauchet, 2007a, p. 81).

C'est précisément dans ce type de contexte que Hobbes forge sa réflexion et adjoint à la légitimité divine du monarque absolu une légitimité proprement humaine. Cette légitimité passe par la fiction de l'état de nature des individus libres et égaux, à laquelle s'oppose la société civile conçue comme une création artificielle des hommes dans le but d'assurer la paix

---

<sup>12</sup> Le principe de la coexistence d'États souverains n'empêche pas la rivalité entre ces unités politiques. L'équilibre est systématiquement recherché par un jeu d'alliances et de luttes visant à annihiler toute prétention à l'unité impériale.

et la sécurité. Pour Hobbes, partisan de la monarchie absolue, le pouvoir résulte « du pacte passé entre des hommes originellement libres, et donc égaux en liberté, dans l'état de nature, afin de former un seul être qui les élèvera au-dessus des misères de la guerre de tous contre tous par lesquelles se soldait leur indépendance primitive » (*ibid.*, p. 82-83). Le pacte social fonde d'une part la société civile qui unit les citoyens et d'autre part le souverain auquel tous acceptent de se soumettre. Bien que de nature politique, la société civile hobbesienne n'est plus l'équivalent de la *polis* athénienne ou de la *res publica* romaine, puisqu'elle s'accompagne d'un assujettissement des citoyens à l'égard de la puissance collective qu'ils constituent. « Points de départ de l'engendrement idéal de la société civile et principes de sa légitimité, les individus éprouvent celle-ci, une fois constituée, comme un pouvoir distinct d'eux-mêmes, auquel ils sont en définitive assujettis » (Colliot-Thélène, 1996, p. 247).

La contradiction interne à la théorie de Hobbes, à savoir la souveraineté des individus et leur assujettissement au monarque, trouve des formes de résolution chez Locke et chez Rousseau qui correspondent, respectivement, au versant libéral et au versant démocratique de la fondation en droit de la communauté politique. Pour Locke, la société civile s'apparente encore à la société politique. Il écrit ainsi dans le *Second traité du gouvernement civil* que « ceux qui composent un seul et même corps, qui ont des lois communes établies et des juges auxquels ils peuvent appeler, qui ont l'autorité de terminer les disputes et les procès, qui peuvent être parmi eux et punir ceux qui font tort aux autres et commettent quelque crime : ceux-là sont en société civile les uns avec les autres » (1984, p. 242). Cependant, cet auteur tire toutes les conséquences de la dualité de l'humain et du divin pour aboutir à la négation « d'une autorisation divine du pouvoir établi parmi les hommes » (Gauchet, 2007a, p. 88). Outre la fondation d'un ordre politique selon des principes de justice partagés par tous, la souveraineté des individus à l'égard de la puissance constituée par le contrat social se manifeste encore au travers de la garantie de la préservation de la propriété privée. Il en résulte un pouvoir limité, d'essence représentative et législative, chargé de préserver les biens des individus tout autant que de conduire le corps politique.

Si la pensée de Rousseau sur la société civile est influencée par les écrits de Locke et de Hobbes, elle l'est également par ceux des économistes anglo-écossais du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans la *Fable des abeilles* (1714), sous-titrée *les vices privés font le bien public*, Bernard Mandeville défend l'idée selon laquelle la poursuite des intérêts particuliers conduit mécaniquement au bonheur de tous. La société civile n'est plus alors sous la dépendance d'un souverain ou d'un État garantissant l'ordre et le respect des lois, elle se détache du politique

pour s'inscrire dans l'économique. Dans son *Essai sur l'histoire de la société civile* (1767), Adam Ferguson apporte une caution morale à la poursuite des intérêts particuliers en la reliant à des déterminants naturels du comportement humain. Le contrat social perd alors sa qualité d'acte fondateur d'une société civile comme chez Locke ou Hobbes, il ne doit plus viser que le perfectionnement d'une société régie par des lois naturelles. Dans la *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), Adam Smith radicalise la vision mercantile de la société (il omet significativement le mot société civile dont le sens dominant à son époque est encore celui d'État<sup>13</sup>). Dans la vision de Smith, « la société civile est régie par ses propres lois de l'échange, de l'intérêt et du besoin. L'ingérence étatique dans le libre jeu des acteurs risque de perturber cette civilité spontanée et le bon ordonnancement naturel de la société » (Pirrotte, 2007, p. 18). La figure du Léviathan est définitivement abandonnée, elle laisse place à la métaphore de la main invisible du marché.

Rousseau s'oppose aux économistes anglo-écossais en désenchantant leur projet de civilisation centrée sur l'échange marchand, l'intérêt particulier et les besoins (Pirrotte, 2007, p. 18). Il critique également la société civile de Locke fondée sur la propriété privée, comme dans ce fameux passage du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* : « Le premier qui ayant enclos un terrain s'avisa de dire : Ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargné au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne ! » (1999, p. 53). Rousseau réactive la dimension politique de la société civile et la dimension instituante du contrat social, celui-ci devant permettre le passage définitif de l'état de nature à l'état civil. Il reprend alors à Locke la centralité de la loi et le gouvernement en commun, mais il substitue à l'idée de représentation celle de l'autoconstitution de la « personne publique ». La communauté politique devient, chez Rousseau, agissante et autonome. Grâce au contrat social, les libertés individuelles forment un pouvoir collectif qui trouve son expression dans la « volonté générale ».

---

<sup>13</sup> Au sein de l'Encyclopédie, on trouve ainsi sous la plume de Diderot au terme société civile : « s'entend du corps politique que les hommes d'une même nation, d'un même état, d'une même ville ou d'un autre lieu, forment ensemble et des liens politiques qui les attachent les uns aux autres ; c'est le commerce civil du monde, les liaisons que les hommes ont ensemble, comme sujets aux mêmes lois et participants aux droits et privilèges qui sont communs à tous ceux qui composent cette même société ».

Au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, des philosophes tels que Hobbes, Locke et Rousseau ont exprimé, au travers du contrat social et de la société civile, l'idée d'un État fondé à partir des libertés naturelles et du droit des individus. Selon Gauchet, la Révolution française et la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* matérialisent ce renversement de la légitimité du souverain en même temps qu'elles marquent les limites de l'autoconstitution du corps politique. L'expérience de la Révolution française se solde en effet par l'échec de l'idée d'une fondation du politique par le droit et du gouvernement par les principes, ce que Rosanvallon décrit comme le « culte de la loi » des hommes de 1789 (2004, p. 81-105). Émerge alors progressivement l'idée selon laquelle « le politique selon l'État et le droit selon l'individu constituent deux ordres de réalité distincts, mais connexes, qu'il s'agit d'ajuster en respectant leur extériorité l'un par rapport à l'autre » (Gauchet, 2007a, p. 125). Les deux composantes de la structure autonome que forment l'État et le droit des individus sont alors pris dans leur unité, mais leurs conceptions sont également transformées par l'affirmation de la conscience historique des sociétés et la foi en leur puissance d'autoconstitution dans le devenir.

### **I.1.6 Progrès, historicité et autonomisation de la société civile**

La troisième vague de l'autonomisation correspond en effet au « passage à l'historicité consciente et délibérée » (Gauchet, 2003, p. 293). La composante historique de la structure autonome trouve son origine au XVIII<sup>e</sup> siècle avec la percée de l'idée de progrès. Celle-ci est une conséquence de la séparation des sphères divine et terrestre, en ce que cette séparation a permis la revalorisation du « monde d'ici-bas » et de l'action humaine. Après le déclin du dogme de la prédestination au sein du protestantisme, l'idée selon laquelle le salut est accessible à tous les êtres humains se généralise. Le salut résulte ainsi d'un choix et d'une action, celle de la « bonne » utilisation des moyens dont chacun dispose. L'activité humaine est alors conçue comme capable d'élévation et de perfectionnement, sans toutefois atteindre l'aboutissement divin. La « cité terrestre » n'est plus vouée à la déchéance, elle est susceptible d'être bonifiée et de permettre aux humains de développer leurs potentialités. Selon Gauchet, « c'est dans ce tournant métaphysique que l'orientation historique a ses assises primordiales » (2007a, p. 98).

Cette nouvelle considération du temporel, alliée aux avancées de la science et de la philosophie de la connaissance, dessine un nouvel horizon pour l'humanité. Le principe de

tradition de la structuration religieuse est frappé de plein fouet, les progrès de la raison et de l'industrie tournant inflexiblement les communautés humaines dans la direction du futur. Les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles mettent alors à jour la congruence entre la puissance d'État, le droit des individus et l'espoir de progrès. L'État devient le responsable de la marche du progrès et de la diffusion de ses bienfaits à l'ensemble de la communauté politique, tant en raison de son rôle de garant du bien commun que de la nécessité d'accroître sa puissance face aux États voisins et rivaux. L'« État de progrès » se développe au travers du principe de la réforme, ce qui correspond à l'intégration progressive de la « raison » dans l'action politique au moyen de la législation. Par là même, le droit accroît la dimension rationnelle de l'État susceptible de le rendre à la fois plus juste et mieux compris par le peuple (d'abord assujetti, puis souverain).

Le passage de l'idée de progrès à celle d'historicité pointe aux alentours de 1800, essentiellement en Allemagne – sous l'influence de Hegel – où « une autre idée de la nature et des enjeux de l'aventure humaine dans le temps commencent à se faire jour » (ibid., p. 127). Pour les contemporains de l'empire Napoléonien, puis de la Restauration qui considéraient la Révolution française comme fille du progrès et avènement de la raison en politique, l'échec de ce projet révolutionnaire constitue une énigme. En opposition à la tentative des révolutionnaires français de faire table rase du passé et de fonder une société nouvelle à partir de principes abstraits, la pensée naissante de l'histoire va renouer avec le principe de la continuité du temps et envisager la transformation sociale selon un long processus d'accumulation qui concerne l'ensemble de la communauté. Nous verrons plus loin comment la réaffirmation de la continuité du temps donne lieu à la première idéologie dominante moderne, celle du conservatisme éclairé qui réactive l'Unité religieuse tout en faisant place aux progrès de la raison. Néanmoins, le sentiment procuré par l'impression de comprendre *a posteriori* ce que les révolutionnaires éclairés ne comprenaient pas en leur temps jette une lumière nouvelle sur l'idée d'expérience et radicalise la perspective du progrès. Celui-ci ne consiste pas exclusivement en la diffusion de la raison dans la vie humaine pour en améliorer les conditions, il est également production d'une connaissance de soi. Autrement dit, l'humanité accède à un nouveau stade de la réflexivité, celui de la compréhension de son devenir au travers de son travail de constitution du monde. Le « schème de l'historicité » peut ainsi être défini selon sa double dimension : « D'un côté, (...) l'humanité ne se contente pas de faire des progrès ; elle se fait en progressant. De l'autre côté, elle ne se borne pas à vivre davantage selon la raison ; elle prend conscience d'elle-même en substituant la réflexion à la spontanéité dans ses actes » (ibid., p. 141). La découverte de l'histoire, ainsi entendue,



transforme l'agencement des communautés humaines en ajoutant au principe de l'autogouvernement celui de « l'autoproduction délibérée ».

Une des tensions fondamentales de l'autonomie moderne consiste en la coexistence du sujet politique et du sujet historique. Cette tension est notamment explicitée à l'aide des concepts d'État et de société civile qui prennent un sens nouveau dans cette configuration. Hegel peut être considéré comme l'auteur de référence de la conception moderne de la société civile. Rangeon note ainsi que « la conception hégélienne de la société civile est sans doute celle qui a le plus contribué à fixer le sens moderne de cette notion » (1986, p. 22). Non seulement Hegel prend en considération les idées philosophiques et économiques des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, mais il bâtit une théorie complexe reliant dialectiquement la famille, la société civile et l'État au sein de ce qu'il nomme « la vie éthique » (*sittlichkeit*). Entre la totalité immédiate de la famille et la totalité universelle de l'État, la société civile représente le moment de la « différence » où les individus, mus par leur intérêt particulier, s'affirment dans les rapports sociaux. À l'instar des théories économistes, Hegel distingue l'État et la société civile, celle-ci renvoyant principalement à la sphère du travail et des échanges<sup>14</sup>. Toutefois, il marque sa défiance à l'égard d'une harmonie sociale produite spontanément par le marché et réaffirme la primauté du politique dans l'ordonnement des sociétés. Hegel limite également la capacité de régulation des associations qui se créent dans la société civile telles les corporations. Si celles-ci permettent de régler des conflits entre intérêts particuliers ou de conjuguer des intérêts particuliers en intérêts collectifs, elles ne peuvent prétendre à l'intérêt général dont l'État est seul dépositaire. Dans la théorie hégélienne, « l'État y est pensé comme la sphère de réconciliation des conflits indépassables dans la société civile » (Pirrotte, 2007, p.27).

On retrouve ainsi avec Hegel la synthèse conservatrice de la tradition religieuse et de l'autonomie moderne. Le droit des individus, les progrès de la civilisation et l'essor des subjectivités individuelles et collectives occupent, à travers la notion de société civile, une place essentielle dans l'architecture des sociétés. Toutefois, et conformément au principe de l'Un religieux que Hegel contribue à réactiver, l'État domine la société civile et confère à l'humanité son sens ultime. Ce sens ultime dérive de l'historicité qui, paradoxalement, émerge sous la forme d'une fin de l'histoire. Gauchet explique en ces termes la logique qui préside à

---

<sup>14</sup> L'administration de la justice, l'action de la police et celle des corporations s'ajoutent aux relations sociales liées au travail et aux échanges (Colliot-Thélène, 1996, p.249-250).

l'idée de la fin de l'histoire : « Si nous sommes sortis de l'inconscience où cheminaient nos aïeux, et même nos proches devanciers, si nous savons quel est l'enjeu du devenir auquel ils œuvraient à leur insu, c'est que sa phase proprement créatrice est close, c'est que nous sommes entrés dans sa phase explicatrice, récapitulatrice ou totalisatrice, qui ne peut être que sa phase finale » (2007a, p. 134). Autrement dit, l'histoire s'achève avec l'accès à la pleine connaissance de soi, qui représente la finalité du travail des siècles. La pensée de Hegel illustre le compromis du conservatisme éclairé qui cherche à marier l'esprit des libertés individuelles et la fondation des lois en raison avec l'ordre hiérarchique et organique d'une communauté close en son sommet par un pouvoir supérieur. Au travers de l'État et de la raison, elle renoue avec le divin et l'idée d'un principe transcendant en affirmant que la lumière acquise par les individus sur leur mode de constitution ne peut provenir que d'un au-delà guidant l'humanité depuis ses origines jusqu'à la totale possession de soi. Il en découle une réhabilitation de la primauté du tout sur les parties. Chaque individu, quel que soient ses initiatives particulières, s'intègre dans une œuvre collective conduite par l'État transfiguré « en organe de la conscience divine au sein de la communauté » (ibid., p. 136).

Au-delà de la pensée conservatrice, Hegel a marqué la théorie sociale en consacrant la séparation de l'État et de la société civile. Si Marx s'oppose à Hegel dans ses écrits de jeunesse, il reprend néanmoins cette dichotomie entre l'État politique et la société civile économique. Marx renverse cependant le schéma hégélien en affirmant que la société civile domine l'État. Contrairement à Hegel, il ne croit pas en la réconciliation des conflits qui naissent de la poursuite des intérêts individuels au sein de la société civile. Focalisé sur les conditions de son époque, Marx voit en l'État l'instrument politique que les acteurs économiques dominants, les bourgeois, mobilisent pour défendre leurs intérêts. Dans cette perspective, « la société civile se transforme en société de classes, ou société bourgeoise, et s'oppose en ce sens à la véritable société humaine, société sans classe qu'il revient au communisme de réaliser » (Colliot-Thélène, 1996, p. 251). Marx substitue à la fin de l'histoire hégélienne la prophétie de l'homme nouveau, l'avènement de l'humanité socialisée. Comme nous le verrons plus loin, cette orientation futuriste sera décisive dans l'idéologie socialiste et, de manière plus générale encore, dans la diffusion de l'idée de révolution sociale.

L'inversion du schéma hégélien opéré par Marx confère à la société civile un rôle décisif à la fois dans la configuration des rapports sociaux et dans la constitution du devenir. Au-delà de la controverse entre les auteurs, la perspective de Marx fait écho à des transformations sociales qui réduisent la pertinence de la pensée conservatrice que Hegel avait

portée haut. Gauchet note ainsi que « l'illusion de tradition suscitée par l'irruption de la ressaisie du passé comme chemin vers soi n'aura pas la vie longue. Le sentiment du travail continué du devenir, la montée de l'étoile du futur sur l'horizon, l'ébranlement généralisé du vieil édifice de la dépendance sacrale ne vont pas tarder à en montrer les limites. En 1820, l'idée que l'heure de la réconciliation a sonné est encore dans tout son éclat. En 1831, quand Hegel meurt, elle a à peu près cessé d'être croyable. Dix ans plus tard, la vapeur, les chemins de fer, la manufacture, la science, l'émancipation des peuples l'ont renvoyée au magasin des antiques » (2007a, p. 155).

### **I.1.7 Fait libéral, renversement libéral et idéologie**

Dans la théorie politique de Gauchet, la séparation de la société civile et de l'État, et l'inversion de leur rapport renvoient à une articulation essentielle de la configuration politique moderne qu'il nomme le « fait libéral ». Le « fait libéral » est la manière de nommer la « reconnaissance pratique de l'indépendance de la société civile et de l'initiative des acteurs de la société civile, ou, pour en donner une formulation faisant ressortir davantage son caractère révolutionnaire, cette reconnaissance de la priorité et de la primauté de la société civile sur le gouvernement politique » (2007c, p. 22-23). Le « fait libéral » recouvre les dimensions politique et juridique de la structure autonome à travers « la garantie des droits individuels, les libertés publiques fondamentales (d'expression, de réunion, d'association) et les mécanismes politiques destinés à procurer sa traduction à ce système de droits » (2004, p.88). Mais l'aspect le plus fondamental correspond à la nouvelle orientation historique et à la consécration de la société civile en tant que puissance motrice de l'autoconstitution des communautés humaines. Avec l'historicité émerge une « politique de la liberté » dont les deux principes sont, d'une part, de laisser la société civile libre car son dynamisme est le véritable moteur de l'histoire et, d'autre part, de laisser les individus libres à l'intérieur de la société civile car ils sont les acteurs de l'histoire (2007c, p. 21-22). Autrement dit, la notion de « fait libéral » vient souligner l'irréductibilité des libertés individuelles et collectives au sein de la structure autonome. Si le « fait libéral » est une donnée de structure de la configuration politique moderne, il est à considérer de manière dynamique à l'instar de l'agencement des vecteurs de la structure autonome. Nous verrons plus loin que la période ouverte à partir des années 1970, marquée notamment par la résurgence de la notion de société civile, correspond justement à un nouvel approfondissement du « fait libéral ».

Le corollaire de cette mise au premier plan des libertés individuelles et de la société civile est la destitution du politique de sa primauté ordonnatrice, ce que Gauchet nomme le « renversement libéral ». La redéfinition du rapport entre la société civile et l'État entraîne une nouvelle conception du pouvoir dont la fonction principale est de répondre aux besoins de la société. La conséquence pratique de cette redéfinition est l'instauration progressive du gouvernement représentatif qui transforme le pouvoir en « expression de la société, dans la mesure où cette dernière est le foyer de la créativité collective » (2007c, p. 22). Si les débats sur les notions de représentation et de citoyenneté traversent les deux derniers siècles (Manin, 1995 ; Schnapper, 2000), l'instauration du suffrage universel assoit le principe du gouvernement représentatif en le dotant d'une légitimité démocratique.

Le « renversement libéral », en détrônant *le* politique, fait véritablement émerger *la* politique. Outre l'élection et le contrôle des représentants, *la* politique consiste essentiellement en la « délibération sur les choix qui s'offrent à la collectivité, compte tenu de sa situation dans le temps, des échéances qui se présentent à elle et des espérances qu'elle nourrit pour l'avenir » (2007a, p. 164). Cette activité délibérative donne naissance à un discours d'un genre nouveau : l'idéologie. Selon Gauchet, « l'idéologie va être le discours de la société sur elle-même chargé tout à la fois d'expliquer son histoire, de justifier les choix appelés par son travail politique sur elle-même et de fournir une définition de l'avenir » (2001, p. 6). Le discours idéologique repose donc sur l'intrication de trois composantes : une analyse rationnelle, une action politique et une croyance politique. L'analyse rationnelle cherche à donner une explication du mouvement générateur de la société, elle s'appuie sur une théorie scientifique du monde social qui met à jour les facteurs de sa dynamique. L'action politique est ancrée dans le présent et définit les choix d'orientation dans l'avenir à court, moyen et long termes. La croyance politique, qui a remplacé la croyance religieuse de l'hétéronomie, est l'activité spéculative qui scrute le futur et mobilise la foi. Cette construction élaborée d'un discours nécessaire à l'autoconstitution des sociétés vise néanmoins à répondre à trois questions simples : D'où venons-nous ? Où allons-nous ? Comment faisons-nous pour y aller ? En ce sens, le discours idéologique n'est pas la propriété exclusive d'une élite éclairée. Il est extrêmement diffus dans l'ensemble de la société, même si l'on observe des contrastes dans la complexité du discours au niveau des individus. Cette définition se distingue alors d'une conception faisant de l'idéologie un voile destiné à masquer les intérêts de la classe dominante. À l'opposé de la centration sur « l'idéologie dominante de la classe dominante », Gauchet propose de concevoir une pluralité d'idéologies

qui sont en compétition les unes avec les autres. Toute domination idéologique est alors relative et conjoncturelle, elle repose sur la plus grande plausibilité de son projet à un moment donné.

Trois grandes familles de pensée structurent le champ idéologique à partir du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à aujourd'hui : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme. En schématisant à l'extrême, chaque idéologie se distingue des autres par son rapport au temps et par le principe qui fonde sa doctrine. Le conservatisme se tourne vers le passé et exige la mise en ordre du collectif par l'autorité politique. Le libéralisme se plonge dans le présent et revendique la pleine liberté des individus grâce à l'extension de leurs droits. Le socialisme investit le futur et prône un changement de l'organisation socio-politique selon un principe de justice. S'il existe des variantes au sein de chaque idéologie, elles représentent toutes des réponses possibles aux trois grandes alternatives qui naissent avec la conscience du devenir historique : « Le passé ne recèle-t-il pas les insurpassables modèles de la société bien ordonnée, modèles auxquels la sagesse du devenir ne peut que nous ramener, à l'opposé des chimères de la rupture révolutionnaire ? La leçon définitive du présent n'est-elle pas plutôt que l'heure est venue de consacrer les droits de la liberté dans tous les domaines, le gouvernement, la vie de la société, l'économie ? Ou bien les forces nouvelles dont le monde est gros ne nous promettent-elles pas un avenir radicalement différent ? Ne font-elles pas signe vers l'avènement d'une organisation sociale supérieure qui donnerait un contenu réel à la liberté en la mariant avec la justice et l'égalité ? » (*Ibid.*, p. 7). De manière synthétique, l'évolution de champ idéologique se découpe alors en quatre grandes périodes, chacune se référant à la domination relative d'une idéologie : le conservatisme éclairé du premier XIX<sup>e</sup> siècle ; le libéralisme triomphant du second XIX<sup>e</sup> siècle à la Première Guerre mondiale ; le socialisme et les promesses de la révolution au cœur du XX<sup>e</sup> siècle ; le néolibéralisme et la consécration de l'individu à partir des années 1970<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> Il va de soi que ce découpage appelle des nuances au regard des histoires de chaque société occidentale. Néanmoins, ces séquences dessinent une tendance que l'on retrouve dans chaque pays, notamment en France et en Argentine. Durant le premier XIX<sup>e</sup> siècle, l'idéologie conservatrice s'impose grâce au rétablissement de l'ordre après les soubresauts révolutionnaires. La foi dans le progrès et l'avènement de la nation comme sujet historique sous-tendent la percée libérale au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le triomphe du libéralisme autour de 1880 laisse bientôt place à une forte désillusion et à la préoccupation grandissante d'une société instable, injuste et ingouvernable. La crise du libéralisme se traduit alors par un rôle accru de l'État dans tous les domaines de la vie collective, telle la planification économique ou le développement de la protection sociale. L'idéologie socialiste,

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, les trois vecteurs de l'autonomie ont donc émergé sous la forme de l'État rationnel, du droit des individus et du devenir historique. Essentiel dans la recherche d'équilibre entre les vecteurs de la modernité politique, le discours idéologique supprime la tradition religieuse et manifeste l'orientation futuriste des sociétés. La structure hétéronome est ébranlée, ses principes s'en trouvent inversés, mais le cadre du religieux va néanmoins continuer de hanter l'organisation et la vision du monde autonome jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Telle est, du moins, l'hypothèse retenue par Marcel Gauchet. La permanence de la figure de « l'Un sacré » est, selon cet auteur, la clé de compréhension des vicissitudes de l'autoconstitution des modernes (2007a, 2007b, 2010). L'entremêlement d'un projet de transformation de la société et d'une recherche de l'unité politique et temporelle se manifeste dans les diverses tentatives d'édification d'un monde autonome aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, tant du côté des régimes totalitaires que de celui des démocraties libérales. La seconde partie de ce chapitre est consacrée à la mise en relation de l'émergence de la structure autonome avec le développement du fait associatif en France et en Argentine. Si la dimension économique de la société civile s'avère centrale dans son acception moderne, le fait associatif correspond également à l'essor des libertés individuelles, à l'autonomisation de la société civile et à l'émergence d'un espace public.

## ***1.2 Fait libéral et fait associatif***

### **1.2.1 Déliasion des individus et lien social moderne**

Comme il a été indiqué au commencement du chapitre, le passage de la structuration hétéronome à la structuration autonome se conçoit au travers de l'avènement de l'État rationnel, de la souveraineté des individus de droit et d'une orientation historique tournée vers

---

dans sa version réformiste ou révolutionnaire, est alors dominante au sein des sociétés occidentales. Le modèle de la société salariale constitue d'ailleurs pour Gauchet une forme d'équilibre entre les trois vecteurs de l'autonomie qu'il nomme la « synthèse libéralo-démocratique » (2007a, 2007b, 2010). À partir des années 1970, la crise économique, la critique de l'État bureaucratique et des totalitarismes, entre autres facteurs, légitiment une nouvelle « émancipation » de la société civile et permettent la domination idéologique d'un nouveau libéralisme.

l'avenir<sup>16</sup>. Le passage de l'hétéronomie à l'autonomie engage également une nouvelle conception du lien social qui permet de comprendre l'essor du fait associatif moderne, c'est-à-dire l'engagement volontaire d'individus libres et égaux dans des groupes plus ou moins durables. La hiérarchisation des rapports sociaux et l'intégration des individus dans des corps qui caractérisent la structure hétéronome laissent place, dans la structure autonome, au principe de l'égalité des individus et à leur déliaison au sein de la société. Le fait associatif tel qu'il émerge au XIX<sup>e</sup> siècle renvoie effectivement « à la déliaison du corps théologico-politique et à l'émergence de nouvelles formes de lien civil et de lien politique » (Cefaï, 2000, p. 277). Cette transformation des relations sociales liée au « fait libéral » est présente dès les fondations de la sociologie, on la trouve notamment dans les travaux de Tönnies, Durkheim, Weber et Tocqueville. Avant de retracer l'évolution des formes associatives liées au processus d'autonomisation, il nous semble nécessaire de mettre en lumière les réflexions que les fondateurs de la pensée sociologique ont nourries au sujet de la déliaison des individus et du lien social caractéristique de la modernité.

Dès 1887, Ferdinand Tönnies établit la distinction entre communauté et société. Inspiré tant par le romantisme allemand que par la critique de Marx concernant l'économie politique libérale et la société civile, Tönnies oppose les deux termes non sans leur adjoindre un jugement de valeur. Pour cet auteur, « la communauté est caractérisée par la proximité affective et spatiale des individus et se définit donc comme "une communauté de sang, de lieu et d'esprit" où le tout prime sur l'individu, la société, en revanche, est le lieu d'un individualisme débridé et destructeur, d'une concurrence généralisée entre les hommes désormais isolés et séparés les uns des autres, le règne de l'intérêt personnel qui se trouve être dorénavant au fondement de tous les rapports sociaux, lesquels tendent à se réduire à des échanges contractualisés » (Bond, Mesure, 2010, p. XVI). Ainsi que le remarquent Niall Bond et Sylvie Mesure, la vision de Tönnies sur l'histoire et la modernité est relativement pessimiste. Il voit les « authentiques » rapports humains de la communauté être supplantés par le froid calcul d'individus rationnels libres d'agir au sein de la société civile.

Cette préoccupation de la transformation des relations sociales et de la montée de l'individualisme se trouve également au cœur de la pensée d'Émile Durkheim. Dans son

---

<sup>16</sup> La structure hétéronome renvoie à la conception d'un pouvoir indivisible, de portée universelle et remplissant une fonction de médiation entre le divin et les communautés humaines, à une hiérarchisation et une incorporation des relations sociales, et à une orientation temporelle tournée vers le passé en raison de la prééminence de la tradition et du mythe d'un passé fondateur.

ouvrage *De la Division du travail social* (1893), Durkheim différencie la solidarité mécanique et la solidarité organique. La première correspond davantage aux sociétés primitives où le collectif prime sur l'individuel, alors que l'autre se réfère aux sociétés avancées où l'individualité et la personnalité se développent. « Tandis que la [solidarité mécanique] implique que les individus se ressemblent, [la solidarité organique] suppose qu'ils diffèrent les uns des autres. La première n'est possible que dans la mesure où la personnalité individuelle est absorbée dans la personnalité collective ; la seconde n'est possible que si chacun a une sphère d'action qui lui est propre, par conséquent une personnalité » (Durkheim, 1967, p. 122). La proximité des thèses de Durkheim et de Tönnies est attestée par le sociologue français dans la note critique qu'il réalise à propos de cet ouvrage : « Comme l'auteur, je crois qu'il y a deux grandes espèces de sociétés et les mots dont il se sert pour les désigner en indiquent assez bien la nature (...). Comme lui j'admets que la *Gemeinschaft* est le fait premier et la *Gesellschaft* la fin dérivée. Enfin j'accepte dans ses lignes générales l'analyse et la description qu'il nous fait de la *Gemeinschaft* » (Durkheim, 1975, p. 389). Durkheim exprime en revanche sa différence quant à l'interprétation de cette transformation des relations sociales et au pessimisme de Tönnies face à la nature et au devenir des sociétés contemporaines : « Je crois que la vie des grandes agglomérations sociales est tout aussi naturelle que celle des petits agrégats. Elle n'est ni moins organique ni moins interne. En dehors des mouvements purement individuels, il y a dans nos sociétés contemporaines une activité proprement collective qui est tout aussi naturelle que celle des sociétés moins étendues d'autrefois. Elle est autre assurément ; elle constitue un type différent, mais entre ces deux espèces d'un même genre, si diverses qu'elles soient, il n'y a pas une différence de nature » (*Ibid.*). Face aux tendances anomiques de la division du travail et de l'individualisation, Durkheim évoque notamment l'apport des corporations professionnelles<sup>17</sup> comme forme possible d'intégration sociale et d'intermédiation entre la société civile et l'État (Gautier, 1994).

Tout en rejetant également la vision pessimiste de la modernité de Tönnies, Weber s'inspire de la distinction entre communauté et société pour forger les concepts de communalisation et de sociation. La communalisation correspond à une relation sociale fondée sur « le sentiment subjectif (traditionnel ou affectif) des participants d'appartenir à une même communauté » (1995, p. 78). La sociation est, elle, une relation sociale fondée sur un

---

<sup>17</sup> Le concept de corporation est présent dans les *Leçons de sociologie* (1922) et dans la préface à la seconde édition de la *Division du travail social* (1902).



compromis d'intérêts motivé rationnellement en valeur ou en finalité (*Ibid.*, p. 78-79). L'association constitue pour Weber un « type pur de sociation », elle est définie en tant que « groupement formé par entente dont les règlements statutaires ne revendiquent de validité que pour ceux qui y entrent librement de leur chef » (1995, p. 94). À son tour, le concept d'association se distingue du concept d'institution<sup>18</sup> dont une des caractéristiques est d'imposer ses règlements à « tout individu qui répond à certains critères (...), sans qu'il importe que l'individu y soit rentré de son propre chef (...) et en outre qu'il ait participé à l'établissement des statuts » (*Ibid.*). Weber souligne donc la modernité du fait associatif en le rattachant au lien sociétaire et en insistant sur les dimensions volontaire et rationnelle de l'association des individus.

Si Max Weber a montré un intérêt pour le fait associatif moderne, notamment au cours de son séjour aux États-Unis en 1904 où il voit dans les multiples associations laïques le prolongement de la logique des sectes puritaines (Lallement, 2006), Alexis de Tocqueville reste l'auteur classique qui a sans doute accordé la plus grande importance au fait associatif. Au cours de son voyage en Amérique en 1831-32, Tocqueville conçoit la dynamique historique des sociétés et la « révolution démocratique » à partir du processus d'égalisation des conditions<sup>19</sup>. Son maître ouvrage *De la démocratie en Amérique* s'ouvre ainsi par ces mots : « Parmi les objets nouveaux qui, pendant mon séjour aux États-Unis, ont attiré mon attention, aucun n'a plus vivement frappé mes regards que l'égalité des conditions. (...) Ainsi donc, à mesure que j'étudiais la société américaine, je voyais de plus en plus, dans l'égalité des conditions, le fait générateur dont chaque fait particulier semblait descendre, et je le retrouvais sans cesse devant moi comme un point central où toutes mes observations venaient aboutir » (1961a, p. 37). Si l'égalisation des conditions est considérée comme un processus historique irréversible, elle n'en est pas moins problématique au regard de l'articulation entre l'individu et le collectif. L'égalité des conditions conduit les sociétés modernes face à deux grands écueils, l'un concernant la vie politique et l'autre la vie morale. D'une part, la liberté politique et la « souveraineté de tous » entraînent une faible capacité d'action de chaque individu, ce qui peut conduire à un renforcement toujours plus important du pouvoir central et à une forme de despotisme démocratique. L'« art de s'associer » permet alors la constitution volontaire de groupes intermédiaires qui viennent préserver les libertés individuelles, soit face aux excès du pouvoir central, soit face à la tyrannie de la majorité.

---

<sup>18</sup> L'État et l'Église forment les institutions par excellence.

<sup>19</sup> Par égalité des conditions, il faut entendre égalité de droit, ou encore l'égalité de liberté des individus.

D'autre part, l'égalité des conditions s'accompagne du règne de l'individualisme qui gâte les vertus et menace la civilisation. La « passion de l'égalité » des sociétés démocratiques fait craindre à Tocqueville le repli des individus sur eux-mêmes, l'effondrement des mondes communs et le retour à la barbarie<sup>20</sup>. Différent de l'égoïsme des moralistes<sup>21</sup>, l'individualisme démocratique est défini comme « un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses proches. (...) l'individualisme ne tarit d'abord que la source des vertus publiques ; mais, à la longue, il attaque et détruit toutes les autres et va enfin s'absorber dans l'égoïsme » (1961b, p. 143-144). Face à cette tendance au délitement du lien social – qui accentue par ailleurs la centralisation du pouvoir politique – ce sont encore les associations qui permettent aux individus de se (re)lier entre eux et, ce faisant, d'accorder leurs intérêts individuels en vue de la poursuite d'un bien commun. Cette heureuse synthèse de la vertu publique et de l'intérêt individuel est définie au travers de la doctrine de l'intérêt bien entendu<sup>22</sup> dont il constate la large diffusion aux États-Unis. À l'opposé de la morale aristocrate associant l'action vertueuse à la gloire et au grand sacrifice, les moralistes américains s'efforcent de rendre compte de l'utilité de produire de petits sacrifices et de l'intérêt d'agir avec honnêteté. Or, en s'associant régulièrement à propos d'objets touchant à la vie ordinaire, les individus acquièrent l'habitude de « combiner leur propre bien-être avec celui de leurs concitoyens » (Tocqueville, 1961b, p. 174).

Grâce à cette capacité à socialiser les individus, à générer des actions collectives volontaires et à forger des intérêts communs, Tocqueville voit alors dans les associations « le creuset où s'élabore une maïeutique de l'esprit civique » (Lallement, 2006, p. 74), « des "écoles" faisant apprécier aux individus les avantages de la démocratie, la rendant plus proche et vivante à leurs yeux » (Hamidi, 2010, p. 14) ou encore des « particuliers puissants » qui réactivent le « principe d'honneur » de l'aristocratie (Chanial, 2004). En tant que produit

---

<sup>20</sup> L'opposition entre civilisation et barbarie n'est guère précise chez Tocqueville. On peut considérer que la notion de barbarie renvoie à l'idée de dissolution sociale et de dépravation morale qui en résulte chez les individus, thème très en vogue au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle (Rosanvallon, 2004, p. 158-164).

<sup>21</sup> Tocqueville définit l'égoïsme comme « un amour passionné et exagéré de soi-même, qui porte l'homme à ne rien rapporter qu'à lui seul et à se préférer à tout » (1961b, p. 143).

<sup>22</sup> Selon Tocqueville, « la doctrine de l'intérêt bien entendu ne produit pas de grands dévouements ; mais elle suggère chaque jour de petits sacrifices ; à elle seule, elle ne saurait faire un homme vertueux ; mais elle forme une multitude de citoyens réglés, tempérants, modérés, prévoyants, maîtres d'eux-mêmes ; et, si elle ne conduit pas directement à la vertu par la volonté, elle en rapproche insensiblement par les habitudes » (1961b, p. 175).

du fait libéral et de la déliaison des individus, l'association volontaire représente une forme concrète de l'autonomisation de la société civile. Le développement du fait associatif au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles emprunte cependant un chemin sinueux dont nous proposons de suivre les grandes étapes en l'articulant avec les évolutions du champ idéologique et en nous référant aux cas français et argentin.

## **I.2.2 Révolutions politiques et avènement du fait associatif moderne**

Dans la période qui précède les révolutions politiques consacrant le droit des individus, le cadre religieux reste extrêmement prégnant. En France, Gutton (1979) signale que la vie sociale sous l'Ancien Régime était fortement encadrée par l'Église, particulièrement dans les villages de campagne. La paroisse régissait la majeure partie de la vie collective : culte religieux, processions et pèlerinages, fêtes locales, confréries de dévotion et de secours mutuel, etc. Cette emprise du religieux est certes contrariée par les foires, les cabarets ou les veillées familiales, mais ces types d'interactions profanes ne relèvent généralement que d'une sociabilité informelle (Agulhon, 1981, p. 12-13). Dans les territoires américains sous domination espagnole également, et particulièrement au sein de la vice-royauté du Río de la Plata, « absolument toutes les formes associatives coloniales étaient chargées de connotations religieuses : elles étaient nées et s'étaient développées dans l'atmosphère spirituelle de la chrétienté catholique, au sein d'une "catholicité ambiante" qui envahissait la vie sociale et qui conditionnait les attitudes collectives et individuelles » (Di Stefano, 2002, p. 33). Là encore, les cérémonies religieuses réglaient l'essentiel de la vie collective et les confréries représentaient la forme typique d'association des profanes.

L'avènement des associations volontaires est concomitant des révolutions politiques de 1789 pour la France et de 1810 pour ce qui deviendra l'Argentine. Dans les deux cas nationaux, le passage d'une société de corps à une société d'individus, ainsi que l'affirmation des principes de liberté et d'égalité font de la période révolutionnaire le moment fondateur du fait associatif moderne<sup>23</sup>. Toutefois, dans le grand tumulte créé par les révolutions, la

---

<sup>23</sup> Il va de soi que les premières expériences d'association de type moderne, c'est-à-dire libres et égalitaires, ne datent ni de 1789, ni de 1810. Des formes associatives précèdent la rupture révolutionnaire telles les loges maçonniques en France, certains cercles savants ou littéraires ainsi que des expériences journalistiques comme le *Telégrafo Mercantil* et le *Semanario de Agricultura, Industria y Comercio* à Buenos Aires. La scission entre un

séparation entre l'activité associative et l'activité politique est extrêmement ténue. Le club politique représente alors la forme typique<sup>24</sup> du fait associatif post-révolutionnaire. L'intrication de l'associatif et du politique se comprend notamment en référence au principe d'unité de la communauté politique qui, comme nous l'avons signalé plus haut, conserve tout son poids malgré l'ébranlement de la structure hétéronome.

En France, la suppression des corporations professionnelles en 1791, puis des congrégations religieuses en 1792 symbolisent le rejet des révolutionnaires envers les corps intermédiaires et la fondation d'une « culture politique de la généralité » (Rosanvallon, 2004). L'aspiration révolutionnaire à l'unité impose la recherche d'une nouvelle forme sociale, celle-ci sera imaginée comme un seul et unique corps débarrassé de tous les groupements secondaires coupables de diviser les êtres devenus libres et de corrompre l'intérêt général en fomentant les intérêts corporatifs<sup>25</sup>. Le nouvel ordre politique appelle un nouvel ordre social au sein duquel un seul collectif a véritablement droit d'existence : la nation. Néanmoins, l'abstraction de la nouvelle communauté politique et du nouveau lien social est compensée en pratique par des manifestations et des organisations concrètes et génératrices d'affects. La « fête révolutionnaire » est ainsi la forme paradigmatique de la manifestation du « grand tout » et de l'expression du sentiment de fraternité entre les citoyens (*Ibid.*, p. 41-47). Au-delà des manifestations parisiennes au Champ de Mars et tout au long de la période 1789-1799, par une mise en scène homogène de l'espace symbolisant l'ouverture et le rassemblement, les multiples fêtes révolutionnaires expriment la communion de citoyens égaux et procèdent au sacrement de l'unité de la nation (Ozouf, 1976). Malgré l'importance de ce nouveau folklore, c'est cependant vers les institutions politiques révolutionnaires qu'il convient de regarder afin d'analyser les formes naissantes de sociation.

---

avant et un après se justifie au regard du développement et de la légitimité que ces associations connaissent à la suite du renversement de l'Ancien Régime (Agulhon, 1977).

<sup>24</sup> L'idée de forme typique est empruntée à Maurice Agulhon qui la définit, dans son étude du cercle dans la France bourgeoise, comme la forme de sociabilité qui caractérise le mieux la vie et l'esprit d'une époque, même si elle n'est peut-être pas la plus répandue dans les pratiques (1977, p. 17).

<sup>25</sup> Rappelons la célèbre adresse de Le Chapelier, le 14 juin 1791 à l'Assemblée nationale, lors de la présentation du décret abolissant les corporations : « Il n'y a plus de corporation dans l'État ; il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un esprit de corporations ».

Si la loi du 14 décembre 1789, supplantant les 44 000 paroisses du territoire en autant de municipalités, a fourni aux citoyens un cadre civil et laïc, ce sont les clubs politiques qui ont constitué la principale innovation de la période. Ainsi que le remarque Agulhon, « la Révolution a mis en circulation son modèle propre de vie associative, celui de la sociabilité politique, le "club" » (1981, p. 14). Sous la forme des « sociétés populaires », puis des « cercles constitutionnels », l'association libre et égalitaire est mobilisée en tant qu'espace de formation d'une opinion politique par le biais de la discussion sur la chose publique. On observe la création de ces associations dès les premiers temps de la Révolution et sur une large part du territoire (Boutier, Boutry, 1995). En lien avec le rejet des corps intermédiaires, ces associations ne peuvent toutefois légalement se constituer en acteur collectif susceptible de s'interposer entre les citoyens et l'État<sup>26</sup>. Leur fonction doit se résumer à l'apprentissage d'un comportement pacifié et réglementé, ainsi qu'à la formation d'une opinion strictement individuelle qui ne peut s'exprimer collectivement qu'au travers de l'élection. Dans l'imaginaire des révolutionnaires, la communauté politique n'est pas seulement une forme sociale une et indivisible, elle est également une seule voix qui s'exprimerait dans l'immédiateté. Rosanvallon indique à ce propos que « la démocratie immédiate repousse l'interface, c'est-à-dire l'institution ou la procédure qui contribue fonctionnellement à une formation de l'expression collective. (...) La démocratie immédiate rejette toute réflexivité du social (au sens où elle ne considère pas que la mise en forme et l'expression du social présupposent l'intervention structurante ou signalante d'une position réfléchissante » (2004, p. 66). En somme, les associations politiques sont considérées comme des auxiliaires du pouvoir central permettant de relayer l'action politique dans une multiplicité de territoires et d'y diffuser les principes émanant de la représentation nationale.

L'effervescence politique de la période conduit pourtant au débordement des limites assignées aux clubs politiques, notamment au travers de la constitution d'acteurs collectifs signataires de pétitions ou porteurs de revendications auprès des administrations (Cossart, 2003). Cette tension entre les principes exprimés dans les assemblées nationales et les pratiques constatées dans les localités traverse toute la période révolutionnaire, même si le

---

<sup>26</sup> On trouve ainsi en préambule du décret de l'Assemblée constituante du 30 septembre 1791 limitant l'activité de ces associations : « Nulle société, club, association de citoyens ne peuvent avoir, sous aucune forme, une existence politique, ni exercer aucune action ni inspection sur les actes des pouvoirs constitués et des autorités légales ; que, sous aucun prétexte, ils ne peuvent paraître sous un nom collectif, soit pour former des pétitions ou des députations, pour assister à des cérémonies publiques, soit pour tout autre objet ».

rôle des sociétés populaires affiliées au club des Jacobins au moment de la Terreur marque les consciences et entraîne une législation plus contraignante concernant le droit d'association. Ainsi, la constitution de l'an III (22 août 1795) marque la primauté de l'ordre public sur la liberté d'association et bannit le nom même de société populaire. Les associations « s'occupant de questions politiques » ne peuvent ni correspondre entre elles, ni s'affilier les unes aux autres, ni choisir leurs propres membres, ni signer des pétitions, ni organiser des séances publiques. Les débats sur le droit d'association restent vifs durant la période du directoire (Peyrard, 1994), qui est à la fois le théâtre de fermetures autoritaires de clubs politiques et d'un regain de formalisation des associations avec les « cercles constitutionnels ». Ces débats expriment à nouveau la tension qui entoure l'exercice de cette liberté, considérée à la fois comme un vecteur de la formation d'une opinion politique et comme une entrave à l'unité de la nation et à la suprématie de l'intérêt général. Sous l'empire napoléonien, c'est moins la réflexion sur le fonctionnement démocratique que le souci de l'ordre qui anime les rédacteurs du Code pénal qui va encadrer le droit d'association pendant près d'un siècle. Rappelons que l'article 291 du Code pénal promulgué en 1810 oblige toute association formelle de plus de vingt personnes à demander l'agrément du gouvernement et à se plier aux conditions imposées par celui-ci sous peine de sanctions<sup>27</sup>. Néanmoins, et comme nous le verrons par la suite, une tolérance à l'égard des associations s'exercera au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment avec l'avancée des principes libéraux et l'autonomisation de la société civile.

Au sein du Río de la Plata comme dans l'ensemble du monde hispanique, les transformations socio-politiques liées aux réformes bourbonniennes du second XVIII<sup>e</sup> siècle ont entamé le pouvoir de l'Église tant au niveau de la politique que de l'économique et du social. Outre la croissance d'une administration avec la fondation de la vice-royauté en 1776, la sécularisation d'activités économiques et éducatives a permis, entre autres facteurs, le développement d'une élite créole<sup>28</sup> dont une partie était sensible aux idées des Lumières et au

---

<sup>27</sup> « Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société ».

<sup>28</sup> Le terme créole (*criollo*) est entendu dans son sens premier, à savoir « une personne de race blanche, d'ascendance européenne, originaire des plus anciennes colonies d'outre-mer » (Trésor de la langue française). À l'époque coloniale comme au moment de la révolution, les mots créole et péninsulaire distinguent les populations établies en Amérique et celles résidant temporairement dans les colonies au service du Royaume d'Espagne.

fait des expériences révolutionnaires états-uniennes et françaises. La liberté du commerce et la fondation d'un ordre politique par le contrat social sont notamment des idées en circulation, plus particulièrement à Buenos Aires qui jouit d'une position privilégiée dans les échanges internationaux. À partir de 1800, la création à Buenos Aires de journaux tels le *Telégrafo Mercantil*, *Rural*, *Político-económico*, e *Historiógrafo del Río de la Plata*, le *Semanario de Agricultura, Industria y Comercio* et le *Correo de comercio* indique cette évolution culturelle où percent les idées réformistes, même si la censure (et l'autocensure) concernant les idées philosophiques et politiques accentue la tonalité économique des débats (Chiaramonte, 2007, p. 36-60). La réalisation de ces revues implique également une forme de sociabilité de type moderne, c'est-à-dire détachée du religieux et issue de la volonté d'individus, dont la finalité est le débat d'idées et la diffusion de textes liés au développement des lettres, du commerce ou de l'agriculture (Di Stefano, 2002, p. 48). Suite aux invasions anglaises de 1806 et 1807, on observe également la création de loges<sup>29</sup> militaires à Buenos Aires et à Montevideo qui joueront un rôle important aux premiers temps de la constitution d'une nouvelle communauté politique dans le Río de la Plata.

Le processus révolutionnaire se déclenche en 1810, lorsque le royaume d'Espagne est vaincu par l'armée napoléonienne et qu'une vacance du pouvoir vient questionner la souveraineté politique<sup>30</sup>. Un des protagonistes de la révolution et secrétaire de la Première Assemblée de gouvernement à Buenos Aires, Mariano Moreno<sup>31</sup>, est également à l'initiative de la fondation d'un club politique dont l'objet est de « fournir un point de réunion aux amis de la liberté et de répandre les connaissances »<sup>32</sup>. Après une année de réunions quotidiennes

---

<sup>29</sup> Il existe un débat au sein de l'historiographie argentine sur l'appartenance de ces loges à la franc-maçonnerie, le terme « loge » signifiant communément « société secrète » au début du XIX<sup>e</sup> siècle (Di Stefano, 2002, p. 48). Retenons ici que ces associations regroupaient une partie de l'élite créole ayant pris parti pour la révolution.

<sup>30</sup> L'indépendance n'est déclarée qu'en 1816 et le chantier de la construction d'une nouvelle communauté politique s'inaugure à partir de la tradition hispanique de souveraineté des villes (*ciudades, pueblos*). C'est d'abord l'institution du *cabildo abierto*, « réunion de notables convoquée par les autorités municipales en cas de grave nécessité », qui assure la suprématie des créoles sur les péninsulaires et qui forme les premières assemblées de gouvernement (Halperín Donghi, 1972, p. 61) La convocation de la Première Assemblée de gouvernement à Buenos Aires, qui a remplacé le 25 mai 1810 les autorités espagnoles, s'adresse ensuite aux *pueblos et ciudades* du Río de la Plata (Chiaramonte, 2007).

<sup>31</sup> Moreno réalisa par ailleurs la traduction *Du contrat social* de Rousseau. Il décède en 1811 au cours d'un voyage entre Buenos Aires et Londres.

<sup>32</sup> Selon les mots de Manuel Moreno, frère et biographe de Mariano Moreno. Cité par Ibarguren (1937, p. 46) et Di Stefano (2002, p. 49).

dans une maison privée, puis dans un café très fréquenté de la ville, les membres de ce club créent en mars 1811 la *Sociedad Patriótica y Literaria* qui associe le principe égalitaire entre ses membres. Cette initiative est exemplaire de la nouvelle forme de relations sociales qui se manifeste au travers du club politique, mais elle n'est pas un cas isolé. Comme le remarque González Bernaldo, « dans pratiquement toutes les villes où les élites créoles participent à l'insurrection, il se crée des sociétés politiques, plus ou moins formalisées, dénommées clubs, sociétés patriotiques, loges ou simplement réunions amicales (*tertulias*) » (2007, p. 100).

Le trouble qui marque la période révolutionnaire limite néanmoins l'autonomie de ces associations qui sont régulièrement prohibées par le pouvoir politique ou intégrées en son sein. Ce type de contrôle est généré à la fois par les luttes de pouvoir entre les différentes factions politiques et par la considération des organisations associatives comme relais du pouvoir central pour réaliser les idéaux révolutionnaires. Le cas de la *Sociedad del Buen Gusto* est exemplaire à ce sujet puisque, créée en 1817 par le gouvernement de Buenos Aires, elle se voit confier le rôle de diffuser les principes fondateurs de la révolution au travers de l'activité culturelle. La représentation d'œuvres théâtrales permet notamment d'unir l'ensemble des citoyens autour de la célébration des héros de l'indépendance tel le général San Martín ou, au contraire, autour de la répudiation du passé colonial. Di Stefano souligne ainsi que « sous les auspices de la *Sociedad del Buen Gusto*, on écrit, on traduit et on met en scène des pièces de théâtre destinés à ancrer la révolution dans l'univers mental des portègues » (2002, p. 53). La mainmise du politique sur l'associatif se relâchera, une première fois, à partir de 1820, lorsque Buenos Aires jouira d'un calme relatif et sera dirigée par une élite imprégnée des valeurs libérales.

### **I.2.3 Les associations dans la formation de l'espace public**

Les expériences associatives qui émergent avec les révolutions permettent l'expression d'une nouvelle forme de sociabilité caractérisée par l'engagement volontaire d'individus libres et égaux. La proximité avec les institutions politiques réduit toutefois la capacité d'action des associations, celles-ci étant considérées comme des concurrents politiques du pouvoir central ou des entraves à l'unité de la communauté politique naissante. Passée l'effervescence de la période révolutionnaire, l'autonomisation des associations connaît un cheminement tortueux mais indéniable tant en France qu'en Argentine, même si les configurations sociales, économiques et politiques diffèrent. Le contrôle du politique sur



l'associatif reste donc présent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, mais on observe une croissance du nombre des associations et une diversification de leurs activités. La dimension politique des associations est à la fois moins apparente et moins directe que dans les clubs révolutionnaires, elle s'apparente à la constitution d'un espace public au travers notamment de la lecture de la presse et des discussions sur la chose publique au sein d'espaces de sociabilité, plus ou moins formalisés, distincts de l'univers domestique tels les cafés ou les clubs de loisirs.

Maurice Agulhon voit notamment dans le cercle « la forme typique de la sociabilité bourgeoise<sup>33</sup> en France dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle » (1977, p. 17). Traduction du mot anglais *club*, et héritage de l'expérience des clubs politiques révolutionnaires, le cercle est « une association d'hommes organisés pour pratiquer en commun une activité désintéressée (non lucrative), ou même pour vivre en commun la non-activité ou loisir » (*Ibid.*). Forme de sociabilité exclusivement masculine permettant un comportement délivré des convenances, le cercle est le fruit de la réunion d'hommes partageant un goût pour le jeu, la boisson et la lecture de la presse. Contrairement au salon aristocratique dont il se rapproche, le cercle bourgeois manifeste le lien social fondé sur la volonté et l'égalité des individus. Le modèle du salon repose effectivement sur un système hiérarchique où un particulier fortuné reçoit, régulièrement et à ses frais, un groupe d'habitues qui lui sont ainsi redevables. Le modèle du cercle repose en revanche sur un système égalitaire où des individus s'associent à part égale pour disposer d'un local et des éléments nécessaires à leur loisir (jeux, boissons, journaux). Certes, cette distinction n'est vraie qu'en principe et l'on peut observer des rapports inégalitaires dans certains cercles et des formes d'égalisation des relations dans des salons<sup>34</sup>. Mais le principe égalitaire engendre une « collectivisation de certaines pratiques sociales » autrefois confinées dans l'espace privé des salons aristocratiques, dont la lecture des journaux et la discussion qui s'en suit s'avèrent essentielles dans la formation d'une opinion publique (Habermas, 1978). Le fait que de nombreux cercles soit affublés de l'épithète « littéraire » est un écho du temps passé où les journaux, rares et chers, transmettaient à un public d'érudit l'actualité du monde politique et des lettres. Littéraire, dans le sens du cercle, renvoie donc prioritairement à la lecture des journaux, notamment à partir de 1830 lorsque ce type de

---

<sup>33</sup> Agulhon considère la bourgeoisie du premier XIX<sup>e</sup> siècle comme une classe moyenne distincte de l'aristocratie et du peuple laborieux. La bourgeoisie rassemble les négociants, les entrepreneurs, les employés et les fonctionnaires, c'est-à-dire les personnes disposant des finances et du temps pour s'adonner aux loisirs du cercle.

<sup>34</sup> Contrairement aux cercles, on peut signaler que les salons étaient ouverts aux femmes.

pratique associative se généralise dans les différents territoires du pays et dans les différents milieux sociaux.

Avant la révolution de juillet 1830, les cercles sont relativement peu développés, hormis dans quelques villes d'importance comme Lyon ou Bordeaux. La législation sur la liberté d'association est restée très contraignante sous la Restauration et la tolérance du pouvoir ne s'est manifestée qu'à l'égard de groupements à buts religieux, moraux, savants, voire économiques. Agulhon note qu' « en revanche, la réunion de pure sociabilité, pour le délassement, la lecture et le jeu, rencontre chez les spécialistes de la police bourbonnienne une hostilité qui prolongeait dignement celle des temps napoléoniens. On craignait que la conversation ne fut politique » (1977, p. 27). L'absence des cercles dans la capitale s'explique également par la concentration de l'élite qui se réunit encore dans des salons, ainsi que par l'offre abondante de cafés qui disposent de nombreuses revues et permettent des réunions régulières non déclarées. De fait, les sociabilités de café et de cercle se confondent aisément durant les années 1830 et 1840, et il est courant que des cercles constitués tiennent leur réunion dans l'arrière salle d'un café.

Malgré la révolution de 1830, la liberté d'association reste fortement encadrée par le politique en raison notamment des diverses organisations républicaines ou ouvrières qui se créent alors et des révoltes auxquelles elles prennent une part active<sup>35</sup>. Toutefois, la vie mondaine cesse de s'exercer au travers des salons et les lieux publics tels le théâtre ou l'opéra gagnent une audience nouvelle. Les cercles se multiplient également durant la Monarchie de Juillet grâce à l'action de la haute société qui se dote d'associations telles le Cercle de l'Union, le Jockey club ou le Cercle agricole<sup>36</sup>. Avec la constitution d'administrations décentralisées, les villes moyennes de provinces accueillent aussi des fonctionnaires et autres magistrats étrangers à ces localités qui trouvent dans le cercle une forme de sociabilité alternative aux coteries peu enclines à l'ouverture et aux auberges peu propices au confort et à l'intimité (Agulhon, 1977, p. 40). Cependant, la forme associative du cercle n'est pas uniquement mobilisée par les classes supérieure et moyenne, elle s'observe également dans les pratiques des classes populaires, notamment dans les villages de campagne. La proximité

---

<sup>35</sup> La loi du 10 avril 1834 aggrave même les dispositions du code pénal.

<sup>36</sup> L'importance de ces « cercles aristocratiques » culmine autour de 1900, mais ils conservent jusqu'à aujourd'hui un rôle important dans la sociabilité des grandes familles aristocratiques et des grandes fortunes bourgeoises (Bravard, 2011 ; Pinçon, Pinçon-Charlot, 2007).

signalée entre le café et le cercle se retrouve au niveau du cabaret<sup>37</sup> et de la chambrée<sup>38</sup>. Dans son étude des chambrées dans la France méridionale, Agulhon (1968, 1970, 1988) signale l'évolution de ces associations villageoises et populaires vers le modèle du cercle bourgeois. Il note ainsi que la chambrée « a évolué en ressemblant de plus en plus au cercle bourgeois, qu'elle en a adopté de plus en plus le nom, qu'elle a assumé comme lui une fonction qu'à l'origine elle n'avait pas, celle de la lecture du journal, et qu'au terme elle est devenue l'organe principal, voire unique, de la fonction politique » (1981, p. 22). Cette politisation évoquée par Agulhon correspond à la révolution de 1848 et à l'instauration de la République à la fin du siècle, point qui sera abordé plus loin. L'essentiel ici est de souligner l'émergence de l'association de type club qui, par la lecture de la presse et le débat d'idées<sup>39</sup>, constitue un facteur important de l'autonomisation de la société civile et de la constitution d'une sphère publique.

Dans la ville de Buenos Aires, qui concentre l'essentiel de la vie associative du Río de la Plata lors du premier XIX<sup>e</sup> siècle, la forme associative du club se rencontre également à différents niveaux et selon une plus ou moins grande formalisation. Les cafés jouent un rôle important dans les premières formes associatives mentionnées plus haut. Par exemple, les fondateurs de la revue *El Telégrafo Mercantil* se réunissent régulièrement dans le café de Marco au début du siècle tout comme le club politique de Mariano Moreno au moment de l'insurrection qui s'autoproclame même le « club du café de Marco ». Le café de Marco est un cas exemplaire, mais non isolé. Si les cafés de Buenos Aires permettent à la gentry masculine de s'adonner aux plaisirs du jeu et de l'alcool, ils favorisent également l'émergence « d'un type spécifique de culture publique, celle du public de l'opinion » (González Bernaldo, 2007, p. 90). Concentrés à proximité des institutions culturelles et politiques, les cafés sont fréquentés par la « bonne société » et les étudiants de la jeune Université de Buenos Aires (fondation en 1821) qui trouvent dans ces espaces des revues à lire et des interlocuteurs pour dialoguer. Les cafés ont leur pendant populaire dans la multitude des débits de boisson

---

<sup>37</sup> Au XIX<sup>e</sup> siècle, le terme cabaret signifie « un débit de boisson modeste, où l'on peut parfois prendre des repas » (Trésor de la langue française). Les bourgs de campagne pouvaient également disposer d'auberges ou de cafés modestes.

<sup>38</sup> La chambrée est une association populaire et masculine qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, tend à se formaliser par la réunion régulière de ses membres dans un lieu spécifique dédié au jeu, à la boisson et autres loisirs profanes.

<sup>39</sup> Bien que les grands cercles parisiens (Jockey-Club, Cercle de l'Union, Cercle agricole...) soient accaparés par la frange supérieure de la société, globalement porteuse d'une vision conservatrice, la plupart des petits cercles provinciaux sont de tendance libérale (Agulhon, 1977, p. 70-71).

(*pulperías*) répartie de manière homogène dans tous les quartiers de la ville au sein desquels la lecture de la presse (à haute voix) se mêle progressivement aux jeux et à la boisson (*Ibid.*, p. 72-93).

Les décennies 1820 et 1830 s'avèrent favorable à ce type de sociabilité et à sa formalisation en association<sup>40</sup>. Sous le gouvernement libéral de Rivadavia, l'action du pouvoir politique est encore déterminante dans le développement du fait associatif<sup>41</sup>. Dans les années 1830, on observe néanmoins l'émergence d'associations relativement autonomes à l'égard du gouvernement et dont l'activité est liée à la pratique de la lecture et du débat d'idées. Quelques cabinets de lecture accolés à une bibliothèque ou une librairie commencent à réunir une population lettrée qui gravite également au sein de l'Université et de la bibliothèque publique. L'importance des réunions qui s'y déroulent incite González Bernaldo à considérer que « ce que les sources appellent "cabinet de lecture" s'apparente beaucoup plus à un cercle bourgeois qu'à un commerce lié au monde de l'édition » (*Ibid.*, p. 121). Le cas le plus fameux est celui de la librairie ouverte en 1833 par Marcos Sastre qui devient rapidement un lieu de rencontre de la jeune *intelligentsia* libérale dont plusieurs membres participeront à la fondation et à la direction de la République fédérale d'Argentine. Un cabinet de lecture est créé en 1835, puis l'association se formalise avec la création du salon littéraire spécialement dédié « à la lecture et à la discussion des œuvres littéraires présentées dans le salon »<sup>42</sup>. Là encore, l'affichage littéraire de l'association indique une certaine indépendance à l'égard des institutions politiques, mais la pratique du débat inscrit l'association dans la configuration d'un espace public intermédiaire entre la société civile et l'État.

L'« admirable expérience de Buenos Aires » (Halperín Donghi, 1972, p. 122) prend fin avec l'échec de l'instauration d'un nouveau pouvoir central au sein du Río de la Plata, le retour des luttes entre factions concernant la fondation de la communauté politique, les insurrections, puis les guerres internationales et civiles. Dans cette période tumultueuse, le

---

<sup>40</sup> En 1821, la législation devient notamment plus permissive avec la liberté de la presse. Entre 1801 et 1852, on dénombre la création de 221 journaux à Buenos Aires (González Bernaldo, 2007, p. 169-172).

<sup>41</sup> Le gouvernement politique considérait en effet que « les associations institués depuis le pouvoir politique, orientée implicitement à inciter l'adhésion des membres de l'élite, constituaient une sorte de germe de la société au sein de laquelle l'initiative des individus se substituerait aux pouvoirs publics dans certaines de ses fonctions traditionnelles » (Di Stefano, 2002, p. 56). La *Sociedad de Beneficiencia* dans le domaine de l'assistance sociale et la *Sociedad Literaria* dans le domaine de la culture sont des exemples typiques de cette initiative.

<sup>42</sup> D'après l'annonce parue dans la presse, citée par González Bernaldo (2007, p. 122).

contrôle du pouvoir politique sur les associations se renforce, à partir de 1839 en ce qui concerne Buenos Aires. La bataille de Caseros le 03 février 1852 provoque la chute du gouverneur de la province de Buenos Aires, Juan Manuel de Rosas, chef de file des conservateurs au niveau du Río de la Plata et doté des pouvoirs spéciaux dans sa province depuis 1835. Outre le retour au premier plan des élites libérales et la relative accalmie politique<sup>43</sup> qui se manifeste par la déclaration de la liberté d'association en 1854, l'« explosion associative » qui caractérise la période ouverte par la chute de Rosas se comprend également grâce au développement économique dont jouit Buenos Aires avec la mise en place du modèle agro-exportateur. Nous verrons plus loin que l'arrivée massive de travailleurs immigrés a une incidence sur les expériences associatives et sur la configuration politique nationale, mais le second XIX<sup>e</sup> siècle représente avant tout l'âge d'or de la bourgeoisie libérale qui se dote de ses propres associations. La forme du club est une nouvelle fois mobilisée, mais la réunion des membres de la haute société vise moins la collectivisation des moyens nécessaires au loisir (jeu, boisson) et au débat (presse, bibliothèque) que la mise en scène de l'unité retrouvée de la communauté politique et l'acculturation aux règles de la civilité. À cet égard, le *Club del Progreso* fondée en 1852 est le plus significatif, il réunit les principales personnalités de Buenos Aires tels les grands propriétaires terriens, les principaux détenteurs de capitaux, les intellectuels en charge de responsabilités politiques et la haute administration provinciale. Cette collusion des élites exerce une influence sur la vie politique puisque « très fréquemment, les grandes initiatives de l'époque sont conçues et décidées dans les salons du club : construction du premier chemin de fer, installation de la compagnie du gaz, fondation de la bourse du commerce » (*Ibid.*, p. 331). Néanmoins, cette association des élites s'inscrit dans une vision unitaire de la société civile et une vision élitiste de la représentation nationale, ce que traduisent bien les objectifs assignés au *Club del Progreso* lors de sa création : « Développer l'esprit d'association, totalement disparu, au travers de réunions régulières des hommes les plus respectables, nationaux et étrangers ; dissiper les préjugés infondés, générés par l'isolement et la défiance, en unissant dans la mesure du possible les opinions politiques au moyen de la discussion ; conjuguer les efforts de tous pour le bien du progrès moral et matériel du pays »<sup>44</sup>. Vers la fin du siècle cependant, les transformations socio-économiques induites par les migrations massives en provenance

---

<sup>43</sup> Entre 1852 et 1862, le processus de constitution de la communauté politique argentine est cependant émaillé de conflits armés et de luttes politiques entre Buenos Aires et les autres provinces.

<sup>44</sup> Cité par González Bernaldo (2007, p. 333).

d'Europe, la montée de la « question sociale » et la crise idéologique du libéralisme bouleversent cet ordre libéral. En Argentine comme en France, l'organisation des travailleurs et la diffusion de l'idéologie socialiste ouvrent alors la voie à la critique de la société du présent et à sa division matérialisée par la lutte des classes. L'unité reste concevable, mais elle est dorénavant pensée dans un futur qui ne peut être que radicalement différent du présent.

#### **I.2.4 Les associations dans l'organisation des travailleurs**

Les associations de type club correspondant au style de vie bourgeois ne sont pas les seules à participer de la constitution d'un espace public. Leur lien avec la presse écrite ainsi que la pratique de la discussion en font des éléments importants de la formation d'une opinion publique qui s'inscrit dans le cadre des principes du gouvernement représentatif. Autrement dit, ces associations correspondent davantage au versant libéral des démocraties modernes. Les multiples expériences associatives que l'on peut rassembler sous le terme d'« organisation des travailleurs » renvoient à des formes de solidarité mutuelle ou de régulation d'activités, elles portent également d'autres visions du monde et une critique de l'ordre libéral. Elles correspondent au versant social, voire proprement démocratique, des sociétés capitalistes.

En France, entre la fin des corporations de métiers d'Ancien Régime et l'avènement du syndicalisme et des partis politiques de masse, l'association représente pour la classe ouvrière naissante la forme emblématique de l'émancipation des travailleurs. Mobilisée pour l'entraide mutuelle, la production collective ou encore l'organisation de la contestation, la forme associative permet aux travailleurs manuels (artisans de métier, puis ouvriers de l'industrie) de se lier entre eux selon le principe égalitaire. L'abolition des corporations professionnelles dès les premiers temps de la Révolution marque la fin d'une organisation du travail structurée hiérarchiquement au travers de la distinction des maîtres, des valets et des apprentis. Comme nous l'avons vu plus haut, l'organisation corporative va à l'encontre du projet révolutionnaire d'établir une société indivisible composée d'individus libres et égaux. Elle est également délégitimée par les partisans de la liberté de l'industrie et du commerce qui imposent leur vue dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, les craintes suscitées par la déliaison des individus et la montée du paupérisme génèrent une tolérance de la puissance publique à l'égard des associations de travailleurs qui se (re)créent au cours du siècle, tant que celles-ci s'abstiennent de toute forme de revendication politique. La préoccupation qui accompagne le phénomène de

déliation se cristallise dans la notion d'individualisme qui se forge justement durant les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Le sens général de cette notion, proche de celui que nous avons vu précédemment au travers de Tocqueville, prend en compte un registre sociologique et un registre moral. La séparation et l'isolement des individus induisent un relâchement des égoïsmes qui ne peut donner jour à la constitution d'une société nouvelle. En 1831, Pierre Leroux écrit ainsi que « la société est en poussière parce que les hommes sont désassociés, parce qu'aucun lien ne les unit, parce que l'homme est étranger à l'homme »<sup>45</sup>. À la critique de l'individualisme s'adjoint alors un appel à « l'esprit d'association » pour le conjurer qui se fait entendre dans les différents cercles politiques (Rosanvallon, 2004, p. 162).

Dans ce contexte, des associations de secours mutuel sont tolérées dès l'Empire pour reprendre à leur compte l'ancien devoir d'assistance des corporations à l'encontre de certains de leurs membres. Du point de vue du pouvoir central, « les mutuelles constituent en effet une façon de suppléer la carence de la charité privée et l'insuffisance de l'assistance publique » (Meister, 1972, p. 68). En contenant les avaries et les colères populaires, les mutuelles ouvrières sont également considérées comme « de forts utiles instruments auxiliaires de l'ordre social » (Rosanvallon, 2004, p. 247). Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, ces formes d'association de travailleurs bénéficient notamment du soutien des élites conservatrices et libérales en tant qu'elles constituent des entraves aux révoltes populaires, à la montée du socialisme et à l'émergence de l'État-providence. Elles sont d'ailleurs les premières associations ouvrières à bénéficier d'un statut légal dès 1852.

La révolution de Juillet 1830 et les révoltes qui suivront signent un changement dans les revendications et les pratiques associatives des travailleurs. La dimension proprement politique de l'association s'insère dans les débats publics aux lendemains de la révolution de Juillet grâce à la parution des premiers journaux ouvriers tels *L'Artisan, journal de la classe ouvrière* et *L'Écho de la fabrique*, et à la diffusion d'une multitude de brochures réalisées par des militants de base. La question de l'émancipation des travailleurs est alors au cœur du projet associatif, comme l'indique cet extrait d'un article de 1833 : « Au déplorable isolement, au long sommeil de la classe travailleuse, doit succéder un fait social nouveau, l'association ; fait qu'il faudra quand même bientôt accepter, et dont les mille coalitions qui ont surgi et

---

<sup>45</sup> Cité par Rosanvallon (2004, p. 159), tiré de Pierre Leroux, *Aux philosophes. De la situation actuelle de l'esprit humain*.

jettent au loin leurs rameaux ne sont que le prélude »<sup>46</sup>. L'émergence de la classe ouvrière et la montée du paupérisme remettent à l'ordre du jour le débat sur la liberté d'association qui « apparaît dans ce cas comme un moyen d'action et de défense, un outil d'intervention qui prolonge et complète les autres libertés jugées élémentaires » (*Ibid.*, p. 185). La forme associative modifie le mode de revendication des ouvriers qui « cessent de s'adresser aux pouvoirs publics, portent leur effort sur leur propre organisation et prétendent négocier directement les tarifs avec leurs employeurs » (Meister, 1972, p. 73). La loi du 10 avril 1834 marque cependant l'aggravation des restrictions du code pénal et ponctue les répressions du pouvoir à l'encontre des révoltes ouvrières et républicaines qui se succèdent de 1831 à 1834. Des sociétés secrètes, souvent appuyées sur l'existence d'une association de secours mutuel, restent cependant actives et maintiennent ce fil associationniste au sein de la classe ouvrière tandis que fleurit une riche littérature socialiste dont une partie fait de l'association son objet central (Chanial, 2009).

Avec la révolution de 1848 et l'avènement de la Seconde République dite « sociale et démocratique », les revendications concernant la liberté d'association et l'organisation du travail aboutissent à une forme de résolution. La liberté d'association est rapidement décrétée, puis inscrite dans la constitution de novembre 1848. On légifère sur le droit du travail et les organisations ouvrières sont elles-mêmes intégrées au processus au travers de la Commission Luxembourg (Gribaudo, Riot-Sarcey, 2008). On sait la brièveté de l'expérience et la violence avec laquelle les organisations populaires sont réprimées. La liberté d'association est une nouvelle fois prohibée, en raison également de la résurgence des clubs politiques. Néanmoins, la Seconde République représente un moment important de l'associationnisme ouvrier. Les sociétés de secours mutuel connaissent alors un véritable développement et les associations visant une collectivisation des moyens de production connaissent une mise en pratique à une échelle importante<sup>47</sup>. Ces dernières sont étroitement contrôlées au cours des dix premières années du Second Empire, avant d'être autorisées par la loi du 24 juillet 1867<sup>48</sup>. L'idée politique d'une collectivisation des moyens de production à grande échelle est toutefois

---

<sup>46</sup> « Du droit de coalition », *L'Écho de la fabrique*, 8 décembre 1833. Cité par Rosanvallon (2004, p. 186).

<sup>47</sup> On insiste ici sur la mise en pratique des associations ouvrières de production à grande échelle pour distinguer l'après 1848 des théories antécédentes sur la coopération (Fourier et Owen entre autres), ainsi que des expériences qui s'en sont inspirées.

<sup>48</sup> En 1864, la législation sur l'organisation des travailleurs s'est déjà assouplie avec la suppression du délit de coalition qui entérine le droit de grève.



marginalisée au sein du mouvement coopératif qui privilégie l'activité de petites unités de production. La liberté syndicale est également obtenue en 1884 au prix d'un renoncement à l'activité politique et au confinement dans la sphère économique, du moins officiellement (Rosanvallon, 2004). En d'autres termes, si l'associationnisme ouvrier a représenté dans le premier XIX<sup>e</sup> siècle un projet politique alternatif à la société individualiste et capitaliste, il s'est progressivement institutionnalisé en se focalisant sur les transformations au sein du monde du travail. Outre la domination de l'activité politique exercée par le pouvoir central, on peut souligner la proximité que le monde ouvrier du premier XIX<sup>e</sup> siècle entretient avec l'artisanat. Autrement dit, la classe ouvrière de 1830-1848 est principalement peuplée de travailleurs liés à un métier, encore dotés d'une maîtrise de leur travail, voire de la propriété de leurs outils. L'idée de l'association fait sens pour ces individus habitués aux ateliers de petites tailles, mais elle perd de sa crédibilité auprès de la nouvelle classe ouvrière qui se constitue dans les grandes industries de la seconde moitié du siècle. La demande d'État tend alors à supplanter les revendications autonomistes des associations ouvrières de production. La conquête du suffrage universel (masculin) en 1848 ouvre également l'ère des partis de masse et l'entrée du socialisme dans le jeu politique institutionnel, ce que nous verrons dans le point suivant.

Avec la liberté d'association et la fin du processus de constitution de la République d'Argentine, les organisations de travailleurs connaissent un premier essor au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui sera amplifié progressivement avec les arrivées massives de travailleurs en provenance d'Europe. Toutefois, dès les années 1820, la sécularisation de nombreuses activités prises en charge par l'église durant la période coloniale entraîne l'apparition d'associations dont la création revient néanmoins au pouvoir politique. À l'image de ce que nous avons vu précédemment pour la *Sociedad del Buen Gusto*, la *Sociedad de Beneficencia*<sup>49</sup> est créée à Buenos Aires en 1823 pour répondre aux besoins de l'assistance. Délibérément confiée aux femmes de la haute société portègne, cette association a pour mission de « diriger et inspecter les écoles de filles et administrer les institutions dédiées à l'assistance des femmes nécessiteuses ou malades. Avec le temps, elle sera également en charge de la gestion de diverses institutions éducatives, caritatives et sanitaires de la ville, assumant ainsi des responsabilités jusqu'alors exercées par les corporations religieuses et par la municipalité » (Di Stefano, 2002, p. 59). Sur le même modèle, d'autres associations nommées *Sociedad de*

---

<sup>49</sup> Le terme *beneficencia* renvoie à la fois à la bienfaisance en tant que vertu et à l'aide sociale en tant que pratique.

*Beneficencia* se créent dans les années 1850 dans les principales villes du pays. Le périmètre d'intervention de ces associations reste cependant limité à l'aide envers les femmes et les enfants. Délogée de sa position monopolistique, l'église catholique n'en continue pas moins d'agir envers les pauvres (hommes, femmes, familles) et de multiples œuvres philanthropiques détachées de la puissance publique sont également actives dans diverses provinces argentines.

Ce n'est qu'avec la ferveur associative des années 1850 et en lien étroit avec les migrations que les associations de secours mutuel se développent en Argentine. Un large pan des associations mutualistes est en effet lié à l'origine nationale de leurs membres et les premières de ce type concernent des français, des espagnols et des italiens. L'objet de ces associations consiste classiquement à soutenir ses membres en cas de maladie<sup>50</sup>, d'invalidité, voire de chômage. Les associations de secours mutuel entre travailleurs se développent également à partir de cette période, elles concernent essentiellement des artisans d'un même métier. Cependant, comme le remarque Hilda Sabato, « dans l'ensemble de la vie associative de l'Argentine de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ces groupements de métier occupaient un espace relativement mineur, tant par son nombre que par la quantité de ses membres, et surtout parce que la majorité connut une expérience éphémère » (2002, p. 115). La préoccupation de l'église catholique pour la question sociale, manifestée par l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891, génère d'autres créations de sociétés de secours mutuel destinées aux ouvriers, tant pour leur prêter assistance que pour les tenir éloigner des influences socialistes ou même libérales.

Les organisations syndicales et les « sociétés de résistance » apparaissent à partir de 1880 avec, d'une part, la consolidation d'une économie capitaliste basée sur l'exportation des produits de l'agriculture et de l'élevage et, d'autre part, l'influence de groupes politiques de tendance anarchiste ou socialiste sur une population ouvrière salariée de plus en plus nombreuse<sup>51</sup>. Réunissant généralement des travailleurs d'un même métier, ces associations organisent des caisses de grève et réclament auprès du patronat une augmentation des salaires

---

<sup>50</sup> Certaines mutuelles rassemblent des individus de différentes conditions sociales qui participent inégalement au financement des activités associatives, ce qui a permis notamment à des communautés espagnoles et italiennes de bâtir leurs propres hôpitaux.

<sup>51</sup> Les militants du parti socialiste sont également à l'instigation des créations de coopératives dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement coopératif au XX<sup>e</sup> siècle est cependant marqué par la prédominance des coopératives de consommation sur les coopératives de production.

et une réglementation de la journée de travail, entre autres revendications. Certaines instituent également une solidarité mutuelle, publient des revues et/ou forment idéologiquement les militants pour leur lutte contre le capital. L'émergence d'un mouvement ouvrier, du moins sa structuration en fédérations, apparaît plus tardivement, autour de 1910. Jusqu'à cette date, le mouvement syndical est composé de « petites associations, fragmentées, appuyées sur des métiers qui comptent encore beaucoup d'artisans », alors que par la suite « la prédominance passe du côté des grands syndicats, massifs, liés aux secteurs vitaux de l'économie d'exportation comme le transport et les services (le port, les chemins de fer) et aux industries plus concentrées (frigorifiques, métallurgie) » (*Ibid.*, p. 136). Par divers chemins et au prix d'une grande conflictualité, le mouvement syndical tend à s'unir d'abord par branches, puis au travers de confédérations nationales. Cette structuration verticale s'effectue en parallèle d'une progressive intervention de l'État en tant que médiateur dans les conflits opposant les organisations de travailleurs aux organisations patronales (Romero, 2002, p. 183-187).

### **I.2.5 Les associations sous la domination des partis et de l'État social**

Avec la formation de grandes corporations syndicales, l'intervention croissante de l'État et l'avènement des partis de masse, les idées d'unité et d'harmonie de la société civile libérale perdent de leur crédibilité devant l'affrontement des intérêts et la nécessité de la régulation. La pensée d'un pouvoir politique dominant la société civile retrouve une certaine vraisemblance, après l'échec de la synthèse de la tradition et de la modernité par les idéologues conservateurs du premier XIX<sup>e</sup> siècle. L'accroissement du rôle de l'État s'effectue néanmoins en concordance avec les principes de la structure autonome, ce que reflète notamment la nouveauté de l'État social. Contrairement à « la tutelle sociale de l'État d'Ancien Régime », « l'exigence protectrice (...) resurgit sans remettre en cause l'indépendance conquise par la société civile, en accord avec elle, mais au-delà d'elle. La législation sociale, là est sa nouveauté, ne relève pas d'un État d'autorité, ordonnant la société d'en haut, mais d'un État d'organisation, aidant à la définition de rapports sociaux en eux-mêmes libres » (Gauchet, 2007b, p. 177). Nous reviendrons plus loin sur cette notion d'État d'organisation, lorsque le système social qu'elle définit sera remis en cause.

Cette résurgence du politique n'en constitue pas moins une énigme pour le libéralisme qui est l'objet d'une critique de plus en plus importante à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le principe de justice sociale s'impose alors progressivement dans les discours idéologiques.

L'idée de révolution s'impose également dans le champ idéologique, soit parce qu'elle dessine pour certains une perspective de plus en plus crédible au dépassement de la société capitaliste, soit parce qu'elle représente pour d'autres une menace réelle pour la société libérale et la démocratie représentative. Le contraste entre l'égalité de droit et l'inégalité de fait, manifeste par la stratification en classes sociales, engendre en effet une vaste contestation des promesses de la société libérale. Alors que la révolution des droits de l'Homme a consacré l'égalité juridique sans parvenir à l'égalité sociale, la révolution sociale désigne le projet « qui ne se contentera pas de modifier les étiquettes placées sur le statut des personnes, mais qui se donnera les moyens d'abolir pour de bon les classes » (*Ibid.*, p. 93). Sous l'influence de l'idée de révolution, la recomposition du champ idéologique dans les années 1900-1920 s'accompagne d'une radicalisation à ses extrêmes, soit la révolution communiste et la révolution conservatrice. Entre ces deux bords idéologiques dont sont issus les totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle, diverses variantes du socialisme, du conservatisme et du libéralisme maintiennent une perspective modérée en envisageant les transformations sociales au travers de la réforme. Néanmoins, l'ensemble du spectre idéologique se définit durant la majeure partie du siècle en fonction des principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale qui sont au fondement du socialisme. Liée à la question sociale qui émerge au sein de toutes les sociétés industrielles, diffusée au sein des divers mouvements ouvriers constitués ou en gestation, l'idéologie socialiste renouvelle également la perspective du devenir en dessinant une société future radicalement différente de celle du présent. « Même assagi par ses succès politiques, même gagné par le prosaïsme réformateur, [le socialisme] conserve l'aura de la rupture en marche et de la réorganisation de la vie humaine à venir » (Gauchet, 2010, p. 100). La révolution bolchévique de 1917 rend également concret ce projet d'orientation futuriste, en même temps qu'elle affirme la prééminence d'une vision étatiste, et non associationniste, du processus révolutionnaire.

Dans ce contexte général de grande conflictualité idéologique, la structuration des organisations de la société civile et leur articulation avec l'État a pris des formes variées dans les différentes démocraties occidentales. Sans entrer dans le détail de ces formes, nous en retiendrons surtout la logique qui se met en place en France et en Argentine avec la constitution progressive d'un État social et la structuration fédérative qui marque le fait associatif. Il ne s'agit pas de nier l'existence des multiples associations locales, parfois très spécialisées, qui ont continué de se former au cours du dernier siècle, mais de souligner

l'importante institutionnalisation des groupements associatifs en relation avec la constitution de l'État social.

Avec la constitution des grandes centrales syndicales, les associations de travailleurs participent en France comme en Argentine au développement d'une législation sur le travail, à l'émergence de la négociation collective et plus généralement à la constitution d'une société salariale (Castel, 1995). Les syndicats voient également leurs attributions élargies et gèrent des domaines tels le logement, le sport, le loisir ou le tourisme. En France, les associations mutualistes maintiennent leur existence, à distance des syndicats, mais l'État institutionnalise la solidarité collective en généralisant la protection sociale et en développant le paritarisme au sortir de la seconde Guerre mondiale. En Argentine, sous le premier gouvernement de Perón, la prise en charge des assurances médicales par les syndicats se généralise et certains obtiennent la gestion des caisses de retraite. Dans les deux pays, la préoccupation hygiéniste incite l'État à intervenir dans le champ sanitaire et social, ce qu'il fait en s'appuyant sur des réseaux d'associations qui forment des relais de la puissance publique. Dans le domaine de l'éducation, les deux systèmes scolaires sont basés depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur des principes similaires faisant de l'école publique une institution laïque, gratuite et obligatoire. Là encore, des fédérations d'associations, telles la Ligue de l'enseignement en France ou les Bibliothèques populaires en Argentine, viennent compléter l'action de l'État en jouant un rôle d'auxiliaire. Dans l'Argentine péroniste, au plus fort de l'avancée de l'État social, l'ancien modèle philanthropique de la *Sociedad de Beneficencia* s'efface devant l'action volontariste d'Eva Perón et de sa fondation qui reposait à la fois sur l'État, le parti, les syndicats et des réseaux associatifs territoriaux. Bien que faite en référence au cas français, la réflexion de Rosanvallon nous semble valoir également pour le cas Argentin lorsqu'il indique que « la conception de l'association auxiliaire n'a cessé de s'élargir dans le temps, jusqu'à ce que finisse par se mettre en place (...) des associations devenues de purs instruments de l'administration. Il s'est progressivement formé de la sorte ce qu'on pourrait appeler un *État-réseau*<sup>52</sup> débordant largement les strictes bornes du champ administratif » (2004, p. 395). La notion d'État-réseau selon Rosanvallon, ou d'État d'organisation selon Gauchet, se retrouve par ailleurs dans une des dimensions du péronisme intitulée la « communauté organisée ». En accord avec Luis Alberto Romero, on peut considérer que cela renvoie à « une manière de concevoir la société dont les parties concourent à la réalisation du bien commun, en accord avec des principes de solidarité régulés ou garantis par l'État » (2002, p. 210). À la suite coup

---

<sup>52</sup> Souligné par l'auteur.

d'État de 1955 et malgré la prescription du parti péroniste pendant près de vingt ans, les syndicats argentins vont continuer à jouer un rôle majeur dans la régulation sociale (James, 1990).

Au niveau politique, les partis acquièrent une position relativement dominante avec le suffrage universel<sup>53</sup>. Les clubs politiques, qui ont pu être à l'origine de la création de certains partis, sont progressivement intégrés au sein d'un système qui relie les différentes échelles du territoire. Les réseaux territoriaux occupent alors une fonction de relais des décisions prises au niveau de la direction des partis, du moins en ce qui concerne les deux cas emblématiques traités dans cette thèse : le Parti communiste français et le Parti justicialiste. Dans le langage du parti communiste, les associations sont notamment assimilées à des « courroies de transmission » au service de la révolution. Avec les cellules communistes et les unités de base péronistes, ces partis disposent également d'organisations locales actives non seulement lors des mobilisations électorales, mais aussi de manière plus régulière dans l'animation des quartiers. Enfin, si la presse ne cesse de jouer un rôle dans la formation de l'opinion publique, les associations de type club où se réalisaient des lectures et des débats perdent le rôle central qu'elles ont joué au XIX<sup>e</sup> siècle. Les partis deviennent alors les principaux vecteurs des idéologies.

### **I.2.6 Le tournant des années 1970 : approfondissement du fait libéral et relance de l'autonomisation de la société civile**

Si l'on peut mettre en relation la dominance relative du socialisme dans le champ idéologique au milieu du XX<sup>e</sup> siècle avec les formes de résolution de la question sociale dans les sociétés industrielles, cela n'implique nullement la fin de la conflictualité au sein de la société civile. La notion de lutte des classes reste opérante durant la période et la régulation étatique peut prendre les atours de l'autoritarisme. Le cas argentin illustre bien la tension toujours à l'œuvre dans les relations entre l'État et la société civile, soit au cours des gouvernements péronistes, soit au travers des différents coups d'État et de la proscription du péronisme de la vie politique. Néanmoins, entre la fin de la seconde Guerre mondiale et le milieu des années 1970, les sociétés occidentales sont parvenues à une forme d'équilibre entre

---

<sup>53</sup> En Argentine, le suffrage n'a jamais été censitaire, mais la loi de 1912 a produit une ampliation du vote en le rendant à la fois secret et obligatoire (Sabato, Elías, 1990).

les trois vecteurs de la structure autonome : le politique, le droit et l'histoire. Avec la constitution d'un « État d'organisation » (Gauchet, 2010, p. 644), non seulement le pouvoir collectif se trouve renforcé par rapport à l'État libéral issu du XIX<sup>e</sup> siècle, mais il se présente comme un instrument capable de maîtriser la puissance d'autoconstitution que recèle la société civile. L'État d'organisation « fait entrer la totalité de l'existence collective dans l'horizon de l'intelligible et du maîtrisable. Il met en représentation la puissance de se gouverner. Il atteste symboliquement la possibilité de son exercice, tout en mettant en lumière ses limites constitutives, qui se ramènent à la dimension libérale, c'est-à-dire à la dynamique de la société civile en dehors de l'État, avec ce qu'elle implique d'innovations inattendues et, par conséquent aussi, de labeur indéfini de ressaisie, de déchiffrement et de réorientation » (*Ibid.*). Avec l'extension de la protection sociale et de la solidarité nationale, le droit des individus rompt avec l'abstraction du droit naturel et se manifeste concrètement sous les auspices de la justice sociale. Après avoir été délégitimée par le contraste entre l'égalité juridique et l'inégalité de fait, « la dimension du droit se réintroduit à partir de celle qui l'avait chassée, la dimension du social » (*Ibid.*, p. 648). Sociologiquement, cet équilibre entre les trois vecteurs de l'autonomie a pu être interprété comme la consolidation d'une société salariale et la résolution temporaire de la question sociale (Castel, 1995).

Les années 1970 constituent un tournant dans le processus d'autonomisation des communautés humaines en raison de la déstabilisation de cet équilibre entre les trois vecteurs de la structure autonome. Cette transformation frappe notamment l'entendement par la rapidité avec laquelle s'opère la substitution de l'idée d'autorégulation de la société civile à celle de révolution sociale. Le fait central de cette transformation réside dans la diminution du rôle de l'État dans la régulation. Si la crise économique des sociétés industrielles est un catalyseur du déplacement de la puissance publique et de la désagrégation de la société salariale, la critique de l'État précède cette conjoncture et participe de la relance de l'autonomisation de la société civile. Parmi les nombreuses critiques focalisées sur l'État, toutes ne proviennent pas du camp des libéraux.

En France, le courant autogestionnaire, qui nourrit la « deuxième gauche », se constitue dans les années 1970 au sein de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et du Parti socialiste unifié (PSU). Il se distingue du projet révolutionnaire du Parti communiste et développe une critique de l'État bureaucratique en conditionnant le changement social à l'émancipation de la société civile. Dans un essai de théorisation de ce projet politique, Pierre

Rosanvallon et Patrick Viveret<sup>54</sup> (1977) s'inscrivent dans la « brèche » ouverte par Mai 68 (Morin, Castoriadis, Lefort, 2008) et invitent à « reconstruire la société civile » à partir de la pratique des militants et de la dynamique des mouvements sociaux. Selon Rosanvallon et Viveret, la culture autogestionnaire caractérise « un ensemble de théories, de représentations, et de pratiques nouvelles qui sont traversées principalement par le projet d'une autonomisation croissante des acteurs sociaux et d'une autorégulation poussée aussi loin que possible des systèmes humains » (*Ibid.*, p. 34). Cette revendication de la primauté de la pratique militante s'accompagne de celle de l'autonomie des organisations de base face à l'État et aux partis. L'autonomie apparaît comme la condition nécessaire aux agents du changement implantés dans la société civile pour entreprendre, innover et expérimenter. « Si le problème principal est la reconstruction d'une société civile, le débouché principal des mouvements contestant l'ordre existant doit être la production, la construction et l'expérimentation, beaucoup plus que la revendication. Les formes de recours à des médiations extérieures, et notamment à l'État, doivent être limitées au maximum et n'intervenir que lorsque le blocage empêchant le développement de telle ou telle expérimentation se situe au niveau de l'appareil étatique » (*Ibid.*, p. 113).

La critique de l'omnipotence de l'État et du projet communiste s'inscrit dans le contexte de la « percée antitotalitaire » dont témoigne notamment la parution de *L'archipel du Goulag* de Soljenitsyne en 1973-1974. L'expérience du « socialisme réel » du bloc soviétique cesse progressivement d'incarner l'utopie révolutionnaire. Les phénomènes de dissidence dans les pays d'Europe de l'Est viennent également alimenter la critique à l'égard du système communiste. Déjà engagé dans l'analyse des mouvements sociaux, Alain Touraine écrit que « le socialisme est mort. Le mot figure partout, dans les programmes électoraux, le nom des partis et même des États, mais il est vide de sens. Sauf quand il désigne une vaste famille d'États autoritaires. (...) Mais ne voit-on pas déjà se former les nouvelles luttes et les nouveaux espoirs qui joueront demain le rôle que jouait hier le mouvement socialiste, forts de la même conviction, tout en rompant avec ses idées et ses formes d'action ? » (1980, p. 19-20). Au sein même des partis communistes d'Europe occidentale, les prises de distance à l'égard de Moscou se multiplient et le projet d'un eurocommunisme se fait jour. Au moment même de sa constitution, Annie Kriegel définit l'ambition de l'eurocommunisme en ces

---

<sup>54</sup> En 1977, Rosanvallon est alors fortement engagé au sein de la CFDT, il est notamment le rédacteur en chef de la revue *CFDT aujourd'hui*. Viveret milite au sein du Parti socialiste et dirige la revue *Faire*.



termes : « réparer ce qui apparaît aujourd'hui comme la faille communiste majeure – son incapacité à intégrer la liberté au départ du projet socialiste » (1977, p. 39).

En Argentine, si le Parti communiste n'est jamais parvenu à contrarier l'hégémonie du péronisme sur la classe des travailleurs, l'influence de la Révolution cubaine de 1959 a contribué à diffuser l'idée de révolution sociale. Dans l'effervescence militante caractéristique de la fin des années 1960 et du début des années 1970, sous un gouvernement militaire (1966-1973) proche des secteurs conservateurs, la mobilisation sociale se radicalise au niveau des syndicats, des universités et des organisations catholiques inspirées par la Théologie de la libération. Des organisations paramilitaires, affiliées à l'extrême gauche ou au péronisme, mènent des actions armées au nom de la libération et de la lutte contre l'impérialisme, notamment des séquestrations et des assassinats de dirigeants politiques. Malgré la réouverture du jeu électoral et le retour d'exil de Perón, la conflictualité perdure entre l'État et les organisations révolutionnaires. Les persécutions à l'égard de ces dernières se systématisent et s'amplifient sous la seconde dictature militaire (1976-1983) qui poursuit l'objectif d'éradication de ce qu'elle considère comme des éléments subversifs. La notion de terrorisme d'État employée pour caractériser ce type de régime renvoie à la mise en place « d'un système répressif à l'échelle nationale fondé sur l'enlèvement, la torture, l'emprisonnement et la disparition forcée de personnes » (Tahir, Franco, 2010, p. 189). La violente répression s'exerce principalement durant les deux premières années de la dictature et l'on dénombre aujourd'hui 30 000 disparus parmi lesquels de nombreux militants n'appartenaient pas aux groupes armés. Face à cette démonstration de puissance de l'État, la critique qui parvient à fragiliser l'autorité du pouvoir provient d'associations de défense des droits de l'homme. La plus fameuse d'entre elles, *Les mères de la place de Mai*, réalise notamment tous les jeudis des marches silencieuses face au siège de la présidence pour contester la répression et réclamer des informations sur leurs enfants disparus. En accord avec Romero, on peut considérer que « les organisations des droits de l'homme ont non seulement mis la question des disparus au centre du débat, mettant les militaires sur la défensive, mais elles ont aussi imposé une dimension éthique à toute la pratique politique, un sens de l'engagement et une primauté des accords fondamentaux de la société sur les affiliations partisans, ce qui dans le contexte des expériences antérieures représentait véritablement une originalité » (2001, p. 237). La chute du régime militaire entraînée par la défaite dans la guerre des Malouines signe le retour des libertés civiles et politiques. Le vainqueur des élections présidentielles de 1983, le candidat de l'Union civique radicale Raúl Alfonsín, fait de la démocratie et des droits de

l'homme ses maîtres mots durant sa campagne électorale. Ainsi, au sortir de la dictature, « la démocratie apparaissait comme la clé permettant de surmonter les désaccords et les frustrations, en créant non seulement une forme de coexistence politique, mais aussi en résolvant la totalité des problèmes concrets » (*Ibid.*, p. 238). Entre 1983 et 1987, le parti péroniste s'adapte également à cette nouvelle exigence de coexistence pacifique et réalisera par la suite les réformes d'inspiration néolibérale visant une réduction du rôle de l'État et une dérégulation de l'économie.

## **Conclusion**

Par des voies différentes, plus théorique en France et plus pratique en Argentine, l'idéologie socialiste, la notion de révolution sociale et le pouvoir de transformation de l'État deviennent progressivement moins crédibles au cours des années 1970-1980. Les difficultés économiques jouent un rôle majeur dans la destitution de l'État régulateur, mais, au niveau idéologique, la revendication de la liberté des individus et des organisations de la société civile se révèle également décisive. En d'autres termes, si le recours à des mécanismes de régulation par les marchés – et l'extension des principes de marché à l'ensemble des domaines de la vie collective – est un phénomène essentiel de la période néolibérale, l'éclipse du devenir collectif au profit de la protection des libertés individuelles est l'autre face de la recomposition des vecteurs de la structure autonome. « La libéralisation a le visage d'une individualisation démultipliée par rapport aux limites qui la bornaient antérieurement, d'une dissolution des encadrements familiaux, moraux, communautaires qui comprimaient la liberté des personnes. Cette consécration de l'individu sous les traits de l'homme des droits de l'homme donne le ton de la puissante autonomisation des sociétés civiles qui constitue l'expression politique du phénomène, avec l'abaissement concomitant de l'autorité des puissances publiques » (Gauchet, 2005, p. 28).

Le recours à l'autorégulation des marchés et la garantie des droits individuels impliquent une reconfiguration des rapports entre la société civile et l'État qui peut être lue comme un approfondissement du fait libéral. Au niveau idéologique, la perte de crédibilité du socialisme et la condamnation de la violence des régimes conservateurs s'accompagnent de l'émergence d'un nouveau libéralisme qui se fait le chantre de la démocratie en même temps qu'il en sape les fondements. La consécration du droit des individus et la valorisation de l'initiative privée comme moteur du changement réduisent l'État au rôle de garant des

conditions d'exercice des libertés individuelles. La puissance d'autoconstitution de la société civile est « libérée » en même temps que le gouvernement du devenir collectif est délégitimé. Pour reprendre la formule de Marcel Gauchet, « la démocratie se retourne contre elle-même » (2002).

La résurgence de la notion de société civile dans les discours politiques comme dans les sciences sociales est symptomatique de la reconfiguration du champ idéologique. La domination relative du néolibéralisme repose en partie sur la croyance en la capacité de la société civile à générer un nouvel élan de démocratisation et de progrès économique. Contrairement aux siècles précédents, l'invocation de la société civile ne s'accompagne guère de propositions théoriques visant à en faire une clé de lecture de la situation actuelle (Lochak, 1986). On peut alors considérer avec Rangeon que « la valorisation de la société civile contribue à la constitution d'un mythe politique au sens que Roland Barthes donnait à ce mot. Avant d'être un concept ou une idée, la société civile évoque d'abord un ensemble de valeurs positives : l'autonomie, la responsabilité, la prise en charge par les individus eux-mêmes de leurs propres problèmes... » (1986, p. 30). En raison de sa polysémie, la notion de société civile traduit un état de fait (le fait libéral) tout en laissant ouverte son interprétation.

Néanmoins, si les visions du monde qui s'expriment dans le champ idéologique témoignent de la réflexivité des acteurs sociaux, elles ne constituent que des essais de compréhension des sociétés en vue de leur gouvernement. Les croyances idéologiques reposent en partie sur des doctrines politiques qui tendent à valoriser certains phénomènes et à en occulter d'autres. Il convient alors de questionner les présupposés qui entourent la valorisation de la société civile. Particulièrement, le rôle de l'État doit être interrogé tant il constitue un problème au libéralisme. À la suite du nouveau renversement du rapport entre l'État et la société civile, doit-on considérer que le politique est voué à jouer un rôle de plus en plus restreint à mesure que la société civile s'autonomisera et générera ses propres mécanismes de régulation ? Ne peut-on pas distinguer la disparition du politique d'avec son éclipse ? En d'autres termes, l'apparent retrait de la puissance publique ne masque-t-il pas un fonctionnement moins visible de l'État et pourtant décisif dans l'organisation de la société civile ? On peut en effet considérer que le « bel automatisme du fonctionnement social est loin de marcher tout seul. Il s'étaye plus que jamais sur le politique (...) [qui] est devenu davantage ce qu'il avait commencé d'être, c'est-à-dire infrastructurel, position qui fait, désormais, que plus il est important moins il se voit. C'est pourtant lui qui porte ce monde qui prétend se passer de lui » (Gauchet, 2005, p. 29). Dans cette perspective, quelle est la nature

des relations entre les associations et le politique ? La croissance des associations ne repose-t-elle pas sur des dispositifs publics qui incitent, sélectionnent et financent l'activité de ces organisations ? La décentralisation administrative a-t-elle réduit le pouvoir des dirigeants politiques locaux et accru celui des citoyens et de leurs organisations ?

L'approfondissement du fait libéral se traduit également par un plus grand pluralisme au sein de l'espace public et par l'amplification de sa fonction d'intermédiation entre la société civile et l'État. Avec la libéralisation des techniques de communication (vidéo et radiodiffusion, puis Internet), la baisse de la censure et de la propagande, l'espace public médiatique s'est notamment constitué en lieu de la représentation des intérêts et de la mise en lumière des enjeux sociaux. Mais les réseaux associatifs peuvent également constituer des espaces publics où s'échangent des informations, s'élaborent des opinions et se discutent des problèmes relevant de l'intérêt général. Selon Habermas, « la société civile se compose de ces associations, organisations et mouvements qui à la fois accueillent, condensent et répercutent, en les amplifiant dans l'espace public politique, la résonance que les problèmes sociaux trouvent dans les sphères de la vie privée. Le cœur de la société civile est donc constitué par un tissu associatif qui institutionnalise dans le cadre d'espaces publics organisés les discussions qui se proposent de résoudre les problèmes surgis concernant les sujets d'intérêt général » (1997, p. 394). On peut toutefois s'interroger sur la capacité des associations à influencer sur les agendas politiques tant nationaux que locaux. Pour quelques associations qui parviennent à rendre public un problème social, combien échouent dans leur tentative avant de parvenir à une définition consensuelle, à mobiliser un public, à se rendre légitime auprès des pouvoirs publics ? Le processus de publicisation des problèmes sociaux s'avère en effet hautement sélectif (Blumer, 2004 ; Gusfield, 2009). La perspective d'une intervention des associations dans l'espace public pour la résolution des problèmes sociaux constitue néanmoins une piste d'analyse en phase avec l'idée d'une relance de l'autonomisation de la société civile. Elle sera donc mobilisée dans le cadre de la problématique, mais le questionnement portera autant sur les possibilités que sur les limites de la publicisation des problèmes sociaux au travers de la participation associative.

On peut enfin s'interroger sur le principe d'universalité que recèle implicitement l'idée d'autonomisation de la société civile et de garantie des droits individuels. La fin de l'État régulateur n'a pas permis de sortir de la crise économique. La sortie de la société salariale et le retour de la question sociale posent le problème de la participation politique des classes populaires dans la société néolibérale. Comment s'exprime l'autonomie des acteurs en

situation de vulnérabilité ou de désaffiliation sociale (Castel, 1995) ? Les effets conjugués de la désindustrialisation, de la désyndicalisation, de l'épuisement de l'idée révolutionnaire et de l'affaiblissement des partis des travailleurs ne transforment-ils pas radicalement les modalités d'action collective des classes populaires ? La désagrégation des structures verticales réduit-elle la capacité d'action des classes populaires ou permet-elle l'émergence de groupements locaux et autonomes centrés sur des problèmes vécus par les acteurs mobilisés ? Dans quelle mesure les associations constituent-elles pour les classes populaires des espaces d'engagement volontaire ? Les politiques sociales ciblant les populations et les territoires populaires sont-elles des ressources pour la mobilisation associative ? Leur mise en pratique traduit-elle des formes d'instrumentalisation des associations par les pouvoirs publics ou des formes d'appropriation des ressources institutionnelles par les acteurs associatifs ?

## **Chapitre II - Association et participation**

### ***Introduction***

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, la recherche est sous-tendue par un questionnement sur la capacité des associations à susciter la participation des citoyens, notamment celle des acteurs dominés dans la sphère économique et peu visibles dans la sphère politique. La participation associative constitue-t-elle une forme d'action politique des classes populaires ? Dans quelle mesure les associations permettent-elles aux acteurs confrontés à des problèmes sociaux d'agir collectivement sur leurs propres conditions ? Quelles sont les voies de ces mobilisations ? Quels sont les différents acteurs qui y participent ? L'échelle locale s'avère-t-elle propice à une forme de participation politique au travers des associations ? À quels types d'interactions avec les pouvoirs publics et les partis politiques ces mobilisations renvoient-elles ? Telles sont les questions de départ qui ont orienté les premières explorations et à partir desquelles, selon une démarche inductive, la problématique de recherche s'est élaborée.

Nous exposerons dans un premier temps les notions à partir desquelles s'est construit l'objet de recherche, les échelles d'analyse auxquelles il renvoie et les terrains d'investigation auxquels il se réfère. Dans un deuxième temps, nous présenterons trois grandes thématiques en lien avec l'objet de recherche : le tiers secteur, le capital social et l'engagement militant. Celles-ci sont exposées de façon à mettre en lumière les débats qui les traversent et d'inscrire la thèse dans des espaces de controverse. Dans un troisième temps, les axes de la recherche et les hypothèses sont explicités, ainsi que la démarche d'enquête ethnographique réalisée sur les terrains français et argentins.

## ***II.1 La participation associative comme objet de recherche***

### **II.1.1 Participation associative et problèmes publics**

#### **II.1.1.1 La notion de participation associative**

En première approche, l'objet de la recherche est appréhendé à partir de la notion de participation associative définie par Martine Barthélemy en tant que « processus volontaire de mobilisation des individus dans un groupe constitué plus ou moins durable et intervenant dans la sphère publique » (2000, p. 13). Si cette définition est relativement large, elle possède l'avantage de nommer les éléments essentiels qui caractérisent les organisations associatives dans l'histoire contemporaine.

D'une part, le rattachement des associations à un *processus volontaire de mobilisation des individus* renvoie à l'idée d'associations libres et égalitaires, c'est-à-dire au processus de déliaison des individus que nous avons vu dans le chapitre précédent. D'autre part, l'association est *un groupe constitué plus ou moins durable*, ce qui la différencie à la fois des simples réseaux de relations liés par exemple au voisinage ou au travail, et des mobilisations ponctuelles telles les manifestations pacifiques ou les mouvements de révolte. La connaissance réciproque des membres et les relations interpersonnelles jouent cependant un rôle important dans la constitution des associations, au moins à la fondation lorsque se définissent l'identité du groupe et l'objet poursuivi<sup>55</sup>. De même, si la durabilité des groupements est variable, elle implique néanmoins l'existence d'un noyau d'acteurs fortement investis tant dans le fonctionnement que dans la définition du projet associatif. La participation associative se rapproche alors de l'engagement militant entendu comme « toute forme de participation *durable*<sup>56</sup> à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause » (Sawicki, Siméant, 2009, p. 98).

Enfin, *l'intervention dans la sphère publique* fait référence à la position intermédiaire des associations entre les individus et l'État, et à la notion d'intérêt collectif dont elles seraient porteuses. Ainsi que le souligne Jacques Chevallier, « entre l'"intérêt général" de la société et

---

<sup>55</sup> La constitution de l'association n'est pas nécessairement liée à sa déclaration officielle auprès des institutions publiques. Elle correspond à une construction identitaire, celle de l'articulation entre les « Je » individuels, le « Nous » du collectif et le « Ils » de l'extérieur (Ion, 1997, p. 53-65). Ce faisant, les limites du groupe sont posées ainsi que les valeurs et les règles qui fondent la logique institutionnelle de l'association (Laville, 1997).

<sup>56</sup> Souligner par les auteurs.

les "intérêts particuliers" des membres, il y a la place pour un autre type d'intérêt qui leur est irréductible, à savoir l'"intérêt collectif" des groupes » (1981, p. 901). Par la défense ou la promotion de ce type d'intérêt, les associations occupent une position intermédiaire et charnière entre la sphère privée et celle de l'État (*Ibid.*). C'est en référence aux travaux de Jürgen Habermas (1978) que Martine Barthélemy mobilise la notion de sphère publique en la distinguant de l'État, du marché et de la famille. Renvoyant à l'idéal démocratique d'une participation ouverte à tous les citoyens, la sphère publique constitue cet espace où s'exerce la médiation entre les besoins de la société et le système politique. Par son intervention dans la sphère publique, la participation associative devient alors « politique au sens de "relatif à la cité, à la chose publique" » (Barthélemy, 2000, p. 13). Dans cette perspective, les associations permettent donc aux citoyens de participer à la vie politique au travers d'un processus de publicisation des besoins de la société. Ce processus de publicisation génère non seulement des formes d'action collective, mais aussi des interactions régulières avec les institutions politiques.

L'intervention dans la sphère publique ne se limite pas à l'action revendicative dont l'objectif serait d'alerter les pouvoirs publics et d'exercer une influence sur l'agenda politique. En concevant les associations comme des groupes constitués plus ou moins durables, on se réfère à des organisations capables de participer à la mise en œuvre des actions venant répondre aux besoins sociaux exprimés. On a vu comment une large part du secteur associatif (éducation, santé, assistance) s'est structurée au XX<sup>e</sup> siècle en étroite relation avec l'État social. Depuis les années 1980, les politiques de développement ainsi que le traitement de la « nouvelle question sociale » (Rosanvallon, 1995 ; Castel, 1995) ont donné lieu à des nouvelles formes de partenariat entre les pouvoirs publics et les associations. La participation associative se mesure alors dans la capacité des citoyens à prendre en charge des problèmes touchant à la vie collective, au niveau local comme au niveau national.

### **II.1.1.2 Le processus de publicisation des problèmes sociaux**

La perspective habermassienne de la sphère publique – ou de l'espace public – a généré de nombreux travaux en sciences sociales, notamment autour des notions de communication et de délibération. Toutefois, la focalisation de ces travaux sur les débats publics et les formes de l'argumentation nous a conduit à mobiliser une autre tradition de recherche sur l'espace public, plus en lien avec l'étude des actions collectives et des



interactions. Dans la pensée de John Dewey et des sociologues de Chicago, le processus de publicisation des problèmes sociaux<sup>57</sup> renvoie également à une intervention publique des citoyens au travers de groupes constitués plus ou moins durables et à des interactions avec les pouvoirs publics en charge de résoudre les problèmes touchant à la collectivité. Plusieurs éléments de l'analyse du processus de publicisation des problèmes sociaux permettent alors d'appréhender la dynamique de la participation associative.

Membre éminent de la philosophie pragmatiste, John Dewey conçoit les problèmes sociaux à partir de l'expérience des acteurs, de leur perception d'une situation problématique et de la pratique de l'enquête visant à définir la nature du problème et son mode de résolution. Pour cet auteur, les problèmes sociaux ne peuvent être définis extérieurement sur la base de conditions objectives, ils n'existent que parce qu'ils sont perçus par les acteurs qui en subissent les conséquences. La perception est une notion cardinale dans la pensée de Dewey<sup>58</sup>, elle est « une action compréhensive faisant de l'individu un acteur et non le jouet des circonstances. La réalité existe à travers la manière dont les hommes la perçoivent. L'individu en définit les limites et le sens » (Le Breton, 2004, p. 14). L'importance accordée aux acteurs sociaux et à leur subjectivité traverse les différentes générations de chercheurs de Chicago. On trouve ainsi sous la plume d'Herbert Blumer l'idée selon laquelle les problèmes sociaux ne deviennent une réalité sociale – et même, un objet d'étude sociologique – qu'à partir des seuls discours et actions d'acteurs mobilisés à propos d'une nuisance progressivement identifiée<sup>59</sup>. Dans un texte tardif publié en 1971, Blumer<sup>60</sup> martèle ainsi que « [sa] thèse est que les problèmes sociaux n'existent pas, en eux-mêmes, comme un ensemble de conditions sociales objectives, mais qu'ils sont fondamentalement les produits d'un processus de définition collective » (2004, p. 189). Les problèmes sociaux émergent donc prioritairement à

---

<sup>57</sup> Distincts des problèmes dont l'origine n'est pas humaine, les problèmes sociaux sont des situations ressenties comme néfastes et considérées comme modifiables par l'action humaine.

<sup>58</sup> Notamment dans son opposition au paradigme psychologique de l'arc réflexe (1896), c'est-à-dire à l'idée d'un comportement humain mu par une réaction à des stimuli externes.

<sup>59</sup> Les travaux de Howard Becker (1985) et de Joseph Gusfield (1963 ; 2009) s'inscrivent également dans cette perspective.

<sup>60</sup> À l'instar de Spector et Kitsuse (1987), Blumer s'oppose fortement à l'approche fonctionnaliste qui traite les phénomènes de déviance et autres problèmes sociaux comme des dysfonctionnements ou des pathologies sociales, et qui prétend pouvoir définir objectivement ces phénomènes à l'aide d'indicateurs (Riot, 2004).

partir de la perception et de l'expérience des acteurs<sup>61</sup>, et ils acquièrent une dimension publique grâce à des mobilisations visant soit à les corriger directement pour rétablir l'équilibre préalable, soit à les définir si une résistance empêche la résolution de la situation problématique.

Dewey utilise la notion de « public » pour caractériser l'action collective liée à la résolution des problèmes sociaux. Si la notion de public est centrale chez Dewey, elle n'est toutefois pas clairement circonscrite. Sa définition oscille entre un État doté d'un corps de fonctionnaires nommé « le public organisé », et une mobilisation d'acteurs affectés par un problème social qu'il nomme simplement « le public » (2010). On peut néanmoins considérer que Dewey conçoit le public au début du XX<sup>e</sup> siècle comme « l'instance intermédiaire entre la société et le gouvernement » (Zask, 2010, p. 23). Autrement dit, le public est l'acteur collectif et démocratique des sociétés modernes, et il se manifeste au travers de mobilisations qui viennent régénérer, ou contrôler, l'action de l'État<sup>62</sup>. Dans cette optique, il convient davantage de parler d'une pluralité de publics qui se forment en référence à des problèmes spécifiques et dans des contextes particuliers. Cefai et Terzi définissent ainsi la notion de « publics » comme « l'ensemble des personnes, organisations et institutions, indirectement concernées par la perception partagée des conséquences indésirables d'une situation problématique et qui s'y impliquent pour tenter de l'élucider et de la résoudre » (2012, p. 10).

Dans la pensée de Dewey (2010), l'existence des publics est considérée comme éphémère ; elle s'estompe avec la résolution de la situation problématique, généralement suite

---

<sup>61</sup> L'insistance sur la perception des acteurs ne doit cependant pas conduire à considérer les problèmes sociaux comme des fictions ou des représentations détachées des expériences concrètes (Cefai, 2009 ; Cefai, Terzi, 2012).

<sup>62</sup> On sait que *Le public et ses problèmes* a été écrit en réaction aux thèses de Walter Lippmann (2008) qui préconisait notamment « l'interposition d'un groupe d'experts entre le public et le gouvernement » (Zask, 2001, p. 64). La complexification du monde social découlant de l'urbanisation et des mobilités individuelles, du développement de l'individualisme, des progrès scientifiques et techniques, de la mondialisation des échanges économiques et des conflits armés, avait conduit Walter Lippmann à rejeter l'idée d'omnicompétence du citoyen et à qualifier le public de fantomatique. Attaché à la devise selon laquelle les maux de la démocratie doivent être corrigés par plus de démocratie, Dewey recherche au contraire les formes possibles de constitution d'un public en phase avec la société moderne.

à une intervention des pouvoirs publics<sup>63</sup>. La dynamique des problèmes publics selon Dewey peut en effet être décomposée en quatre temps. Tout d'abord, des interactions modifient l'équilibre social et créent un trouble auprès de certains acteurs affectés par cette modification. Puis, un public émerge suite à la perception de cette situation problématique et à la mobilisation visant à en définir la nature et le mode de résolution. Ce travail de définition passe alors par un processus d'enquête, de communication et de débat. Enfin, un plan d'action est mis en œuvre pour résoudre la situation problématique, il requiert le plus souvent l'intervention des pouvoirs publics. Ces dernières années, de nombreux travaux ont alimenté les recherches relatives à l'émergence des publics, à la production de discours publics, à la délibération dans des arènes publiques ou à la confrontation des citoyens avec le personnel politico-administratif (Cefaï, Trom, 2001 ; Cefaï, Pasquier, 2003 ; Eliasoph, 2003, 2010 ; Carrel, 2003, 2006, 2013 ; Cefaï, Terzi, 2012). Dans le cadre de cette thèse, la dimension processuelle des problèmes publics est prise en considération. Cependant, la notion de participation associative nous incite à focaliser l'analyse sur le devenir des mobilisations et sur le rôle joué par les associations dans la résolution des situations problématiques. Autrement dit, il s'agit de lier la création d'associations au processus de publicisation d'un problème social et de s'interroger sur la participation de celles-ci à l'action visant la résolution du problème. Cette double prise en compte de l'émergence et de la résolution des problèmes publics suscite de nombreuses interrogations. Dans quelle mesure la participation des associations à la résolution des situations problématiques renvoie-t-elle à une forme d'autonomie des acteurs mobilisés et des groupes ainsi constitués ? À quels types d'interactions entre les associations et les pouvoirs publics cette participation est-elle liée ? Par quels moyens l'action associative est-elle mise en œuvre ? D'où tire-t-elle sa légitimité ? La dimension locale des problèmes publics s'avère-t-elle favorable à la participation associative ? Quels sont les acteurs qui s'engagent au sein de ces associations ? Quels liens existent-ils avec les partis politiques ? Le projet associatif, que l'on peut considérer comme l'acte fondateur du groupement (Haeringer, Laville, Sainsaulieu, 1997), peut-il rendre compte du travail de définition d'une situation problématique et de son mode de résolution ? Que nous enseigne l'évolution de ce projet ? Une situation problématique peut-elle être jamais définitivement résolue ? Afin de préciser ces questionnements et de cerner plus nettement

---

<sup>63</sup> La constitution de publics peut néanmoins être entravée par divers obstacles (Cefaï, Terzi, 2012) et le processus de publicisation des problèmes sociaux peut également ne jamais aboutir en raison de la compétition entre problèmes publics et de la conflictualité entre différents groupes d'acteurs (Blumer, 2004 ; Gusfield, 2009).

l'objet de recherche, il importe maintenant de définir l'échelle d'analyse retenue et le terrain choisi pour l'enquête.

## **II.1.2 Échelles d'analyse et terrain d'enquête**

### **II.1.2.1 Analyse locale et jeux d'échelles**

L'objet de la recherche s'est en effet construit à partir de la délimitation du terrain d'enquête. Plutôt qu'une approche sectorielle définie par l'activité des associations, le choix du terrain d'enquête s'est effectué selon une approche territoriale. Comme il a été indiqué plus haut, la thèse repose sur un questionnement autour de la participation politique au niveau local. Ce questionnement s'inscrit dans un contexte de valorisation des associations et de la démocratie locale<sup>64</sup>, mais il renvoie également au renouvellement des études sur la « citoyenneté par le bas » qui privilégie le prisme du local pour analyser les pratiques, les discours et les représentations des acteurs tant au niveau des espaces publics que des communautés politiques (Neveu, 1999, p. 9).

Toutefois, le local ne constitue pas un objet en soi, il est davantage une entrée ou un « lieu de recherche » mettant en lumière des transformations d'ordre plus général (Briquet, Sawicki, 1989). L'entrée par le local induit donc une articulation entre les différentes échelles d'analyse que représentent non seulement le quartier et la ville, mais aussi les autres collectivités territoriales et la nation (Authier, Bacqué, Guérin-Pace, 2007). La participation associative au niveau local peut alors renvoyer à de multiples jeux d'échelle selon que l'on considère des associations agissant au niveau des quartiers, des villes ou des autres collectivités territoriales.

Dans le cadre de cette thèse, l'analyse porte sur des associations ancrées dans des quartiers et interagissant avec les pouvoirs publics locaux et nationaux. De manière plus précise, la recherche vise à analyser les conditions de la participation associative des habitants de quartiers populaires urbains. Le choix de cette approche nécessite quelques explications en référence aux types de catégorie sociale et de territoire qu'elle mobilise.

---

<sup>64</sup> Outre les discours évoqués précédemment, on pense également aux réformes institutionnelles telles la décentralisation de l'État, la territorialisation des politiques publiques et la mise en œuvre de dispositifs participatifs dont les effets supposés sont d'accroître la participation des citoyens dans les affaires publiques.

### II.1.2.2 Quartiers populaires et classes populaires

Tout d'abord, le groupe des habitants de quartiers populaires urbains renvoie à la notion de classes populaires. En effet, les divisions sociales et les divisions spatiales se recoupent suffisamment au niveau de la ville pour que les populations et les territoires soient qualifiés de manière similaire (Avenel, 2010). Ce phénomène est particulièrement avéré au niveau des extrêmes (Préteceille, 2006), c'est-à-dire dans les « quartiers de relégation » où se concentrent les classes populaires (Dubet, Lapeyronie, 1992) et dans les « beaux quartiers » où les classes supérieures se ségrèguent volontairement (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2007). Les habitants de quartiers populaires urbains peuvent donc être classés dans la catégorie de classes populaires. Mais à quoi renvoie cette catégorie, notamment dans le rapport au politique ?

La catégorie de classes populaires<sup>65</sup> est généralement associée et opposée à celles de classes moyennes et de classes supérieures au sein d'une classification de l'ensemble des individus visant à rendre compte des principales divisions du monde social. Ces principales divisions sont généralement construites à partir de deux dimensions essentielles : le rapport à l'économie et le rapport à la culture. On peut ainsi considérer avec Olivier Schwartz que la catégorie de classes populaires « désigne des groupes qui se caractérisent par la conjonction de deux types de propriétés. D'une part, des propriétés de position sociale : les classes populaires sont des groupes "dominés". D'autre part, les classes populaires (...) se caractérisent par un ensemble de spécificités, portant sur les pratiques et les comportements culturels, qui tendent à les séparer des classes dominantes et des normes dominantes » (2011, p. 6). Sans nécessairement être dans la pauvreté ou la misère, les classes populaires sont toutefois dominées dans l'ordre économique et exposées de ce fait à « une certaine vulnérabilité des conditions d'existence » (*Ibid.*, p. 15). La position de dominé se manifeste également dans les rapports politiques et sociaux, la subordination pouvant se radicaliser sous la forme de l'enfermement dans un destin social dont rend compte la notion de « dépossession » (*Ibid.*, p. 18). La dépossession repose notamment sur l'idée de la séparation

---

<sup>65</sup> Précisons également que la catégorie de classes populaires se distingue de celle de classe ouvrière. Contrairement à la forme singulière de la classe ouvrière qui implique une certaine unité, la forme plurielle des classes populaires évoque d'emblée une hétérogénéité parmi les groupes qu'elle prétend rassembler. En raison des transformations sociales et économiques en œuvre depuis les années 1960-1970, Olivier Schwartz (2011) affirme que la notion de classes populaires est plus à même d'agrèger les divers groupes dominés des sociétés post-industrielles (notamment les salariés des services) que la notion de classe ouvrière utilisée principalement par les sciences sociales après la seconde guerre mondiale.

culturelle entre classes sociales qui, si elle n'est jamais absolue, prive néanmoins les classes populaires « de tout un ensemble d'éléments de culture qui font partie des instruments symboliques dominants, c'est-à-dire socialement décisifs » (*Ibid.*, p. 19). Cette définition des classes populaires n'est pas éloignée de la perspective développée par Pierre Bourdieu sur les classes dominées autour du concept de dépossession (1979, 1980b, 1996, 2001), mais Schwarz souligne néanmoins les capacités de résistance à la domination et de constitution d'une altérité positive qui ouvrent la voie à de possibles manifestations politiques des classes populaires<sup>66</sup>.

### **II.1.2.3 Les classes populaires et la politique**

Il reste qu'une large part des études sur le rapport des classes populaires à la politique met en avant l'attitude de rejet ou de méfiance en référence aux institutions représentatives et aux professionnels de la politique. Annie Collovald et Frédéric Sawicki remarquent également que « les ouvrages classiques<sup>67</sup> sur la participation insistent sur l'incompétence et le désintérêt des classes populaires à l'égard de la politique » (1991, p. 9). Rejet, méfiance, incompétence et désintérêt sont-ils alors les seuls qualificatifs que l'on peut associer au comportement politique des classes populaires ? Sans passer du « misérabilisme au populisme » (Grignon, Passeron, 1989), il est possible de modifier l'analyse du rapport des classes populaires à la politique en réalisant un changement d'échelle et de méthode d'enquête. Si l'analyse d'un « cens caché » (Gaxie, 1978) dans le fonctionnement des institutions politiques des démocraties libérales est privilégiée par certains, l'abandon d'une vision surplombante au profit de l'enquête de terrain au plus près des expériences vécues dans les milieux populaires permet la mise en lumière de pratiques et de discours témoignant d'une conscience politique et d'une recherche d'autonomie dans les espaces de vie, à l'instar de l'étude des « arts de la résistance » (Scott, 2009). Collovald et Sawicki plaident en ce sens en indiquant que « c'est sans doute en analysant plus précisément l'existence quotidienne [des classes populaires] qu'apparaissent des phénomènes qu'une vision éloignée ignore : résistance "oblique" à la domination, capacité à reconstruire symboliquement l'univers social, distance intime par

---

<sup>66</sup> Les nombreuses expériences nationales d'organisation de la classe ouvrière en témoignent s'il en était besoin, de même que les mouvements révolutionnaires et les diverses révoltes paysannes des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

<sup>67</sup> Les auteurs font référence aux travaux états-uniens de Lazarsfeld et d'Almond et Verba, ainsi qu'à ceux de Gaxie pour la France.

rapport au rôle public exigé » (1991, p. 10). Dans le contexte latino-américain, Javier Auyero (2001) a renouvelé l'analyse du clientélisme en illustrant notamment les marges de manœuvre dont font usage les « dominés » face aux intermédiaires politiques. Grâce à une démarche ethnographique dans un quartier pauvre en banlieue de Buenos Aires, cet auteur a pu observer les interactions entre les différents acteurs en présence et les formes d'adhésion des classes populaires aux cultures partisans.

Située à la marge de la politique institutionnelle, la participation associative à l'échelle locale représente une forme d'agir politique des classes populaires alternative à la participation syndicale et partisane. La sphère publique n'est certes pas dénuée de normes ou de grammaires auxquelles les acteurs doivent se plier (Cefaï, 2001), et le monde associatif n'échappe pas non plus à la sélection sociale des adhérents et des responsables qui s'effectue au détriment des membres des classes populaires qui y sont sous-représentés (Héran, 1988 ; Bernardeau-Moreau, Hély, 2007). Néanmoins, les mobilisations associatives à l'échelle locale sont en capacité d'être liées à des sociabilités de quartier et à des expériences de problèmes concrets, ce qui les rapproche des styles de vie des classes populaires. Les relations de voisinage comptent en effet pour beaucoup dans l'ensemble des relations sociales des classes populaires<sup>68</sup>, même si le modèle des « univers ségrégués » (Hoggart, 1970) est remis en cause par les transformations sociales des dernières décennies<sup>69</sup> (Schwartz, 2011). Le quartier reste pour les classes populaires un espace de proximité valorisé où se nouent la plupart des réseaux d'interconnaissance et des liens de solidarité<sup>70</sup>.

L'échelle du quartier est donc favorable à l'analyse des sociabilités populaires, mais elle l'est également en référence à la politisation des classes populaires. En étudiant l'espace public dans les quartiers populaires, Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer avancent ainsi que « l'échelle locale du quartier constitue potentiellement le lieu d'une politisation ordinaire des citoyens, qui est favorisée par le fait qu'ils peuvent "toucher du doigt" l'enjeu des

---

<sup>68</sup> D'avantage que les autres classes sociales, les classes populaires ont un rapport étroit aux sociabilités de voisinage (Grafmeyer, 2007 ; Simon, 1992).

<sup>69</sup> Outre les processus de désindustrialisation et de tertiarisation de l'économie, la scolarisation de plus en plus importante des enfants des classes populaires ainsi que la hausse du taux d'activité des femmes modifient en profondeur les modes de vie des classes populaires et les relations que celles-ci entretiennent avec les autres classes sociales.

<sup>70</sup> Précisons que les quartiers populaires sont également le terrain de distinctions, de conflits et de replis dans la vie privée (Chamboredon, Lemaire, 1970 ; Paugam, 1994).

délibérations et les résultats des actions qu'ils entreprennent à cette échelle » (1999, p. 115). Autrement dit, les problèmes concrets rencontrés dans le cours de la vie quotidienne sont susceptibles de générer des formes de participation en marge du fonctionnement institutionnel de la vie politique. Si, comme nous l'avons indiqué précédemment, les problèmes sociaux doivent être considérés à partir de la perception des acteurs et non d'indicateurs socio-économiques, il est néanmoins possible d'envisager un état latent des problèmes sociaux dont les conséquences affectent l'existence même des individus ou des biens communs jugés irréductibles (Cefaï, 2009). Pour les quartiers populaires, on peut ainsi penser que les problèmes du chômage, de la pauvreté, du logement, de l'accès à la santé et à l'éducation, ou du manque d'équipements publics existent de manière latente, lorsqu'ils ne sont pas l'objet d'un processus de publicisation. Loin de ne considérer les quartiers populaires et leurs habitants qu'à l'aune de leur pauvreté ou de leurs manques, il s'agit à l'inverse de voir dans les problèmes sociaux des ressorts possibles de mobilisation et de s'interroger sur les processus de publicisation à l'œuvre dans les contextes locaux. Les associations présentes dans les quartiers populaires urbains constituent alors un terrain privilégié pour observer la capacité des associations à mobiliser les membres des classes populaires dont on constate par ailleurs la baisse de la participation syndicale et partisane (Andolfatto, 2007 ; Alonzo, Hugrée, 2010).

### **II.1.3 Une comparaison internationale France-Argentine**

#### **II.1.3.1 La comparaison comme stratégie de recherche**

L'approche par le local se double d'une approche comparative entre la France et l'Argentine. La pratique de la comparaison est présente dès les fondations de la sociologie, aussi bien dans les travaux de Durkheim que dans ceux de Weber. Sans insister sur ces œuvres classiques bien connues, il s'agit ici de souligner l'importance que les fondateurs accordent à la comparaison et la différence des méthodes dont ils ont usé. Dans les Règles de la méthode sociologique (1895) et dans sa mise en œuvre que constitue l'étude du suicide (1897), Émile Durkheim donne à la comparaison le statut d'expérimentation indirecte et fait de celle-ci la méthode adéquate à l'administration de la preuve. Dans l'introduction de son maître ouvrage, Durkheim avance ainsi que l'« on n'explique qu'en comparant » (1897, p. 1). Les limites de l'approche durkheimienne, notamment la réification des catégories d'analyse,



sont bien connues (Lallement, 2003a), mais elle a le mérite d'avoir démontré précocement la valeur heuristique de la comparaison et d'avoir posé les jalons d'une méthode reprise et discutée depuis un siècle. L'héritage légué par Max Weber n'est pas moins imposant, on sait l'usage qu'il fait de la comparaison dans l'étude des religions et l'analyse de la rationalisation de l'Occident. Mais à l'inverse de Durkheim, Weber privilégie une approche compréhensive des phénomènes sociaux et une analyse inductive qui se manifeste par le recours à la typologie et aux idéaux-types.

Ces deux approches des fondateurs de la sociologie ont longtemps constitué deux logiques antagonistes au sein des études comparatistes en fonction d'oppositions telles universalisation/individualisation des objets de recherche, analyse déductive/analyse inductive, focalisation sur les variables/focalisation sur les cas (Giraud, 2003, p. 90-92). Ces oppositions ne sont pas sans rappeler celles qui distinguèrent pendant des décennies les approches fonctionnalistes et culturalistes. Or, on constate depuis une trentaine d'années un dépassement de ces clivages au profit d'une diffusion de la pratique comparative dans les diverses problématiques des disciplines des sciences sociales (Lallement, Spurk, 2003). La comparaison internationale est alors moins soumise à une méthode ou à un paradigme en particulier, elle devient une « stratégie de recherche » qui s'élabore à partir des problèmes étudiés et en fonction des spécificités des terrains d'enquête, et qui engage un rapport réflexif des chercheurs à l'égard de leur objet de recherche (*Ibid.*). Plus pragmatique, la stratégie de comparaison conserve cependant l'ambition d'identifier à la fois des universaux assurant la comparabilité et des différences nécessaires à la réflexion. Dans cette optique, la nébuleuse des études institutionnalistes<sup>71</sup> délivre quelques enseignements permettant un cadrage minimal des démarches comparatives. Les approches institutionnalistes s'avèrent en effet pertinentes en raison de leur positionnement intermédiaire entre les approches fonctionnalistes et les approches culturalistes, et de leur affinité avec l'idée d'une stratégie de la comparaison.

---

<sup>71</sup> Sans jugement péjoratif, le terme « nébuleuse » vient souligner l'absence d'une hégémonie et d'une doxa au sein des divers courants de recherche institutionnalistes qui partagent le postulat en vertu duquel les institutions contraignent les pratiques des acteurs qui, eux-mêmes, façonnent les règles qui fondent ces institutions. Parmi les nombreuses approches institutionnalistes, on recense notamment l'analyse sociétale de Maurice, Sellier et Silvestre (1982), les mondes de l'État-providence d'Esping-Andersen (2007) ou encore l'institutionnalisme historique de Thelen et Steinmo (1992) pour s'en tenir aux plus fameuses (Lallement, Spurk, 2003). Des théoriciens comme Élias (1991) et Giddens (1987) sont également susceptibles de fournir les éléments d'une approche institutionnaliste.

En premier lieu, les approches institutionnalistes mettent l'accent sur la comparaison de systèmes ou de configurations qui permettent d'avoir prises à la fois sur les ressources délivrées et les normes prescrites par les institutions, et sur les pratiques et les représentations des acteurs. En reprenant un des acquis de ces approches, Michel Lallement affirme que « ce sont des ensembles, des systèmes, des configurations... – appelons-les comme on voudra – qu'il est intéressant d'observer, sachant que l'essentiel n'est pas la nature d'un élément mais sa présence ou son absence, et plus encore, son positionnement relatif dans un espace d'interactions. En matière de comparaisons internationales, un tel impératif n'aura jamais été aussi pertinent : l'étude des relations entre acteurs, institutions, répertoires rhétoriques, registres d'action collective... prévaut sur l'attention accordée à une entité singulière qui, considérée isolément, n'apprend guère à l'observateur » (2003b, p. 298). Autrement dit, l'objet de la recherche doit être analysé en relation avec les institutions et les acteurs au sein de configurations qui lui confèrent sa portée sociétale. Dans le cadre de cette recherche, l'étude de la participation associative au niveau local nécessite de prendre en considération les interactions des associations avec les institutions politiques présentes dans les territoires. Les associations retenues dans notre échantillon sont donc analysées en relation avec les pouvoirs publics locaux et nationaux, ainsi qu'avec les partis politiques au sein de configurations politiques locales (Sawicki, 1997 ; Mischi, 2007).

En second lieu, l'analyse des transformations sociales permet la compréhension des changements au sein des configurations. Ces changements peuvent tout à la fois modifier le rôle et la position de certaines institutions comme les stratégies et les attentes des acteurs, rendant possible ou non l'émergence, la disparition ou le maintien de phénomènes sociaux. L'étude diachronique et l'analyse processuelle sont alors mobilisées pour donner à l'objet de recherche une profondeur historique et éviter l'écueil de la réification. La dimension historique est donc sollicitée au cours de l'analyse afin de cerner les évolutions de la participation associative. Ces évolutions ne peuvent être appréhendées uniquement à partir de données quantitatives, les formes des mobilisations et les raisons des engagements associatifs doivent être pris en compte pour interpréter ces évolutions. De même, les changements au niveau des relations qui structurent les configurations politiques locales, et le rôle qu'y tiennent les associations, devraient éclairer les conditions de possibilité de la participation associative dans les quartiers populaires.

### II.1.3.2 Comparabilité des cas nationaux

À l'aide de ces quelques pistes d'analyse, nous allons maintenant préciser l'usage qui est fait de la comparaison internationale dans le cadre de cette recherche. Mais avant de préciser les caractéristiques des terrains d'enquête et les configurations pertinentes pour l'analyse de la participation associative, considérons les deux cas nationaux et interrogeons-nous sur leur comparabilité. La question mérite d'être posée puisque les comparaisons France-Argentine sont rares, pour ne pas dire inexistantes, en sciences sociales. Il est certain que l'engouement comparatiste des années 1960 au sujet des différents modèles de développement économique n'a pas joué en faveur d'une tradition comparatiste entre ces deux pays. Fortement imprégnées d'ethnocentrisme, de nombreuses études concluent en effet à la supériorité du modèle anglo-saxon (Dupré, Jacob, Lallement, Lefèvre, Spurk, 2003) et relèguent l'Argentine – quand elle est prise en considération – dans les vastes ensembles du tiers-monde et du sous-développement. Sans nier les différences socio-économiques de ces deux pays<sup>72</sup>, on peut néanmoins rappeler que l'Argentine a pleinement profité du système mondial des échanges commerciaux élaboré au XIX<sup>e</sup> siècle et que l'idéologie du progrès y a été particulièrement sensible (Gerchunoff, Llach, 1998). Modernisant ses infrastructures grâce aux investissements de capitaux britanniques, l'Argentine voyait croître également sa démographie avec l'arrivée de millions de migrants en provenance d'Europe. Jusqu'aux années 1950 et à l'instar de pays comme le Canada et l'Australie, l'Argentine comptait parmi les puissances économiques mondiales qui s'affirmaient aux côtés des nations européennes et de leurs empires coloniaux. Au milieu des années 1970, un modèle de société salariale s'y était instauré comptant « plus de 70 % de la population active salariée dans des formes stables d'emplois, une classe ouvrière intégrée, des syndicats puissants gérant une protection sociale étendue, des services publics efficaces, un taux de pauvreté urbain ramené à 3 % de la population... » (Castel, 2009, p. 8). L'histoire politique de cette nation nous semble également méconnue, le processus révolutionnaire ouvert en 1810 conduisant pourtant à l'instauration d'une république partageant les idéaux des révolutions françaises et états-uniennes. Là encore, les dictatures militaires du second XX<sup>e</sup> siècle (1966-1972, 1976-1983)

---

<sup>72</sup> Le modèle agro-exportateur de l'économie argentine reste encore aujourd'hui une donnée importante pour la compréhension des rapports socio-économiques. Également, si l'on parle de l'Argentine comme d'une société post-industrielle, il faut garder à l'esprit que l'industrie s'est véritablement développée dans les années 1930 pour qu'une production locale de biens manufacturés se substitue aux importations européennes qui se tarissaient suite à la crise économique, puis au conflit mondial.

ont pu occulter les avancées démocratiques symbolisées par le suffrage universel (masculin en 1910 et féminin en 1947) et les avancées sociales promues par les gouvernements radicaux (1916-1930) et péronistes (1946-1955). Quant aux pratiques associatives, elles recouvrent une grande diversité dans les champs de la politique, de l'économie, de la protection sociale, de l'éducation, des loisirs et du sport (Di Stefano *et al.*, 2002), comme dans les sociabilités liées aux territoires et aux groupes sociaux (Gutierrez, Romero, 2007 ; De Privitellio, 2003 ; González Bernaldo, 1999).

Ces éléments seront développés dans les chapitres suivants, ils viennent ici indiquer que la comparaison entre la France et l'Argentine peut s'affranchir des distinctions couramment admises entre le Nord et le Sud ou entre le Centre et la Périphérie qui induisent, plus ou moins explicitement, une asymétrie entre les cas nationaux. La stratégie de recherche adoptée privilégie le fait que ces deux pays appartiennent à deux aires culturelles de l'Occident (Europe, Amérique latine) pour identifier d'abord ce qu'ils ont de commun et donner sens à la comparaison<sup>73</sup>. L'inscription dans une même culture occidentale ne vient pas nier la pluralité des cas nationaux (Elias, 2003), mais elle souligne le partage de processus historiques et de transformations sociales qui donnent lieu à des systèmes de normes et de valeurs suffisamment proches pour être mutuellement compris. Dans son combat contre l'ethnocentrisme et la hiérarchisation des cultures, Claude Lévi-Strauss évoque la capacité relative des observateurs dotés d'un système complexe de références de comprendre le monde des autres « en fonction de la plus ou moins grande diversité des cultures respectives » (2002, p. 73-74). Pour illustrer son propos, il use de la métaphore des trains qui se croisent et qui laissent aux voyageurs plus ou moins de temps pour saisir la quantité d'information

---

<sup>73</sup> S'il n'est pas fait référence explicitement dans cette thèse à l'idée d'Euro-Amérique (Guerra, 2002), nous reprenons cette perspective pour concevoir une communauté culturelle entre les sociétés européennes et latino-américaines. On considère avec Olivier Compagnon que « bien au-delà des mouvements migratoires, l'Euro-Amérique désigne l'espace culturel commun formé par l'Europe occidentale et l'Amérique latine de part et d'autre de l'Atlantique : un espace qui naquit de l'étroite relation qu'entretenaient les espaces dominés par l'Espagne et le Portugal avec la péninsule Ibérique durant la période coloniale ; un espace qui se redéploya vers l'Europe du Nord-Ouest dès la fin du XVIIIe siècle et ne sembla jamais aussi homogène que durant les années 1870-1914 ; un espace qui connut de fortes recompositions à partir de la Première Guerre mondiale, au vu du poids croissant des États-Unis sur la scène internationale ; mais un espace culturel commun qui en dernière analyse, semble demeurer bien vivant aujourd'hui si l'on songe par exemple au succès non démenti de la *french theory* – Derrida, Foucault, Deleuze et les autres... - dans les milieux académiques latino-américains depuis les années 1970 » (2009, p. 2-3).

nécessaire à l'émergence d'une signification<sup>74</sup>. Plus les histoires des sociétés divergent, plus il est difficile qu'elles fassent sens les unes par rapport aux autres. Il remarque ainsi « qu'il est possible d'accumuler beaucoup plus d'informations sur un train qui se meut parallèlement au nôtre et à une vitesse voisine (ainsi, examiner la tête des voyageurs, les compter, etc.) que sur un train qui nous dépasse à grande vitesse, ou qui nous paraît d'autant plus court qu'il circule dans une autre direction. À la limite, il passe si vite que nous n'en gardons qu'une impression confuse d'où les signes même de vitesse sont absents ; il se réduit à un brouillage momentané du champ visuel : ce n'est plus un train, il ne *signifie*<sup>75</sup> plus rien » (*Ibid.*). Les trains qui se meuvent parallèlement et à des vitesses voisines évoquent, dans la perspective occidentale, les sociétés dont l'histoire fait apparaître des ressemblances et qui se pensent au travers d'un même éventail d'historicités<sup>76</sup>. Ainsi en est-il de la France et de l'Argentine qui partagent dans la période récente plusieurs transformations sociales, économiques et politiques d'ampleur telles la désindustrialisation et la tertiarisation de l'économie, la libéralisation des marchés du travail, la redéfinition du périmètre d'intervention de l'État social, l'augmentation de la pauvreté, de l'exclusion et de la ségrégation socio-spatiale, l'individualisation des rapports sociaux, la crise de la représentation politique et syndicale, la croissance des associations civiles, etc.

Le « problème commun » (Lallement, 2003b) qui nous intéresse dans le cadre de cette comparaison renvoie à l'intervention dans la sphère publique des classes populaires dans le contexte d'une dégradation de leurs conditions d'existence et d'une crise des institutions partisans et syndicales. Depuis les années 1970, la déstabilisation du modèle de la société salariale (Castel, 1995) s'observe en effet des deux côtés de l'Atlantique, même si les effets produits ne sont pas de même ampleur. En Argentine, le poids de la dette extérieure léguée par la dernière dictature militaire, les épisodes d'hyperinflation durant les années 1980 et les

---

<sup>74</sup> Cette métaphore est directement inspirée de la théorie de la relativité d'Einstein et de l'exemple classique du voyageur assis dans un train qui perçoit différemment la vitesse et la dimension des autres trains selon le sens de leur déplacement.

<sup>75</sup> Souligné par l'auteur.

<sup>76</sup> Par historicité nous faisons référence à la dimension réflexive des sociétés qui prend son essor au XIX<sup>e</sup> siècle et qui produit un type particulier de discours sur le sens de l'histoire. Cette dimension fondamentale de la modernité politique sera abordée en détail dans le prochain chapitre. En lien avec la dimension réflexive des sociétés, indiquons ici que les sciences sociales se sont développées en Argentine au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et que la sociologie a notamment assis sa scientificité dans le sillage des travaux de Gino Germani dans les années 1950.

réformes structurelles d'obédience néolibérale dans les années 1990 ont accentué le processus de paupérisation d'une large part des classes moyennes et populaires. En raison de crises socio-économiques aigües, deux présidents de la république ont dû renoncer à leur mandat : Raul Alfonsin en 1989 et Fernando De la Rúa en 2001. La démission de ce dernier marque une période particulièrement critique de la société argentine puisqu'elle fait suite à une insurrection populaire et qu'elle précède le défaut de paiement de l'État national. La violence de la crise de 2001 peut faire apparaître l'Argentine comme un cas isolé car jugé trop extrême, mais elle peut également avoir valeur d'exemplarité par la lumière vive qu'elle jette sur un phénomène observable à l'échelle globale. Robert Castel considère par exemple que « la situation argentine est exemplaire parce qu'elle présente (ou en tous les cas elle présentait vers 2001) comme la pointe avancée de la dynamique imposée par le nouveau régime du capitalisme qui se déploie au niveau mondial depuis le milieu des années 1970. La France n'est pas sur une autre planète. La remontée de l'insécurité sociale, la précarisation des relations de travail et le chômage de masse, la paupérisation de certaines couches populaires s'observent aussi depuis trente ans en France » (2009, p. 13). Les conséquences de ces transformations sociales s'observent notamment au niveau des quartiers populaires où, en France comme en Argentine, ils sont à la fois l'objet d'une stigmatisation liée à l'insécurité et le symbole du phénomène d'exclusion sociale (Dubet, 1987 ; Svampa, 2005). Une nouvelle fois, l'attention portée aux ressemblances et aux différences est nécessaire pour appréhender la comparaison.

### **II.1.3.3 Les aires métropolitaines de Paris et de Buenos Aires**

Avant de parvenir au niveau du quartier, deux échelles territoriales ont fait l'objet d'un choix pour la comparabilité et pour la prise en compte d'un cadre de référence plus général : l'aire métropolitaine<sup>77</sup> d'une part et la municipalité d'autre part. Les aires métropolitaines de Paris<sup>78</sup> et de Buenos Aires<sup>79</sup> possèdent des caractéristiques communes permettant la

---

<sup>77</sup> On entend par aire métropolitaine l'espace constitué par la capitale et la périphérie urbaine.

<sup>78</sup> L'aire métropolitaine de Paris correspond à la catégorie administrative d'unité urbaine de Paris qui comprend la capitale et 411 communes de la banlieue urbanisée. Selon la définition de l'Insee, « la notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants ».

comparaison. Bien que le territoire argentin soit plus étendu, les deux capitales nationales et leur périphérie urbaine comptent un nombre d'habitants relativement proche, au-delà des dix millions de personnes (Tableau 1). Dans les deux espaces nationaux, ces territoires sont au centre de la vie politique et représentent chacun le premier pôle économique du pays. Ces deux aires métropolitaines ont également été marquées par les processus d'industrialisation et de désindustrialisation. Elles ont été le théâtre de la formation d'importantes communautés ouvrières dont la désagrégation à partir des années 1970 est une donnée à prendre en considération car elle renvoie à une transformation des sociabilités des classes populaires.

Tableau 1 – Population, superficie et densité de la France et de l'Argentine, des aires métropolitaines de Paris et de Buenos Aires, et des villes de Paris, Buenos Aires Gennevilliers et Tres de Febrero, selon les recensements de l'Insee (2009) et de l'Indec (2010).

	Population (habitants)	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (habitants/km <sup>2</sup> )
France	64 304 500	632 735	102
Argentine	40 117 096	2 780 400	14
Aire métropolitaine de Paris	10 413 386	2 845	3 660
Aire métropolitaine de Buenos Aires	12 806 866	3 880	3 301
Ville de Paris	2 234 105	105	21 196
Ville de Buenos Aires	2 890 151	200	14 451
Gennevilliers	41 400	11,6	3 557
Tres de Febrero	340 071	43	7 901

<sup>79</sup> L'aire métropolitaine de Buenos Aires correspond à la catégorie administrative du Grand Buenos Aires qui comprend la capitale et 24 communes de la banlieue urbanisée (le *conurbano*).

Photo 1 – Image satellite de l'aire métropolitaine de Paris.

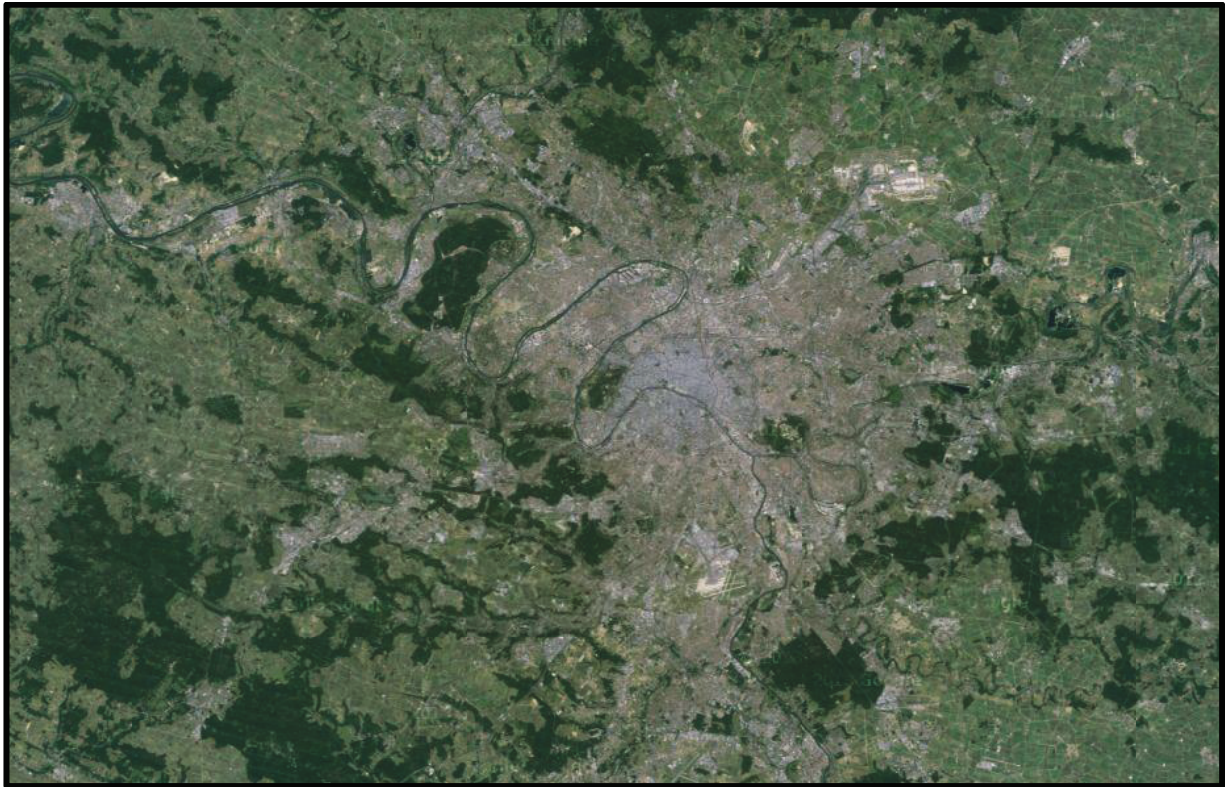
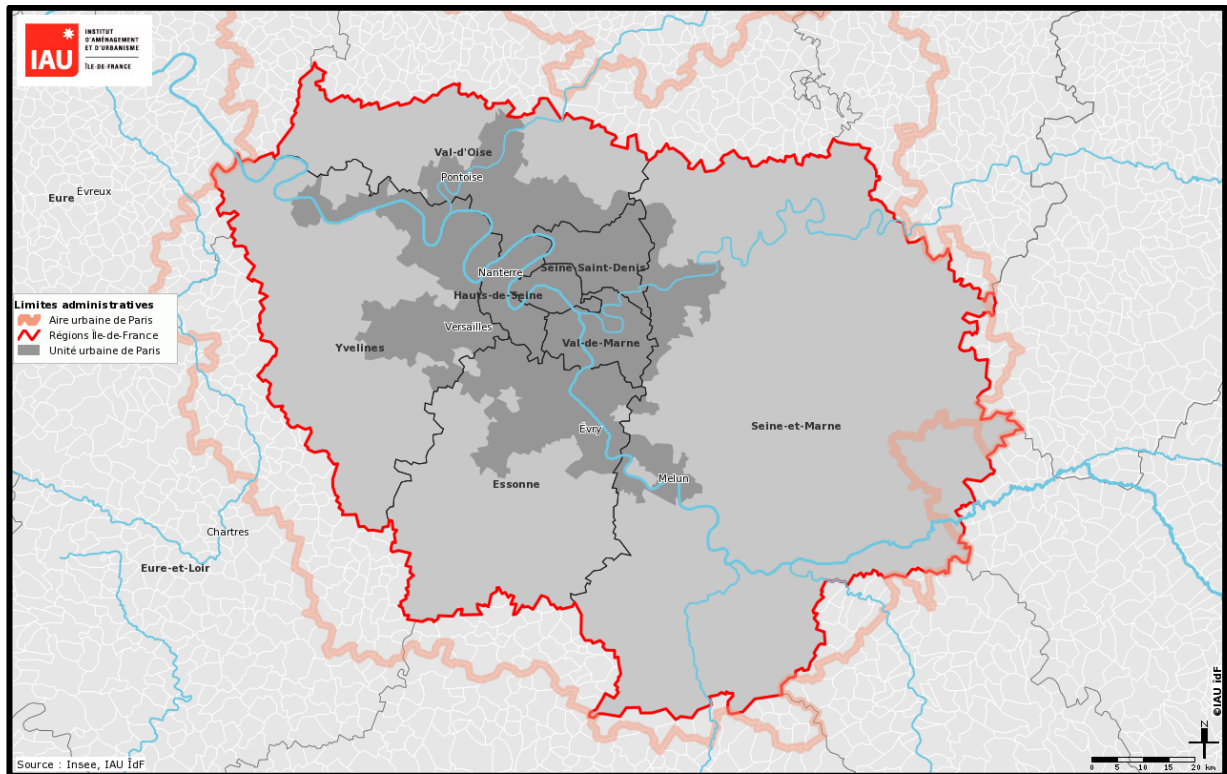


Photo 2 – Image satellite de l'aire métropolitaine de Buenos Aires.

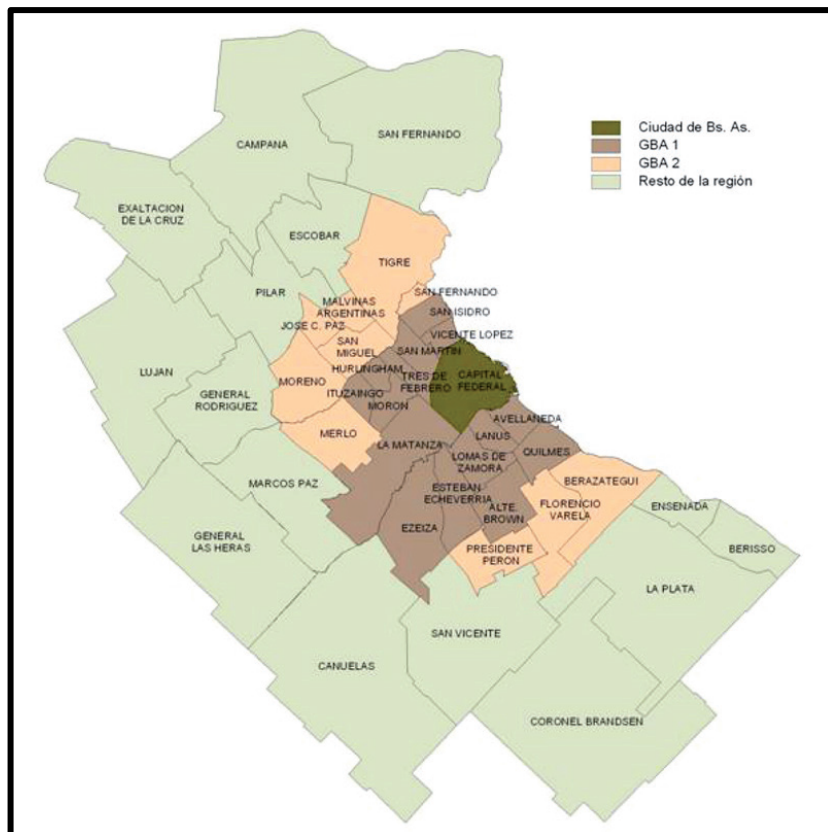




Carte 1 – Aire métropolitaine de Paris, découpage administratif par région et département.



Carte 2 – Aire métropolitaine de Buenos Aires, découpage administratif par municipalité.



En lien avec la formation de ces communautés ouvrières, les périphéries urbaines de Paris et de Buenos Aires ont représenté pendant la moitié du XX<sup>e</sup> siècle de véritables bastions pour les partis politiques représentant les intérêts des travailleurs. En France, le terme de « banlieue rouge » exprime bien cette proximité entre les territoires situés en périphérie où se concentrent les usines et les ouvriers, et le parti communiste qui y gagne régulièrement les batailles électorales (Fourcaut, 1986). En Argentine, l'évocation du mot « conurbano<sup>80</sup> » renvoie simultanément à ces territoires du monde ouvrier et à la base principale du soutien à Juan Domingo Perón et au péronisme (Lobato, 2001). L'existence de deux grands partis politiques traditionnellement affiliés aux syndicats de travailleurs et à la classe ouvrière (Parti communiste en France, Parti péroniste en Argentine) est un élément intéressant pour la comparaison dans l'optique de l'analyse des configurations politiques locales. On peut s'interroger, des deux côtés de l'Atlantique, sur la position respective des associations dans ces configurations politiques et sur les interactions avec les syndicats, les partis et les pouvoirs publics. Dans une perspective historique, la comparaison du rapport des classes populaires à la politique devrait faire apparaître des différences puisque ces deux grands partis politiques ont connu des trajectoires inverses au cours des dernières décennies. En effet, alors que le parti communiste français décline à partir de la fin des années 1970 pour devenir marginal dans des élections nationales à compter des années 1990, le parti péroniste connaît une profonde réforme au cours des années 1980 et retrouve son hégémonie à partir des années 1990. Ce contraste nous incite alors à prendre en considération les transformations des partis politiques et les rapports qu'ils entretiennent avec les associations dans les quartiers populaires urbains. L'approche en termes de configuration politique locale et de « milieu partisan »<sup>81</sup> (Sawicki, 1997) permet notamment de réaliser une analyse dynamique des relations entre les différents groupes appartenant à une même famille politique.

L'intérêt de la comparaison internationale repose sur un autre contraste entre les deux cas nationaux. Dans les années qui précèdent et qui suivent la crise économique, sociale et politique de 2001, l'Argentine a été le théâtre de diverses mobilisations qui ont pu se rassembler un temps dans l'opposition à un système économique et politique considéré comme injuste et illégitime (Svampa, 2008). Les quartiers populaires situés en périphérie de

---

<sup>80</sup> Littéralement, la conurbation de Buenos Aires, c'est-à-dire l'ensemble urbain développé autour de la capitale.

<sup>81</sup> Le milieu partisan est « conçu comme l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités » (Sawicki, 1997, p. 24).

Buenos Aires ont notamment constitué une base essentielle du recrutement et de l'organisation des mouvements de chômeurs (les *piqueteros*) qui ont défié les institutions politiques du milieu des années 1990 au milieu des années 2000 (Svampa, Pereyra, 2003 ; Merklen, 2009). Ces événements contrastent avec la situation française où les mobilisations et les revendications politiques issues des quartiers populaires urbains sont moins continues et moins visibles dans l'espace public national. Ce sont davantage les phénomènes de violence urbaine qui occupent la scène médiatique et dont il n'est pas aisé de donner une lecture politique. À cet égard, Robert Castel constate que dans les banlieues françaises « l'action collective est pour l'essentiel limitée à la protestation. Les émeutes déclenchées par les jeunes des quartiers exemplifient sur un mode extrême cette posture condamnée à la pure contestation et qui s'accomplit à travers l'exercice d'une violence apparemment gratuite (s'affronter aux forces de l'ordre, brûler des voitures et des édifices publics...). (...) Tous les observateurs des soubresauts de l'automne 2005 ont ainsi souligné à quel point les jeunes émeutiers étaient coupés de toute forme d'organisation, de participation ou de soutien politique » (2009, p. 17). Ces situations contrastées nous amènent à questionner non seulement les interactions entre les associations et les partis politiques au niveau des municipalités et des quartiers populaires, mais aussi à intégrer, dans les configurations politiques locales, le rôle joué par l'État au travers des politiques publiques territorialisées. On constate en effet dans les deux cas nationaux, et depuis les années 1980, la mise en œuvre de politiques publiques ciblant les quartiers populaires<sup>82</sup>. Or, les politiques publiques territorialisées sont à la fois ressources et contraintes pour l'action collective. L'analyse des usages au niveau local permet de voir dans quelle mesure elles conditionnent la participation associative.

#### **II.1.3.4 Les municipalités de Gennevilliers et Tres de Febrero**

Le choix des municipalités pour la réalisation du travail de terrain s'est effectué d'une part en fonction du critère de faisabilité, c'est-à-dire en tenant compte des « entrées »

---

<sup>82</sup> En France, la politique de la Ville est une des principales politiques publiques territorialisées, mais la décentralisation de l'action sociale attribuant au département un rôle décisionnaire est également à prendre en considération. En Argentine, la territorialisation des politiques publiques renvoie notamment aux programmes de lutte contre la pauvreté et aux politiques d'assistance liées à la montée du chômage. Précisons qu'il n'existe ni assurance chômage, ni revenu minimum en Argentine.

procurées par mon environnement personnel et professionnel. Ce rapport au terrain sera explicité à la fin de ce chapitre, mais il importe de souligner que nous n'avons pas sélectionné des territoires qui seraient l'objet d'un traitement médiatique ou scientifique récurrent. Les villes sélectionnées n'ont pas été le théâtre de grandes mobilisations, le choix voulant se porter sur des territoires populaires plus « communs » afin d'éviter la surexposition de certains réseaux associatifs ou militants. De même, ces villes ne sont pas situées à grande distance des capitales et ne constituent pas des sortes d'enclaves. Elles sont notamment traversées par des réseaux de transports publics (métro, bus ou train) qui facilitent les déplacements des habitants et des travailleurs de ces communes. La ville de Gennevilliers est située dans la « petite couronne » de la banlieue parisienne, à 10 kilomètres de Paris. La ville de Tres de Febrero appartient au « premier cordon » de la banlieue de Buenos Aires, elle est limitrophe à la capitale. En raison de découpages administratifs distincts entre la France et l'Argentine, ces deux villes diffèrent sensiblement du point de vue de la superficie et du nombre de la population (Tableau 1). Il nous a semblé cependant nécessaire de maintenir l'échelle municipale pour prendre en considération les interactions entre les associations et les pouvoirs publics dans l'analyse des configurations politiques locales.

Le choix de ces deux municipalités correspond également à une proximité au niveau des données historiques, politiques et sociodémographiques. En premier lieu, ces deux villes ont connu une urbanisation (Photo 3, Photo 4) en lien avec l'implantation d'industries et l'installation de populations ouvrières. Malgré le processus de désindustrialisation, leur démographie se caractérise toujours par une présence majoritaire des classes populaires que l'on peut objectiver à partir des catégories d'ouvriers et d'employés (Tableau 2, Tableau 3). On observe néanmoins une présence significative de catégories professionnelles plus proches des classes moyennes et supérieures qui renvoie à un contraste au niveau des quartiers. Dans chacune des villes, on trouve à la fois des quartiers de grande pauvreté et de marginalité, mais aussi des quartiers de commerces et d'habitats variés, et des quartiers résidentiels. En second lieu, ces territoires sont des fiefs des principaux partis ouvriers, soit le parti communiste en France et le parti péroniste en Argentine. Le maire de Gennevilliers est un élu communiste depuis les années 1930, tandis que les péronistes n'ont perdu qu'à une seule reprise la municipalité de Tres de Febrero. Ces localités s'inscrivent par conséquent dans des histoires collectives plus amples qui nous permettront de relier l'analyse de la participation associative aux transformations des classes populaires et des principaux partis de la classe ouvrière.

Tableau 2 – Répartition de la population active (en %) selon la Profession et catégorie sociale<sup>83</sup> à Gennevilliers en 1999 et 2009 (INSEE).

<b>Profession et catégorie sociale</b>	<b>1999</b>	<b>2009</b>
<b>Agriculteurs</b>	-	-
<b>Ouvriers</b>	32,4	25,2
<b>Employés</b>	36,4	37,4
<b>Artisans, commerçants, chefs d'entreprise</b>	3,8	3,7
<b>Professions intermédiaires</b>	19,1	23
<b>Cadres et professions intellectuelles supérieures</b>	5,1	8,8

Tableau 3 – Répartition de la population active occupée (en %) selon la catégorie d'occupation<sup>84</sup> à Tres de Febrero en 1991 et 2001 (Direction provinciale de statistique).

<b>Catégorie d'occupation</b>	<b>1991</b>	<b>2001</b>
<b>Ouvrier ou employé</b>	65,4	71,1
<b>Patron</b>	7,2	5,9
<b>Travailleur indépendant</b>	24,2	20,7
<b>Travailleur familial</b>	3,2	2,3

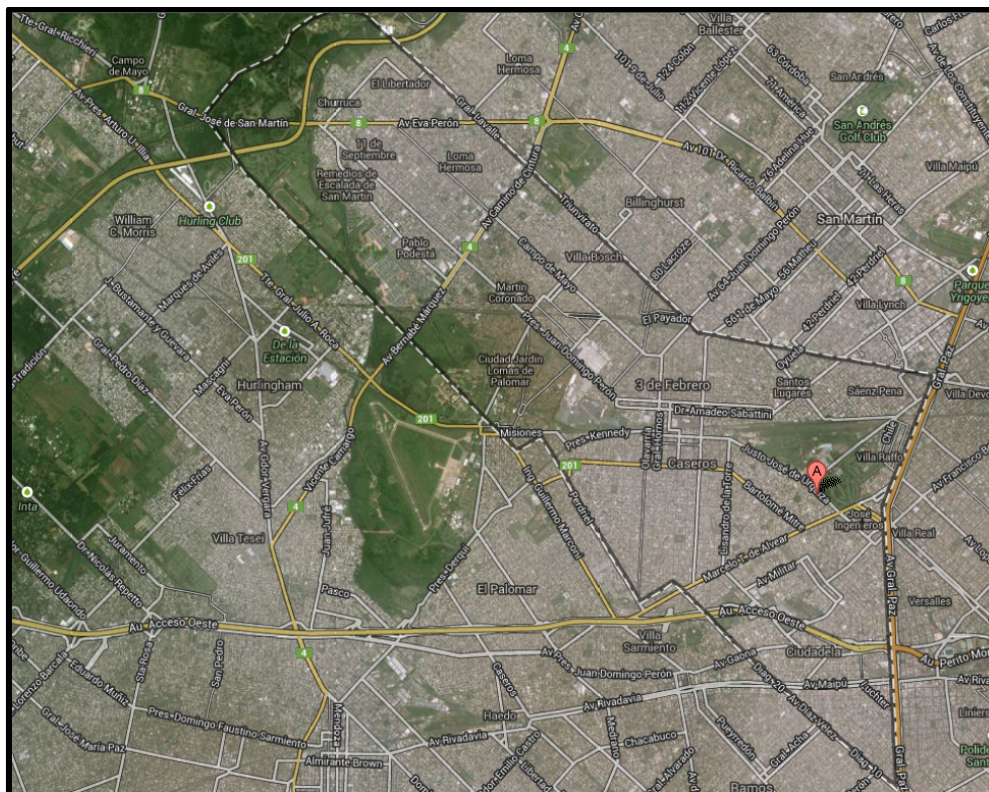
<sup>83</sup> D'après l'Insee, la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

<sup>84</sup> D'après l'Indec, la catégorie d'occupation est définie à partir du critère d'usage de la « force de travail ». Une distinction est opérée entre ceux qui achètent la force de travail (patrons), ceux qui font un propre usage de leur force de travail (travailleurs indépendants) et ceux qui vendent leur force de travail (ouvriers et employés). Les travailleurs familiaux exercent une activité dans une entité économique dirigée par une personne de leur famille et en perçoivent ou pas un revenu.

Photo 3 – Image satellite de la municipalité de Gennevilliers



Photo 4 - Image satellite de la municipalité de Tres de Febrero



## ***II.2 Trois grandes thématiques de recherche sur les associations***

Comme indiqué dans l'introduction de ce chapitre, les associations ont connu un regain d'intérêt depuis les années 1970 tant au niveau des discours que des pratiques. Dans le champ académique, l'analyse du fait associatif a permis l'apparition ou le renouvellement de plusieurs approches théoriques de l'activité politique. Parmi les nombreuses études sur la question du rôle des associations dans la démocratie, trois grandes thématiques ont été retenues pour élaborer la problématique de recherche : le tiers secteur, le capital social et l'engagement militant. Dans cette partie, nous allons revenir sur les principaux apports de ces études, ainsi que sur les débats qui traversent ces trois thématiques de recherche. Outre la prise en considération de certains résultats de recherche, l'objectif est de faire apparaître des espaces de controverse afin de formuler des hypothèses de recherche en lien avec les débats qui entourent la question de la participation associative.

### **II.2.1 Les associations et la formation d'un tiers secteur**

#### **II.2.1.1 La consolidation d'un secteur sans but lucratif...**

La question de l'autonomie des associations ne se pose pas uniquement par rapport au politique, elle concerne également les relations entre économie et société. Une des principales conceptions actuelles du fait associatif se construit en référence à un « tiers secteur » qui serait distinct de l'État et de l'économie marchande. Plus précisément, ce tiers secteur de l'économie se distingue du secteur public et du secteur privé lucratif, il regroupe « l'ensemble des initiatives privées non lucratives » dont un grand nombre prennent la forme associative (Nyssens, 2006, p. 619). Le concept de tiers secteur ne possède pas une définition consensuelle au sein du monde académique, mais il renvoie cependant à des faits observables dans un grand nombre de sociétés. D'une part, il repose sur l'existence d'organisations privées mues par une logique autre que la rentabilisation du capital investi. L'activité de ces organisations peut être centrée soit sur la défense d'une cause ou de certaines valeurs, soit sur l'expression d'un intérêt professionnel, soit encore sur la prestation de services ou la production de biens. D'autre part, les organisations du tiers secteur valorisent l'usage de modes d'échange de biens et de services selon une logique réciproitaire qui diffère à la fois du contrat et de la redistribution. En d'autres termes, le bénévolat et le don constituent des

ressources privilégiées pour ces organisations à but non lucratif, ainsi que des liens noués avec différents acteurs autour de valeurs, d'intérêts et d'objectifs communs.

Dans les années 1990, un programme de recherche lancée par l'université états-unienne Johns Hopkins a permis une comparaison internationale du tiers secteur dans plus de vingt pays, dont l'Argentine et la France<sup>85</sup> (Salamon *et al.*, 1999). Conformément à la tradition anglo-saxonne<sup>86</sup>, le tiers secteur y est défini comme le « secteur sans but lucratif », ce qui implique un strict refus de la distribution des profits aux membres associés (Archambault, 1996). Les coopératives de travail et un certain nombre de mutuelles sont alors exclus du champ de l'étude. En revanche, le secteur sans but lucratif comprend toutes les organisations ayant déclaré officiellement leur existence, étant distinctes des pouvoirs publics et indépendantes de toute entité extérieure, comptant sur un minimum de participation bénévole et dont l'adhésion est volontaire et non obligatoire (Salamon *et al.*, 1999, p. 465-466). Pour les auteurs de cette recherche, le tiers secteur est également un homonyme de la société civile dont l'essor au cours des années 1980-1990 est expliqué à partir de la crise de l'État providence et des limites des réformes économiques néolibérales rattachées au « consensus de Washington » (Williamson, 1990). Les organisations de la société civile – du tiers secteur ou du secteur sans but lucratif – prendraient alors à leur charge les problèmes sociaux et environnementaux délaissés à la fois par l'État et le marché. La société civile symbolise donc une « troisième voie » - la « révolution associative globale » – permettant de tendre vers un équilibre harmonieux au sein d'un triptyque formé avec les services publics et l'économie de marché (Salamon *et al.*, 1999).

Cette approche comparative livre certaines données macrosociales sur ces deux pays que l'on peut intégrer à la problématique. Sans entrer dans le détail, les résultats de ce programme de recherche mettent en lumière l'importance du tiers secteur dans ces deux pays ainsi que le rôle croissant qu'il y joue dans l'économie, le social et l'espace public. Pour mesurer et comparer l'importance de ce secteur dans les différentes sociétés, cette recherche s'appuie sur des indicateurs telle la part d'emplois en équivalent temps plein (ETP) du secteur dans l'emploi total, le poids du tiers secteur dans le produit intérieur brut (PIB), la

---

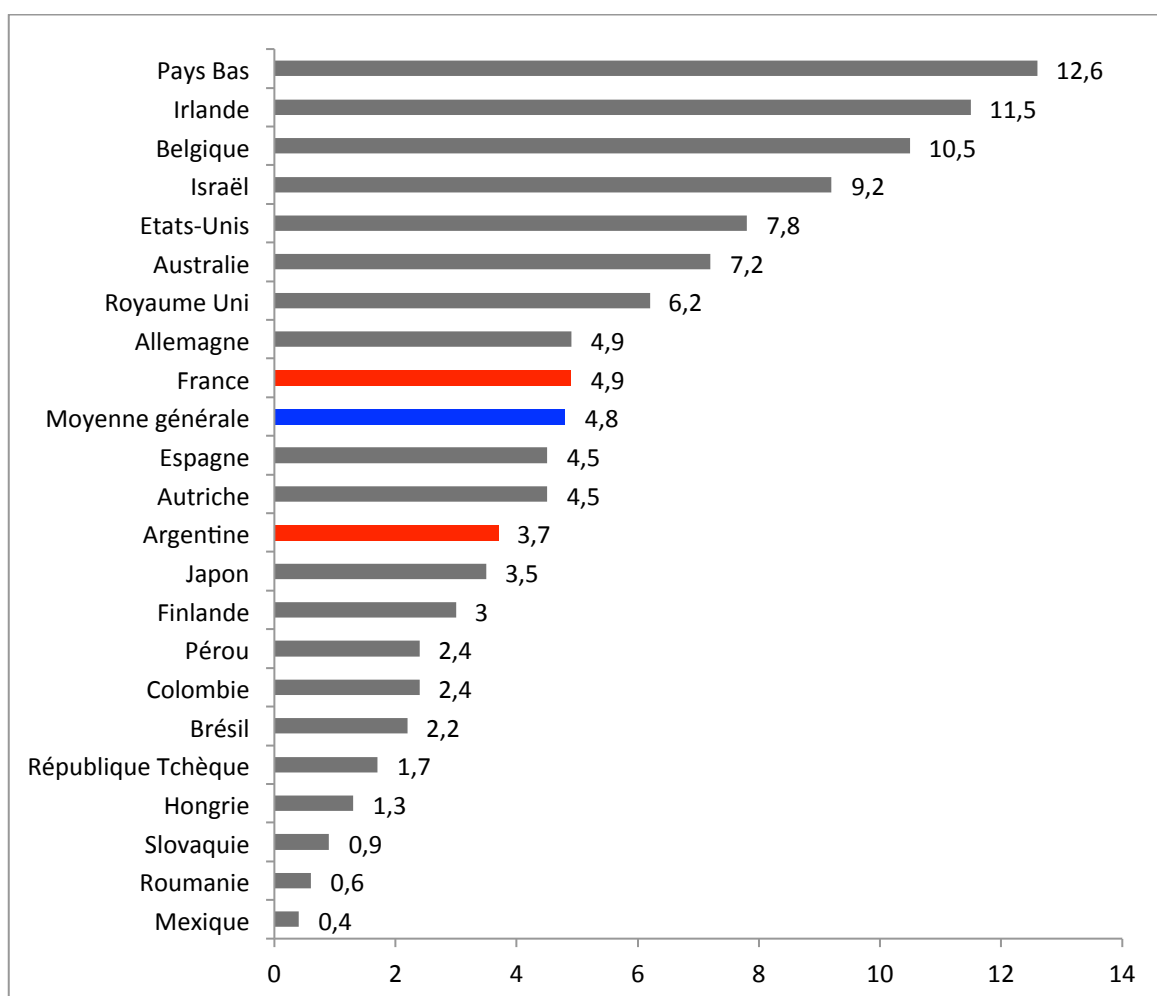
<sup>85</sup> Les 22 pays sur lesquels portent les principales analyses du programme Johns Hopkins sont : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Colombie, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Israël, Japon, Mexique, Pays Bas, Pérou, République Tchèque, Roumanie, Royaume Uni, Slovaquie.

<sup>86</sup> L'analyse du tiers secteur en termes de « non profit sector » est courante aux États-Unis, de même que celle en termes de « voluntary sector » en Grande Bretagne.



contribution de l'activité bénévole, la structure des financements ou encore les principaux secteurs d'activité des associations. Pour la France, en 1995, le tiers secteur emploie 960 000 salariés (ETP), soit 4,9 % de l'emploi total. Pour l'Argentine, en 1995 également, on recense 395 000 emplois (ETP), ce qui représente 3,7 % de l'emploi total. Prises dans l'ensemble des 22 cas nationaux, la France et l'Argentine ont une part d'emplois du tiers secteur dans l'emploi total relativement proche<sup>87</sup> et se situent non loin de la moyenne générale calculée à 4,8 % (Graphique 1). Dans les deux cas, ces taux sont en augmentation depuis les années 1980.

Graphique 1 – Pourcentage d'emplois en équivalent temps plein (ETP) du tiers secteur dans l'emploi total, par pays, en 1995.



<sup>87</sup> D'autant que si l'on ajoute les emplois (ETP) recensés dans les organisations religieuses, le taux de la France ne passe que de 4,9 à 5 % tandis que celui de l'Argentine passe de 3,7 à 4,4 %.

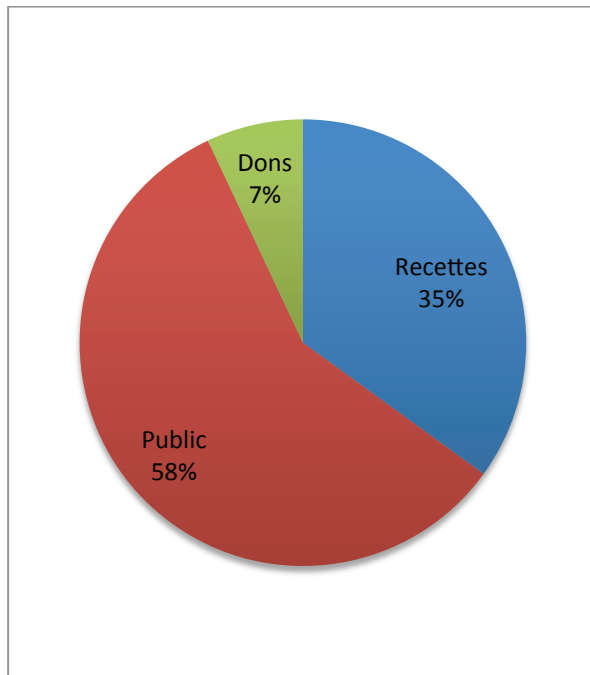
En référence au poids économique du tiers secteur, celui-ci est estimé à 3,7 % du PIB pour la France et à 4,7 % pour l'Argentine contre une moyenne de 4,6 % pour l'ensemble des pays étudiés (Tableau 4). On constate également entre la France et l'Argentine des taux relativement proches au niveau de l'activité bénévole. Celle-ci concerne 23 % des français et 20 % des argentins<sup>88</sup>, pour une moyenne de 28 % concernant les 22 cas nationaux (Tableau 4). À partir de ces trois critères (part des emplois, poids dans le PIB, activité bénévole), les auteurs du rapport argentin constatent que l'importance du tiers secteur en Argentine distingue ce pays de ses homologues latino-américains et le rapproche davantage de certains pays d'Europe occidentale comme l'Espagne et la France (Roitter, List, Salamon, p. 376-378).

Tableau 4 – Le tiers secteur en France et en Argentine selon la part d'emploi, le poids dans le PIB et la proportion du bénévolat, en 1995.

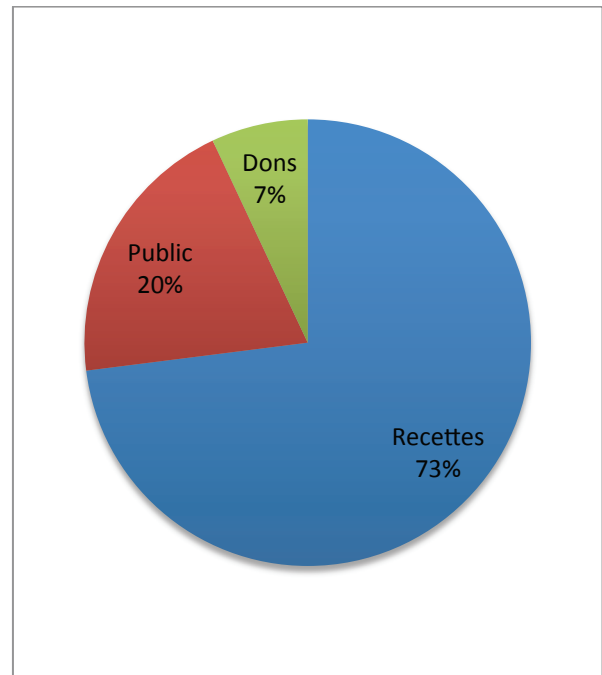
	France	Argentine	Moyenne des 22 pays étudiés
Part d'emplois (ETP) dans l'emploi total	4,9 %	3,7 %	4,8 %
Poids du tiers secteur dans le PIB	3,7 %	4,7 %	4,6 %
Part de la population ayant une activité bénévole	23 %	20 %	28 %
Structure du financement du tiers secteur	Recettes : 35 % Public : 58 % Dons : 7 %	Recettes : 73 % Public : 20 % Dons : 7 %	Recettes : 49 % Public : 40 % Dons : 11 %

<sup>88</sup> Là encore, le tiers secteur argentin apparaît avec plus d'importance lorsque l'on agrège les données provenant des organisations religieuses. Le travail bénévole est ainsi estimé à 264 000 emplois (ETP) sans la religion et à 390 000 emplois (ETP) avec la religion, soit une augmentation de près de 50 %.

Graphique 2 – Structure du financement du tiers secteur en France en 1995



Graphique 3 – Structure du financement du tiers secteur en Argentine en 1995



Si le volume du tiers secteur apparaît relativement proche en France et en Argentine, la structure du financement est en revanche bien différente. La France se caractérise par un important financement de la puissance publique (Tableau 4, Graphique 2), alors qu'en Argentine les recettes issues des cotisations et des services prestés sont largement majoritaires (Tableau 4, Graphique 3). De manière très générale, cette différence est expliquée par l'histoire des relations entre l'État et les associations. L'État en France s'est arrogé le monopole de l'intérêt général en délégitimant les « corps intermédiaires », puis il a joué un rôle tutélaire auprès d'associations actives dans les secteurs du social, de la santé et de l'éducation (Archambault, 1999). C'est en effet dans ces secteurs au cœur de l'État providence que le financement public est le plus important, il est par ailleurs souvent lié à des délégations de service public. En Argentine, l'État a aussi encadré les activités associatives dès le XIX<sup>e</sup> siècle, notamment dans les secteurs sociaux, sanitaires et éducatifs qui restaient en 1995 les plus subventionnés avec des taux respectifs de 46 %, 27 % et 21 % dans la structure des financements. Mais l'instabilité politique qui traverse le XX<sup>e</sup> siècle et les divers épisodes d'autoritarisme ont profondément altéré les relations entre l'État et les organisations associatives (Roitter, List, Salamon, 1999). Également, la date de l'enquête n'est pas neutre puisqu'elle se situe lors des réformes néolibérales qui opèrent une restriction du rôle de l'État

et qu'il n'est pas fait mention de données antérieures similaires permettant une lecture diachronique. Nous verrons plus loin dans quelle mesure cette structure des financements est encore pertinente et, le cas échéant, quels effets sont observables au niveau des pratiques associatives en quartiers populaires.

### **II.2.1.2 ... ou le projet d'une démocratisation de l'économie**

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la définition de la « non lucrativité » par les théoriciens du secteur sans but lucratif renvoie à un strict refus de la distribution des profits aux membres de l'organisation. Pour les théoriciens de l'économie sociale et solidaire, la notion de « non lucrativité » n'interdit pas une distribution des bénéfices, mais elle implique que la logique du retour sur investissement soit subordonnée à celle de la production de biens ou de services destinés soit aux membres associés, soit à d'autres individus ou à une communauté, quelle qu'elle soit. Cette définition permet d'englober alors des formes organisationnelles telles les mutuelles et les coopératives, voire des entreprises non coopératives à finalité sociale. Elle inscrit le tiers secteur dans l'histoire de l'associationnisme ouvrier – et plus largement dans l'histoire de l'économie populaire – et l'on parle alors d'économie sociale ou d'économie solidaire.

Si l'histoire de l'économie sociale en France renvoie incontestablement aux expériences du socialisme associationniste et aux idées portées par Owen, Fourier, Proudhon mais aussi Gide, Jaurès et Mauss, elle puise tout autant dans les expériences du christianisme social. Celui-ci naît comme une réponse alternative au libéralisme et au socialisme face à la question sociale et se développe à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle suite à la lettre encyclique *Rerum Novarum* du Pape Léon XIII. Les organisations de l'économie sociale se caractérisent par une production de biens et de services correspondant aux intérêts des membres associés ou des collectivités auxquelles elles sont rattachées. Elles sont également porteuses de principes « d'autonomie de gestion » à l'égard de la puissance publique et « de contrôle démocratique » des organisations par leurs membres selon la règle « une personne-une voix » (Defourny, Develtere, Fonteneau, 1999). En Argentine, une telle économie sociale s'est également développée dès le XIX<sup>e</sup> siècle avec d'abord la forte présence de l'église, puis avec les arrivées massives des migrants européens. On retrouve alors les traditions chrétiennes et ouvrières qui ont suscité la création de nombreuses associations liées soit à la charité, soit à l'entraide mutuelle (Campetella, González Bombal, 2000). L'urbanisation accélérée de Buenos Aires a

également généré des pratiques coopératives liées aux sociabilités de voisinage et au développement des nouveaux quartiers (Gutierrez, Romero, 2007 ; De Privitello, 2003). Depuis près de trente ans, la pensée de l'économie sociale s'est toutefois renouvelée en Europe comme en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Le terme d'économie sociale est parfois remplacé par celui d'économie solidaire comme en France et au Brésil, parfois maintenu comme au Canada et en Argentine.

En France, la théorie de l'économie solidaire est conçue, au même titre que l'économie sociale, comme un recours alternatif au marché et à l'État, mais elle « part d'une réflexion sur l'économie sociale, la complétant pour ce qui est de la dimension économique et réintroduisant la dimension politique » (Laville, 2010, p. 253). La critique de l'économie sociale repose principalement sur les transformations organisationnelles qui ont marqué l'ensemble du secteur depuis les années 1970 et qui auraient dénaturé le projet collectiviste. Une mise en concurrence accrue, une contrainte de rentabilité plus forte et une diffusion des pratiques gestionnaires issues de l'univers marchand ont mis à mal le contrôle démocratique de ces organisations. Selon cette approche, c'est au travers de la dimension politique que la solidarité peut être réintroduite au sein de l'activité économique. Bernard Eme et Jean-Louis Laville définissent ainsi l'économie solidaire comme « l'ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ; elle contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens » (2006, p. 303).

La pluralité idéologique observable au sein de l'économie sociale s'efface ici devant une réappropriation du socialisme associationniste (Caillé, Laville, 1998 ; Caillé, 2000). Cela s'exprime par la volonté d'un changement de l'ordre économique et social qui, selon ces auteurs, s'appuie certes sur une production continue de richesse, mais s'accompagne également d'une croissance de la pauvreté et des inégalités sociales (Laville, 2010, p. 7-9). Le principe de solidarité est donc premier, il doit se manifester autrement que par un simple cadre organisationnel prônant l'égalité entre tous les membres. La solidarité correspond à une action collective, à un projet politique qui implique des formes de délibération interne au groupement avec l'ensemble des parties prenantes et des formes d'intervention dans l'espace public afin de rendre visible et de soumettre au débat des problèmes touchant au vivre ensemble. Comprises dans le sens de l'économie solidaire, des initiatives associatives issues des courants autogestionnaires ou altermondialistes (services de proximité, commerce équitable, finance solidaire, monnaies sociales, etc.) participent à la fois de la constitution

d'une économie plurielle contre les tentations néolibérales du « tout marché » et social-étatistes du « tout État », et à la fois de l'émergence « d'espaces publics de proximité » remettant la question démocratique au cœur de la vie collective (Eme, 2006, p. 361).

En Argentine, et même plus largement en Amérique latine, on observe également des projets associationnistes qui visent à dépasser l'ordre socio-économique actuel, voire à sortir du capitalisme économique. Après deux décennies de mise en œuvre de politiques économiques néolibérales, la quasi-totalité de la région latino-américaine s'est effectivement tournée pendant les années 2000 vers la recherche d'une alternative économique et politique. Selon les mots d'un des principaux théoriciens latino-américains de l'économie sociale et solidaire, cette alternative au capitalisme et à l'étatisme requiert des transformations profondes et une temporalité de long terme : « Au niveau économique, cela implique d'autonomiser et de libérer le potentiel et la créativité des travailleurs en tant que producteurs associés, la valorisation des cultures et des identités populaires, la reconnaissance des savoirs pratiques et le réencastrement social des savoirs scientifiques (...). Au niveau politique, cela demande un projet contre-hégémonique donnant lieu à une convergence stratégique des divers mouvements émancipateurs, orientée vers l'objectif d'assurer la digne reproduction de la vie de tous et disposée à avancer au sein d'une économie qui, pendant des décennies, continuera d'être mixte » (Coraggio, 2011a, p. 39).

Néanmoins, depuis plus d'une décennie, la conjonction de mouvements sociaux populaires et de gouvernements progressistes a permis une institutionnalisation progressive des politiques de soutien à l'économie sociale et solidaire (Coraggio, 2011b). En Argentine, la récupération et l'autogestion d'usines par des travailleurs est un symbole fort des nouvelles formes coopératives qui se mettent en place au sortir de la crise de 2001-2002 (Quijoux, 2011). Le gouvernement du président Kirchner élu en 2003 accompagne ces initiatives, de même qu'il fait alliance avec une partie des organisations de chômeurs pour améliorer les infrastructures dans les quartiers populaires où celles-ci sont implantées. Les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion s'inspirent aussi du modèle des coopératives de travail pour viser l'inclusion des « inemployables » sur les marchés du travail. En Argentine comme en France, l'institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire se traduit également par la création au niveau national d'instituts, de départements ou de secrétariats voués à la coopération entre l'État et les organisations de l'économie sociale et solidaire.

### **II.2.1.3 Quelle autonomie face aux logiques marchandes et bureaucratiques ?**

L'intérêt indéniable de la théorisation du tiers secteur ou de l'économie sociale et solidaire pour rendre compte d'initiatives associatives visant à répondre à des problèmes socio-économiques tout en politisant le débat public ne doit pas occulter les critiques dont elles font l'objet. On peut en effet douter de la systématisme des pratiques démocratiques et du primat de la solidarité au sein de ces organisations. De même, on peut s'interroger sur la capacité de résistance du secteur associatif face aux logiques marchandes et bureaucratiques auxquelles il est presque nécessairement confronté. Avant d'exposer les études critiques envers l'économie sociale et solidaire, il convient de préciser que les auteurs cités préalablement n'ignorent pas ces réalités empiriques. Laville avance ainsi qu' « il est évident que les associations ne sont pas toutes démocratiques » ou encore que « les associations sont pour certaines institutionnalisées à un point tel qu'elles sont devenues plus des appendices de l'appareil d'État que des organismes indépendants » (2010, p. 21-23). Au terme d'un ouvrage collectif portant sur la gouvernance des associations, Hoarau et Laville concluaient également à une diffusion massive des principes du management issu de l'entreprise marchande et à un contrôle des tutelles publiques favorisant « une conversion des responsables associatifs en managers opérateurs des politiques publiques » (2008, p. 263).

Campetella et González Bombal rappellent également comment le clientélisme politique repose en Argentine sur des liens étroits entre les pouvoirs publics, les partis politiques et les associations de quartier : « Le réseau de relations entre les organisations de quartier, l'État municipal et les organisations partisans est aujourd'hui une des principales modalités de distribution de l'assistance sociale, qui n'acquière pas toujours un caractère formel » (2000, p. 125). Les interactions entre les associations et les différentes institutions de l'État, au travers des politiques sociales notamment, peuvent donc se traduire par une forte dépendance des associations à l'égard du pouvoir politique. Plusieurs études d'importance ont effectivement mis en lumière la construction de systèmes clientélares complexes dans les territoires populaires urbains, généralement liés au parti péroniste (Auyero, 2001 ; Levitsky, 2005 ; Ollier, 2010). José Luis Coraggio remarque enfin la faible co-construction des politiques publiques entre l'État et les organisations de l'économie sociale et solidaire (2011b, p. 6). Ces dernières sont davantage mobilisées par le pouvoir politique en tant qu'intermédiaires des politiques sociales, ce qui induit le risque d'une instrumentalisation à des fins électoralistes.

De manière plus générale, il semble qu'en Argentine les notions de tiers secteur et de société civile ont perdu de leur attrait à partir des années 2000. En effet, ces notions avaient gagné en visibilité durant la décennie 1990 dans le monde académique, mais elles ont également été fortement mobilisées alors par le gouvernement national et les institutions internationales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Fonds monétaire international). De ce fait, les notions de société civile et de tiers secteur restent souvent associées à l'idéologie néolibérale qui caractérise cette période. Les analyses en termes de mouvements sociaux sont davantage présentes à partir des années 2000, en raison notamment des mobilisations de chômeurs (le mouvement *piquetero*) et des luttes pour la défense du territoire et de l'environnement contre les extractions de matières premières (Svampa, 2008). En 2003, la réouverture des procès liés à la période de la dernière dictature a également remis au premier plan les organisations de défense des droits de l'homme qui avaient joué un rôle considérable contre le terrorisme d'État et pour la restauration de la démocratie. Or, c'est dans une relation de proximité avec les gouvernements nationaux du couple Kirchner que ces organisations se sont de nouveau développées, ce qui n'abonde pas dans le sens d'une séparation entre l'État et la société civile telle qu'on la retrouve dans les principales théories sur le sujet.

En France, la critique portée sur le tiers secteur, la société civile ou l'économie sociale et solidaire est vive. Après avoir contribué à la théorisation de l'économie solidaire en France, Bernard Eme (2001) porte ainsi un regard plus critique sur l'autonomie des associations et leur capacité à instituer des nouvelles normes. Cet auteur décèle une crise culturelle et politique du monde associatif qui se manifeste par un manque de perspective sur les finalités des actions entreprises, et par un décalage entre les pratiques et les idées de changement social. Selon Bernard Eme, « cette crise est due à l'emprise grandissante des logiques technico-instrumentales (économisation, professionnalisation, esprit gestionnaire et entrepreneurial, affaiblissement des perspectives militantes, inscription dans les systèmes de pouvoir, etc.) au détriment des logiques civiques de solidarité entre leurs membres (souci de soi) ou à l'égard des autres sujets sociaux (souci de l'autre) en fonction d'une visée politique de transformation de la société » (*Ibid.*, p. 28). Prises en tenaille entre la tutelle des pouvoirs publics et l'attrait du modèle de l'entreprise marchande, les associations perdraient de vue les objectifs de l'action collective pour se focaliser sur une gestion optimale des moyens qui leur sont alloués.



Pour comprendre les raisons de cette contrainte pesant sur les associations, Eme met en lumière les polarités et les tensions constitutives du fait associatif. Selon cet auteur, les associations oscillent nécessairement entre un pôle socio-politique et un pôle économique. Le premier renvoie à un « rapport socio-politique d'association » fondé sur les interactions ordinaires entre les personnes, le développement de liens sociaux et la construction d'un être-ensemble. Il s'exprime par une logique de solidarité entre les membres. Le second fait référence à un « rapport économique d'activité » fondé sur la production de biens et de services destinés aux membres associés ou à d'autres personnes. Il s'exprime par une logique de rationalité technico-instrumentale autour des moyens. Les tensions dynamiques qui traversent constamment les associations expliquent à la fois la fragilité et l'ambivalence de leur fonctionnement, notamment dans leur relation avec les institutions publiques et les organisations marchandes. « Le fait associatif, avance Bernard Eme, ne peut donc être pleinement compris que dans ses tensions ambivalentes avec les systèmes fonctionnels que sont l'État et l'économie alors qu'il est lui-même l'objet d'une polarité entre relations réciproques d'association selon un idéal démocratique et relations fonctionnelles dans le travail et la réalisation d'activités économiques » (*Ibid.*, p. 41).

Tout au long de son argumentation, Eme oppose deux périodes dans le fonctionnement du secteur associatif. Au cours du XIX<sup>e</sup> et d'une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle, le rapport socio-politique d'association prévaut sur le rapport économique d'activité pour un large pan d'associations, celles portant un projet de changement social. Les rapports conflictuels des associations avec l'ordre politique et économique généraient une socialisation réciprocaire agissant comme une force de résistance et permettant la reproduction et le renouvellement des « mondes vécus » de sujets sociaux dominés (Habermas, 1987). À partir des années 1970 et face à l'épreuve de la « nouvelle question sociale », les relations entre les associations et l'État se recomposent au travers de la notion de « partenariat ». L'incorporation progressive des mouvements associatifs dans le giron de l'État social entame cette dimension conflictuelle qui finit par être neutralisée lors de la lutte conjointe contre les phénomènes de désaffiliation (Castel, 1995). La professionnalisation des associations qui accompagne ce renforcement des partenariats avec l'État consacre la primauté du rapport économique d'activité. La logique de solidarité est alors soumise à la logique technico-instrumentale, dont les normes et les valeurs proviennent principalement de la puissance publique et se diffusent au travers de critères exigeants de gestion et d'efficacité.

D'autres travaux pointent l'importance acquise par la question du travail au sein du secteur associatif, celle-ci occupant aujourd'hui une place aussi importante dans le champ de la sociologie de l'association que la question de l'engagement (Simonet, 2006). La pratique du bénévolat connaît des évolutions sensibles qui tendent vers plus de formalisation et d'encadrement de l'activité, notamment lorsque celle-ci renvoie à une relation de service envers un public extérieur à l'association (Simonet, 2010). Le recrutement et la formation des bénévoles, la clarification des rôles lorsqu'il y a interactions avec d'autres catégories d'acteurs (salariés d'associations, travailleurs sociaux, médecins, enseignants, etc.), ainsi que la reconnaissance progressive d'un statut de bénévole ou de volontaire ouvrant à un certain nombre de droits illustrent le processus de professionnalisation à l'œuvre dans le secteur associatif. Le rapprochement de celui-ci avec le monde du travail est également sensible avec le développement du « bénévolat d'entreprise » (Bory, 2008). Par le mécénat de grandes entreprises privées, des salariés sont incités à mobiliser leurs compétences professionnelles dans des projets associatifs préalablement sélectionnés. Ces évolutions du bénévolat viennent alimenter la prédominance du rapport économique d'activité et de la logique technico-instrumentale dans le fonctionnement associatif mis en lumière par Bernard Eme.

Matthieu Hély analyse également le secteur associatif comme un monde du travail et use de notions telles celles d' « entreprises associatives », de « travailleurs associatifs » et de « marché du travail associatif » (2004, 2008, 2009). Cet auteur inscrit le développement de la professionnalisation des associations dans le contexte de l'effritement de la société salariale (Castel, 1995). Deux phénomènes majeurs sont alors mis en relation avec le développement associatif initié dans les années 1970 : en premier lieu, la redéfinition du périmètre de l'action publique et le reflux de l'intervention de l'État social ; en second lieu, la prétention des entreprises marchandes à moraliser l'économie et l'apparition d'un « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski, Chiapello, 1999). Le secteur associatif, entendu comme un espace intermédiaire entre l'État et le marché au sein duquel s'exprimeraient des intérêts collectifs, peinerait à s'autonomiser de ces deux grands systèmes normatifs. La régulation des activités au sein de cet espace est fortement influencée soit par la logique de l'administration publique, soit par la logique de l'économie marchande, en fonction du type d'institution avec lequel les associations interagissent prioritairement. Le rapport tutélaire ou partenarial avec les pouvoirs publics d'une part, la mise en concurrence avec des entreprises lucratives ou la politique de mécénat de celles-ci d'autre part, constituent autant de prises sur l'autonomie des associations. La perspective proposée par Matthieu Hély s'oppose donc à la vision d'une

économie sociale et solidaire capable de jouer un rôle instituant dans l'économie et la politique. Le monde associatif est moins un acteur qu'un révélateur du changement social. Les transformations du secteur associatif résultent moins du succès d'une manière de « faire autrement » que d'une délégitimation de l'État social et d'une promotion du modèle de l'entreprise. L'essor des entreprises associatives s'inscrit alors dans le cadre d'une privatisation de l'action publique dans le sillon de la modernisation de l'État et des méthodes du *new public management* (Bezes, 2009).

#### **II.2.1.4 Conclusion partielle**

L'approche par le tiers secteur fait donc apparaître un espace associatif relativement important en France comme en Argentine. L'activité non lucrative que développent les associations permet de les distinguer des services publics ainsi que des organisations marchandes. Elles prennent notamment en charge un certain nombre de services sociaux et permettent l'expression d'intérêts collectifs au sein de l'espace public. L'intervention dans l'espace public ne se réduit d'ailleurs pas à la défense des intérêts sectoriels ou territoriaux puisqu'une partie des associations revendique un changement de l'ordre socio-économique dans une visée émancipatrice.

Néanmoins, l'autonomie du secteur associatif s'avère relativement faible face aux mécanismes de marché et à la tutelle des pouvoirs publics. La reconfiguration de l'action de l'État social et les partenariats qui se nouent au travers de politiques sociales ciblées indiquent un risque important d'hétéronomie des associations. En raison notamment de la différence dans la structure des financements du secteur associatif, l'imposition de normes gestionnaires par les bailleurs publics en France et l'entrecroisement des réseaux associatifs et politiques en Argentine sont des éléments à prendre en considération pour l'analyse de la participation associative dans les quartiers populaires. On peut en effet se demander dans quelle mesure les mobilisations associatives dans les quartiers populaires sont le fait des habitants et non des institutions publiques et politiques présentes dans ces territoires. On s'interroge également sur la façon dont les associations parviennent à conserver la conduite de leur projet tout en interagissant avec ces mêmes institutions.

## II.2.2 Les associations dans la problématique du capital social

### II.2.2.1 Les vertus démocratiques des réseaux associatifs

La question de la participation associative est fortement présente dans une autre approche théorique, celle centrée sur le concept de capital social. En reprenant à son compte la perspective toquevillienne du rôle démocratique des associations, le politologue états-unien Robert Putnam va populariser ce concept et lui donner un rayonnement international. Si l'usage de ce concept se trouve antérieurement sous la plume de chercheurs tels Pierre Bourdieu (1980) ou James Coleman (1988) selon des définitions différentes (Ponthieux, 2006), c'est bien le retentissement que va connaître l'article de Putnam de 1995 qui signale le renouveau des études consacrées au capital social (Bevort, Lallement, 2006, p. 20-21).

Cet article connu sous le nom de « Bowling alone » fait suite à des années de recherches sur la performance institutionnelle<sup>89</sup> en Italie (Putnam, Leonardi, Nanetti, 1993), qui ont permis à Putnam de construire un modèle d'analyse qu'il estime transposable à différentes sociétés (Putnam, 2002). Sans entrer dans le détail de l'analyse, la thèse défendue par Robert Putnam consiste à lier le bon fonctionnement des institutions politiques à l'existence d'une culture de l'engagement civique. Cette culture de l'engagement civique se manifeste concrètement par des réseaux de relations qui « engendrent des normes exigeantes de réciprocité généralisée et entraînent l'émergence de la confiance en autrui. L'existence de tels réseaux facilite la coordination, la communication, permettant ainsi une résolution harmonieuse des dilemmes suscités par l'action collective » (Putnam, 2006, p. 37). Ces réseaux de relations sont principalement formés par les multiples interactions face-à-face qui se réalisent dans les associations formelles (civiles, politiques, syndicales ou religieuses) ou par des relations informelles (famille, voisinage, amis). Selon le type de réseaux de relations observable dans une communauté donnée (quartier, ville, région, nation), les citoyens seraient plus ou moins dotés en ressources organisationnelles pour se mobiliser, et plus ou moins habitués à se faire confiance et à coopérer. Autrement dit, selon que les membres d'une communauté s'inscrivent notamment dans des réseaux associatifs, cette communauté est plus ou moins dotée d'un « stock » de capital social et plus ou moins apte à coopérer. Putnam évoque également la variété des types de capital social que l'on peut observer, selon que les

---

<sup>89</sup> La performance institutionnelle, c'est-à-dire l'action d'un gouvernement démocratique, renvoie ici à deux dimensions : « la réceptivité gouvernementale aux attentes des administrés (*responsiveness*), d'une part, son efficacité dans la conduite des affaires publiques (*effectiveness*), d'autre part » (Bevort, 1997, p. 235)

réseaux de relations sont davantage horizontaux ou verticaux, qu'ils sont constitués de liens forts ou de liens faibles, que les associations sont tournées vers l'intérieur ou l'extérieur, qu'elles rassemblent des individus aux caractéristiques socio-économiques similaires ou différentes, qu'elles sont fortement institutionnalisées ou totalement informelles, ou encore qu'elles poursuivent des objectifs nuisibles au bien commun (mafia, racisme, etc.).

En lien avec cette variété des relations observables au sein des communautés, la typologie des formes de capital social proposée par Woodcock et Narayan (2000) est fréquemment reprise dans les études ayant trait à cette thématique (Bebbington, 2005). Ces auteurs distinguent trois types de capital social selon qu'il relie ou non des acteurs de même condition sociale, appartenant à un même espace territorial et ayant les mêmes positions de pouvoir auprès des institutions politiques. Le premier type de capital social est celui qui rassemble (*bonding*) des membres d'une même communauté, souvent issus de la parenté ou des premiers cercles amicaux. Le second type de capital social est celui qui relie horizontalement (*bridging*) des individus et des groupes aux caractéristiques sociales similaires, mais vivant dans des territoires distincts. Le troisième type de capital social est celui qui relie verticalement (*scale*) des individus et des groupes qui diffèrent selon les caractéristiques sociales et les positions de pouvoir auprès des institutions politiques. Chacun de ces types de capital social fournit des ressources différenciées aux acteurs, ces derniers pouvant s'inscrire dans les différents types de réseaux sans exclusive.

On retrouve dans cette approche théorique les deux rôles que Tocqueville attribuait aux associations dans le fonctionnement démocratique : la capacité d'organisation pour faire valoir une opinion politique et la formation d'une culture civique dont les notions cardinales sont la confiance et la réciprocité. Ces deux aspects forment également une relation circulaire puisque la coopération au sein d'associations favorise la confiance mutuelle et l'instauration de normes de réciprocité qui, elles-mêmes, permettent l'action collective et l'inscription dans des réseaux de relations. Cependant, la problématique du capital social ne se réduit pas au seul fonctionnement démocratique, et les bienfaits d'un « stock » de capital social sont étudiés aussi bien dans la vie quotidienne des ménages que dans la dynamique économique et le rapport à l'institution scolaire (Bevort, Lallement, 2006). C'est la notion de performance qui est alors au centre des préoccupations, et les réseaux de relations cessent d'être systématiquement rapportés aux associations formelles pour s'ouvrir par exemple aux interactions familiales ou aux relations entre enseignants et élèves. Cette extension des effets du capital social sur les collectifs et les individus (il touche aussi à la santé, à la déviance et au

bonheur), ainsi que les multiples formes qu'il recouvre selon les études soulignent autant le succès que la faiblesse du concept.

En effet, certaines critiques pointent l'absence d'une définition claire de ce qu'est le capital social ainsi que le manque d'argumentation sur les indicateurs et les outils permettant de le mesurer (Ponthieux, 2006b). Il convient néanmoins de reconnaître à Robert Putnam le fait d'avoir « permis d'avancer sur de multiples fronts de la théorie du capital social » (Lallement, 2006, p. 81), d'avoir relancé les recherches sur le lien entre engagements associatifs et démocratie (Hamidi, 2010, p. 17-18) et d'avoir suscité de nombreux débats scientifiques. Tout en reconnaissant les limites du concept, Bebbington explique justement que le succès du capital social est dû au fait qu'il « met en débat un ensemble de thèmes rendus invisibles par les politiques et les théories dominantes, et qu'il suggère d'une manière très explicite : que la dimension sociale de l'existence peut être aussi importante que les dimensions économiques ; que le social est sous-jacent à n'importe quelle action économique ou politique (c'est-à-dire que tout est encadré) ; et que le social constitue une dimension de la qualité de vie aussi importante que l'économique » (2005, p. 22). On aurait tort enfin d'imputer un excès d'optimisme aux chercheurs qui s'inscrivent dans cette approche théorique, car « par leur attention à l'inégalité de la distribution du capital social, à la professionnalisation et à la bureaucratisation actuelle des associations, [ils] montrent que (...) la théorie du capital social permet d'interroger de façon critique les transformations à l'œuvre dans les sociétés contemporaines » (Bevort, 2003, p. 418).

### **II.2.2.2 Les limites du capital social dans les quartiers populaires**

L'idéal du rôle vertueux des associations dans la formation d'un capital social multiforme générant la confiance et la coopération au sein d'une communauté et, partant, favorisant le bon fonctionnement des institutions démocratiques, est assez éloigné des résultats d'enquête portant sur les quartiers populaires. En France comme en Argentine, le type de capital social qui prédomine dans ces territoires est celui qui rassemble localement des petits groupes d'acteurs de même condition sociale, sans que des ponts ne permettent véritablement une mise en relation entre ces différentes associations.

Dans une analyse générale du cas français, Jean-Pierre Worms (2002, 2006) met ainsi en évidence deux types de capital social dont l'un émerge dès le XIX<sup>e</sup> siècle dans le sillage de

l'État tandis l'autre apparaît plus sourdement dans les années 1970, notamment dans les quartiers populaires urbains<sup>90</sup>. Le type « historique » de capital social est décrit comme étant « "organisé" en étroite collaboration avec l'État et exerçant une fonction primordiale de passerelle (*scale*) » (2006, p. 230). Autrement dit, les réseaux associatifs se déploient principalement dans des secteurs balisés par l'État (l'éducation, la santé, la protection sociale), dans une forme de prolongement du service public et sont organisés hiérarchiquement au travers de grandes fédérations. Les trois dernières décennies sont marquées par l'émergence d'un nouveau type de capital social qui, à l'inverse du premier, se développe dans les espaces « où l'État n'est plus présent, dans les zones de "désaffiliation" désertées par la puissance publique » (2006, p. 233). La caractéristique de ce capital social est d'être constitué de petites associations locales non affiliées à des fédérations et organisées davantage selon des relations horizontales entre personnes de même condition sociale. Alors que le premier type, de par sa forte institutionnalisation, génère facilement des réseaux nationaux et des interventions dans l'espace public<sup>91</sup>, le second type crée des formes de solidarité dans des espaces de proximité qui parviennent plus rarement à se relier à d'autres organisations associatives et aux institutions publiques.

Un certain nombre de quartiers populaires urbains où se développe ce type de capital social sont néanmoins en lien avec les institutions politiques lorsqu'ils entrent dans le cadre de la politique de la ville. À son commencement, cette politique publique mettait d'ailleurs implicitement en œuvre une approche en termes de capital social<sup>92</sup>. Dans les quartiers ciblés par cette action publique, des financements sont alloués aux associations et celles-ci interagissent avec le pouvoir municipal qui joue le rôle d'intermédiaire avec l'État. Les résultats d'une recherche portant sur les pratiques associatives dans les quartiers populaires et les relations avec les pouvoirs publics en Île-de-France<sup>93</sup>, mettent également en lumière la

---

<sup>90</sup> Précisons que ce second type de capital social n'a pas vocation à remplacer le premier, les deux types correspondent à des associations présentes dans des secteurs d'activité et des territoires différents.

<sup>91</sup> Le secteur associatif « historique » bénéficie notamment depuis 1983 d'une audience auprès du premier ministre au travers du Conseil national de la vie associative (CNVA). Il s'est également organisé nationalement avec la création en 1992 de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

<sup>92</sup> Nous reviendrons en détail sur l'évolution de la politique de la Ville dans le troisième chapitre.

<sup>93</sup> Cette recherche, à laquelle nous avons participé, s'intitule « Liens sociaux, pratiques des associations et action publique en Île-de-France : un monde en changement ». Elle a été financée, de 2007 à 2009, dans le cadre des « Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation » (PICRI) et réunissait des sociologues et

prégnance des relations affinitaires dans la structuration du secteur associatif dans les quartiers populaires (Bevort *et al.*, 2010). Mais ils soulignent également le renforcement de cette segmentation par l'action des pouvoirs publics qui confinent les associations dans un secteur d'activité en raison d'une logique de ciblage des financements. Non seulement cette logique administrative contraint les associations à se spécialiser sur une activité spécifique et réduit les possibles coopérations et actions transversales auprès de certaines populations, mais elle induit également une mise en concurrence des associations pour l'obtention des financements.

Cet effet négatif des politiques publiques sur la constitution de capital social dans les quartiers populaires urbains est également signalé dans le cas argentin (Kessler, Roggi, 2005). Dans le contexte de paupérisation des classes moyennes et populaires, une multitude de politiques sociales ajustées au modèle économique néolibéral ont ciblé les organisations associatives pour susciter des formes de participation et transférer des ressources économiques et matérielles. Si les évaluations de ces politiques mettent en évidence un effet bénéfique sur la confiance et la coopération entre certains habitants, elles font également apparaître une conflictualité croissante entre associations en raison d'une mise en concurrence. Ces politiques sociales font primer « la logique de la concurrence ouverte pour l'attribution des ressources aux organisations de la société civile. Ceci est considéré comme un mécanisme garantissant la méritocratie et la transparence, mais (...) on voit que la concurrence affecte les liens sociaux. Ces programmes ne prévoient pas de formes d'intervention pour empêcher que la concurrence entre projets ne génère par la suite une exclusion des "perdants" » (*Ibid.*, p. 145). La dimension collective du capital social est ainsi questionnée au travers de la logique de mise en concurrence. D'autant qu'il existe une opacité sur les formes d'accès aux biens et services collectifs gérés par les associations et qu'une part de la communauté peut s'en trouver exclue.

De même, on peut s'interroger sur l'effet de ces politiques publiques sur la consolidation de positions de pouvoir par quelques leaders locaux. Le rôle d'intermédiaire entre des communautés locales (un quartier, un pâté de maison) et des institutions politiques est largement répandue en Argentine, notamment dans les interactions avec la municipalité. Dans le contexte des années 1990, la figure de l'intermédiaire local a été grandement

---

des responsables associatifs. Le rapport final est disponible en ligne : <http://www.iledefrance.fr/recherche-innovation/dialogue-science-societe/partenariats-institutions-citoyens-picri/projets-2006/capital-social/>



mobilisée au sein de systèmes clientélares mis en place par les partis politiques dans les quartiers populaires à partir des ressources des politiques sociales. Les systèmes clientélares reposent en effet sur un enchevêtrement de réseaux politiques et de réseaux associatifs (souvent informels) qui forment un « réseau de résolution de problèmes » (Auyero, 2001). Dans quelle mesure le transfert de ressources publiques aux associations locales des quartiers populaires permet-il alors de renforcer le pouvoir d'agir (*empowerment*) des communautés et non pas seulement celui de quelques individus ? Amaral et Stokes remarquent à ce sujet « qu'à partir de la perspective du capital social, les mêmes éléments qui peuvent permettre au public de mieux contrôler les instances locales de gouvernement – les réseaux sociaux, un contexte riche en organisations – aident également le politique dans la surveillance de l'électeur et ainsi dans le renforcement du clientélisme » (2005, p. 21). Si le clientélisme représente une forme d'interaction entre des communautés (généralement démunies) et des instances politiques qui ne s'oppose pas nécessairement à la création de liens de confiance et de coopération au niveau (micro) local, il semble en revanche peu favorable à la consolidation de ponts entre différents groupes et à la revendication de changements structurels dépendant de l'action du gouvernement provincial ou national.

En France, le clientélisme politique est considéré comme un phénomène de faible ampleur (Sawicki, 1998). Néanmoins, les formes d'instrumentalisation des associations par les pouvoirs publics et les positions nobiliaires des responsables associatifs sont des éléments courants de la vie politique locale. Dans la recherche citée précédemment sur les quartiers populaires franciliens (Bevort *et al.*, 2010), les résultats montraient l'existence d'un « petit monde » de dirigeants associatifs, relativement sélectif, homogène et formant un entre-soi. Ces dirigeants sont parfois salariés d'une association et membres bénévoles de l'instance de décision d'autres associations. Ils sont généralement dotés de compétences en matière de gestion ou d'organisation et connaissent en outre les ressorts des administrations partenaires. Si ces réseaux de relations permettent des échanges d'informations et la réalisation de quelques actions conjointes, ils font surtout ressortir le phénomène de professionnalisation des « cadres associatifs » (Bevort *et al.*, 2010, p. 44). Il en découle, non sans quelques nuances, un fonctionnement interne laissant peu de place aux procédures démocratiques et aux débats sur l'action ou le devenir de l'association. Le rôle mineur joué par les assemblées générales est symbolique à cet égard, celles-ci s'apparentent à des chambres d'enregistrement de décisions prises en conseil d'administration ou en bureau, quand elles ne sont pas tout simplement inexistantes faute d'adhérents. Cette configuration du pouvoir au sein des associations est

également tributaire du fait que de nombreuses associations étudiées mettent en œuvre une action destinée à des individus considérés comme extérieurs au groupement, c'est-à-dire considérés davantage comme des usagers-consommateurs que comme des membres-adhérents. Au-delà du noyau dur, clairement défini, des dirigeants et des salariés, il existe alors une forme de halo d'acteurs associatifs dénommés bénévoles, adhérents, usagers, personnels ou clients, et dont les rôles peuvent varier considérablement d'une association à une autre sans toutefois prétendre à la prise de décision sur les destinées du groupement.

L'enquête menée par Camille Hamidi (2010), auprès de « trois associations locales de jeunes issus de l'immigration maghrébine » inscrites dans des quartiers populaires, vient également nuancer les hypothèses sous-jacentes aux théories du capital social sur les processus de politisation et d'apprentissage au civisme en œuvre dans les associations<sup>94</sup>. Les conclusions de cette recherche débouchent sur « une théorie des effets limités et progressifs de l'engagement associatif en matière de socialisation démocratique et politique » (*Ibid.*, p. 213). Paradoxalement, le facteur principal de l'attachement aux procédures démocratiques n'est pas lié à la pratique de la délibération, mais à la frustration engendrée par un fonctionnement non démocratique dans les associations. La socialisation politique et démocratique est également limitée du fait qu'elle s'exerce principalement auprès de personnes déjà familiarisées aux questions du vivre ensemble. La formation d'une opinion élargie grâce aux procédures rationnelles et argumentatives du débat public est, elle, fortement compromise par l'importance des réseaux informels qui « unissent » les dirigeants et « court-circuitent » les espaces de délibération et de décision. Enfin, le développement de la tolérance et de la confiance en autrui est limité car il repose moins sur des processus cognitifs que sur des processus affectifs. Autrement dit, la tolérance et la confiance sont davantage générées en référence à des attachements à des personnes ayant un point de vue différent qu'à la compréhension et la tolérance d'un point de vue différent suite à un débat argumenté.

---

<sup>94</sup> L'auteur revendique le choix de « cas extrêmes » permettant de pousser les théories vers leurs limites, celui d'associations « qui n'affichent pas de cause politique, qui n'ont pas de raison particulière de se soucier de la socialisation de leurs adhérents aux pratiques du débat public ou aux vertus démocratiques, et qui s'adressent à une population cumulant les traits peu propices à la manifestation d'un grand intérêt pour la politique (jeunesse, faible niveau de diplôme et socialisation politique familiale effectuée à l'étranger) » (*ibid.*, p. 20).

### II.2.2.3 Conclusion partielle

Les théories du capital social mettent donc en avant le rôle des associations dans les formes d'action collective locale grâce aux relations de confiance et aux normes de réciprocité qu'elles instaurent. La confiance et les échanges que produisent les relations face-à-face ne garantissent toutefois pas l'apprentissage des normes civiques et du débat public. Il apparaît également que dans les quartiers populaires urbains, la forme typique de capital social est constituée par des liens de solidarité entre acteurs partageant une même condition sociale et une même inscription territoriale, c'est-à-dire un capital social davantage *bonding* que *bridging* ou *scaling*. La faible quantité de liens entre différentes associations limite les capacités d'action à plus grande échelle et, partant, les possibilités d'une intervention continue dans l'espace public en vue d'une modification de l'action publique. Dans cette perspective, les théories du capital social sont à rapprocher de l'analyse des réseaux en termes de liens forts et de liens faibles développée notamment par Granovetter (1973).

À l'instar des critiques émises sur le tiers secteur et l'économie solidaire, le rôle des institutions politiques peut s'avérer contre-productif lorsqu'elles instrumentalisent les organisations associatives ou lorsqu'elles les mettent en situation de concurrence pour l'obtention des ressources publiques. Cette tendance s'avère d'autant plus importante que les quartiers populaires sont la cible de nombreuses politiques sociales dont les financements transitent par les municipalités. Outre le fait que ces politiques sociales peuvent être intégrées dans un système clientélaire, la recherche d'efficacité des administrations publiques peut également conduire les acteurs politiques locaux à s'appuyer sur des responsables associatifs ayant acquis une visibilité locale et à générer des formes d'appropriation du capital social par quelques individus.

Enfin, la récurrence du thème de la reconfiguration de l'État social dans les approches du tiers secteur, de l'économie sociale et solidaire et du capital social souligne non seulement l'importance des interactions entre le secteur associatif et les pouvoirs publics, mais elle évoque aussi des transformations plus profondes au niveau des modalités de l'action de l'État. Dans le point suivant, ces transformations à l'égard du politique sont abordées au travers de la question des engagements associatifs et des débats qui l'entourent au sujet des transformations du militantisme.

## II.2.3 Les associations et la transformation des engagements militants

### II.2.3.1 Du primat des valeurs collectives à celui des valeurs individuelles ?

La participation associative se trouve au centre d'une troisième problématique qui questionne la transformation des engagements militants. On peut considérer avec Sawicki et Siméant (2009) que la sociologie de l'engagement militant s'est profondément renouvelée à partir des années 1980, suite à la moindre emprise du marxisme et du structuralisme, et à l'avènement du « paradigme interactionniste ». L'intérêt porté aux acteurs, aux interactions et aux contextes d'action conduit à interroger les transformations des formes d'engagement, d'autant que l'on observe un recul des organisations traditionnelles du militantisme que sont les partis politiques et les syndicats. Les études sur le militantisme se focalisent alors sur de « nouveaux » groupements (les mouvements sociaux, les associations) et de « nouvelles » causes (l'humanitaire, l'écologie, les droits de l'homme, etc.). Ce renouvellement des études contribue alors à nourrir le débat autour de l'émergence d'un nouveau modèle d'engagement qui se distinguerait du précédent modèle élaboré à partir de l'étude du syndicalisme et des partis politiques.

Une partie des débats se centre sur les raisons de l'engagement et sur l'idée d'un renversement du rapport entre les valeurs collectives anciennement dominantes et les valeurs individuelles aujourd'hui prépondérantes. Plusieurs auteurs croisés précédemment considèrent ainsi que l'engagement volontaire, notamment dans les associations, est de plus en plus lié à la réalisation de projets personnels tandis que l'attachement à une cause commune ou à une identité collective serait en retrait (Eme, 2001 ; Putnam, 2006 ; Worms, 2006). Les associations deviennent alors un moyen dans la recherche d'un épanouissement personnel, un instrument dans la réalisation de soi. Il en découle un changement dans les termes de l'engagement qui tend à devenir un lien social de plus en plus précaire et instable. Ce moindre attachement des individus aux groupements volontaires est au centre de l'analyse de Jacques Ion (1997) dont la distinction entre l'engagement « militant » et l'engagement « distancié » est reprise tant par ses adeptes que par ses critiques. Cette distinction entre deux types d'engagement fait référence au passage d'un rapport de nature fusionnelle entre l'individu et le collectif à un rapport de nature contractuelle. Ce passage d'un type d'engagement à un autre est illustré par la métaphore du « timbre » collé année après année sur la carte d'adhérent qui serait supplanté par le « post-it » mobile et détachable à tout moment (*Ibid.*, p. 81).

De nombreuses critiques s'élèvent contre l'idée d'une telle transformation en réfutant notamment l'argument de la volatilité des engagements. Harvard Duclos et Nicourd (2005) insistent par exemple sur la permanence d'engagements durables dans les associations et sur l'importance de la dimension organisationnelle dans le maintien des vocations militantes. Axelle Brodiez (2006) montre également au travers de l'histoire du Secours populaire que des engagements de type distancié existaient déjà dans les années 1950-1960, même au sein du milieu partisan communiste. Les critiques visent encore la dimension normative dont serait porteuse la thèse de la transformation des engagements. Le modèle de l'engagement « militant » faisant référence aux mondes ouvriers et communistes, plusieurs auteurs estiment qu'une entreprise de délégitimation de ces mondes sociaux se cache derrière la proposition d'une transformation des engagements (Collovald, 2002 ; Harvard Duclos, Nicourd, 2005 ; Simonet, 2006 ; Nicourd, 2007). Selon ces auteurs, la dimension aliénante de l'engagement « militant » et sa relégation dans un passé révolu viendraient condamner les modes d'action collective des classes populaires et des organisations qui les représentent tels les syndicats de travailleurs.

Frédéric Sawicki et Johanna Siméant (2009) nuancent la critique normative de la transformation des engagements. Ils considèrent que la focalisation sur des formes émergentes et des nouvelles causes s'est effectuée au détriment de l'étude des engagements syndicaux et partisans qui étaient auparavant centraux dans l'étude du militantisme. Selon ces auteurs, « le caractère sélectif du choix des terrains de recherche a ainsi contribué à sa manière à alimenter la croyance dans le déclin de certaines formes de militantisme réputées "traditionnelles" » (*Ibid.*, p. 98). Sawicki et Siméant remarquent également que le modèle de référence pour construire, quasiment en négatif, le modèle des « nouveaux engagements » est bien souvent le modèle de militantisme de type ouvrier et communiste. Il en résulte la construction d'une opposition entre un avant et un après, un ancien et un nouveau militantisme, un période dominée par le mouvement ouvrier et une autre dominée par les mouvements sociaux.

Pour notre part, nous considérons que la thèse de la transformation des engagements fait référence à des modèles qui rendent compte de certaines pratiques et de certains contextes d'action. Autrement dit, il ne s'agit pas de concevoir une période où tous les individus s'engagent de manière totale dans les organisations en adhérant à leur cause et une autre période où tous les individus s'engagent de manière distanciée en poursuivant des intérêts personnels. À chaque époque, les deux modèles d'engagement coexistent, mais il est raisonnable d'envisager que l'un occupe – dans une période donnée – une position dominante

dans les répertoires d'action collective. Soit une dominance relative du modèle d'engagement « militant » de la fin du XIXe siècle aux années 1970, puis une dominance relative du modèle d'engagement « distancié » depuis les années 1970. Les études récentes sur le militantisme communiste soulignent ainsi le caractère « total » de cet engagement et les crises identitaires consécutives à la désagrégation du monde communiste (Pudal, 2009). Cette forme d'engagement correspond par ailleurs au mode de fonctionnement du parti communiste de 1930 à 1960 – la « matrice stalinienne » (*Ibid.*) – et aux membres des classes populaires, alors que les militants communistes des années 1970-1980, issus des classes moyennes ou ayant une trajectoire sociale ascendante font montre d'un engagement plus labile et de reconversions nettement moins traumatiques (Leclercq, 2005).

Dans le cadre de cette recherche, la thèse d'une transformation des engagements est mise à l'épreuve en la confrontant à l'analyse des engagements associatifs dans les quartiers populaires d'anciennes communes ouvrières. Ce sont alors autant les motifs individuels de l'engagement saisis au travers des trajectoires militantes, que l'évolution des formes organisationnelles qui va retenir notre attention. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, l'essor des organisations associatives qui s'observe à partir des années 1970 peut être mis en relation avec la relance du processus d'autonomisation de la société civile et le délitement des différents conglomerats qui unissaient les organisations partisans, syndicales et associatives partageant une même orientation idéologique. Relativement marginales au sein de ces conglomerats, les associations gagneraient en autonomie et en légitimité tandis que les partis politiques et les syndicats verraient s'affaiblir leurs effectifs militants et leur crédibilité en tant qu'institutions représentatives.

### **II.2.3.2 Vers des formes d'engagement plus autonomes ?**

L'autonomisation des associations face aux grandes fédérations et aux partis politiques est l'autre versant de la thèse de la transformation des engagements. Le renversement du rapport entre l'individu et le collectif s'accompagne en effet d'un renversement entre les organisations de base et les grandes structures nationales. Une fois encore, la perspective dessinée par Jacques Ion est prise en référence tant elle se situe au centre des débats. De plus, cet auteur a privilégié pour son analyse l'étude des formes de l'engagement, c'est-à-dire les modalités de l'organisation et du fonctionnement des associations (1997, p. 14-15). Voyons

quelles sont les caractéristiques formelles qui distinguent les modèles d'engagement militant et distancié.

Pour Jacques Ion, le modèle de l'engagement militant est un modèle mixte où se mêlent des relations horizontales selon des appartenances de groupe (territoire, métier, famille) et des relations verticales qui inscrivent les groupes dans l'espace public national. Les groupements locaux à base communautaire sont insérés dans des réseaux idéologico-politiques (catholique, républicain, communiste, socialiste) offrant un cadre de référence commun. Le modèle de l'engagement militant repose alors sur une structure fédérative et une organisation pyramidale. Il tire sa force de la masse des adhérents et d'une concentration de la parole légitime dont font usage des représentants agissant sur la scène politique. La grande majorité des adhérents forment des masses anonymes, le militant n'étant que « la figure de proue de ce modèle » (*Ibid.*, p. 29). Le militant est en effet l'acteur qui fait le lien entre les appartenances primaires et le combat idéologique au niveau national, il est à la fois « membre d'une communauté et éclaireur d'un destin de type sociétal » (*Ibid.*, p. 30). Il tire sa légitimité de son ancrage local et de son inscription dans des réseaux verticaux le conduisant aux postes à responsabilité.

Selon Jacques Ion, ce modèle d'engagement est déstabilisé à l'orée des années 1970 par l'affaiblissement des « constellations idéologiques » qui tenaient ensemble la multitude des groupements volontaires, puis par le processus de décentralisation administrative qui retire une part de sa pertinence à la structure fédérale. Il s'opère alors une redéfinition de l'articulation entre le centre et le local, les groupements locaux revendiquant davantage d'autonomie, voire une totale indépendance, à l'égard des structures nationales. L'échelle nationale est moins sollicitée dans l'action revendicative et les associations s'investissent prioritairement soit au niveau local, soit au niveau global. La nouvelle articulation entre le centre et le local qui émerge avec le modèle d'engagement distancié est concomitante d'un rejet des mécanismes de délégation, moins pour le principe que pour les usages qui en sont faits. L'idée d'une force de masse des groupements volontaires perd de sa pertinence, l'objectif des associations tend à se spécifier et les ressources différenciées des adhérents sont davantage valorisées dans un contexte de technicisation de l'intervention associative. Dans ce nouveau type d'engagement militant, « l'acteur se substitue à l'atome » (*Ibid.*, p. 74).

Si les termes du débat et les oppositions sont structurés différemment en Argentine, on y trouve également un questionnement autour de la transformation des engagements.

Particulièrement, l'analyse des mouvements sociaux des deux dernières décennies a mis au jour des formes nouvelles d'action collective qui se caractérisent par un ancrage territorial dans des quartiers urbains ou des communautés villageoises, et par des pratiques de participation directe au travers d'assemblées délibératives (Svampa, Pereyra, 2003 ; Delamata, Armesto, 2005 ; Merklen, 2009). La revendication d'autonomie est notamment présente dans une partie des organisations du mouvement *piquetero* et dans la quasi-totalité des expériences d'assemblées de quartier qui marquent également la période *post* 2001 (Svampa, 2008 ; Pérez, Armelino, Rossi, 2005). En lien avec l'échec des réformes néolibérales des années 1990 et le rejet des élites politiques et économiques symbolisé par le slogan « Que se vayan todos ! » (Qu'ils s'en aillent tous !), Svampa (2011) voit l'essor d'un nouvel *ethos* militant caractérisé par un ancrage territorial, une revendication d'autonomie et une démocratie directe.

De même que dans le cas français, cet *ethos* autonomiste est défini grâce à un jeu en miroir avec l'*ethos* national-populaire considéré comme la forme traditionnelle du militantisme et dont la référence au péronisme est plus ou moins explicite. On peut en effet constater avec Martuccelli et Svampa que « le péronisme a été considéré comme un des exemples les plus aboutis du modèle national-populaire » ; ce modèle étant entendu comme « l'état du système politique propre à une période d'industrialisation qui cherche à rendre viable une croissance interne, au travers de l'incorporation politique des secteurs populaires et de l'effort pour mobiliser les masses de manière "organisée" (c'est-à-dire en canalisant les demandes sociales au travers de l'appareil politico-institutionnel) » (1997, p. 25). Du point de vue de sa structuration, le modèle national-populaire (forgé dans les années 1930 et prégnant jusqu'au début des années 1960) se caractérise par une organisation socio-politique verticale avec une forte identification à un leader charismatique. Les organisations associatives, syndicales et partisans relient alors le « peuple » au sommet de l'État, dont on considère qu'il est le principal agent du changement social.

Avant que l'*ethos* autonomiste ne s'affirme au tournant des années 2000 dans les pratiques comme dans les analyses, le modèle national-populaire s'était progressivement délité en raison des changements intervenus dans les sphères économique, sociale et politique entre les années 1970 et 1990. La désindustrialisation et la perte d'influence des syndicats d'une part, l'appauvrissement des secteurs populaires et d'une large part des classes moyennes d'autre part, et enfin le recul de l'idée de mouvement politique au profit d'un système démocratique de partis ont contribué à la « progressive désarticulation du modèle



national-populaire » (*Ibid.*, p. 52). Martuccelli et Svampa affirment alors que « l'étude du politique doit rendre compte du processus croissant d'autonomisation des espaces (*ambitos*) sociaux et de l'absence d'une matrice sociale. (...) Dans la mesure où la société ne renvoie plus à une matrice totalisante et pourvue (*integrada*) de pratiques sociales, les individus doivent établir, ou plutôt recréer, surtout symboliquement et dans une dimension subjective, leur implication dans la vie sociale. De plus en plus, les individus inscrivent leur action dans le cadre d'une situation déterminée par des représentations collectives, mais en l'absence de modèles prescriptifs et de déterminismes strictes » (*Ibid.*, p. 52-53).

Dans le cas français comme dans le cas argentin, une même période semble donc marquer un point d'inflexion dans les modèles de référence de l'engagement militant et dans la structuration des systèmes socio-politiques, notamment ceux liés aux classes populaires. À partir des années 1970, on observe des deux côtés de l'Atlantique un processus de déliaison des organisations partisans, syndicales et associatives appartenant au monde communiste ou péroniste. Mais dans quelle mesure cette transformation d'ordre général peut-elle être observée aujourd'hui au niveau local ? Quelle est la nature des interactions entre les partis politiques, les syndicats et les associations au sein des anciennes communes ouvrières ? Ces interactions et les contextes d'action dans lesquels elles s'inscrivent forment-ils des configurations politiques locales distinctes du modèle décrivant la période 1930-1970 ? Les histoires locales de Gennevilliers et de Tres de Febrero rendent-elles d'ailleurs compte d'un passé où les diverses organisations militantes formaient un ensemble homogène et hiérarchisé ? Les associations présentes dans les quartiers populaires sont-elles devenues plus autonomes à l'égard des institutions politiques ? Les engagements associatifs sont-ils davantage liés à une volonté d'agir localement, de manière autonome et selon des relations horizontales ? Pour répondre à ces questions, l'analyse doit à la fois porter sur les pratiques et les représentations des militants locaux, sur les liens entre les différentes organisations militantes et sur les évolutions institutionnelles au cours des quatre dernières décennies. Autrement dit, l'articulation des différents niveaux d'analyse concernant le militantisme doit nous permettre d'éclairer les conditions de possibilité de la participation associative dans les quartiers populaires urbains.

### **II.2.3.3 L'articulation des niveaux d'analyse dans l'étude de la transformation des engagements**

En lien avec la stratégie de comparaison explicitée plus haut, la question de la transformation des formes d'engagement est abordée dans cette thèse au travers d'une perspective historique et d'une approche en terme de configuration (Lallement, Spurk, 2003). Ce faisant, l'analyse met en relation les pratiques observables au niveau des associations de quartiers avec les évolutions institutionnelles de ces dernières décennies avec pour ambition d'articuler les différents niveaux d'analyse. Selon Sawicki et Siméant (2009), l'articulation des niveaux macro et micro constitue à la fois une des limites actuelles et un des principaux défis de la recherche en sociologie de l'engagement. Ces auteurs invitent ainsi à ne plus « se contenter de généralités sur les transformations susceptibles d'affecter le militantisme ("mondialisation", "tertiarisation", "aspirations participatives"...), mais [à] les intégrer à l'analyse, pour se donner les moyens d'évaluer le poids de ces transformations en fonction de situations sociales spécifiques » (*Ibid.*, p. 118). Dans quelle mesure les transformations des classes populaires, des partis politiques et des formes d'intervention de l'État social produisent-elles des effets favorables à la participation associative ? Les configurations politiques locales dans les communes populaires rendent-elles compte d'un processus d'autonomisation des associations à l'égard des partis politiques et des pouvoirs publics ? Les formes de l'engagement associatif témoignent-elles d'une tendance vers un modèle de militantisme distancié à l'égard des organisations ?

L'articulation des niveaux macro et micro se révèle également pertinente dans l'analyse des trajectoires individuelles, lorsque celles-ci sont comprises au travers de la notion de « carrière » (Hughes, 1996 ; Becker, 1985, 2006). Comprendre les engagements à partir d'une analyse processuelle (Fillieule, 2001) permet de prendre en compte les expériences, les interactions et les espaces de socialisation qui permettent aux individus d'amorcer leur engagement et de le maintenir dans la durée. De même, l'attention portée sur les trajectoires permet de mieux comprendre les phénomènes de désengagement (Fillieule, 2005) et de reconversions militantes (Tissot, Gaubert, Lechien, 2007). La notion de reconversion permet notamment de considérer avec prudence le caractère nouveau des engagements associatifs. Si les associations ont gagné en importance numérique et en visibilité au cours des dernières décennies, les acteurs qui les animent ne sont pas nécessairement des nouveaux militants. Leurs trajectoires peuvent au contraire mettre en lumière un enchevêtrement d'engagements

syndicaux, partisans et associatifs. Si l'analyse des trajectoires ouvre sur la compréhension des logiques individuelles menant au militantisme, elle apporte également des éléments macrosociaux concernant le contexte socio-historique de ces engagements et l'existence « d'expériences sociales partagées par des groupes d'individus aux propriétés analogues sinon similaires » (Sawicki, Siméant, 2009, p. 106). Les évolutions du parti communiste et du parti péroniste, la paupérisation des classes populaires et la territorialisation des politiques sociales sont autant d'éléments macrosociaux que l'on est susceptible de retrouver dans les trajectoires individuelles des militants associatifs présents dans les quartiers populaires.

## ***II.3 Axes de la recherche et démarche d'enquête***

### **II.3.1 Un positionnement au sein d'espaces de controverse**

Après l'exposition de l'objet d'étude et de trois grandes thématiques de recherche sur la participation associative, cette partie vise à expliciter les axes de la recherche qui sont soutenus par plusieurs séries de questions et quatre grandes hypothèses. Ces axes de recherche ont été définis en tenant compte des différents débats qui entourent la question de la participation associative, sans prendre nécessairement position en faveur d'un camp. Plutôt que de s'inscrire dans une école théorique ou un courant de recherche particulier, la thèse se positionne au sein de ces espaces de controverse et entend contribuer aux débats à partir de l'analyse de la participation associative au niveau local et dans une perspective internationale. L'interrogation principale de la recherche porte en effet sur les conditions d'émergence et de résolution des problèmes publics au travers de la participation associative dans les quartiers populaires urbains situés en périphérie de Paris et de Buenos Aires.

Au cours de la construction de l'objet de recherche, la dimension politique de la participation associative a été soulignée afin d'inscrire celle-ci dans l'étude du rapport des classes populaires à la politique. Dans le prolongement de nombreux travaux, le niveau local de l'analyse est considéré comme potentiellement favorable à la mise en lumière d'actions politiques situées à la marge des institutions politiques (partis, collectivités territoriales, État). Néanmoins, le processus de publicisation des problèmes sociaux entraîne diverses interactions entre les associations et les institutions politiques. Les interprétations de ces interactions au travers du prisme du tiers secteur, du capital social et de l'engagement militant font émerger plusieurs séries de questions dont le fil conducteur nous semble être la notion d'autonomie.

### **II.3.1.1 L'autonomie associative à l'égard des institutions politiques**

En premier lieu, se pose la question de l'autonomie du monde associatif à l'égard des institutions politiques. L'importance grandissante du fait associatif soulignée par les études sur le tiers secteur en France et en Argentine ne doit pas occulter le rôle majeur joué par les pouvoirs publics dans le développement des organisations associatives, notamment au niveau local. Dans les deux cas nationaux, la reconfiguration de l'action de l'État social au cours des dernières décennies s'est accompagnée d'un soutien revendiqué aux organisations de la société civile pour la prise en charge de besoins sociaux liés notamment au chômage et à la pauvreté. Au travers de politiques sociales territorialisées, les quartiers populaires sont devenus une cible de l'action publique et certaines organisations associatives agissent comme des intermédiaires des politiques sociales. Deux phénomènes semblent alors contrarier l'autonomie des associations à l'égard des pouvoirs publics.

Le premier, plus présent au sein du contexte français, correspond au processus d'isomorphisme institutionnel et se manifeste par un processus de bureaucratisation des organisations associatives. L'importance de la subvention publique dans le fonctionnement associatif et la tutelle exercée de fait par les administrations ont pour conséquence une croissance des normes gestionnaires exogènes au sein des associations (Hély, 2009). Cette diffusion des normes gestionnaires par l'entremise des bailleurs publics entre en tension avec l'autodéfinition du projet associatif. Au niveau du fonctionnement associatif, la logique de rationalité technico-instrumentale autour des moyens prime alors sur la logique de solidarité entre les membres (Eme, 2001). Néanmoins, il n'est pas envisageable de concevoir une asymétrie telle que les acteurs associatifs soient démunis de toute marge de manœuvre. D'autant plus si l'on s'intéresse à des associations ayant participé à un processus de publicisation de problèmes sociaux. Par quels moyens les associations parviennent-elles à concilier l'impératif de bonne gestion et la conduite de leur propre projet ? On peut s'interroger également sur les effets positifs du financement public d'actions associatives locales. Celles-ci parviennent-elles à rendre viable des biens et des services collectifs autrefois déficients ou inexistantes dans les quartiers populaires ? La salarisation et la professionnalisation des associations offrent-elles des opportunités de formation et de carrière pour les membres des classes populaires qui s'y investissent ? L'action collective, même institutionnalisée au travers de partenariats avec la puissance publique, génère-t-elle des liens de solidarité entre les membres associés et avec les destinataires de cette action ?

Le second, davantage relevé dans le contexte argentin, renvoie à l'intrication des réseaux associatifs et politiques, et se manifeste par des relations clientélares dont l'asymétrie est favorable aux acteurs politiques. La création et/ou l'instrumentalisation des associations de quartiers à des fins électorales s'oppose a priori à l'autonomie des groupements locaux. Dans quelle mesure la définition d'un projet collectif, la sélection des membres, la nature des actions et des revendications sont-elles contraintes dans le cadre de relations clientélares ? Là encore, l'asymétrie dans la relation ne peut être considérée comme absolue. D'autant que le clientélisme suppose un échange entre « patrons » et « clients », ces derniers ne peuvent donc pas être dénués de capacité de négociation avec les acteurs politiques. À cet égard, Javier Auyero (2001) a bien montré comment les acteurs en situation de pauvreté sont insérés dans de multiples réseaux clientélares, ceux-ci ne devenant véritablement exclusifs que lors des campagnes électorales. Cet auteur a également insisté sur le partage d'une identité politique, en l'occurrence le péronisme, entre les militants politiques et les « pauvres » qui se manifeste et se perpétue par la résolution des problèmes via le clientélisme, mais aussi par les différentes manifestations et commémorations du mouvement politique qui en rendent palpable l'existence. Autrement dit, la construction de relations clientélares au travers des politiques sociales territorialisées n'est pas contradictoire avec une politisation des classes populaires, comme on a pu le constater avec le mouvement *piquetero* (Svampa, Pereyra, 2003 ; Merklen, 2009). On peut se demander dans quelle mesure, et sous quelles formes, les expériences associatives issues des mobilisations populaires des années 1990-2000 ont perduré après la sortie de crise. L'alliance entre les gouvernements Kirchner et certaines organisations *piqueteras* ne vient-elle renforcer la légitimité de ces dernières ? Leur activité et leur implantation dans les quartiers populaires se sont-elles accrues au cours de la dernière décennie ? Observe-t-on au contraire une récupération politique de ces organisations capables de mobiliser massivement les membres des classes populaires ?

### **II.3.1.2 La dimension ascendante de la participation associative**

Cette réflexion sur l'importance des politiques sociales territorialisées dans le développement associatif appelle, en second lieu, un questionnement sur la dimension ascendante de la participation associative. Définie comme l'intervention volontaire des citoyens dans l'espace public, la participation associative sous-entend en effet un processus de mobilisation politique issue de la société civile. Les théories de l'économie sociale et solidaire

et celles du capital social insistent d'ailleurs sur la capacité instituante des associations, sur leur propension à modifier l'agenda politique et à s'ériger en acteur légitime dans la co-construction des politiques publiques. La sociologie des problèmes publics met également en lumière la nécessaire mobilisation et la multiplicité des acteurs – civiles comme politiques – qui s'observent au cours du processus de publicisation des problèmes sociaux. Toutefois, dans le cas des territoires populaires, l'intervention des pouvoirs publics par le biais des politiques sociales peut être considérée comme un préalable à l'action collective ou, tout du moins, comme une offre politique faisant partie des conditions de possibilité de l'action associative. Autrement dit, la dimension politique de la participation associative ne se situe pas exclusivement en aval lors de l'intervention des groupements dans l'espace public. Elle peut se situer également en amont si l'on considère que la relance du processus d'autonomisation de la société civile repose sur une nouvelle configuration de l'action publique. Les partenariats noués entre l'État et les associations, en France comme en Argentine depuis deux ou trois décennies, ne renvoient-ils pas à un rapport moins conflictuel entre la société civile et l'État ? Le fait que cette stratégie de partenariat entre les États et les organisations de la société civile soit appuyée par des organisations internationales telles la Banque mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement, l'Organisation des Nations Unies ou la Commission Européenne n'indique-t-il pas que la participation associative s'inscrit dans un projet idéologique aujourd'hui dominant, à savoir le néolibéralisme ? En somme, l'essor de la participation associative ne vient-il pas éclairer la reconfiguration politique entamée au tournant des années 1970 ? Ne peut-on pas considérer que la résurgence des sociétés civiles repose sur la définition d'un État infrastructurel qui, s'il se caractérise par une moindre visibilité, n'en est pas moins actif ? Les processus de décentralisation administrative, la multiplicité des dispositifs participatifs émanant des pouvoirs publics et l'injonction à la participation dans nombre de politiques publiques nous semblent indiquer qu'une reconfiguration du politique est à l'œuvre dans les sociétés occidentales et que sa prise en considération vient éclairer les conditions de possibilité de la participation associative.

Cette présence du politique en amont de la participation associative peut également être interrogée au niveau des pratiques des acteurs. Ainsi, l'effet surgénérateur de l'engagement et les pratiques de multi-engagement ont bien été mis en évidence par la sociologie des mobilisations et du militantisme (Hirschman, 1983, 1995 ; Gaxie, 1977 ; Héran, 1988). La tendance des militants à s'engager dans diverses organisations et à défendre diverses causes laisse à penser qu'une partie des acteurs associatifs s'investissent également

dans les sphères politique et syndicale, soit de manière synchronique, soit de manière diachronique. On peut alors s'interroger sur les liens existants entre les organisations associatives, politiques et syndicales au sein des territoires, et sur les passerelles que décrivent les trajectoires militantes. Si le passage du monde associatif au monde politique est souvent vu comme le cheminement classique d'une trajectoire militante, il est tout aussi pertinent de rechercher les modes d'investissement du monde associatif par des militants politiques. L'association est-elle en effet une organisation « purement » civile, détachée des autres sphères d'engagement ? Alexis de Tocqueville (1961), dont les écrits sont régulièrement cités par les théoriciens de la société civile, a brillamment souligné le rôle décisif des associations dans la démocratie. Mais on oublie souvent que cet auteur distinguait plusieurs sortes d'associations, notamment les associations civiles et les associations politiques. Or, si les associations civiles forment le rempart contre l'individualisme démocratique<sup>95</sup> grâce à « l'action réciproque des hommes les uns sur les autres »<sup>96</sup> (1961b, p. 158), ce sont bien les associations politiques qui préservent les libertés individuelles contre « la tyrannie de la majorité » (1961a, p. 291). Certes, l'auteur met en avant l'apport mutuel des associations civiles et politiques. Les premières permettent de se familiariser peu à peu à l'action collective au travers de petites affaires communes et « facilitent donc les associations politiques », tandis que les secondes mobilisent massivement sur des affaires de grande importance et enseignent aux citoyens « l'intérêt qu'ils ont à s'en aider dans les moindres » (1961b, p. 166-167). De même, si les actions collectives portées dans le monde politique viennent troubler la conduite de l'État, la multitude des associations civiles œuvre au contraire pour la paix publique et la continuité des affaires communes. Néanmoins, il ne fait pas de doute pour l'auteur que c'est l'usage de l'association politique qui fonde la vitalité associative d'un peuple. Il remarque tout d'abord que « chez les peuples où l'association politique est interdite, l'association civile est rare », puis affirme que « l'association politique développe et perfectionne singulièrement l'association civile » (*Ibid.*). L'idée défendue par Tocqueville peut être formulée comme suit : dans un monde où règne l'individualisme, les petites affaires de la vie civile peuvent être

---

<sup>95</sup> Tocqueville décrit l'individualisme démocratique comme « un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses proches » (1961b, p. 143).

<sup>96</sup> « Les sentiments et les idées ne se renouvellent, le cœur ne s'agrandit et l'esprit humain ne se développe que par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres. J'ai fait voir que cette action est presque nulle dans les pays démocratiques. Il faut donc l'y créer artificiellement. Et c'est ce que les associations seules peuvent faire » (Tocqueville, 1961b, p. 158).

envisagées et entreprises isolément ; alors que les grandes affaires de la vie politique font nécessairement sentir aux individus leur propre faiblesse et obligent chacun à s'associer avec les autres. La politique suscite donc sans cesse l'association, elle mobilise un grand nombre d'individus qui font l'expérience de l'union et de la force qui en découle. Cette expérience vécue en politique peut par la suite être traduite dans la vie civile, elle vaut comme un apprentissage des rouages de l'action collective. Tocqueville note ainsi que cette expérience permet de s'habituer à se subordonner au collectif, mais également de « découvrir comment on maintient l'ordre parmi un grand nombre d'hommes, et par quel procédé on parvient à les faire marcher, d'accord et méthodiquement, vers le même but » (*Ibid.*, p. 168). Contrairement à l'engagement dans une association civile (notamment à but commercial ou industriel), l'engagement dans une association politique est généralement peu coûteux financièrement, ce qui conduit Tocqueville à conclure que « les associations politiques peuvent donc être considérées comme de grandes écoles gratuites, où tous les citoyens viennent apprendre la théorie générale des associations » (*Ibid.*). Les fameuses « écoles de démocratie » tocquevilliennes ne peuvent donc être réduite aux seules associations civiles, la participation dans les associations politiques se révélant, pour l'auteur, être le lieu par excellence de la formation à l'action collective.

Au-delà des pratiques clientélares, il s'agit alors de considérer le possible engagement politique (dans un parti ou dans un mouvement) des militants associatifs, notamment des fondateurs d'associations, et les raisons qui président à leur engagement associatif. Quels types d'actions les associations permettent-elles de réaliser ? Quels types d'acteurs permettent-elles de mobiliser ? Quels types d'interactions existent-ils entre les organisations politiques et associatives ? L'engagement politique des militants est-il dicible, partagé, condamné ou ignoré au sein des associations ? En somme, comment les engagements politiques et associatifs s'agencent-ils à la fois au niveau des trajectoires individuelles et au niveau des groupements ?

### **II.3.1.3 La participation associative et la transformation des engagements**

Ces interrogations sur les relations entre la participation politique et la participation associative permettent, en troisième lieu, de rejoindre la question de la transformation des engagements militants. La désagrégation des systèmes socio-politiques, notamment communiste et péroniste, aurait pour conséquence une autonomisation croissante des



associations locales. En France et en Argentine, quelles configurations politiques locales se dessinent dans les territoires populaires ? En quoi sont-elles favorables, ou pas, au développement de la participation associative ? Les évolutions des principaux partis politiques des classes populaires sur les trois dernières décennies font-elles apparaître le passage d'un modèle d'engagement à un autre ? Les trajectoires militantes mettent-elles en lumière des processus de reconversion ? Les récits de vie des acteurs font-ils état d'un changement dans les pratiques militantes et dans les raisons de l'engagement ? L'autonomie des associations à l'égard des organisations politiques est-elle revendiquée par les acteurs ? Le fonctionnement démocratique est-il recherché ? La dimension locale est-elle prépondérante dans les projets associatifs ?

### **II.3.2 Trois grandes hypothèses de recherche**

Le travail d'enquête et d'analyse s'est construit de manière itérative avec la formulation de trois grandes hypothèses de recherche. Celles-ci correspondent aux différents axes de questionnement sur les conditions de la participation associative dans les quartiers populaires urbains et les relations qu'entretiennent les associations avec les institutions politiques locales et nationales. Le premier chapitre a permis d'exposer les conditions actuelles du développement de la participation associative, en référence à un nouveau renversement du rapport entre la société civile et l'État. Cette proposition théorique est mise à l'épreuve dans les quatre chapitres suivants qui s'appuient sur l'enquête empirique réalisée à Gennevilliers et à Tres de Febrero. Outre l'interrogation sur la transformation du champ idéologique et la reconfiguration du politique, les quatre chapitres empiriques viennent également répondre à un certain nombre de questions centrales dans la problématique.

Dans un premier temps (chapitres trois et quatre), la participation associative est analysée en relation avec la reconfiguration de l'action de l'État social et la territorialisation des politiques publiques. Cette analyse repose sur deux hypothèses. Tout d'abord, et comme nous l'avons vu précédemment dans plusieurs études, nous faisons l'hypothèse que l'accroissement de la participation associative est dû, pour partie, aux ressources des politiques publiques nationales ciblant les quartiers populaires et les organisations territoriales. Autrement dit, les associations engagées dans des processus de publicisation et de résolution des problèmes sociaux bénéficieraient de financements ou d'aides matérielles de la part des pouvoirs publics. Mais nous avons vu que ces formes de relation partenariale ne

sont pas sans effet sur l'autonomie des associations, soit par le biais d'un isomorphisme institutionnel générant un processus de bureaucratisation, soit par le biais du clientélisme politique générant une instrumentalisation à des fins électorales. Mais pour que ces activités associatives perdurent, il est fort probable que les acteurs mobilisés disposent de marges de manœuvre et d'une capacité de négociation. L'analyse explore donc les effets positifs des partenariats avec les pouvoirs publics sur les situations problématiques et sur les personnes engagées, tout en prêtant attention aux tensions induites par le rapport asymétrique entre les associations et les pouvoirs publics qui mettent en lumière les limites de l'autonomie des groupements.

L'analyse du rôle des politiques sociales dans le développement de la participation associative dans les quartiers populaires doit être mise en relation avec les transformations socio-économiques qui ont affectées depuis près de quatre décennies les classes populaires. Nous faisons alors l'hypothèse que l'essor de la participation associative dans les quartiers populaires urbains est lié aux processus de désindustrialisation et de désagrégation des communautés ouvrières autrefois structurées autour de l'usine, du syndicat et du parti. Autrement dit, le recours à la forme associative locale et autonome pour publiciser des problèmes liés à l'espace du quartier renverrait à une transformation des modes de sociabilité politique dans les quartiers populaires urbains. Le délitement des communautés ouvrières et de leur organisation socio-politique peut être considéré comme un processus de déliaison des classes populaires<sup>97</sup>. Face à l'effritement des conglomerats communistes et péronistes, et dans le cadre des processus de désindustrialisation, de ségrégation sociale et de paupérisation des classes populaires, les associations représenteraient une forme d'auto-organisation des habitants de quartiers populaires dans le but de s'entraider mutuellement et/ou de réclamer l'intervention des pouvoirs publics pour la résolution de problèmes sociaux. Engagées dans des processus de publicisation de problèmes sociaux, les organisations associatives peuvent alors s'institutionnaliser, ou du moins s'inscrire dans la durée, grâce aux ressources des politiques publiques dont elles constituent une cible. On peut ainsi considérer qu'il existe une relation circulaire entre la transformation des sociabilités politiques dans les anciennes communes ouvrières et le développement des politiques sociales territorialisées, ces deux

---

<sup>97</sup> Dans le cadre de la désindustrialisation et de la paupérisation, cette déliaison a tendance à produire de la désaffiliation (Castel, 1991 ; 1995). Le recours à la forme associative et aux ressources du territoire peuvent représenter une tendance contraire à celle de l'individualisation et de l'exclusion.

phénomènes participant des conditions de possibilité de la participation associative dans les quartiers populaires urbains.

Dans un second temps (chapitres cinq et six), l'analyse de la participation associative s'effectue en relation avec l'évolution des configurations politiques locales dans les territoires populaires. Nous testons alors l'hypothèse selon laquelle les transformations que connaissent le parti communiste et le parti péroniste à partir des années 1970 s'accompagnent d'une autonomisation des associations au sein des systèmes politiques locaux. Ce processus d'autonomisation des associations à l'égard des partis est mis en relation avec le changement dans les modèles d'engagement militant. Les formes d'engagement « distancié » ou « autonomiste », liées à des projets locaux et spécifiques correspondant à des situations problématiques vécues dans l'espace du quartier, se réaliseraient davantage dans les organisations associatives que dans les organisations politiques et syndicales. Ce changement dans les modes d'engagement renforcerait ainsi le rôle des associations dans les processus d'émergence et de résolution des problèmes publics.

### **II.3.3 Une démarche d'enquête ethnographique**

Ces trois grandes hypothèses de recherche sur la participation associative sont mises à l'épreuve à partir de l'enquête de terrain menée de 2008 à 2011 en périphérie de Paris (Gennevilliers) et en périphérie de Buenos Aires (Tres de Febrero). Comme nous l'avons indiqué plus haut, ces deux communes s'inscrivent dans l'histoire industrielle de ces deux aires métropolitaines et dans l'histoire politique des principaux partis des classes populaires, soit le parti communiste pour la France et le parti péroniste pour l'Argentine. Considérant la participation associative à l'échelle locale comme une activité politique située aux frontières des institutions officielles du pouvoir et potentiellement plus investie par les classes populaires que l'activité strictement partisane, nous avons mis en œuvre une démarche d'enquête ethnographique qui, comme l'indique Florence Weber en référence à l'« exigence politique » accolée à son métier d'ethnographe, permet d'« aller voir comment vivent ceux qui ne parlent pas assez fort pour couvrir le bruit que font les puissants » (2009, p.1). Si l'ethnographie est « une méthode d'enquête directe, fondée sur l'observation, l'entretien et l'analyse de cas » (*Ibid.*, p. 2), elle renvoie également à une « démarche d'enquête qui

s'appuie sur *une observation prolongée*<sup>98</sup>, continue ou fractionnée, d'un milieu, de situations ou d'activités, adossée à des savoir-faire qui comprennent l'accès au(x) terrain(s) (se faire accepter, gagner la confiance, trouver sa place, savoir en sortir...), la prise de notes la plus dense possible et la plus précise possible et/ou l'enregistrement audio ou vidéo de séquences d'activités *in situ* » (Cefaï, 2010, p. 7). L'idée de démarche d'enquête met en exergue l'implication directe de l'enquêteur sur son terrain et auprès de ses enquêtés, et fait de l'expérience vécue par le chercheur « le principal médium de l'enquête » (*Ibid.*). Nous allons donc expliciter ici la façon dont s'est déroulée l'enquête de terrain en se focalisant sur notre insertion dans les milieux militants, sur le choix des cas d'étude et sur notre rapport aux enquêtés. Outre que cet exercice de réflexivité permet au chercheur de prendre en considération certains biais et limites de l'analyse, il donne également au lecteur « le moyen de se faire un jugement sur le travail d'enquête et d'analyse » (Bizeul, 1998, p. 777). Toutefois, ce point sera relativement bref et principalement factuel, de manière à ce que l'auto-analyse du chercheur ne perde sa valeur heuristique en se complaisant dans la mise en lumière de soi.

Il existe diverses métaphores pour décrire les modes d'entrée et de circulation de l'enquêteur dans un milieu, telles celle de la « boule de neige » (Pollak, 2000), de la « filature » (Berger, 2009) ou de la « spirale » (Cefaï, 2010). Elles expriment à la fois la dispersion dans le temps et dans l'espace des données à prendre en compte (individus, groupes, situations, etc.) ainsi que la tentative de l'enquêteur de les atteindre et de les agréger dans un ordre logique. Bien sûr, le recueil de données n'est jamais exhaustif et l'enquêteur ne circule pas librement au sein du milieu étudié. De même, la situation d'enquête n'est pas neutre et les observations comme les entretiens sont conditionnés par la relation existante entre l'enquêteur et les enquêtés (Mauger, 1991). Quelles ont donc été nos entrées sur les terrains ? Quels intermédiaires nous ont permis de rencontrer des militants de Gennevilliers et de Tres de Febrero ? Comment la « boule de neige » s'est-elle formée au sein des milieux militants ? Comment les enquêtés ont-ils reçu ma demande d'enquête ? Pourquoi certains l'ont-ils acceptée et d'autres non ? Quelles sont les portes qui se sont ouvertes ou fermées ? Quels ajustements furent nécessaires pour rendre acceptable la situation d'enquête et gagner ma place d'observateur au sein des groupes ? Sans rentrer dans le détail, les réponses à ces questions permettent de rendre compte de la construction de l'échantillon et, partant, des biais et des limites de l'analyse.

---

<sup>98</sup> Souligné par l'auteur.

### II.3.3.1 L'enquête de terrain à Gennevilliers

La première entrée sur le terrain s'est effectuée à Gennevilliers à partir de 2008 dans un double cadre institutionnel. Non seulement l'enquête de terrain se rapportait à la thèse de doctorat, mais elle correspondait également à une recherche collective financée par la région Île-de-France au travers du programme Picri<sup>99</sup> et intitulée *Liens sociaux, pratiques des associations et action publique en Île-de-France, un monde en changement* (Bevort et al., 2010). Dans le cadre de cette recherche collective, je collaborais avec une chercheuse de mon laboratoire qui habitait et militait à Gennevilliers depuis plus de trente ans. Issue d'une famille ouvrière de Lorraine et maîtresse de conférences au Conservatoire nationale des arts et métiers (Cnam), cette personne réunissait la double appartenance au monde populaire et au monde universitaire facilitant mon insertion sur le terrain. Son engagement militant est avant tout féministe, elle n'a jamais occupé de charge politique et n'a pas non plus adhéré au parti communiste. Elle a été mon premier intermédiaire sur le terrain et m'a mis en contact avec la directrice d'une association de défense des femmes victimes de violence, avec une conseillère municipale active au sein du Collectif de soutien aux sans-papiers de Gennevilliers, avec une responsable de l'Université populaire des Hauts-de-Seine et avec la responsable de la direction de la vie associative de la municipalité. De fait, cette entrée a été structurante puisque l'analyse de l'Université populaire a été retenue, ainsi qu'une association de femmes gérant plusieurs haltes-garderies sur la commune.

Néanmoins, au fur et à mesure des contacts et des entretiens, je me suis en quelque sorte émancipé de mon intermédiaire en mettant en avant le cadre institutionnel de ma thèse de doctorat et en suivant le fil des relations des personnes rencontrées qui devenaient alors de nouveaux intermédiaires. Ainsi, après avoir observé trois réunions du collectif de soutien aux sans-papiers et réalisé quatre entretiens avec ses principaux militants, ce possible cas d'étude associatif devenait davantage une source d'informations sur la sociabilité militante gennevilloise et sur l'intrication des liens entre l'associatif et le politique<sup>100</sup>. De même, mon

---

<sup>99</sup> Les Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation (Picri) sont des projets de recherche d'une durée de trois ans dont le comité de pilotage est composé de chercheurs académiques et de membres d'organisations de la société civile.

<sup>100</sup> Ce collectif rassemblait des militants provenant du milieu féministe, du milieu communiste, du milieu socialiste ou encore du milieu catholique. Le lien avec les élus municipaux, bien que peu apparent, était au moins aussi fort que celui avec les sans-papiers : collectif créé à l'initiative d'un élu communiste, cérémonies

passage dans des associations de femmes de Gennevilliers<sup>101</sup> a débouché sur l'analyse de l'organisation dont mon premier intermédiaire était le plus éloigné. Les entretiens avec des militants associatifs, des élus politiques et des agents municipaux ainsi que les observations de réunions associatives et de manifestations politiques et culturelles à l'initiative de la mairie m'ont progressivement familiarisé avec le milieu militant de Gennevilliers. L'accumulation de récits sur l'histoire locale, couplée à l'analyse des archives municipales sur la vie associative et à la lecture d'enquêtes scientifiques produites sur Gennevilliers (Biland, 2006 ; Dupuy, 2003, 2006, 2009 ; Masclet, 2001, 2003, 2005), m'ont également permis de mieux comprendre la configuration politique locale et les transformations socio-politiques des trois dernières décennies.

Après une année de travail de terrain dédiée à multiplier les points de vue en circulant dans différents groupes et selon différentes échelles (Cefaï *et al.*, 2012, p. 26-27), le choix des cas d'étude s'est porté sur une association liée au milieu féministe et sur une association liée au milieu communiste. D'autres possibilités s'offraient à nous, mais certaines menaient à des impasses. Ainsi, l'Association des travailleurs maghrébins de France<sup>102</sup>, dont nous avons rencontré un des responsables au travers du collectif de soutien aux sans-papiers, traversait une crise financière qui compromettait son étude. L'association n'avait plus de local, ses militants n'y étaient plus salariés et l'existence de conflits internes fermait la porte à toute intrusion extérieure. De même, l'association Droit au toit qui se mobilise contre le mal-logement n'a pas donné suite à mes relances, malgré la réalisation d'un entretien avec une de

---

symboliques de parrainage de sans-papiers par le maire et les conseillers municipaux, rédaction de courriers de la part du maire à l'adresse de la préfecture pour dénoncer des pratiques jugées inhumaines, etc.

<sup>101</sup> Dans la continuité du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, une maison des femmes voit le jour à la fin des années 1970 à Gennevilliers. Quelques années après, et grâce au soutien de cette maison des femmes, une halte-garderie associative est montée par un autre groupe de femmes. De la collaboration entre ces deux associations naît une troisième dont l'objectif est de devenir un centre de formation professionnelle. Dans les années 1990, des militantes de la maison des femmes créent une association dédiée à la lutte contre les violences conjugales. Puis, dans les années 2000, ces mêmes militantes collaborent avec des « femmes relais », généralement originaires d'Afrique, cherchant à assurer une médiation entre les populations des quartiers populaires et les administrations publiques du secteur sanitaire et social.

<sup>102</sup> Cette association est active dans la défense des droits des travailleurs maghrébins, non seulement au niveau proprement dit du travail en entreprise, mais aussi au niveau du logement (présence de foyers de travailleurs), de la santé et de la retraite.

ses responsables<sup>103</sup>. Au sein du réseau des organisations de femmes, l'association « historique » qui avait fondé la Maison des femmes venait de fermer ses portes suite au non renouvellement de subventions publiques. Ma condition masculine rendait également difficile l'enquête auprès de l'association de défense des femmes victimes de violence conjugale.

C'est donc autant par choix que par défaut que la halte-garderie s'est constituée en cas d'étude. Néanmoins, elle remplissait les trois principaux critères formulés en fonction de la problématique. D'une part, l'association avait participé dès les années 1980 à la publicisation du problème de l'accueil collectif des enfants de moins de six ans et de l'insertion sociale et professionnelle des « mères de famille ». D'autre part, elle n'était pas liée au milieu communiste et son développement s'était effectué grâce à des subventions publiques émanant des politiques sociales nationales. S'il a été possible de réaliser des entretiens et des observations dans cette association, c'est aussi parce que les enquêtées ont perçu un bénéfice possible dans l'étude de leur structure. En effet, en 2010, l'association craignait pour sa survie en raison d'un déficit budgétaire et d'une menace de perte de leur agrément de centre d'accueil de la petite enfance par les administrations publiques compétentes. Les militantes de l'association estimaient qu'un rapport d'étude (favorable) sur leur structure pourrait être un élément utile dans les négociations avec les bailleurs publics. Finalement, l'association est parvenue à maintenir son activité et je n'ai pas été sollicitée pour l'envoi d'un rapport et l'organisation d'une restitution orale des résultats.

Le choix de l'Université populaire s'est lui confirmé assez tôt, lorsque les entretiens et les observations de réunion ont mis en lumière l'importance des « ex-communistes » dans l'association. Ce cas pouvait alors permettre de retracer les évolutions du monde communiste à partir de trajectoires individuelles et de questionner la transformation des engagements sous l'angle de la reconversion militante. Le problème social publicisé au travers de cette association est celui de l'accès aux savoirs critiques considérés comme nécessaires à la formation d'une citoyenneté pleine et entière, auprès d'une population de travailleurs n'ayant pas ou plus de lien avec le système de l'enseignement supérieur. Outre le fait d'être entré dans cette association par l'intermédiaire de ma collègue du Cnam, le partage d'un « goût » pour les savoirs a permis de réduire la distance sociale avec les membres les moins diplômés de

---

<sup>103</sup> Cette responsable associative estimait que les autres membres étaient trop affectés par des conflits récents avec la municipalité pour pouvoir réaliser des entretiens sur leur trajectoire et leur engagement.

l'association<sup>104</sup>, tandis qu'une relation équilibrée se nouait avec les philosophes et les historiens. Probablement, mais je n'ai sur cela aucun élément tangible, le fait d'être jeune a facilité mon acceptation dans le groupe car l'association peine à toucher cette part de la population alors qu'elle est une cible prioritaire.

Parallèlement à ces études de cas, nous avons continué d'investiguer du côté du pouvoir municipal tant il apparaissait comme le foyer principal de l'action politique locale au niveau de la ville et des quartiers. La municipalité dispose en effet de nombreuses ramifications au sein du territoire grâce à l'action des élus, des militants politiques et des agents municipaux. Pendant trois semaines, nous avons suivi le quotidien d'une équipe d'un service municipal territorialisé dénommé « antenne de quartier ». En lien direct avec le maire-adjoint référent sur le quartier et la direction de la vie citoyenne de l'administration municipale, un responsable de la structure et quelques agents de développement ont pour mission d'animer la vie locale au travers de la tenue de manifestations culturelles et de l'organisation de conseils de quartier. Si l'accord du responsable de la direction de la vie citoyenne dont dépendent les antennes de quartier a été difficile à obtenir, les échanges avec les agents de développement n'ont en revanche rencontré aucune difficulté et certains ont même fortement critiqué la politique municipale jugée trop descendante.

### **II.3.3.2 L'enquête de terrain à Tres de Febrero**

Si l'enquête de terrain a pu s'étaler de 2008 à 2011 à Gennevilliers, elle s'est effectuée à Tres de Febrero de manière plus concentrée lors d'un premier séjour de six mois en 2009 et d'un second de trois mois en 2010. L'entrée dans le milieu militant de Tres de Febrero s'est réalisée suite à un « coup à trois bandes ». Un collègue doctorant argentin rencontré à Paris et travaillant sur un objet similaire a permis non seulement mon accueil dans un centre de recherche à Buenos Aires, mais il m'a également donné le contact d'un militant avec qui il avait collaboré dans le passé au sein de la municipalité de Tres de Febrero. La rencontre avec ce militant vivant dans un autre district du *conurbano* a été d'une grande richesse puisqu'il m'a fait part de sa longue trajectoire, notamment de son désengagement du parti communiste après plus de 50 ans de militantisme et du traumatisme qu'il avait alors ressenti. Je retrouvais

---

<sup>104</sup> Le fait d'avoir suivi un cycle de cours m'a permis d'occuper une position similaire aux enquêtés les moins diplômés, ce qui a pu réduire également la distance sociale.



donc immédiatement une similarité entre les deux terrains, ce qui confirmait les hypothèses et encourageait le travail comparatif. Cette personne a également joué le rôle d'intermédiaire pour me mettre en relation avec des militants péronistes de Tres de Febrero. L'enquête de terrain a alors débuté au sein d'un service municipal chargé de réaliser des activités culturelles et éducatives en partenariat avec des organisations territoriales : la Direction d'action communautaire. Pendant trois semaines, j'ai partagé le quotidien des trois employés municipaux de ce service (également militants péronistes) et j'ai accompagné le groupe chargé de la diffusion des droits de l'enfant dans quelques-unes de leurs interventions dans les écoles du district. La mise en contact par un de leur camarade<sup>105</sup> a facilité mon insertion dans le groupe, mais je n'ai gagné véritablement leur confiance et leur sympathie que le jour où j'ai chanté *La marseillaise* tandis qu'ils m'apprenaient *La marche péroniste*. De manière imprévue, l'intérêt de l'analyse de ce service municipal et des trajectoires de ses membres n'a pas véritablement consisté dans les pratiques mises en œuvre dans les quartiers et dans les liens avec les associations. En fait, ce service était mis en sommeil en raison d'un conflit entre la directrice et le maire, et son activité était fortement réduite. La dimension autoritaire du maire de Tres de Febrero, qui se sera évoquée dans tous les autres espaces militants étudiés, et le rapport de force entre les différentes orientations politiques du péronisme au niveau de Tres de Febrero sont les éléments principaux qui ressortent de cette première insertion dans le milieu militant de ce territoire.

Afin de poursuivre l'enquête et de m'approcher des organisations associatives, la directrice du service d'action communautaire m'a mis en relation avec un autre service municipal dont la fonction est de tenir le registre des organisations dites sociales et d'aider à leur création. Trois agents municipaux m'ont accueilli dans ce service, transmis le fichier des associations existantes sur le territoire, accordé des entretiens et orienté vers des associations susceptibles de correspondre à mon enquête<sup>106</sup>. Là encore, le mode d'entrée sur le terrain est assez structurant puisqu'une des trois associations suggérées par ces personnes est devenue un

---

<sup>105</sup> Si mon intermédiaire était un militant communiste, il m'a expliqué avoir toujours cherché à collaborer avec les péronistes. Les liens d'amitié et de compagnonnage avec ces militants péronistes confirment ses dires.

<sup>106</sup> La différence d'échelle entre les communes de Gennevilliers (41 400 habitants et 11,6 km<sup>2</sup> de superficie) et de Tres de Febrero (340 071 habitants et 43 km<sup>2</sup> de superficie) se fait ici sentir. S'il était possible de traverser à pied l'ensemble de la commune de Gennevilliers, je ne suis pas parvenu à parcourir tous les quartiers de Tres de Febrero. De même, alors que la municipalité de Gennevilliers recense une centaine d'associations, celle de Tres de Febrero en compte 419.

cas d'étude de la thèse<sup>107</sup>. Celle-ci m'a été présentée comme une association de jeunes habitants du district cherchant à lutter contre la dégradation de l'espace urbain en réalisant des peintures murales dans les différents quartiers de la ville. Une des membres de la Direction des relations institutionnelles nous a mis directement en lien avec le responsable de cette association qui s'est avéré être également un conseiller municipal et un militant péroniste. Les autres responsables de cette association étaient également des militants politiques, ils n'occupaient aucune charge électorale mais appartenaient à la même branche politique du parti péroniste local. Durant les quatre mois restant de mon premier séjour et les trois mois de mon second séjour, à raison de deux à trois rencontres par semaine, j'ai suivi l'activité de ces jeunes militants afin de comprendre pourquoi et comment ils généraient des actions collectives dans les quartiers en empruntant la forme associative et non partisane. Outre la réalisation d'une centaine de peintures murales dans l'espace urbain, ces militants avaient également initié la création d'un dispensaire à proximité d'un bidonville (*villa miseria*), d'un centre culturel, d'une association étudiante<sup>108</sup>, de deux amicales gérant une place publique, d'un potager communautaire et d'une bibliothèque populaire dans un des quartiers les plus pauvres de la ville. L'analyse de leurs pratiques et de leurs trajectoires permettait de questionner la transformation des engagements militants et celle du parti péroniste. En enquêtant plus particulièrement auprès du centre culturel et d'une amicale de place publique, le travail de terrain mettait à l'épreuve l'hypothèse de l'autonomie de ces associations à l'égard de l'organisation politique à laquelle appartenaient ces jeunes militants. Parallèlement à l'analyse de l'activité associative de ces militants péronistes, nous avons investigué leur activité au sein du système politique dans le but de mieux comprendre les rouages du pouvoir municipal et d'appréhender la configuration politique locale. Si nous n'avons pas croisé d'enquêtes scientifiques sur ce territoire en particulier, les résultats de travaux historiques et sociologiques sur la politique au niveau de la province de Buenos Aires et du *conurbano* ont fourni un cadre d'étude plus général pour notre cas (Auyero, 2001 ; Kessler, Svampa, Gonzalez Bombal, 2010 ; Levitsky, 2005 ; Merklen, 2009 ; Ollier, 2010 ; Svampa, 2008 ; Svampa, Perreyra, 2003).

Les relations avec ces enquêtés, tant les militants péronistes que les autres membres associatifs non liés à des partis politiques, ont tôt pris la forme d'une sympathie mutuelle. La

---

<sup>107</sup> Les responsables des deux autres associations sont également rencontrés, mais l'étude n'y est pas prolongée car leur action s'effectue en dehors du district, dans des communes rurales de la province de Buenos Aires.

<sup>108</sup> Il existe une université nationale à Tres de Febrero où un des jeunes militants terminaient ces études.

continuité du travail de terrain conduisait notamment au partage de moments de convivialité autour d'un maté, d'un café, d'un verre d'alcool ou d'un barbecue. Les entretiens individuels centrés sur les trajectoires sociales et militantes amenaient des confidences plus personnelles, qui en retour me conduisaient à raconter une part de ma propre vie personnelle. Le fait d'être fiancé à une femme argentine, de connaître d'autres régions de leur pays et de manier certaines expressions argotiques a contribué à réduire la distance avec les enquêtés. Paradoxalement, j'ai ressenti une altérité plus importante lors de l'enquête à Gennevilliers que lors du travail de terrain à Tres de Febrero. Probablement parce que la distance culturelle qui me séparait des enquêtés occultait, sans la faire disparaître, la distance sociale. Néanmoins, l'acceptation de la situation d'enquête par ces acteurs associatifs et/ou politiques renvoie également aux bénéfices qu'ils en tiraient, notamment au niveau symbolique. À de nombreuses reprises, les enquêtés me présentaient à des proches, à des collègues, voire à des concurrents politiques, en insistant sur mon identité de français et sur l'intérêt que je portais à leur personne comme à leur activité. L'image positive, voire prestigieuse, de la France<sup>109</sup> était ainsi mobilisée à travers moi afin de rejaillir sur les enquêtés eux-mêmes.

La circulation dans ces réseaux associatifs et politiques a occupé une grande part du travail de terrain en Argentine. Toutefois, si cela servait l'analyse des transformations des engagements militants et du parti péroniste, un autre cas d'étude lié aux politiques sociales territorialisées était à rechercher. L'expérience des mobilisations de chômeurs, le mouvement *piquetero*, exerçait un fort attrait et il s'avérait pertinent de suivre le fil de ces mobilisations après le « retour à la normale » de la vie politique (Svampa, 2006). Contrairement à d'autres districts du *conurbano*, la ville de Tres de Febrero n'a pas été le théâtre de grandes mobilisations *piqueteras* au tournant du siècle. Néanmoins, par l'insertion dans des espaces associatifs, partisans et municipaux, ou par la simple déambulation dans les quartiers, j'avais pu remarquer la présence de quelques organisations *piqueteras* telles *Polo Obrero*, *Barrios de pie* et *Movimiento Evita*<sup>110</sup>. Un des jeunes militants péronistes a alors servi d'intermédiaire

---

<sup>109</sup> Certains plaçaient la France dans une position supérieure à l'Argentine en évoquant le premier et le tiers monde. D'autres faisaient référence à la Révolution française et à Mai 68 comme des moments d'histoire universelle dont ils se sentaient partie. Les relations belliqueuses que la France a entretenues avec l'Angleterre en faisant un allié de l'Argentine en pleine réactivation du conflit des îles Malouines. De manière plus générale, Paris et la France étaient associés au « bon goût » et au raffinement culturel. On ne manquait pas de me demander de prononcer quelques phrases en français ou de décrire certains monuments parisiens.

<sup>110</sup> Littéralement : Pôle ouvrier, Quartiers debout et Mouvement Evita. Nous reviendrons dans le quatrième chapitre sur l'analyse du mouvement *piquetero*.

pour que je rencontre les responsables locaux du *Movimiento Evita*. L'analyse de ce groupement, allié du gouvernement national et du couple présidentiel Kirchner, s'est avérée féconde puisqu'il participait à la mise en œuvre d'une politique sociale (*Argentina trabaja*) visant à créer des coopératives de travail en ciblant les quartiers populaires et les personnes les plus éloignées du marché du travail. Cependant, après une rencontre au domicile de la référente locale du mouvement – qui leur servait de local – et la réalisation d'entretiens avec quatre militants, ce groupement a cessé de répondre à mes sollicitations, notamment au sujet de rencontres avec les travailleurs des coopératives. Sans que les membres du *Movimiento Evita* ne refusent explicitement de fixer des rendez-vous pour m'accompagner sur les lieux de travail de ces coopératives, les rendez-vous ont systématiquement été repoussés jusqu'à ce que la relation s'étiolle et que mon départ coupe toute possibilité de rencontre. Malgré une relative faiblesse des informations de première main<sup>111</sup>, compensée en partie par deux observations fortuites de ces coopératives lors d'un chantier de pavement de trottoirs, par la lecture d'articles de presse sur cette organisation et par la prise en compte de travaux sociologiques sur des organisations du même type (Merklen, 2006 ; Perez, Natalucci, 2012 ; Rodriguez Blanco, 2011), nous avons décidé de conserver ce cas d'étude pour la thèse afin de traiter à la fois du devenir d'une partie du mouvement *piquetero* et de l'influence des politiques sociales territorialisées. Il est difficile de comprendre pourquoi ce terrain s'est refermé puisqu'aucune raison n'a été avancée par les protagonistes et que nous n'avons perçu aucun signe de défiance à notre rencontre. Nous remarquons néanmoins que, comme à Gennevilliers au sujet des mal-logés et des femmes victimes de violence, c'est au cours de l'approche vers des personnes en situation de grande vulnérabilité que le terrain s'est dérobé. Soit parce que la distance sociale entre l'enquêteur et les enquêtés étaient trop importante et que nous n'avons pas su la réduire, soit parce que les responsables associatifs ont eux-mêmes souhaité que je n'ai pas accès directement à la parole de celles et ceux pour qui ils se mobilisent et dont ils ne partagent pas, ou plus, les mêmes conditions.

Sur l'ensemble des deux terrains, la démarche ethnographique dans les milieux militants s'est donc concrétisée par la rencontre de 20 associations (7 à Gennevilliers et 13 à Tres de Febrero) et de 9 services municipaux (4 à Gennevilliers et 5 à Tres de Febrero)<sup>112</sup>, ainsi que

---

<sup>111</sup> Les entretiens réalisés étaient toutefois riches d'informations, notamment sur les liens avec la politique locale et nationale.

<sup>112</sup> Seuls les services municipaux et associations directement liés à la problématique ont été évoqués au cours de ce point sur la démarche d'enquête. D'autres comme le service des archives municipales de Gennevilliers ou le

par la réalisation de 79 entretiens semi-directifs centrés sur la trajectoire, l'engagement et la pratique des acteurs (36 à Gennevilliers et 43 à Tres de Febrero). Il nous est impossible de quantifier le nombre d'observations réalisées étant donné la nature du travail de terrain et le suivi de certains acteurs parfois pendant des journées entières, mais précisons que celles-ci ont toujours été non participantes. De même, si certaines observations concernaient des « rassemblements orientés » (Cefaï, 2007) tels les assemblées générales ou les conseils d'administration d'association, les informations les plus précieuses ont été recueillies par le biais de l'informel. Soit au cours de discussions en marge des observations et des entretiens, soit au cours d'observations de situations imprévues. Enfin, hormis le *Movimiento Evita*, les trois autres associations étudiées nous ont ouvert l'accès à leurs propres archives ou nous ont transmis des documents en lien avec leur histoire et leur activité (rapports d'activité, articles de journaux, photos, lettres de revendication, dépliants, flyers, etc.). En lien avec les axes et les hypothèses de la recherche, les quatre cas d'études ont été choisis de manière à rendre compte dans une perspective comparative des liens entre la participation associative et les politiques sociales d'une part, et des liens entre la participation associative et les transformations du militantisme et des configurations politiques d'autre part.

---

service de la statistique de la municipalité de Tres de Febrero ont fourni des informations sur le territoire sans nécessairement permettre d'avancer dans l'analyse des réseaux associatifs et politiques.

## Deuxième partie

# La participation associative et les politiques sociales territorialisées



*« La nouvelle usine, c'est le quartier »*

Slogan de la Centrale des travailleurs argentins

*« Aujourd'hui, les organisations sociales ont remplacé les syndicats »*

Naum Poliszuk, ancien ouvrier syndicaliste et responsable du Parti communiste argentin

*« Le plan de cohésion sociale regroupe cinq axes qui ont été définis par la ville et validés par le conseil général et l'État. Il y a un axe éducation, un axe prévention, un axe santé, un axe citoyenneté et un axe insertion par l'économique. Du coup, on balaye tous les champs associatifs et on finance des associations qui vont faire aussi bien un atelier hip-hop que de l'insertion, du sport ou un atelier santé »*

Sandra Langlois, Responsable de la direction de la vie associative, Municipalité de Gennevilliers

Depuis les années 1970, le processus de désindustrialisation et la fragilisation de la société salariale ont entraîné d'importantes transformations dans les quartiers populaires situés en périphérie de Paris et de Buenos Aires. Les fermetures d'usines et les pertes d'emplois industriels modifient la géographie et la démographie des communes ouvrières, tandis que l'influence des syndicats de travailleurs se réduit. Les processus de paupérisation des classes populaires et de ségrégation socio-spatiale font émerger une nouvelle question sociale qui se cristallise notamment au niveau des quartiers populaires. Dans ce contexte, les États français et argentin mettent en œuvre des politiques sociales focalisées sur les quartiers populaires et leur population. Une partie des ressources de ces politiques sociales est alors destinée à des associations agissant au sein de ces territoires.

Dans les deux chapitres qui suivent, nous proposons une analyse de la participation associative qui prend en considération la transformation des quartiers populaires de Gennevilliers et de Tres de Febrero en les insérant dans l'histoire plus générale des banlieues



industrielles de Paris et de Buenos Aires. Cette perspective permet de relier le développement des mobilisations associatives dans les quartiers populaires au délitement concomitant des communautés ouvrières structurées autour de l'usine, du syndicat et du parti. L'essor de la participation associative dans les quartiers populaires est ainsi mis en relation avec la modification des formes d'action politique des classes populaires. Cette modification correspond à la fois à une distanciation progressive à l'égard des syndicats et des partis traditionnellement liés à la classe des travailleurs, et à une croissance des interactions entre les administrations publiques et les organisations associatives agissant dans les quartiers populaires.

Il ressort de l'analyse que la participation associative dans les quartiers populaires est traversée par une tension entre une *logique d'action collective* des habitants qui permet la publicisation de problèmes vécus dans l'espace du quartier et une *logique d'institutionnalisation* qui permet la résolution (partielle) de ces mêmes problèmes grâce aux ressources des politiques publiques territorialisées. Les chapitres III et IV mettent en lumière les articulations de cette nouvelle configuration politique au niveau de chaque cas national. Les études de cas d'associations liées à l'insertion des femmes à Gennevilliers et à celle des travailleurs sans emploi à Tres de Febrero illustrent les tensions générées par cette institutionnalisation des mobilisations populaires.

## **Chapitre III - Participation associative et politiques sociales en France**

### ***Introduction***

Les quartiers populaires urbains qui cristallisent aujourd'hui le problème des « banlieues » peuvent être rattachés à l'histoire des communes ouvrières. L'analyse de la participation associative dans ces territoires nécessite alors la prise en compte des transformations des configurations politiques locales. Nous faisons en effet l'hypothèse que l'essor de la participation associative dans les quartiers populaires urbains est lié aux processus de désindustrialisation et de désagrégation des communautés ouvrières autrefois structurées autour de l'usine, du syndicat et du parti. Cette hypothèse fait référence aux territoires au sein desquels le parti communiste s'est implanté. Une des caractéristiques des municipalités communistes correspond en effet à l'entremêlement de la sociabilité locale et de l'organisation politique. La désagrégation de cette organisation socio-politique apparaît comme une condition nécessaire à l'émergence d'organisations associatives autonomes dont l'activité est centrée sur des problèmes locaux. Nous faisons également l'hypothèse que l'émergence de ces associations locales et autonomes est conditionnée par l'intervention de l'État au travers de politiques publiques territorialisées. Rangées parmi les organisations satellites du parti au sein du système communiste, les associations des quartiers populaires seraient aujourd'hui ciblées par les pouvoirs publics pour participer à la définition et à la résolution des problèmes sociaux au niveau du territoire. Autrement dit, la désagrégation du communisme municipal et le développement de politiques publiques territorialisées dessinent une nouvelle configuration politique favorable à la participation associative dans les quartiers populaires. On s'interroge néanmoins sur l'autonomie des associations au sein de cette nouvelle configuration. Quels sont les acteurs à l'origine de ces associations ? Dans quelle mesure se font-elles l'écho de revendications des habitants ? Permettent-elles l'émergence de problèmes sociaux au sein de l'espace public local ? Mettent-elles en lumière des formes d'auto-organisation des habitants ? Quelles sont les relations qu'elles entretiennent avec les pouvoirs publics ? De quelle manière les institutions publiques influent-elles sur l'activité et le fonctionnement des associations ?

Afin de répondre à ces questions, le chapitre est structuré en deux parties. Dans un premier temps, nous revenons sur la transformation des communes ouvrières en retraçant succinctement l'histoire du communisme municipal, le renversement du symbole des grands ensembles et l'émergence de la politique de la ville. Dans un second temps, l'analyse est approfondie par l'étude d'une association de femmes dont le projet est l'insertion sociale et professionnelle des mères de famille au travers de l'accueil des jeunes enfants. L'étude articule la genèse du collectif, sa formalisation grâce au dispositif public de Développement social des quartiers, la relation partenariale de l'association avec les institutions publiques et les conséquences de ce partenariat sur l'autonomie de l'association.

### ***III.1 Transformations des communes ouvrières en France***

#### **III.1.1 Essor et déclin du communisme municipal**

À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement industriel se réalise notamment par l'installation des grandes usines dans la périphérie des grandes villes. À l'image de nombreuses bourgades franciliennes, Gennevilliers demeure donc jusqu'en 1850 une commune rurale à la population stable (autour de 1 000 habitants). Dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, l'activité économique de cette commune reste encore partagée entre l'agriculture et l'industrie. Grâce à l'épandage des eaux d'égout de Paris qui fertilisent les plaines gennevilloises, une importante culture maraîchère se développe à Gennevilliers et permet le maintien d'une main d'œuvre agricole. Néanmoins, l'installation progressive d'usines, d'ateliers, de hangars et d'entrepôts transforme la commune en une véritable terre d'industrie (Laffitte, 1970). De manière générale, les faubourgs industriels qui émergent au tournant du siècle se constituent en marge des grandes politiques d'urbanisme et sont le lieu d'ajustements privés défavorables aux populations qui s'y installent. La période de l'entre-deux guerres est ainsi marquée par la figure du « mal-loti », ce travailleur modeste qui peuple les nouvelles zones pavillonnaires dépourvues d'équipements collectifs tels que la voirie et l'éclairage public (Fourcaut, 1986, p. 19-26). Les conditions de travail s'avèrent également moins favorables dans les banlieues industrielles où « les salaires sont plus bas qu'à Paris, la discipline plus rude, la taylorisation plus précoce que dans les ateliers parisiens ou lyonnais » (Fourcaut, 2007, p. 8).

La prise en compte de ces difficultés conduit aux premiers succès électoraux des communistes dans les années 1920. L'implantation du parti communiste français (PCF) dans la banlieue industrielle s'affirme au cours des années 1930, grâce également à la coalition nationale du Front populaire. Lors des élections municipales de 1935, le nombre de mairies dirigées par un groupe communiste passe ainsi de 150 à 297 au niveau national et de 9 à 26 dans le département de la Seine qui compte alors 80 communes (Courtois, Lazar, 1995, p. 125). À Gennevilliers, où la population approche alors les 30 000 habitants, le premier maire communiste est également élu en 1935. La « banlieue rouge » se constitue autour de Paris et le communisme municipal pose son empreinte sur les banlieues populaires. L'hégémonie qu'y exerce le PCF des années 1930 au début des années 1980 s'explique par la politisation de la classe ouvrière et l'attrait du socialisme révolutionnaire durant cette période, mais aussi par les effets concrets de la gestion municipale sur les conditions de vie des habitants. Le communisme municipal s'est ainsi traduit par la création de bains-douches, de centres de santé, de centres culturels et d'écoles, ainsi que par la promotion du tourisme social et l'organisation de colonies de vacances. L'amélioration de la voirie et la rénovation du parc immobilier ont également contribué à transformer les faubourgs industriels en de « véritables villes » populaires (Fourcaut, 1986, p. 163-193). Sans idéalisme, on peut considérer avec Masclet que « ces municipalités furent des lieux de promotion sociale et culturelle des classes populaires. Elles ont contribué à la dignité de la classe ouvrière qui s'est ainsi consolidée localement à travers ce travail politique de valorisation du groupe » (2003, p. 20-21).

Si le terme de « banlieue rouge » renvoie à la prise du pouvoir municipal par des élus communistes, il correspond également à une forme de sociabilité locale définie par la proximité entre le travail et l'habitat, entre l'usine et le quartier. François Dubet et Didier Lapeyronie conçoivent ainsi les banlieues rouges comme un « système social articulant fortement trois logiques de l'action : une logique communautaire construite autour d'une culture populaire, une logique de conscience de classe et, enfin, une logique de participation sociale constituée autour des partis, des syndicats et des associations » (1992, p. 49-50). À partir du cas de Bobigny, Annie Fourcaut a souligné la dépendance politique des associations à l'égard du parti communiste et le rôle qu'elles jouaient dans l'encadrement de la sociabilité locale. « Le maire, les élus, les militants communistes sont, grâce à la multiplicité des associations et à la diversité de leurs manifestations, omniprésents dans la vie locale : ils président les fêtes, les bals, les défilés, sont en contact avec tous les secteurs de la population par le biais des associations spécialisées, ils apparaissent comme les ordonnateurs de tous les

divertissements. Leur rôle cesse alors d'être perçu comme exclusivement politique, et l'adhésion aux idées qu'ils propagent devient le corollaire massivement partagé de la participation à la vie de relations de la commune » (1986, p. 159-160). À Gennevilliers, les associations jouent également ce rôle d'« organisations de masse » et de « courroies de transmission » au service de la révolution jusqu'aux années 1960 (Dupuy, 2003, p. 255-257).

Ce système social est déstabilisé à partir des années 1970 en raison notamment du processus de désindustrialisation<sup>113</sup>. Si l'Île-de-France reste la première région industrielle du pays, elle connaît une perte de près d'un million d'emplois dans le secteur secondaire entre 1975 et 2002 (Subra, 2004, p. 21). Les pertes d'emplois industriels se conjuguent aux délocalisations des usines en lointaine périphérie, rompant ainsi le lien de proximité qui existait entre le travail et l'habitat. De nombreux sites industriels sont aujourd'hui occupés par des entreprises de services ou sont totalement rénovés pour laisser place à de nouveaux quartiers où s'installent de manière croissante des membres de la classe moyenne. À Gennevilliers, la fermeture progressive des usines automobiles Chausson durant les années 1990 et leur démolition en 2007 symbolisent cette transformation des villes communistes. Ces usines occupaient en effet une place centrale dans l'espace urbain (Photo 5) et étaient le lieu d'une forte implantation des cellules communistes et de la CGT (Massera, Grason, 2004). Elles sont aujourd'hui remplacées par un projet d'éco-quartier (Photo 6) et par de petits complexes immobiliers (Photo 7).

L'évolution de la population active illustre également la transformation des villes communistes. À Gennevilliers, alors que les ouvriers représentaient près des deux tiers de la population active en 1962, ils n'en représentent plus que le quart en 2009 (Tableau 5). Durant la même période, la catégorie des employés a doublé (de 18,5 % à 37,4 %) et celle des professions intermédiaires a augmenté de 8,4 % à 23 %. La catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures reste minoritaire, mais elle passe de 1,5 % à 8,8 %. Nous verrons dans le cinquième chapitre quelles stratégies politiques les dirigeants communistes ont mis en œuvre pour renouveler les formes de mobilisation locale et conserver leur assise électorale. Il importe ici de prendre en compte les effets du processus de désindustrialisation sur l'organisation socio-politique que constituait le communisme municipal. On peut en effet considérer que « le patrimoine commun du groupe ouvrier, constitué autour du quartier, de l'usine et des organisations politiques s'est désagrégé » (Bacqué, Fol, 1997, p. 17).

---

<sup>113</sup> Les facteurs liés directement à l'évolution du PCF sont analysés dans le cinquième chapitre.

Tableau 5 – Répartition de la population active (en %) selon la Profession et catégorie sociale (PCS) à Gennevilliers en 1962, 1982, 1999 et 2009 (INSEE, RP).

PCS	1962	1982	1999	2009
Agriculteurs	0,4	-	-	-
Ouvriers	65,3	43,6	32,4	25,2
Employés	18,5	33	36,4	37,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	5,8	3,1	3,8	3,7
Professions intermédiaires	8,4	14,5	19,1	23
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1,5	4	5,1	8,8

Photo 5 – Vue aérienne des usines Chausson, non datée. Le quartier des Grésillons se trouve en haut à gauche de l'image, entre la Seine et les usines.

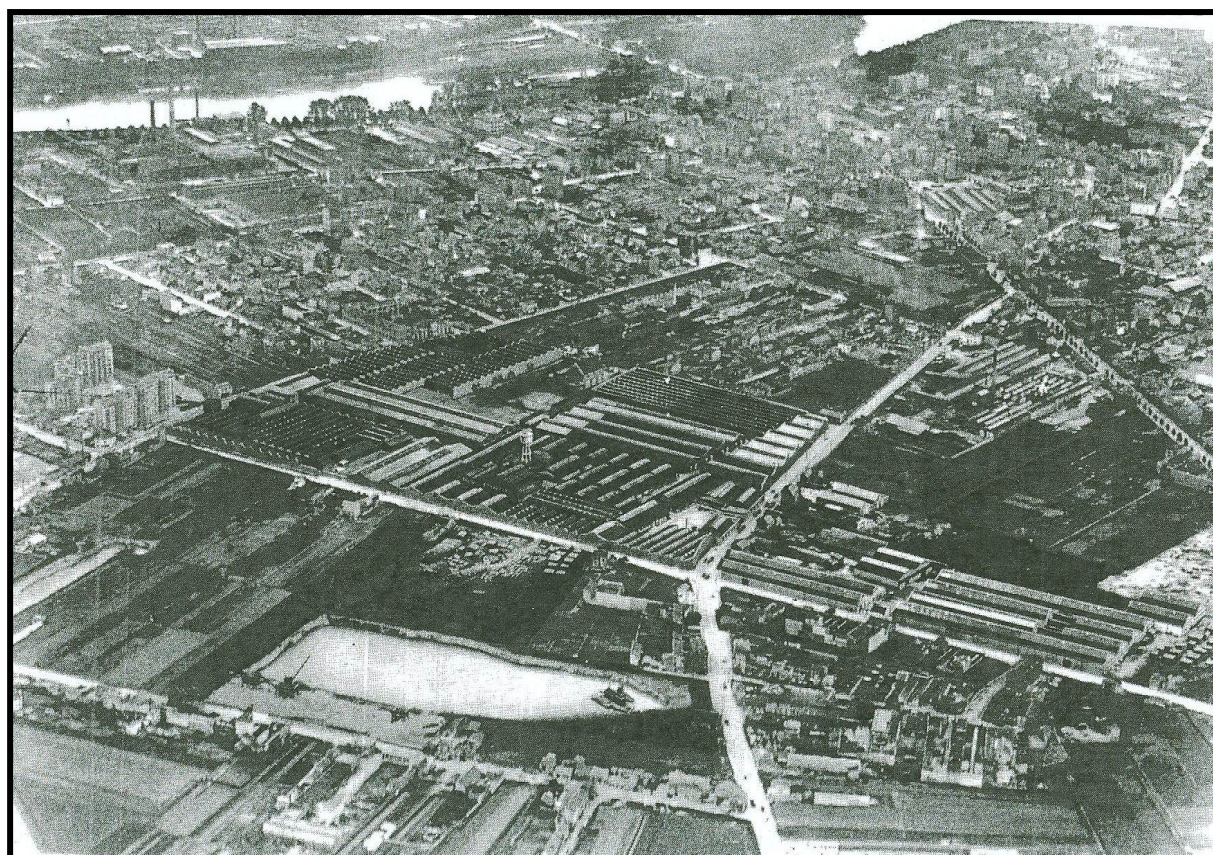


Photo 6 – Ancien site principal des usines Chausson et lieu du futur éco-quartier, 2012.



Photo 7 – Nouveaux logements sur une partie de l'ancien site des usines Chausson, 2009.



### III.1.2 Les grands ensembles : du modernisme à la ségrégation

Le système social des banlieues rouges est également déstabilisé par la transformation des grands ensembles qui ont représenté un temps le fleuron du communisme municipal. Bâties entre les années 1950 et 1970, les grands ensembles constituent un des moyens privilégiés par l'État pour faire face à la croissance urbaine, pour résorber les logements insalubres et les bidonvilles, et pour loger la main d'œuvre étrangère et les rapatriés des anciennes colonies (Avenel, 2010, p. 25). Selon Fourcaut, « de 1946 à 1975, le parc immobilier français passe de 12,7 millions de logements à 21 millions. Pour ces 8,3 millions de logements neufs, l'engagement de l'État a été important puisque près de 80 % des logements construits durant cette période le sont grâce à une aide publique » (2007, p. 10). Le nombre de logements sociaux augmente de 500 000 à 3 millions au cours de cette période, dont un tiers au sein des grands ensembles (*Ibid.*).

À Gennevilliers comme dans de nombreuses villes ouvrières, les grands ensembles sont considérés à l'origine comme un symbole de la modernité en permettant aux classes populaires d'accéder à un logement salubre et fonctionnel. Des années 1950 aux années 1970, les dirigeants communistes engagent la construction de près de 7 000 logements sociaux. Trois nouveaux quartiers sont alors structurés par des grands ensembles : les Agnettes, le Fossé de l'Aumône et le Luth<sup>114</sup> (Photo 8, Photo 9, Photo 10). Ces constructions accompagnent la croissance de la ville dont la population passe de 25 000 à 50 000 habitants entre 1946 et 1975. Contrairement à d'autres communes populaires, la municipalité de Gennevilliers a acquis de vastes terrains dès la fin des années 1940 et a créé son propre dispositif de gestion de l'habitat social. Cette situation permet aux élus communistes de contrôler une grande partie de la planification urbaine et de gérer l'accès au logement de la majorité du parc social. Outre l'amélioration des conditions de vie des classes populaires, l'enjeu d'un parc locatif d'une telle ampleur réside également dans la captation et la fidélisation d'un électorat. Le parc d'habitat social de Gennevilliers devient alors la « vitrine du communisme municipal », mais aussi « le plus solide pilier de son assise électorale et militante » (Dupuy, 2006). En effet, de nombreux militants communistes obtiennent un logement dans les grands ensembles, y créent des cellules locales et se font les relais des amicales de locataires auprès du pouvoir municipal (*Ibid.*). Ce faisant, les militants participent

---

<sup>114</sup> La construction des grands ensembles genevillois s'étend de 1955 à 1973 aux Agnettes (2597 logements), de 1958 à 1961 au Fossé de l'Aumône (1059 logements) et de 1971 à 1978 au Luth (3200 logements).



de l'entreprise de fidélisation de la population des logements sociaux à l'égard des élus locaux et du parti communiste. Cette fidélité se traduit notamment lors des échéances électorales au cours desquelles les meilleurs scores du parti sont enregistrés dans les bureaux de vote des grands ensembles gérés par la municipalité (*Ibid.*).

Toutefois, durant les années 1950-1970, la question du logement reste problématique pour une part des classes populaires. De nombreux travailleurs immigrés<sup>115</sup>, généralement peu qualifiés, s'installent ainsi dans des bidonvilles et des habitats insalubres. Les élus genevillois luttent alors contre les propriétaires des terrains où fleurissent des baraquements de fortune et contre les « marchands de sommeil » qui perpétuent l'existence de l'habitat insalubre. Mais ils s'opposent aussi à la préfecture qui les enjoint à reloger prioritairement les populations les plus démunies, soit les travailleurs étrangers<sup>116</sup>. Cette injonction vient en effet compromettre le projet de modernisation et de promotion de la ville au travers de son parc social. La municipalité communiste opère donc une sélection pour l'accession aux logements sociaux qui favorise les genevillois de nationalité française, particulièrement ceux des strates supérieures des classes populaires (Masclat, 2001, 2003, 2005). Jusqu'au début des années 1970, la population des grands ensembles est essentiellement composée par les membres des catégories d'ouvriers qualifiés, d'employés du public et de professions intermédiaires (*Ibid.*). Les travailleurs étrangers, ouvriers spécialisés pour la plupart, se répartissent dans les foyers de travailleurs, les cités de transit et l'habitat insalubre.

Au cours de la décennie 1970, une série de facteurs vient modifier en profondeur l'image et la population des grands ensembles. La critique sociale à leur rencontre ne cesse de croître en raison de l'absence d'équipements collectifs qui fait de ces grandes concentrations de logements des « cités-dortoirs ». La critique académique se focalise, elle, sur les apories d'une architecture fonctionnaliste oublieuse des nécessités d'une vie sociale et sur les limites de la mixité sociale entre membres des classes moyennes et populaires (Chamboredon, Lemaire, 1970). L'image des grands ensembles se ternit peu à peu et leur construction est abandonnée au profit de celle des villes nouvelles censées en être l'antithèse (Fourcaut, 2006).

---

<sup>115</sup> Présente dès l'entre-deux guerres, la population étrangère de Genevilliers (essentiellement marocaine et algérienne) passe de 8 % en 1931 à 5 % en 1946, puis à 25 % en 1954 et à 34 % en 1975 (Masclat, 2003, p. 30).

<sup>116</sup> En 1968, l'État accroît sa pression sur les gestionnaires du logement social afin d'accélérer le relogement des populations vivant dans les cités de transit, les bidonvilles et les immeubles insalubres. Un arrêté préfectoral fixe alors des quotas pour les « mal-logés », allant jusqu'à 30 % du parc immobilier (Masclat, 2005, p. 20).

Photo 8 - Vue aérienne des Agnettes, non datée.



Photo 9 - Vue aérienne du Fossé de l'Aumône, non datée.

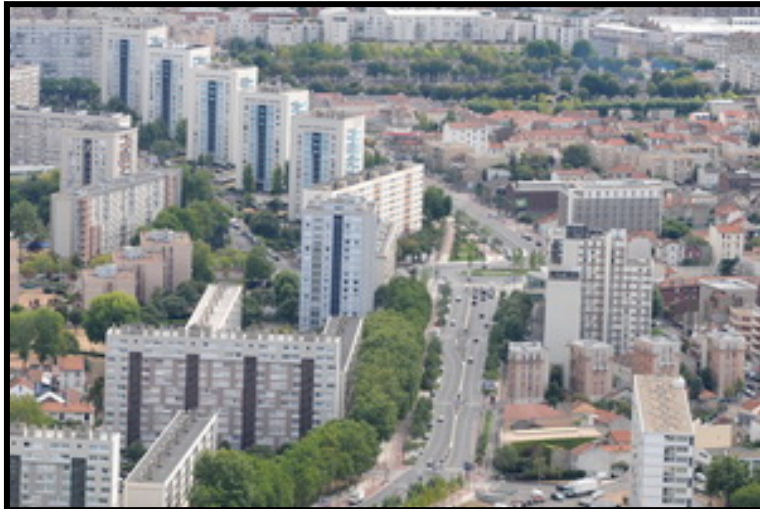


Photo 10 - Vue aérienne du Luth, non datée.



La loi de 1976 relative au regroupement familial a également pour effet de modifier les dossiers de candidature au logement social des populations étrangères. Sous la présidence de Giscard d'Estaing, les familles immigrées accèdent d'autant plus facilement à ce secteur du parc locatif que les classes moyennes bénéficient de l'aide de l'État pour devenir propriétaires d'un pavillon. En l'espace de quelques années, les grands ensembles concentrent les catégories populaires les plus démunies. Le modernisme des années 1950-1960 n'est plus qu'un lointain souvenir, « le logement social apparaît aux gens comme un lieu de résidence forcé où ne vont vivre durablement que ceux qui n'ont pas de place ailleurs » (Avenel, 2010, p. 27). Les quartiers d'habitat social deviennent dans le langage courant des « ghettos », des « cités », autrement dit des territoires stigmatisés dont l'identité sociale est associée à l'insécurité et aux violences urbaines (Castel, 2007). Le déclassé vécu par certains habitants installés avant ce grand changement se traduit notamment par une montée de la xénophobie et par une percée du parti d'extrême droite lors des élections (Masclat, 2003). La transformation des grands ensembles est cependant moins nette concernant ceux dont la gestion revient à la municipalité de Gennevilliers. Contrairement aux organismes privés qui voient dans les familles immigrées une « clientèle » pour les bâtiments déclassés<sup>117</sup>, l'organisme municipal privilégie encore le relogement de genevillois de nationalité française (*Ibid.*). Le départ des ouvriers qualifiés et des couches moyennes y est tout de même sensible, ainsi que la paupérisation des familles populaires confrontées au chômage. Vitrine du communisme municipal lors des années 1950-1970, les grands ensembles deviennent le symbole du phénomène d'exclusion de la société post-industrielle (Dubet, Lapeyronie, 1992).

### **III.1.3 La politique de la ville comme nouveau référentiel d'action publique**

Durant l'été 1981, quelques mois après l'accession au pouvoir des socialistes, des phénomènes de violence dans un quartier d'habitat social de la banlieue lyonnaise sont relayés par les médias. Cet événement inaugure le traitement médiatique et politique du « problème des banlieues » (Avenel, 2010). Avant que ces premières émeutes ne soient relayées par les médias, les pouvoirs publics étaient déjà sensibilisés à la diversité des problèmes vécus dans les quartiers populaires. Les années 1960-1970 sont en effet marquées par de multiples

---

<sup>117</sup> Ces familles ne sont généralement pas en mesure de choisir leur lieu de résidence et donc de refuser le logement dans les immeubles déclassés. La sélection se fait également en faveur des familles nombreuses qui sont considérées comme solvables en raison des revenus provenant des aides sociales (Masclat, 2003, p. 65-70).

expériences telles que l'autogestion d'habitats collectifs par les couches moyennes (Bacqué, Vermeersch, 2007), les luttes urbaines menées par des activistes de gauche (Hatzfeld, 1986 ; Carrel, 2013) ou le lobbying de cercles politiques pour l'amélioration du cadre de vie (Fourcaut, 1999). Sous différentes formes, ces expériences posent la question de l'amélioration de l'habitat et des équipements collectifs, ainsi que celle de la participation des habitants dans les affaires publiques locales. La création de la *Commission nationale de développement social des quartiers* à l'automne 1981 est donc moins une réaction aux violences urbaines qu'un prolongement des diverses expériences et réflexions sur l'animation sociale dans les quartiers populaires. Le rapport du président de cette commission, Hubert Dubedout<sup>118</sup>, marque le lancement d'une nouvelle politique publique : la politique de la ville<sup>119</sup>.

En lien avec les processus de décentralisation et de modernisation des services publics, un nouveau référentiel d'action publique se constitue à partir d'une logique territoriale et transversale. L'intervention publique cible dorénavant des quartiers prioritaires et joue à la fois sur le terrain de l'habitat, de l'emploi, de l'assistance, de la scolarité, de la sécurité et de la santé. Un des enjeux est de parvenir à coordonner localement l'action des différents services publics traditionnellement cloisonnés et de mobiliser les ressources privées du territoire (habitants, associations, entreprises). L'institutionnalisation de la politique de la ville modifie les rapports entre l'État et les collectivités territoriales dans la gestion de l'urbanisme et des problèmes sociaux qui y sont associés. L'État se veut volontariste, mais dans le cadre de la décentralisation il incite ou anime plus qu'il n'agit (Donzelot, Estèbe, 1994). Il s'appuie sur une pluralité d'acteurs privés et publics avec lesquels il noue des relations contractuelles dénommées « partenariats ». Le pouvoir municipal est l'interlocuteur privilégié de l'État et reste l'acteur responsable de la coordination des diverses actions locales.

En raison de la relation partenariale avec l'État, de nombreuses municipalités communistes refusent d'entrer dans les premiers programmes de la politique de la ville et

---

<sup>118</sup> Maire de Grenoble de 1965 à 1983, Hubert Dubedout est une figure de la démocratie locale. Il crée notamment en 1963 le premier Groupe d'action municipale réunissant militants politiques, associatifs et syndicalistes dans la gestion des problèmes locaux.

<sup>119</sup> Par la suite, la politique de la Ville est reconduite par les gouvernements de droite comme de gauche. Elle s'institutionnalise davantage avec la création d'une Délégation Interministérielle à la Ville en 1988 et d'un Ministère de la ville en 1990. Si la thématique de la participation des habitants est forte durant les années 1980, elle tend à s'effacer par la suite au profit de la rénovation du bâti (Donzelot, 2006).

défendent leur identité de bastion du mouvement ouvrier, du moins jusqu'aux années 1990 (Fourcaut, 2006). Gennevilliers fait figure d'exception<sup>120</sup> puisque la municipalité accueille en 1982 les membres de la *Commission nationale pour le développement social des quartiers* qui retient le quartier des Grésillons dans son programme de développement social (Photo 11, Photo 12). Malgré la présence d'un important complexe de logements sociaux<sup>121</sup>, le quartier des Grésillons n'est pas structuré par un grand ensemble. L'habitat y est assez diversifié entre petits pavillons et immeubles collectifs, anciens ou récents. Toutefois, la part des propriétaires n'est que de 12 % et l'on compte plus de 60 % de logements sociaux au sein de son parc immobilier. Il est également un des quartiers les plus anciens de Gennevilliers et attire dès le début du XX<sup>e</sup> siècle de nombreux ateliers et industries. Durant les années 1950-1960, ce quartier est un des principaux territoires où s'implantent les habitats de fortune et où agissent les « marchands de sommeil ». Le problème de l'habitat se situe alors tant au niveau du manque d'équipements collectifs que de celui de l'insalubrité des vieux immeubles où vit un nombre important de personnes étrangères, celles-ci représentant un tiers de la population du quartier. Le programme de développement social des quartiers permet le financement de projets de réhabilitation et de rénovation urbaine ainsi que le développement de services publics de proximité<sup>122</sup>. La dimension participative étant un axe prioritaire du Développement social des quartiers, ce premier programme de la politique de la ville entend aussi s'appuyer sur les initiatives associatives. Alors que le secteur associatif était majoritairement sous la dépendance du parti communiste et des élus locaux lors des décennies précédentes, quelles sont les relations qui se créent entre les associations et les institutions publiques dans le cadre de la politique de la ville ? Les associations subventionnées conservent-elles leur autonomie à l'égard des financeurs publics ? Ces associations prolongent-elles des actions collectives d'habitants des quartiers populaires ? Les ressources de ce nouveau cadre institutionnel sont-elles mobilisées par certains groupements extérieurs aux organisations de masse du PCF ?

---

<sup>120</sup> Comme nous le verrons dans le cinquième chapitre, le PCF se recentre à la fin des années 1970 sur la classe ouvrière et réactive le lien avec l'Union soviétique, ce qui engendre une vague de contestation interne et des dissidences à l'égard de la direction du parti. Par l'intermédiaire du maire Lucien Lanternier et à l'instar de la participation au Développement social des quartiers, la municipalité de Gennevilliers affirme à plusieurs reprises son autonomie à l'égard du parti.

<sup>121</sup> Cet ensemble compte 15 bâtiments et 656 logements.

<sup>122</sup> *Bulletin municipal de la ville de Gennevilliers*, mars/avril 1982.

Photo 11 – Visite du quartier des Grésillons par la Commission *Développement social des quartiers*. Au centre, le président de la commission, le préfet et le maire de Gennevilliers.



Photo 12 - Dans le quartier des Grésillons, échange entre des habitants, le président de la commission *Développement social des quartiers* et le maire de Gennevilliers.



Pour répondre à ces questions, nous avons choisi d'étudier le cas d'une association créée au début des années 1980 dans le quartier des Grésillons ayant pour objectif de promouvoir l'insertion sociale et professionnelle des mères au foyer. Ce cas permet de relier cette association aux mobilisations pour l'émancipation et l'autonomisation des femmes, une lutte que le parti communiste a rejointe tardivement après avoir pris position notamment contre le contrôle des naissances<sup>123</sup> (Courtois, Lazar, 1995, p. 371). L'émancipation des femmes était alors englobée dans le projet de transformation sociale du communisme. Cette distance à l'égard des revendications féministes est sensible à Gennevilliers où « le combat de certaines militantes genevilloises pour le droit à l'avortement et l'instauration d'un planning familial dans la commune se heurte au sein de la section et des cellules aux conceptions de leurs homologues masculins » (Dupuy, 2009, p. 10-11). En 1973, des militantes et militants genevillois du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) créent cependant un centre d'orthogénie pratiquant des avortements de manière clandestine. Plusieurs centaines de femmes y sont accueillies et suivies par quelques médecins et par des femmes plus ou moins engagées dans le mouvement féministe (Manceaux, 1974). Là encore, l'hostilité entre le parti communiste et les militantes féministes est manifeste, comme l'illustrent les témoignages recueillis à l'époque auprès de ces femmes : « Le parti le sait très bien. Il craint beaucoup notre révolte de femmes et commence à être obligé d'en parler, timidement. On ne peut pas laisser un parti prendre une décision qui concerne le corps de la femme. C'est aux femmes de se décider et c'est très grave de considérer que la discipline du parti, qui a à sa tête des hommes, passe d'abord. Le parti n'a pas toujours raison. Depuis très longtemps, le parti a relégué le problème des femmes à l'arrière-plan » (*Ibid.*, p. 14).

Outre l'adhésion tardive au mouvement de libération des femmes et les réticences exprimées localement par certains dirigeants, le parti communiste s'isole encore plus du mouvement féministe par la mise en avant de ses propres organisations de femmes (Courtois, Lazar, 1995, p. 371). Mais si le PCF est isolé au sein du mouvement féministe, qu'en est-il des militantes féministes qui agissent dans les territoires dirigés par les communistes ? Dans un bastion industriel comme Gennevilliers où l'identité ouvrière s'est construite autour de la figure masculine de l'ouvrier de la métallurgie (Dupuy, 2003), comment ces militantes

---

<sup>123</sup> En 1956, Jeannette Vermeersch-Thorez déclarait ainsi devant le groupe parlementaire du parti communiste à l'assemblée nationale : « *Le birth control* est dirigé non seulement pour couvrir les crimes du capitalisme, non seulement dirigé contre les travailleurs et pour la justification du colonialisme. Il est un grave danger pour la nation » (Mossuz, 1966, p. 923).

parviennent-elles à faire entendre leurs revendications ? Quelles sont les activités mises en œuvre sur le territoire ? Dans quelle mesure les politiques publiques ciblées ont-elles permis un développement de ces activités ?

La seconde partie du chapitre est centrée sur l'analyse de l'association Plein grés qui, 30 ans après sa fondation aux Grésillons, anime quatre haltes-garderies et une mini-crèche dans différents quartiers de la ville. L'histoire de cette association permet de suivre l'évolution des relations avec les pouvoirs publics et la façon dont les militantes font usage des ressources des dispositifs de la politique de la ville. Elle met également en lumière les contraintes induites par la relation partenariale avec les institutions publiques. La défense du projet associatif face aux injonctions normatives des financeurs publics est alors l'objet d'une négociation constante. C'est en effet l'autonomie du groupement qui est l'enjeu de cette négociation.

## ***III.2 Action associative et politiques sociales territorialisées : le cas de l'association Plein Grés***

### **III.2.1 Genèse de l'association**

#### **III.2.1.1 Le réseau associatif des femmes à Gennevilliers**

Avant de focaliser l'analyse sur le cas de l'association Plein grés, il est important de souligner que celle-ci s'insère dans un réseau associatif permettant la coopération entre différents collectifs de femmes. Nous avons indiqué précédemment que des militantes du MLAC étaient actives sur Gennevilliers pour revendiquer le droit à l'avortement et défendre plus généralement la place des femmes dans la société. Pour ces militantes, la promulgation de la loi de 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse marque un aboutissement de leur combat au niveau national, bientôt suivi par une victoire au niveau local avec l'ouverture d'un service d'orthogénie au sein de l'hôpital du secteur. Il s'en suit un questionnement sur la suite à donner au mouvement et le collectif se scinde en différents groupes investis soit dans le cadre du planning familial, soit dans celui de la revendication politique, soit dans celui du travail social dans les quartiers. Le choix d'agir dans les quartiers, au plus près des habitantes de Gennevilliers, conduit une quinzaine de militantes à monter le projet « d'une Maison de femmes, *par* les femmes et *pour* les femmes pour rompre l'isolement et débattre de questions



spécifiques »<sup>124</sup>. Après plusieurs années de tâtonnement et de fonctionnement informel dans le local collectif d'un logement social, l'association Elles ouvrent la porte est déclarée officiellement auprès des autorités publiques en 1981. La sollicitation du Ministère du droit des femmes créé par le nouveau gouvernement socialiste permet à l'association d'obtenir rapidement un financement afin d'ouvrir une Maison de femmes et d'employer une personne pour assurer une permanence. La municipalité communiste, qui pendant des années n'avait pas répondu favorablement à la demande d'un local, propose la location d'un pavillon classé insalubre et en voie d'être démoli, que les militantes parviennent à remettre en état.

La Maison de femmes s'ouvre en 1982 dans le quartier des Grésillons avec pour objectif de rompre l'isolement des femmes, d'accroître leur autonomie et d'améliorer les relations au sein de la famille. Grâce notamment au bénévolat des membres, diverses activités sont proposées aux femmes, depuis des ateliers d'expression, d'alphabétisation, de relaxation et de pratiques culturelles (cuisine, couture) jusqu'à l'apprentissage des normes administratives, des techniques d'auto-défense et des travaux domestiques traditionnellement dévolus aux hommes (bricolage, électricité, plomberie). Lorsque le quartier des Grésillons entre dans le dispositif de Développement social des quartiers, l'association Elles ouvrent la porte obtient de nouveaux financements qui permettent d'employer à temps plein une coordinatrice et de pérenniser les diverses activités proposées.

La volonté de résoudre les problèmes des femmes du territoire amène les militantes d'Elles ouvrent la porte à participer à la création de nouvelles associations qui prennent en charge des problèmes spécifiques. La Maison de femmes accueille durant quelques mois le collectif de femmes qui formera l'association Plein grés, ce qui permet d'amorcer l'activité de halte-garderie. Les militantes d'Elles ouvrent la porte soutiennent par la suite la demande de financement public permettant l'ouverture d'une première halte-garderie sur le quartier. Ces deux collectifs associatifs, dont plusieurs membres se connaissent depuis les mobilisations féministes des années 1970, collaborent étroitement pour permettre aux femmes de sortir de l'univers domestique. En 1989, lorsqu'une quarantaine de formations ne peuvent être prises en charge par le dispositif public local (mission locale), les militantes d'Elles ouvrent la porte et de Plein grés créent une association spécialisée dans la formation professionnelle. Celle-ci a permis, entre autres, l'acquisition d'une qualification professionnelle pour de nombreuses

---

<sup>124</sup> Ces informations ont été recueillies par Ginette Francequin, avec laquelle nous collaborions dans le cadre de la recherche Picri (Bevort *et al.*, 2010).

femmes passées par ces associations. En 1992, une autre association dénommée *L'escale* est créée à partir d'observations réalisées à la Maison de femmes et à la halte-garderie. Dans ces deux espaces, les militantes ont recueilli plusieurs témoignages de femmes victimes de violences et se sont mobilisées pour que ce problème soit visible et légitime dans l'espace public. Après un premier accueil à la Maison de femmes, des logements sont obtenus sur la ville afin de permettre un hébergement et un accompagnement des femmes victimes de violence<sup>125</sup>. À partir de la fin des années 1990, les militantes d'Elles ouvrent la porte soutiennent une association de *Femmes relais* aux Grésillons qui réalise une médiation entre les institutions sanitaires et sociales et les habitantes issues de l'immigration. Ces dernières accèdent en effet moins souvent aux soins et à l'assistance sociale en raison de la barrière de la langue et d'une méconnaissance du fonctionnement des administrations (Madelin, 2007).

Ce réseau associatif permet donc des collaborations et des formes de solidarité mutuelle entre les femmes mobilisées dans le quartier des Grésillons. Si importante qu'elle soit, l'entraide ne suffit pas à générer ces activités associatives. L'organisation en association s'effectue également grâce à l'aide des institutions publiques. La municipalité accompagne ces initiatives par la mise à disposition de locaux, ce qui témoigne d'un changement de logique à l'égard des associations indépendantes du parti communiste. Ce changement était déjà observable avec l'entrée dans le dispositif de Développement social des quartiers et l'acceptation d'un partenariat avec l'État et les organisations locales pour la résolution des problèmes sociaux. Néanmoins, c'est bien le nouveau cadre institutionnel créé par les politiques publiques qui permet à ces associations d'agir durablement, grâce à une plus grande légitimité en tant qu'acteurs du territoire et à des subventions pour leur fonctionnement.

Si l'on suit en détail la genèse de l'association Plein grés, on observe également l'importance du rôle des politiques territorialisées dans la constitution de l'association et le changement d'attitude des dirigeants communistes à l'égard des groupements indépendants du parti. À l'instar de l'investissement des militantes féministes dans le secteur associatif via la Maison de femmes, nous allons voir aussi que la trajectoire de la fondatrice de l'association Plein grés est marquée par une socialisation politique qui précède son engagement associatif. Socialisée dans des organisations du catholicisme social, cette femme est à l'origine de la formation d'un collectif d'habitants dans le principal complexe de logements sociaux du

---

<sup>125</sup> Là encore, la municipalité met à disposition des logements et les subventions publiques proviennent essentiellement des administrations de l'État.

quartier des Grésillons. Contrairement aux militantes féministes, elle occulte cependant son appartenance à un mouvement social pour mieux faire émerger une identité d’habitante et pour préserver l’autonomie du groupement. On retrouve ici notre hypothèse sur la mobilisation de la forme associative par des militants politiques, bien que celle-ci soit l’objet d’un traitement spécifique dans les chapitres V et VI.

### **III.2.1.2 Un militantisme occulté à l’origine de l’association**

Lorsque la halte-garderie des Grésillons ouvre ses portes en 1984, le groupe de femmes à l’origine de ce projet associatif agit déjà dans le quartier depuis plus d’une décennie. Ces femmes résident dans les logements sociaux construits entre 1972 et 1973 par le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille, ce qui vaut à cet ensemble le nom de « Cité des 3F »<sup>126</sup>. Une sociabilité de voisinage (fêtes, goûters, repas) et des formes de solidarité (gardes d’enfants, échanges de vêtements, achats groupés) apparaissent dès les premiers emménagements. Ces phénomènes de la vie quotidienne ne sont toutefois pas totalement spontanés car un couple a explicitement pour objectif de « créer » une vie sociale à l’intérieur de cet ensemble de logements sociaux.

Issus tous deux du milieu ouvrier, les membres de ce couple militent dès les années 1950-1960 dans des organisations liées au catholicisme social et à l’éducation populaire, telle la Jeunesse ouvrière chrétienne et le mouvement Culture et liberté. Avant leur arrivée à Gennevilliers, ils résident dans la commune voisine de Villeneuve-la-Garenne au sein d’un grand ensemble où ils collaborent avec des militants de différentes tendances pour animer la vie sociale. L’homme est éducateur de rue dans cette commune, employé par l’Union départementale des associations familiales (UDAF). La femme réalise l’essentiel du travail domestique et participe également à l’animation sociale dans le quartier. Lorsque la cité des 3F est construite, l’UDAF obtient une possibilité de placement pour un logement et propose au couple d’y emménager dans le dessein d’animer une vie sociale dans ces nouveaux immeubles. Cette femme, qui est la fondatrice et présidente de l’association Plein grés, raconte cette arrivée à Gennevilliers motivée par un projet d’animation sociale :

---

<sup>126</sup> Cet ensemble compte 15 bâtiments et 656 logements sociaux. Il a connu le même processus de ségrégation et de dévalorisation que ceux des grands ensembles et fait l’objet depuis 2009 de travaux de rénovation. Plusieurs bâtiments ont ainsi été détruits pour ouvrir davantage la « cité » sur le quartier.

*« Au niveau des cadres de l'UDAF et des 3F, il y avait des connexions... et donc la cité des 3F était en construction. Les gens, les habitants arrivaient sur cette cité-là, de tous bords, et l'idée c'était : Comment on peut solidariser tout ce beau monde-là ? Moi j'avais participé avec des jeunes à un travail durant l'été, qui était un travail de repérage des chants, des danses et de la vie des gens dans l'Aveyron. Donc les responsables de l'UDAF ont trouvé que finalement ça se passait pas si mal et ils se sont dit : " Tiens, si on mettait la famille Titour dans la cité des 3F, peut-être que Roselyne pourrait essayer de solidariser des gens autour d'une idée ". Voilà, c'est comme ça qu'on a atterri aux 3F ».*

Entretien avec Roselyne Titour, Fondatrice et Présidente de *Plein Grès*

Dès leur installation fin 1972, le couple entre en contact avec les nouveaux locataires. Les rencontres se font soit de manière fortuite dans les cages d'escalier, dans les terrains de jeux et à la sortie des écoles, soit de manière plus volontariste en faisant du porte-à-porte ou en collant des affiches pour proposer de l'aide et organiser des réunions. L'appartenance au groupe des habitants du quartier est alors mise en avant par le couple pour ne pas apparaître comme des professionnels du travail social ou comme des militants au service d'un parti politique. Le but est de parvenir à constituer un collectif d'habitants au sein de ces logements sociaux et de faire en sorte qu'il conserve son autonomie.

*« J'étais une habitante parmi les habitantes. Il n'y avait pas de poste défini sur la cité par exemple, je n'étais pas payée pour faire ce truc-là. On est donc arrivé sur la cité des 3F et, rapidement, ça a été le contact avec les voisins, au-dessus, en-dessous... Et puis, essayer d'élargir le groupe et de rester un peu... autonome. Oui, autonome. Pas pris par un groupe ou par un autre. »*

Entretien avec Roselyne Titour, Fondatrice et Présidente de *Plein Grès*

Dans un rapport typographié daté du 15 juin 1973 et destiné aux responsables de l'UDAF, le couple se décrit également comme des « animateurs » et rappelle l'objectif de leur démarche : « le but est de voir les habitants prendre en main la vie de leur cité à tous les niveaux, cela au moyen de contacts, de mise en relation les uns avec les autres, en étant des locataires parmi les autres, ce qui exclut toute étiquette et tout mandat ». Ce rapport contient notamment un diagnostic territorial qui reprend les données socio-économiques de la commune et recense les services publics de proximité (culture, santé, social). La composition

de la population de la cité des 3F est également l'objet d'une analyse en termes de nationalité, de revenus, d'âge et de nombre d'enfants. On y trouve enfin des extraits d'un « journal de bord » qui permettent de retracer l'activité de ce couple au sein de la cité des 3F. En janvier 1973, des affiches sont collées dans les halls d'immeuble pour proposer aux locataires l'organisation collective de la garde des enfants. Le couple rend également visite à tous les occupants de leur bâtiment. Début février, une rencontre est organisée à leur domicile pour évoquer les différents problèmes vécus au niveau de l'habitat et du quartier. Fin février, des affiches dans les halls et des tracts dans les boîtes aux lettres annoncent une nouvelle rencontre de locataires. Celle-ci a lieu début mars en présence d'une soixantaine de personnes, mais cet activisme n'a pas échappé aux militants communistes qui résident également dans la cité des 3F. Ces derniers parviennent à contrôler la mobilisation en créant et en dirigeant une amicale de locataires affiliée à la Confédération nationale du logement (CNL), une organisation satellite du parti communiste (Jolis, 2013).

*« À l'époque, le parti communiste était très présent. Je n'ai rien contre le parti communiste, mais il y a des méthodes qui ne me plaisent pas... qui ne me plaisaient pas à l'époque. Le parti communiste a évolué grandement et on a aujourd'hui des gens qui acceptent la différence. Ce qui n'était pas le cas à l'époque. S'ils pouvaient casser les reins à quelqu'un... Et nous, dans notre bâtiment, on avait deux militants communistes. Lors de la première réunion de cité, il y avait 62 personnes et il y a des gens du PC qui sont arrivés là-dedans et d'entrée de jeu ils ont dit : "On va créer une amicale de locataires à la CNL". Moi je disais : "Non. On se connaît d'abord et on va réfléchir ensemble pour décider de ce qu'on fait". En deux temps, trois mouvements, des 62 personnes mobilisées, il n'en restait que 12... »*

Entretien avec Roselyne Titour, Fondatrice et Présidente de *Plein Grès*


Face au contrôle exercé par les militants communistes, le couple opte pour une autre stratégie de mobilisation. De nouvelles rencontres sont organisées, mais au travers de contacts directs. Le groupe se restreint autour d'un noyau d'une quinzaine de familles, mais il repose sur des liens de confiance. Tout en conservant une préoccupation pour les problèmes de l'habitat, l'activité du groupe s'oriente progressivement vers des problématiques d'ordre familial comme les gardes d'enfants ou les débats sur la contraception et l'avortement. Grâce à l'usage d'un local collectif dans les sous-sols de la cité des 3F, ce groupe d'habitants se dote d'un lieu de réunion qui facilite les activités collectives. Par exemple, la plupart des femmes

de ce groupe, n'ayant pas d'activité salariée, organisent dans ce local des gardes d'enfants. Tout en conservant une organisation informelle, ce collectif de femmes propose aux autres habitantes du quartier une entraide concernant la garde des enfants. En lien avec la volonté du « couple d'animateurs » de rester détaché de toute appartenance organisationnelle, ce collectif de femmes se présente comme « une équipe de mamans » (Photo 13). Le slogan d'une affiche de ce collectif datant de 1973 « *Ouf! Enfin libre pour faire son marché* » témoigne d'une préoccupation pour la vie quotidienne des mères au foyer que l'on retrouvera lors de la création de la halte-garderie.

### **III.2.1.3 Nouvelle mobilisation et organisation en association**

Durant la décennie 1970, ce groupe de femmes maintient un système de garde collective et organise également des ateliers éducatifs pour les enfants. De manière plus générale, l'usage du local collectif permet le développement d'une sociabilité de voisinage au sein de ce complexe de logements sociaux. Outre l'organisation de fêtes et de repas, cette sociabilité permet des échanges sur les problèmes du quartier, sur les relations familiales et sur l'autonomie des femmes. Certains membres de ce groupe participent notamment à des débats organisés par les militantes du MLAC de Gennevilliers. L'action en dehors du périmètre de l'habitat reste néanmoins très limitée. Les assistantes sociales présentes sur le secteur sont contactées si un membre du groupe ou d'autres habitants rencontrent une difficulté. Le groupe maintient en revanche ses distances avec les réseaux du parti communiste dont il se méfie pour conserver son autonomie. L'usage des équipements culturels et sportifs de la ville par les enfants permet cependant à ce groupe d'habitants d'acquérir une meilleure connaissance des services municipaux et de leurs agents.

Photo 13 – Affiche pour la garde d'enfants à la cité des 3F en 1973



# OUF !

ENFIN LIBRE POUR FAIRE SON MARCHÉ

Une équipe de mamans organisent la garde des jeunes enfants  
jusqu'à 5 ANS

Rendez vous au " RELAIS DE SURVEILLANCE "

tous les MERCREDI de 8 heures 30 à 11 h. 30

4 rue LOUIS CASTEL -sous sol -

à partir du MERCREDI 31 OCTOBRE 1973

A BIENTÔT

Une équipe de mamans

Pour tous renseignements

Madame	TITOUR	Bt 2 app 34	I étage
"	FIQUET	Bt 2 app 35	2 "
"	FOURCHET	Bt II app 400	R.C.
"	CHAPERON	" I " 13	3 "
"	MINET	" I2 " 476	4 "
"	MARTIN	" 9 " 310	5 "

Lors de la rentrée scolaire de 1981, un problème surgit en raison d'un manque de place dans l'école maternelle du secteur. Quinze familles de la cité des 3F voient leurs demandes rejetées par la direction de l'école, la sélection des enfants se faisant en faveur des couples dont les deux membres ont une activité salariée. De fait, les demandes des mères au foyer ne sont pas jugées prioritaires. Le collectif des femmes de la cité des 3F, rejoint par des militantes féministes d'Elles ouvrent la porte, se mobilise alors pour revendiquer un traitement égalitaire sur cette question. Cette revendication n'aboutit pas, mais elle permet une prise de conscience sur la difficulté des mères au foyer de s'extraire de l'espace domestique. La critique du statut de la mère au foyer nourrit alors la réflexion collective de ces femmes. Elles pointent l'invisibilisation du travail domestique, la non reconnaissance de l'expérience acquise au travers de l'éducation des enfants, ainsi que l'isolement social des mères au foyer. En conséquence, elles projettent de valoriser leurs « acquis domestiques » par des formations, voire par l'accès à un emploi.

*« La plupart des femmes, elles n'avaient pas de projet salarial. On savait toutes qu'à un moment on allait se retrouver sans les enfants... et qu'est-ce qu'on ferait ?! Qu'est-ce qu'on ferait ? On n'a plus à aller les chercher à l'école... Le mari, il rentre, il faut que la cuisine soit prête, mais enfin quand même ! Et nous ? Et nous là-dedans ? Comment on allait faire ? Donc il fallait qu'on aille vers d'autres projets, même si c'était pas un projet de retourner au travail, mais en tout cas il fallait qu'on imagine ça. Et moi, dans le cadre de Culture et liberté, j'avais un bouquin. (...)C'était des expériences où justement des femmes de grandes cités s'étaient posé cette question-là en se disant : "Quand même, quand on est malade, on demande à une assistante familiale de pallier à la fatigue de la mère de famille. Elles sont payées pour ça et elles font exactement ce qu'on fait tous les jours !" Donc pourquoi on ne valoriserait pas ce qu'on sait faire ? C'est de là qu'est partie l'histoire de faire des projets qui tiennent compte de nos acquis. C'est pas parce qu'on est à la maison, qu'on n'a pas d'activités extérieures, qu'on ne fait rien du tout ! On rencontre les autres, et si en plus on fait du bénévolat, on fait des tas de choses. C'est quelque chose qui doit être valorisé et qui, dans l'extrême, peut être monnayé ».*

Entretien avec Roselyne Titour, Fondatrice et Présidente de *Plein Grès*

Ce projet de valoriser l'expérience acquise dans l'espace domestique et d'accéder à un emploi devient d'autant plus pressant que l'amicale de locataires de la cité des 3F prend possession du local collectif. Ces femmes perdent donc leur lieu habituel de réunion et une



organisation formelle du groupe apparaît nécessaire. L'inscription du quartier des Grésillons dans le dispositif de la politique de la ville constitue alors une opportunité pour le collectif des femmes des 3F, d'autant que l'extension des structures destinées à la petite enfance est un objectif prioritaire du dispositif. Ces femmes participent alors aux rencontres organisées avec des élus locaux, des représentants de la commission nationale de Développement social des quartiers, des travailleurs sociaux et des professionnels de santé. L'objectif de ces réunions est de parvenir à la formulation d'un projet conciliant à la fois les aspirations des habitants, les attentes des pouvoirs publics et les besoins du quartier. Alors que les travailleurs sociaux et la municipalité s'orientent vers la création d'une nouvelle crèche destinée à accueillir les enfants dont les deux parents occupent un emploi, le collectif des femmes revendique un projet alternatif de halte-garderie destiné aux mères sans activité salariée. Elles reçoivent le soutien des militantes de la Maison de femmes qui ont également cerné le besoin d'un mode de garde des enfants pour que les mères au foyer puissent suivre les ateliers qu'elles proposent. La proposition de halte-garderie est finalement retenue dans le cadre du Développement social des quartiers. Comme pour la Maison de femmes, la municipalité propose la location d'un pavillon et les subventions proviennent des politiques publiques<sup>127</sup>. Le collectif des femmes crée une association destinée à gérer cette structure qui commence à fonctionner en 1984. Considérée par les autres membres comme la véritable « fondatrice » de ce projet associatif, la femme à l'initiative du collectif d'habitants de la cité des 3F en est élue présidente. Aujourd'hui encore, elle occupe cette fonction. Nous allons voir néanmoins que l'association a connu un développement conséquent grâce aux partenariats avec les institutions publiques. Ce développement permet la réalisation du projet associatif, mais il fragilise également l'autonomie du groupement qui doit composer avec les injonctions des financeurs publics.

### **III.2.2 Les effets des politiques sociales et de l'action associative**

#### **III.2.2.1 Du projet au développement de l'association**

À son commencement, l'activité de la halte-garderie des Grésillons consiste à accueillir temporairement des enfants de moins de trois ans non-inscrits dans un centre d'accueil permanent. Le projet de l'association vise alors un double objectif. D'une part, la halte-

---

<sup>127</sup> Le financement provient du programme de Développement social des quartiers et de la Caisse d'allocations familiales.

garderie est pensée en référence à la socialisation et à l'éveil des enfants. D'autre part, elle doit permettre à des mères au foyer de sortir de l'espace domestique. L'association se veut donc un espace d'accueil des enfants, mais aussi un espace de rencontre, d'entraide et de formation pour les femmes du quartier. Comme on l'a vu plus haut, le collectif des femmes de la cité des 3F cherche à valoriser l'« expérience des mères » soit par l'accès à des formations qualifiantes, soit par l'obtention d'un emploi salarié. Pour l'ouverture de la halte-garderie, une des femmes de ce collectif suit donc la formation au métier d'assistante maternelle. Le fonctionnement de ce type d'établissement nécessite néanmoins du personnel plus qualifié pour l'encadrement (Tableau 6), une éducatrice de jeunes enfants est alors mise à disposition par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Pour les femmes de l'association, la présence d'une professionnelle est un gage de qualité dans l'activité. Celle d'une mère du quartier manifeste la volonté des femmes de valoriser les acquis domestiques et de participer pleinement au fonctionnement de la structure. La participation bénévole des parents est également recherchée afin de renforcer l'appropriation de la halte-garderie par les habitants du quartier et de constituer un groupe à base d'entraide<sup>128</sup>.

La structure est placée sous la responsabilité d'un conseil d'administration essentiellement composé des femmes du collectif des 3F. Ces dernières participent bénévolement aux activités de la halte-garderie de multiples manières. Elles participent aux animations avec les enfants, accueillent les parents, réalisent une part du travail administratif, préparent les repas et nettoient le local. Elles se chargent également des relations avec les différents partenaires publics et avec les autres associations présentes sur le quartier. Le collectif des femmes des 3F est ainsi parvenu à créer et gérer une structure d'accueil de la petite enfance à l'échelle du quartier sans perdre de vue son projet originel de valorisation de l'expérience des mères de famille. La halte-garderie n'est pas pensée comme une substitution au travail des mères, mais comme un outil permettant à celles-ci de s'entraider, de se former et d'accéder à un emploi dans le secteur de la petite enfance. Dans les années qui suivent la création de l'association, la plupart des femmes du collectif des 3F et d'autres habitantes du quartier ayant rejoint l'association accèdent à des formations qualifiantes et obtiennent un emploi salarié, parfois au sein même de l'association. Ainsi, en 1987, une seconde femme du collectif des 3F est salariée en tant qu'assistante maternelle et la présidente quitte le conseil d'administration de l'association pour être employée en tant que coordinatrice.

---

<sup>128</sup> Pour susciter le bénévolat, l'association propose aux parents volontaires des heures de garde gratuites. L'adhésion à l'association est également obligatoire pour les familles faisant usage de la halte-garderie.

Tableau 6 – Métiers de la petite enfance, avec niveau de qualification et fonction.

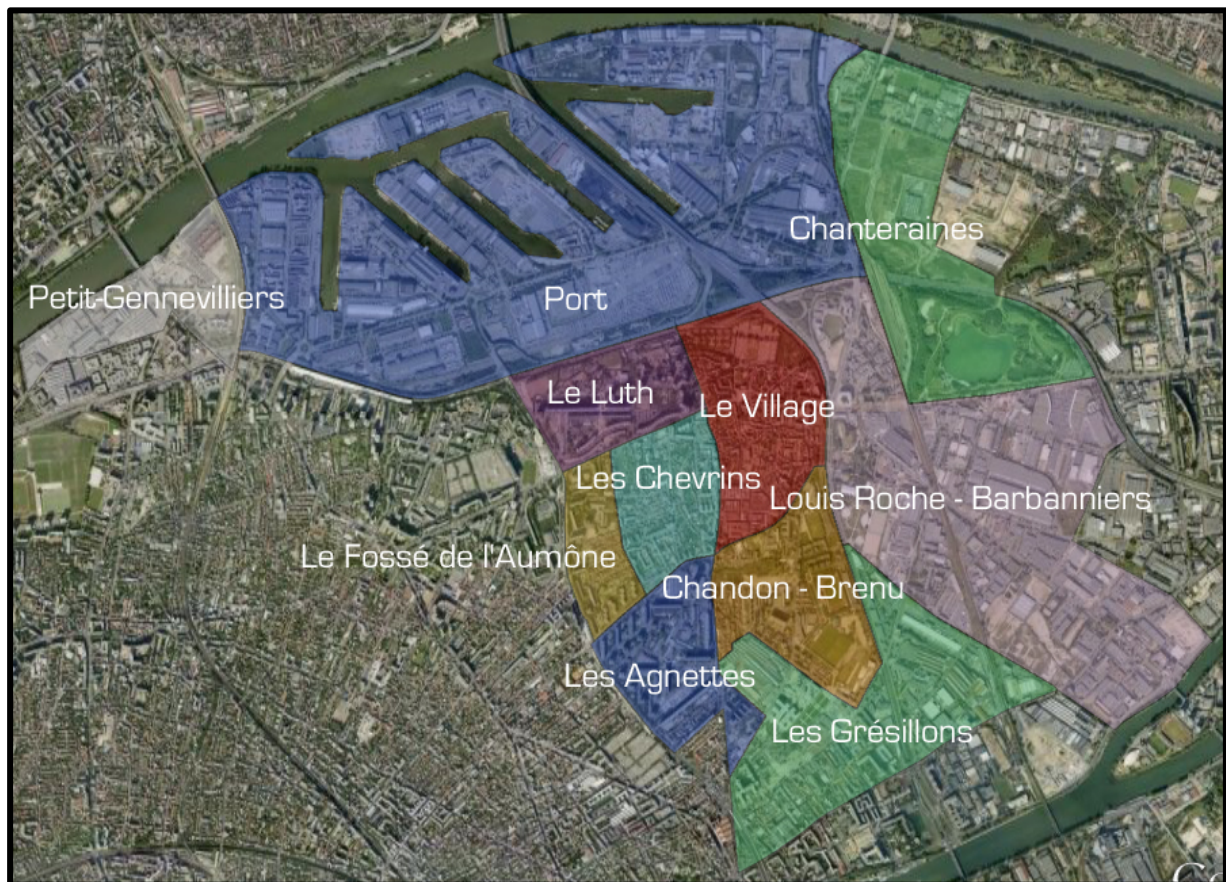
<b>Métier</b>	<b>Niveau de qualification</b>	<b>Fonction</b>
Infirmière Puéricultrice	Bac +4	Direction, Accueil des enfants
Éducatrice de jeunes enfants	Bac +3	Direction, Accueil des enfants
Infirmière	Bac +3	Veille sanitaire et hygiénique
Auxiliaire de puériculture	CAP	Accueil des enfants
Assistante maternelle	CAP, BEP ou Formation non diplômante	Accueil des enfants
Agent polyvalent	CAP ou BEP	Accueil des parents, Cuisine, Ménage

À la fin des années 1980, un nouveau projet d'accueil des enfants du quartier est proposé aux institutions publiques qui financent déjà la halte-garderie. Il s'agit d'une crèche permettant notamment l'emploi de six assistantes maternelles et l'accueil permanent d'une quinzaine d'enfants<sup>129</sup>. Bien que cette structure s'adresse davantage à des couples salariés, elle s'inscrit toutefois dans l'objectif de formation et de salarisation des mères de famille. Parmi les six personnes recrutées en tant qu'assistante maternelle, cinq sont issues du collectif de la cité des 3F. Les deux établissements d'accueil sont gérés par la même association dont l'intitulé devient Plein grés<sup>130</sup>. En raison de la salarisation des premières militantes et de la participation bénévole de nouvelles femmes aux activités de l'association, le conseil d'administration est remanié et le groupe de participants s'élargit par rapport au collectif initial. Le développement de l'association Plein grés se poursuit au cours des années 1990 et 2000 puisque trois nouveaux établissements sont créés dans différents quartiers de Gennevilliers. D'abord au Luth en 1995, dans l'autre quartier concerné par la politique de la ville. Puis, dans le vieux centre-ville en 2003 (Le village) et dans un quartier réaménagé proche d'une zone d'activité en 2007 (Chandon-Brenu).

<sup>129</sup> À l'instar de la halte-garderie, la mini-crèche est située à proximité de la cité des 3F dans un pavillon réhabilité et mis à disposition par la municipalité.

<sup>130</sup> Lors de sa création, l'association se nommait *Halte-garderie des grésillons*.

Carte 3 – Division de la ville de Gennevilliers par quartiers.



Cette implantation de l'association dans les autres quartiers de la ville correspond pour une part à une demande exprimée par la municipalité, nous reviendrons sur ce point dans la dernière partie du chapitre. Il correspond d'autre part à l'objectif de l'association de promouvoir l'insertion des femmes au travers de l'activité salariée. Au moment de l'enquête, en 2011, Plein grés gère un budget de 1,5 millions d'euro<sup>131</sup> et emploie 50 personnes pour 43 équivalents temps plein. L'association participe également au financement des formations qualifiantes des femmes du quartier qui peuvent alors passer de la participation bénévole au stage rémunéré<sup>132</sup>. Comme le relate la directrice de l'association, ce passage par le bénévolat, puis par la formation permet de recruter des femmes ayant peu ou pas de qualification à la

<sup>131</sup> Pour la structure des financements, voir le graphique page 189.

<sup>132</sup> *Plein Grés* accueille également des stagiaires venant du lycée professionnel à proximité. Selon les rapports d'activité de l'association, celle-ci accueille chaque année près de 150 stagiaires.

base<sup>133</sup>. Ce processus permet également de s'assurer que ces personnes adhèrent au projet et aux règles de l'association.

*« On travaille beaucoup sur la formation interne. Quand les gens arrivent, ils n'ont pas forcément de diplômes, mais ils vont se former professionnellement en passant des diplômes. Donc ça part du CAP Petite enfance, puis BEP Carrières sanitaires et sociales, et puis l'Auxiliaire de puériculture. (...) On en a une qui a obtenu... Nejma, elle était sur le projet de départ, elle a obtenu son CAP Petite enfance, elle a passé son BEP et elle a passé donc son diplôme d'auxiliaire de puériculture il y a deux ans à peu près. (...) On essaye de travailler comme ça, pour avoir des gens qui vont essayer de s'intégrer, d'être bien en adéquation avec le projet d'origine. On embauche aussi certaines stagiaires, qu'on a eues en stage et qui ont bien adhéré ».*

Entretien avec Annick Poulain, Directrice de l'association Plein grés

Après les premières formations au métier d'assistante maternelle, les femmes de l'association se sont donc engagées dans des formations plus longues et sanctionnées par des diplômes. Entre 1990 et 2010, plus de quarante femmes ont obtenu un CAP Petite enfance, vingt ont obtenu un BEP Carrières sanitaires et sociales, douze ont réussi le concours d'entrée en école d'auxiliaire de puériculture et deux ont obtenu le diplôme d'auxiliaire de puériculture. Les trajectoires de deux membres de Plein grés permettent d'analyser plus qualitativement la promotion sociale des femmes au travers de leur participation dans l'association. L'une illustre les relations existantes entre les associations de femmes présentes sur le quartier des Grésillons et le travail de conscientisation réalisé autour de la place des femmes dans la société. L'autre met en lumière les possibilités de carrière au sein de l'association puisque la personne concernée en est aujourd'hui la directrice, après une première participation bénévole. Ces deux trajectoires montrent également que le travail auprès des enfants n'est pas l'unique voie pour l'insertion professionnelle des femmes, plusieurs emplois sont créés en référence au travail administratif.

---

<sup>133</sup> Concernant les postes les plus qualifiés telles les infirmières puéricultrices et les éducatrices de jeunes enfants, l'association recrute des personnes via le Service public de l'emploi.

### III.2.2.2 La trajectoire de Pascale, conscientisation féministe et solidarité au sein des réseaux associatifs de femmes

La trajectoire de Pascale fait apparaître les liens existants avec les autres associations de femmes du quartier, notamment Elles ouvrent la porte et l'activité de la Maison de femmes. Cette personne décrit la rencontre avec les militantes féministes et la lutte pour les droits des femmes comme une « révélation ». Pascale est originaire de Bretagne et issue d'une famille de huit enfants dont la mère ne quitte pas le foyer domestique tandis que le père est garde-chasse. Incitée par ses parents à quitter l'école précocement, elle ne termine pas la préparation d'un BEP Couture et part travailler à Paris à l'âge de 17 ans comme employée de maison. De 1981 à 1989, elle travaille pour des familles de la bourgeoisie parisienne, au sein desquelles elle loge. Elle passe ainsi la totalité de ses journées auprès de ces familles, en s'occupant notamment des enfants. Elle exprime des premières années de « bonheur » liées à la sortie de son cadre familial, mais elle décrit ensuite une situation d'enfermement et d'isolement social.

*« J'étais toute contente de monter à Paris, sauf que je suis restée employée de maison pendant huit ans. Employée de maison, c'est les bonnes à tout faire. On est dans des familles bourgeoises, on s'occupe des enfants, on s'occupe de l'entretien de la maison. Je l'ai fait aussi avec plus ou moins de bonheur... Du bonheur pendant les quatre premières années parce que j'échappais à ma famille, j'étais contente d'avoir ma petite liberté. Mais je me suis aperçue que c'était une prison... une prison dorée. Parce que je travaillais 11 à 12 heures par jour, j'étais bien traitée, mais c'était très dur. Et j'étais nourrie, logée et blanchie, donc pour quitter ce poste il fallait aussi que je trouve un nouveau logement. J'ai voulu vraiment essayer de quitter ce milieu parce que je n'avais pas de vie sociale du tout. Je ne voyais que mes patrons, les enfants que j'amenaient à l'école et là je croisais d'autres parents ou d'autres bonnes... Mais j'avais vraiment zéro vie sociale, je ne voyais que mes sœurs le week-end qui étaient à Paris aussi. ».*

Entretien avec Pascale Kuach, Agent d'accueil de l'association Plein grés

Sans logement propre, sans formation et avec un réseau social ténu, Pascale ne parvient que difficilement à s'extraire de sa condition d'employée de maison. Elle change régulièrement de familles employeuses et entame des formations qu'elle ne termine pas. C'est néanmoins au cours de cette période qu'elle rencontre son futur époux, ce qui la stabilise au niveau de son logement et lui permet d'entamer une formation de secrétariat. En 1993,

Pascale et son mari emménagent dans un logement social aux Grésillons et font garder leurs deux enfants à la halte-garderie et à la mini-crèche. Pascale participe bénévolement à l'association Plein grés durant le temps de sa formation et s'insère ainsi dans le groupe des femmes du quartier. La présidente de Plein grés lui conseille alors de porter sa candidature auprès de la Maison de femmes qui recherche une personne pour l'accueil et le secrétariat.

*« Roselyne m'a proposé de voir à Elles ouvrent la porte le poste qui se libérait. Je me suis dit : "Ça ne m'intéresse pas, mais je vais aller voir quand même". Surtout que Roselyne était très près des familles, très près de leur bonheur, de leur socialisation... de les aider d'une façon très sincère : "Comment ça va ? Est-ce que tu t'en sors ?" Elle essayait vraiment d'aider les gens. Elle me rendait ce service de me proposer d'aller voir, moi je me disais : "Je l'aime trop Roselyne, je vais voir". Mais je pensais déjà refuser, je ne pensais pas que c'était pour moi. Je pense vraiment avoir loupé l'entretien, mais en tout cas on m'a prise ».*

Entretien avec Pascale Kuach, Agent d'accueil de l'association Plein grés

L'entrée dans la Maison des femmes de Gennevilliers amène Pascale à une double découverte : celle du milieu associatif et celle du féminisme. En comparaison avec son expérience d'employée de maison, mais aussi de secrétariat en entreprise, elle trouve dans le milieu associatif un environnement de travail correspondant à ses attentes. La dimension solidaire donne un sens à son activité et elle décrit les relations personnelles comme respectueuses et amicales. La question féministe qui est au cœur de ce projet associatif est alors une révélation pour Pascale. Elle prend conscience de la condition sociale des femmes et des nombreux obstacles qui ont jalonné son propre parcours. Elle s'engage alors elle-même dans le mouvement féministe et participe à plusieurs mobilisations sur Gennevilliers ou sur la scène nationale.

*« J'ai fait un petit essai [à Elles ouvrent la porte] et ça m'a énormément plu. Tout de suite, on a donné des cours d'alphabétisation aux femmes qui étaient là... J'ai fait connaissance avec toute l'équipe. C'est un milieu qui m'a plu au-delà de mes espérances. J'ai trouvé mon bonheur. J'ai adoré faire ce travail parce qu'enfin je rendais service, j'avais l'impression d'exister à travers ça. (...) Il n'y avait pas que des cours de français et d'alphabétisation, il y avait toute une vie sociale autour de ça : des ateliers, des sorties culturelles... Il y avait vraiment une vie au sein même de l'association. (...) C'était une association féminine, féministe, créée par des féministes de la première heure. J'ai*

*découvert le milieu et, c'est pareil, je ne le connaissais pas du tout. Moi, mes parents m'en auraient plutôt empêché, j'avais même l'impression de désobéir toujours à mes parents... Mais j'ai soutenu ces valeurs-là parce que j'y croyais. Moi ça m'a énormément plu de voir que les femmes pouvaient se défendre, exister, revendiquer... que ça se faisait depuis des années et que je n'en avais pas conscience... et que moi aussi je pouvais participer à ce mouvement-là et même encourager avec moi tout plein d'autres femmes ».*  
Entretien avec Pascale Kuach, Agent d'accueil de l'association Plein grés

Au sein de cette association, Pascale a l'opportunité de suivre de nouvelles formations, elle obtient notamment un diplôme universitaire de Médiatrice en éducation et formation. En plus de l'accueil et du secrétariat, elle donne alors des cours d'alphabétisation auprès des femmes du quartier. Mais en 2006, la Maison de femmes doit fermer suite à des problèmes budgétaires et l'ensemble du personnel est alors licencié. Les liens avec l'association Plein grés permettent à Pascale de retrouver rapidement un emploi dans un environnement similaire. Familière de la halte-garderie depuis son arrivée aux Grésillons, Pascale a approfondi sa relation avec Plein grés en raison de son travail à Elles ouvrent la porte. Comme on l'a signalé précédemment, ces deux associations n'ont cessé de collaborer étroitement à propos du suivi des familles, des problèmes du quartier et de la cause des femmes. On observe également des liens au niveau des instances de direction puisque certaines militantes salariées dans une association sont aussi membres du conseil d'administration de l'autre association. L'association Plein grés propose donc à Pascale un emploi sur un poste de chargée d'accueil.

*« Je connaissais déjà Plein Grés depuis très longtemps parce que mes enfants l'ont fréquenté... parce que j'y ai rendu des petits services... parce qu'une amie y était déjà employée comme chargée d'accueil et auxiliaire de puériculture, et qu'elle était présidente d'Elles ouvrent la porte. Donc on avait toujours une relation. Les femmes qui venaient suivre des cours de français et qui avaient des jeunes enfants, tout de suite on les encourageait à mettre leurs enfants à Plein Grés. Donc j'avais un lien presque continu avec Plein Grés. (...) Tout de suite quand Elles ouvrent la porte a cessé son activité, on a été licencié... nous les salariées, on était sept ou huit... C'est Roselyne qui m'a proposé Plein Grés tout de suite derrière, il y avait un poste qui se libérait sur la mini-crèche. J'étais ravie parce que mes enfants avaient fréquenté l'endroit et parce que je connaissais les filles. (...) Je me sens intimement liée à Plein Grés. L'association et ce qu'elle défend, ses valeurs. Pas tellement pour le travail que j'occupe, mais vraiment je*



*me sens très impliquée parce que depuis longtemps je connais Plein Grés, depuis au moins 18 ans ».*

Entretien avec Pascale Kuach, Agent d'accueil de l'association Plein grés

Issue d'une famille réfractaire à l'institution scolaire et à toute organisation sociale (syndicat, association, parti politique), Pascale évoque la découverte d'un monde nouveau au travers de sa participation à l'activité des associations de femmes de Gennevilliers. Les valeurs défendues par ces associations, les activités auxquelles elle prend part et les multiples rencontres avec les femmes du quartier l'amènent à prendre conscience de la condition féminine et à se mobiliser pour les droits des femmes. Au niveau du quartier, sa trajectoire fait également apparaître les liens existant entre les différentes associations de femmes. Son cas illustre notamment les passerelles qui existent entre les associations Plein grés et Elles ouvrent la porte. Les formations suivies et les emplois exercés par Pascale manifestent enfin le projet d'insertion des femmes que portent ces associations.

### **III.2.2.3 La trajectoire d'Annick, insertion sociale et professionnelle par l'association**

La trajectoire d'Annick met davantage en lumière les opportunités d'emploi qui apparaissent avec le développement de l'association Plein grés. Elle souligne également l'importance de la socialisation des femmes au travers de la participation bénévole dans les structures d'accueil des enfants. Originnaire d'un village de Normandie et issue d'une famille d'agriculteurs, Annick emménage à Gennevilliers en 1986 avec son mari qui a obtenu un emploi sur Paris. Âgée de 22 ans, elle est sans activité salariée et s'occupe de son premier enfant en bas âge. Alors qu'elle n'a encore aucune connaissance sur la ville, une professionnelle de santé du quartier lui parle de l'existence de la halte-garderie des Grésillons. Elle adhère à l'association, y laisse son enfant de manière ponctuelle et participe bénévolement à la garde des enfants comme aux activités collectives qui s'organisent entre les membres de l'association. Par ce biais, elle parvient à sortir régulièrement de l'espace domestique et noue des relations amicales avec d'autres femmes du quartier.

*« Je suis arrivée en 1986 avec un petit bébé dans les bras, donc je suis une ancienne maman du quartier qui débarquait de sa province perdue et qui avait un besoin de faire*

*garder son enfant de temps en temps puisque je n'avais aucune famille ici (...). Mon enfant a été accueilli quelques heures au sein de cette structure. À l'époque, la structure ne comptait que deux salariées, une éducatrice et une assistante maternelle. Le fonctionnement principal se faisait avec les mères de famille qui déposaient leurs enfants une heure ou deux. En échange, on donnait du temps, une heure ou deux aussi, pour l'accueil des enfants. Mais il n'y avait pas que l'accueil, il y avait aussi déjà des ateliers, des temps de rencontre... on pouvait aller faire un jogging ensemble, enfin il y avait des temps où tout le monde pouvait se retrouver. (...) C'était un besoin à ce moment-là de faire garder mon enfant et aussi finalement je me suis assez vite rendu compte que ça me permettait de sortir de chez moi et de voir autre chose. Parce qu'il y avait tout un réseau au niveau de l'association. Rencontrer d'autres personnes quand vous avez 22 ans, que vous êtes toute seule ici, que vous débarquez, c'est pas évident ! »*

Entretien avec Annick Poulain, Directrice de l'association Plein grés

Sans activité salariée durant ses premières années à Gennevilliers, Annick a néanmoins une expérience professionnelle de secrétariat acquise dans une entreprise de travaux agricoles en Normandie. Selon ses propres mots, son rapport à l'école a été « conflictuel ». Elle termine sa scolarité relativement jeune, dès l'obtention d'un BEP d'agent administratif. En 1987, le conseil d'administration de Plein grés est renouvelé et Annick se voit proposer la fonction de trésorière en raison de son expérience du travail administratif. Elle intègre alors l'instance de direction de la halte-garderie tout en continuant à participer bénévolement aux activités de l'association. À l'instar des premières militantes qui sont parvenues à occuper un emploi dans l'association, elle aspire à retrouver une activité salariée en valorisant son expérience de mère. En 1988, elle fait partie du groupe des six femmes à l'origine du projet de mini-crèche sur les Grésillons. Elle suit la formation d'assistante maternelle, puis est embauchée par la structure où elle réalise ses six mois de stage. Lorsque la mini-crèche ouvre en octobre 1990, Annick accouche de son troisième enfant et décide finalement de ne pas s'engager dans ce projet professionnel.

L'ouverture de la mini-crèche alourdit cependant le travail administratif de l'association et un emploi d'agent administratif est créé en 1993. Réalisant ce travail bénévolement depuis plusieurs années en tant que trésorière, Annick est alors employée par l'association au niveau de la gestion de la structure. À ce titre, elle participe au montage des projets des trois autres haltes-garderies dans différents quartiers de la ville. Elle devient directrice de Plein grés en

2000, suite au départ à la retraite de la fondatrice qui occupait le poste de coordinatrice de l'association. Le remplacement de la fondatrice, qui continue néanmoins de s'investir en tant que présidente, nécessite en effet la création d'un poste de direction dédié à la gestion budgétaire de l'association et d'un poste de coordination orienté vers le suivi des projets.

*« L'association était passée de deux à trois, puis quatre salariées... avec l'ouverture de la mini-crèche en 1990, on était passé à une dizaine de personnes. L'association avait grandi et le poste administratif commençait à s'élargir. Il y avait le problème de tout ce qui était payé, comptabilité... on commençait à parler d'informatisation à cette époque-là parce que les sous-traitants extérieurs, ça coûtait une fortune ! J'ai été embauchée en 1993 justement sur cet aspect-là. (...) En 1999, Roselyne a pris sa retraite et il y avait le poste de direction à prendre. En fait, le poste se scindait en deux choses : un poste de direction et un poste de coordination. Moi, j'étais déjà en administratif, donc je gardais cet aspect-là avec le poste de direction ».*

Entretien avec Annick Poulain, Directrice de l'association Plein grés

La trajectoire d'Annick met en lumière la diversité des formes d'insertion sociale et professionnelle des femmes au travers de l'association. Elle illustre également la volonté des membres de Plein grés de recruter des responsables et des salariées au sein de sa base adhérente. À partir d'un bénévolat au niveau de l'accueil des enfants, cette personne a progressivement participé aux activités collectives avec d'autres adhérentes de l'association. Elle s'est ainsi insérée dans une sociabilité de quartier alors qu'elle n'avait pas de connaissances dans la ville. Elle s'est investie au niveau de la gestion de l'association en s'occupant de la trésorerie, ce qui a facilité son embauche lorsque l'association a commencé à se développer. Avec l'ouverture des nouveaux établissements sur l'ensemble de la commune et le départ à la retraite de la fondatrice, les postes dédiés à la gestion administrative ont été renforcés. Annick et une autre ancienne bénévole occupent aujourd'hui respectivement les postes de direction et de coordination de l'association. Dans la dernière partie de ce chapitre, nous allons voir que le développement de l'association a toutefois des conséquences sur le projet associatif et sur l'autonomie du groupement.

### III.2.3 L'autonomie associative à l'épreuve de la logique administrative

#### III.2.3.1 De la halte-garderie au multi-accueil, le glissement du projet

Si le développement de l'association Plein grés a permis d'employer et de former de nombreuses femmes de Gennevilliers, cela n'est pas sans conséquence sur son projet et sur son mode de fonctionnement. Dans le deuxième chapitre, nous avons indiqué que les relations partenariales entre les pouvoirs publics et les associations peuvent aboutir à un processus d'isomorphisme institutionnel (Enjolras, 1996). Ce phénomène se caractérise par une intégration des normes produites par les institutions de l'État (Eme, 2001) et par « la tendance mimétique des associations à adopter les formes organisationnelles des administrations bureaucratiques avec lesquelles elles sont en interaction régulière » (Hély, 2009, p. 201). En d'autres termes, les associations financées dans le cadre de politiques publiques sont susceptibles de subir un changement au niveau de leur projet et de leur fonctionnement par l'intégration des normes qui conditionnent leur subventionnement.

Concernant l'association Plein grés, le projet originel était d'accueillir ponctuellement des enfants dans une halte-garderie et de permettre ainsi aux mères sans activité salariée de sortir de l'espace domestique. Ce projet est toujours défendu par les membres de l'association, mais les pratiques se sont progressivement éloignées de ces principes. Les gardes d'enfants tendent dorénavant vers des journées complètes tout au long de l'année et le bénévolat des parents s'est considérablement réduit. Selon les membres de Plein grés, cette association peine aujourd'hui à se différencier des services publics de garde d'enfants et du modèle des crèches. Lors d'un entretien croisé avec la directrice et la coordinatrice de l'association en 2011, ces personnes rappelaient l'origine du projet associatif et regrettaient que l'association soit de moins en moins mobilisée par les habitantes des quartiers comme un moyen d'insertion sociale et professionnelle. Elles considéraient également que le modèle de la halte-garderie ne correspond plus au fonctionnement actuel des établissements gérés par l'association :

*« Coordinatrice : On est beaucoup confondu avec les crèches à propos de la garde d'enfants. On travaille là-dessus en ce moment.*

*Directrice : Parce que les deux objectifs... le premier objectif de l'association c'est l'insertion et la promotion sociale des familles, en particulier des mères. Et l'autonomie et la socialisation précoce des enfants. Donc on a vraiment démarré sur de la halte-garderie pour déposer l'enfant deux heures, le temps d'aller faire les courses, d'aller*

*chez le coiffeur, d'aller chez le médecin ou rien du tout d'ailleurs ! Mais c'était ça le projet d'origine.*

*Coordinatrice : Les enfants n'étant qu'un moyen, alors que maintenant ça devient l'objectif premier qui est vu par les familles. Avec le nombre de salariées qu'on a, je pense que les familles se disent : "C'est bon, ce sont des professionnelles, elles s'occupent de nos enfants".*

*Directrice : Quand on regarde, on n'est plus une halte-garderie. Maintenant ce sont des enfants qui viennent pour la journée entière et la semaine entière. Les demandes en accueil ponctuel uniquement pour de la socialisation ou pour libérer une maman quelques heures, si il y en trois par site... c'est tout. Les gens ne prennent même plus contact pour ça ».*

Entretien avec Annick Poulain, Directrice et Michèle Dauvet, Coordinatrice de l'association Plein grés

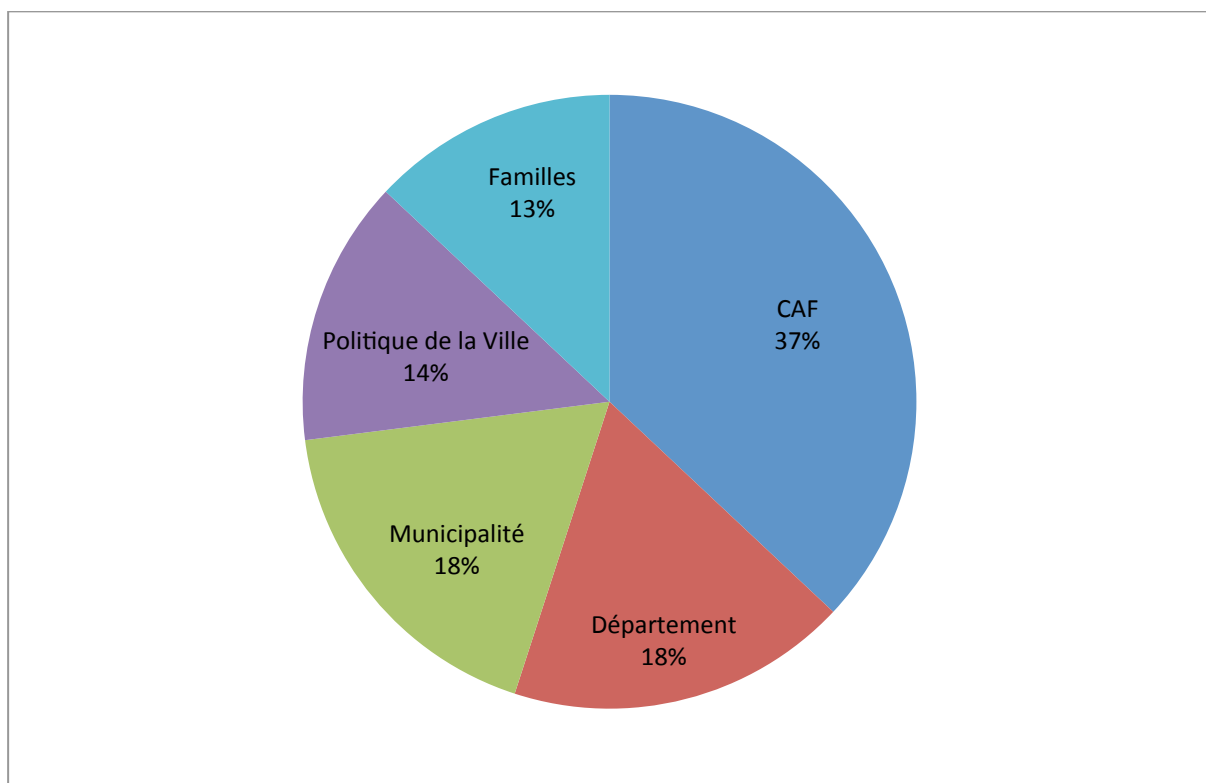
Au sein des cinq établissements gérés par l'association, les discours des acteurs sont similaires. Dans tous les quartiers, la part des enfants accueillis temporairement se réduit. Selon les rapports d'activité de l'association, on constate néanmoins que la majorité des familles inscrites dans l'année déposent leur enfant de manière occasionnelle. Mais elles le font sans régularité, quelques jours dans l'année. En revanche, le nombre d'enfants accueillis tout au long de l'année à temps complet est en augmentation. Par exemple, dans le quartier des Grésillons, la structure dispose d'un agrément de 20 enfants maximum par heure. En 2001, sur 118 enfants inscrits, 4 sont accueillis à temps complet. En 2010, sur les 53 enfants inscrits, 14 sont accueillis à temps complet. Depuis le début des années 2000, l'association est donc confrontée à une baisse du nombre des familles adhérentes et à une augmentation des gardes à temps complet. La définition de halte-garderie que les acteurs associatifs donnent encore à leurs établissements n'est d'ailleurs plus en phase avec la définition qui apparaît dans les textes officiels. Celle-ci résulte d'un accord entre Plein grés et les institutions publiques qui financent et contrôlent ces établissements (le Conseil général des Hauts-de-Seine et la Caisse d'allocations familiales). Officiellement, l'association ne gère plus de haltes-garderies, mais une mini-crèche et quatre établissements multi-accueil<sup>134</sup>.

---

<sup>134</sup> Selon la définition du Pôle solidarité du département des Hauts-de-Seine, « les structures multi-accueil proposent, dans un même lieu, différents types d'accueil pour les enfants de moins de 4 ans : soit un accueil régulier, à temps plein ou à temps partiel ; soit un accueil occasionnel ».

Pour comprendre ce changement dans l'activité de l'association, il est nécessaire de considérer l'évolution des politiques publiques. Avec la salarisation du personnel de l'association, les financements proviennent en majorité de la politique familiale qui subventionne les services dédiés à la petite enfance (Graphique 4). Les familles payent un tarif qui est complété par la Caisse d'allocations familiales et le département. Or, la politique familiale est marquée depuis les années 1990 par la volonté d'améliorer le taux d'occupation des établissements d'accueil de jeunes enfants (Vanovermeir, 2012). L'accueil régulier à temps plein garantissant un meilleur taux d'occupation que l'accueil ponctuel, les partenaires publics de l'association Plein grés ont incité cette dernière à passer du modèle de la halte-garderie à celui du multi-accueil. Dans le cadre du multi-accueil, ce sont encore les gardes régulières à temps plein qui sont systématiquement préconisées par les institutions publiques. L'indicateur du taux d'occupation conditionne en effet le renouvellement des agréments et des subventions par les pouvoirs publics.

Graphique 4 – Répartition des sources de financement de l'association Plein grés, en 2011<sup>135</sup>.



<sup>135</sup> Les subventions de la CAF (37%) et du département (18%) viennent compléter le paiement du service d'accueil par les familles (13%).

### III.2.3.2 Une moindre participation bénévole des parents

La participation des parents aux activités de l'association connaît également un recul depuis le début des années 2000. Si les différents ateliers animés par les responsables de structure pendant la garde des enfants sont encore suivis par quelques dizaines de femmes sans emploi, la participation se fait rare lors d'activités moins régulières comme les sorties culturelles ou la préparation d'évènements festifs. Nous avons souligné précédemment l'importance de ce type d'activités dans la socialisation des mères sans emploi et dans le maintien d'une vie collective autour de l'association. Cela permettait également aux militantes d'intégrer de nouveaux membres au sein du conseil d'administration et d'employer des femmes qui avaient adhéré au projet associatif.

De manière plus problématique pour le fonctionnement de l'association, la participation bénévole des mères à la garde des enfants tend aussi à se réduire, malgré les demandes formulées par les membres de l'association. De fait, le travail de garde est essentiellement réalisé par les salariées et les stagiaires en formation. Membre du collectif de la cité des 3F et salariée de l'association dès l'ouverture de la halte-garderie aux Grésillons, une militante de Plein grés évoque ce changement de la participation des parents.

*« La participation des parents... ça se perd, ça se perd, ça se perd... Nous les mamans, on se relayait entre mères. Après on a eu d'autres mères qui sont arrivées pour inscrire leurs enfants et on a fait un planning. On leur a dit : "Écoutez, il y a un planning. Vous vous inscrivez pour dire tel jour je suis présente, tel jour je ne suis pas présente". On faisait des échanges, ça se passait très bien. Et au fur et à mesure qu'on a eu la nouvelle génération qui est arrivée, on leur a toujours mis un planning en leur disant : "Voilà on a besoin de coups de main tel jour ou telle heure, c'est le moment où il y a le plus d'enfants, où on a le plus de besoin, où on n'a pas de stagiaires à ce moment-là". On a du mal. Depuis septembre qu'on est rentré<sup>136</sup>, on a dû avoir deux mamans. Deux mamans. C'est pas énorme... Ils ne s'investissent plus autant qu'avant. Ils ne se sentent pas concernés, ils ne se sentent pas concernés... A partir du moment où il y a un moyen de garde pour leurs enfants, c'est bon. Ça s'arrête là. »*

Entretien avec Nejma Bouckhem, Auxiliaire de puériculture de l'association Plein grés

---

<sup>136</sup> L'entretien a été réalisé durant le mois de mars 2011.

Une autre salariée de l'association, ancienne mère bénévole, critique une pratique « consumériste » des parents à l'égard de l'association. La participation des mères reste un objectif de l'association, mais cette femme reconnaît éprouver de plus en plus de difficulté pour susciter l'adhésion à ce type de fonctionnement.

*« La participation des parents, c'est difficile. Pour faire un raccourci, aujourd'hui les parents ne sont que des consommateurs. Des consommateurs non impliqués. A priori... dès qu'on discute un petit peu avec eux, ça y est... on voit qu'ils sont prêts... Mais au début, ce sont de simples consommateurs. C'est un énorme travail de les encourager. »*

Entretien avec Pascale Kuach, Agent d'accueil de l'association Plein grés

Pour les membres de Plein grés, cette baisse de la participation des parents remet en question le projet de l'association. Elles reconnaissent l'essoufflement de leur modèle d'insertion des femmes, sans toutefois parvenir à formuler une explication ou à envisager une alternative. Si l'on reprend la logique du développement de l'association, on remarque néanmoins une différence entre la création de la halte-garderie et de la mini-crèche aux Grésillons, et la création des trois établissements dans les autres quartiers de la ville. Les premières créations aux Grésillons sont fortement liées au collectif des femmes de la cité des 3F. L'association s'est donc appuyée sur une mobilisation préexistante, ainsi que sur un réseau d'associations de femmes présent sur le quartier. En revanche, les trois autres sites sont créés suite à la demande de la municipalité, sans lien avec des mobilisations de femmes dans ces quartiers. En d'autres termes, l'initiative ne provient pas des habitants de ces quartiers. La municipalité de Gennevilliers est devenue le principal partenaire local de Plein grés, ce qui peut expliquer cette baisse de la participation des parents et la confusion que ces derniers entretiennent entre l'association et les services publics de garde d'enfants. Concernant le quartier des Grésillons, deux faits peuvent expliquer la baisse de la participation dans les deux premiers établissements. D'une part, la majorité des femmes à l'origine de l'association a changé de lieu de résidence, soit pour un autre quartier de la ville, soit pour une commune limitrophe. L'activité associative dans le quartier n'est donc plus aussi liée à la sociabilité de voisinage qui existait notamment au sein de la cité des 3F. D'autre part, les coopérations au sein du réseau des associations de femmes se sont considérablement réduites avec la fermeture de la Maison de femmes en 2006.



*« En 1994, la municipalité nous a demandé si on était partante pour mettre en place un projet sur un autre quartier de la ville, sur le quartier du Luth. La municipalité nous aidait beaucoup, sur plein d'aspects... même financièrement et elle reconnaissait vraiment le travail qui était fait dans les deux sites qui étaient en place. Sans trop d'hésitation finalement on est allé sur le quartier du Luth. (...)*

Sur le Luth, ce sont aussi des personnes du Luth qui étaient à l'initiative ?

*Non, justement. Non, ce n'était pas le même projet. Alors c'était quand même des mamans qui venaient sur les Grésillons qui ont été embauchées, mais ça n'a pas été un projet mené par des gens du quartier avec la même implication. Ce qui est le cas aussi pour les deux autres sites qu'on a ouverts après. Ça n'a pas été de la même façon, c'est plus l'association qui a porté les projets avec moins d'investissement des parents... »*

Entretien avec Annick Poulain, Directrice de l'association Plein grés

La demande de la municipalité pour une extension de l'activité de Plein grés dans différents quartiers de la ville illustre le changement des rapports entre les dirigeants communistes et les associations locales. Les membres de Plein grés se sentent à la fois reconnues pour leur travail et soutenues lorsqu'elles rencontrent des difficultés, notamment financières. On peut toutefois souligner qu'il n'existe pas de concurrence entre l'association et les services municipaux puisque les services publics de la petite enfance (crèches) sont gérés par le département. La création d'établissements d'accueil des enfants sous forme associative permet alors à la municipalité d'augmenter l'offre locale sans véritable conséquence sur le budget de la commune. La part des subventions municipales a certes augmenté depuis les années 1990, mais elle ne représente encore que 18 % du budget de Plein grés en 2011 (Graphique 4). Nous allons voir dans le point suivant que les tensions entre l'association et les institutions publiques sont davantage liées au contrôle exercé par le pouvoir départemental. C'est en effet celui-ci qui délivre les agréments pour l'ouverture ou la modification des établissements d'accueil de la petite enfance et qui est en charge des politiques sociales décentralisées.

Tableau 7 – Évolution de l’association Plein grés de 1984 à 2011, selon le nombre de salariés, le type d’établissement créé et le quartier d’implantation du nouvel établissement.

<b>Année</b>	<b>Nombre de salariés de l’association</b>	<b>Type d’établissement ouvert cette année-là</b>	<b>Quartier</b>
1984	2	Halte-garderie	Grésillons
1990	10	Mini-crèche	Grésillons
1995	16	Halte-garderie	Luth
2003	28	Multi-accueil	Village
2007	46	Multi-accueil	Chandon-Brenu
2011	50	-	-

### **III.2.3.3 Logique gestionnaire et injonctions normatives**

L’extension de l’activité de Plein grés dans d’autres quartiers de la commune a entraîné une augmentation conséquente du nombre de salariés (Tableau 7). En 1984, à l’ouverture de la première halte-garderie aux Grésillons, seules deux femmes étaient salariées de l’association. En 2011, avec la gestion de cinq sites sur quatre quartiers, l’association emploie 50 personnes. Nous avons vu que ces emplois, et les formations qui leur sont associées, ont permis à certaines femmes de Gennevilliers de s’insérer socialement et professionnellement. Mais l’augmentation du salariat au sein de l’association entraîne une croissance des préoccupations gestionnaires qui n’est pas sans conséquence sur le fonctionnement associatif.

L’évolution des postes dédiés à la gestion de l’association illustre cette augmentation du travail administratif (Tableau 8). Au commencement, les postes électifs de présidente (relations avec les partenaires) et de trésorière (budget) sont les principaux supports de la gestion de l’association. En 1987, la présidente est employée à mi-temps sur un poste de coordinatrice pour encadrer le personnel et gérer les relations avec les partenaires. Lors de ce renouvellement du conseil d’administration, une nouvelle trésorière est choisie en raison de ses compétences en secrétariat et comptabilité. En 1993, suite à la création de la mini-crèche,

la trésorière bénévole est employée à mi-temps en tant qu'agent administratif. À partir de 2000, le départ à la retraite de la coordinatrice et son élection à la fonction de présidente permettent un réinvestissement bénévole conséquent. Des financements pour des emplois à temps plein de directrice et de coordinatrice sont également obtenus pour accompagner notamment le développement des nouvelles structures de multi-accueil.

Tableau 8 – Évolution des postes dédiés à la gestion de Plein grés, de 1984 à 2011.

<b>Période</b>	<b>Emploi salarié</b>	<b>Bénévolat</b>
1984-1987	-	Présidence, Trésorerie
1987-1993	Coordinatrice (mi-temps)	Trésorerie
1993-2000	Coordinatrice (mi-temps) Agent administratif (mi-temps)	-
2000-2011	Directrice (temps plein) Coordinatrice (temps plein)	Présidence

Le travail des responsables associatifs tend alors à se focaliser sur les questions de budget et de gestion des équipes, au détriment des formes de coopération avec les autres associations. Les partenariats se réduisent progressivement aux relations avec les institutions publiques (Municipalité, CAF, Département). La directrice de l'association évoque ainsi le changement opéré au niveau du fonctionnement de l'association.

*« Avec les autres associations, on se voit de moins en moins... On est chacun sur nos trucs et c'est bien dommage. On est pris par un côté administratif qui devient super lourd parce qu'on doit rendre des comptes super précis. (...) On nous demande beaucoup et on n'a plus le temps... L'extérieur est un peu délaissé depuis cinq ou six ans. Parce qu'on est pris par le quotidien ».*

Entretien avec Annick Poulain, Directrice de l'association Plein grés

Avec la salarisation des membres de Plein grés et la baisse de la participation bénévole des familles, on peut considérer que le fonctionnement associatif est traversé par une tension entre le pôle socio-politique d'association et le pôle socio-économique d'activité (Eme, 2001). En d'autres termes, le travail des membres de l'association se concentre progressivement sur l'activité productive (service d'accueil des enfants) et sur les moyens de sa réalisation (obtention des subventions). La logique de solidarité entre les membres associatifs et les destinataires de leur action reste présente, mais elle est dominée par une logique gestionnaire.

Si la logique gestionnaire est liée au développement de l'association et à la salarisation de ses membres, le mode de financement public explique également son importance grandissante. Plus des deux tiers du budget de Plein grés (68 %) est lié à la quantité d'heures de garde des enfants, les sommes versées par les familles étant complétées par des subventions de la CAF et du département. Le tiers restant est composé des subventions de la municipalité et du dispositif de la politique de la ville. Ces financements publics sont octroyés pour une durée de deux ou trois ans et reposent sur des contrats de « partenariat » qui incluent des objectifs chiffrés<sup>137</sup>. Ces financements dits « sur projet » exercent alors une contrainte relativement forte sur l'activité associative puisqu'ils définissent des objectifs à atteindre en un temps relativement court. En 1993, un rapport du Conseil national de la vie associative soulignait déjà le risque de perte d'autonomie des associations avec les pratiques de financement sur projet : « En faisant porter les contrats sur des actions (le plus souvent à courte échéance, et avec une obligation de résultats "visibles") et en ne prenant pas en compte toutes les conditions de leur mise en œuvre (expérimentations, instances de coordination, coût du bénévolat, etc.), les financeurs publics risquent de faire perdre aux associations les conditions mêmes de leur autonomie de fonctionnement »<sup>138</sup>.

On a souligné précédemment que la municipalité de Gennevilliers soutient l'activité de Plein grés. Les financements qui proviennent de la mairie sont relativement peu contraignants pour le fonctionnement de l'association, ils ne sont pas déterminés par la poursuite d'objectifs chiffrés. En revanche, l'association est régulièrement en conflit avec le pouvoir départemental qui, depuis les lois de décentralisation de 2003, est reconnu comme le « chef de file de l'action sanitaire et sociale » (Lafore, 2004). Dans le cadre de la politique de

---

<sup>137</sup> Ce type de financement s'est généralisé dans le cadre de la décentralisation et de la politique partenariale entre les collectivités territoriales et le secteur associatif.

<sup>138</sup> Cité par Matthieu Hély (2009, p. 36).

la ville, le département et Plein grés sont liés par un contrat de partenariat autour de la question de l'insertion sociale des femmes. Or, une partie du financement octroyé par le département a été retiré en 2010 en raison d'un désaccord entre les objectifs fixés et l'activité de l'association. Le département a modifié l'objectif de l'insertion sociale des femmes en le définissant à partir de la réalisation de stages par les bénéficiaires du revenu minimum. La garde temporaire des enfants pour des femmes en formation ou en recherche d'emploi n'est donc plus légitime auprès de cette institution, d'autant que cette activité tend à être remplacée par des gardes à temps complet pour des couples de salariés. Suite à la perte de ce financement, le budget de l'association est en déficit. En conséquence, le département des Hauts-de-Seine et la municipalité de Gennevilliers ont sollicité l'intervention d'un organisme indépendant (Dispositif local d'accompagnement<sup>139</sup>) pour établir un diagnostic sur l'activité et le fonctionnement de Plein grés, ainsi que des préconisations pour pérenniser les emplois<sup>140</sup>. Cette situation fait craindre aux membres de l'association une redéfinition forcée de leur projet, voire une cessation d'activité. À Gennevilliers, ce risque n'a rien d'abstrait puisque la Maison de femmes a dû fermer en 2006 suite au non renouvellement d'un financement public. Comme l'exprime la directrice de Plein grés, les responsables associatifs ont toutefois la volonté de négocier avec les institutions publiques et de défendre leur projet.

*« On a des difficultés actuellement sur le plan financier parce qu'on a eu une subvention d'insertion qui a été supprimée. On avait un financement dans le cadre du PDI-RE<sup>141</sup> qui a été supprimée cet été. (...) Du coup, on a... c'est pas un audit, mais c'est tout comme... on a le Dispositif local d'accompagnement qui a été mandaté, missionné par le conseil général et par la mairie pour voir où on en est, où on va, d'où on vient... On est à un tournant, on ne sait pas trop où ça va aller, mais en tout cas les choses sont posées en disant premièrement : On est intéressante ou on ne l'est pas ? Si on est intéressante, qu'est-ce qu'on fait pour que notre projet soit viable ? ».*

Entretien avec Annick Poulain, Directrice de l'association Plein grés

---

<sup>139</sup> Ce dispositif a été créé en 2002 à l'initiative de l'État (Caisse des dépôts) et d'organisations de l'Économie sociale et solidaire dans le but de soutenir l'activité d'organisations considérées comme productrices d'utilité sociale.

<sup>140</sup> Au moment de l'enquête, le rapport n'avait pas encore été rendu public.

<sup>141</sup> Programme Départemental d'Insertion et de Retour à l'Emploi.

La tension entre l'association et le département renvoie également au contrôle exercé par ce dernier sur la conformité des établissements aux normes régissant le secteur de la petite enfance<sup>142</sup>. Les instances départementales autorisent en effet la création et la modification des services d'accueil lorsque ceux-ci sont gérés par une structure associative. Il s'appuie pour cela sur les réseaux territoriaux de la Protection maternelle et infantile (PMI) qui transmettent un avis technique en amont de chaque projet et qui exercent en aval un contrôle sur le respect des normes. En raison de la démolition partielle de la cité des 3F, les services de la PMI ont ainsi préconisé la fermeture provisoire de la mini-crèche des Grésillons en décembre 2010. Situé à proximité des travaux, cet établissement n'a pas été évalué conforme aux normes d'hygiène et de sécurité. L'association a alors procédé au chômage partiel de ses employées et a dû replacer en urgence les enfants accueillis dans les autres sites. Prise dans un contexte peu commun (les travaux de démolition), cette décision illustre néanmoins le pouvoir de cette instance de contrôle.

De manière plus régulière, les médecins et infirmières des deux centres PMI présents sur Gennevilliers vérifient la conformité des établissements gérés par Plein grés. Si les membres de l'association acceptent le principe du contrôle, elles critiquent l'absence de dialogue avec les institutions départementales et revendiquent un temps d'adaptation pour le respect des normes. Concernant les femmes peu qualifiées qui participent bénévolement, effectuent un stage ou obtiennent un emploi dans l'association, les responsables associatives demandent notamment la prise en compte d'un temps d'apprentissage. L'animation auprès des enfants représente à la fois le cœur du métier et la validation des acquis domestiques des mères. Les normes d'hygiène sont en revanche difficilement assimilées. Elles ne font pas nécessairement sens pour les femmes de l'association et sont considérées comme extérieures à leur propre culture.

*« On n'a pas à faire n'importe quoi, il y a des règles. Nous on veut bien les discuter les règles, mais en partenariat. Les normes vétérinaires qu'on met en place, c'est quoi ça ?! On n'a pas embauché des filles qui ont fait du laboratoire... Les filles disent : "Attends, vous nous prenez pour qui ? Ça va pas la tête ? " Alors les charlottes<sup>143</sup> déjà, il faut mettre une charlotte, on veut bien l'entendre... Mais il faut la mettre là, il ne faut pas la mettre là, faut faire ci, faut faire ça... On est dans un cadre où les gens apprennent petit à*

---

<sup>142</sup> Les normes concernent l'hygiène et la sécurité des locaux, le mode et la capacité d'accueil des établissements, ainsi que la qualification et le suivi médical du personnel.

<sup>143</sup> Protection hygiénique qui couvre les cheveux.

*petit, qu'on nous laisse au moins faire ça ! Et qu'on accepte qu'on va avoir des auxiliaires de puériculture, mais on va mettre deux ans à avoir une auxiliaire qui va être au top ».*

Entretien avec Roselyne Titour, Fondatrice et Présidente de *Plein Grès*

Face aux injonctions des institutions publiques qui financent et contrôlent l'activité de l'association, celle-ci est en négociation permanente pour préserver son projet et son mode de fonctionnement. Dans son rapport aux pouvoirs publics, Plein grés correspond effectivement au type de groupements qui « ne se reconnaissent ni dans la subordination, ni dans la contestation, mais [qui] tentent de ménager des marges de manœuvre pour réaliser leur projet socio-éducatif » (Nicourd, 2009, p. 70). Cette capacité de négociation nécessite la mobilisation de certaines ressources telles la spécificité de l'action associative par rapport aux services publics, la gestion rigoureuse des fonds alloués et la reconnaissance du rôle de l'association dans la solidarité locale. Or, le passage d'un service de type halte-garderie à celui de type crèche réduit la spécificité de l'action associative à l'égard des services publics de la petite enfance. Le déficit budgétaire fragilise également la position des responsables associatifs dans la négociation des subventions, notamment pour signer des contrats de partenariat de plus longue durée. Les arguments de l'association reposent alors essentiellement sur son histoire et sur le rôle joué dans l'insertion sociale et professionnelle des femmes de Gennevilliers. Au moment de l'enquête, les membres de Plein grés exprimaient un certain pessimisme quant à la pérennité de leur action. Si elles n'envisagent pas que les institutions publiques décident la fermeture d'une organisation de 50 salariés, elles craignent en revanche que le maintien des financements ne soit conditionné à une redéfinition du projet de l'association. Dans les représentations de ces acteurs associatifs, la modification des objectifs et du fonctionnement de Plein grés signifierait alors la perte de leur autonomie.

## ***Conclusion***

Le parti communiste français s'est implanté dans les faubourgs industriels de Paris durant l'entre-deux guerres en lien avec les revendications des travailleurs qui peuplaient ces territoires récemment urbanisés. Le pouvoir municipal et les diverses organisations communistes (parti, syndicat, cellule, association) ont alors constitué un système d'action qui

mêlait étroitement l'action politique avec les formes de sociabilité locale. Au sein de ce système d'action, les associations étaient sous la dépendance politique des élus et des cadres de la section locale du parti. À Gennevilliers, le cas du collectif des femmes de la cité des 3F illustre le contrôle que les militants communistes exerçaient sur les actions collectives des habitants jusque dans les années 1970. Avec le processus de désindustrialisation et le déclassement des quartiers d'habitat social, le système communiste se désagrège progressivement et l'on observe une recomposition des relations entre le pouvoir municipal et les organisations associatives.

Cette recomposition des relations entre le pouvoir municipal et les organisations associatives est liée à l'intervention croissante de l'État dans les quartiers populaires. Au début des années 1980, l'État met en œuvre une nouvelle politique publique pour répondre au problème des « banlieues ». Dans le cadre de la décentralisation, la politique de la ville repose notamment sur des contrats de partenariat entre l'État, les collectivités territoriales et les associations. Dans le cas étudié, le programme de Développement social des quartiers est mis en œuvre dès le début des années 1980. Ce dispositif repose notamment sur une territorialisation de l'action publique et valorise le principe de la participation des habitants. Dans ce nouveau cadre institutionnel, des mobilisations de femmes extérieures au système communiste s'organisent en association grâce à des financements publics et à une nouvelle légitimité en tant qu'acteurs locaux. Ces associations participent à la visibilisation du problème de l'émancipation des femmes au niveau de l'espace public local, grâce notamment à la création d'une Maison de femmes et d'une halte-garderie. L'activité associative est menée à l'échelle locale (le quartier et la ville) et avec une revendication d'autonomie. Les coopérations entre ces associations mettent en lumière la constitution d'un réseau au niveau du quartier des Grésillons. La genèse de ces associations montre toutefois que les associations locales inscrites dans le dispositif de la politique de la ville ne sont pas le fait d'acteurs dépolitisés. La Maison de femmes est ainsi fondée par des militantes féministes actives localement depuis le début des années 1970. Le collectif des « mamans » de la cité des 3F et la halte-garderie des Grésillons se créent notamment grâce à l'activisme d'une militante issue du catholicisme social.

Conformément à l'hypothèse formulée sur la transformation des modes de sociabilité politique dans les quartiers populaires urbains, il semble bien que la désagrégation du système communiste ait favorisé l'intervention dans l'espace public local de collectifs d'habitants



extérieurs aux organisations communistes<sup>144</sup>. L'organisation en association et le développement de l'activité de ces collectifs sont également liés aux politiques territorialisées mises en œuvre par l'État. Outre l'octroi de financements, le dispositif de la politique de la ville permet à ces groupements locaux et autonomes de jouir d'une nouvelle légitimité dans la définition et la résolution des problèmes sociaux du quartier.

Le cas de l'association Plein grés met cependant en lumière les tensions induites par la relation partenariale avec les institutions publiques. D'un côté, les subventions publiques permettent à l'association de former et d'employer un nombre croissant de femmes du territoire et d'étendre son action à l'échelle de la ville. La relation partenariale permet alors la réalisation du projet d'insertion sociale et professionnelle des mères au foyer au travers de la validation des acquis domestiques ou d'autres activités rendues possibles par l'accueil des enfants. D'un autre côté, on observe un glissement de l'activité de l'association qui passe du modèle de la halte-garderie à celui de la crèche, en raison notamment des injonctions publiques à l'optimisation du taux de remplissage des structures. Conçus pour être des espaces de socialisation des mères au foyer, les établissements gérés par Plein grés sont progressivement investis par des couples de salariés. La participation bénévole des parents décroît, d'autant que l'implantation de l'association dans les autres quartiers de la ville ne se réalise pas en lien avec des collectifs d'habitants. Les relations avec les institutions publiques supplantent alors les coopérations au sein du réseau associatif local. La hausse du nombre de salariés s'accompagne d'une préoccupation gestionnaire de plus en plus importante, d'autant que les subventions liées à l'insertion sociale des femmes sont de courte durée et conditionnées à des objectifs fixés par les financeurs publics. L'autonomie de l'association est alors un enjeu de la négociation avec les institutions publiques qui conservent le pouvoir de la définition des politiques publiques et du contrôle de l'action réalisée par les associations. Dans le cas étudié, malgré une action associative continue sur le territoire pendant trois décennies, on constate que la relation partenariale reste marquée par une asymétrie entre les institutions publiques et l'association. Les responsables associatifs sont constamment dans la défense de leur projet et de leur mode de fonctionnement face aux injonctions émanant notamment du pouvoir départemental.

Au travers de l'étude de ce cas, on observe donc un double mouvement concernant la participation associative dans les quartiers populaires. Dans un premier temps, la

---

<sup>144</sup> Le cinquième chapitre est consacré à l'étude de l'engagement associatif des militants communistes.

désagrégation du système communiste et la mise en œuvre de politiques publiques territorialisées permettent à des collectifs d'habitants d'agir sur le territoire au travers de la forme associative. L'exemple des associations de femmes montrent une action située à l'échelle locale, sans affiliation à une structure fédérative ou partisane. Au travers de coopérations, ces associations créent également un réseau au niveau du territoire. Dans un second temps, le développement des activités des associations s'accompagne d'une salarisation de leurs membres. L'importance prise par le travail administratif traduit la prégnance d'une logique gestionnaire dont les normes proviennent des financeurs publics. La verticalité des relations avec les institutions publiques se substituent à l'horizontalité des relations au sein du réseau associatif local. Sous une autre forme que le système communiste, les politiques publiques territorialisées génèrent alors une participation associative dans les quartiers populaires qui reste conditionnée par le politique. Pour les associations engagées dans des relations partenariales avec les institutions publiques, l'autonomie de fonctionnement est l'enjeu d'une négociation permanente face aux contrôles et aux injonctions des pouvoirs publics.



## Chapitre IV - Participation associative et politiques sociales en Argentine

### *Introduction*

Les quartiers populaires de la périphérie urbaine de Buenos Aires sont aujourd'hui stigmatisés en référence aux phénomènes de violence, de pauvreté ou de corruption. Ils symbolisent la grande transformation de la société argentine au cours des trente dernières années, qui signe « la fin son exception » dans la région latino-américaine (Svampa, 2005). Cette exception reposait notamment sur l'intégration des classes populaires grâce à un haut niveau d'emploi protégé et syndiqué, ainsi que sur des mécanismes d'ascension sociale que symbolisaient les vastes classes moyennes. La crise économique des années 1970-1980, puis les réformes néolibérales des années 1990 ont conduit à une dérégulation du travail et à une paupérisation des classes moyennes et populaires. Au cours des dernières décennies, c'est également le « consensus autour du progrès social pour tous » qui s'est rompu (Kessler, 2011, p. 94). Dans ce contexte, les quartiers ont à la fois servi de refuge aux classes populaires dans la lutte pour la survie et d'espace de prédilection pour l'action collective (Merklen, 2009).

L'histoire des quartiers populaires de la périphérie urbaine de Buenos Aires est donc intimement liée aux processus d'industrialisation et de désindustrialisation. Elle est également liée à l'avènement du péronisme et à son maintien en tant que première force politique du pays. La périphérie urbaine de Buenos Aires constitue encore aujourd'hui le principal bastion électoral du péronisme. Nous verrons dans ce chapitre comment cette banlieue industrielle s'est constituée, en interrogeant notamment la formation de communautés ouvrières. Comme pour le cas français, nous faisons l'hypothèse que l'essor de la participation associative dans les quartiers populaires urbains est lié aux processus de désindustrialisation et de désagrégation des communautés ouvrières autrefois structurées autour de l'usine, du syndicat et du parti. Le cas emblématique du mouvement des travailleurs sans-emploi, dénommé mouvement *piquetero*, permet alors de tester cette hypothèse d'une transformation des modes de sociabilité politique dans les quartiers populaires. Ce mouvement social repose notamment sur des associations implantées dans les territoires populaires de la périphérie urbaine de Buenos Aires et sur des formes de confrontation avec les pouvoirs publics pour l'obtention de ressources.

Selon notre seconde hypothèse, la croissance d'associations territoriales et autonomes dans la périphérie urbaine de Buenos Aires est également à mettre en relation avec le développement des politiques sociales territorialisées. Il convient donc d'interroger les modes d'appropriation de ces ressources par les associations et les conséquences de ces interactions avec les pouvoirs publics sur le fonctionnement associatif. Avec l'ascension au pouvoir de Nestor Kirchner en 2003, on constate aussi une évolution dans les rapports entre l'État et les organisations du mouvement *piquetero*. Une alliance se forme entre le gouvernement national et certaines associations piqueteras, notamment dans la mise en œuvre des politiques sociales. Dans ce nouveau contexte, les associations territoriales conservent-elles une autonomie de fonctionnement ? Sont-elles toujours fortement investies par les habitants des quartiers populaires ? Comment participent-elles à la définition et à la résolution de problèmes publics ? Dans quelle mesure s'intègrent-elles dans les réseaux politiques de type clientélaire ?

Pour répondre à ces questions, le chapitre est structuré en deux parties. En premier lieu, nous revenons sur la transformation des communes ouvrières en retraçant succinctement la constitution de l'aire métropolitaine de Buenos Aires, les effets de la désindustrialisation et la montée de la contestation sociale dans les années 1990. En second lieu, l'analyse porte sur le mouvement *piquetero* et sur son devenir suite à la sortie de la crise et à l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner en 2003. On étudie notamment l'action du Mouvement Evita qui participe activement à l'alliance entre les organisations piqueteras et le gouvernement national. L'analyse se focalise alors sur la mise en œuvre d'une politique sociale visant à insérer les personnes les plus éloignées de l'emploi à travers la création de coopératives de travail. Au travers de la genèse et de l'activité de cette organisation à Tres de Febrero, on étudie alors les relations existantes entre l'association et les pouvoirs publics ainsi que les conséquences de cette action associative sur le territoire et les habitants.

## ***IV.1 Transformations des communes ouvrières en Argentine***

### **IV.1.1 Essor de l'aire métropolitaine de Buenos Aires**

#### **IV.1.1.1 Buenos Aires, une métropole du nouveau monde**

Buenos Aires occupe une place prépondérante dans la société argentine. À la fois centre politique, culturel et économique du pays, cette métropole connaît également un peuplement sans commune mesure avec les autres villes argentines. La ville de Buenos Aires et sa périphérie urbaine dénommée le *conurbano*<sup>145</sup> regroupent près du tiers de la population totale, soit 13 millions d'habitants pour un total de 40 millions en 2010<sup>146</sup>. L'histoire de l'Argentine est riche en affrontements entre Buenos Aires et les autres provinces du territoire national, notamment durant les guerres du XIX<sup>e</sup> siècle entre unitaires et fédéralistes. Cette opposition entre Buenos Aires et les provinces dites de « l'intérieur » nourrit également des imaginaires. La ville-capitale est décrite comme « un monstre » qui domine outrageusement le reste du pays<sup>147</sup>. Buenos Aires est aussi opposée aux provinces de l'intérieur en tant que seul véritable foyer du progrès et de la « civilisation »<sup>148</sup>. La mégapole argentine n'est cependant pas exempte de dualité puisque la ville de Buenos Aires est elle-même divisée entre les quartiers huppés du Nord et les quartiers populaires du Sud. La ville et la périphérie urbaine se distinguent également dans le rapport qu'elles entretiennent avec le péronisme. Si Buenos Aires s'est fait le chantre du républicanisme, le *conurbano* s'est érigé en bastion du mouvement populaire incarné par le général Perón. L'aire métropolitaine de Buenos Aires offre ainsi une image contrastée où la concentration des richesses côtoie la grande pauvreté, et où les mobilisations sociales défient les institutions de la République. Sans revenir en détail sur l'histoire de l'urbanisation de Buenos Aires, il est utile de retracer certains épisodes afin d'insérer le territoire d'enquête dans un contexte national et international.

---

<sup>145</sup> Le *conurbano* rassemble les 24 municipalités formant la première et la deuxième ceinture de la périphérie urbaine de Buenos Aires. La catégorie administrative définissant la capitale et sa banlieue urbanisée est le « Grand Buenos Aires », elle apparaît à partir du recensement de 1947. Dans l'usage courant, le terme Grand Buenos Aires équivaut à celui d'Aire métropolitaine de Buenos Aires (AMBA).

<sup>146</sup> En 2010, la ville de Buenos Aires compte exactement 2.890.151 habitants et le *conurbano* 9.916.715 habitants, tandis que la population argentine est de 40.117.096 habitants (Indec, Censo 2010).

<sup>147</sup> On fait référence à *La cabeza de Goliath* d'Ezequiel Martínez Estrada (1940).

<sup>148</sup> On fait référence au *Facundo. Civilización y barbarie* de Domingo Sarmiento (1845).

Marginale au sein de l'empire colonial espagnol jusqu'à son élévation au rang de capitale de la vice-Royauté du Rio de la Plata en 1776, Buenos Aires connaît une croissance commerciale et démographique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, à la veille de la Révolution de 1810, la ville ne compte encore que 44 000 habitants (Prévôt-Schapira, 2012). Malgré l'instabilité politique et les guerres, Buenos Aires prospère au cours du XIX<sup>e</sup> siècle avec le développement des échanges commerciaux et l'expansion du capitalisme, au travers notamment d'une relation privilégiée avec la Grande-Bretagne. Plusieurs facteurs participent à la croissance de cette nouvelle cité australe : la position stratégique de son port qui lui assure la maîtrise des communications avec l'Europe et d'importants revenus grâce à sa douane ; l'amélioration de l'élevage et l'intensification de la production lainière ; la construction d'un vaste réseau de chemins de fer. Située aux confins du monde occidental, Buenos Aires attire non seulement les capitaux étrangers, mais aussi les populations européennes dont les migrations sont déjà sensibles. De 1850 à 1880, la ville modernise ses infrastructures et sa population passe de moins de 100 000 à près de 300 000 habitants (Halperín Donghi, 1972, p. 156).

C'est néanmoins à partir de 1880 que l'Argentine, enfin pacifiée, connaît son véritable essor économique et démographique. Cet essor se produit avec la mise en place du modèle agro-exportateur, le renouveau de l'élevage grâce aux frigorifiques, le décuplement des investissements britanniques et l'arrivée massive de nouveaux migrants européens. La population nationale passe alors de 1,8 million en 1869 à 7,9 millions d'habitants en 1914 (Tableau 9). Celle de Buenos Aires atteint 1,5 million d'habitants en 1914, dont la moitié est de nationalité étrangère. Buenos Aires rayonne au-delà du sous-continent américain et d'aucuns rêvent de voir la métropole s'affirmer comme une capitale culturelle mondiale, comme « la Paris australe » (Bernand, 2001). En 1910, la célébration du centenaire de la Révolution est une démonstration de l'opulence et de la modernité de cette ville du bout du monde qui s'est dotée d'un nouveau port, de lignes de tramways (le métro suivra dès 1914) et de monuments prestigieux (le siège du Congrès, le théâtre Colón). Cependant, les quartiers sud de la ville, où les immigrants s'entassent dans des campements de fortune et des foyers collectifs (*conventillos*), donnent dès le début du siècle des signes de saturation. De nouveaux quartiers résidentiels sont alors investis dans l'ouest de la ville par une population relativement hétérogène, que l'on peut définir toutefois comme des travailleurs réalisant une mobilité sociale ascendante (Gutiérrez, Romero, 1989). Cette extension de la zone urbaine vers l'Ouest dépasse dès cette époque les limites de Buenos Aires, même si l'urbanisation y

est plus limitée. Au recensement de 1914, la population de la périphérie de Buenos Aires est estimée à 460.000 personnes contre 1,5 million pour la capitale.

Tableau 9 – Évolution de la population en Argentine, dans la ville de Buenos Aires, dans le *conurbano* et à Tres de Febrero, de 1810 à 2010.

	Tres de Febrero	<i>Conurbano</i>	Ville de Buenos Aires	Argentine
1810	-	-	44 000	500 000
1869	-	42 000	187 000	1 800 000
1914	25 000	460 000	1 550 000	7 900 000
1947	-	1 740 000	2 980 000	15 900 000
1960	263 400	3 780 000	2 960 000	20 000 000
1980	345 400	6 840 000	2 920 000	28 000 000
2001	336 500	8 680 000	2 780 000	36 260 000
2010	340 000	9 920 000	2 890 000	40 120 000

La municipalité de Tres de Febrero n'est créée qu'en 1959, mais plusieurs de ses quartiers se forment dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle grâce notamment au développement des chemins de fer<sup>149</sup>. Ainsi, en 1888, deux nouvelles voies ferrées traversent ces territoires : le train reliant Buenos Aires au Pacifique (Carte 4) et le tramway Federico Lacroze. La première phase d'urbanisation s'amorce donc à partir de 1892 avec la construction de quelques îlots autour de la gare de Caseros. Les décennies suivantes voient l'implantation progressive d'écoles publiques, de commerces, de journaux locaux, d'associations (bibliothèque populaire, secours mutuel, société de développement), ainsi que le pavement et l'éclairage de certaines rues (Callegari, 1993, p. 61-71). Les quartiers contigus à la capitale (Sáenz Peña, Santos Lugares et Ciudadela) gagnent également en importance dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et forment le creuset de quelques « sociétés de quartier » qui caractérisent l'urbanisation et la sociabilité de l'ouest de la capitale (Gutiérrez, Romero, 1989). À partir du recensement national de 1914, on peut estimer la population de ces quartiers à 25 000 habitants (Callegari, 1993, p. 36).

<sup>149</sup> Ces quartiers sont alors rattachés à la municipalité de General San Martín.



Photo 14 – Inauguration du premier chemin de fer à Buenos Aires, le 29 août 1859.



Photo 15 – Publicité de 1922 pour les locomotives Baldwin, symboles du « progrès ».

# PROGRESO

1832
1922





"OLD IRONSIDES" fué construida por Matthias W. Baldwin en el año 1832 y llevaba la chapa de construcción número 1.

Esta locomotora, tipo Pacifico, fué especialmente construida por The Baldwin Locomotive Works, para conducir el tren del Presidente de la República Argentina, y lleva la chapa de construcción, número 55.514.

**La vasta experiencia adquirida en 90 años de trabajo continuo está libremente a disposición de los clientes de**

## THE BALDWIN LOCOMOTIVE WORKS

PASEO COLON 185  
BUENOS AIRES
U. T. RIVADAVIA 461
FILADELFIA  
E. U. A.

Carte 4 – Réseau de chemins de fer reliant Buenos Aires au Pacifique



#### IV.1.1.2 La formation du *conurbano* et l'implantation du péronisme

La formation du *conurbano* dans ses aspects populaires et industriels ne se dessine cependant qu'à partir des années 1930. La crise de 1929, puis la seconde Guerre mondiale modifient en profondeur les relations entre les pays industriels du centre de l'économie mondiale et ceux de la périphérie principalement tournés vers la production de matières premières. La chute des prix dans le secteur primaire et la baisse de la production dans le secteur secondaire bouleversent le modèle économique des pays latino-américains en général et de l'Argentine en particulier<sup>150</sup>. La baisse de l'importation des produits manufacturés est compensée par le développement d'une industrie argentine destinée au marché national, l'industrie dite de « substitution ». L'aire métropolitaine de Buenos Aires devient rapidement le principal centre industriel du pays. Cette industrialisation s'effectue grâce à de nouvelles migrations, internes cette fois-ci, qui drainent de nombreuses populations rurales vers les territoires urbains. Dès la fin des années 1940, la population de la ville de Buenos Aires approche le nombre des 3 millions d'habitants, soit celui encore observé lors des derniers recensements. Celle de la banlieue urbaine connaît en revanche une croissance importante et régulière, passant de moins de 500.000 habitants en 1914 à plus de 1,5 million en 1947 et plus de 3,5 millions en 1960. Néanmoins, les grands centres industriels restent concentrés dans la zone sud de la ville de Buenos Aires<sup>151</sup> jusque dans les années 1940 (Bozzano, 2007, p. 41). La constitution de communautés ouvrières, liée à la syndicalisation et à la proximité entre l'usine et l'habitat, est observable dans ces territoires industriels (Lobato, 2004). En revanche, les communes de la première couronne du *conurbano* qui se forment avant 1950 s'apparentent à des zones mixtes où coexistent des zones pavillonnaires et des ateliers de petite et moyenne taille (Bozzano, 2007, p. 42). Il s'y développe donc probablement une sociabilité populaire différente du modèle de la communauté ouvrière, davantage liée aux problèmes de l'habitat et du quartier.

L'industrialisation et l'urbanisation de l'aire métropolitaine de Buenos Aires génèrent toutefois la concentration d'une multitude de travailleurs urbains aux abords de la capitale. L'implantation des syndicats dès le début du siècle permet également la constitution d'une classe ouvrière et l'organisation des revendications liées au travail. Les syndicats et les

---

<sup>150</sup> Le second conflit mondial, auquel l'Argentine ne participe pas, relance les exportations de matières premières, sans toutefois modifier le processus d'industrialisation et d'urbanisation.

<sup>151</sup> Les quartiers de La Boca et de Barracas au sein même de la ville de Buenos Aires, et les districts d'Avellanada, Lanus, Ensenada et Berisso situés à proximité des grands ports et des voies de chemin fer.

travailleurs du *conurbano* jouent alors un rôle essentiel dans l'avènement du péronisme, notamment lors de la journée du 17 octobre 1945 qui fonde le mythe originel de ce mouvement politique (Plotkin, 2012). Ce jour-là, des milliers de personnes issues des classes populaires se rassemblent sur la *plaza de Mayo*, le symbole du centre politique, pour réclamer la libération du colonel Perón<sup>152</sup> (Photo 16). Élu à la présidence de la République le 24 février 1946, Juan Domingo Perón s'appuie alors sur les organisations syndicales pour promouvoir les droits des travailleurs. Outre la législation relative à la régulation du travail et à la protection sociale, l'expérience des gouvernements péronistes de 1946 à 1955 ancre durablement les notions de dignité et de justice sociale dans la culture politique argentine.

Photo 16 – Mobilisation en faveur de la libération de Perón, plaza de Mayo, 17 octobre 1945.



---

<sup>152</sup> En 1943, un coup d'État militaire met fin à une décennie de vie politique entachée de fraudes électorales. Membre de l'influent « Groupe des officiers unis », le colonel Perón est successivement nommé ministre de la guerre, vice-président de la Nation et secrétaire national du travail. Perón s'impose dans le paysage politique, renoue avec la tradition de l'arbitrage étatique et gagne progressivement la confiance des syndicats ouvriers. Dans l'immédiat après-guerre, le gouvernement militaire voit son autorité s'affaiblir et doit faire face au front commun des principaux partis politiques regroupés dans une « Union démocratique ». En raison de conflits internes aux forces armées, Perón est contraint de renoncer à ses responsabilités politiques le 08 octobre 1945. Il est alors incarcéré sur l'île Martín García, puis à l'hôpital militaire de Buenos Aires. À la suite de la mobilisation du 17 octobre, il retrouve la liberté et prône la tenue de nouvelles élections.

Si la journée du 17 octobre 1945 a manifesté l'irruption des classes populaires au centre de la scène politique, les élections de février 1946 confirment l'adhésion des habitants du *conurbano* au projet politique de Perón. La coalition des partis qui soutiennent la candidature de Perón l'emporte dans toutes les municipalités de la périphérie urbaine (Prévôt-Schapira, 2001, p. 140). Les banlieues industrielles se constituent alors en bastions syndicaux et politiques du péronisme. Bien que les organisations syndicales forment la « colonne vertébrale » du mouvement péroniste, les organisations territoriales du parti – les « unités de base » – jouent un rôle important dans l'adhésion et la mobilisation des classes populaires. Au sein de la *carta orgánica* de 1954 qui décrit l'organisation du parti justicialiste, les unités de base sont définies comme « l'organisme primaire permanent, la cellule de base, le centre élémentaire d'endoctrinement, de diffusion et de développement du péronisme, chargé de l'affiliation, de l'adhésion et de la formation des péronistes » (Quiroga, 2008, p. 12). Ces organisations développent la vie partisane au niveau local (élection de délégués, mobilisations électorales), mais elles se lient également avec les autres associations de quartier pour servir d'intermédiaire entre les organisations d'habitants et l'État (Acha, 2004). Le mouvement péroniste compte également des unités de base féminines qui sont encadrées par des militantes liées au parti péroniste féminin<sup>153</sup> et à la fondation Eva Perón<sup>154</sup> (Photo 17). Celles-ci organisent des activités éducatives et récréatives, et servent surtout de relais à la fondation Eva Perón pour recevoir les demandes d'aide et apporter les solutions le cas échéant (Romero, 2002, p. 230-231). Le mouvement péroniste s'est donc construit par l'agrégation de différentes organisations (syndicats, partis politiques, fondation Eva Perón, unités de base, associations de quartier), mais il reposait essentiellement sur l'autorité charismatique de son leader et sur le pouvoir de l'État central pour réformer la société (Mustapic, 2002). Suite à la destitution de Perón en 1955 et à la proscription du parti justicialiste (1955-1973), la verticalité du mouvement péroniste devient moins prégnante (Levitski, 2005).

---

<sup>153</sup> La loi sur le vote féminin est promulguée le 9 septembre 1947. Le parti péroniste féminin est fondée en 1949 par Eva Perón afin d'organiser la mobilisation des femmes et de les intégrer dans la « communauté organisée » dirigée par Perón (Zanatta, 2009, p. 115-116).

<sup>154</sup> Créée le 8 juillet 1948, la fondation Eva Perón institutionnalise l'activité de l'épouse du président dans le domaine de l'assistance sociale. La fondation est financée par les contributions des syndicats, de l'État et de donateurs privés. La fondation marque le premier péronisme par la construction d'hôpitaux, de logements et d'orphelinats, ainsi que par la distribution de jouets et de nourritures pour les fêtes de Noël.

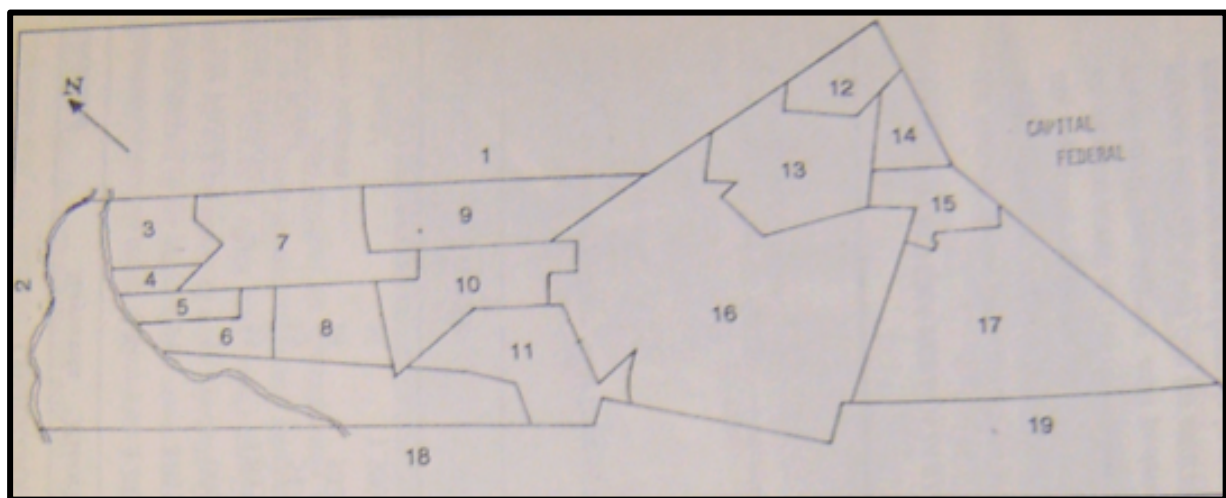
Photo 17 – Convoi de la fondation Eva Perón (maisons préfabriquées, vivres, vêtements) aux populations de Jujuy et Salta victimes d'un séisme, septembre 1948.



La proscription du parti justicialiste renvoie à l'interdiction de toute organisation partisane se revendiquant du péronisme. De 1955 à 1958, le gouvernement militaire met en œuvre un processus de « déperonisation de la société » qui implique la suppression de la constitution de 1949, la prohibition du parti justicialiste, le contrôle des syndicats, la répression de toute contestation et même l'interdiction de prononcer publiquement le nom de Perón (Spinelli, 2005). La « résistance » péroniste face à ces interdictions est essentiellement menée par des syndicalistes (James, 1990). Par la suite et jusqu'au retour de Perón en 1973, les organisations syndicales forment le principal espace d'engagement pour les militants péronistes. Au niveau territorial, les militants des unités de base investissent différents espaces associatifs locaux pour maintenir, de manière plus ou moins occulte, la présence du péronisme dans les quartiers populaires (Acha, 2004, p. 227). Ce militantisme territorial s'avère d'autant plus important que la périphérie urbaine ne cesse de s'étendre, à la faveur des constructions de zones pavillonnaires bon marché permettant un accès à la propriété quasi généralisé. La population du *conurbano* dépasse alors les 5 millions d'habitants en 1970 et

approche les 7 millions en 1980. Au cours de cette période, de grandes industries s’implantent dans des communes plus éloignées de la capitale, mais il est une nouvelle fois difficile d’y voir la constitution de communautés ouvrières structurées autour de l’usine, du syndicat et du quartier. La période 1945-1975 est en effet marquée par un développement des transports publics collectifs qui contribue à ce que « la résidence ouvrière s’éloigne de l’industrie. Les voyages domicile-travail sont fréquemment d’une durée de une à deux heures » (Bozzano, 2007, p. 43). Durant cette période d’expansion de la périphérie urbaine, de nouvelles municipalités voient le jour. Celle de Tres de Febrero est fondée en 1959, elle compte déjà plus de 250 000 habitants en 1960 et près de 350 000 en 1980. L’évolution démographique de ce district laisse percevoir une troisième vague migratoire d’importance qui, à partir des années 1960, draine nombre de travailleurs des pays limitrophes vers les zones rurales proches des frontières et vers l’aire métropolitaine de Buenos Aires (Benencia, 2003). C’est au cours de cette période que l’urbanisation de la municipalité de Tres de Febrero s’achève avec l’installation d’établissements industriels et la construction d’habitations dans les zones situées au Nord-Ouest du territoire (Carte 5).

Carte 5 – Division de la municipalité de Tres de Febrero par localité.



1. San Martin	2. General Sarmiento	3. El libertador	4. Churruca
5. 11 de setiembre	6. Remedios de escalada	7. Loma Hermosa	8. Pablo Podesta
9. Villa Bosh	10. Martin Coronado	11. Ciudad Jardin	12. Saenz Pena
13. Santos Lugares	14. Villa Raffo	15. Jose Ingenieros	16. Caseros
17. Ciudadela	18. Moron	19. La Matanza	

## **IV.1.2 Désindustrialisation, paupérisation et protestation sociale**

### **IV.1.2.1 De l'hyperinflation aux réformes néolibérales**

Malgré l'instabilité politique qui caractérise la période 1955-1976, la société argentine a continué de mettre en place un modèle de société salariale. Au milieu des années 1970, la grande majorité des travailleurs occupent un emploi stable, l'économie informelle est faible, l'État et les syndicats gèrent une protection sociale étendue et les services publics sont nombreux. La période de la dictature militaire (1976-1983) n'est pas seulement marquée par la violente répression exercée contre ceux que les militaires considèrent comme des « éléments subversifs ». Les réformes initiées par le ministre de l'économie Martínez de Hoz entre 1976 et 1981 marquent les débuts de la désagrégation de la société salariale argentine. Ces réformes conduisent notamment à une réduction du rôle des syndicats, à la fin du protectionnisme industriel et à la concentration du pouvoir économique au sein de quelques groupes locaux.

La baisse des revenus du travail, l'inflation monétaire et la dette de l'État sont les legs dont hérite le nouveau gouvernement démocratique en 1983. La volonté du président Raúl Alfonsín de rétablir un véritable État de droit et sa foi en la démocratie comme solution à l'ensemble des problèmes de la société relèguent cependant les considérations économiques au second plan lors de son mandat<sup>155</sup> (Romero, 2001). La fin de son mandat est précipitée suite à un épisode d'hyperinflation accompagné d'« émeutes de la faim », tels les pillages de supermarchés (Prévôt-Schapira, 1990). Cette crise laisse paraître l'image angoissante de l'impotence du pouvoir face aux tourments de l'économie et à une croissante situation d'anomie (Kessler, Sigal, 1997). L'hyperinflation a ainsi contribué à instaurer un contexte favorable à la mise en œuvre de réformes radicales en accroissant la tolérance de la population envers une politique dont la promesse était la stabilisation économique et le retour à l'ordre social (Torre, Palermo, 1994). La « grande transformation » de la société argentine s'effectue alors durant la décennie 1990 (Romero, 2001), avec la mise en œuvre des réformes structurelles de l'économie orientées par les principes du « consensus de Washington » (Williamson, 1990). Le prisme néolibéral ouvre trois grands chantiers : la privatisation des entreprises publiques, l'ouverture économique et la flexibilisation du marché du travail.

---

<sup>155</sup> La primauté des problèmes politiques sur les problèmes économiques n'empêchent pas la mise en place de mesures gouvernementales. Ainsi, en 1985, le plan Austral est mis en œuvre dans le but de maîtriser l'inflation. Le succès de ce plan est de courte durée puisque, dès 1986, l'inflation reprend un cours élevé.

Le plan de privatisations prévu par le gouvernement est de grande ampleur, il est cependant exécuté dans sa quasi-totalité en moins de deux ans. Les privatisations concernent notamment d'importantes entreprises et services publics tels « la compagnie pétrolière YPF ; la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique ; le transport et la distribution de gaz naturel ; une grande partie de l'infrastructure routière ; le dragage et le balisage de la voie fluviale entre Santa Fé et l'océan Atlantique ; le service postal ; le système national aéroportuaire ; le transport ferroviaire des passagers et des marchandises ; le service téléphonique ; les terminaux portuaires ; le système de distribution d'eau et d'assainissement ; les entreprises sidérurgiques et pétrochimiques » (Azpiazu, Schorr, 2006, p. 51). Au-delà du cadre néolibéral, l'ampleur des privatisations se comprend par la volonté du gouvernement de gagner le soutien des grands groupes économiques argentins, des investisseurs privés étrangers et des institutions internationales (FMI et Banque Mondiale)<sup>156</sup>. Les privatisations jouent alors le rôle de garantie de l'engagement du président à mettre en œuvre les réformes structurelles de l'économie selon les principes néolibéraux.

Parallèlement au programme de privatisations, la réforme visant l'ouverture au marché mondial est entamée dès le début du mandat présidentiel. Pensée originellement sur un mode progressif et sur une durée de quatre ans, la réforme des droits et des taxes de douane prend également une tournure radicale. À la fin de l'année 1990, les restrictions quantitatives à l'importation ont quasiment disparu. Cette soudaine libéralisation des échanges commerciaux, sans aucune politique d'accompagnement, entraîne la faillite d'une multitude d'entreprises et l'apparition d'un chômage de masse et de longue durée. Le taux de chômage passe d'une moyenne de 6 % à la fin des années 1980 à un niveau historique de 18,4 % en 1995 pour osciller autour de 16 % jusqu'en 2001 (Gerchunoff, Torre, 1996, p.758). En raison des privatisations et de l'accélération de la désindustrialisation, le chômage augmente même durant la période de croissance économique (Basualdo, 2006, p. 45). Durant les années 1990, ce sont en effet près de 40 % des emplois de l'industrie qui disparaissent (Kessler, 2011, p.94).

Troisième ajustement structurel au modèle néolibéral, la réforme du travail est conduite à partir de l'année 1991 et s'échelonne tout au long de la décennie. La question de

---

<sup>156</sup> Lors de la campagne présidentielle de 1989, le candidat Menem propose un programme politique en tout point opposé à celui qu'il met en œuvre durant son mandat. Venant à la suite de promesses électorales populistes, ce brusque retournement réduit encore sa crédibilité auprès des acteurs économiques.



son aboutissement est sujette à controverse en raison d'une plus forte mobilisation syndicale (Etchemendy, Palermo, 1998). Néanmoins, de nombreux domaines de la régulation du travail sont modifiés dans le dessein d'en accroître la flexibilité et de réduire les cotisations patronales. Par un recours massif au décret, le pouvoir exécutif met fin à l'indexation salariale et conditionne les variations de salaires à l'évolution de la productivité. Il limite également le droit de grève et décentralise la négociation collective. Il réduit enfin la participation des entreprises à la sécurité sociale et aux allocations familiales, et modifie le régime de protection des accidents et des maladies du travail en limitant les compensations et en introduisant une assurance privée obligatoire (Cortes, Marshall, 1999, p. 207). Le changement en profondeur du contrat de travail devient véritablement effectif à partir de la réforme de 1995 qui facilite les licenciements et le recours aux contrats précaires. Signalons qu'il n'existe pas en Argentine de régime d'assurance sociale permettant aux chômeurs de percevoir une quelconque indemnité. Durant les années 1990, on estime que les salaires réels ont connu une baisse de 25% (Schvarzer, 2006, p. 41). En 2003, dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires, « le nombre de travailleurs informels devient égal au nombre de salariés » (Merklen, 2009, p.145).

Le modèle néolibéral argentin s'appuie également sur un nouveau régime monétaire visant à stabiliser l'économie, suite notamment à un nouvel épisode d'hyperinflation en 1990. D'inspiration monétariste, le plan de Convertibilité votée par le Congrès en mars 1991 fixe la relation de conversion : 1 peso = 1 dollar. Conçu par l'économiste Domingo Cavallo, emblématique ministre des gouvernements de Menem, ce plan est un véritable succès jusqu'en 1994 et de nombreux indicateurs économiques deviennent positifs : stabilité des prix, croissance annuelle moyenne du PIB de 7,7 %, augmentation de la consommation des ménages (Gerchunoff, Torre, 1996). Mais ces succès acquis dans une conjoncture financière et marchande favorable masquent la fragilité et la rigidité de ce régime. En prohibant toute intervention politique sur la monnaie (Roig, 2007), l'État argentin s'est en effet rendu tributaire des investissements extérieurs et d'une balance commerciale positive pour capter des devises. À partir de 1995, l'augmentation des taux d'intérêt des Etats-Unis, puis les dévaluations des monnaies mexicaine et brésilienne mettent à mal le système économique et financier qui vacille pendant plusieurs années avant de s'effondrer avec fracas en 2001.

Photo 18 – Fin de journée, un train de la ligne San Martín allant du centre vers la périphérie. Les wagons sont bondés et des « passagers » se tiennent sur les marchepieds.



Photo 19 – Accident sur la ligne Sarmiento, le 22 février 2012 à la station Once de la ville de Buenos Aires, faisant 51 morts et près de 700 blessés.



#### IV.1.2.2 De la contestation à la révolte

Bien que Carlos Menem soit réélu à la présidence de la République en 1995 avec près de 50 % des suffrages exprimés dès le premier tour et que le parti justicialiste conserve la majorité au congrès national de 1989 à 1999, une vague de contestation de l'ordre néolibéral croît tout au long de cette décennie et s'ancre dans le syndicalisme, la politique partisane et le mouvement social<sup>157</sup>. Les dissensions dans le champ syndical qui marquent les premières années du gouvernement Menem<sup>158</sup> entraînent la formation d'une nouvelle organisation, la Centrale des travailleurs argentins (CTA). Celle-ci tente d'incarner un nouveau modèle syndical basé sur l'autonomie face aux pouvoirs politiques et économiques, la lutte contre la corruption, la démocratie directe et la prise en compte des chômeurs (Gurrera, 2005). Pour mener la protestation, cette organisation syndicale noue des relations avec des organisations de chômeurs implantées dans des quartiers populaires du Grand Buenos Aires<sup>159</sup>, mais également avec la coalition politique<sup>160</sup> qui remporte les élections nationales de 1999. L'espoir suscité par la victoire de l'*Alianza* s'estompe toutefois rapidement avec le maintien du cadre néolibéral, dont un symbole est le retour de Domingo Cavallo au ministère de l'économie en mars 2001. Lors des élections législatives d'octobre 2001, le rejet des citoyens se manifeste autant par la victoire du parti péroniste que par l'importance des votes blancs et nuls qui dépassent les 20 % de l'ensemble du scrutin (Pérez, Armelino, Rossi, 2005, p. 393).

---

<sup>157</sup> Les organisations de sans-emplois qui forment le mouvement *piquetero* jouent un rôle décisif dans la contestation dès 1996, ce que nous verrons par la suite.

<sup>158</sup> La Confédération générale du travail (CGT), unique centrale syndicale, se scinde en trois groupes : la CGT-San Martin qui reste fidèle au parti péroniste, la CGT-Azopardo qui s'oppose modérément au gouvernement et un ensemble de syndicats indépendants aux stratégies diverses. La victoire des ménémistes aux élections législatives de 1991 marque fortement les esprits en légitimant l'action du gouvernement et modifie le rapport de forces dans le champ syndical. Lorsqu'en 1992 se réalise la réunification de la CGT, les militants syndicaux les plus mobilisés contre les réformes néolibérales se regroupent et fondent le Congrès des Travailleurs Argentins qui devient la Centrale des Travailleurs Argentins. Si la CGT a accompagné les réformes néolibérales, négociant à la marge lorsque leurs intérêts propres – ou leur survie – étaient en jeu comme dans la réforme du travail, la CTA a maintenu une opposition tout au long des mandats de Carlos Menem (Murillo, 1997 ; 2000 ; 2007).

<sup>159</sup> Au sein de l'immense district de La Matanza (1,7 millions d'habitants), la CTA contribue à l'organisation d'une des plus importantes organisations du mouvement *piquetero*, la *Federación de Tierra y Vivienda*.

<sup>160</sup> L'*Alianza* est une union politique entre le parti radical (UCR) et un nouveau front d'opposition de gauche, le *Frepaso* (Front pour un Pays Solidaire).

La protestation sociale culmine en décembre 2001 suite au *corralito*<sup>161</sup>, c'est-à-dire aux restrictions d'accès aux dépôts bancaires. La protestation se radicalise, prend les formes de manifestation de rue (marches, blocages de routes, pillages de magasins) et cesse d'être canalisée par les organisations syndicales et politiques (Fradkin, 2002, p. 24). Un climat de violence et de désobéissance civile se répand à partir de la mi-décembre, entraînant une répression policière de plus en plus intense. Le président de la République, Fernando De la Rúa, décrète l'état de siège national dans la soirée du 19 décembre 2001. Le *cacerolazo* qui s'en suit dans les rues de Buenos Aires, où résonne le cri « *¡Que se vayan todos!* » (Qu'ils s'en aillent tous !), entraîne d'abord la démission de Domingo Cavallo, puis des affrontements avec les forces de l'ordre faisant huit morts et une centaine de blessés (*Ibid.*, p. 38-39), et enfin le renoncement de De la Rúa contraint de quitter le palais présidentiel en hélicoptère. S'ouvre alors une période de grande instabilité à la fois économique et politique, symbolisée par la succession de présidents éphémères (quatre en dix jours)<sup>162</sup> et la multitude des mouvements sociaux qui marquent l'année 2002. Outre le syndicalisme dissident et les organisations de chômeurs, il faut compter, en autres mobilisations, les récupérations d'usines autogérées par les ouvriers, les actions des épargnants lésés par l'effondrement du système financier, l'émergence de différents groupes culturels alternatifs et la constitution d'assemblées de quartier dans les grandes villes du pays, principalement à Buenos Aires (Svampa, 2008).

La désindustrialisation, la privatisation des services publics et la dérégulation du travail ont bouleversé les équilibres de la société argentine et creusé les inégalités sociales. Au début des années 2000, un chômage de masse s'est installé, les inégalités de revenus ont fortement augmenté, une large part de la classe moyenne s'est paupérisée et la grande pauvreté s'est banalisée. La ségrégation sociale est également de plus en plus manifeste, notamment avec le développement des quartiers fermés où résident des membres des classes moyennes et supérieures (Svampa, 2001). De manière plus générale, on constate au niveau de

---

<sup>161</sup> Le 8 décembre 2001, sous le poids de la dette et face à une fuite de capitaux, Domingo Cavallo ordonne le gel des dépôts bancaires qui pose une restriction drastique sur les possibilités de retrait d'argent et interdit le change des pesos en dollars.

<sup>162</sup> Suite au départ de De la Rúa le 20 décembre, le président du Sénat Ramón Puerta occupe la tête du pouvoir exécutif jusqu'au 23 décembre où une assemblée législative exceptionnelle élit le péroniste Aldo Rodríguez Saá. Le 31 décembre, celui-ci renonce à la présidence et la fonction revient alors au président de la chambre des députés, Eduardo Camaño. Le 01 janvier, Eduardo Duhalde, gouverneur de la province de Buenos Aires (1991-1999) et principal candidat péroniste lors des élections de 1999, est élu président par l'assemblée législative.

l'aire métropolitaine de Buenos Aires que « les quartiers sont à la fois plus homogènes et plus différents entre eux que par le passé » (Kessler, 2011). La « nouvelle question sociale » qui émerge dès les années 1980 est alors interprétée en termes de pauvreté et d'exclusion. En effet, les classes populaires ne sont plus définies dans les politiques publiques comme des travailleurs, mais comme des pauvres (Merklen, 2009). Les quartiers populaires deviennent alors la cible des politiques publiques d'assistance, ainsi que l'espace privilégié des réseaux politiques clientélares du péronisme (Auyero, 2001). Les quartiers populaires forment également la base territoriale d'organisations associatives qui participent à la formation du mouvement *piquetero*<sup>163</sup>, c'est-à-dire le mouvement social qui mobilise les travailleurs sans-emploi (*trabajadores desocupados*).

Dans la partie suivante, nous revenons sur le mouvement *piquetero* et sur le rôle des politiques sociales territorialisées dans sa constitution. L'analyse se centre par la suite sur le cas d'une organisation, issue du mouvement *piquetero*, dénommée Mouvement Evita. Celle-ci a joué un rôle important dans l'alliance entre le gouvernement de Nestor Kirchner et certaines associations *piqueteras*. Le Mouvement Evita est notamment impliqué dans la mise en œuvre d'une politique sociale visant la création de coopératives de travail pour les chômeurs les plus éloignés de l'emploi. À partir de l'activité réalisée à Tres de Febrero, on s'interrogera alors sur les effets de l'action associative et des politiques sociales sur le territoire et les habitants, ainsi que sur les relations existantes entre cette association et les pouvoirs publics locaux et nationaux.

## ***IV.2 Action associative et politiques sociales territorialisées : le cas du Mouvement Evita***

### **IV.2.1 Du mouvement piquetero au mouvement kirchnériste**

#### **IV.2.1.1 Le mouvement piquetero**

Le mouvement *piquetero* qui se crée à la fin des années 1990 a une double origine. En premier lieu, entre 1996 et 1997, des soulèvements de communautés villageoises ont lieu dans

---

<sup>163</sup> En référence au piquet de grève, bien que l'action consiste à maintenir le blocage des routes principales.

les provinces de l'intérieur<sup>164</sup> suite notamment aux nombreux licenciements qui ont suivi la privatisation de l'entreprise pétrolière YPF. Les revendications portent alors sur la création d'emplois ou sur le retard dans le paiement des salaires, elles sont adressées aux administrations provinciales. Ces soulèvements créent une nouvelle modalité dans le répertoire d'action collective des classes populaires qui repose sur « une nouvelle identité – les *piqueteros*, une nouvelle forme de protestation – le barrage de routes, une nouvelle modalité d'organisation – l'assemblée, et un nouveau type de demande – le travail » (Svampa, Pereyra, 2003, p. 25). En second lieu, à partir de 1997, ce type d'action collective est repris par des organisations territoriales implantées depuis les années 1980 dans les territoires paupérisés du *conurbano*. Ces organisations s'étaient déjà constituées en tant qu'intermédiaires entre les habitants de ces quartiers et les autorités politiques. Leur action dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires donne une ampleur nationale au mouvement *piquetero*. Ces organisations agrègent également au mouvement *piquetero* leur modèle de militance intimement lié au travail dans les quartiers (Merklen, 2006). Elles contribuent également à réorienter les revendications vers des mesures d'assistance.

Dès 1996, en réaction à l'accroissement de la pauvreté<sup>165</sup> et aux premières mobilisations *piqueteras*, le gouvernement national lance en effet le plan *Trabajar* (Travailler). Financé en partie par la Banque mondiale, ce plan consiste à verser une allocation mensuelle modique<sup>166</sup> pour une durée de six mois aux chômeurs ne percevant aucune indemnité, en échange de la réalisation d'un travail communautaire<sup>167</sup>. Cette politique est relativement ambiguë car elle se rapproche à la fois de l'assurance chômage, de l'assistance sociale et du clientélisme politique. Cette dernière dimension apparaît plus clairement lorsque l'on met à jour le mode de distribution des subsides. D'abord, le gouvernement national décide de la répartition des ressources entre les différentes provinces.

---

<sup>164</sup> Les premiers soulèvements d'ampleur, donnant lieu à des affrontements violents avec les forces de l'ordre, ont lieu à Neuquén en Patagonie et à Salta dans le Nord-Ouest du pays.

<sup>165</sup> Les programmes de lutte contre la pauvreté existent toutefois depuis les années 1980 en Argentine, ils visent essentiellement à délivrer une aide alimentaire dans les zones paupérisées du grand Buenos Aires. Le Plan de justice sociale pour la réparation du *conurbano*, initié en 1992, est d'une autre ampleur et sera abordé dans le sixième chapitre dans le cadre des réseaux politiques locaux.

<sup>166</sup> L'allocation de 200 pesos par mois représente alors moins de la moitié de la *canasta familiar básica* (budget familial pour les produits alimentaires de base), mais permet de se situer au-dessus du seuil de pauvreté.

<sup>167</sup> Les tâches demandées par les municipalités en contre-prestation du subside sont assez variées, mais elles correspondent souvent à des travaux de petite voirie, ainsi qu'à l'organisation d'un potager collectif ou d'une cantine communautaire pour pallier l'urgence de la faim.

Puis, les gouverneurs des provinces sélectionnent les municipalités et décident du nombre d'allocations pour chacune d'entre elles. Enfin, les maires sélectionnent les individus pouvant bénéficier de l'allocation. La quantité limitée de ces allocations, alliée au pouvoir discrétionnaire des dirigeants politiques ont donc pour effet de raffermir les réseaux clientélares du péronisme. Mais cette situation renforce également les organisations *piqueteras* qui durcissent leurs rapports avec les autorités politiques et attirent de nouvelles personnes souhaitant bénéficier du plan *Trabajar*. Le barrage des routes devient alors un mécanisme de pression pour percevoir les ressources du plan *Trabajar* et les organisations *piqueteras* proposent de plus en plus leurs propres listes de bénéficiaires auprès des instances décisionnaires (Lodola, 2005).

Malgré l'hétérogénéité des organisations qui forment le mouvement *piquetero*, celui-ci se caractérise donc par la revendication de mesures d'assistance auprès de l'État et par le développement d'actions de solidarité dans les quartiers populaires (distribution de nourriture, de vêtements, etc.). Il se définit aussi par des formes de participation directe des acteurs mobilisés au travers d'assemblées délibératives (Delamata, Armesto, 2005). À partir de leur quartier, les classes populaires mobilisées construisent alors une nouvelle « politicalité » (Merklen, 2009). Autrement dit, elles mettent en œuvre de nouvelles pratiques et formes de mobilisation collective, de nouveaux rapports avec les gouvernements et les institutions publiques, et de nouvelles formes de socialisation politique.

Entre les années 2000 et 2002, les organisations *piqueteras* sont de plus en plus actives. Le nombre de barrages de route passe ainsi d'une centaine en 1997 à environ 500 en 2000 et à 1400 en 2001 (Lodola, 2005, p. 524). En octobre et novembre 2000, une barricade<sup>168</sup> coupant une importante route reliant Buenos Aires à la Patagonie marque une inflexion dans l'histoire du mouvement *piquetero*. Celui-ci accède alors à une visibilité nationale grâce à une importante couverture médiatique, démontre une capacité à maintenir un rapport de forces avec les pouvoirs publics et gagne une légitimité politique en obtenant la gestion de 10 % des ressources du plan *Trabajar* (Merklen, 2006, p. 181-183). Suite à ce succès, les deux grandes organisations à l'origine de cette barricade<sup>169</sup> convoquent une assemblée nationale des organisations *piqueteras*. Cette assemblée nationale se tient à deux reprises dans le *conurbano*, en juillet et septembre 2001. Elle permet notamment la

---

<sup>168</sup> Cette barricade était située à La Matanza, la commune la plus peuplée et l'une des plus désindustrialisées du *conurbano*.

<sup>169</sup> La *Federacion Tierra y Vivienda* et la *Corriente Clasista y Combativa*.

coordination d'une action nationale, ainsi que la création de certaines alliances entre organisations *piqueteras*. Durant les grandes mobilisations de 2002, le mouvement *piquetero* occupe le centre de la scène politique et incarne la contestation sociale contre les injustices de l'ordre néolibéral. Le mouvement *piquetero* reste cependant hétérogène. Il est possible de classer les multiples organisations inscrites dans ce mouvement à partir de trois grandes orientations politiques. Un premier groupe se distingue par la dominance d'une orientation syndicale favorisant la négociation avec le gouvernement national. Un second par la dominance d'une logique partisane, liée aux partis d'extrême gauche, favorisant la compétition électorale. Un troisième par la dominance d'une orientation autonomiste favorisant l'ancrage territorial et la confrontation avec les pouvoirs publics (Svampa, Pereyra, 2006).

L'importance de ces mobilisations des classes populaires, auxquelles se mêlent celles des classes moyennes<sup>170</sup>, renvoie à une situation socio-économique extrêmement préoccupante suite notamment au défaut de paiement de l'État argentin. En octobre 2002, on estime en effet que 42,3 % des foyers et 54,3 % de la population perçoivent des revenus inférieurs au seuil de pauvreté (Rodriguez Enríquez, Reyes, 2006, p. 4). Alors que le nombre de bénéficiaires du plan d'assistance sociale est de 140 000 en 1997, il passe à 1,3 million en octobre 2002 (Svampa, Pereyra, 2006, p. 345). Cette augmentation des subventions liées au chômage est également due à un changement du cadre institutionnel puisque le plan *Trabajar* est remplacé par le plan *Jefes y jefas de hogar desocupados* (Chefs et cheffes de foyer sans emploi). Couvrant une plus large fraction de la population, ce nouveau plan maintient comme condition au versement de l'aide financière<sup>171</sup> l'obligation de réaliser des tâches d'intérêt communautaire<sup>172</sup> et conserve le même circuit de financement. Les organisations *piqueteras* conservent également la gestion de 10 % de ces subsides.

---

<sup>170</sup> Outre les manifestations de rue, les mobilisations des classes moyennes prennent la forme d'assemblées de quartier. Celles-ci sont également une expression de l'ethos militant « autonomiste » qui surgit à cette période (Svampa, 2011). Ces assemblées fonctionnent sur un mode délibératif, autonome et territorial.

<sup>171</sup> L'allocation mensuelle de 150 pesos est susceptible d'être complétée par des revenus du travail.

<sup>172</sup> Il existait également la possibilité de suivre des formations, mais la principale activité des bénéficiaires a consisté en des travaux communautaires (Rodriguez Enríquez, Reyes, 2006, p. 18).



#### IV.2.1.2 L'ascension de Nestor Kirchner

À la fin de l'année 2002, les mobilisations sociales donnent des signes d'essoufflement et les dissensions entre les organisations *piqueteras* montrent les limites à l'unification du mouvement social. Cette désarticulation du mouvement *piquetero* s'accompagne d'une demande sociale de « normalisation » de la vie politique. Cette demande de normalisation apparaît clairement lors des élections générales d'avril 2003 qui, en plus de drainer un fort taux de participation, réaffirment la domination des partis traditionnels<sup>173</sup>. À la stupéfaction de nombre d'observateurs, Carlos Menem arrive en tête de ces élections avec 24,14 % des voix et devance un autre candidat péroniste, Nestor Kirchner, crédité de 22,04 % des votes. Méconnu du grand public, marginalisé dans son propre parti du fait de sa proximité avec les courants progressistes, Nestor Kirchner parvient tout de même à gagner le soutien de Duhalde, puis à rassembler un front antiménémiste. Isolé, l'ancien président décide alors de retirer sa candidature et Nestor Kirchner devient le nouveau président de la République sans même la tenue d'un second tour électoral. En l'espace de quelques semaines, le président Kirchner sort de son relatif anonymat, suscite une forte adhésion auprès de la population et parvient à instaurer une autorité gouvernementale rassemblant divers secteurs politiques et économiques. Sur le terrain des mobilisations, Kirchner gagne le soutien de nombreux intellectuels et des organisations des droits de l'homme en initiant dès le premier jour de son mandat une réforme profonde de l'institution militaire. Il décide également d'ouvrir à nouveau la possibilité de juger les militaires impliqués dans la répression et la torture de la dernière dictature<sup>174</sup>. De ce fait, Kirchner relance un mouvement qui était à la base du retour à la démocratie en 1983, mais il opère aussi un déplacement du conflit social vers la question des droits de l'homme au détriment de la question sociale et des réformes économiques (Bernadou, 2007, p. 148).

Face au mouvement *piquetero*, Kirchner tient alors une position ambiguë (Svampa, 2007). Il cherche à contrôler la protestation sociale en jouant sur les tableaux de la cooptation avec le groupe d'orientation syndicale et de la répression avec les groupes liés à la gauche

---

<sup>173</sup> Les candidats péronistes et radicaux à l'élection présidentielle réunissent 95 % des suffrages. Les candidats Ricardo Lopez Murphy et Elisa Carrio, anciens membres de l'UCR, se sont toutefois présentés au nom des partis qu'ils avaient fondés quelques temps auparavant.

<sup>174</sup> En août 2003, le congrès vote l'annulation des lois *Punto final* de 1986 et *Obediencia debida* de 1987 qui concernaient, respectivement, la fin des poursuites criminelles contre les militaires et la décharge de la responsabilité de leurs actes pour les militaires subalternes.

révolutionnaire ou à un projet autonomiste. Cette répression se traduit par des milliers d'emprisonnements et s'accompagne d'une campagne médiatique de délégitimation de ces organisations *piqueteras* relayée par les grands médias proches de la droite conservatrice (*Ibid.*). Inversement, les organisations *piqueteras* cooptées contribuent à la formation d'un bloc d'organisations populaires soutenant l'action du gouvernement. Cette cooptation au sein de l'action gouvernementale se concrétise notamment par la participation de ces organisations à la mise en œuvre de certaines politiques sociales dans les territoires considérés comme les plus défavorisés. L'alliance entre le gouvernement national et ces organisations populaires est analysée dans la suite de ce chapitre au travers du cas du Mouvement Evita et de son action à Tres de Febrero.

### **IV.2.1.3 Constitution d'un mouvement kirchnériste**

Entre 2003 et 2005, tandis que les organisations *piqueteras* liées à un projet autonomiste ou à un parti d'extrême gauche continuent de s'opposer au gouvernement et de réclamer des aides sociales, celles ayant une orientation syndicale sont nombreuses à répondre favorablement à l'appel de Nestor Kirchner leur enjoignant de participer à l'action gouvernementale et de former un mouvement social kirchnériste. Le Mouvement Evita n'existe pas encore à cette époque, il ne se constitue qu'en 2005 par la fusion de plusieurs organisations d'orientation syndicale. Mais l'organisation qui initiera cette fusion, le *Mouvement des travailleurs sans emploi Evita*, s'engage dès 2003 dans le projet d'alliance avec Nestor Kirchner. Cette organisation *piquetera* est issue de l'aire métropolitaine de La Plata, dont le leader se nomme Emilio Pérsico. Militant chevronné ayant navigué entre la gauche révolutionnaire et la gauche péroniste, Pérsico est un des principaux protagonistes des tentatives de coordination des différentes organisations formant l'espace militant kirchnériste. Ce militant est présent dès les premières réunions avec le nouveau pouvoir exécutif (Natalucci, 2012, p. 35). Il est également cosignataire des textes emblématiques<sup>175</sup> de ce projet d'unification et de canalisation du mouvement social pour en faire une force de

---

<sup>175</sup> Durant l'année 2004, la constitution du « Frente de Organizaciones Populares », puis du « Frente Patria para Todos » donnent lieu aux déclarations suivantes : « La Hora de los Pueblos » ; Por la recuperación del Trabajo y la Justicia Social. Fuerza Cro. Presidente Néstor Kirchner !!! » ; « Declaración Política del Frente de Organizaciones Populares » ; « Diez puntos para la unidad de las fuerzas populares ». Ces documents sont rassemblés en annexe de l'ouvrage de Pérez et Natalucci (2012).

transformation sociale grâce à une relation privilégiée avec l'État. Ce changement dans les relations entre ces organisations populaires et la puissance publique est symbolisé au travers de la dimension identitaire du mouvement social. Ces organisations cessent en effet de se référer au mouvement *piquetero* et à la résistance caractéristique des années Menem, pour mieux se projeter dans le nouveau cycle politique ouvert par Kirchner qui fait écho à la fois au militantisme des années 1970 et au populisme du premier péronisme (*Ibid.*). Ce type de relation entre les organisations associatives populaires et le sommet de l'État renvoie à la tradition nationale-populaire<sup>176</sup> qui s'est réactivée progressivement sous les gouvernements de Nestor et Cristina Kirchner (Svampa, 2011). Nous reviendrons sur cette résurgence du modèle national-populaire lors de l'analyse des relations entre le Mouvement Evita et le gouvernement national.

L'identification au chef de l'État et à son projet politique est un élément qui ressort des entretiens réalisés avec les militants du Mouvement Evita de Tres de Febrero. Les militants rencontrés ont tous vécu dans des situations de pauvreté lors des années 1980 et 1990. Le projet politique de Nestor et Cristina Kirchner représente alors un véritable espoir de mettre fin aux inégalités ressenties durant ces années et offre la perspective d'un changement social tendant vers plus de justice. La trajectoire militante de la référente du Mouvement Evita à Tres de Febrero illustre cette modification des perspectives de la lutte sociale. Avant de résider dans un quartier de Tres de Febrero doté des principales infrastructures (rue pavée, éclairage public, électricité, gaz, eau courante, égouts), cette femme a vécu dans les années 1970-1980 au sein d'un bidonville (*villa miseria*) de Buenos Aires, puis dans le quartier *Ejército de los Andes* de Tres de Febrero qui fait partie des quartiers les plus stigmatisés du *conurbano*<sup>177</sup> (Kessler, 2012). Elle a alors commencé à militer pour la reconnaissance et l'amélioration de l'habitat. Aujourd'hui, elle se mobilise pour l'amélioration des conditions du travail, de l'éducation et de la santé. Pour cette militante, l'arrivée au pouvoir de Nestor

---

<sup>176</sup> Par tradition nationale-populaire, on fait référence à une organisation socio-politique verticale avec une forte identification à un leader charismatique. Les organisations associatives, syndicales et partisans relient alors le « peuple » au sommet de l'État, dont on considère qu'il est le principal agent du changement social.

<sup>177</sup> Ce quartier est constitué de grands ensembles (*monoblocks*) qui comptent environ 3300 logements et 16 000 habitants (Kessler, 2012). Construit sous la dictature militaire (1966-1972), il s'inscrit dans le plan d'éradication des bidonvilles. Dans les médias et les discours communs, ce quartier est dénommé péjorativement *Fuerte Apache* en référence aux phénomènes de violence.

Kirchner est décrite comme une nouvelle étape de la démocratie, qui marque la fin de la résistance lors de la période néolibérale.

*« Avec le processus du néolibéralisme, ce qui est arrivé, c'est que chacun s'est réfugié dans son foyer. Parce qu'il y avait beaucoup de chômage, beaucoup de crises... Avec cette nouvelle étape de la démocratie, en 2003, il y a eu beaucoup d'attentes, un nouvel espoir... que l'on pouvait se rassembler à nouveau, militer, construire... changer la réalité de beaucoup de monde. Ce qui m'a attiré au début, c'est ça : "Allons voir si maintenant on peut militer à nouveau". (...) Toute l'époque du néolibéralisme, c'était une époque beaucoup plus dure car ce mouvement néolibéral fermait les industries... amenait beaucoup de désespoir. Donc c'était de voir si on pouvait changer cette réalité qui paraissait... comme un moment de résistance ! Passer de la résistance à la construction, et ne plus être au piquete, au barrage de route, à demander les choses de base. Arrêter de survivre et lutter pour autre chose : le travail digne, la santé, l'éducation ».*

Entretien avec Amalia Suarez, Référente du Mouvement Evita à Tres de Febrero

Malgré cette adhésion des militants à l'action gouvernementale et la volonté partagée de développer des coopérations entre les organisations territoriales et l'État, les tentatives de coordination, puis d'unification des différentes organisations populaires au sein d'un même mouvement n'aboutissent pas. L'échec de la constitution d'un grand mouvement social kirchneriste met en effet en lumière son hétérogénéité et ses lignes de fracture. Le projet de création du Mouvement Evita dérive de ces précédents échecs. En 2005, Emilio Pérsico est à l'initiative de cette alliance entre différentes organisations qui se proposent de créer un nouveau mouvement de rassemblement affilié au kirchnerisme et dont la figure de proue serait le militant (Natalucci, 2012). À l'inverse de la figure du médiateur politique (*puntero*) qui symbolise pour ces acteurs les pratiques clientélistes et l'appropriation des ressources politiques à des fins personnelles, le militant est considéré comme « ayant un engagement dans une organisation dont l'objectif est de construire un projet politique pouvant modifier, totalement ou en partie, l'ordre social institué » (*Ibid.*, p. 45). Dans cette perspective, le militantisme au sein des organisations populaires ne consiste pas à en garantir l'autonomie face aux institutions politiques, mais à les lier au pouvoir. Au travers des associations territoriales, les militants construisent des passerelles entre les classes populaires et l'État qui, comme nous le verrons plus loin, permettent davantage un prolongement de l'action publique

dans les quartiers populaires qu'une remontée des revendications des associations d'habitants de ces quartiers.

L'intrication entre l'associatif et le politique était visible lors du lancement national du Mouvement Evita, le 9 mai 2006 dans la grande salle portègne du Luna Park. Les articles de journaux signalaient la présence de plusieurs dirigeants politiques nationaux et provinciaux<sup>178</sup>. D'après ces articles, les discours se faisaient très élogieux sur le renouveau politique depuis l'ascension de Kirchner et insistaient sur la nécessité du relais de l'action gouvernementale à l'échelon local par les organisations sociales. Un des slogans du Mouvement Evita, repérable à l'échelle locale comme à l'échelle nationale, met en effet en exergue la nécessité d'une alliance entre les associations et l'État : « Il n'y a pas de projet national sans mouvement national ». La proximité entre le Mouvement Evita et le pouvoir politique se manifeste encore par l'obtention de postes politiques par les leaders de cette organisation. Ainsi, en 2006, Emilio Pérsico est nommé sous-secrétaire du cabinet du gouverneur de la province de Buenos Aires, tout en conservant la direction du Mouvement Evita. D'autres cadres de cette organisation sont élus députés au niveau national ou provincial. Cette appartenance à une même force politique liant les sommets de l'Etat aux organisations territoriales se manifeste enfin dans les discours des militants du Mouvement Evita à Tres de Febrero. Comme nous le verrons plus loin, ces militants interviennent dans le cadre d'une politique sociale qui vise à insérer les personnes les plus éloignées de l'emploi au travers de coopératives de travail. La responsable locale exprime alors un sentiment d'appartenance à l'État du fait de sa participation à cette politique sociale et de la gestion des coopératives de travail.

*« Le gouvernement a beaucoup donné aux organisations sociales comme la nôtre... organisations politiques aujourd'hui. Nous faisons partie, d'une certaine façon, de l'État. Nous avons des coopératives ».*

Entretien avec Amalia Suarez, Référente du Mouvement Evita à Tres de Febrero

---

<sup>178</sup> Voir les quotidiens *Página 12* et *La Nación* du 10 mai 2006.

## IV.2.2 L'intermédiation dans les politiques sociales

### IV.2.2.1 Nouvelles conflictualités et spécialisation du Mouvement Evita

L'adhésion du Mouvement Evita au projet politique porté par le couple Kirchner s'est notamment renforcée à partir de l'année 2008, en conséquence du conflit agraire. Ce conflit a opposé les organisations du secteur agraire au gouvernement national suite à la décision d'augmenter les taxes à l'exportation des matières premières. Durant quatre mois, la mobilisation des producteurs agricoles a rassemblé un large spectre d'acteurs – des grands propriétaires de la *Société rurale* aux petits producteurs de la *Fédération agraire* – et a reçu l'appui des classes moyennes de Buenos Aires malgré les multiples barrages de routes et les nombreuses grèves patronales<sup>179</sup>. Ce conflit marque un point d'inflexion dans la mobilisation de la rhétorique nationale-populaire qui imprègne de plus en plus les discours politiques des acteurs gouvernementaux et associatifs. Il marque aussi le retour des schémas dichotomiques polarisant la société argentine entre un bloc populaire et les groupes de pouvoir (Svampa, 2011, p. 84-86). Le conflit agraire a également mis en évidence la difficulté des organisations populaires kirchnéristes à générer des mouvements massifs de soutien au gouvernement. Avec d'autres organisations associatives, syndicales et politiques, le Mouvement Evita tente de remédier à ce manque en créant un *Courant national de la militance*. Nous verrons que cette préoccupation pour la mobilisation des classes populaires en faveur du gouvernement national est mise en pratique localement par les militants du Mouvement Evita.

Dans ce contexte « d'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire » (Svampa, 2011), les responsables du Mouvement Evita réinvestissent la question du travail et de son rôle intégrateur qui est fortement ancrée dans la tradition péroniste<sup>180</sup>. Or, la récupération économique et sociale de l'Argentine depuis la sortie de crise s'accompagne d'un maintien de fortes inégalités sociales. Gabriel Kessler remarque ainsi que « depuis 2003, l'Argentine enregistre, parmi d'autres indicateurs positifs, une croissance élevée, une augmentation du taux de l'emploi, une diminution du chômage et une forte croissance du travail formel. Cependant, la pauvreté touche encore 25 % des ménages, et en 2006, lors de la dernière

---

<sup>179</sup> La résolution du conflit s'est finalement jouée au sénat lorsque le vice-président Julio Cobos a voté contre le projet de loi après que les sénateurs n'aient pu se départager (36 votes pour, 36 votes contre).

<sup>180</sup> Dans la culture péroniste, la masse des individus est appelée le « peuple travailleur ».

mesure nationale fiable, le coefficient de Gini<sup>181</sup> atteignait 0,48 comme en 1997 » (2011, p. 94). À partir de 2008, le Mouvement Evita oriente alors son action en direction de ceux qu'ils nomment les « humbles » ou les « déshérités » (Natalucci, 2012, p. 49), c'est-à-dire ceux qui restent encore les grands perdants des réformes néolibérales. Pour intégrer par le travail les chômeurs les plus éloignés de l'emploi, la direction nationale du Mouvement Evita participe alors au projet d'une politique publique subventionnant la création d'emplois. Dans cette optique, « l'économie sociale, notamment la création de coopératives, a été considérée comme la manière adéquate pour favoriser le subventionnement du travail » (*Ibid.*).

Avant de décrire les principes de cette politique de subventionnement des coopératives de travail et d'analyser sa mise en pratique à travers l'organisation Mouvement Evita à Tres de Febrero, il est important de replacer cette politique publique dans le cadre des politiques sociales mises en œuvre depuis l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner. Nous avons vu précédemment que le plan *Trabajar* avait été mis en œuvre sous le gouvernement de Carlos Menem en 1997 et qu'il avait été étendu en 2002 sous la dénomination *Jefas y jefes de hogar desocupados (JJHD)*. Cependant, le plan JJHD ne visait pas uniquement à compenser le manque de travail, il correspondait à un objectif plus large puisque deux conditions nécessaires pour bénéficier de ce subside était la scolarisation et la vaccination des enfants. Cette tendance à verser une aide aux familles sous conditions d'éducation et de santé des enfants gagne en ampleur sous les gouvernements de Nestor et Cristina Kirchner. En 2004, le programme *Familias por la inclusión social*<sup>182</sup> financé en partie par la Banque interaméricaine de développement<sup>183</sup> est destiné aux familles monoparentales ou aux familles dont les parents sont considérés comme les plus éloignés de l'emploi. Ce programme coexiste avec le plan *JJHD* dont l'objectif devient alors le maintien en activité<sup>184</sup> de ceux que l'on estime employables. En 2009, le gouvernement de Cristina Kirchner crée l'*Asignación universal por hijo*<sup>185</sup>. Censée contrecarrer les pratiques arbitraires dans la distribution des

---

<sup>181</sup> Le coefficient de Gini est un indicateur des inégalités de revenus. Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. À l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires sauf un seraient nuls (Source Insee).

<sup>182</sup> Familles pour l'inclusion sociale.

<sup>183</sup> L'engouement de la Banque interaméricaine de développement pour les programmes de transfert de revenu conditionnel est important depuis les expérimentations *Progresá* au Mexique en 1997 et *Bolsa familia* au Brésil en 2003.

<sup>184</sup> Nous rappelons que les bénéficiaires de ce programme doivent réaliser un travail d'utilité publique.

<sup>185</sup> Allocation universelle par enfant.

aides sociales, cette nouvelle politique publique entraîne la fin des programmes *JJHD* et *Familias por la inclusión social*. L'État délivre alors une allocation de 180 pesos pour tout enfant dont les parents disposent de faibles ressources, avec un maximum de cinq enfants par famille, à condition que la scolarité et le suivi de la santé des enfants satisfassent aux exigences prescrites. Cette logique des politiques sociales retire alors la centralité du travail dans le problème de la pauvreté et se rapproche des formes de patronage des classes populaires ou de moralisation des pauvres (Lautier, 2013). Depuis 2004, ces politiques publiques ne sont d'ailleurs plus prises en charge par le ministère du Travail, mais par celui du Développement social.

Depuis 2004, le programme *Manos a la obra*<sup>186</sup> cherche néanmoins à promouvoir l'entrepreneuriat des acteurs aux faibles ressources économiques grâce au microcrédit et au suivi de certaines formations. En complément de celui-ci, le programme *Ingreso social con trabajo*<sup>187</sup> est lancé en 2009 pour permettre le subventionnement des coopératives de travail. Le gouvernement se donne alors pour objectif de générer 100 000 emplois dans l'économie sociale destinés aux personnes ne bénéficiant d'aucun revenu formel, ni d'aucune autre aide sociale, pension ou retraite. Outre le ciblage des bénéficiaires, ce programme vise la création de coopératives dans les territoires où la pauvreté est la plus forte, principalement dans les communes du *conurbano*. Les bénéficiaires de ce programme doivent travailler 40 heures par semaine et perçoivent un revenu brut de 1500 pesos sur lequel sont prélevées les cotisations sociales<sup>188</sup>.

La création de ces coopératives de travail pour des travailleurs sans emploi habitant des quartiers populaires s'apparente aux expériences *piqueteras* des années 2000-2003 lorsque ces organisations géraient les subsides de leurs membres et la réalisation des travaux communautaires dans les quartiers. On retrouve en effet des activités de travail relativement similaires, à savoir la construction ou la réhabilitation d'infrastructures urbaines (trottoirs, routes, luminaires), l'amélioration des espaces verts (places, parcs), la construction ou le maintien de bâtiments voués à des services collectifs (écoles, cantines, centres sociaux, associations, églises). La différence notable est que l'initiative provient en 2009 du

---

<sup>186</sup> L'expression « ponerse manos a la obra » peut être traduite par « se mettre au travail » ou « mettre la main à la pâte ».

<sup>187</sup> Revenu social par le travail.

<sup>188</sup> À cette époque, ce revenu est légèrement supérieur au salaire minimum légal qui était fixé à 1240 pesos mensuels au 01/12/08 et à 1400 pesos mensuels au 12/08/09.



gouvernement et des organisations populaires qui lui sont affiliées, alors qu'au début des années 2000 cette revendication était portée par des organisations fortement implantées dans les quartiers paupérisés. Le fait que ce programme soit financé par le ministère du Développement social indique également qu'il s'inscrit davantage dans la politique de lutte contre la pauvreté que dans la politique de l'emploi. On peut alors se demander comment se créent ces nouvelles coopératives, comment sont sélectionnés les bénéficiaires et s'il semble possible que ces coopératives deviennent pérennes et autonomes. L'analyse de la mise en œuvre de ce programme par les militants du Mouvement Evita à Tres de Febrero permet de répondre à ces interrogations, même si nous n'avons pu observer régulièrement ces coopératives de travail et si les entretiens ont été réalisés essentiellement avec des responsables de l'association<sup>189</sup>.

#### **IV.2.2.2 L'action du Mouvement Evita à Tres de Febrero**

Avant de focaliser l'analyse sur le Mouvement Evita et l'action autour des coopératives de travail, il est important de revenir un instant sur le rapport entre le territoire de Tres de Febrero et le mouvement *piquetero*. Comme de nombreuses villes de la première couronne du *conurbano* dont l'urbanisation s'effectue entre 1880 et 1970, la ville de Tres de Febrero est un territoire mixte qui compte à la fois de nombreux lotissements et de nombreuses entreprises<sup>190</sup>. Le secteur industriel y est encore important puisqu'il employait 33% des personnes travaillant dans cette ville en 2004<sup>191</sup>. L'industrie est assez diversifiée (Tableau 10), même si la branche de la métallurgie compte près de la moitié des employés. Ce territoire n'a pourtant pas été épargné par le processus de désindustrialisation puisqu'on dénombrait 5 467 établissements industriels en 1991 contre 2 030 en 2004 (Callegari, 1993),

---

<sup>189</sup> Nous avons indiqué dans le deuxième chapitre que ce terrain s'était refermé après les premiers entretiens avec plusieurs responsables. Tout en restant cordiaux, ces derniers ont systématiquement repoussé mes demandes d'observation et d'entretien avec les membres des coopératives jusqu'à ce que je doive quitter l'Argentine pour la France. Les quatre entretiens réalisés se sont toutefois révélés suffisamment riches pour maintenir ce cas d'étude. Ils ont pu être complétés par des discussions informelles avec ces mêmes personnes au cours d'autres rencontres, ainsi que par deux observations fortuites de coopératives sur un chantier de réhabilitation de trottoirs.

<sup>190</sup> Cette commune couvre 43 km<sup>2</sup> et compte 340 071 habitants selon le recensement de 2010.

<sup>191</sup> D'après le recensement de l'industrie et du commerce réalisé par la municipalité de Tres de Febrero en 2004. Le secteur tertiaire emploie donc 67% des personnes travaillant à Tres de Febrero.

ce qui correspond à une baisse de 63% de ces établissements en l'espace de 13 ans<sup>192</sup>. Malgré ces fermetures d'usines et d'ateliers, la ville de Tres de Febrero n'a pas été le théâtre de grandes mobilisations *piqueteras* au tournant des années 2000.

Au travers de discussions informelles avec plusieurs militants péronistes investis dans la municipalité, il apparaît que quelques barrages de route ont eu lieu à Tres de Febrero au plus fort de la crise et que des demandes d'aides sociales ont été adressées au pouvoir municipal. L'hypothèse généralement avancée par mes interlocuteurs est que les leaders de ces quelques mobilisations de type *piquetero* ont été soit cooptés au sein des réseaux politiques du maire, soit sévèrement combattus par ce dernier. Élu à cinq reprises à la tête de la municipalité de Tres de Febrero depuis 1991, Hugo Curto est effectivement un politicien aguerri dont la trajectoire militante est riche tant au niveau syndical<sup>193</sup> que politique<sup>194</sup>. Dans les différents réseaux politiques et associatifs étudiés, une même expression caractérisait le style d'Hugo Curto : « Ici, tout le monde doit être en rang derrière le chef. Et s'il y a une tête qui dépasse, il la coupe ». Nous verrons dans le sixième chapitre que les réseaux clientélares du péronisme ont également servi à contrôler les mobilisations liées à la pauvreté et au chômage. Or, la gestion d'Hugo Curto est associée à ce type de pratiques clientélares<sup>195</sup> (Ollier, 2010). On note également que les quartiers ayant les taux de pauvreté les plus importants sont également ceux où il réalise ses meilleurs scores électoraux (entre 45% et 60 %). En 1999 et 2003, au plus fort de la contestation sociale, Hugo Curto est réélu avec respectivement 44,5% et 50,1% des suffrages exprimés.

---

<sup>192</sup> Entre 1991 et 2004, le nombre de commerces est passé de 11 855 à 10 807, soit une baisse de 9%.

<sup>193</sup> Curto fut Secrétaire général de l'Union ouvrière métallurgique (UOM) de Caseros en 1971, puis à nouveau en 1983 où il devient également trésorier de la UOM au niveau national. Il est également Secrétaire général de la CGT pour la région San Martin en 1975 et Secrétaire adjoint de la CGT au niveau national de 1984 à 1990.

<sup>194</sup> Curto devient président du Parti justicialiste de Tres de Febrero en 1983. Il est élu député national en 1987, puis maire de Tres de Febrero à partir de 1991.

<sup>195</sup> Ces pratiques clientélares peuvent être analysées de manière non péjorative comme des formes de résolution de problèmes (Auyero, 2001). Elles contribuent également à maintenir une culture péroniste commune entre les classes populaires appauvries et les dirigeants politiques.

Tableau 10 – Répartition des établissements industriels et des employés par branche, Tres de Febrero, 2004.

Branche	Nombre d'établissements	En %	Nombre d'employés	En %
Industrie métallurgique	728	35,9	8 787	43,5
Industrie du bois	472	23,3	2 581	12,8
Industrie alimentaire	333	16,4	2 846	14,1
Industrie pétrochimique	261	12,9	3 363	16,7
Industrie textile	191	9,4	2 388	11,8
Industrie du verre	38	1,9	198	1,0
Industrie agricole	7	0,3	17	0,1
Total	2030	100	20 180	100

Les militants du Mouvement Evita ne sont donc pas issus d'une organisation *piquetera* préexistante sur le territoire. Ils ne se sont pas non plus appuyés sur des associations territoriales pour créer les coopératives. Ils n'ont pas collaboré avec les services municipaux et les réseaux locaux du parti justicialiste car ils les considèrent davantage comme des adversaires politiques que comme des alliés. En effet, le pouvoir local en place symbolise pour ces militants la vieille classe politique corrompue qui a accompagné le processus néolibéral. Ils considèrent donc Hugo Curto comme un des responsables de la désagrégation sociale et l'accusent de se maintenir au pouvoir grâce à des pratiques clientélares qui, selon eux, entretiennent la pauvreté. Le groupe de militants qui anime le Mouvement Evita à Tres de Febrero s'est constitué à partir de 2005, lorsque la direction nationale de cette organisation a contacté deux militantes en rupture avec des partis de la gauche révolutionnaire dans le but d'implanter une organisation locale sur le territoire. La référente locale du Mouvement Evita raconte comment le groupe s'est constitué progressivement, au travers des liens amicaux, familiaux et des connaissances issues de la militance :

*« Quand on a commencé le Mouvement Evita... D'abord, ils se sont connectés à moi. J'ai rencontré une camarade, nous militions ensemble auparavant... on s'est associé toutes les deux. À partir de là, on a commencé à militer et à voir ce qu'on pouvait faire dans les quartiers, aller voir des vieux militants, nous associer avec d'autres... Et bon, à la fin de l'année, on a fait une réunion avec 30 camarades. Mais ils n'étaient pas tous des*

*militants, ils ne sont pas tous restés dans ce groupe... ils étaient des vieux militants. Mais bon, nos enfants se sont aussi agrégés. Moi, j'ai quatre enfants adolescents, enfin jeunes, qui se sont associés. Après sont venus leurs amis».*

Entretien avec Amalia Suarez, Référente du Mouvement Evita à Tres de Febrero

Durant quatre années, un petit groupe de militants s'est donc progressivement constitué. Mais le développement du Mouvement Evita à Tres de Febrero ne prend véritablement de l'ampleur qu'à partir du lancement du projet pilote du programme *Ingreso social con trabajo* au début de l'année 2009. Le responsable de la conduite de ce projet pilote, financé par le ministère du Développement social, n'est autre qu'Emilio Pésico qui ne se prive pas de diriger abondamment les fonds vers les coopératives créées par les organisations du Mouvement Evita<sup>196</sup>. À Tres de Febrero, cette première version du programme permet la création de 25 coopératives de 16 travailleurs chacune. Parmi elles, 12 sont gérées par le Mouvement Evita et 13 par les réseaux politiques du maire. À la fin de l'année 2009, le gouvernement lance officiellement le programme *Ingreso social con trabajo* qui permet la création de coopératives de 60 travailleurs et de 300 travailleurs, en fonction des travaux à réaliser<sup>197</sup>. En 2010, le Mouvement Evita à Tres de Febrero gère trois coopératives de 300 personnes et quelques coopératives de moindre ampleur pour encadrer au total près de 1000 travailleurs.

#### **IV.2.2.3 Le choix des bénéficiaires du plan *Ingreso social con trabajo***

Comme pour les précédents plans *Trabajar* et *JJHD*, les aides du programme *Ingreso social con trabajo* ne couvrent pas la totalité des bénéficiaires potentiels. Les militants chargés de mettre en œuvre cette politique sociale doivent donc réaliser un travail de sélection des bénéficiaires. Pour cela, les membres du Mouvement Evita de Tres de Febrero ont établi trois grands critères de sélection : être sans emploi, être jeune, avoir plus de deux enfants. Ils ont également défini une répartition du nombre d'emplois subventionnés par quartier. Par la suite, chaque responsable du recrutement des travailleurs agit au sein de son propre quartier et

---

<sup>196</sup> Cette partialité entraîne des plaintes d'autres organisations proches du gouvernement national.

<sup>197</sup> Les travaux sont proposés par les municipalités, voire par les provinces.

s'appuie sur son propre réseau de connaissances pour sélectionner les bénéficiaires de la politique sociale. La figure du militant se mêle alors à celle du *vecino* (le voisin) dont la connaissance du quartier et des conditions de vie des habitants est considérée comme légitime.

*« On se coordonne avec nos camarades de chaque quartier qui sélectionnent ceux qu'ils vont inscrire. Nous, on s'est dit : divisons le nombre de subsides (cupos) par quartier. Par exemple, Joaquin qui est du quartier Villa Bosh, c'est lui qui va savoir, dans ce quartier, qui est-ce qu'il doit inscrire. Un autre camarade du quartier Libertador va savoir qui il doit inscrire là-bas. À Ciudadela, d'autres pareils... Donc, le critère qu'on utilise, c'est que le pouvoir soit réparti, non ? Pas qu'il soit dans les mains du référent ou de quelqu'un en particulier, mais que les vecinos soient ceux qui aient ce pouvoir... de se dire : j'ai 30 subsides, je sais auprès de qui je vais aller et à qui je vais les proposer. Le camarade du quartier dit également : "lui peut être le président... ou ce camarade peut être le contremaître... celui-là le coordinateur." Disons que tout se fait entre les vecinos, ce sont les vecinos qui décident... On peut se tromper, on s'est déjà trompé... mettre un président ou un contremaître qui après ne fonctionne pas avec un critère de solidarité. Dans ce cas, les camarades le changent ».*

Entretien avec Amalia Suarez, Référente du Mouvement Evita à Tres de Febrero

Ce rôle d'intermédiation entre le gouvernement national et les destinataires des politiques sociales était déjà une caractéristique des organisations *piqueteras* entre 1996 et 2003, lorsque celles-ci géraient les allocations des plans *Trabajar* et *JJHD*. La préoccupation majeure était alors celle de la survie puisque les activités caractéristiques de cette période étaient l'organisation d'une cantine ou la distribution de nourriture et de vêtement. Dans le cadre d'un régime d'assistance non universelle, le choix des bénéficiaires n'est donc pas anodin. Le pouvoir discrétionnaire des militants et des dirigeants politiques dans la distribution des aides sociales est restée une pratique courante sous les gouvernements Kirchner. Lorsqu'en 2003 Nestor Kirchner accède au pouvoir et propose aux organisations *piqueteras* de le rejoindre dans la « refondation politique » du pays, il engage d'importants transferts de fonds vers ces associations permettant de les impliquer dans la gestion et la réalisation de nouveaux ouvrages. Ces chantiers s'apparentent alors à un développement d'infrastructures dans les quartiers paupérisés puisqu'ils permettent la construction de

logements, d'hôpitaux, d'écoles ou encore de réseaux de gaz, d'électricité, d'égout et d'eau potable<sup>198</sup>.

Ainsi, en 2004, les deux grandes fédérations *piqueteras* de La Matanza<sup>199</sup> négocient avec le président un projet permettant de développer en urgence le réseau d'eau potable qui fait défaut à près de 500 000 personnes dans la commune. Une centaine de coopératives de 16 personnes réalisent alors les travaux dans ces quartiers populaires en l'espace d'un an et demi (Merklen, 2006). À l'instar des coopératives du programme *Ingreso social con trabajo*, la sélection des quartiers s'effectue en fonction de l'implantation territoriale des associations et celle des travailleurs intégrés aux coopératives en fonction de relations interpersonnelles. La question de la légitimité du choix des 100 quartiers et des 1600 bénéficiaires n'est cependant pas un dilemme pour les protagonistes, au contraire : « le partage est simple. Il y a vingt-cinq quartiers où domine la CCC, vingt-cinq où c'est plutôt la FTV qui est implantée, et cinquante pour la municipalité. Même partage pour les coopératives : 25 pour la CCC, 25 pour la FTV et 50 pour la municipalité de La Matanza. Chaque coopérative de travail étant composée de 16 membres, leur contrôle permet à chaque groupe de *piqueteros* de "donner" du travail à 400 personnes pendant 18 mois. L'enjeu est de taille. Ceux qui militent avec d'autres groupes politiques n'auront rien, ni l'eau ni le travail, et les autres districts de la banlieue non plus » (*Ibid.*, p. 194-195).

L'intermédiation dans la distribution des programmes d'assistance sociale pose donc la question de la justice en l'absence de droits universels, notamment en situation de grande pauvreté. Le pouvoir de décision des militants associatifs et politiques est également l'objet de critiques et de dénonciations d'un régime de faveurs qui perpétue les pratiques clientélares. Néanmoins, ce système d'intermédiation dans les politiques sociales renvoie à une longue tradition héritée des premières formes d'institutionnalisation de la protection sociale. Ainsi que le précise Merklen, « le social n'a jamais été conçu en Argentine comme une protection des individus et des familles directement assurée par l'État. Entre les deux, il y a "toujours" eu des "entités intermédiaires" ou des "organisations sociales" – pour reprendre les formules employées par la tradition péroniste – perçues comme représentant légitimement

---

<sup>198</sup> C'est le cas notamment de l'organisation *Tupac Amaru* implantée originellement à Jujuy et qui s'est développée dans d'autres provinces grâce à diverses politiques sociales des gouvernements Kirchner. Au travers de coopératives, l'organisation a construit près de 5000 logements, des centres sportifs, des centres de santé et des écoles (Rodriguez Blanco, 2011).

<sup>199</sup> Ces organisations sont la *Federacion Tierra y Vivienda* (FTV) et la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC).

les travailleurs » (2009, p. 185). Le rapport entre l'accès à la protection sociale et le soutien aux organisations militantes qui interagissent avec l'État sera approfondi plus loin, dans le cadre des mobilisations politiques organisées par les membres du Mouvement Evita.

#### **IV.2.2.4      Activité et autonomie des coopératives**

Les travaux réalisés par les coopératives du Mouvement Evita à Tres de Febrero concernent essentiellement la petite voirie, à savoir la construction ou le maintien en état de trottoirs. Si le financement provient du gouvernement national, les chantiers sont proposés par la municipalité. Avec un financement public, une commande publique et un encadrement politique, il est difficile de concevoir l'autonomie de ces coopératives. Malgré le discours gouvernemental insistant sur la création de véritables emplois et sur la dignité retrouvée par le travail, le programme *Ingreso social con trabajo* se distingue peu des programmes antérieurs *JJHD* et *Trabajar*. Les revenus générés par le travail au sein des coopératives constituent l'aide minimale permettant de se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté. Néanmoins, si le cadre institutionnel génère des opportunités, les acteurs peuvent redéfinir en pratique la signification et la portée du dispositif. Pour les militants du Mouvement Evita, les coopératives ne semblent pas constituer une finalité en soi, elles n'ont pas vocation à s'autonomiser et à pérenniser leur fonctionnement grâce à des ressources propres. Les coopératives sont davantage conçues comme des lieux de socialisation, et de socialisation par le travail, permettant aux bénéficiaires d'entamer ou de prolonger un processus d'insertion sociale et professionnelle. C'est ce qu'indique notamment une militante du Mouvement Evita lorsqu'elle évoque l'assouplissement du temps de travail réglementaire dans les coopératives afin de permettre la recherche d'un autre emploi. Bien que le programme ne s'adresse qu'à des personnes au chômage, les acteurs locaux s'arrangent donc pour que les bénéficiaires puissent cumuler le travail dans les coopératives avec d'autres activités rémunérées.

*« Le revenu est de 1 340 pesos... ça ne leur suffit pas, ils ont besoin du triple ! Mais ils travaillent six heures... ou quatre heures. Nous, ici, on travaille un peu moins pour qu'ils puissent avoir des heures pour travailler ailleurs. Toujours en faisant en sorte que l'objectif soit atteint ».*

Entretien avec Lisa Diaz, Militante du Mouvement Evita à Tres de Febrero

Si l'autonomie des coopératives à l'égard du Mouvement Evita et des autorités publiques semble improbable, celle des acteurs locaux apparaît en revanche dans leur capacité à trouver des marges de manœuvre face aux normes prescrites. La proximité entre le Mouvement Evita et le gouvernement national laisse même envisager la capacité d'influence de ces militants sur la définition des politiques publiques. Au début de l'année 2012, Cristina Kirchner annonce en effet une évolution des revenus mensuels du programme *Ingreso social con trabajo* qui fait écho aux usages des acteurs locaux. Les revenus mensuels de ce programme sont augmentés en fonction d'une bonne productivité (300 pesos) et d'une présence régulière sur le lieu de travail (250 pesos). Si les critères d'une bonne productivité ne sont pas explicites, en revanche la présence au travail est considérée comme régulière à partir de quatre heures par jour. Selon la présidente, cette amélioration des revenus se conçoit comme une récompense pour les travailleurs les plus méritants. Elle déclare ainsi le 28 février 2012 qu' « introduire 300 pesos en relation à la productivité c'est fixer des objectifs, et la présence n'est pas une exigence, c'est une prime »<sup>200</sup>. En tenant compte des usages qui préexistent à cette évolution du programme, on peut davantage la concevoir comme une adaptation du cadre institutionnel aux pratiques des acteurs<sup>201</sup>. En cumulant le revenu de base avec les primes de productivité et de présence, un bénéficiaire de cette politique sociale perçoit près de 2000 pesos nets mensuels, soit l'équivalent du salaire minimum en 2012 pour seulement quatre heures de travail par jour.

### **IV.2.3 Les coopératives comme ressource d'un réseau de militance**

#### **IV.2.3.1 Constitution d'un réseau territorial à Tres de Febrero**

La relation entre le Mouvement Evita et le gouvernement national ne se limite pas à l'intermédiation dans les politiques sociales. Comme nous l'avons vu précédemment, le conflit agraire de 2008 a mis en lumière les failles des organisations kirchnéristes dans la mobilisation de masse des classes populaires. Ce constat s'est notamment traduit par la création d'un *Courant national de la militance* auquel prend part le Mouvement Evita. À Tres de Febrero, cette volonté de susciter la militance dans les quartiers et de rallier les classes

---

<sup>200</sup> Cité dans l'article « Mejoras en los planes Argentina Trabaja » dans le quotidien *La Nación* du 29/02/2012.

<sup>201</sup> Dans le contexte d'une inflation estimée officiellement à 25 % par an, mais niée par les autorités officielles, cette augmentation doit également être prise en compte comme une adaptation du revenu à la hausse des prix.



populaires au projet politique des Kirchner se traduit par de multiples actions, en partie liées à la création des coopératives. Ainsi, parmi les critères de recrutement des personnes pressenties pour diriger les coopératives<sup>202</sup>, les responsables du groupement ont ajouté aux conditions légales le fait de s'engager à militer dans les quartiers. Grâce à ces engagements, le groupe de militants du Mouvement Evita s'est élargi et a mis en place des cantines, des associations pour retraités, un dispensaire, un club de sport, des centres culturels, des fanfares populaires (*murga*), ainsi que des ateliers de formation et d'alphabétisation. À l'instar de nombreux réseaux politiques territoriaux, ces militants organisent également la distribution de produits alimentaires de base aux familles les plus démunies<sup>203</sup>.

En 2010, le groupe local du Mouvement Evita compte une trentaine de militants. Si l'organisation compte une référente locale officielle, c'est-à-dire reconnue par la direction nationale du Mouvement Evita, les responsabilités sont réparties entre cette trentaine de militants. Des petits groupes de trois à cinq personnes prennent en charge les différentes activités de l'association. Certains gèrent les relations entre les coopératives et le Mouvement Evita, d'autres s'occupent des relations avec les autorités institutionnelles. Des petits groupes s'occupent du développement des activités liées aux thèmes de la santé, du troisième âge ou de l'éducation, tandis que d'autres recherchent des financements publics pour des actions de solidarité (Province, Nation, ONU, Banque mondiale). Ces militants se réunissent de manière hebdomadaire afin de coordonner les différentes actions du groupement. Une réunion mensuelle permet à l'ensemble des membres qui agissent dans les quartiers et qui s'identifient au Mouvement Evita de se rassembler. Selon les récits d'entretien, une centaine de personnes est présente à ces réunions.

---

<sup>202</sup> Les coopératives disposent de leur propre personnalité juridique et sont inscrites au registre national des organisations de la société civile. Les statuts déposés doivent notamment comporter les noms du président et du secrétaire de la coopérative.

<sup>203</sup> Dès les années 1980, les premières politiques publiques de lutte contre la pauvreté ont consisté en la distribution de produits alimentaires de base. En 1984, le gouvernement radical lance le Programme alimentaire national. En 1992, la province de Buenos Aires obtient du gouvernement national le versement d'un Fonds pour la réparation historique du *conurbano bonaerense*. Une partie de ce fonds sert au financement du *Plan Vida* qui mobilise près de 35 000 femmes volontaires (*las manzaneras*) pour la distribution de l'aide alimentaire dans les quartiers paupérisés. Nous reviendrons sur ces politiques d'assistance et les liens avec les réseaux politiques dans le sixième chapitre.

La mobilisation des habitants des quartiers de Tres de Febrero n'est toutefois pas systématiquement réalisée à partir du Mouvement Evita. Comme nous le suggérons dans le deuxième chapitre, des militants politiques investissent également la sphère associative et permettent l'essor de la participation associative. À l'instar du « militantisme occulté » du couple dans la cité des 3F de Gennevilliers que nous avons analysé dans le troisième chapitre, les militants du Mouvement Evita créent des associations sans qu'aucune identification à un parti politique n'apparaisse. Afin d'inciter les jeunes de la commune à participer aux activités dans les quartiers et afin de pallier le discrédit dont souffre l'activité politique<sup>204</sup>, les militants créent donc des associations dont les objectifs affichés se limitent aux actions concrètes mises en œuvre. Ainsi, quatre jeunes militantes ont fondé une association dénommée *Collectif populaire pour la libération*, afin de constituer un espace de participation en dehors du Mouvement Evita. Cette association permet de mobiliser essentiellement des jeunes habitants de la commune, notamment des membres des classes moyennes disposant de ressources culturelles (diplômes universitaires, pratiques artistiques). Ceux-ci interviennent lors des ateliers d'alphabétisation ou lors des animations culturelles mises en œuvre dans les quartiers populaires de Tres de Febrero. Par la création d'associations, les militants du Mouvement Evita parviennent alors à mobiliser des jeunes habitants détachés de la politique. Les responsables locaux inscrivent cette initiative associative dans le cadre d'une « politique de jeunesse » développée par l'organisation. Ces jeunes peuvent par la suite transformer leur participation associative ponctuelle en un engagement militant durable en rejoignant le mouvement et son projet politique.

*« On a commencé à convoquer les gens avec des chaînes de mails, avec des blogs, des pages Internet... Par n'importe quel moyen, on a fait de la propagande... par la radio... on demandait qui voulait être volontaire pour faire de l'alphabétisation. Et ça, on l'a pas fait depuis le Mouvement Evita parce qu'on pensait que souvent... comment dire, avec toute la crise qu'il y a... Le Mouvement Evita est un mouvement péroniste. Ici, pour beaucoup, le péronisme est lié à la vieille politique, à la corruption... Donc, on s'est dit : "construisons un espace qui ne soit pas... qui n'est pas une ONG, mais qui est un espace pour les jeunes, ou pour tous ceux qui veulent participer, être solidaire avec les habitants et qui ne veulent pas s'identifier avec le Mouvement Evita". Comme ça, il y a beaucoup de gens qui sont venus, comme 30, 40, on a eu de la chance dans cette mobilisation. (...)*

---

<sup>204</sup> Le rejet de la politique et de son personnel est en partie lié aux effets de la période néolibérale et de la crise de 2001, mais il repose également sur les nombreuses affaires (ou soupçons) de corruption qui ont touché les dirigeants politiques depuis les années 1990.

*D'un coup il y a 30 ou 40 personnes qui apparaissaient... 40 jeunes qui étaient de la classe moyenne disons, qui apparaissaient dans ce quartier où personne ne veut entrer... (...) Beaucoup ont rejoint le mouvement [Evita], beaucoup de ces jeunes. D'autres, non. Mais ce n'est pas une condition nécessaire pour être solidaire ou pour travailler ».*

Entretien avec Lisa Diaz, Militante du Mouvement Evita à Tres de Febrero

### **IV.2.3.2 Mobilisations pour soutenir le gouvernement national**

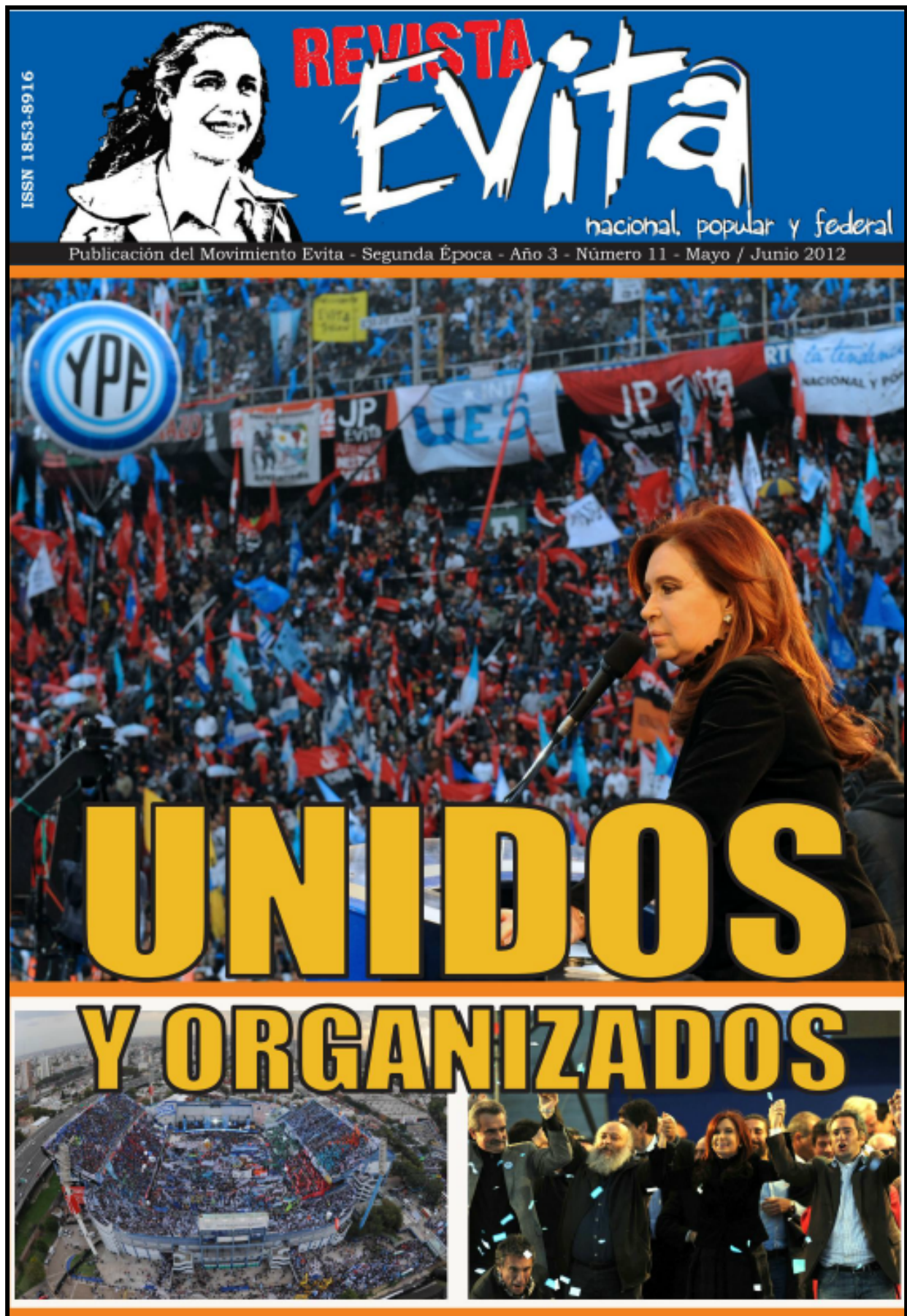
La gestion des coopératives et le travail militant dans les quartiers de Tres de Febrero permettent au Mouvement Evita de tisser un réseau territorial et de mobiliser plusieurs centaines de personnes lors de manifestations politiques (Photo, 20). Ces manifestations peuvent correspondre aux moments propres à la liturgie péroniste, telle la célébration du « jour de la loyauté » le 17 octobre ou la commémoration de la mort d'Eva Perón le 26 juillet (Plotkin, 1994 ; Auyero, 2001). Diverses organisations péronistes se rassemblent alors pour perpétuer le mythe fondateur et renforcer l'identification à une culture politique commune. D'autres manifestations concernent directement la vie politique nationale et sont des actes de soutien au gouvernement lors de vifs affrontements avec l'opposition. Ce fut le cas en 2009 lors du projet de loi sur le mariage égalitaire permettant l'union légale et le droit à l'adoption des couples homosexuels, ainsi que lors de la réforme du champ médiatique visant à empêcher les situations de monopole. L'enjeu de ces manifestations est triple pour les militants locaux du Mouvement Evita. En premier lieu, ces manifestations sont des moments de politisation des individus, elles permettent en effet la transmission d'une culture politique et l'identification à un mouvement politique. En deuxième lieu, elles manifestent une adhésion au projet politique du gouvernement national et s'inscrivent dans les luttes partisans. En troisième lieu, elles sont une démonstration de leur capacité à mobiliser les classes populaires en faveur des réformes politiques initiées par le gouvernement. Sur ce dernier point, la référente locale souligne l'importance d'une présence massive pour obtenir davantage de ressources via les politiques sociales. La capacité de mobilisation des classes populaires semble en effet être un critère déterminant lors de la distribution des subsides par la direction nationale du mouvement. Pour inciter les travailleurs des coopératives à participer à ces manifestations, les journées de mobilisation sont chômées sans que cela entraîne une baisse de la rémunération. Les militants expliquent également aux membres des coopératives l'importance d'un nombre élevé de manifestants pour l'obtention des ressources. Ce travail de mobilisation semble porter ses fruits puisque la référente locale évoque une forte

augmentation du nombre de bus nécessaires au transport des participants vers les lieux de la manifestation.

*« Quand il y a des manifestations... ça peut être pour beaucoup de raisons, par exemple pour l'anniversaire de la mort d'Evita ou pour appuyer le gouvernement parce que la droite est en train de lui mettre une forte pression... pour la loi des médias... pour le mariage égalitaire... Nous tous, on les appuie. Donc, on dit : "Camarades, nous, nous allons participer mardi à cette manifestation, qui veut venir ?" Celui qui veut venir, il a jour de congé. Celui qui ne veut pas, il va travailler. C'est tout, il n'y a pas de pression. (...) Mais on dit aussi : "si nous allons faire une manifestation pour la commémoration de la mort d'Evita, et qu'au lieu d'être 30 on est 300, on va être considéré autrement au moment où se décide la distribution des subsides (cupos)." Bon, donc, s'il n'y a pas une pression effective, du genre "je ne te paye pas si tu ne viens pas", je donne cette explication au camarade. Et cela fait que souvent, il prend conscience. Avant on mobilisait un bus et là, par exemple, pour la dernière manifestation, on y est allé avec 14 bus ! 14 bus ! Pour nous, c'est un grand développement ».*

Entretien avec Amalia Suarez, Référente du Mouvement Evita à Tres de Febrero

Photo 20 – Couverture du numéro 11 de la revue du Mouvement Evita, mai/juin 2012.



### IV.2.3.3 Inscription dans le jeu politique local

Cette capacité à mobiliser les habitants des quartiers populaires joue également dans le rapport de forces avec les maires du *conurbano*. Ces derniers jouissent d'un pouvoir politique important, la périphérie urbaine de la capitale étant le principal réservoir de voix du pays et le bastion du péronisme. Leur rôle dans les campagnes électorales est donc majeur et les candidats péronistes à la présidence cherchent toujours à obtenir un large soutien des maires du *conurbano*. Or, après la défaite du parti kirchéniste aux élections législatives de 2009, la pertinence d'une nouvelle candidature Kirchner à la présidence est discutée au sein même du Parti justicialiste<sup>205</sup>. Eduardo Duhalde<sup>206</sup> déclare ainsi sa candidature aux primaires du parti justicialiste pour la présidentielle de 2011 et se pose donc en adversaire potentiel du couple présidentiel<sup>207</sup>. Or, en 2005, les courants du duhaldisme et du kirchnérisme se sont déjà affrontés au cours d'élections nationales<sup>208</sup>. A cette occasion, le maire de Tres de Febrero avait milité en faveur d'Eduardo Duhalde, dont il avait été un proche collaborateur lorsque celui-ci était gouverneur de la province de Buenos Aires.

Dans ce contexte d'incertitude concernant les alliances politiques, les militants du Mouvement Evita participent à une « plateforme politique » conjointement à d'autres organisations péronistes (*la Cámpora*, *Peronismo militante*, *Descamisados*) et à des courants du Parti communiste et du Parti socialiste. L'objectif de cette alliance politique locale est

---

<sup>205</sup> Jusqu'à son décès soudain le 27 octobre 2010, Nestor Kirchner était officieusement candidat à un second mandat présidentiel. Sa disparition a suscité une grande émotion dans le pays et a modifié le rapport de forces entre le gouvernement et l'opposition, équilibré jusqu'alors. À partir de cette date, la rhétorique nationale-populaire s'est encore accentuée, des organisations kirchnéristes, telle la *Cámpora*, connaissent un rapide développement et aucun leader de l'opposition ne parvient à incarner une alternative crédible. En octobre 2011, Cristina Kirchner est réélue à la présidence dès le premier tour avec 54% des suffrages.

<sup>206</sup> Maire de Lomas de Zamora (1983-1987), vice-président de la nation lors du premier mandat de Menem (1989-1991), puis gouverneur de la province de Buenos Aires (1991-1999) et président de la République par intérim (2002-2003), Eduardo Duhalde est un représentant de l'aile droite du péronisme. Ses principales alliances politiques se situent dans la province de Buenos Aires, en particulier dans le *conurbano*.

<sup>207</sup> Eduardo Duhalde n'obtient finalement que 5,9 % des votes au soir du 23 octobre 2011, date qui marque le crépuscule de sa carrière politique. La majorité des maires du *conurbano*, dont celui de Tres de Febrero, se sont finalement alignés derrière la présidente-candidate Cristina Kirchner.

<sup>208</sup> Aux élections législatives de 2005 qui concernent les niveaux municipaux, provinciaux et nationaux, le péronisme se présente divisé entre kirchnérisme et duhaldisme dans plusieurs provinces dont Buenos Aires. Les deux épouses, Cristina Kirchner et Hilda Duhalde, sont en tête de liste électorale et l'affrontement se conclut par une victoire du kirchnérisme.

double. D'une part, ces différentes organisations s'unissent pour concurrencer les réseaux politiques du maire de Tres de Febrero et mener la campagne du candidat Kirchner sur le territoire. D'autre part, ces militants préparent une liste affiliée au candidat Kirchner pour l'élection municipale dans l'optique d'une éventuelle alliance entre Hugo Curto et Eduardo Duhalde.

*« L'idée de cette plateforme politique, c'est de former un espace dans ce territoire, de fortifier un espace qui pourra demain entrer en compétition électorale avec les secteurs qu'il y a ici... qui sont plutôt de droite et qui sont au pouvoir depuis 20 ans. Ce qui se passe, c'est que si Kirchner décide de jouer avec le Parti justicialiste, avec les maires du conurbano, on l'appuiera. S'il y a des lieux où l'on peut se battre pour un meilleur candidat, on se battra. Ca dépend de comment sera la situation, et c'est différent pour chaque territoire ».*

Entretien avec Joaquin Labagnara, Militant du Mouvement Evita à Tres de Febrero

Les tensions entre le Mouvement Evita et la municipalité de Tres de Febrero sont récurrentes depuis la mise en œuvre du programme *Ingreso social con trabajo*. Ce sont effectivement les services municipaux qui effectuent le versement des allocations et qui délivrent les outils et les vêtements de travail aux membres de coopératives. Or, les militants se plaignent de la lourdeur du fonctionnement des services administratifs et des blocages provoqués par les responsables municipaux pour entraver le projet des coopératives gérées par le Mouvement Evita. Afin de remédier à ces « obstacles bureaucratiques », la direction nationale du Mouvement Evita crée en 2010 une fédération de coopératives nommée *Todos Unidos* qui relie directement les coopératives de 300 travailleurs avec le gouvernement national et avec celui de la province de Buenos Aires. Ce nouveau dispositif vise à encadrer des travaux de plus grande ampleur, telle la construction d'habitations, d'écoles et de centres de santé. Il manifeste également l'importance prise par le Mouvement Evita, et les autres organisations populaires de ce type, dans la configuration politique argentine. Dans le cadre d'un Etat fédéral, ces organisations, en tant qu'intermédiaires des politiques sociales, permettent au gouvernement national d'intervenir directement dans les différentes provinces du pays. L'action militante que ces organisations territoriales mettent en œuvre auprès des classes populaires vient également concurrencer les réseaux territoriaux des partis politiques.

## **Conclusion**

La ville de Buenos Aires connaît une expansion extrêmement importante à partir des années 1880 et se constitue comme une nouvelle grande métropole du monde occidental. La mise en place du modèle agro-exportateur, l'investissement conséquent de capitaux étrangers et les migrations de travailleurs européens transforment la jeune République fédérale en une société de plus en plus marquée par l'urbanisation et la concentration des masses, ainsi que par les tensions entre le capital et le travail. L'industrie se développe essentiellement à partir des années 1930 et se concentre dans les villes du littoral, principalement dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires. Le *conurbano* ne cesse de s'accroître depuis cette époque, tandis que l'urbanisation et le peuplement de la ville de Buenos Aires est stable depuis la fin des années 1940. L'avènement du péronisme repose notamment sur l'organisation syndicale des travailleurs et sur l'adhésion de la masse des classes populaires urbaines à l'autorité charismatique du général Perón.

Lors des premiers gouvernements péronistes (1946-1955), il semble bien que les communes de la banlieue industrielle de Buenos Aires aient connu une forme d'organisation socio-politique qui mêlait les syndicats, les unités de base péronistes<sup>209</sup> et les associations de quartier. Cette organisation socio-politique locale était structurée verticalement afin de se lier à l'État et de former la « communauté organisée » telle que l'avait théorisée Perón. Le modèle des communautés ouvrières structurées autour de l'usine, du syndicat et du quartier n'est cependant pas suffisant pour comprendre les formes de sociabilité des classes populaires et leur transformation suite à la désindustrialisation. Nous voyons à cela quatre raisons.

Premièrement, l'étalement urbain de l'aire métropolitaine de Buenos Aires s'est effectué de manière continue dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, en conséquence des besoins de logement d'une population de plus en plus nombreuse. En revanche, les grands centres industriels sont restés concentrés au sud de la ville de Buenos Aires jusque dans les années 1940. Des formes de sociabilité liées à la proximité entre l'usine et l'habitat sont observables dans ces territoires industriels, mais la prolifération des quartiers pavillonnaires qui fleurissent au nord, à l'ouest et au sud de l'aire métropolitaine de Buenos Aires génère d'autres formes de sociabilité populaire.

---

<sup>209</sup> Il existait depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle les comités du parti radical et les cellules du parti communiste, mais ces dernières étaient alors moins influentes que les unités de base péronistes dans ces territoires.



Deuxièmement, ces nouveaux quartiers pavillonnaires sont largement investis par les classes populaires, mais leur peuplement se réalise sans véritable homogénéité sociale et professionnelle. Ces territoires sont alors le lieu de formation d'une « nouvelle culture populaire et de quartier » (Gutiérrez, Romero, 1989, p. 78). Les associations de voisinage liées au développement des infrastructures locales forment notamment les principaux espaces de participation politique des citoyens (De Privitellio, 2003). La figure de l'habitant (*vecino*) devient alors centrale dans la sociabilité politique locale<sup>210</sup>. Si les analyses de ce phénomène concernent essentiellement la ville de Buenos Aires durant l'entre-deux guerre, on peut faire l'hypothèse qu'un même type de sociabilité populaire se forme dans les communes de la première couronne du *conurbano*. Les premiers quartiers de Tres de Febrero se constituent en effet dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'expansion des voies de chemin de fer, ils comptent déjà 25 000 habitants en 1914 et plusieurs associations de voisinage. Les établissements industriels implantés dans ces communes de la première couronne sont également des ateliers de petite taille, et non des grandes usines à l'organisation taylorienne.

Troisièmement, à partir des années 1950, le développement industriel s'amplifie et de grandes usines s'implantent dans des communes plus éloignées de la ville de Buenos Aires. C'est néanmoins la période d'expansion du *conurbano* dont la population passe de 1,7 million en 1947 à 8,7 millions habitants en 1980. C'est aussi celle d'un développement des transports publics collectifs peu planifié et d'une distanciation plus prononcée entre les résidences ouvrières et les usines. La mobilité spatiale des classes populaires va donc à l'encontre de la constitution de communautés ouvrières reposant sur une proximité entre l'usine et l'habitat. Il faut considérer également que la mobilité sociale représente en Argentine une sorte d'idéal pour l'ensemble de la société. Dans les faits, la société argentine s'est caractérisée pendant plusieurs décennies par une mobilité sociale ascendante extrêmement élevée, comparativement aux autres pays de la région et à l'ensemble du monde occidental (Kessler, 2011). L'ascension sociale est donc à la fois vécue et désirée au sein même des classes populaires, ce qui peut entraver la constitution d'une classe ouvrière centrée autour d'une identité commune et de la défense de ses intérêts. La prise en considération des multiples interactions et situations vécues par les classes populaires permet alors de « donner une image des travailleurs moins fermée sur eux-mêmes et plus ouverte à la compréhension de la situation particulière qui est la leur au sein d'une société où la mobilité sociale contribue à atténuer les lignes de classe » (Gutiérrez, Romero, 1989, p. 211).

---

<sup>210</sup> L'importance de ce type de sociabilité de voisinage est abordée dans le sixième chapitre.

Quatrièmement, la proscription du péronisme de la vie politique de 1955 à 1973 a nécessairement des conséquences sur la sociabilité militante des classes populaires. Les unités de base du péronisme ont notamment cessé d'exister durant cette période, ou de manière clandestine en empruntant d'autres formes associatives. Les organisations syndicales ont en revanche constitué le principal espace d'engagement des militants péronistes. D'autre part, la répression sanglante de la dernière dictature militaire (1976-1983) a annihilé une grande partie de l'effervescence associative des années 1970, notamment celle en relation avec l'amélioration des bidonvilles et autres quartiers illégaux privés de toute infrastructure de base. De nombreux militants liés à l'organisation de jeunesse péroniste participaient notamment à la canalisation des demandes émises par ces habitants.

Le processus de désindustrialisation affecte donc les classes populaires et les syndicats de travailleurs, mais il ne s'accompagne pas nécessairement d'un délitement des formes de sociabilité politique au niveau des quartiers populaires du *conurbano*. La désagrégation du monde ouvrier se double d'une paupérisation et d'une désaffiliation des membres des classes populaires (Castel 1995 ; Merklen, 2009). Les réformes néolibérales des années 1990 accentuent ces processus de paupérisation et de désaffiliation des membres des classes populaires par la dérégulation du travail et la réduction du périmètre d'intervention de l'État social. Le mouvement *piquetero* publicise au sein de l'espace public national les problèmes conjoints du chômage et de l'exclusion. Au niveau du *conurbano*, ce mouvement social émerge dans les quartiers où se concentrent les populations les plus pauvres et où préexistent des associations territoriales visant l'amélioration de l'habitat et des infrastructures de base. La réponse des pouvoirs publics à ces mobilisations populaires prend la forme de politiques sociales territorialisées qui s'inscrivent dans le cadre des programmes de transfert de revenus conditionnels. Une partie de ces aides sociales sont gérées par les organisations *piqueteras*, ce qui permet à ces dernières de développer des actions de solidarité au niveau des quartiers où elles sont implantées.

Avec la récupération économique et l'ascension de Nestor Kirchner, une partie des organisations *piqueteras* s'allie au gouvernement national et se constitue en intermédiaire des politiques sociales destinées aux quartiers paupérisés et aux individus désaffiliés. L'analyse de l'activité du Mouvement Evita à Tres de Febrero montre comment les ressources des politiques sociales nationales permettent aux militants locaux de développer plusieurs associations dans les quartiers populaires du territoire. Non seulement ces militants créent les coopératives prévues dans le cadre du programme *Ingreso social con trabajo*, mais ils

s'appuient sur ces structures associatives pour recruter de nouveaux militants et fonder d'autres associations locales. Une fois encore, on remarque que des militants engagés politiquement fondent des associations civiles en prenant soin de ne pas faire apparaître d'identité partisane. Ce point sera traité spécifiquement dans les deux prochains chapitres.

Les effets de l'action associative et des politiques sociales sont difficiles à interpréter en raison notamment des conditions de l'enquête de terrain. N'ayant pu observer et interviewer les travailleurs des coopératives créées à Tres de Febrero, nous ne pouvons analyser comment cette participation associative constitue une forme de résolution des problèmes du chômage et de l'exclusion. Le fait que les responsables locaux du Mouvement Evita n'aient pas répondu favorablement à mes demandes de rencontre avec les travailleurs des coopératives n'est sans doute pas étranger aux deux principaux éléments qui ressortent de l'analyse de l'activité du groupement. D'une part, le discours officiel valorisant l'insertion par le travail et la création de véritables emplois est peu crédible lorsque l'on inscrit le programme *Ingreso social con trabajo* dans le cadre des évolutions des politiques sociales. Si les militants et les gouvernants parlent de rupture avec les politiques sociales néolibérales, il nous semble que les continuités sont davantage apparentes. Le travail dans les coopératives ne se distingue pas du modèle des transferts de revenus conditionnés. D'autre part, le nombre d'allocations de cette politique sociale est largement inférieur à celui des potentiels bénéficiaires. On retrouve alors les mêmes questionnements concernant le mode de sélection des bénéficiaires et le pouvoir discrétionnaire des intermédiaires des politiques sociales. L'intense travail de mobilisation politique effectué par les militants du Mouvement Evita illustre la proximité existant entre le subventionnement d'associations locales via les politiques sociales et la construction de réseaux politiques clientélares. Le recrutement des responsables de coopératives conditionné à un engagement militant dans les quartiers et les mobilisations de masse en faveur du gouvernement national ou des cérémonies propres à la culture du péronisme sont des manifestations des échanges qui se réalisent dans le cadre de la mise en œuvre des politiques sociales.

En somme, les processus de désindustrialisation, de dérégulation du travail et de paupérisation des classes populaires connaissent une ampleur plus importante en Argentine qu'en France. La désagrégation de la société salariale au cours des trente dernières années a pour conséquence principale la désaffiliation de plusieurs millions d'individus et l'accroissement des situations de pauvreté. Dans ce contexte, l'émergence d'associations populaires mobilisées contre le chômage et l'exclusion n'est pas nécessairement liée à la

désagrégation d'anciennes communautés ouvrières dont l'organisation socio-politique reposait sur la proximité spatiale entre l'usine et le quartier. Dans le *conurbano*, le mouvement *piquetero* se structure à partir des quartiers marginaux, issus d'occupations illégales de terres, où agissent depuis les années 1980 des associations réclamant la reconnaissance du droit des habitants et la construction d'infrastructures de base. L'usage des politiques sociales par ces associations permet, autour des années 2000, de développer des formes de solidarité locale pour la survie, mais aussi de susciter la participation politique au travers de confrontations avec les pouvoirs publics.

Après 2003, ce modèle d'intervention auprès des classes populaires s'institutionnalise et les organisations populaires collaborant avec le gouvernement national accèdent à de nouvelles ressources pour mettre en œuvre les politiques sociales. Le cas du Mouvement Evita à Tres de Febrero illustre le déplacement de ce mode d'intervention dans d'autres territoires n'ayant pas fait l'objet de fortes mobilisations *piqueteras*. Il montre également la résurgence de la tradition nationale-populaire et le reflux du modèle militant autonomiste qui avait surgi au cours des années 2001-2002. La participation associative que génèrent les militants du Mouvement Evita est non seulement dépendante des ressources du programme *Ingreso social con trabajo*, mais elle est aussi conditionnée par un soutien au gouvernement national. Les préoccupations pour l'espace local et l'autonomie de fonctionnement ont donc marqué les premières expériences *piqueteras*. L'institutionnalisation d'une intermédiation associative dans les politiques sociales ciblées sur les quartiers populaires et la déterritorialisation des organisations populaires tendent à accentuer une logique descendante et une instrumentalisation de ces associations à des fins électoralistes.



## Conclusion de la deuxième partie



Dans ces deux chapitres, nous avons analysé la participation associative en relation avec les transformations des communes ouvrières et le développement des politiques sociales territorialisées. L'analyse reposait sur deux grandes hypothèses de recherche. D'une part, nous avons lié l'essor des organisations associatives locales et autonomes avec le processus de désindustrialisation et le délitement des formes de sociabilité politique des classes populaires. D'autre part, l'accroissement de la participation associative dans les quartiers populaires est associé aux ressources provenant des politiques sociales territorialisées. L'analyse a mis en lumière la transformation des formes de sociabilité politique des classes populaires, l'importance des ressources des politiques sociales dans la constitution et la consolidation des associations locales, ainsi que les contraintes exercées par les pouvoirs publics sur l'autonomie de ces associations.

Dans les deux cas nationaux, on observe une importance accrue de l'ancrage territorial et de la revendication d'autonomie des associations dans les quartiers populaires. L'association Plein grés et le réseau de femmes de Gennevilliers illustrent les possibilités ouvertes pour ces mobilisations locales suite à la désagrégation de l'organisation socio-politique des banlieues rouges, notamment en ce qui concerne les collectifs extérieurs aux organisations communistes. Le problème de l'insertion sociale et professionnelle des femmes, particulièrement des mères au foyer, est publicisé par ces associations, alors qu'il n'avait pas acquis une véritable légitimité auprès des organisations communistes. Le mouvement *piquetero* montre également comment le quartier est devenu central dans les modalités d'action collective des classes populaires en Argentine, à la fois dans les stratégies de survie et dans les revendications politiques. Au travers de confrontations avec les pouvoirs publics locaux, provinciaux et nationaux, les diverses organisations *piqueteras* ont grandement participé à la publicisation des problèmes du chômage et de la pauvreté. Bien que le cas du Mouvement Evita montre la réactivation de la tradition nationale-populaire et la récupération partisane de ce mode d'action des classes populaires, l'activité mise en œuvre à Tres de Febrero illustre la perte de centralité de la « matrice syndicale » dans la mobilisation des classes populaires et l'importance acquise par la « matrice territoriale » (Kessler, Svampa, González Bombal, 2010, p. 12).

Dans les deux pays, le développement de politiques sociales territorialisées est également central dans la constitution et la consolidation des associations dans les quartiers populaires. Les associations locales captent les ressources des programmes institutionnels et mettent en œuvre leur projet d'action au sein d'un territoire. L'inscription des associations



dans le cadre des politiques sociales territorialisées s'accompagne néanmoins de contraintes de la part des institutions publiques sur l'activité et le fonctionnement des groupements locaux. En France, cette contrainte se manifeste principalement par la diffusion de normes gestionnaires issues des administrations publiques. L'évolution de l'activité de l'association Plein grés et la distance avec le projet d'origine témoignent de cette emprise de la logique gestionnaire induite par les relations partenariales avec les administrations de l'État. En Argentine, la contrainte s'exerce principalement par les réseaux politiques clientélares, lorsque ceux-ci contrôlent les ressources des politiques sociales. La dépendance des coopératives de travail à l'égard des pouvoirs publics et l'activité militante développée par le Mouvement Evita à Tres de Febrero autour de ces coopératives montrent la prégnance de la logique partisane qui provient des sommets de l'État.

Nous reviendrons plus largement sur ces éléments au cours de la discussion finale, notamment en ce qui concerne la redéfinition des rapports entre la société civile et l'État dans un contexte de fragilisation de la société salariale et de dominance relative de l'idéologie néolibérale. En conclusion de cette deuxième partie, nous voulons souligner une différence entre les deux cas nationaux afin de réfléchir sur les possibilités de constitution d'un mouvement social des classes populaires. Le cas du mouvement *piquetero* a peu d'équivalent dans les sociétés post-industrielles et mérite de ce fait d'être pris en considération. À partir de ce mouvement social, Robert Castel s'interrogeait « sur les raisons pour lesquelles les formes d'action collective sont comparativement si faibles dans les banlieues françaises » (2009, p.15). Il pointait alors la forte présence de l'État et des administrations publiques au travers de la politique de la ville, ainsi que la tendance de ces administrations « à décider de tout et à tout contrôler » (*Ibid.*). Le cas de l'association Plein grés à Gennevilliers illustre effectivement ce propos, même si nous avons mis en lumière la capacité de négociation des acteurs associatifs. Le cas du Mouvement Evita à Tres de Febrero vient toutefois souligner l'importance des réseaux politiques dans les quartiers populaires du *conurbano*. On pourrait également dire des organisations partisans argentines qu'elles ont tendance à décider de tout et à tout contrôler. Robert Castel s'exprimait néanmoins en référence au mouvement *piquetero* du début des années 2000, lorsque la contestation sociale s'accompagnait majoritairement d'affrontements avec les pouvoirs publics. Si l'on s'intéresse justement aux premiers temps de ce mouvement social, il nous semble que l'on trouve une clef de compréhension du contraste entre les deux cas nationaux à partir de l'étude des formes de sociabilité territoriale des classes populaires.

Le processus de désindustrialisation s'accompagne d'une désagrégation du monde ouvrier et d'une désaffiliation des classes populaires dans les deux cas nationaux, mais on observe des conséquences différentes au niveau des mobilisations dans les quartiers populaires. En France, l'implantation du parti communiste dans les communes ouvrières s'est traduite par la formation d'un système d'action mêlant étroitement l'action politique et les différentes formes de sociabilité locale. Les villes ouvrières de la périphérie parisienne se caractérisaient notamment par une forte homogénéité sociale (essentiellement ouvrière) et par une proximité spatiale entre l'usine et l'habitat. La notion de ville ouvrière renvoie dans ce cas à « l'existence d'une identité collective fondée sur des rapports au travail, des modes de sociabilité et un réseau organisationnel spécifiques, charpentée par une politique municipale en symbiose relative avec la population et renforcée par de forts liens d'appartenance locale » (Bacqué, Sintomer, 2001, p. 220). Les banlieues rouges ont alors manifesté localement la « contre-société » communiste (Kriegel, 1968) s'opposant à la société capitaliste bourgeoise et fournissant une identification positive aux classes populaires. Au sein de ces territoires, les organisations syndicales et partisans représentaient les principales formes de mobilisation des classes populaires. Le pouvoir municipal reposait également sur ces deux types d'organisation, tandis que les associations occupaient une position subalterne au sein des organisations satellites du parti communiste. On peut alors considérer que le rapport au travail était central dans la sociabilité locale des classes populaires. Avec la perte des emplois industriels, la délocalisation et la fermeture d'usines, le déclassement des logements sociaux, la perte d'influence des syndicats et le déclin du parti communiste, c'est l'ensemble des éléments du système d'action des « banlieues rouges » qui se désagrège à partir des années 1970. Au sein des villes ouvrières communistes, le processus de désaffiliation liée à la fragilisation du salariat s'accompagne d'un délitement des formes de sociabilité territoriale.

Contrairement à la périphérie urbaine de Paris, les villes de la banlieue de Buenos Aires ne correspondent pas au modèle de la ville ouvrière. Comme nous l'avons signalé en conclusion du quatrième chapitre, la périphérie de Buenos Aires se développe essentiellement au travers de lotissements tandis que les grands centres industriels restent concentrés dans la partie sud de Buenos Aires et du *conurbano*. Alors que le modèle de la ville ouvrière repose sur une proximité entre l'habitat et le travail, entre l'usine et le quartier, on observe une importante mobilité spatiale des classes populaires au sein de la périphérie de Buenos Aires. Contrairement au modèle de la banlieue rouge qui se définit par un entremêlement des sociabilités de voisinage avec les sociabilités syndicales et partisans, les villes du *conurbano*

se caractérisent par une sociabilité territoriale relativement détachée des questions du travail et de la politique partisane. En d'autres termes, les associations dans les quartiers populaires du *conurbano* ont pu se développer en référence aux problèmes de l'habitat et des infrastructures de base, sans être fortement contraintes par les organisations partisans et syndicales. En comparant avec les cas des ghettos états-uniens et des villes ouvrières européennes, Gabriel Kessler pointe la singularité du cas argentin où la sociabilité des quartiers populaires s'est concentrée sur la question de l'habitat. « Le Grand Buenos Aires s'est peuplé grâce à des politiques urbaines qui ont permis l'accès massif des classes populaires au terrain et à la maison (*casa propia*), cas singulier en Amérique latine. À partir de 1940, il s'est formé dans le *conurbano* une trame institutionnelle assez dense, mais focalisée surtout autour des problèmes de l'habitat. (...) à la différence du cas français, la question ouvrière était le patrimoine des puissants syndicats, organisés dans les lieux de travail. Le quartier ne semble donc pas avoir été, comme en Europe, un espace central de l'intégration des secteurs populaires, mais il a sûrement contribué à la formation d'une identité ouvrière – ou plutôt « de travailleur » - en raison du rôle capital joué par d'autres acteurs au niveau du quartier – comme par exemple l'Église » (Kessler, 2004, p. 223).

On peut alors considérer que le processus de désaffiliation des classes populaires liée à la fragilisation de la société salariale ne s'est pas accompagné d'un délitement des formes de sociabilité locale aussi important que dans le cas français. Si le quartier a occupé une place centrale dans les formes d'action collective des classes populaires dans les années 1990, c'est que diverses organisations y étaient déjà présentes. Certes, les réseaux politiques clientélares et la distribution des ressources des politiques sociales de lutte contre la pauvreté ont participé à accroître le poids du quartier dans le mode d'action des classes populaires, mais des formes d'auto-organisation des habitants ont également contribué à la mobilisation des classes populaires pour revendiquer des conditions de vie dignes, tant du point de vue de l'habitat que du travail. Denis Merklen décrit ainsi l'organisation du mouvement d'occupation illégale de terres (*asentamientos*) qui a fortement contribué à la structuration du mouvement *piquetero* : « a) une "commission directive" représente le quartier et prend les fonctions exécutives – elle est élue au suffrage secret et universel à raison d'un ou deux votes par famille ; b) un "corps de délégués" représente chaque pâté de maison, également élu par les habitants, qui a pour fonction de transmettre les inquiétudes de chaque secteur du quartier ; c) enfin, des assemblées réunissent tous les habitants du quartier, c'est là que sont prises les décisions importantes et qu'a lieu l'essentiel de la délibération collective. Héritée de la tradition

syndicale, et fortement impulsée par des curés plus ou moins inspirés par la "théologie de la libération", cette structure associative est évidemment présente à des degrés divers de développement selon les quartiers, les groupes et les périodes » (Merklen, 2009, p. 293). Cette forme d'organisation dans les quartiers les plus pauvres du *conurbano* a effectivement servi de modèle pour de multiples associations *piqueteras*, dont l'action territoriale comportait également des formes d'entraide mutuelle. Si ces territoires sont investis dans les années 1990 par des organisations syndicales (CTA) et partisans (péronisme et gauche révolutionnaire), la dynamique de l'assemblée et la pratique de la démocratie directe marquent les années de la consolidation du mouvement *piquetero* (1998-2001) (Svampa, Pereyra, 2003).

La formation d'un mouvement social de travailleurs sans emploi en Argentine ne peut donc pas être comprise uniquement à partir de la dérégulation du travail et de la réduction de la protection sociale impulsées par les réformes néolibérales des années 1990. La désaffiliation des classes populaires et d'une grande part des classes moyennes aurait pu se traduire par une forme d'apathie politique, en raison de l'affaiblissement des organisations syndicales et du discrédit touchant les principaux partis politiques argentins (parti justicialiste et parti radical). Il nous semble que l'existence d'une longue tradition associative au niveau territorial a été déterminante dans la formation d'un mouvement de contestation à l'encontre de la société néolibérale. Au-delà du mouvement *piquetero*, d'autres mobilisations locales comme celles des classes moyennes durant l'année 2002 (au travers des assemblées de quartier) soulignent également cette capacité des citoyens à s'organiser politiquement à partir du territoire. Ces diverses mobilisations territoriales sont adossées à une catégorie politique, celle de *vecino*, qui coexiste avec celles de citoyen et de travailleur. Traduisible en français par les termes de voisin ou d'habitant, la notion de *vecino* n'a cependant pas d'équivalent dans la culture politique française. Issue de la tradition hispanique, la notion de *vecino* correspondait dans l'ancien régime à la figure civile du soutien à la monarchie et définissait les individus libres pouvant siéger au conseil municipal des villes dont ils étaient membres (Cansanello, 2008). La notion n'a cependant pas disparu avec l'instauration du gouvernement représentatif, et elle s'est étendue au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles à l'ensemble des habitants mobilisés pour l'amélioration de leur pâtre de maison, de leur quartier ou de leur ville. La diffusion de cette notion est particulièrement sensible lors de la croissance accélérée de la ville de Buenos Aires (De Privitellio, 2003). Le *vecino* représente alors un sujet politique légitime doté d'organisations spécifiques (junta vecinal, union vecinal, sociedad de fomento)

dont l'engagement renvoie à l'amélioration de l'habitat et des services de base du quartier<sup>211</sup>. Dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle, la formation du *conurbano* s'est également accompagnée de ce type de sociabilité locale, même si les organisations territoriales ne se sont pas nécessairement dotées d'un cadre formel et légal. Bien que le mouvement social lié à la désaffiliation des classes populaires se soit constitué autour de la nouvelle identité du *piquetero* et de celle plus classique du travailleur, il apparaît que la tradition associative liée à l'identité de *vecino* a joué un rôle structurant dans la formation de ce mouvement de contestation de l'ordre néolibéral. Dans la prochaine partie, nous aurons l'occasion de croiser une mobilisation de type *vecinal* dans un des quartiers populaires de Tres de Febrero et d'analyser les relations existantes avec un groupe de militants péronistes qui investissent l'espace associatif pour mobiliser les jeunes de la commune.

---

<sup>211</sup> Il existe également des partis politiques qui se définissent à partir de la notion de *vecino*, mais la forme typique de la *vecindad* reste l'association territoriale.

## Troisième partie

# La participation associative et les configurations politiques locales



*« Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme »*

Antoine Lavoisier

*« Le militantisme se perd... enfin, ce n'est pas comme ça qu'il faut le dire. Il prend une autre tournure. Peut-être qu'aujourd'hui on milite plus pour une seule cause. »*

Nadia Sahli, Ancienne responsable d'antenne de quartier à Gennevilliers

*« Notre association est née à une époque où la politique en Argentine était devenue un gros mot. On faisait déjà du travail social, mais au travers de la politique, pas au travers d'une ONG. Qu'est-ce qui s'est passé ? On s'est rendu compte que ça permettait d'aller vers d'autres jeunes qui ne s'intéressaient pas à la politique, mais qui étaient intéressés par le travail social et par le fait de participer. »*

Javier Pepe, Militant péroniste, Conseiller municipal de Tres de Febrero, Dirigeant de l'association *Jóvenes por un distrito mejor*

Le rapport au politique s'est profondément modifié à partir de la fin des années 1970. La perte de crédibilité de l'idéologie socialiste et de l'idée de révolution sociale entraîne des transformations profondes au niveau des partis politiques traditionnellement liés aux classes populaires. La désagrégation des systèmes socio-politiques communistes et péronistes a notamment eu pour conséquence une autonomisation croissante des organisations de base. Dans cette troisième partie, l'analyse de la participation associative s'effectue en relation avec l'évolution des configurations politiques locales dans les territoires populaires. Nous testons alors l'hypothèse selon laquelle les transformations que connaissent le parti communiste et le parti péroniste s'accompagnent d'une autonomisation des associations au sein des systèmes politiques locaux. Pour chaque cas national, les configurations politiques locales qui se dessinent dans les quartiers populaires au cours des dernières décennies sont mises en relation avec les formes de mobilisation des habitants. Dans quelle mesure ces nouvelles configurations politiques sont-elles favorables au développement de la participation



associative ? Quelles sont les relations qui s'instaurent entre les organisations partisanses et les organisations associatives ? Observe-t-on des formes d'investissement de l'espace associatif par les militants politiques ? Qu'est-ce qui distingue l'engagement associatif de l'engagement politique ?

Ces interrogations sur les relations entre la participation politique et la participation associative rejoignent la question de la transformation des engagements militants. Les formes d'engagement « distancié » (Ion, 1997) ou « autonomiste » (Svampa, 2011), liées à des projets locaux et spécifiques correspondant à des situations problématiques vécues dans l'espace du quartier, se réaliseraient davantage dans les organisations associatives que dans les organisations politiques et syndicales. Ce changement dans les modes d'engagement renforce ainsi le rôle des associations dans les processus d'émergence et de résolution des problèmes publics. Comment l'évolution des principaux partis politiques des classes populaires peut-elle éclairer le passage d'un modèle d'engagement à un autre ? Les trajectoires militantes illustrent-elles des processus de reconversion ? Les pratiques des acteurs mettent-elles en lumière un changement dans les modalités d'action collective ? L'autonomie des associations à l'égard des organisations politiques est-elle revendiquée par les acteurs ? Le fonctionnement démocratique est-il recherché ? La dimension locale est-elle prépondérante dans les projets associatifs ?

## **Chapitre V - La participation associative et les configurations politiques locales en France**

### ***Introduction***

La deuxième partie a permis de mettre en lumière les transformations de la sociabilité politique dans les quartiers populaires de la banlieue parisienne dans un contexte de désindustrialisation et de désagrégation des communautés ouvrières. L'effritement de l'organisation socio-politique des banlieues rouges et l'intervention de l'État au travers de politiques sociales territorialisées ont favorisé la constitution d'associations focalisées sur des problèmes touchant à l'espace local et aux conditions de vie des habitants. Dans ce chapitre, l'analyse de la participation associative dans les quartiers populaires est mise en relation avec la modification des configurations politiques locales. La désagrégation des communautés ouvrières n'est pas seulement liée à la désindustrialisation et à la fragilisation de la société salariale, elle est également la conséquence d'évolutions propres aux organisations qui structuraient l'action politique des classes populaires. La perte d'influence du parti communiste français (PCF) est notamment liée aux stratégies politiques de sa direction nationale et à un mode de fonctionnement hiérarchique. Nous faisons alors l'hypothèse que les évolutions du parti communiste français depuis les années 1970 s'accompagnent d'une autonomisation croissante des associations au sein des systèmes politiques locaux. Alors que les associations représentaient dans le système communiste des « courroies de transmission » au service de la révolution, elles formeraient aujourd'hui des entités indépendantes dont l'action serait locale et spécialisée.

Dans le troisième chapitre, le cas des associations de femmes a mis en lumière les possibilités de constitution et de consolidation de groupements extérieurs aux organisations communistes suite à la désagrégation du système socio-politique des banlieues rouges. Dans ce chapitre, l'analyse se focalise sur l'engagement associatif d'anciens militants du parti communiste. Le processus d'autonomisation des associations locales est mis en relation avec la perspective d'un changement dans les modèles d'engagement militant. Dans quelle mesure les trajectoires d'anciens militants communistes mettent-elles en lumière le passage d'un modèle d'engagement « total » à un modèle d'engagement « distancié » (Ion, 1997) ? Pour quelles raisons ces militants ont-ils quitté le parti communiste ? Pourquoi se sont-ils engagés

dans l'espace associatif ? L'autonomie des associations à l'égard des organisations politiques est-elle revendiquée par ces acteurs ? Un fonctionnement démocratique est-il recherché et mis en œuvre ?

Pour répondre à ces questions, le chapitre est divisé en deux parties. Dans un premier temps, l'analyse porte sur les transformations de la configuration politique locale de Gennevilliers. Ces transformations sont marquées par la perte de la centralité du parti dans le monde communiste et la désunion des différentes organisations qui formaient le système socio-politique des territoires communistes. On observe un affaiblissement des réseaux territoriaux communistes et une appropriation des dispositifs participatifs par le pouvoir municipal afin de renouveler les formes de mobilisation des habitants. Dans un second temps, le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine permet d'analyser les trajectoires de désengagement du parti communiste et de reconversion militante vers l'associatif. Au travers de l'étude du fonctionnement et de l'activité de cette association, on met également en évidence les obstacles à l'autonomisation et à la participation associative des classes populaires.

## ***V.1 Les transformations des configurations politiques locales***

### **V.1.1 La désagrégation du système communiste**

#### **V.1.1.1 Le déclin du parti communiste français**

Comme nous l'avons vu dans le troisième chapitre à partir de la désagrégation de l'organisation socio-politique des banlieues rouges, le « monde communiste » s'est progressivement défait à partir des années 1970 tant au niveau national qu'au niveau local (Pudal, 2009). Avec la désindustrialisation et la transformation des villes ouvrières, « le patrimoine commun du groupe ouvrier, constitué autour du quartier, de l'usine et des organisations politiques, s'est désagrégé » (Bacqué, Fol, 1997, p. 17). Les transformations socio-économiques ont donc fragilisé les bases du parti communiste, mais elles n'expliquent pas à elles seules la perte d'influence du PCF. Les évolutions propres au parti communiste s'avèrent également essentielles pour comprendre la désagrégation du monde communiste et l'essor de la participation associative dans les quartiers populaires. Ville usinière dirigée par des élus communistes depuis 1934, Gennevilliers illustre bien l'histoire du déclin du PCF.

Alors que la ville accueille en 1950 le XII<sup>e</sup> congrès national du parti communiste (Photo 21), elle devient au début des années 1980 un lieu de contestation à l'égard de la direction du parti.

L'histoire du parti communiste français n'est pas celle d'un monolithe lentement érodé. La composition, le fonctionnement et l'influence du PCF connaissent d'importantes variations tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Le parti est également traversé par différents courants politiques depuis sa création au congrès de Tours en 1920 jusqu'à nos jours. Il est néanmoins possible de synthétiser l'histoire du parti communiste français en cinq grandes périodes (Pudal, 2009 ; Courtois, Lazar, 1995). Une première période couvre la naissance des premiers partis ouvriers au XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fondation de la section française de l'internationale communiste au lendemain du congrès de Tours. Une deuxième période court des années 1920 aux années 1950 en référence à la bolchévisation et à la stalinisation du parti communiste français. Une troisième période, celle dite de l'*aggiornamento*, est marquée par la critique du stalinisme et la stratégie de l'union de la gauche qui relie davantage le PCF avec les intellectuels et les classes moyennes durant les années 1950-1970. Une quatrième période correspond à la rupture de l'union de la gauche, au repli sur l'identité ouvrière et à la réactivation de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009) qui dessinent la stratégie de la direction nationale du parti de la fin des années 1970 au début des années 1990. En lien avec la disparition de l'Union soviétique en 1991, une cinquième période se caractérise notamment par un exercice d'autocritique impulsé par la nouvelle direction nationale, mais aussi par la marginalisation du PCF dans le jeu politique national symbolisée par le faible résultat (1,9 %) de la candidate communiste à l'élection présidentielle de 2007.

Pour comprendre la reconfiguration politique à l'œuvre depuis les années 1970, il est donc important de prendre en considération les évolutions du fonctionnement du parti communiste et de son rapport avec les différentes classes sociales. Si la perspective de la lutte des classes est une constante de la stratégie politique du PCF, l'ouverture du parti aux classes moyennes et aux intellectuels est davantage l'objet d'une tension qui se révèle notamment durant les années 1970 avec la fin de la période de l'*aggiornamento*. Pour bien comprendre ce qui se joue à ce moment, il faut encore s'attarder sur la période qui le précède et sur celle qui le suit. Du début des années 1930 et à la fin des années 1950, le parti communiste français connaît en effet son apogée. C'est au cours de cette période que le nombre d'adhérents est le plus élevé (plus de 800 000 en 1946) et que les résultats électoraux positionnent le parti au centre du jeu politique avec plus de 25% des suffrages exprimés lors des scrutins nationaux de 1946 à 1956 (Courtois, Lazar, 1995, p. 423-426). La reconstruction industrielle d'après-guerre

permet la consolidation du monde communiste, « d'autant que le PCF, dont le personnel est toujours d'origine largement ouvrière, valorise la "classe ouvrière", sa technique professionnelle, ses coutumes, son mode de vie, entretient sa fierté. Il érige en modèle et en exemple la figure des "métallos" et des mineurs. Il en renforce la cohésion, en insistant sur sa spécificité ; il conforte l'homogénéité et la cohérence de la classe ouvrière, de son style de vie et de sa culture, qui, des années vingt aux années cinquante, l'emportent sur ses divisions internes ou les particularismes de ses diverses composantes » (*Ibid.*, p. 285-286). Cet âge d'or du parti communiste français repose également sur un mode de fonctionnement calqué sur le régime établi par Staline en Union soviétique. Le culte de la personnalité des leaders (Staline, Thorez) fige alors la ligne hiérarchique et la canonisation des textes fondateurs (Marx, Lénine, puis Staline) impose une pensée doctrinaire. Ce « mode ecclésial de production doctrinale » s'avère effectivement contraignant puisque « quelle que soit sa place dans la hiérarchie du parti, toute manipulation doctrinale ne peut se faire qu'après avoir manifesté rituellement son attachement aux textes fondateurs, sa crainte d'en trahir le sens, son angoisse de porter atteinte à leur valeur sacrée » (Pudal, 2009, p. 25).

Photo 21 – Le XII<sup>e</sup> congrès national du parti communiste français est organisé à Gennevilliers du 02 au 06 avril 1950, dans le marché du quartier des Grésillons.



La mort de Staline en 1953 et la critique formulée à son encontre par Nikita Khrouchtchev dès 1956<sup>212</sup> modifient le rapport à l'autorité au sein du parti et ouvrent une nouvelle voie pour le savoir. La crise symbolique et intellectuelle que représente la délégitimation de Staline et du stalinisme incite les dirigeants du PCF à rechercher un mode de fonctionnement plus collectif. Durant les années 1960-1970, l'*aggiornamento* du parti communiste se manifeste notamment par le rôle accru des intellectuels aux côtés des cadres dirigeants d'origine ouvrière, ce que symbolise la notion d'intellectuel collectif qui se diffuse dans le monde communiste de l'après-stalinisme. Selon Pudal, « si la notion d'intellectuel collectif ne doit pas faire illusion, elle fait néanmoins symptôme : elle annonce une nouvelle configuration des relations hiérarchiques et d'alliance entre les différents constituants du parti comme ensemble triadique (cadres et dirigeants ouvriers, corps militants et intellectuels) dans laquelle la position spécifique et subordonnée des intellectuels de profession, seuls détenteurs des formes socialement légitimes d'autorité intellectuelle, doit être réévaluée à la hausse » (2009, p. 32-33). Bien qu'exercée sous le contrôle des cadres du parti, cette réouverture de la pensée communiste draine de nouveaux secteurs sociaux dans les rangs du PCF, notamment les couches moyennes cultivées. La prise de distance à l'égard de l'Union soviétique et la stratégie d'alliance politique de l'union de la gauche accentuent encore l'ouverture du parti communiste sur la société française. La modification de la composition sociale du PCF devient plus manifeste à la suite des mobilisations de Mai 68, malgré l'hétérogénéité de celles-ci. « Après le choc de Mai 68, les "intellectuels de profession" (entendu ici au sens large de l'ensemble des cadres et des professions intermédiaires des services médicaux, sociaux, éducatifs et culturels), sensibles à l'humeur du temps anti-institutionnelle, se tournent en effet vers le PC du programme commun de la gauche » (*Ibid.*, p. 46). Alors que le parti communiste comptait entre 300 000 et 360 000 adhérents entre 1952 et 1967, ses effectifs augmentent à nouveau pour atteindre le chiffre de 520 000 en 1978 (Buton, 1985). Deux enquêtes réalisées en 1966 et 1979 permettent d'apprécier le changement dans la composition des adhérents du PCF. La part des ouvriers passe de 57 % en 1966 à 45 % en 1979, celle des paysans et ouvriers agricoles de 10 % à 5 %, tandis que celle des employés, des personnels de service, des professions libérales, des cadres moyens et supérieurs passe de 27,6 % à 45 % (Courtois, Lazar, 1995, p. 372-373).

---

<sup>212</sup> Le rapport « secret » de Khrouchtchev est immédiatement diffusé au sein du parti communiste français, ce qui fragilise notamment l'identification au leader et le capital symbolique communiste. « En discréditant Staline, n'hésitant pas pour ce faire à le ridiculiser, Nikita Khrouchtchev brise la relation enchantée qui en faisait, pour les militants et cadres les plus investis par "l'esprit du parti", leur champion » (Pudal, 2009, p. 31).

Tableau 11 – Répartition des élus communistes au conseil municipal de Gennevilliers selon la profession et catégorie sociale (PCS), de 1953 à 1977<sup>213</sup>.

PCS	1953		1959		1965		1971		1977	
Ouvriers	6	33%	11	35,5%	12	41%	10	34,5%	8	23%
Employés	6	33%	9	29%	10	34,5%	11	38%	12	34%
Artisans, commerçants	1	5,5%	2	6,5%	0	0%	1	3,5%	1	3%
Professions intermédiaires	3	16,5%	5	16%	2	6,5%	3	10%	4	11,5%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1	5,5%	4	13,5%	4	16%	4	14%	9	25,5%
Sans profession	1	5,5%	0	0%	0	0%	0	0%	1	3%
<b>Ensemble</b>	<b>18</b>	<b>100%</b>	<b>31</b>	<b>100%</b>	<b>28</b>	<b>100%</b>	<b>29</b>	<b>100%</b>	<b>35</b>	<b>100%</b>

À Gennevilliers, la modification de la composition sociale du parti communiste se manifeste notamment au niveau du conseil municipal (Tableau 11). De 1953 à 1971, les ouvriers représentent au moins le tiers des élus communistes au conseil municipal. En 1977, ils n'en représentent plus que le quart. La part des employés reste stable sur toute la période et constitue le tiers des élus communistes genevillois. La proportion des cadres et professions intellectuelles supérieures augmente en revanche assez nettement. Elle passe de 5,5 % en 1953 à 25,5 % en 1977, avec une hausse particulièrement importante entre 1971 et 1977. La présence des intellectuels communistes à Gennevilliers se manifeste également au travers de la création d'une Université nouvelle<sup>214</sup> au cours des années 1970. Émanation du PCF,

<sup>213</sup> D'après les travaux de Catherine Dupuy (2003, p. 222-236).

<sup>214</sup> Les informations concernant l'Université nouvelle de Gennevilliers ont été recueillies au cours des entretiens avec Gilbert Duhamel et Gérard Bras, responsables de cette organisation dans les années 1970 et co-fondateurs de l'Université populaire des Hauts-de-Seine dans les années 2000.

l'Université nouvelle avait pour mission de transmettre la théorie marxiste auprès des militants communistes. Créée sous forme associative, mais présidée par le maire et rattachée à la Direction culturelle de la municipalité, l'Université nouvelle réunissait en moyenne deux fois par mois une vingtaine de participants. Cette organisation permettait aussi d'inviter des philosophes et des scientifiques afin d'animer des débats dans les établissements culturels de la ville.

À l'instar du conseil municipal de Gennevilliers, les membres des classes moyennes qui emplissent les rangs du PCF au cours des années 1970 accèdent à quelques responsabilités aux échelons inférieurs de l'organisation communiste. Néanmoins, selon Courtois et Lazar, les cadres et professions intellectuelles supérieures, ainsi que les professions intermédiaires, sont sous-représentés au niveau des instances de direction du parti (1995, p. 374-375). En d'autres termes, la part de ces catégories sociales au sein des délégués et des permanents est inférieure à celle relevée au sein de la masse des adhérents. Les employés des grandes entreprises du secteur public, considérés comme proches du monde ouvrier, sont en revanche surreprésentés au niveau des comités fédéraux et du comité central par rapport à leur proportion dans l'ensemble des membres du parti communiste. Les ouvriers sont également surreprésentés dans les comités fédéraux et le comité central, ce qui témoigne de la volonté de la direction nationale de maintenir une identité ouvrière et un contrôle par les classes populaires. Au plus haut de l'organisation partisane, dans le bureau politique et le secrétariat, la majorité des membres est d'origine ouvrière et paysanne. De manière générale, « plus on s'élève dans la hiérarchie du parti, plus la part ouvrière augmente » (*Ibid.*).

La période de l'*aggiornamento* communiste est donc marquée par une relative ouverture du parti aux classes moyennes et aux intellectuels. La critique du stalinisme a également ouvert la voie à la recherche d'une transition pacifique vers le socialisme, illustrée par le projet de l'eurocommunisme dans les années 1970. La stratégie d'union de la gauche et l'élaboration d'un programme commun de gouvernement s'avèrent néanmoins plus profitables électoralement au parti socialiste de François Mitterrand qu'au parti communiste dirigé par Georges Marchais. La rupture de l'union de la gauche en 1977 marque alors la fin de l'*aggiornamento* communiste. En réactivant la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009), la direction du PCF effectue un recentrage sur la classe ouvrière, réaffirme le lien de solidarité avec l'Union soviétique et combat les revendications pour la démocratisation du parti. Le retour à l'orthodoxie provoque plusieurs vagues de contestations au sujet de la stratégie politique et du fonctionnement du parti, dont les protagonistes se nomment tour à tour les



renovateurs, les reconstituteurs, puis les refondateurs. Le nombre d'adhérents au PCF baisse alors de manière continue et passe de 520 000 en 1978 à 380 000 en 1984, 274 000 en 1996 et 130 000 en 2006 (Mischi, 2007, p. 69). Les intellectuels et les membres des classes moyennes sont les plus nombreux à se désengager du parti communiste tandis que de nouveaux adhérents se recrutent parmi le monde ouvrier, notamment auprès des travailleurs non qualifiés (Courtois, Lazar, 1995, p. 376). Les résultats électoraux connaissent également une diminution tant au niveau national que local. Le groupe communiste à l'assemblée nationale passe de 86 députés en 1978 à 44 en 1981, puis 35 en 1986, 23 en 1993 et 21 en 2002. À partir de 2007, le nombre de députés communistes est trop faible pour constituer un groupe parlementaire (12 en 2007 et 7 en 2012). Les municipalités communistes résistent mieux à l'érosion de l'électorat, mais le PCF perd essentiellement de son influence dans les villes de plus de 30 000 habitants où certains maires dissidents sont élus face aux candidats officiels du parti. À Gennevilliers, la municipalité est dirigée par une majorité d'élus communistes depuis 1934, mais nous verrons plus loin que la conquête du pouvoir local et la définition de la politique municipale sont source de conflits récurrents entre les militants locaux et les cadres de l'appareil du parti à partir des années 1970.

Au tournant des années 1990, la fin du système communiste soviétique marginalise le PCF dans l'espace politique et rend inéluctable le départ du secrétaire général Georges Marchais. Le secrétariat de Robert Hue (1994-2001) est marqué par la tentative d'un second *aggiornamento* communiste, dénommé la « mutation ». Cette réforme organisationnelle vise alors la démocratisation du PCF. Elle s'exerce principalement par la multiplication des débats internes et la pratique de la délibération. L'échec de cette réforme du PCF et la baisse continue des adhérents et de l'électorat conduisent à un nouveau recentrage sur les cadres du parti lors du secrétariat de Marie-Georges Buffet (2001-2010). Le score extrêmement faible de la candidate communiste à la présidentielle de 2007 (moins de 2 %) rend palpable le risque de dissolution du parti communiste dans l'ensemble hétérogène de la gauche anticapitaliste. Le PCF s'unit alors à d'autres organisations partisans pour former à partir de 2009 un « Front de gauche » qui vise le rassemblement des forces de la gauche antilibérale.

Les évolutions du parti communiste français mettent donc en lumière plusieurs facteurs explicatifs du déclin du PCF, autres que la désindustrialisation et la transformation des villes ouvrières. À son apogée durant les années 1930-1950, le parti communiste français est un allié fidèle de l'Union soviétique de Joseph Staline. L'organisation du PCF est fortement hiérarchisée, elle repose sur une sacralisation des textes fondateurs et sur l'autorité

charismatique de Maurice Thorez. La critique du stalinisme dans les années 1950 et 1960 ébranle le mode de fonctionnement du parti et brouille la perspective révolutionnaire du changement social. La période de l'*aggiornamento*, notamment après Mai 68, s'accompagne d'une embellie du PCF grâce à l'adhésion des classes moyennes cultivées et à la stratégie d'union de la gauche. À la fin des années 1970, la compétition électorale avec le parti socialiste et le repli identitaire vers la classe ouvrière s'accompagnent d'une réactivation de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009). La désadhésion du PCF touche alors particulièrement les membres des classes moyennes, mais elle concerne également les militants issus des classes populaires qui contestent la nouvelle stratégie de la direction nationale du parti et revendiquent un fonctionnement plus démocratique. Après une période de relative ouverture durant les années 1960-1970, le retour à l'orthodoxie s'accompagne d'une réduction de l'électorat communiste et de la base militante du PCF. Avec le démantèlement de l'Union soviétique au début des années 1990, le parti communiste se retrouve isolé et la ligne orthodoxe devient intenable. Le PCF s'engage alors dans des débats internes et des tentatives de refonte qui ne parviennent pas à enrayer la baisse continue des adhésions et des résultats électoraux.

### **V.1.1.2 La désunion des organisations communistes au niveau local**

Le déclin du parti communiste français ne s'apprécie pas uniquement au niveau national au travers des résultats électoraux et du nombre d'adhérents. L'analyse locale du déclin du PCF permet d'abord de nuancer l'image de la disparition du monde communiste que la faiblesse des résultats lors des élections nationales peut induire. Le nombre de municipalités communistes se réduit de manière continue depuis plus de trente ans, mais le PCF compte encore 13 000 élus locaux en 2008 et dirige plus de 800 villes, dont 38 ont plus de 20 000 habitants telle Gennevilliers. Le déclin du PCF s'est également accompagné de nombreuses dissidences de militants qui revendiquent encore l'identité communiste malgré leur désengagement du parti. L'analyse locale permet également de comprendre la modification des relations entre les différentes organisations qui formaient le « milieu partisan » communiste. La notion de milieu partisan renvoie à « l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités » (Sawicki, 1997, p. 24). L'approche par le milieu partisan éclaire alors les configurations

politiques locales en mettant en relation les différentes organisations (politiques, syndicales, associatives) qui suscitent la mobilisation et l'adhésion à un parti politique.

Appliquée au monde communiste, cette approche met en lumière une progressive désunion des différentes organisations communistes liée à la perte de centralité du parti dans le monde communiste. « Le déclin électoral et militant du PCF dans la période contemporaine s'accompagne d'une perte de l'emprise du parti sur ses réseaux d'influence, qu'ils soient associatifs, professionnels ou électifs » (Mischi, 2007, p. 100). Cette désunion des organisations formant le milieu partisan communiste apparaît nettement à partir de la fin des années 1970 au travers de conflits ouverts entre militants syndicaux, élus locaux et cadres du parti. Ces conflits deviennent plus nombreux et se publicisent durant les années 1980 et 1990, ils correspondent à une crise de légitimité autour de l'identité communiste dont l'appareil partisan était autrefois le garant (*Ibid.*). Le déclin du PCF s'accompagne en effet d'une fragilisation du travail d'homogénéisation du milieu partisan. Ainsi, les relations entre la CGT et le PCF se distendent, comme le révèlent notamment les conflits opposant des syndicats CGT d'employés municipaux à des élus communistes locaux (Mischi, 2007 ; Garabige, 2008). De grandes associations liées au PCF, tels le *Secours populaire* et *Tourisme et travail*, s'émancipent de la tutelle du parti et connaissent une spécialisation de leur activité (Brodiez, 2006). La désunion des organisations communistes s'inscrit alors dans le processus général d'autonomisation des groupements insérés dans de larges constellations idéologiques durant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle (Ion, 1997).

À Gennevilliers, le déclin du parti communiste ne s'est pas traduit par la perte du pouvoir municipal. Nous verrons plus loin comment les élus locaux sont parvenus à compenser la baisse des adhésions au PCF et à se maintenir au pouvoir. La fragilisation de l'appareil partisan a en revanche des conséquences sur le réseau territorial communiste qui se défait progressivement. Les transformations socio-économiques se mêlent alors au discrédit croissant des organisations communistes pour produire une baisse du nombre des cellules d'entreprises et des cellules locales. Avec la baisse des cellules locales, les communistes genevillois rassemblés autour du pouvoir municipal perdent notamment le contrôle de certaines organisations associatives, telles les associations de parents d'élèves et les amicales de locataires traditionnellement noyautées par les membres de la section locale du parti communiste (Dupuy, 2006). Néanmoins, le délitement du réseau communiste a des conséquences variables sur la vie associative en fonction des quartiers et de l'implantation des militants locaux. Nous avons vu dans le troisième chapitre que les collectifs de femmes du

quartier des Grésillons sont parvenues à s'organiser en association dès le début des années 1980 grâce à l'affaiblissement du système communiste et aux ressources des politiques sociales territorialisées. Dans le quartier du Luth, également inscrit dans le cadre de la politique de la ville, des associations d'habitants issus de l'immigration maghrébine ont également constitué un contrepoids à l'hégémonie communiste sur la sociabilité locale (Masclat, 2003). En revanche, dans le quartier des Agnettes où l'implantation des militants communistes dans les grands ensembles était la plus importante, la vie associative est quasiment inexistante. Responsable de la section de Gennevilliers pendant les années 1990, Patrice Leclerc relate la désagrégation du maillage territorial communiste en s'appuyant notamment sur le cas du quartier des Agnettes. Il relie alors la faible présence associative dans ce quartier avec l'omniprésence du PCF et de ses organisations jusque dans les années 1990<sup>215</sup>.

« Il y a très peu d'associations aux Agnettes...

*La raison en est simple, c'est l'omniprésence du PCF, les Agnettes. C'est-à-dire qu'il n'y a que des tours et des barres dans lesquelles on avait quasiment une cellule, c'est-à-dire une organisation communiste par bâtiment. Donc au mieux on créait une amicale de locataires en plus, c'était la seule association qui pouvait... enfin il y avait deux associations qui existaient dans le quartier, les parents d'élèves et l'amicale de locataires. Tout ça tenu par des communistes, c'était vraiment l'omniprésence. (...) C'est de moins en moins vrai maintenant, ce n'est plus le cas, il n'y a plus une organisation communiste par bâtiment. Il y en a une sur le quartier, mais ça a été ça il y a 10 ans. J'en étais à compter les communistes par cage d'escalier, mon objectif c'était : une cage d'escalier, un communiste. Pour faire un quadrillage social important. On arrivait à quadriller, on faisait un maillage social extrêmement important. Mais donc les Agnettes, il n'y a aucune association. Même celle qui existe aujourd'hui, c'est une communiste qui s'en occupe...»*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

---

<sup>215</sup> Malgré les demandes réitérées des élus municipaux pour inscrire le quartier des Agnettes dans le cadre de la politique de la Ville, ce territoire n'est pas l'objet de politiques sociales ciblées qui fourniraient des ressources permettant la constitution d'organisations associatives.

Nous verrons dans la suite de ce chapitre dans quelle mesure l'associatif constitue un espace d'engagement pour les militants ayant quitté le parti communiste, en se penchant sur le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine. Nous analyserons également les trajectoires des responsables de cette association dans le but de cerner les raisons du désengagement du parti communiste et de la reconversion militante dans l'associatif. Mais avant de se focaliser sur le cas de l'Université populaire, il importe de rappeler la force de l'ancrage territorial des élus communistes et de mettre au jour la stratégie mise en œuvre pour renouveler les formes de mobilisation des habitants. Ces éléments permettent de comprendre la configuration politique locale qui se dessine à la suite de la désagrégation du système communiste.

## **V.1.2 L'ancrage territorial des élus communistes à Gennevilliers**

### **V.1.2.1 Le maire, figure de proue du communisme municipal**

La conquête de la municipalité dès l'année 1934, ainsi que la dimension ouvrière et usinière de Gennevilliers ont fait de cette ville une place forte du communisme tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Si le premier maire communiste, Jean Grandel, est un militant syndicaliste parachuté par le PCF contre la volonté des militants locaux (Dupuy, 2003, p. 208), la trajectoire de son successeur démontre en revanche un ancrage local et une préoccupation pour la politique municipale. Maire de Gennevilliers de 1944 à 1973, Waldeck L'Huillier inscrit son action dans le cadre du communisme municipal et participe de la « notabilisation du premier magistrat » (Dupuy, 2003, p. 209). Outre les sept mandats à la tête de la municipalité, L'Huillier est élu conseiller général du département de la Seine en 1945 et en 1959, député national en 1946, puis il siège au Sénat de 1952 à 1962 et à nouveau à l'Assemblée nationale de 1962 à 1978. Ce cumul de mandats va à l'encontre de la stratégie de la direction nationale du PCF qui réserve généralement la députation aux cadres du parti, ce qui démontre une capacité de négociation et de mobilisation de ressources de la part du maire de Gennevilliers (*Ibid.*, p. 212). Les ressources financières et infrastructurelles dont dispose l'équipe municipale lui donnent effectivement une puissance électorale bien supérieure à celle fournie par les cellules communistes implantées dans les usines et les quartiers. Les relations entre les élus municipaux et les permanents de la section locale du parti sont alors essentiellement des relations de coopération. Autrement dit, les élus locaux ne sont pas totalement sous l'emprise du parti dans la conduite de la politique locale. Un ancien membre

du comité de section de Gennevilliers lors des années 1970, principalement investi dans la vie culturelle de la commune, évoque l'influence des élus municipaux sur la section locale du PCF. Cet ancien militant communiste insiste notamment sur la reconnaissance dont jouissent les élus auprès de la population et sur le pouvoir qu'ils en tirent face aux simples militants de section.

*« Le comité de section, c'est un petit comité central local. Gennevilliers étant un des fers de lance du PC, à l'époque le comité de section était important ici. C'était l'organe de direction de la section. (...) Théoriquement, la politique est faite par le comité de section et les élus doivent s'y soumettre. Mais il se trouve que par rapport à la population, les élus sont plus connus que les membres du comité de section. Donc ils ont un poids plus important. Le maire de la ville, il a un poids plus important que le secrétaire de la section. C'étaient des personnalités connues, c'était Waldeck L'Huillier, après il y a eu Lanternier, Brunhes, maintenant Jacques Bourgoïn<sup>216</sup>. Donc ce sont des gens qui ont une personnalité dans la ville. Dans la théorie, c'est vrai que l'organe politique et la direction politique c'est le comité de section. Mais dans la pratique... D'ailleurs, les élus font partie du comité de section. Mais leur emploi du temps ne leur permettant pas d'être membre du bureau... Enfin, tout ça, c'est théorique. En fait, la réalité fait que ce sont les élus qui ont le plus d'importance. »*

Entretien avec Gilbert Duhamel, ancien responsable d'un centre culturel à Gennevilliers et militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine

### **V.1.2.2 Conflictualité entre les élus locaux et le PCF à partir des années 1970**

Les évolutions du parti communiste français dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle ont néanmoins des conséquences sur les relations entretenues entre les élus locaux et les instances de direction du parti. À plusieurs reprises, le comité central du PCF cherche à contrôler le pouvoir municipal en imposant un candidat issu de l'appareil du parti. Mais ces mêmes candidats finissent par affirmer leur différence à l'égard de la ligne du parti et par renforcer l'indépendance des élus locaux face aux instances de direction du PCF. Ainsi, au milieu des années 1960, alors que se prépare la succession de Waldeck L'Huillier et que le PCF entend

---

<sup>216</sup> Waldeck L'Huillier est maire de Gennevilliers de 1944 à 1973, Lucien Lanternier de 1973 à 1987 et Jacques Brunhes de 1987 à 2001. Jacques Bourgoïn dirige la municipalité depuis 2001.

renouveler et rajeunir ses cadres dirigeants, Lucien Lanternier est parachuté à Gennevilliers par la direction nationale du parti pour prendre progressivement la direction de la vie politique locale<sup>217</sup> (Dupuy, 2003, p. 220). Ancien résistant, ouvrier et syndicaliste, Lucien Lanternier occupe des responsabilités au sein de l'organe du parti en tant que secrétaire de la fédération Seine-Ouest. Son insertion au sein de la politique locale est progressive, il devient conseiller municipal en 1965, puis conseiller général des Hauts-de-Seine en 1967. En vue des élections municipales de 1971, la candidature « officielle » de Lanternier est contestée par de nombreux militants gennevillois qui soutiennent alors un candidat « local » issu de l'équipe municipale en place depuis l'après-guerre<sup>218</sup> (*Ibid.*). Le conflit est suffisamment important pour que l'ancien maire soit contraint de se représenter afin de permettre l'élaboration d'une décision consensuelle. Lors de l'élection partielle de 1973, la candidature de Lucien Lanternier est confirmée par le comité central du parti et le candidat local devient le premier adjoint du maire.

L'appareil du parti parvient donc à imposer son propre candidat face aux militants locaux, mais ce rapport de force entre le parti et les élus gennevillois s'inverse à nouveau en lien avec la fin de l'*aggiornamento* communiste et le retour à l'orthodoxie. Lucien Lanternier prend alors des positions contraires à la ligne du parti, notamment en critiquant le soutien de la direction nationale à l'Union soviétique<sup>219</sup>. Comme nous l'avons vu dans le troisième chapitre, le maire inscrit également la commune dans le programme de Développement social des quartiers porté par le gouvernement socialiste et critiqué par la direction du parti. Il affirme encore plus sa dissidence en tant que membre du courant contestataire des reconstituteurs. « Bien rodé aux pratiques d'appareil, solidement implanté dans la ville, Lucien Lanternier fait de Gennevilliers une poche de résistance incontestable à une application mécaniste de la ligne. Certains ont d'ailleurs dénommé cette commune "l'Ukraine"<sup>220</sup> » (Pronier, 1983, p. 76). Maire de 1973 à 1987, Lanternier est tout de même

---

<sup>217</sup> D'après Raymond Pronier (1983), les passages de témoin entre les maires et les adjoints se raréfient dans les bastions communistes à partir des années 1970 au profit du choix des cadres du parti, notamment les responsables à l'échelon fédéral.

<sup>218</sup> Cette candidature locale est portée par Paul Vergnenaigre, une des figures du communisme gennevillois et premier adjoint de Waldeck L'Huilier depuis 1953.

<sup>219</sup> Lucien Lanternier dénonce notamment le coup d'État militaire en Pologne en 1981 et publie une note critique dans le journal communiste local en lieu et place du communiqué officiel du PCF.

<sup>220</sup> La République ukrainienne symbolisait, pour une partie des communistes, la résistance au dirigisme et à l'impérialisme de l'Union soviétique.

contraint de démissionner en cours de mandat sous la pression de la direction nationale du PCF et de militants locaux fidèles à la ligne du parti. Ancien secrétaire de la section gennevilloise et partisan de l'orthodoxie, Patrice Leclerc<sup>221</sup> relate la conflictualité qui existait entre les différents courants internes au parti communiste et qui s'exprimait au sein du microcosme gennevillois.

*« Lucien Lanternier, c'était un reconstruteur. C'était un groupuscule critique dans le parti communiste, et moi je me suis battu contre l'ancien maire d'ici comme responsable de la section. J'étais l'orthodoxe contre la dissidence. (...) C'était un contexte local où il y avait beaucoup de communistes et en même temps beaucoup de débats, beaucoup de critiques ».*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Le successeur de Lanternier à la tête de la mairie de Gennevilliers, Jacques Brunhes, est député de la circonscription depuis 1978 et fait figure de camarade fidèle à l'appareil partisan. À la tête de la municipalité de 1987 à 2001, ce dernier se désolidarise toutefois progressivement de la direction nationale du parti suite au second *aggiornamento* communiste et à la réouverture en 1994 de la critique du stalinisme. Élu depuis 2001, le maire actuel Jacques Bourgoïn est un proche de Lucien Lanternier et affirme également une relative indépendance des élus gennevillois face aux injonctions émanant des instances de direction du PCF. Ces différentes prises de distance des élus locaux à l'égard de l'appareil partisan expliquent en partie le maintien de résultats électoraux extrêmement importants lors des échéances municipales (Tableau 12) en comparaison avec les résultats obtenus par les candidats du parti lors des élections nationales. Ainsi, lorsque la candidate communiste à l'élection présidentielle de 2007 obtient moins de 2 % des suffrages, le maire de Gennevilliers est réélu en 2008 dès le premier tour avec 75 % des votes.

---

<sup>221</sup> Nous analyserons plus loin sa trajectoire militante, notamment son désengagement du parti communiste au début des années 2000 et son engagement associatif.



Tableau 12 – Résultats de la liste conduite par les communistes lors du 1<sup>er</sup> tour des élections municipales de Gennevilliers et taux d’abstention (1983-2008)

<b>Année</b>	<b>Résultat de la liste conduite par les communistes</b>	<b>Abstention</b>
1983	62 %	35 %
1989	59 %	41 %
1995	55 %	45 %
2001	66 %	50 %
2008	75 %	48 %

Toutefois, le maintien d’une majorité communiste au conseil municipal ne doit pas occulter deux éléments qui témoignent de la fragilisation de la base électorale du parti communiste. En premier lieu, l’abstention aux élections municipales croît des années 1980 aux années 2000 pour se stabiliser autour de 50 %, alors que la moyenne nationale est à 40 % pour ce type de scrutin. En second lieu, l’année 2001 marque un tournant dans la compétition électorale entre les différents partis politiques. En effet, après une percée lors des élections de 1995 au cours desquelles il rassemble 20 % des suffrages au premier tour, le Front national ne présente pas de candidat en 2001, ni en 2008. En revanche, le maire actuel est parvenu à constituer une nouvelle alliance politique en intégrant les militants écologistes locaux<sup>222</sup>. Cette stratégie permet aux candidats locaux de renouer avec les scores des années 1960 et 1970, mais en s’alliant davantage avec les couches moyennes salariées et diplômées (Masclat, 2003, p. 279-293). Bien que les militants communistes soient largement majoritaires, la liste électorale de cette union politique s’intitule « Union des gennevillois ». La mobilisation d’une identité locale apolitique symbolise la perte d’attrait du PCF, même dans une ancienne ville ouvrière où les dirigeants locaux sont eux-mêmes des militants communistes. Malgré les scores élevés obtenus lors des élections locales, le déclin du parti communiste se manifeste donc également à Gennevilliers. La section locale du PCF enregistre aussi une baisse continue des adhésions, le nombre de communistes encartés passe d’environ 1200 dans les années

<sup>222</sup> Depuis les années 1960, la liste majoritaire réunit communistes et socialistes, mais reste largement dominée par les communistes. Cette nouvelle union s’inscrit dans la stratégie nationale de la « gauche plurielle » (1997-2002) réunissant le PS, le PCF, les Verts, les Radicaux et le Mouvement des citoyens.

1990<sup>223</sup> à moins de 300 en 2012<sup>224</sup>. Pour pallier à la fois le discrédit du PCF et la baisse du nombre des militants communistes, les élus locaux ont mis en œuvre une stratégie de mobilisation des habitants reposant sur les dispositifs de démocratie participative. Ces dispositifs permettent non seulement de mobiliser les habitants par d'autres canaux que ceux du parti communiste, ils renforcent également la centralité du pouvoir municipal dans la configuration politique locale en définissant les problèmes publics locaux à l'échelle de la ville.

### **V.1.3 La démocratie participative, une nouvelle forme de mobilisation des habitants par les élus municipaux**

#### **V.1.3.1 L'action municipale à l'épreuve du désengagement communiste**

La perte d'influence du PCF au niveau national et la baisse des effectifs de la section communiste locale amoindrissent la capacité de mobilisation des élus genevillois. Sans les anciens relais partisans, syndicaux et associatifs qui avaient permis la constitution du système socio-politique des banlieues rouges, les élus locaux cherchent toutefois à conserver la relation de proximité avec les habitants qui caractérise le communisme municipal. La volonté de proximité des dirigeants locaux se manifeste notamment au travers des nombreuses infrastructures municipales et des multiples services publics locaux destinés à la population. Le pouvoir local intervient notamment dans des secteurs tels le logement, la santé, l'assistance sociale, l'éducation, la culture, le sport et les loisirs. Sans viser l'exhaustivité, on peut signaler la présence d'un office municipal HLM, de deux centres municipaux de santé, d'une Maison de la solidarité, d'une Maison du développement culturel, d'un conservatoire musical, d'une école des beaux-arts, de trois bibliothèques, d'une grande variété d'équipements sportifs et d'un office municipal des loisirs.

Grâce à ces services et ces infrastructures, les agents municipaux maintiennent donc une présence du pouvoir local dans les différents domaines de la vie sociale. Cette activité des agents municipaux se double d'un investissement des élus locaux au niveau de chaque quartier de la ville. Depuis 1995, sept élus au conseil municipal s'occupent personnellement

---

<sup>223</sup> Information recueillie lors de l'entretien avec Patrice Leclerc, ancien secrétaire de section.

<sup>224</sup> Selon les résultats de l'élection du candidat communiste aux élections municipales de 2014.

de la coordination des actions municipales dans un des sept quartiers de la ville. Ces élus travaillent notamment en collaboration avec les agents municipaux affectés dans les dispositifs participatifs de quartier, dont nous verrons l'activité plus loin. Ainsi que l'exprime Patrice Leclerc, conseiller général et conseiller municipal, l'activité des agents municipaux et des élus locaux permet aux dirigeants politiques de maintenir une emprise sur l'ensemble de la vie locale, malgré l'importance du désengagement communiste.

« Concernant la politique municipale, il y a une grande présence d'infrastructures, de dispositifs, de services...

*Oui, on tient tout. C'est notre force quelque part, d'abord parce qu'on a les moyens de le faire, c'est notre chance aussi. C'est notre force parce qu'on a aussi des élus très implantés localement même s'il y a une diminution, mais ce sont des élus militants, présents dans leur quartier, qui mouillent leur chemise. (...) Après, notre volonté c'est... Pour rien cacher, on essaye de compenser la diminution du PCF par nos infrastructures municipales. Il y a un problème d'engagement, donc on essaye de compenser ce désengagement politique et associatif par une emprise municipale. »*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

L'action des agents municipaux et des élus locaux permet une forme de continuité du communisme municipal, mais l'effritement des soutiens populaires consécutif au déclin du PCF conduit les dirigeants politiques à mener une nouvelle stratégie de mobilisation des habitants. Cette stratégie s'appuie notamment sur la création de dispositifs participatifs dont l'enjeu se situe soit au niveau de la ville, soit au niveau du quartier.

### **V.1.3.2 Les dispositifs participatifs à l'échelle de la ville**

La désagrégation du monde ouvrier et la désunion des organisations communistes contraignent les élus locaux à se détacher de la figure centrale de l'ouvrier de la métallurgie. Progressivement, le discours des dirigeants politiques s'ouvre à la diversité des acteurs présents dans la commune<sup>225</sup>. À la fin des années 1990, une stratégie municipale se dégage.

---

<sup>225</sup> Olivier Masclat (2001, 2003, 2005) a analysé le rapport conflictuel entre la municipalité de Gennevilliers et les populations étrangères ou issues de l'immigration. L'analyse d'un « rendez-vous manqué » entre les élus

Le projet d'une « nouvelle ville » fait office de projet politique et tous les acteurs sont invités à prendre part à cette transformation. Le moyen de cette politique apparaît sous la forme de grandes réunions publiques dénommées « Assises ». Les Assises de la ville réalisées en 2002-2003 ouvrent cette nouvelle période de consultation des administrés que les élus locaux présentent comme l'approfondissement de la démocratie locale et participative. Néanmoins, la municipalité contrôle si étroitement ces dispositifs participatifs qu'ils apparaissent bien davantage comme de nouvelles formes de mobilisation des habitants (Biland, 2006). L'objectif de ces Assises est alors d'impliquer un grand nombre de personnes que les réseaux communistes et municipaux ne parviennent pas à toucher, au cours de moments de réflexions sur les grands enjeux de la ville. Des consultations organisées par une agence spécialisée en communication se déroulent de novembre 2002 à mars 2003, puis se concluent par la journée proprement dite des Assises de la ville où les dirigeants politiques s'engagent à mettre en œuvre 250 propositions choisies parmi les 500 émises par les participants. À la suite de ces premières Assises, un « observatoire des engagements » est mis en place en octobre 2003 et de nouveaux débats publics se tiennent de février à avril 2005 pour dresser un bilan des Assises de la ville.

Dans les années qui suivent la tenue de ces Assises, de nombreux débats publics sont organisés à l'initiative des élus locaux (Tableau 13). De septembre 2005 à juin 2006, une consultation porte ainsi sur le projet d'aménagement d'un nouveau centre-ville. D'octobre 2008 à mai 2009, l'éducation est le thème choisi pour de nouvelles réunions publiques menant aux « Assises de la réussite ». Au cours de l'année 2009, l'organisation d'ateliers participatifs débouche sur la rédaction d'une charte éco-citoyenne et d'une charte de la vie démocratique qui viennent encadrer la politique municipale. Entre mars et juin 2012, une dizaine de rencontres entre élus, agents municipaux et habitants a pour objet l'élaboration d'une charte du service public communal qui est adoptée par le conseil municipal en fin d'année. En mobilisant par le débat public sur des thématiques à l'échelle de la ville, la municipalité cherche à conserver son rôle central dans la vie politique locale tout en diversifiant les groupes sur lesquels elle s'appuie. Contrairement aux dispositifs participatifs de quartier qui drainent principalement quelques dizaines de « vieux » militants déjà acquis au parti communiste et à la municipalité, les assises permettent au contraire de réunir plusieurs centaines de participants généralement plus jeunes et parfois plus critiques à l'encontre de la

---

communistes et les « militants de cité » (Masclat, 2003) est cependant moins claire à la fin des années 2000 car une dizaine d'élus locaux et plusieurs responsables de l'administration municipale sont d'origine maghrébine.

municipalité (Biland, 2006). Le responsable administratif de la Direction de la vie citoyenne, fortement impliqué dans le développement des dispositifs participatifs, évoque également cette volonté des dirigeants municipaux d'élargir le cercle des personnes engagées dans la vie publique locale grâce à des formes de mobilisation qui diffèrent du militantisme traditionnel.

*« Sur des territoires comme Gennevilliers qui participent du communisme municipal, il faut pas qu'on se raconte d'histoires... Ici comme ailleurs, il y a une baisse du militantisme associatif et du militantisme politique. Même si ça ne vient pas remplacer, la revivification de la démocratie locale est aussi un moyen, non pas de pallier, mais en même temps de tenter de faire vivre et de maintenir des dynamiques d'engagement citoyen dans l'espace public. (...) On a une logique de mise en mouvement des réseaux. Dans chacun des réseaux, qu'ils soient thématiques ou territoriaux, on a toujours des noyaux durs. L'idée c'est de tenter de co-élaborer des choses avec ces noyaux durs, avec ces gens qui sont militants de leur ville, en s'appuyant dessus et en ne les mettant pas de côté, mais aussi en veillant à trouver des leviers d'élargissement permanent. »*

Entretien avec Sami Kouidri, Responsable de la Direction de la vie citoyenne, Municipalité de Gennevilliers

Tableau 13 – Récapitulatif des dispositifs participatifs à l'échelle de la ville.

<b>Année</b>	<b>Dispositif participatif à l'échelle de la ville</b>
2002-2003	Assises de la ville
2003	Observatoire des changements
2005	Bilan des Assises
2005-2006	Débats sur le nouveau centre-ville
2008-2009	Assises de la réussite
2009	Rédaction de la charte éco-citoyenne
2009	Rédaction de la charte de la vie démocratique
2012	Rédaction de la charte du service public

Outre le fait que ces divers dispositifs participatifs sont initiés et contrôlés par les élus locaux, la dimension descendante de ces dispositifs apparaît plus nettement au travers des récits faits par les agents de développement local chargés de mobiliser les habitants. Ces agents municipaux travaillent au sein des antennes de quartier qui fonctionnent comme des services décentralisés de la municipalité. Créées dans le cadre de la politique de la ville, trois antennes de quartier sont implantées aux Grésillons, au Luth et aux Agnettes. Chaque antenne rayonne sur un ou deux autres quartiers afin que l'ensemble de la ville soit couvert par leur action. Une antenne de quartier est placée sous la responsabilité d'un chef de projet qui dispose d'un secrétariat et encadre des agents de développement, à raison d'un agent de développement par quartier. Les discours officiels en font des dispositifs chargés d'animer la vie démocratique locale en permettant la participation des habitants aux affaires du quartier et en servant de ressources aux organisations associatives. Dans la pratique, ces dispositifs s'avèrent être des relais de l'action municipale, tant pour la mise en œuvre de certains projets que pour la mobilisation des habitants. Bien que deux antennes de quartier soient sous statut associatif<sup>226</sup>, elles sont toutes les trois rattachées administrativement à la Direction de la vie citoyenne. Ces associations paramunicipales sont également en lien étroit avec les élus locaux responsables d'un quartier. Comme l'exprime la responsable du service de la vie associative de la municipalité de Gennevilliers, les antennes de quartier sont des émanations de la mairie et servent de relais pour l'action municipale.

*« À Gennevilliers, on a trois antennes de quartier qui sont des relais importants et des lieux de vie importants. En fait, chaque antenne a deux quartiers forts et elle anime finalement la vie du quartier, en lien avec la mairie évidemment puisque ce sont des... les antennes sont des émanations de la mairie on va dire. Il y en a deux qui sont sous statut associatif, l'antenne des Grésillons et l'antenne du Luth sont des associations, mais en fait c'est paramunicipal... et l'antenne des Agnettes, pour le coup, est un service municipal. Mais ce sont des agents de la ville qui sont dans les antennes ».*

Entretien avec Sandra Langlois, Responsable du Service de la vie associative, Municipalité de Gennevilliers

---

<sup>226</sup> Les antennes de quartier des Grésillons et du Luth ont été créées dans les années 1980 et 1990 sous statut associatif. Le conseil d'administration de ces associations est toutefois composé d'élus et d'agents municipaux.

Les demandes émanant de la municipalité s'inscrivent notamment dans la stratégie de mobilisation des habitants au travers des dispositifs participatifs. Pour les agents des antennes de quartier, ces dispositifs sont apparentés aux différents « projets Ville » que la municipalité met en œuvre annuellement. Depuis l'élection de Jacques Bourgoïn en 2001, chaque année est consacrée à la mise en œuvre d'un grand projet dont la thématique concerne nécessairement la ville de Gennevilliers. Les différents dispositifs participatifs vus précédemment s'inscrivent dans ce cadre, mais cela peut également prendre une forme festive telle l'organisation d'un carnaval en 2007 et 2010. Les chefs de projet et les agents de développement des antennes de quartier sont alors fortement impliqués dans la mise en œuvre de ces projets, principalement pour inciter les habitants à participer à ces débats ou ces festivités. Le rapport hiérarchique avec la Direction de la vie citoyenne, elle-même soumise aux injonctions des élus, marque alors le travail de ces agents.

*« La dimension descendante, on la sent beaucoup quand il y a un projet ville. Là, la ville veut mettre le paquet sur un projet. Je pense au carnaval, à la charte de la vie démocratique, à d'autres instances comme ça... peut-être les Assises, mais je n'étais pas encore agent de développement à l'époque. Là, on sent un rapport hiérarchique. On travaille en relation avec la Direction [de la vie citoyenne] et on essaye de mettre en place le projet qui a été décidé au-dessus ».*

Entretien avec Ipticem Ayadi, Agent de développement dans le quartier des Agnettes

La multiplication des dispositifs participatifs génère une sollicitation des habitants de plus en plus importante. Pour les agents de développement chargés de les mobiliser, il devient difficile de répondre aux demandes émanant des élus locaux et de la Direction de la vie citoyenne de la municipalité. Pour l'agent de développement en poste dans l'antenne de quartier du Luth, la municipalité fait des « commandes d'habitants » à mobiliser qui ont un effet contre-productif sur les rapports que les dispositifs participatifs peuvent instaurer entre la municipalité et la population. La dimension essentiellement descendante de ces dispositifs et leur multiplication entraîneraient une saturation chez les habitants.

*« Il y a des commandes qui viennent de la Direction [de la vie citoyenne] : il me faut tant d'habitants pour tel jour, pour telle action. Ce genre de demandes...En plus, on a une direction surchargée de travail et on a les demandes à la dernière minute. Répondre du tac au tac, je veux bien, mais les habitants ne sont pas des pions. Je ne prends pas les*

*habitants pour des pigeons et je ne vais pas les envoyer dans un piège... J'essaye aussi de préserver les habitants. C'est une ville qui sollicite beaucoup la population et parfois il faut la laisser tranquille. Parfois ils peuvent recevoir 50 courriers pour une réunion de ceci, une réunion de cela, le machin de l'environnement, les Assises de la participation, la charte de la démocratie participative... Stop ! Ils ont des vies aussi les gens. Après ils se plaignent que ce sont toujours les mêmes qui viennent... »*

Entretien avec Magali Collier, Agent de développement dans le quartier du Luth.

### **V.1.3.3 Les dispositifs participatifs à l'échelle du quartier**

Les antennes de quartier participent également à la mise en œuvre des dispositifs participatifs tels les projets de quartier et les comités de quartier. Dans le cadre des projets de quartier, les agents de développement et les chefs de projet des antennes sont plus autonomes, même s'ils agissent en collaboration avec les élus de quartier. La temporalité d'un projet de quartier diffère radicalement de celle d'un projet de ville. Étalés sur une ou deux années, les projets permettent aux agents municipaux et aux quelques dizaines habitants qui y participent de se l'approprier et de le faire évoluer. Une démarche participative sur le thème de la santé a ainsi pu se développer sur le quartier des Agnettes, tandis que des ateliers d'écriture ont permis l'édition d'ouvrages sur les mémoires des quartiers des Grésillons et du Luth.

Pour la réalisation de ces projets de quartier, les agents municipaux constituent des groupes de travail ad hoc. Il existe également des groupes dont l'activité est plus générale et plus continue dans le temps. Ces groupes sont dénommés les « commissions » et s'inscrivent dans le cadre des comités de quartier. Ces commissions sont de deux types : l'une est liée au cadre de vie et l'autre est liée aux festivités. La participation aux comités de quartier, et donc aux commissions, est volontaire et l'appel aux réunions se fait par voie d'affichage ou publication dans les journaux locaux<sup>227</sup>. Elles ne se réunissent pas de manière régulière, mais elles sont convoquées lorsqu'un projet ou un problème rencontre leur thématique. Les agents municipaux et les élus de quartier animent ces commissions auxquelles prennent part

---

<sup>227</sup>L'adoption en 2009 de la charte de la vie démocratique transforme les comités de quartier en conseils de quartier. Les conseils de quartier sont composés d'un tiers d'élus municipaux, d'un tiers d'habitants volontaires et d'un tiers d'habitants tirés au sort. Ils disposent, en moyenne, d'un budget de fonctionnement de 10 000 euro et d'un budget d'investissement de 70 000 euros (source : budget municipal prévisionnel 2013). Lors de notre enquête de terrain à l'antenne des Grésillons en 2009, le changement de dispositif n'était pas encore effectif.



quelques habitants, entre cinq et quinze selon les quartiers et les périodes. Pour ces réunions, les habitants sont convoqués par courrier ou appel téléphonique à partir de fichiers constitués par la participation aux comités de quartier.

La commission sur le cadre de vie est mobilisée en cas de problèmes récurrents de voisinage, notamment lors de conflits autour de l'usage de certains espaces urbains. Elle peut également être sollicitée pour recueillir des propositions lorsqu'un projet de réhabilitation d'une place publique ou d'un espace vert est décidé par la municipalité. Toutefois, elle n'est pas consultée lors des grands travaux de rénovation urbaine qui constituent l'axe principal des politiques de la ville depuis le début des années 2000. Cette commission est dans l'ensemble peu sollicitée en raison de l'activité des chefs de projet et des agents de développement des antennes de quartier qui veillent quotidiennement à ce que l'espace urbain ne soit pas dégradé. Ainsi, dans le quartier du Luth où les phénomènes d'appauvrissement et d'insécurité sont les plus sensibles, les agents de l'antenne de quartier réalisent chaque matin un repérage pour détecter les possibles dégradations telles les lumières défectueuses ou les tags insultants.

*« On se doit d'être attentif à plein de choses. Quand je viens travailler, je fais un tour. Je passe par ici le matin pour voir s'il n'y a pas eu de dégradations, de choses comme ça pendant la nuit... La dernière fois il y a eu des tags ciblés contre la municipalité, la police, la justice... une croix gammée aussi, il y a des gens qui mélangent tout. On se doit de les effacer immédiatement... pour les habitants. On est à l'affût de tout ça. Ma chef de projet le fait aussi, elle passe par là, moi je passe par là-bas et on regarde ce qui s'est passé dans la nuit. (...) Les services avec lesquels on a des relations d'efficacité et de pertinence, où l'on se doit d'être irréprochable, ce sont les services techniques. Le moindre dysfonctionnement technique, on se doit d'agir. Ça ne va pas bien dans le quartier, alors justement ça doit bien aller techniquement. Il doit y avoir de la lumière, les tags doivent être immédiatement effacés. »*

Entretien avec Magali Collier, Agent de développement au Luth.

La commission chargée des festivités est bien plus souvent mobilisée que la commission du cadre de vie, Gennevilliers se distinguant par une importante « politique de la fête » (Biland, 2006). Toutefois, que la fête soit à l'échelle de la ville comme le carnaval ou à l'échelle du quartier comme les brocantes et les concerts, l'initiative en revient

systématiquement à la municipalité. La commission n'est sollicitée que pour la mise en œuvre de la fête et les participants se répartissent les tâches à effectuer. La municipalité se charge généralement du budget, du matériel et de la communication, alors que les habitants ont la responsabilité de certaines activités telle la tenue d'une buvette ou d'un atelier artistique. Lors de notre enquête auprès de l'antenne de quartier des Grésillons, nous avons relevé que la moitié des membres de la commission des fêtes est responsable d'une association locale. Ce sont alors ces associations qui prennent part à l'organisation des festivités dont elles profitent pour réaliser quelques recettes et faire connaître leur action auprès de la population.

Photo 22 – Café-concert en pied de cité organisé par la commission chargée des festivités du comité de quartier des Grésillons en juillet 2009.



La configuration politique locale qui se dessine à la suite de la désagrégation du système communiste des « banlieues rouges » est donc marquée par la perte de centralité du PCF et par le renforcement du pouvoir municipal. Le déclin électoral du PCF au niveau national, la multiplication et la publicisation des conflits internes au parti communiste ainsi que la désunion des diverses organisations qui formaient le milieu partisan communiste jusque dans les années 1970 fragilisent les bases du soutien populaire aux élus locaux. Les dirigeants communistes de Gennevilliers maintiennent toutefois leur emprise sur la vie locale grâce aux nombreux services municipaux et au travail de terrain réalisé par les élus locaux dans les différents quartiers de la ville. Face à la perte d'influence du PCF et au désengagement des militants communistes, les élus municipaux cherchent de nouvelles formes de mobilisation des habitants. La mise en œuvre de dispositifs participatifs au niveau des quartiers et de la ville constitue alors la nouvelle stratégie de mobilisation des habitants de la part des élus municipaux. Cette stratégie permet de diversifier les acteurs mobilisés et de centrer les débats sur les enjeux de la ville en dehors du cadre partisan. La dimension fortement descendante de ces dispositifs participatifs en réduit toutefois la portée en termes d'engagement des habitants et d'approfondissement de la démocratie locale.

Dans cette nouvelle configuration politique locale, les liens entre le pouvoir municipal et les associations sont relativement ténus. Certaines associations locales participent à l'organisation des festivités initiées par les élus et les agents municipaux. Nous avons vu dans le troisième chapitre que les subventions aux associations s'accompagnent toutefois d'une forme de contrôle des administrations publiques sur les activités et les projets associatifs. Mais les associations ne peuvent être assimilées à des relais de la politique municipale comme cela était le cas lorsque le système communiste des « banlieues rouges » était opérant. Le regard que portent les dirigeants municipaux sur la participation associative est alors éclairant pour analyser la question de la transformation des engagements. Comme nous l'avons vu dans certains extraits d'entretiens, les dirigeants locaux mettent en parallèle la baisse du militantisme partisan concernant le PCF avec la baisse du militantisme associatif. De manière générale, les élus locaux et les responsables administratifs constatent une baisse du militantisme. Or, le recensement effectué par les services municipaux dénombre près de deux cents associations sur Gennevilliers dont une centaine participe au forum des associations organisé annuellement par la mairie. Le fonctionnement des antennes et comités de quartier permet également aux agents municipaux et aux élus locaux d'être en contact avec des

responsables associatifs. Les responsables politiques ne peuvent donc pas ignorer cette forme d'engagement dans la vie locale, ni le nombre de ces organisations.

On peut alors comprendre cet écart entre les propos des dirigeants politiques sur la crise du militantisme associatif et le recensement des organisations associatives à partir de la distinction opérée par Jacques Ion (1997) entre le modèle d'engagement militant et le modèle d'engagement distancié. Comme nous l'avons indiqué dans le deuxième chapitre, cette distinction fait référence à la crise du modèle de l'engagement total qui était prédominant dans les formes de militantisme jusque dans les années 1970. Ce modèle correspond notamment au militantisme communiste des années 1930-1970, lorsque la verticalité de la structure du conglomérat communiste était prédominante et que les différentes organisations affiliées au PCF venaient renforcer la croyance en l'avènement de la révolution sociale. La crise de l'idéologie socialiste, la déstructuration du monde ouvrier et la désunion des organisations communistes sont autant de facteurs qui permettent de comprendre, en référence à l'univers communiste, la baisse des engagements correspondant au modèle de l'engagement militant. Le modèle de l'engagement distancié qui serait aujourd'hui relativement dominant correspond en revanche aux organisations associatives caractérisées par un ancrage local, un fonctionnement autonome et une activité spécialisée. Ce type d'engagement serait également davantage éphémère et centré sur des enjeux individuels que le type d'engagement militant où prédominent le don de soi et l'identité collective. Du point de vue des militants communistes engagés dans la politique municipale, les engagements associatifs ne relèvent pas nécessairement du militantisme. Dans la partie suivante, nous verrons que le désengagement communiste peut toutefois donner lieu à une reconversion militante dans l'associatif. Nous analyserons pour cela les trajectoires des membres du conseil d'administration de l'Université populaire des Hauts-de-Seine qui s'est créée à Gennevilliers en 2003. Ces responsables associatifs ont en effet quasiment tous adhéré au parti communiste à un moment de leur trajectoire militante. Les moments de désengagement du PCF diffèrent, mais pas nécessairement les raisons. Nous verrons dans quelle mesure l'engagement associatif de ces acteurs, dont l'objectif est la transmission des savoirs auprès des classes populaires afin de contribuer à la formation d'un esprit critique jugé essentiel à l'exercice de la citoyenneté, répond à leurs attentes en termes de militantisme. Dans la dernière partie du chapitre, nous étudierons l'activité et l'organisation de l'Université populaire des Hauts-de-Seine afin de mettre en lumière les limites concernant la pratique de la délibération au sein du groupement.

## ***V.2 Transformation des engagements et autonomisation des associations. Le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.***

### **V.2.1 Du militantisme communiste au militantisme associatif**

#### **V.2.1.1 La composition sociale des responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine**

Comme nous l'avons indiqué dans le deuxième chapitre, la question de la transformation des engagements ne se pose pas en termes de génération de militants, mais en termes de dominance relative d'un modèle de militance. Autrement dit, il ne s'agit pas d'opposer le modèle de l'engagement total des « vieux » militants relégués dans un passé révolu avec le modèle de l'engagement distancié des « jeunes » militants en phase avec l'individualisme moderne. Il s'agit de comprendre les raisons qui président à la dominance relative d'un modèle à une époque donnée et à l'évolution des pratiques militantes. L'étude du désengagement communiste offre un angle intéressant pour comprendre la transformation des engagements puisque certaines trajectoires d'ex-communistes mettent en lumière les passages d'une forme de militantisme à une autre. L'analyse de leur trajectoire illustre en effet les nuances qui existent au niveau de l'engagement et du désengagement, ainsi que la diversité des formes de reconversion (Leclercq, 2008). Le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine permet d'analyser spécifiquement la reconversion d'anciens militants du parti communiste dans l'espace associatif. L'enquête repose sur treize entretiens avec les responsables de cette association réalisés entre septembre 2008 et juillet 2010. Au cours de cette période, nous avons également observé le déroulement de trois enseignements et de trois réunions de direction. D'autres informations ont été recueillies par la lecture d'articles de journaux traitant de l'association et par la consultation de documents propres à l'organisation, tels les comptes rendus de réunions et les programmes d'activité.

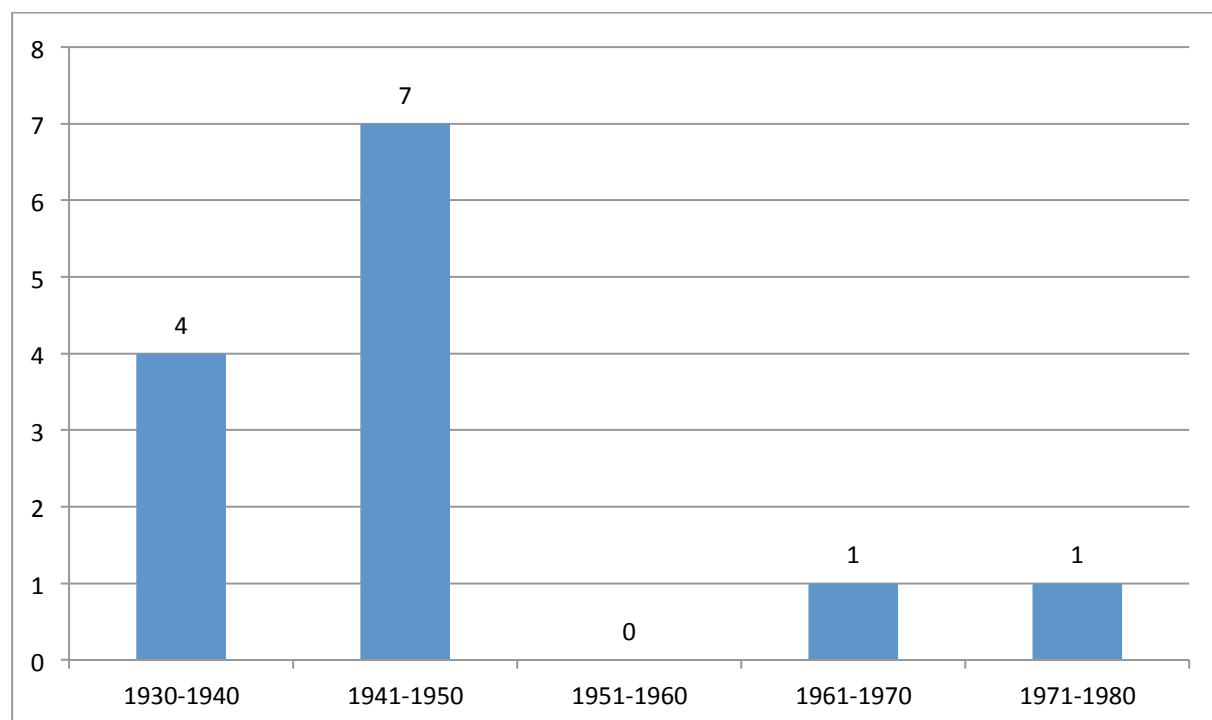
Les treize personnes rencontrées correspondent aux membres élus au conseil d'administration de l'Université populaire en 2007 et en 2010<sup>228</sup>. Ces acteurs interviennent donc de manière « durable » dans cette association, ce qui est la définition minimale de l'engagement militant (Sawicki, Siméant, 2009, p. 98). Outre leur participation dans les

---

<sup>228</sup> Les conseils d'administration élus en 2007 et en 2010 sont composés respectivement de 21 et de 20 membres. Seules ces treize personnes sont donc engagées dans la direction de l'association de manière continue durant cette période.

instances de direction, ces acteurs se sont d'ailleurs investis bénévolement dans le fonctionnement de l'association<sup>229</sup>. Le groupe formé par ces treize militants de l'Université populaire des Hauts-de-Seine présente une certaine homogénéité au niveau de l'âge. Une grande majorité (11 sur 13) est née entre la fin des années 1930 et la fin des années 1940, seuls deux membres sont nés dans les années 1960 et 1970 (Graphique 5). Il ne s'agit donc pas de « jeunes » militants rétifs aux contraintes de l'action collective, mais d'acteurs ayant connu, pour la plupart, la période d'effervescence politique des années 1960-1970 et la période du déclin du parti communiste à partir de la fin des années 1970.

Graphique 5 – Répartition des responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine entre 2007 et 2010 selon leur année de naissance.



Tous les responsables de l'Université populaire n'ont cependant pas été membres du parti communiste (Tableau 14). Dix personnes sur treize ont adhéré au PCF et neuf se sont désengagées du parti. Nous verrons par la suite que ces désengagements communistes correspondent à trois périodes : l'après Mai 68, le retour à l'orthodoxie à la fin des années

<sup>229</sup> L'association ne compte qu'un seul employé chargé de la logistique et du travail administratif.

1970 et la critique de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009) dans les années 1990. Parmi les trois responsables de l'Université populaire n'ayant jamais adhéré au PCF, une personne est un ouvrier qualifié dont l'engagement militant s'est concrétisé dans le syndicalisme à la CGT. Les deux autres personnes n'ont jamais adhéré à aucun parti, ni à aucun syndicat. Les récits de ces personnes seront toutefois mobilisés lors de l'analyse des raisons de l'engagement dans l'associatif.

Tableau 14 – Rapport au parti communiste français (PCF) des responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine entre 2007 et 2010

		<b>Désengagement du PCF</b>	
		Oui	Non
<b>Adhésion au PCF</b>	Oui	9	1
	Non	-	3

Le groupe formé par les dirigeants de l'Université populaire est assez homogène du point de vue de leurs origines sociales et familiales (Tableau 15). Ces acteurs sont majoritairement issus des classes populaires (12 sur 13) et d'une famille dont les parents étaient des militants communistes (9 sur 13). Les trois personnes issues d'un milieu populaire non communiste ont connu une socialisation primaire dans des familles ouvrières où la militance n'était pas présente et où les votes se portaient à droite vers les candidats gaullistes. Une seule personne est issue des classes moyennes et d'une famille non communiste, elle n'a pas adhéré non plus au parti communiste, ni à aucun autre parti.

Tableau 15 – Origines sociales et familiales des responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine entre 2007 et 2010.

	<b>Famille communiste</b>	<b>Famille non communiste</b>
<b>Classes populaires</b>	9	3
<b>Classes moyennes</b>	0	1

### V.2.1.2 Les modes d'entrée dans le parti communiste

Parmi les dix responsables ayant adhéré au parti communiste, on retrouve une grande proportion de « natifs » (8 sur 10) et une plus faible proportion de « convertis » (2 sur 10). La distinction entre « natifs » et « convertis » renvoie à des modes d'entrée différents au sein du PCF (Leclercq, 2008). Les premiers ont vécu une socialisation primaire dans des familles militantes imprégnées de culture partisane, tandis que les seconds ont adhéré au parti au prix d'une rupture avec leur socialisation antérieure. Ces modes d'entrée ont des conséquences sur la relation des militants au parti. Pour les « natifs », l'acquisition précoce de dispositions au militantisme communiste est au principe d'un sentiment de fusion avec l'institution et débouche sur un engagement fort. Pour les « convertis », les personnalités charismatiques, les groupes de pair et les organisations de jeunesse, en rencontrant des dispositions personnelles à l'activisme et en fonction des conjonctures politiques, motivent l'engagement dans le parti communiste.

L'identification au parti et le fort engagement des personnes nées dans un environnement communiste se vérifient auprès de notre échantillon. Une militante de l'Université populaire, aux origines rurales et ouvrières, évoque ainsi la manière dont le travail à l'usine déterminait le rythme de son existence durant son enfance et sa jeunesse. Son arrivée en région parisienne au début des années 1970, dans une grande ville communiste voisine de Gennevilliers, correspond alors à un multi-engagement dans les différentes organisations du milieu partisan communiste (cellules locale ou d'entreprise, syndicats, associations).

*« Je viens d'un petit village de mille habitants, où il y avait une vingtaine d'usines. Nous vivions au rythme des sirènes qui appelaient le matin à aller travailler, le midi la fin de la matinée, à 13h30 la reprise et à 18h30 la fin de la journée de travail. Les journées étaient rythmées comme ça, ce n'était pas le clocher de l'église ! (...) J'avais adhéré aux jeunesses communistes peu après avoir travaillé. J'étais responsable locale de mon petit village, au moment de Mai 68 j'y étais toujours. Lorsque je suis arrivée [en région parisienne], j'ai été embarquée ! Je n'étais plus aux jeunesses communistes, j'étais au parti communiste et j'ai adhéré aussi à la CGT. J'étais également responsable d'une cellule. (...) Pendant toute cette période où j'étais active au parti communiste et à la CGT, j'étais active aux associations de parents d'élèves, aux amicales de locataires... toujours noyautées par les communistes, c'était clair ».*

Entretien avec Claudette Padé, Militante de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.



Une autre militante, issue d'un milieu ouvrier communiste, raconte son sentiment d'être « née » dans le parti. À l'instar de ses parents et de ses sœurs, elle milite au sein du PCF et s'investit tant au niveau professionnel qu'au niveau local. À Gennevilliers, son engagement se réalise dans les associations de parents d'élèves et les cellules locales, mais également au sein du conseil municipal.

*« J'étais membre du parti, j'ai adhéré à 18 ans. J'étais une petite "coco", j'étais née dedans. Mes sœurs étaient membres du parti et puis ça s'est trouvé un peu naturellement. Comme d'adhérer au syndicat, c'était une démarche naturelle. J'étais née dedans... mes parents, mes sœurs... (...) J'étais conseillère municipale à Gennevilliers pendant deux mandats. Ma vie professionnelle et militante au niveau syndical, c'était à Paris. Ma vie militante au niveau du parti communiste, c'était à Gennevilliers. Ensuite, je me suis beaucoup investie dans les associations de parents d'élèves. J'étais aussi dans une cellule locale, mais je n'étais pas trop politique. J'étais une militante, mais de base. J'avais une activité locale : faire du porte-à-porte pour discuter avec les gens, vendre le journal, les trucs locaux du PC ».*

Entretien avec Simone Passeron, Militante de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Un rapport moins fusionnel entre les communistes « convertis » et le parti apparaît également dans les entretiens. Ainsi, pour cet élu local, issu d'une famille ouvrière de droite, l'adhésion au PCF est motivée par la lecture des textes qui fondent la doctrine marxiste-léniniste et par le partage de ses nouvelles convictions politiques au sein d'un groupe de pairs lors de ses études. Cet acteur évoque alors un rapport intellectualisé avec le parti communiste. Ce type de rapport est toutefois compatible avec un engagement important au sein du PCF puisque cet acteur a non seulement été élu sous la bannière communiste, mais il a également occupé des responsabilités au sein de l'appareil partisan de 1992 à 2003.

*« Je suis devenu communiste par hasard... Enfin, il n'y a sûrement pas un hasard, mais... C'est par des lectures, la lecture de Marx quand j'étais au lycée, la lecture de Marx en cours d'économie... Un copain dont les parents n'étaient pas "cocos" non plus, mais qui s'est mis aussi à lire Marx. Donc un rapport à la politique extrêmement intellectualisé. Avec des lectures de Marx, Lénine, Staline... »*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Qu'ils soient « nés » dans le parti ou qu'ils s'y soient « convertis », les ex-communistes aujourd'hui responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine ont tous connu un engagement conséquent et durable au sein du PCF. Tout en prenant en considération la diversité des trajectoires de ces militants, l'analyse vise à mettre en lumière ce qui rassemble ces acteurs à la fin des années 2000 dans cette association. Dans cette optique, c'est essentiellement le rapport aux modalités d'engagement qui est étudié, au travers des raisons de « quitter » le parti communiste et des raisons d'« entrer » dans l'associatif. Nous allons revenir, en premier lieu, sur les différentes périodes durant lesquelles se produit le désengagement communiste des responsables de l'Université populaire.

### **V.2.1.3 Les différentes périodes de désengagement communiste**

La première période de désengagement du parti communiste correspond aux lendemains des mobilisations de Mai 68. Au sein de notre échantillon, ce sont trois « natifs » qui décident de quitter le PCF après y avoir adhéré durant leurs années de jeunesse. La rupture avec le cadre militant familial et les groupes de socialisation antérieure ne génère pas de troubles identitaires. Le désengagement du PCF est en effet concomitant d'un autre engagement dans des groupements politiques moins structurés que le PCF, mais plus en phase avec la ferveur militante des années *post* 1968. En s'engageant dans des groupes d'extrême gauche ou dans le mouvement féministe, ces acteurs parviennent à concilier la poursuite d'un projet révolutionnaire avec une critique de l'autoritarisme. Rappelons que le parti communiste est lui-même débordé lors des événements de Mai 68, tant par le mouvement de contestation des étudiants que par la grève générale des ouvriers. « 68 prend à contre-pied la direction communiste du double point de vue de la stratégie politique et de son rapport à la critique des rapports d'autorité sociale, "l'humeur anti-institutionnelle", qui caractérise les années 1960. D'où cette sorte de double absence dans les luttes politiques et symboliques pendant la crise dans la mesure où le mouvement social est délégué aux organisations syndicales du système d'action communiste, en particulier la CGT » (Pudal, 2009, p. 83). Passée l'effervescence politique et sociale des lendemains de Mai 68, la distance avec le parti communiste se maintient pour les trois personnes de notre échantillon. Au milieu des années 1970, les deux acteurs ayant milité dans des groupes d'extrême gauche vivent un nouveau désengagement partisan. Leur militantisme se concentre alors dans la sphère syndicale, au sein de la CGT. L'autre acteur maintient son engagement dans le mouvement féministe.

La seconde période de désengagement du parti communiste correspond au retour à l'orthodoxie à la fin des années 1970. Quatre personnes de notre échantillon ont en effet quitté le PCF à la suite de la rupture de l'union de la gauche et de la « réactivation de la matrice stalinienne » (Pudal, 2009). Pour ces militants « nés » dans le milieu ouvrier et communiste des années 1930-1940, les mobilisations de Mai 68 sont vécues avec intensité sans remettre en cause leur adhésion au PCF. L'activité militante dans le milieu partisan communiste est multiple, elle se manifeste dans les comités de section, les cellules locales, les syndicats, les associations et les municipalités communistes. Ces acteurs maintiennent donc durant les années 1970 un militantisme conforme au modèle de l'engagement total forgé dans les années 1930-1950 (Pudal, 1989). Néanmoins, leurs récits montrent une distanciation progressive à l'égard du PCF, notamment en référence à l'autorité des cadres de l'appareil partisan. Opposés à une stricte fidélité à la ligne du parti, ces acteurs revendiquent une libre-pensée, une autonomie d'action des organisations de base et l'ouverture d'un débat sur la stratégie partisane. Durant les années 1980, l'affirmation de l'orthodoxie au sein du PCF par la direction nationale place ces acteurs dans une situation critique. Le désengagement communiste intervient alors à la suite de conflits récurrents et d'une longue frustration.

Dans le cas de Gilbert Duhamel, ouvrier devenu responsable d'équipements culturels à la municipalité de Gennevilliers, le désengagement du parti communiste correspond à un désaccord profond sur la stratégie du PCF et sur son mode de fonctionnement. Membre du comité de la section locale de Gennevilliers, il plaide à l'époque pour une réflexion sur les liens avec l'Union soviétique et pour un débat sur le centralisme du parti. Conscient de sa position minoritaire sur des sujets qu'il juge essentiels, il décide de quitter le parti.

*« J'ai quitté le parti sur un désaccord profond en 1981, mais jusque-là j'étais un militant actif. (...) Le désaccord portait d'abord sur le fait que le parti ne voulait absolument pas de mise à jour par rapport à ses liens avec l'Union soviétique. Et puis surtout, j'avais considéré qu'il y avait un tassement aux élections et le parti ne voulait absolument rien entendre au niveau de la remise en cause de son fonctionnement. Je me rappelle qu'au dernier comité de section avant le congrès, j'avais fait une intervention pour dénoncer le centralisme démocratique... qui a été balayé quelques années après, mais à l'époque ça n'a pas été entendu. Donc j'ai dit : "je n'ai plus rien à faire ici, je m'en vais" ».*

Entretien avec Gilbert Duhamel, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Dans le cas de Claudette Padé, fille d'ouvrier devenue responsable administrative dans des municipalités communistes, la distance avec la direction nationale du PCF se creuse avec la fin du programme commun et de l'union de la gauche, projet politique auquel elle était fortement attachée. Le revirement de la stratégie politique du parti, ainsi que la frustration liée à l'absence de débats et à l'obligation de se soumettre aux cadres de l'appareil conditionnent alors son choix de ne plus adhérer au parti communiste.

*« Il y a eu le programme commun, moi j'étais à fond dedans. J'y ai cru, je m'y suis beaucoup investie et, tout d'un coup, on nous a dit : "marche arrière ! C'est terminé le programme commun." Alors là, moi j'ai dit : "Je ne suis pas une girouette. On ne me dit pas un jour c'est une chose, un autre jour c'en est une autre." C'était aussi une période où le parti communiste commençait à perdre des voix aux élections et où on ne cessait pas de dire : "Mais on perd des voix là ! Il y a un problème." Et au fur et à mesure qu'on manifestait notre inquiétude, on voyait arriver dans les réunions les permanents qui nous disaient : "Mais non, non..." C'était invraisemblable... Plus tout ce qui se passait dans les pays de l'Est, ça faisait beaucoup. On avait déjà avalé pas mal de couleuvres. Mon mari et moi, on s'est dit : "Là, c'est terminé. On ne peut plus admettre ça" ».*

Entretien avec Claudette Padé, Militante de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Issus de familles ouvrières et communistes, ces acteurs militent au sein du milieu partisan communiste durant la période de l'*aggiornamento* qui, comme nous l'avons vu précédemment, correspond à une ouverture à la fois sociale et idéologique du PCF. Les aspirations à la pratique de la délibération, à l'émancipation à l'égard de l'Union soviétique et à l'union des diverses composantes de la gauche française s'inscrivent en effet dans la tentative de réforme du parti communiste des années 1960-1970. Le revirement de la direction nationale du PCF à partir de 1977 et la réactivation de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009) génèrent alors une tension entre les aspirations personnelles et la fidélité au parti. Placés dans une situation de *double bind*, ces acteurs optent finalement pour le désengagement du PCF et la désidentification au parti qui lui est corrélative (Leclercq, 2008). Ce type de désengagement est relativement courant chez les militants de la période de l'*aggiornamento* communiste, notamment pour ceux qui sont nés dans un milieu communiste et qui ont connu une forme d'ascension sociale (*Ibid.*). Enfants de parents ouvriers, les quatre acteurs de notre échantillon sont devenus professeur agrégé de philosophie, responsable d'équipements culturels,

responsable de services municipaux et cadre dans une institution bancaire<sup>230</sup>. Ils s'apparentent alors à des transfuges de classe et sont dépositaires de dispositions variées. « Si leur militantisme ne relève pas moins de l'hyper-investissement que pour la génération antérieure, l'accès à des mondes relativement distincts des lieux de la "culture communiste" diversifie leurs principes de construction identitaire. (...) Dotés de ressources sociales et culturelles dont ne dispose pas, en proportion, la génération ouvrière immédiatement antérieure, ils trouvent dans le monde professionnel ou le milieu associatif des cadres alternatifs d'investissement et, par conséquent, d'identification » (Leclercq, 2005, p. 151-152). Le désengagement du parti communiste n'induit pas nécessairement une sortie du monde communiste. Comme nous l'avons vu, le retour à l'orthodoxie au sein du PCF s'accompagne en effet de la désunion des organisations du système communiste. Il est alors possible pour ces acteurs de s'investir dans d'autres espaces d'influence communiste tels les syndicats et les municipalités dissidentes. Le désengagement du parti communiste ne se traduit donc pas par une rupture au niveau de la trajectoire militante, mais par une reconversion militante en dehors des partis politiques.

La troisième période de désengagement du parti communiste correspond au second *aggiornamento* après la chute de l'Union soviétique et à la critique de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009). Deux personnes de notre échantillon ont quitté le PCF au cours de cette période, bien que leurs trajectoires diffèrent sensiblement. Une personne est née à la fin des années 1930, elle est la fille de Waldeck L'Huillier, le maire emblématique de Gennevilliers (1944-1973). Bien que son environnement familial et la sociabilité gennevilloise la prédisposent à l'adhésion au parti communiste, elle ne s'y engage que tardivement et sans jamais s'y investir pleinement. Elle évoque dans son récit une véritable attirance pour la théorie marxiste, mais un désintérêt pour l'activité politique. En revanche, elle se consacre pleinement à ses études qu'elle ponctue par une maîtrise d'histoire et un succès au concours d'agrégation<sup>231</sup>. Son engagement militant se concentre finalement dans le syndicat enseignant au sein duquel elle occupe des responsabilités tout au long de sa carrière. Fidèle à la « matrice stalinienne » du PCF, elle cesse d'adhérer au parti lorsque la nouvelle direction nationale (1994-2002) remet en cause ce qui restait du parti stalinien.

---

<sup>230</sup> La banque en question est la *Banque commerciale pour l'Europe du Nord* qui était, en fait, la banque soviétique en France. Hormis le professeur agrégé de philosophie, les trois autres personnes ont réalisé leur ascension sociale grâce à des formations professionnelles.

<sup>231</sup> À la fin des années 1980, elle soutiendra une thèse en histoire et enseignera à l'université.

L'autre personne est un « converti » dont nous avons vu précédemment que son rapport intellectualisé au parti communiste provenait de la lecture des textes classiques du marxisme-léninisme. Né en 1963, son engagement dans les organisations de la jeunesse communiste, puis dans le PCF coïncide avec le retour à l'orthodoxie. En phase avec la stratégie de la direction nationale du parti communiste, il accède dès la fin des années 1980 à des responsabilités politiques en tant qu' élu local et cadre du parti<sup>232</sup>. Dans le récit de sa trajectoire militante, cet acteur évoque une distanciation progressive avec le marxisme-léninisme qui met en question son adhésion au parti communiste. Son désengagement du PCF s'effectue lorsque le doute concernant l'idéologie marxiste se mêle à la conviction que le parti communiste n'est pas réformable. Ce désengagement est progressif, il renonce d'abord en 2003 à exercer de nouvelles responsabilités au sein de l'appareil du parti et se concentre sur ses responsabilités d' élu local<sup>233</sup>. Suite à l'échec de la constitution d'une candidature unitaire « anticapitaliste » lors des élections présidentielles de 2007, il décide de ne plus adhérer au PCF sans renier toutefois son identité communiste. Il se dit alors à la recherche d'une nouvelle définition du communisme qui serait à la fois plus diverse au niveau idéologique et plus libertaire au niveau de son organisation.

*« Même si je ne suis plus au PCF, je me dis toujours communiste. Pour embêter mes petits camarades, parfois je dis que je ne suis plus au PCF parce que je suis communiste. C'est vraiment que pour les embêter parce que ce n'est pas gentil, mais je suis plutôt sur une recherche : qu'est-ce que ça veut dire le communisme au XXI<sup>e</sup> siècle ? (...) Je me dis communiste unitaire. Mais si je me dis unitaire, c'est parce que je pense qu'on a besoin maintenant de prendre un grand shaker, de foutre un peu de marxistes, un peu d'écolos, des anarchistes... Je pense qu'il y a un côté libertaire qu'on a flingué nous les communistes. À côté de nous mais en nous-mêmes aussi, puisqu'à l'origine il y avait des communistes libertaires et on l'a vraiment flingué. C'est un vrai problème dans notre rapport au pouvoir... la sujétion, le manque d'impertinence ».*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

---

<sup>232</sup> Aux côtés de Jacques Brunhes, missionné par le PCF pour reprendre en main la municipalité gennevilloise, il est adjoint au maire de 1989 à 1995, puis décide de se consacrer à la vie organique du parti et devient permanent communiste. Il dirige la section locale de Gennevilliers de 1992 à 1998, puis occupe le poste de premier secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine de 1998 à 2003 et siège, enfin, au conseil national du PCF de 2000 à 2003.

<sup>233</sup> Élu au conseil municipal de Gennevilliers depuis 1989, il est également élu au conseil général depuis 2001.

La carrière politique de cet acteur se prolonge au-delà de son désengagement du parti communiste puisqu'il est réélu en 2008 au conseil municipal de Gennevilliers et au conseil général des Hauts-de-Seine, en tant que membre d'une organisation rassemblant des militants politiques, syndicaux et associatifs. Il maintient donc des liens avec les responsables communistes locaux<sup>234</sup>, mais son engagement se manifeste également à partir de 2003 dans des organisations associatives telles que l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne et l'Université populaire.

#### **V.2.1.4 Les raisons de l'engagement associatif**

Malgré la diversité des trajectoires militantes et les différentes périodes de désengagement du parti communiste, on observe une similitude dans les raisons qui ont conduit ces responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine à quitter le parti communiste. Un motif de désengagement commun est en effet la prégnance du rapport hiérarchique dans le fonctionnement du parti. L'importance du fonctionnement hiérarchique se manifeste notamment par le recours à la délégation et par le rôle prépondérant des permanents. Ce type de fonctionnement réduit notamment les possibilités d'une pratique de la délibération sur les enjeux du parti. La revendication d'une liberté de parole, d'une autonomie des organisations de base et d'une ouverture à différents secteurs sociaux ou tendances idéologiques sont des traductions concrètes du passage d'un modèle d'engagement total au sein du parti communiste à un modèle d'engagement distancié au sein d'organisations sectorielles ou territoriales. Le modèle de l'engagement distancié renvoie en effet à « une association de personnes autonomes » et se caractérise essentiellement par « un mode de fonctionnement refusant la délégation de la parole de soi » (Ion, 1997, p. 80-85).

De manière générale, les convictions personnelles de ces acteurs prennent l'ascendant sur la loyauté à l'égard de l'institution partisane, bien que de nombreux acteurs soient « nés » dans le milieu ouvrier et communiste. Cette affirmation des valeurs individuelles à l'égard des valeurs collectives correspond également au modèle de l'engagement distancié selon lequel la réalisation de projets personnels prendrait le pas sur l'attachement à une cause commune ou à une identité collective (Eme, 2001 ; Putnam, 2006 ; Worms, 2006). Cet affranchissement des

---

<sup>234</sup> Sa candidature aux élections cantonales de 2008 est notamment soutenue par le PCF à la suite d'une primaire remportée au sein de la section communiste de Gennevilliers.

acteurs à l'égard des ancrages sociaux et familiaux est toutefois relatif puisque les trajectoires militantes marquent une continuité après le désengagement du parti communiste, notamment dans des espaces liés au monde communiste comme la CGT et certaines municipalités. L'engagement syndical ou professionnel représente alors une forme de reconversion militante lorsque le lien avec le parti communiste s'altère. La perte de centralité du PCF et la désunion des organisations formant le milieu partisan communiste à partir de la fin des années 1970 permet à ces acteurs de s'engager dans des organisations peu ou pas dépendantes du parti et de maintenir ainsi une activité militante conciliant leurs aspirations personnelles et la poursuite de leurs idéaux politiques.

Hormis les cas de la personne investie dans le mouvement féministe après les mobilisations de Mai 68 et de l'élus local cherchant à se rapprocher du mouvement social, l'engagement associatif n'apparaît donc pas immédiatement après le désengagement communiste dans les trajectoires de ces militants. Du moins, l'engagement dans les espaces syndicaux et professionnels reste premier pour une majorité d'ex-communistes jusqu'aux années 2000. Étant donné le poids au sein de notre échantillon des personnes nées dans les années 1930-1940 (8 cas sur 9), l'engagement associatif au sein de l'Université populaire des Hauts-de-Seine est concomitant, pour une majorité d'acteurs, de la sortie du monde du travail. L'engagement associatif devient alors central dans l'activité de ces acteurs, il prolonge la carrière militante après les engagements syndicaux et professionnels. Pour ces acteurs, comme pour l'ensemble des responsables de l'Université populaire rencontrés, l'organisation associative est en effet associée à un mode de fonctionnement autonome, délibératif et non sectaire. La plus jeune militante de cette association, qui n'a jamais connu d'engagement partisan, exprime sa satisfaction d'avoir trouvé un espace au sein duquel les acteurs participent pleinement à la définition des orientations du groupement, sans être contraints de suivre la ligne d'un parti ou d'une instance supérieure.

*« J'ai eu une expérience militante quand j'étais en licence, en sortant de la classe préparatoire. Je me suis lancée dans une association qui s'appelle Manifeste contre le Front national, et en fait je ne suis restée qu'un an. Ça m'a assez rapidement déçu, parce que je me suis rendue compte que c'était un petit laboratoire du parti socialiste et qu'en réalité notre marge de manœuvre était extrêmement réduite. Donc ça, ça ne m'a pas du tout plu et je me suis dit que ce n'était pas comme ça que je voulais m'investir. Mais l'Université populaire, ça correspond au type d'engagement que je veux, qui m'intéresse et qui me semble avoir un sens réel. Finalement l'engagement dans un parti politique me*



*déplaît. Là, j'ai l'impression d'agir de manière politique en fait, mais peut-être plus efficacement. Je me trompe peut-être, mais en tout cas j'ai l'impression qu'au moins on peut donner une certaine orientation. C'est quelque chose qu'on fait à plusieurs, ce n'est pas une ligne d'un parti ou d'une faction d'un parti. »*

Entretien avec Magali Lombard, Militante de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

De manière générale, le militantisme associatif des responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine est donc lié à la recherche d'un engagement dans une organisation autonome au sein de laquelle ces acteurs seraient en capacité de peser sur les orientations du groupement. La dernière partie du chapitre est consacrée à la mise en lumière des limites à la réalisation d'un tel modèle d'engagement, notamment au niveau des quartiers populaires. Alors que le modèle de l'engagement total repose sur une adhésion de masse et des mécanismes de délégation, le modèle de l'engagement distancié repose en effet sur la capacité des acteurs à mobiliser des ressources personnelles et à les mettre au service de l'organisation (Ion, 1997, p. 88-89). Le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine illustre les divisions et les tensions que génèrent la hiérarchisation et la répartition inégale des ressources entre les différents acteurs. Bien que la majorité des acteurs de cette association soit issue des classes populaires, certains ont acquis au cours de leur trajectoire une maîtrise des savoirs socialement légitimes tandis que d'autres, malgré une mobilité sociale ascendante, en sont dépourvus. Nous allons voir les conséquences de cette asymétrie face aux savoirs légitimes sur l'activité et le mode de fonctionnement de l'association.

## **V.2.2 Autonomie associative et participation des classes populaires**

### **V.2.2.1 Genèse et projet de l'Université populaire des Hauts-de-Seine**

Comme nous l'avons indiqué précédemment, l'objectif de l'Université populaire des Hauts-de-Seine est de transmettre des savoirs auprès des membres des classes populaires et de contribuer ainsi à la formation d'un esprit critique jugé essentiel à l'exercice de la citoyenneté. Cette initiative locale s'inscrit dans le cadre plus général du renouveau des associations

d'éducation populaire observable depuis les années 1980<sup>235</sup>. De nouvelles associations - et des plus anciennes comme ATD Quart Monde ou la Fédération des centres sociaux - revendiquent leur inscription au sein de ce mouvement, et l'on observe un regain d'intérêt à leur égard de la part de l'État et des collectivités territoriales (Richez, 2007). Ce renouveau de l'éducation populaire est lié en partie à la crise de l'institution scolaire (*Ibid.*, p. 5-6), mais il correspond aussi, selon nous, à la désaffiliation des classes populaires qu'entraîne la fragilisation de la société salariale. Les processus de désindustrialisation et de désagrégation des organisations socio-politiques dans les villes ouvrières s'accompagnent d'une transformation des formes de sociabilité dans les territoires populaires. Concernant les anciennes « banlieues rouges », le déclin de l'adhésion à la CGT et au parti communiste, ainsi que l'épuisement de la pensée marxiste sapent les bases des anciennes formes de mobilisation politique des classes populaires. Dans le cas de Gennevilliers, nous avons vu que les élus municipaux se sont orientés vers la mise en œuvre de dispositifs participatifs pour renouveler les formes de mobilisation des habitants. Pour d'autres militants de gauche, ex-communistes ou non, la question de la mobilisation populaire passe par des formes de participation moins encadrées et par l'apprentissage des citoyens à l'exercice de la pensée critique.

La réactivation des Universités populaires<sup>236</sup> au début des années 2000 symbolise cette tentative de renouvellement de la pensée critique au sein des classes populaires. L'initiative du philosophe Michel Onfray, fondant en 2002 l'Université Populaire de Caen, joue un rôle important dans la reconnaissance actuelle de ce type d'expérience associative, tant par l'intérêt médiatique qu'il suscite que par la rédaction d'un manifeste venant clarifier son projet<sup>237</sup> (Onfray, 2012). De manière très synthétique, celui-ci consiste « à rendre davantage accessibles des savoirs critiques à un public qui n'aurait pas ou plus accès, à l'université classique » (Corcuff, 2007, p. 37). Dans cette optique, la diffusion des savoirs critiques ne

---

<sup>235</sup> Le mouvement d'éducation populaire émerge dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle avec la montée conjointe du républicanisme laïc et du christianisme social. Son développement est étroitement lié à la question de l'instruction scolaire et se réalise notamment grâce à la fondation de deux grandes fédérations associatives : la Ligue de l'enseignement et l'Association catholique de la jeunesse française (Poujol, 1981).

<sup>236</sup> Les premières universités populaires émergent autour de 1900, en lien avec l'affaire Dreyfus (Premat, 2006).

<sup>237</sup> Outre l'intervention d'intellectuels de renom, le renouveau des Universités populaires se mesure également au nombre des créations associatives qui augmente durant les années 2000 au niveau national. Ainsi, en prenant comme critère la présence du terme « université populaire » dans le titre ou l'objet de l'association, on trouve dans les archives du Journal officiel de la République : 11 créations de 1995 à 2000 ; 24 de 2001 à 2005 ; et 53 de 2006 à 2010.

renvoie pas simplement à la formation des personnes éloignées de l'enseignement supérieur, elle correspond aussi à une voie possible d'émancipation des acteurs dominés.

C'est dans ce contexte que l'Université populaire des Hauts-de-Seine est créée à Gennevilliers à la fin de l'année 2003. L'idée de fonder une association de ce type circule dans plusieurs cercles militants de la ville, mais l'initiative en revient à l'élu local Patrice Leclerc, dont nous avons vu que la trajectoire de désengagement du parti communiste est liée à la perte de croyance en la doctrine marxiste-léniniste. Recherchant lui-même une nouvelle définition du projet communiste, il sollicite d'autres militants locaux dans le but de fonder une université populaire et de répondre ainsi au problème du manque d'idées nouvelles au service d'une transformation radicale de la société. Dans le récit de cet acteur, la diffusion des savoirs critiques est effectivement conçue comme un moyen nécessaire à la transformation de la société par les citoyens, ceux-ci représentant à ses yeux les nouveaux sujets de l'histoire.

*« L'Université populaire, je l'ai créée quand j'ai quitté mes responsabilités [au parti communiste]. Parce que ma réflexion c'était : pour cette misère de la pensée en France, il faut armer les citoyens. Enfin je crois que c'est les citoyens, l'avenir c'est chez eux que ça repose. Et par contre, la baisse du débat d'idées, le manque de ressources, il fallait se battre contre ça. Donc c'est ça qui m'a amené à créer l'Université populaire, autrement dit il faut aider à ce que des gens rencontrent le monde des idées, se musclent le cerveau pour pouvoir agir comme citoyen ».*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Suite à un appel publié par cet acteur dans la presse locale<sup>238</sup>, et diffusé également au sein de ses propres réseaux, un groupe d'une vingtaine de personnes se constitue au cours de réunions mensuelles portant sur le projet de l'association. Ce groupe est majoritairement composé de militants associatifs et d'agents de la fonction publique travaillant dans les domaines de l'éducation, de l'animation et de la formation. Ces réunions conduisent à la rédaction d'un manifeste visant à définir les principes fondateurs de l'Université populaire des Hauts-de-Seine. Ce texte fait ressortir un attachement aux savoirs, considérés comme un héritage intellectuel nécessaire à la compréhension du monde et dont l'accès devrait être universel. Le « détour par la réflexion théorique » est considéré comme « une invitation à se

---

<sup>238</sup> Voir notamment les n°2505 et n°2514 de l'hebdomadaire *La voix populaire*.

forger une opinion, un moyen pour contribuer à la liberté individuelle»<sup>239</sup>. Dans la déclaration officielle de création de l'association, le projet associatif est également défini en référence à la dimension émancipatrice des connaissances et à la volonté de démocratiser l'accès aux savoirs critiques<sup>240</sup>. Le projet politique de l'association n'apparaît donc pas lié à une organisation politique ou à une idéologie en particulier. Pour le président actuel de l'Université populaire, présent dès la fondation, les savoirs doivent être transmis sans soumission à une ligne politique ou à une philosophie officielle. Professeur agrégé de philosophie, militant du parti communiste jusqu'à la fin des années 1970, cet acteur oppose le fonctionnement de l'Université populaire à celui de l'Université nouvelle tel qu'il l'a connu lors de son engagement dans le milieu partisan communiste.

*« Le projet qui s'est très vite dégagé, c'est un souci d'éducation populaire, un souci de diffuser du savoir critique, de développer l'esprit critique des participants sans ligne idéologique. Je dis ça parce que j'ai eu l'expérience d'une association qui s'appelait l'Université nouvelle, qui était une association très liée au parti communiste. Quand je dis très liée, c'est très clair : il n'y avait aucune indépendance. Et qui avait comme objectif de diffuser le marxisme, voire le marxisme-léninisme, donc avec une ligne d'intervention philosophico-idéologico-politique affichée ! L'esprit de l'Université populaire se veut à distance de ça. En tout cas, moi j'ai toujours tenu à ce qu'il n'y ait pas de philosophie officielle, qu'il n'y ait pas de ligne politique ou théorique officielle de l'Université populaire, donc on s'est entendu sur cette formule d'esprit critique ».*

Entretien avec Gérard Bras, Professeur agrégé de philosophie, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

L'autonomie de l'Université populaire des Hauts-de-Seine à l'égard des organisations politiques est également soulignée par l' élu gennevillois Patrice Leclerc. Dans un article paru dans la presse locale relatant la création de l'association, cet acteur prend soin de préciser que « l'Université populaire est un lieu de diffusion de savoirs et de pensées critiques, pas une nouvelle organisation politique »<sup>241</sup>. Sans lien avec les partis politiques, ni avec aucune structure fédérative, cette association vise à créer une nouvelle relation entre les intellectuels et les classes populaires en se centrant sur la transmission de connaissances et sur l'exercice

---

<sup>239</sup> Manifeste de l'Université populaire des Hauts-de-Seine, intégré dans le programme de l'année 2007-2008.

<sup>240</sup> Déclaration de création à la préfecture des Hauts-de-Seine, parue au Journal officiel du 20/03/04.

<sup>241</sup> Citation tirée du n°2514 de l'hebdomadaire *La voix populaire*.

de l'esprit critique. La présence de quelques personnalités artistiques<sup>242</sup> et universitaires parmi les fondateurs permet à l'Université populaire d'acquérir rapidement une légitimité auprès des financeurs publics et de mobiliser des réseaux de relation pour réaliser les enseignements. Au travers de l'analyse de l'activité et de l'organisation de cette association, nous allons voir dans quelle mesure elle parvient à susciter la participation de membres des classes populaires.

### **V.2.2.2 Activité et organisation de l'association**

L'Université populaire organise, tout au long de l'année, des conférences et des cycles de cours. Gratuites et mensuelles, les conférences permettent de recevoir ponctuellement des intervenants prestigieux et d'attirer quelques centaines de personnes<sup>243</sup>. Si les conférences ont une importance pour le rayonnement de l'association, l'activité principale réside dans les cycles de cours dont la régularité est hebdomadaire ou bimensuelle. L'adhésion à l'association est nécessaire pour suivre ces derniers, la cotisation annuelle étant de dix euros. Les intervenants occupent majoritairement des postes dans les universités publiques et couvrent cinq champs académiques : la philosophie, la littérature et les sciences de l'homme, de la vie et de la matière.

De 2004 à 2010, l'activité de l'association augmente fortement et son organisation évolue. Face au succès en termes d'audience lors des premiers mois, l'association densifie sa programmation et le nombre de cours passe de 12 en 2004-2005 à une moyenne de 25 à partir de la saison 2006-2007. Ce développement permet à l'Université populaire d'étendre son activité dans différentes communes du département<sup>244</sup> et d'intervenir également dans deux grandes entreprises industrielles ainsi qu'à la maison d'arrêt de Nanterre. Le budget de l'association suit ce développement grâce à des subventions municipales, départementales et régionales. Ces financements permettent notamment à l'association de rétribuer les

---

<sup>242</sup> Bernard Sobel, directeur du théâtre national de Gennevilliers et personnalité artistique reconnue nationalement, fait notamment office de garant auprès des financeurs publics tel le conseil général des Hauts-de-Seine. Il est élu président de l'association lors de sa création en 2003 et devient président d'honneur en 2009.

<sup>243</sup> D'abord accueillies par le théâtre national de Gennevilliers, elles se tiennent par la suite dans différents espaces culturels municipaux.

<sup>244</sup> Entre 2004 et 2010, l'association est présente à Bagneux, Nanterre, Asnières et Anthony. La ville de Gennevilliers accueille toutefois la majorité des cours et des conférences.

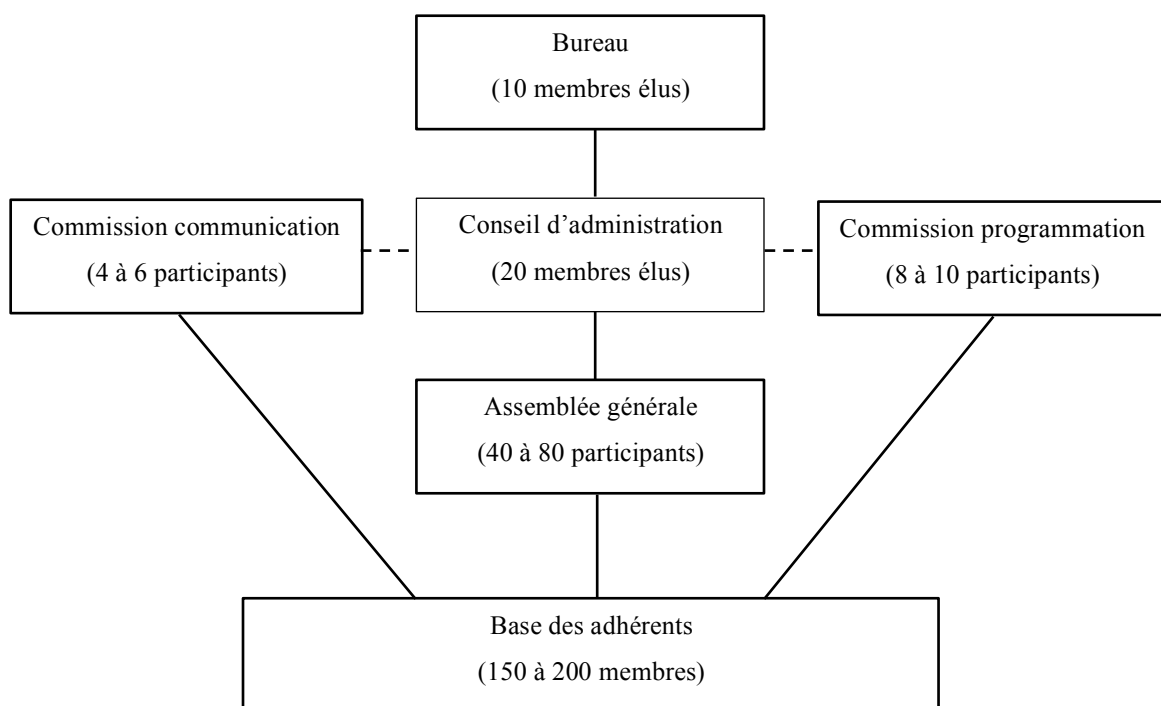
intervenants et de recruter un salarié chargé du travail administratif et de la coordination des activités.

Le fonctionnement de l'association repose toutefois essentiellement sur l'engagement bénévole de ses membres. Le bénévolat concerne à la fois l'activité au sein des instances de direction et l'activité liée à l'organisation des cours et des conférences (Graphique 6). Si l'on s'en tient à la période d'enquête (2007-2010), l'association compte chaque année entre 150 et 200 adhérents qui représentent essentiellement le public qui suit les cycles de cours. La fidélisation de ce public s'avère difficile puisque la base des adhérents se renouvelle chaque année à hauteur de 50 %. Néanmoins, la participation aux instances de direction de l'association est loin d'être faible. Trois à quatre assemblées générales se tiennent chaque année et rassemblent entre 40 et 80 adhérents. Le conseil d'administration et le bureau de l'association se réunissent chacun cinq à six fois par an, avec une participation respective d'une vingtaine et d'une dizaine de personnes. Ces deux instances connaissent un renouvellement partiel tous les deux ans au cours duquel, comme nous le verrons plus loin, elles intègrent de nouveaux membres issus de la base des adhérents. Ces acteurs associatifs ont créé des groupes chargés d'élaborer des propositions à propos de deux aspects pratiques de son activité : la programmation des enseignements et la communication de l'Université populaire. Ces propositions sont par la suite soumises au conseil d'administration et à l'assemblée générale pour discussion et approbation. Les commissions de programmation et de communication se réunissent deux à trois fois par an, elles sont ouvertes à tout adhérent souhaitant y participer. De fait, ces commissions rassemblent des acteurs engagés également dans le conseil d'administration de l'association.

Par le développement de son activité et la sollicitation des adhérents pour son fonctionnement, l'Université populaire des Hauts-de-Seine est parvenue à susciter des engagements et à renouveler le groupe de ses dirigeants. Ainsi, on ne trouve que cinq membres fondateurs parmi les vingt membres élus au conseil d'administration en 2010. Certaines personnes, dont l'adhésion est liée au suivi des cours et des conférences, se sont engagées progressivement dans l'association jusqu'à jouer un rôle central dans son fonctionnement. Issue de la base des adhérents, une dizaine de personnes prend en charge certaines tâches vouées au déroulement des cours (ouverture et fermeture de la salle, mise à disposition du matériel pour l'intervenant), ainsi qu'au fonctionnement de l'association (réception des adhésions et des cotisations). Ce faisant, les contours d'un nouveau rôle au sein de l'association se dessinent, celui de « référent ». Le rôle de référent occupe une position

intermédiaire entre, d'une part, la base des adhérents et, d'autre part, les instances de direction et le coordinateur de l'association<sup>245</sup>. Un document interne a été rédigé pour définir ce rôle qui consiste essentiellement à s'assurer du bon déroulement des cours. « Le référent est la personne qui fait le lien entre le cours et le coordinateur (...) Le référent avertira le coordinateur à chaque fois que nécessaire pour la bonne continuation des cours. De son côté, le coordinateur avertira le référent sur d'éventuels changements de date ou d'horaires de cours, de date d'assemblée générale ou toute autre information nécessaire aux étudiants. Ensuite, le référent n'aura plus qu'à transmettre ces informations avant le début du cours aux personnes présentes<sup>246</sup> ».

Graphique 6 – Organigramme de l'Université populaire des Hauts-de-Seine (2007-2010).



<sup>245</sup> Salarié à temps plein, le coordinateur réalise une permanence de l'association. Il est notamment en charge de la réservation des salles et de la rédaction d'un message hebdomadaire à l'ensemble des adhérents récapitulant l'ensemble des informations (horaires et lieux des cours ou conférences, dates des assemblées générales, etc.).

<sup>246</sup> Extrait du document interne à l'Université populaire des Hauts-de-Seine intitulé « Le référent ».

Le rôle d'intermédiation des référents ne se réduit pas à la transmission des informations relatives au déroulement des cours. Un questionnaire est soumis aux personnes qui suivent l'ensemble d'un cycle de cours afin de recueillir des commentaires sur la forme et le contenu des enseignements, ainsi que sur l'organisation des cours (lieux, horaires, qualité d'information). Une synthèse de ces questionnaires est effectuée par le « référent principal » qui est l'acteur le plus investi au niveau du suivi des cours. En s'appuyant sur cette synthèse et leur propre expérience, les référents font alors remonter les demandes des adhérents au niveau du conseil d'administration et des deux commissions. Depuis 2008, l'engagement à la base de ces acteurs est en effet complété par une participation au conseil d'administration, au bureau, à la commission programmation et à la commission communication. Chacune de ces instances est en effet composée pour moitié d'adhérents occupant le rôle de référent. Le référent principal évoque ainsi l'apport de ces questionnaires pour la prise en compte de certaines demandes des adhérents relatives notamment au choix des cours et à la diversification des horaires.

*« On pose un certain nombre de questions sur le milieu où se trouve le cours, si les horaires leur apparaissent correctes, accessibles, s'il n'y a pas de problèmes particuliers avec la salle. Après on pose un certain nombre de questions sur le cours lui-même, s'il est intéressant, si ça ne leur a pas paru difficile à comprendre. (...) En dernier lieu, on leur demande quels thèmes ils souhaiteraient voir aborder les années suivantes. Sachant qu'on a une commission programmation où on met au point la programmation de l'année suivante en tenant compte de propositions qu'ont faites les étudiants. Par exemple cette année, le cours sur Nietzsche avait été demandé. On a fait un cours sur l'économie qui avait été demandé... On a modifié des horaires parce qu'avant on n'avait que des cours en semaine à 19h00 ou 19h30, et on a fait deux cours l'après-midi et deux cours également le samedi matin. Ce qui donne un éventail plus important, un choix plus facile. Donc le questionnaire, ça a une certaine importance. Je fais une synthèse de tout ce qui a été demandé, on fait un bilan et si à partir de ça il y a des choses à rectifier, on en tient compte. »*

Entretien avec Serge Bourdais, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

La dizaine d'acteurs qui tient le rôle de référent constitue progressivement un groupe en soi parmi l'ensemble des adhérents de l'Université populaire. En effet, extrêmement assidus aux différents cours et présents dans les instances de direction, ces acteurs se



reconnaissent, et sont reconnus par les autres membres, comme le « noyau dur » de la base des adhérents. Par la régularité de leur présence aux cours, ils établissent des formes de routines collectives et nouent des relations d'amitié. Signe de la constitution de cette identité de groupe, ils se dénomment eux-mêmes le « groupe des acharnés » ou encore « le groupe des enragés ». Leur attachement à l'association les mène à une forme de militantisme inattendue consistant à s'informer mutuellement et à se mobiliser lorsqu'un cours ne suscite guère d'intérêt chez l'ensemble des adhérents, afin d'éviter que l'intervenant ne se retrouve face à un très faible auditoire. Dans leurs récits, les acteurs les plus engagés dans le rôle de référent évoquent ce fort attachement à l'Université populaire en le liant à la découverte des savoirs. Issus de familles ouvrières, nés dans les années 1930-1940, ces acteurs ont connu une scolarité relativement courte et n'ont pas eu accès à l'enseignement supérieur<sup>247</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, si certains ont réalisé une mobilité sociale ascendante, c'est essentiellement par la voie de la formation professionnelle et des concours de la fonction publique. Ainsi, pour Simone Passeron, titulaire d'un CAP de comptabilité et devenue cadre dans la banque de l'Union soviétique, la découverte de la philosophie est décrite comme une « révélation » qui l'incite à suivre de plus en plus de cours et à s'engager plus intensément dans l'association.

*« Au début, je n'étais pas sûre d'aller aux cours. Et puis j'ai mordu tout de suite, Gérard Bras nous faisait les premiers cours de philosophie. Alors, au début, j'étais une éponge... aucun esprit critique. Je découvrais des choses, la philosophie par exemple. Puis il y avait d'autres thèmes sur l'histoire du mouvement ouvrier, ou sur des trucs plus ludiques comme la chanson dans le mouvement ouvrier, ça c'était plus dans mes cordes, plus proche de moi. Mais alors la philosophie, ça m'a vraiment accrochée ! À partir de là, j'ai suivi beaucoup de cours. Ça a été pour moi une révélation ».*

Entretien avec Simone Passeron, Militante de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Nous avons vu dans la partie précédente que les raisons de l'engagement associatif des responsables de l'Université populaire font référence à une forme d'action collective relativement autonome et permettant la délibération. L'organisation de l'association semble en accord avec ces principes puisqu'il existe différentes instances où sont discutées les principales orientations du groupement. La régularité des réunions et la participation des

---

<sup>247</sup> Parmi les sept personnes rencontrées, deux sont titulaires d'un baccalauréat. Les cinq autres ont obtenu un CAP ou sont sortis de l'école sans diplôme.

membres issus de la base des adhérents indiquent également l'ouverture de ces instances et la recherche d'un fonctionnement démocratique. Cependant, bien que les militants de l'Université populaire partagent l'idéal d'une action collective autonome et délibérative dont le projet est la transmission des savoirs auprès des classes populaires, nous allons voir que le rapport différencié au savoir théorique limite la participation des membres des classes populaires. Si la quasi-totalité des treize responsables de l'association durant la période 2007-2010 est issue des classes populaires<sup>248</sup>, seuls six d'entre eux ont acquis une maîtrise des savoirs socialement légitimes au cours de leur trajectoire. Il existe alors une division au sein du groupe des dirigeants de l'association entre ceux qui se rapprochent de la figure du « pédagogue » et ceux qui se rapprochent de la figure de l'« étudiant ». Les premiers se situent en effet dans la transmission des connaissances, ils sont professeurs agrégés, universitaires ou ont exercé des responsabilités dans des institutions culturelles ou politiques. Ils donnent des cours au sein de l'Université populaire, animent des rencontres avec des auteurs invités et occupent les principaux postes à responsabilité tels la présidence, le secrétariat et la direction des commissions programmation et communication. Les seconds se situent dans la réception des connaissances, ils ont suivi une scolarité jusqu'au niveau secondaire et ont occupé des emplois qualifiés grâce à la formation professionnelle. Ils assistent à plusieurs cours de l'Université populaire et se répartissent le rôle de référent duquel ils tirent leur légitimité à débattre dans les instances de l'association. Cette division se manifeste également lorsque l'on se penche sur les activités réalisées en dehors des instances de l'association. Alors que le groupe des pédagogues gère les relations avec les universitaires invités et les institutions partenaires, le groupe des étudiants prend en charge la communication destinée au public, à savoir le collage d'affiches et la distribution de documents dans les lieux de passage. Ce rapport différencié aux savoirs théoriques limite alors la participation des membres des classes populaires au sein de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

---

<sup>248</sup> Seule une personne est issue d'une famille de classe moyenne.

### **V.2.2.3 L'asymétrie face au savoir théorique et les limites de la participation des classes populaires**

Le projet de l'Université populaire des Hauts-de-Seine consiste à transmettre des savoirs aux personnes n'ayant pas accès à l'enseignement supérieur. La pédagogie occupe alors une place importante dans les réflexions et les débats au sein de l'association. Elle est au cœur de la relation avec les classes populaires et doit correspondre, selon le projet originel, à une « invention ». Dans la déclaration de création de l'association, les premiers mots définissant son objet sont les suivants : « Inventer et développer des formes nouvelles de diffusion des connaissances pour contribuer à l'émancipation humaine par l'accès à des connaissances et à la pensée critique ». Mais l'observation des pratiques et l'analyse des entretiens modèrent la portée de ces intentions puisque la relation qui s'établit entre un pédagogue et les étudiants diffère peu de celle ayant cours à l'Université publique où l'enseignant a le monopole de la parole légitime.

Outre le défi pédagogique que représente ce projet associatif, la proximité entre les formes d'enseignement à l'Université populaire et à l'Université publique se comprend par l'absence d'intégration des intervenants au sein de l'association. Hormis les quatre pédagogues faisant partie des responsables de l'Université populaire, aucun des 35 conférenciers et enseignants qui interviennent chaque année n'est membre de l'association. Il n'existe pas non plus de réunions entre les responsables de l'association et l'ensemble des intervenants, comme cela est le cas dans certaines universités populaires (Corcuff, 2007). Les conférenciers et enseignants sont contactés individuellement par un membre de la commission programmation. Par conséquent, il ne se crée jamais de situations permettant aux différents intervenants d'interagir entre eux et avec les membres de l'association dans l'optique d'une construction commune d'un cadre pédagogique. De plus, les conférenciers et les enseignants sont des universitaires qui interviennent sur les thématiques dont ils sont spécialistes. Le cadre de référence qu'ils mobilisent est alors celui de leur milieu professionnel et la forme de l'enseignement au sein de l'Université populaire se calque sur le modèle du cours magistral. Une nuance est cependant soulignée par tous les acteurs rencontrés, elle concerne le travail de préparation effectué par les intervenants pour rendre accessible leur propos à des non spécialistes. Gérard Bras, philosophe et président de l'association, décrit l'importance de ce travail effectué en amont par les intervenants et suggère l'idée de traduction pour rendre compte du processus de transmission des savoirs au sein de l'Université populaire.

*« Il y a un problème assez facile à résoudre qui est celui finalement que j'appellerais volontiers une traduction de savoirs spécialisés pour l'amener, le rendre compréhensible et en montrer les enjeux concrets pour le public qui est là. Bon, ça c'est le travail des gens qui font les cours. (...) Ça demande un gros boulot... Moi, j'ai l'habitude de dire que je mets autant de temps à préparer un cours d'Université populaire qu'un cours de khâgne, quelquefois même plus étant donné que je pars de choses que j'ai déjà pu faire en khâgne et que je reprends, mais en le malaxant, en le simplifiant, en évitant toute espèce de jargon. Il y a tout ce travail, au risque parfois d'une simplification outrancière, mais c'est à chacun de prendre ce risque-là... mais un travail de traduction, oui de traduction, le mot est assez juste. Il y a à la fois de l'interprétation et une translittération, une traduction ».*

Entretien avec Gérard Bras, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Au sein de l'association, le débat sur la forme pédagogique est récurrent. Bien qu'une position dominante se dégage lors des assemblées générales, des conseils d'administration et des commissions de programmation pour défendre le modèle du cours magistral en arguant d'une défense de la qualité des savoirs transmis, quelques acteurs cherchent à faire évoluer la réflexion sur cette dimension centrale du projet de l'Université populaire. Notamment, le référent principal propose régulièrement que se créent plus de liens entre les savoirs théoriques et les situations pratiques vécues par les étudiants. Ayant quitté l'institution scolaire sans diplôme, cette personne s'identifie systématiquement, en entretien comme dans les débats au sein de l'association, aux personnes supposées être les plus éloignées des savoirs théoriques. Il défend l'idée d'une prise en compte des problèmes quotidiens des étudiants dans l'animation des cours et l'articulation avec les savoirs théoriques. Selon lui, pour toucher les membres des classes populaires, il est nécessaire de partir des problèmes concrets rencontrés par ces personnes et de mobiliser les savoirs théoriques pour en donner une explication générale.

*« Lorsqu'on touche ce type de population-là, c'est le type de cours qui doit être différent. Même moi, je m'en rends compte, je ne suis pas un intellectuel, même si j'ai un passé militant qui fait qu'on est habitué au débat. Mais je vois que je nage sur plein de trucs. Alors, pour des gens qui n'ont pas suivi d'études, qui n'ont pas l'habitude de discuter, d'aborder un certain nombre de sujets et de les aborder de telle et telle manière, à mon avis s'ils viennent à un cours, ils ne viennent pas au deuxième ! (...) Bon, il y a des trucs*

*où ce n'est pas facile... Discuter sur Spinoza et le relier à la réalité concrète, je ne sais pas si c'est faisable. J'en sais rien ! Mais on peut faire ça et puis autre chose. En plus, je ne crois pas que ce soit à ras des pâquerettes. C'est de savoir... les problèmes concrets que rencontrent ces gens, leurs problèmes... essayer de partir de ça et de les mettre à un niveau théorique. On peut théoriser n'importe quoi ! On peut élever le débat et montrer qu'on vit dans des sociétés qui expliquent ces problèmes. (...) Moi j'en sais rien, je ne suis pas capable de le faire, mais l'intervenant justement, c'est plus facile pour quelqu'un qui fait de la sociologie ou autre... à partir du quotidien des gens, le faire remonter pour qu'ils réfléchissent un petit peu sur... Pourquoi on vit comme ça ? Pourquoi c'est pas autrement ? C'est important ça ! Et l'intervenant, sans utiliser des mots incompréhensibles, il peut très bien réussir à l'expliquer. C'est ça qu'on attend d'un intervenant d'ailleurs ».*

Entretien avec Serge Bourdais, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Malgré quelques expérimentations visant à sortir du cadre du cours magistral et à réduire la distance entre l'enseignant et les étudiants, la logique générale des cours est déterminée par l'asymétrie face au savoir théorique. En effet, alors que la répartition du temps des enseignements doit en principe comprendre un moment de transmission des savoirs théoriques (entre 01h00 et 01h30) et un moment de débat (entre 30 mn et 01h00), la pratique tend généralement vers une absence de débats. La participation des adhérents lors des cours est donc restreinte à la réception des savoirs transmis. Les interactions entre les enseignants et les étudiants se limitent le plus souvent à des demandes d'éclaircissement sur quelques points spécifiques, sans engendrer de discussions collectives sur une thématique. L'expérience du référent principal est éclairante sur les difficultés de participation des membres des classes populaires dans le cadre des cours à l'Université populaire. Rappelons que cette personne, née en 1942, est sortie de l'école sans diplôme et qu'elle a effectué sa carrière professionnelle en tant qu'ouvrier non qualifié. Son récit met en lumière le malaise ressenti au contact de ceux qu'il nomme les intellectuels. Le sentiment d'infériorité lié à sa méconnaissance des savoirs légitimes le conduit à s'autocensurer lorsqu'il ne comprend pas le propos des enseignants et à éviter de manière générale tout échange avec ces derniers.

*« Personnellement, j'ai un peu un complexe d'infériorité. C'est-à-dire que je n'ai pas suivi d'études, je ne connais pas trop... Poser une question, on a toujours l'impression que ça va être une connerie. (...) Parler à un intellectuel qui vient de nous faire une*

*dissertation, qui vient de parler de choses que je n'ai pas très bien comprises, déjà je ne sais même pas la question que je vais pouvoir lui poser ! Il y en a qui se sentent à l'aise, moi je ne suis pas à l'aise. Même quelque fois, j'évite de prendre le métro avec les profs, je ne me sens pas à l'aise... Même quelqu'un qui a bien parlé pendant le cours, j'évite... parce que je ne me sens pas bien. Les profs sont tout à fait sympas, ils n'arrivent pas en disant : "Moi, j'ai la connaissance et vous êtes tous des imbéciles !" Non, pas du tout. C'est tout à fait convivial, mais nous on a notre vécu, notre passé. Et notre rapport à lui, il ne s'en rend pas compte, mais c'est ça. »*

Entretien avec Serge Bourdais, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Parmi les adhérents de l'association, le cas du référent principal est assez isolé. Il est en effet une des rares personnes à n'avoir suivi ni formation générale, ni formation professionnelle. Il représente un cas limite et n'est pas représentatif de l'ensemble des adhérents de l'association. Bien que le fichier des adhérents ne comporte pas de données socio-économiques<sup>249</sup>, les différents responsables de l'association s'accordent pour dresser un tableau assez uniforme de l'ensemble des adhérents. Ces derniers sont majoritairement des personnes à la retraite habitant Gennevilliers, membres de professions intermédiaires (notamment dans l'éducation et l'animation) et participant à d'autres activités associatives et culturelles dans la ville. Comme cela se passe dans d'autres universités populaires, le public rencontré n'est donc pas le plus démuné en termes de connaissances (Corcuff, 2007, p. 40-41). Il ne correspond pas pleinement à l'objectif de l'association qui vise un public « populaire », peu formé, aux prises avec le monde du travail, voire issu de l'immigration maghrébine. Ainsi que l'exprime l' élu local à l'origine de la création de cette association, la diversification du public est une préoccupation des responsables de l'Université populaire, mais les essais de rapprochement avec d'autres populations se révèlent infructueux.

*« En fait, on a le public qui vient sans difficulté. Ça nous pose problème, donc on veut essayer... on voudrait essayer de bosser avec les centres sociaux. À Gennevilliers, il n'y a pas de centres sociaux, mais il y a des associations et essayer de bosser avec les plus défavorisés, voilà ce qu'on veut essayer de travailler. (...) On voudrait aller plus loin, plus loin dans les quartiers, plus loin dans la diversité. On a eu des actes et des gestes, on*

---

<sup>249</sup> Un projet d'enquête était en cours de discussion en 2010, mais il faisait face à certaines réticences liées à la crainte d'être trop intrusif vis-à-vis des adhérents. Dans le questionnaire d'évaluation des cours, aucune donnée personnelle n'est demandée.

*a essayé de travailler sur la diversité, en travaillant sur le conte des Mille et une nuits, en travaillant sur des rapports à une culture du Maghreb... des choses comme ça, mais ça n'a pas été probant ».*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Les diverses tentatives pour relier l'association aux classes populaires n'ont généralement pas abouti au résultat escompté. Les populations issues de l'immigration n'ont pas participé aux différentes activités proposées autour de l'histoire et de la culture arabe. L'ouverture de certains cours en journée et le samedi, censée permettre la participation des femmes au foyer et des personnes en emploi, n'a pas permis de diversifier le public de l'Université populaire. L'intervention dans les entreprises industrielles n'a pas abouti non plus à la participation des ouvriers puisqu'aucun travailleur de l'usine de la Snecma<sup>250</sup> n'assiste aux cours qui y sont dispensés et que dans les sites d'EDF l'auditoire est composé uniquement de cadres de l'entreprise. La recherche de partenariats avec des associations implantées dans les quartiers populaires et travaillant dans le secteur du social s'est également révélée infructueuse. Les militants de ces associations ont considéré que l'activité de l'Université populaire des Hauts-de-Seine était trop éloignée de leurs propres préoccupations et de celles des personnes avec lesquelles ils étaient en lien. Ces différents éléments illustrent les difficultés rencontrées par l'association pour susciter la participation des couches les plus populaires de la population de Gennevilliers et des villes voisines. Nous avons vu cependant que certains responsables de l'association sont issus de la base des adhérents et s'érigent en porte-parole des étudiants au sein des instances de direction. Si l'ensemble des responsables de l'Université populaire partage l'idéal d'une action collective autonome et délibérative, la division engendrée par le rapport différencié aux savoirs théoriques tend toutefois à réduire les possibilités de participation des membres des classes populaires. Un conflit opposant le groupe des « étudiants » à celui des « pédagogues » illustre d'une autre manière les limites d'une action associative visant l'égalité de participation d'acteurs sociaux dont les ressources culturelles diffèrent.

---

<sup>250</sup> La Snecma est une industrie motoriste de l'aéronautique.

#### **V.2.2.4 Les limites à l'autonomisation de l'association**

Par l'analyse des trajectoires militantes des principaux responsables de l'Université populaire, nous avons souligné une cohérence forte sur la forme d'action collective recherchée par l'ensemble de ces acteurs. À l'inverse de l'engagement dans le parti communiste, l'engagement associatif est valorisé pour son inscription dans une organisation autonome des partis politiques, centrée sur son propre projet et fonctionnant par la délibération. Or, malgré une intégration de militants issus de la base des adhérents et le rôle d'intermédiaire du référent, l'analyse des relations au sein des instances de l'association met en lumière une division entre décideurs et exécutants qui correspond à la division générée par le rapport différencié aux savoirs théoriques. L'apparition d'un conflit interne est directement liée à cette configuration organisationnelle qui divise le groupe des militants entre pédagogues et étudiants. Les premiers ont une conception élaborée du projet de l'association. Ils ont une vision d'ensemble de son fonctionnement et se préoccupent des relations avec les partenaires afin de pérenniser et de développer l'activité. Les seconds ont une connaissance partielle de la genèse et du projet originel de l'Université populaire. Ils ont une vision détaillée de chaque activité et recherchent les moyens d'amélioration du déroulement des cours et du fonctionnement de l'association. Les étudiants-référents sont davantage porteurs d'une exigence au niveau de la pratique et revendiquent une autonomie radicale de l'association.

Le conflit qui oppose les deux groupes d'acteurs concerne le travail de l'unique salarié de l'association en charge de la coordination des activités de l'association. Le poste de coordinateur a été créé après trois années de fonctionnement afin de réaliser le travail administratif et d'assurer une permanence dans un local mis à disposition par la municipalité de Gennevilliers. Le recrutement du coordinateur a été géré par Patrice Leclerc, élu local et secrétaire de l'Université populaire, qui a proposé au conseil d'administration la candidature d'une personne arrivant en fin de contrat avec la municipalité de Gennevilliers. Le coordinateur et l'élu local se connaissent au travers de la militance politique, ils sont tous les deux engagés dans la défense des droits des sans-papiers. Le premier occupe notamment des responsabilités au niveau du Collectif des Sans-papiers des Hauts-de-Seine et du Collectif national des sans-papiers, après avoir été lui-même dans cette situation d'irrégularité pendant dix ans. Le second a participé en tant qu'élu à des manifestations publiques de soutien aux sans-papiers et a participé à la fondation d'un collectif de soutien aux sans-papiers sur Gennevilliers. Les liens de solidarité entre militants engagés dans une cause partagée semblent déterminants pour comprendre le choix du candidat recruté, celui-ci n'ayant ni



formation, ni expérience correspondant au poste de coordinateur. Par ailleurs, cet emploi à temps plein ne supprime pas son activité militante. Un aménagement du temps entre le travail et le militantisme a été trouvé et a donné lieu à un accord tacite entre le coordinateur et la direction de l'Université populaire dès son embauche.

Cet accord est remis en cause par le groupe des étudiants-référents qui intègre les instances de direction quelques mois après le recrutement du coordinateur. Au travers du rôle de référent, ces militants sont en interaction quasi quotidienne avec le coordinateur. De multiples tensions émergent au cours de ces interactions. Les référents reprochent notamment au coordinateur de fréquentes absences non justifiées, une difficulté à être joint par téléphone, des manquements dans le traitement des factures, des erreurs dans l'envoi d'informations aux adhérents, et des oublis de matériel pour certains cours. À leurs yeux, la crédibilité de l'Université populaire est engagée et son fonctionnement entravé. De son côté, le coordinateur a le sentiment d'être « persécuté » et défend l'intégrité de son travail et de son implication. Étendues sur une période de trois ans, ces tensions récurrentes conduisent à une radicalisation des positions entre les référents et le coordinateur. Cependant, le coordinateur n'est pas isolé dans l'association. Il bénéficie de l'aide du groupe des pédagogues dont la plupart soutient les luttes sociales extérieures au microcosme de l'Université populaire. Les idées d'émancipation et de solidarité sont au cœur de l'engagement de ces derniers, qui perçoivent moins le coordinateur comme un travailleur défaillant que comme un militant de la cause des sans-papiers qu'il faut aider à se maintenir économiquement. Le coordinateur reçoit notamment l'aide de deux enseignants lors de la rédaction des messages hebdomadaires adressés par l'association à l'ensemble des adhérents. Plus généralement, le groupe des pédagogues fait front face aux critiques émises par les étudiants-référents et cherche à maintenir le *statu quo*.

Néanmoins, par la régularité de leurs rencontres lors des cours, par les relations de confiance qui se sont instaurées entre eux et par le partage d'un fort attachement à l'Université populaire, le groupe des référents s'organise pour initier une action collective au sein même de l'association. Pour certains membres du groupe, le conflit est si fortement intériorisé qu'ils envisagent de quitter l'association si la situation perdure. Au travers de réunions informelles, ces acteurs définissent collectivement le problème et envisage une forme de résolution possible : le licenciement du coordinateur. Cette issue au conflit se heurte toutefois aux propres systèmes de représentations de ces acteurs, notamment les deux anciens ouvriers syndicalistes qui se refusent à procéder à un licenciement. Le récit d'un de ces deux anciens ouvriers syndicalistes illustre à la fois la volonté de résoudre la situation conflictuelle

par le licenciement du coordinateur et le rejet que suscite cette solution chez lui et chez son compère, Serge, qui est le référent principal de l'Université populaire.

*« Nous, on se trouve dans la position d'anciens syndicalistes... de syndicalistes, et on a envie de virer un mec ! Ce n'est quand même pas facile. Et, puis, envie... oui, envie ... bon, on préfèrerait ne pas le faire, mais il nous pose de gros gros problèmes. (...) Serge, lui, il dit : "Je ne participerai pas. Si on doit le virer, je ne veux pas, je ne participerais pas". Moi je pense qu'il faut tout faire pour ne pas le licencier, mais à un moment s'il met l'Université populaire en péril... Serge, il en souffre vachement, il prend peut-être ça plus à cœur que les autres. Il dit : "Moi, je ne veux pas participer". Moi aussi, ça m'embêterait de participer au licenciement de quelqu'un ».*

Entretien avec Jean Leygnac, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Pour parvenir à une solution acceptable par tous les membres du groupe des référents, mais aussi par l'ensemble des responsables de l'association, les termes du débat évoluent vers une forme moins personnalisée et plus technique. En s'appuyant sur des éléments objectifs, telles les absences du lieu de travail non justifiées, et en faisant remarquer le risque juridique encouru par l'association en cas d'accident du salarié sur son temps de travail, le groupe des référents mobilise l'argument du droit pour contraindre les autres responsables associatifs à agir sur la situation. La solution alors préconisée consiste à encadrer formellement le travail du coordinateur en explicitant par écrit les tâches qu'il doit accomplir, en établissant un emploi du temps auquel il doit se conformer et en exigeant la justification écrite de déplacements qu'il pourrait être amené à réaliser. Ainsi, ils cherchent à contraindre le coordinateur à effectuer un travail en adéquation avec leurs attentes et, éventuellement, à constituer une base légale vers un licenciement si celui-ci ne respectait pas les exigences explicitement et collectivement formulées. Cette argumentation est développée notamment lors de conseils d'administration et de réunions de bureau de l'association au cours desquels le groupe des pédagogues accepte finalement la mise en place d'une procédure visant à encadrer le travail du coordinateur.

Dans les mois qui suivent la mise en place de cette procédure, les référents jugent la situation inchangée et sont gagnés par un sentiment de résignation. Les mêmes points de discorde reviennent sans cesse entre les référents et le coordinateur, et le groupe des pédagogues n'est pas favorable à un durcissement de la position de l'association face au

salarié. Celui-ci est incité à suivre des formations en bureautique et son licenciement est toujours jugé inconcevable. L'attitude des référents oscille alors entre la loyauté à l'égard de l'association et la défiance envers les décideurs, notamment l'élu local suspecté d'entretenir une relation clientélaire avec ce militant engagé dans les organisations départementales et nationales de défense des droits des sans-papiers.

La configuration organisationnelle mise en lumière par ce conflit interne rappelle ce que ces mêmes acteurs décrivaient à propos du parti communiste. Militante du PCF jusqu'à la réactivation de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009) à la fin des années 1970 et membre du groupe des référents de l'association, Claudette Padé évoque dans son récit la permanence d'un ethos militant communiste parmi les membres de l'association. Elle voit dans l'influence de l'élu local, fondateur et secrétaire de l'Université populaire, l'instrumentalisation de l'association à des fins de politique électoraliste. Elle considère également que le fonctionnement de l'Université populaire repose sur un rapport hiérarchique entre les pédagogues et les étudiants, lié notamment à l'asymétrie face aux savoirs théoriques. Les référents, issus de la base des adhérents, n'ont selon elle qu'une faible influence sur les principales décisions concernant l'association. Cependant, malgré l'existence de désaccords sur le fonctionnement de l'association, ils maintiennent une fidélité à l'égard de l'institution qui fait écho à l'ancienne fidélité communiste.

*« Le secrétaire de l'Université populaire, c'est quand même un élu local. Patrice Leclerc, c'est plutôt un dissident du parti communiste, mais dans ses approches on sent qu'il est formaté ! Il a été formé. Enfin, c'est plus des caractéristiques d'élu, il a un positionnement au-delà... On ne le sent pas principalement préoccupé par l'Université populaire. C'est-à-dire que l'Université populaire l'intéresse comme un de ses points d'attache. (...) Serge et Jean ne remettront pas l'ordre en question. Ils ont mon âge, mais ça me fait penser à la génération de mon père. Ils ne feront pas de vagues, même pas une petite houle. Ils ne s'opposeront pas, c'est une forme de fidélité... L'ancienne fidélité communiste, ça reste très présent. Il y a des restes de la culture communiste, moi-même certaines fois je dois m'en défendre. Et il y a toujours la tendance à l'admiration d'un personnage qui sait. Le savoir, surtout par rapport à ceux qui ne savent pas, c'est un pouvoir. (...) Il n'y a aucune orientation décisive de l'Université populaire qui se prend sur une proposition d'un adhérent de l'Université populaire. À la limite, les adhérents ne seraient pas là, ça pourrait fonctionner comme ça fonctionne ».*

Entretien avec Claudette Padé, Militante de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

L'observation des réunions des différentes instances de l'association confirme la faible influence exercée par la base des adhérents sur les décisions concernant l'activité et le fonctionnement de l'association. L'animation de ces réunions est effectuée par des membres du groupe des pédagogues qui conservent généralement la maîtrise des débats. Pour l'élu local qui, en tant que secrétaire de l'association, anime les réunions du bureau, du conseil d'administration et de l'assemblée générale, l'exercice de la démocratie dans les mouvements sociaux ou les associations relève d'ailleurs d'une utopie, voire d'une hypocrisie. Selon lui, ces espaces sont toujours accaparés par quelques acteurs qui maîtrisent la parole politique et parviennent à influencer sur les décisions collectives. Dans le cas de l'Université populaire, il exprime néanmoins son souci d'une démocratie formelle qui laisserait la possibilité à n'importe quel acteur d'intervenir au cours des débats. Il illustre son propos par l'exemple du vote de la programmation annuelle lors de l'assemblée générale, qui a déjà été validée par le conseil d'administration sur proposition de la commission programmation.

*« Il y a un vrai problème démocratique dans tous les mouvements, le forum social... j'ai été dans les mouvements de forums social, européen, mondial, local, la démocratie participative... Même le petit truc politique que je fais en marge des grands partis, il faut avoir l'honnêteté de se dire que ce sont des grands lieux de magouilles où c'est toujours les mêmes qui décident. Des fois j'ai la chance de faire partie des cinq ou six qui décident du mouvement "historique" que cinq cents personnes vont voter, mais c'est pas des grands lieux de démocratie et de grande clarté. Ça reste hiérarchique, ça reste le jeu de la parole, de la facilité oratoire. (...) Mais il faut développer l'impertinence, il ne faut pas laisser des gens s'installer, omnipotents... Il faut accepter des fois des torsions à la démocratie, mais sans être dupe. Moi ce que je fais à l'Université populaire, je fais vachement gaffé à une démocratie formelle. Par exemple on a voté à l'assemblée générale, c'est complètement formel d'avoir voté la programmation. Bon, s'il y a un mec qui nous dit : "il faut faire ci, il faut faire ça"... c'est vrai qu'on serait dans la merde. Mais ce formalisme fait qu'on permet à quelqu'un de dire qu'il n'est pas d'accord et on permettrait à une majorité de bloquer. Donc il y a des actes formels indispensables en démocratie ».*

Entretien avec Patrice Leclerc, Conseiller général des Hauts-de-Seine, Conseiller municipal de Gennevilliers, Militant de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.

Malgré la constitution d'un groupe de référents issu de la base des adhérents et intégré dans les différentes instances de l'association, les principales décisions concernant l'activité et le fonctionnement de l'Université populaire sont le fait des militants qui maîtrisent les savoirs légitimes, ceux que nous avons nommés les pédagogues. Ces derniers ont une conception élaborée du projet de l'association et une vision d'ensemble de son activité, tandis que les référents ont une connaissance pratique du fonctionnement de l'association et une vision détaillée de chaque activité. Le conflit qui oppose ces deux groupes autour du travail du coordinateur met alors en lumière deux approches plus générales de l'autonomie associative. Pour les étudiants référents, l'Université populaire constitue une fin en soi. Ces acteurs revendiquent une autonomie radicale de l'association, c'est-à-dire la prise en compte de ses seuls intérêts dans la définition de son activité et de son fonctionnement. Pour les pédagogues, sans être un pur instrument au service d'une autre cause, l'Université populaire constitue un moyen dans une perspective plus générale de transformation de la société. L'autonomie de l'association renvoie à l'indépendance à l'égard de toute organisation, ce qui n'empêche pas la prise en compte d'intérêts extérieurs à l'association pour inscrire celle-ci dans une action plus générale.

## **Conclusion**

La désagrégation des communautés ouvrières n'est pas seulement liée aux processus de désindustrialisation et de fragilisation de la société salariale, elle se comprend également au travers des évolutions du parti communiste français et des transformations des configurations politiques locales. L'organisation socio-politique des « banlieues rouges », telle qu'elle se constitue dans les années 1930-1950, repose notamment sur la centralité du parti communiste auquel sont affiliées de nombreuses organisations syndicales et associatives. Le système communiste est alors fortement hiérarchisé et la sacralisation des textes fondateurs (Marx, Lénine, Staline) fige une pensée doctrinaire incontestable. La crise de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009) à partir des années 1950 et les mobilisations de Mai 1968 ouvrent le parti communiste à d'autres groupes sociaux que les ouvriers et les paysans, notamment les couches moyennes cultivées. Cette période dite de *aggiornamento* est également marquée par une réouverture de la pensée communiste et par des stratégies d'alliance avec d'autres partis politiques au sein d'une union de la gauche. Le retour à l'orthodoxie à la fin des années 1970 correspond au repli des dirigeants communistes sur sa base ouvrière et à la réaffirmation

de l'autorité des cadres de l'appareil partisan. Le déclin électoral du PCF et la baisse du nombre d'adhérents sont observables dès le début des années 1980. L'effondrement de l'Union soviétique contribue à marginaliser encore plus le parti communiste français au niveau national et les différentes réformes entamées à partir de 1994 n'enrayent pas le déclin du PCF qui ne représente plus que 2 % des suffrages lors de l'élection présidentielle de 2007.

Les conséquences du déclin du PCF au niveau local s'observent notamment dans la désunion des organisations qui formaient le milieu partisan communiste. La perte de centralité du parti s'accompagne en effet d'une fragilisation du travail d'homogénéisation du milieu partisan. Dès la fin des années 1970, de nombreux conflits ouverts entre des sections syndicales de la CGT, des élus municipaux communistes et des cadres du parti révèlent l'autonomisation progressive des organisations formant le milieu partisan communiste. De grandes associations, tel le Secours populaire, s'émancipent également de la tutelle du parti. À Gennevilliers, la désagrégation du système communiste s'accompagne d'un affaiblissement des réseaux territoriaux communistes. La baisse du nombre de cellules locales et d'associations contrôlées par les militants communistes réduit l'emprise des dirigeants locaux sur la vie sociale dans les quartiers. Le déclin du PCF au niveau national voit toutefois la municipalité genevilloise affirmer son indépendance à l'égard de l'appareil du parti. Face à la perte d'attrait du PCF au niveau national et à l'affaiblissement des réseaux territoriaux communistes, les élus municipaux mettent en œuvre une stratégie de mobilisation des habitants au travers de dispositifs participatifs. Détachés de l'appartenance au parti communiste et centrés sur des enjeux à l'échelle de la ville et des quartiers, les différents dispositifs participatifs permettent de mobiliser les habitants de manière plus large et plus diverse que les réseaux liés au parti communiste. Pour les élus locaux qui initient et contrôlent ce type de mobilisation, l'enjeu consiste à renouveler les formes de participation à la vie publique locale face à ce qu'ils nomment « une baisse du militantisme ».

Ce constat d'une baisse du militantisme est peu contestable si l'on prend en considération l'évolution des organisations qui formaient le milieu partisan communiste. On observe à la fois une baisse des adhérents au niveau de la section locale du parti, des cellules locales et de la CGT, et une moindre emprise des militants communistes sur les associations locales telles que les parents d'élèves et les amicales de locataires. Néanmoins, si l'on prend en considération le nombre des organisations associatives (près de 200 sur la ville), le constat d'une baisse du militantisme devient en partie contestable. Le cas de l'Université populaire illustre une forme de reconversion militante au sein du monde associatif. Une majorité des

responsables de cette association sont en effet des militants ayant quitté le parti communiste soit après les mobilisations de Mai 1968, soit après la réactivation de la matrice stalinienne à la fin des années 1970, soit lors des multiples tentatives de refonte du parti communiste à partir des années 1990. L'analyse des raisons du désengagement communiste et de l'engagement dans l'associatif met en lumière une préoccupation commune pour un fonctionnement autonome et délibératif. Conformément à l'hypothèse formulée sur la transformation des modes d'engagement, les évolutions du milieu partisan communiste depuis les années 1970 s'accompagnent bien d'une autonomisation croissante des associations au sein des configurations politiques locales. Alors que les associations représentaient dans le système communiste des « courroies de transmission » au service de la révolution, elles formeraient aujourd'hui des entités indépendantes dont l'action serait locale et spécialisée.

Le problème publicisé par les militants de l'Université populaire est celui de la transmission des savoirs auprès des classes populaires, notamment auprès des personnes n'ayant pas ou plus accès à l'enseignement supérieur. Cette action associative s'inscrit dans le contexte plus général de la crise de l'institution scolaire et du renouveau de l'éducation populaire. À Gennevilliers, le projet de l'Université populaire s'inscrit également dans le cadre de la désadhésion au parti communiste et de l'épuisement de l'idéologie socialiste dans sa version révolutionnaire. La connaissance des savoirs théoriques et l'apprentissage à la pensée critique sont alors conçus comme des moyens nécessaires à l'exercice de la citoyenneté et comme des chemins d'émancipation individuelle. L'analyse de la mise en œuvre de ce projet associatif met toutefois en lumière la faible participation des classes populaires au niveau du suivi des enseignements. Les adhérents de l'Université populaire sont généralement des membres des professions intermédiaires des secteurs de l'éducation et de la culture, ayant déjà une certaine maîtrise des savoirs théoriques et une appétence pour l'étude. Au niveau du fonctionnement, la présence d'un groupe d'adhérents-référents dans les différentes instances de l'association illustre la volonté de l'ensemble des militants de créer des lieux de débats où s'exprime la pluralité des points de vue sur l'activité et le fonctionnement de l'association. Néanmoins, l'asymétrie face aux savoirs théoriques entre le groupe des pédagogues et le groupe des étudiants génère une hiérarchie implicite et une division du travail entre les décideurs d'un côté et les exécutants de l'autre. On retrouve alors une des limites à la participation associative des classes populaires dans le cadre d'une organisation associative autonome et spécialisée, à savoir l'importance accrue des ressources personnelles mises au service du collectif (Ion, 1997).

L'analyse du fonctionnement et de l'activité de l'Université populaire des Hauts-de-Seine apporte également des nuances concernant la distinction entre les modèles d'engagement militant et d'engagement distancié. Comme nous l'avons indiqué dans le deuxième chapitre, la question de la transformation des modèles d'engagement renvoie à deux dimensions : celle liée aux formes de l'engagement et celle liée à l'implication des individus dans les collectifs. La transformation des formes de l'engagement correspond au passage d'un engagement dans un type d'organisation structurée verticalement et insérée dans une structure nationale à un engagement dans un type d'organisation structurée horizontalement et insérée dans un contexte local. Dans le cas étudié, le rejet de l'autorité hiérarchique et du principe de délégation s'accompagne en effet d'une recherche d'un fonctionnement autonome et délibératif au sein de l'association, même si ces principes ne sont pas toujours appliqués. Du point de vue de l'implication des individus dans les collectifs, le passage de la dominance relative du modèle de l'engagement militant à celle du modèle de l'engagement distancié repose sur un affaiblissement du lien entre l'individu et le collectif que symbolise l'image du passage du « timbre au post-it » (Ion, 1997). Le renversement du rapport entre les valeurs collectives anciennement dominantes et les valeurs individuelles aujourd'hui prépondérantes conduirait à un type d'engagement volontaire de plus en plus lié à la réalisation de projets personnels, tandis que l'attachement à une cause commune ou à une identité collective serait en retrait (Eme, 2001 ; Putnam, 2006 ; Worms, 2006). Or, pour une majorité des acteurs rencontrés, la participation au sein de cette association locale et autonome se rapproche du modèle de l'engagement militant. Cela s'observe particulièrement pour les membres du groupe des référents. Si l'on ne relève pas de lien fusionnel entre les individus et l'institution, l'engagement bénévole de ces acteurs démontre un fort attachement à l'association. Le groupe des référents, qui s'est autodenommé le groupe des « acharnés », est présent dans toutes les instances de l'association et les acteurs les plus investis suivent la quasi-totalité des cours et des conférences de l'Université populaire. Malgré la permanence d'une situation conflictuelle, ces acteurs maintiennent une fidélité à l'égard de l'association qui fait écho à l'ancienne fidélité communiste. Contrairement aux motifs de désengagement du parti communiste, la frustration liée à la faible prise en compte de leurs revendications ne s'accompagne pas d'une désillusion à l'égard du projet de l'association. Ceci explique en partie le maintien de leur engagement au sein de l'Université populaire. Au travers des trajectoires et des pratiques de ces acteurs, on observe donc la conciliation d'une volonté de participation directe au sein d'une organisation autonome avec un engagement de type militant conduisant à la prédominance des valeurs collectives sur les valeurs individuelles.





## Chapitre VI - La participation associative et les configurations politiques locales en Argentine

### *Introduction*

Dans la deuxième partie, nous avons vu comment les formes de sociabilité politique dans les quartiers populaires se sont modifiées dans le contexte de la désindustrialisation et de la fragilisation de la société salariale. En lien avec le processus de désaffiliation des classes populaires, diverses organisations associatives se constituent dans les territoires paupérisés dans une logique de survie et dans une logique de contestation. Ces associations territoriales, notamment les organisations *piqueteras*, acquièrent une plus grande importance à la fin des années 1990 grâce aux ressources des politiques sociales territorialisées. Après la crise de 2001 et l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner en 2003, une partie de ces organisations coopère avec l'État pour mettre en œuvre les politiques sociales dans les territoires populaires. Dans ce chapitre, l'analyse porte davantage sur les évolutions du parti péroniste durant les années 1980-1990 afin de mettre en lumière les transformations des configurations politiques locales. La moindre influence des syndicats au sein du parti justicialiste et la territorialisation de la politique modifient en effet les relations entre les organisations péronistes et les classes populaires. Contrairement au parti communiste français qui décline à partir de la fin des années 1970, le parti justicialiste parvient à maintenir son influence au niveau national et au niveau local en raison notamment d'une réforme de son organisation interne et du développement de réseaux clientélares dans les territoires paupérisés, notamment dans la périphérie urbaine de Buenos Aires. Le péronisme s'est ainsi adapté à la désagrégation du monde ouvrier et à la dominance relative de l'idéologie néolibérale tout en conservant une adhésion massive des classes populaires (Levitsky, 2005).

De nombreux travaux ont déjà mis en lumière l'importance des rapports clientélares dans les quartiers populaires du *conurbano*, notamment concernant le rôle des unités de base péronistes et des médiateurs politiques (*punteros*) au sein d'un réseau de résolution de problèmes (Auyero, 2001). Dans ce chapitre, la participation associative est analysée en relation avec le changement des formes d'engagement des habitants des quartiers populaires. Si le retour à la démocratie en 1983 s'est accompagné de nombreuses adhésions aux deux

principaux partis (l'Union civique radicale et le Parti justicialiste), on observe toutefois une crise de la représentation partisane à la fin des années 1990<sup>251</sup> (Torre, 2003). Loin de signifier une désaffection pour la politique et le régime démocratique, « la crise de la représentation partisane est une expression de la vitalité des attentes démocratiques. Bien plus, en général, le malaise avec la représentation constitue un symptôme de changements opérés dans la culture politique de franges significatives de l'électorat » (*Ibid.*, p. 656). La défense des droits civils et le contrôle de la légalité de l'action publique ont notamment permis de renforcer le pouvoir d'organisations citoyennes à l'égard des institutions politiques. Au tournant de l'an 2000, les divers mouvements de protestation ont également mis en lumière l'émergence d'un ethos militant caractérisé par un ancrage territorial, une revendication d'autonomie et une démocratie directe (Svampa, 2011). Dans le contexte de la modification du lien entre les citoyens et les représentants politiques, comment s'articulent les relations entre les organisations politiques et les associations à l'échelle locale ? Au-delà du clientélisme politique et de l'instrumentalisation des associations, observe-t-on des formes de recomposition des liens entre les militants politiques et les militants associatifs dans les quartiers populaires ? L'engagement associatif dans des organisations locales, autonomes et spécialisées est-il davantage valorisé que l'engagement politique dans des organisations partisanses ?

Pour répondre à ces questions, le chapitre est structuré en deux parties. Dans un premier temps, nous revenons sur les transformations des configurations politiques locales liées à la *desindicalización* (désyndicalisation)<sup>252</sup> du parti péroniste et au développement de réseaux clientélares dans les quartiers populaires. Le cas de la municipalité de Tres de Febrero illustre bien cette évolution du parti péroniste, notamment en référence à la construction du pouvoir du maire de la commune élu à six reprises depuis 1991. Issu du syndicalisme de la métallurgie, ce dernier s'est allié au puissant gouverneur de la province de Buenos Aires Eduardo Duhalde dans les années 1990 pour asseoir son pouvoir local à partir de réseaux

---

<sup>251</sup> Outre les mobilisations contre les réformes économiques et la corruption des dirigeants politiques, l'augmentation des votes nuls et blancs indique une défiance à l'égard de la représentation partisane. Entre 1983 et 1999, le vote nul se situe entre 0,5% et 1,5%, et le vote blanc oscille entre 2% et 4%. Lors des élections législatives de 2001, à quelques mois de la crise économique et politique, le vote nul représente 12,5% des suffrages exprimés et le vote blanc en représente 9,4%.

<sup>252</sup> Alors que la notion de désyndicalisation renvoie en France à la baisse des effectifs des organisations syndicales, la « désyndicalisation du parti péroniste » fait référence à la perte d'influence des responsables syndicaux au sein de l'organisation partisane.

territorialisés. L'hégémonie exercée par ce dirigeant politique sur le territoire repose néanmoins sur des alliances avec d'autres groupements politiques dont les pratiques dans les quartiers populaires peuvent reposer sur d'autres types de relations avec les habitants. Dans la seconde partie, l'analyse porte ainsi sur un groupe de jeunes militants péronistes qui cherche à renouveler leur lien avec les habitants au travers d'un engagement associatif. Deux cas d'associations, liés aux problèmes de la dégradation de l'espace urbain et du développement des services collectifs, illustrent les interactions qui se créent entre les habitants et ces militants politiques, notamment en référence à l'autonomie de ces associations à l'égard des logiques partisans.

## ***VI.1 Les transformations des configurations politiques locales***

### **VI.1.1 La *desindicalización* du parti péroniste**

#### **VI.1.1.1 Le péronisme et les syndicats**

Nous avons évoqué dans le quatrième chapitre dans quelle mesure l'avènement du péronisme au milieu des années 1940 est lié à la mobilisation des classes populaires en faveur de Juan Perón et aux liens qui unissent les organisations syndicales au parti péroniste. Les syndicats jouent en effet un rôle central dans la formation de la classe ouvrière argentine durant les années 1930-1940 et dans la consolidation d'une nouvelle identité politique à partir de 1945 (Torre, 1989). La participation des syndicats au sein du péronisme ne relève pas d'une simple construction de pouvoir, ni d'une cooptation entre élites politiques et élites syndicales, elle renvoie à un processus d'identification des travailleurs avec un leader charismatique et un projet politique. À de rares exceptions près, les organisations syndicales et leurs principaux dirigeants n'ont cessé d'être affiliés au péronisme depuis son avènement jusqu'aux années 2000 (Levitsky, 2005, p. 51). Ainsi que le relate Naum Poliszuk, ouvrier textile et militant du parti communiste argentin chargé de « l'organisation des masses », l'identité péroniste était si forte et si diffuse parmi les ouvriers que l'alliance avec les syndicalistes péronistes était nécessaire pour gagner n'importe quel type d'élection.

*« Quand il y avait des élections syndicales dans l'usine, une usine de 2000 ou 3000 ouvriers... Moi, j'étais communiste, reconnu comme tel, mais si j'allais dans une liste purement communiste, je perdais. On était minoritaire, d'autant plus que le parti*

*communiste argentin était vu comme un auxiliaire de Moscou. Dans l'usine, je cherchais l'unité, je cherchais la victoire. Quelle était l'idée majoritaire ? Le péronisme. Alors, je m'unissais avec les péronistes. On faisait des listes communes et on gagnait à toutes les élections ! J'étais membre de la commission des délégués, vice-président de la section, secrétaire du comité de grève... J'étais une sorte de cadre moyen, de représentant reconnu par les péronistes. J'ai toujours travaillé avec les péronistes et j'ai toujours gagné. (...) J'étais considéré dans le mouvement ouvrier comme une espèce de penseur, comme un intellectuel même si je ne suis jamais allé à l'université. Ils me reconnaissaient ces qualités, mais mon rapport était d'égal à égal. Même plus, j'admirais le fait qu'ils aient une masse, alors que moi je n'avais pas de masse. Ils avaient une masse péroniste. Dans une usine où il y avait 1000 ouvriers, 950 étaient péronistes. De la classe ouvrière, 90% était péroniste ».*

Entretien avec Naum Poliszuk, Ouvrier textile, Militant syndical et communiste.

Lorsqu'en septembre 1955, Juan Perón est renversé par un coup d'état militaire et contraint à l'exil, le parti justicialiste est proscrit de la vie politique. Le gouvernement militaire autodénommé « Révolution libératrice » (1955-1958) supprime la constitution de 1949, interdit la référence au péronisme pour toute organisation partisane et contrôle la direction des syndicats. Il met également en œuvre une répression à l'égard de toute forme de contestation et interdit le fait de prononcer publiquement le nom même de Perón (Spinelli, 2005). La « résistance » péroniste à l'encontre de toutes ces interdictions est principalement menée par des militants syndicaux (James, 1990). Par la suite et jusqu'au retour de Perón en 1973, les organisations syndicales forment le principal espace d'engagement pour les militants péronistes. Ainsi que le signale Luis Alberto Romero, les adversaires politiques et économiques du péronisme se sont heurtés à « une classe ouvrière mature, bien défendue dans un marché du travail proche d'une situation de plein emploi, homogène et avec une claire identité sociale et politique », ainsi qu'à « l'indissoluble identification des travailleurs avec le péronisme, forte avant 1955, mais définitivement scellée après cette date » (2001, p. 135).

Néanmoins, la proscription du parti péroniste, le long exil de son leader historique (1955-1973) et les persécutions durant les dictatures militaires ne sont pas sans conséquence sur l'organisation du conglomerat péroniste. À l'État péroniste succède alors le mouvement péroniste au sein duquel participent différents groupes et différentes tendances politiques sans

qu'une ligne hiérarchique ne soit clairement dessinée<sup>253</sup>. D'après Levitsky, de la destitution de Perón en 1955 à la fin de la dernière dictature militaire en 1983, « le péronisme n'a jamais eu une structure organisationnelle cohérente. Il n'y a pas eu un Parti péroniste, mais plusieurs et la majeure partie des organisations agissait en dehors de lui. Le mouvement n'est pas parvenu à fixer des règles stables pour la sélection de ses dirigeants, à structurer des relations internes d'autorité, ni à contrôler la participation des syndicats. De fait, le lien entre le parti et les syndicats s'est maintenu fluide et diffus, malgré le rôle central – voir parfois hégémonique – joué par ces derniers au sein du péronisme urbain » (2005, p. 62). La faible organisation du mouvement péroniste et la diversité des courants internes apparaissent notamment lors du second gouvernement péroniste (1973-1976) avec une conflictualité non maîtrisée et des phénomènes de violences.

#### **VI.1.1.2 Retour à la démocratie et réforme du parti péroniste**

Lorsqu'en 1982 la junte militaire annonce son retrait du pouvoir et la tenue de nouvelles élections libres, le péronisme se structure à nouveau sous la forme partisane. En raison de la longue période de proscription du parti péroniste, les militants investis spécifiquement dans l'activité politique (élus ou membres du gouvernement de 1973 à 1976) sont dominés dans la nouvelle organisation partisane par les cadres issus du syndicalisme. Les dirigeants des principales organisations syndicales exercent un contrôle de fait à l'intérieur du parti justicialiste. Au début des années 1980, les syndicats disposent en effet des principales sources de financement de l'activité militante, ainsi que des principaux moyens de mobilisation de l'électorat péroniste traditionnel (*Ibid.*, p. 125-126). La campagne électorale de 1983 – qui rassemble la totalité des charges électives aux niveaux municipal, provincial et national – est conduite selon une ligne orthodoxe qui réactive le clivage entre un pôle péroniste et un pôle antipéroniste. Or, les situations de chaos et de violences qui ont marqué les années 1970 génèrent en retour un important rejet de la radicalisation politique et de toute forme d'autoritarisme.

---

<sup>253</sup> Les années 1960 et 1970 voient notamment la montée de groupes armés dont les idéologies et les pratiques s'inscrivent dans le cadre du socialisme révolutionnaire ou du conservatisme révolutionnaire. Les organisations syndicales sont elles-mêmes partagées entre le conflit et la négociation avec les institutions étatiques.

Au cours de la dernière dictature (1976-1983), c'est moins les organisations syndicales<sup>254</sup> que les associations de défense des droits de l'Homme qui ont manifesté le pouvoir des citoyens de contester pacifiquement l'autorité des militaires. Parmi les différentes organisations du mouvement des droits de l'Homme, l'association des Mères de la place de Mai joue un rôle majeur en publicisant le problème de la disparition de milliers de jeunes considérés comme « subversifs » par les militaires. En accord avec Luis Alberto Romero, on peut considérer que « les organisations des droits de l'Homme ont non seulement installé la question des disparus au centre du débat, mettant les militaires sur la défensive, mais elles ont encore imposé à la pratique politique une dimension éthique, un sens de l'engagement et une primauté des accords de base de la société sur les affiliations partisans qui, dans le contexte des expériences antérieures, était véritablement original » (2001, p. 237). Dans la société argentine du début des années 1980, l'idée de démocratie prend alors un sens nouveau. Elle symbolise la voie d'un possible dépassement des antagonismes permettant la résolution de l'ensemble des problèmes sociétaux (*Ibid.*, p. 238). Le candidat de l'Union civique radicale (UCR) à l'élection présidentielle, Raúl Alfonsín, inscrit pleinement sa campagne électorale dans ce cadre d'une démocratie aux vertus régénératrices. Au soir du 30 octobre 1983, Alfonsín est élu à la présidence de la République avec 51,75% des voix contre 40,16% pour son adversaire péroniste. L'Union civique radicale obtient également la majorité parlementaire, ainsi que le tiers des gouvernements provinciaux (7 sur 22) dont celui de Buenos Aires. À Tres de Febrero, comme dans 91 des 125 districts de la province de Buenos Aires, l'UCR prend la direction de la municipalité.

Pour la première fois de son histoire, le parti péroniste est battu lors d'une élection libre. Loin d'être anecdotique, cet événement vient contredire la « loi d'airain » de la vie politique argentine selon laquelle une victoire péroniste est inéluctable lors d'élections véritablement démocratiques. Pour les militants péronistes de Tres de Febrero, les premiers doutes apparaissent néanmoins durant la campagne électorale face au rejet du péronisme par certains habitants, notamment les plus jeunes. Ainsi que le relate Irma Daufi, militante syndicale et politique péroniste, la défaite du parti péroniste est tout de même vécue avec douleur et plonge nombre de militants dans l'incompréhension.

---

<sup>254</sup> Les organisations syndicales ont toutefois mené plusieurs grèves générales contre le gouvernement militaire dans les dernières années de la dictature.

*« Les radicaux ne pensaient pas qu'ils allaient gagner la province de Buenos Aires. C'est pour ça qu'ils ont mis des candidats de peu d'importance pour la province ou à Tres de Febrero<sup>255</sup>. Ici, il n'y avait presque pas de militants radicaux, il n'y avait personne ! Et pourtant ils ont gagné... Je me souviens quand on allait parler avec les gens, je vois une amie : "Comment ça va ? Alors, tu vas voter ? On doit gagner !" et elle me dit : "Moi, oui. Ma sœur aussi, mais mes enfants... aucun ne va voter pour le péronisme !". Je lui dis : " Comment ils ne vont pas voter pour le péronisme ?! Fils de péronistes, d'une famille péroniste, comment ils ne vont pas voter pour le péronisme ?! Dis à tes fils de se réunir avec leurs amis et je viendrai parler avec eux." Je me retrouve devant six gamins, je tente de les convaincre... mais rien ! Ils étaient tellement convaincus, j'ai compris qu'ils n'allaient pas voter pour le péronisme. À partir là, on a travaillé pour aller chercher jusqu'au dernier sympathisant. (...) Au soir de l'élection, j'ai eu comme une crise. Avec les poings serrés, je tapais contre le mur jusqu'à en avoir mal, à en avoir des bleus. Et je pleurais, je pleurais... parce que c'était une chose que je ne pouvais pas comprendre... je ne pouvais pas le comprendre. Ça a été dur, ça a été très dur de perdre. Ça a été terrible ».*

Entretien avec Irma Daufi, Militante syndicale et politique péroniste, Responsable de la Direction d'action communautaire de la municipalité de Tres de Febrero.

Les élections de 1983 marquent l'affaiblissement de la dualisation de la vie politique entre un pôle péroniste et un pôle antipéroniste, et ouvrent la voie à une démocratie de partis pacifiée et respectueuse du résultat des urnes. De même, la division de l'électorat en référence aux classes sociales devient moins pertinente puisque le triomphe de l'UCR tient au fait d'avoir capté une portion de l'électorat populaire traditionnellement acquis au péronisme tout en concentrant le vote des classes moyennes et supérieures (Torre, 2003, p. 648-649). En somme, le retour à la démocratie s'accompagne de l'instauration de nouvelles règles du jeu politique qui mettent à mal la dimension corporatiste du péronisme. Au cours de la deuxième moitié des années 1980, le parti péroniste se transforme alors radicalement au travers du processus de *desindicalización*. Dominateurs au sein du parti justicialiste, les syndicats portent en effet la responsabilité de la défaite de 1983 (Ferrari, 2009), mais aussi celle des élections législatives partielles de 1985 au cours desquelles le péronisme connaît le plus faible

---

<sup>255</sup> À Tres de Febrero, prévoyant effectivement la défaite électorale, les principaux dirigeants locaux de l'Union civique radicale se sont positionnés sur les premiers postes de conseillers municipaux et ont abandonné la candidature à la municipalité à un « outsider » (Ollier, 2010, p. 161).



score de son histoire avec 35% des voix. Le discrédit des syndicats croît également dans l'opinion publique en raison de la forte pression exercée à l'encontre du gouvernement national, notamment les treize grèves générales conduites par la CGT (Martuccelli, Svampa, 1997, p. 38). Durant les années 1980, les syndicats sont encore affaiblis d'un point de vue économique en raison du processus de désindustrialisation qui provoque une baisse conséquente des cotisations (autour de 50% pour les syndicats de l'industrie). La montée du travail informel dans les zones urbaines, et particulièrement dans le Grand Buenos Aires, fragilise aussi le lien qui pouvait unir les syndicats avec les classes populaires via le monde des usines et des ateliers.

Au milieu des années 1980, le courant politique dit de la « Rénovation péroniste » gagne en importance au sein du parti et en modifie l'organisation. Si les élections de 1983 et 1985 sont des échecs dans la conquête du pouvoir national, elles ont néanmoins permis à une multitude de péronistes d'accéder à des postes électifs tels ceux de députés nationaux et provinciaux, de gouverneurs de province, de maires ou encore de conseillers municipaux. Alors que les ressources syndicales déclinent durant cette période, les professionnels de la politique mobilisent les ressources provenant de la puissance publique pour construire des réseaux territoriaux et renforcer leur pouvoir tant au niveau de leur circonscription qu'au niveau du parti péroniste (Levitsky, 2004). Tirant expérience des échecs de 1983 et 1985, le courant des « rénovateurs » cherche à ouvrir le parti à d'autres secteurs sociaux que les classes populaires et à procéder à une « démocratisation interne » en soumettant au vote des militants le choix des dirigeants et des candidats. La poursuite de ces deux objectifs implique une confrontation avec les syndicats historiques du péronisme et la fin d'une règle informelle (le système des tiers) selon laquelle la branche syndicale du péronisme devait recevoir un tiers des postes de direction du parti et des candidatures, au même titre que la branche politique et la branche féminine.

En 1987, les dirigeants politiques issus du courant de la Rénovation péroniste accèdent aux responsabilités du parti et conduisent le péronisme vers de nouvelles victoires électorales au niveau de la législature nationale et des gouvernements provinciaux. Les dirigeants syndicaux ne sont pas exclus des instances politiques du péronisme, mais le lien organique

qui liait les syndicats au parti se défait<sup>256</sup>. C'est avec l'élection à la présidence de Carlos Menem – issu du courant de la Rénovation – et les réformes néolibérales opérées par ce dernier que les syndicats sont véritablement marginalisés au sein du parti péroniste<sup>257</sup>. Pour remporter la primaire péroniste à l'élection présidentielle de 1989, Carlos Menem et son colistier Eduardo Duhalde s'allient néanmoins avec les syndicats historiques du péronisme. Mais si le soutien de ces derniers s'est avéré décisif durant cette campagne interne, il n'a pas permis de recréer de liens institutionnels entre le parti et les syndicats (Levitsky, 2005, p.167). On observe, au contraire, la fondation de nouvelles plateformes syndicales acquises au candidat telle la *Mesa Sindical Menem Presidente* en 1988, puis la *Mesa de Enlace Sindical* en 1989, qui accentuent la personnalisation des rapports entre les syndicats et les politiques au sein du péronisme. On peut alors considérer avec Levitsky que « les mécanismes traditionnels de participation des syndicats dans le parti justicialiste ont été démantelés et [que] les réseaux clientélistes les ont remplacés en tant que lien primordial du parti avec la classe ouvrière et la classe inférieure, transformant ainsi le péronisme urbain en un parti clientéliste fondé sur le patronage » (2004, p. 10). Durant la décennie 1990, le péronisme redevient le premier parti argentin au prix d'une profonde transformation: le parti à base syndicale se converti à l'idéologie néolibérale. Au niveau de son ancrage social, il gagne des voix dans les couches moyennes et supérieures grâce notamment à la libéralisation de l'économie, et il maintient son emprise sur les couches populaires au travers de denses réseaux clientélistes.

---

<sup>256</sup> Entre 1983 et 1990, le taux de syndicalistes aux postes de direction nationale du parti passe de 37,5% à 25% et celui des syndicalistes au sein du bloc péroniste à la chambre des députés passe de 26% à 20% (Levitski, 2004, p. 19-20).

<sup>257</sup> Entre 1990 et 1995, le taux de syndicalistes aux postes de direction nationale du parti passe de 25% à 12,5% et celui des syndicalistes au sein du bloc péroniste à la chambre des députés passe de 20% à 4,6% (Levitski, 2004, p. 19-20). Le syndicalisme argentin est divisé durant la période ménémiste et les principales organisations sont fragilisées par la baisse des cotisations et une dette contractée lors des épisodes d'hyperinflation (Murillo, 1997).

## VI.1.2 La territorialisation de la politique

### VI.1.2.1 Programmes de lutte contre la pauvreté et réseaux clientélares dans le conurbano

Au niveau de la province de Buenos Aires, Eduardo Duhalde instaure un des principaux systèmes clientélistes du péronisme durant les années 1990. La carrière de cet homme politique se situe essentiellement dans le *conurbano*, notamment à Lomas de Zamora où il est élu maire en 1983. À la tête d'une des communes les plus peuplées et les plus pauvres de la banlieue de Buenos Aires, Duhalde tisse des liens avec de nombreuses organisations territoriales implantées dans les quartiers populaires. Il participe également à l'éviction des dirigeants orthodoxes du parti justicialiste provincial en s'alliant au courant de la Renovation, mais s'évertue à conserver l'unité du parti et à faire vivre des espaces de coexistence des différents courants telle la Ligue des maires du *conurbano* dont il devient le porte-parole (Ferrari, 2013). Élu député national et vice-président de l'assemblée en 1987, il se joint un an plus tard à la candidature présidentielle de Carlos Menem à qui il apporte le précieux soutien d'une partie des forces péronistes de la province de Buenos Aires. En 1989, Duhalde est élu vice-président de la nation aux côtés de Carlos Menem. Mais en 1991, il quitte l'exécutif national et devient gouverneur de la province de Buenos Aires. Soutenu par le président de la République, Duhalde obtient de ce dernier le transfert d'un important fonds public depuis l'État vers la province dans le cadre du *Programme de justice sociale pour la réparation historique du grand Buenos Aires*. Ce programme reçoit annuellement 10% des impôts sur le revenu, soit environ 500 millions de dollars, et doit servir à la réalisation de travaux publics dans les territoires les plus touchés par la pauvreté. Mais comme le remarque Marie-France Prévôt-Schapira, un second objectif est de « relégitimer le parti péroniste au travers d'une intervention visible dans le territoire » (1996, p. 90). De manière relativement occulte, l'argent circule de la province vers les municipalités sans que ne se dessine une politique sociale ou urbaine. « Le programme de justice sociale n'a pas été mené à partir d'une utopie, d'un projet social ; il a été mis au service du contrôle et de la gestion de l'espace politique le plus important du pays. (...) au-delà de l'enrobage technocratique, une philosophie simple a inspiré l'action publique : créer des écoles et des commissariats, et distribuer des chèques dans les quartiers » (*Ibid.*, p. 91). Autre programme emblématique des pratiques clientélares péronistes dans les quartiers populaires du *conurbano* dans les années 1990, le *Plan Vida* (Plan Vie) géré depuis le Conseil de la famille par l'épouse de Duhalde reçoit 200 millions de

dollars annuels et mobilise près de 10 000 femmes (*las manzaneras*) afin de distribuer des aliments de base et des produits de première nécessité à près de 500 000 personnes (Levitsky, 2005, p. 178).

À Tres de Febrero, les élections locales sont remportées par les candidats péronistes à partir de 1987. En 1991, c'est un militant syndical et politique, Hugo Curto, qui accède à la tête de la municipalité, grâce notamment à ses liens avec Eduardo Duhalde qui soutient sa candidature. La trajectoire de ce maire au pouvoir depuis 1991 (six mandats) illustre les changements opérés au sein du parti péroniste. Sa trajectoire militante se divise en effet en trois temps : une activité syndicale de 1950 à 1983, une activité politico-syndicale de 1983 à 1991 et une activité politique à partir de 1991. Ouvrier dans l'industrie textile dans les années 1950, puis dans l'industrie automobile dans les années 1960, Hugo Curto accède durant ces deux décennies à des responsabilités syndicales au niveau d'établissement. À partir des années 1970, il intègre la direction régionale de trois puissantes organisations syndicales : l'Union des ouvriers métallurgistes (UOM), le groupe des « 62 organisations » affiliées au péronisme et la CGT. Disciple du leader syndical Lorenzo Miguel<sup>258</sup>, son activité militante est intimement liée à son identification au péronisme. Avec le retour à la démocratie et grâce à la domination exercée alors par les syndicats au sein du péronisme, il devient président du parti justicialiste de Tres de Febrero. Néanmoins, sa trajectoire syndicale se poursuit puisqu'il intègre en 1983-1984 les directions nationales de la UOM, du groupe des « 62 organisations » et de la CGT. Malgré l'importance grandissante du courant politique de la Rénovation péroniste<sup>259</sup>, il fait partie de la liste des députés nationaux pour la province de Buenos Aires aux élections de 1987 et parvient même à être élu vice-président du groupe péroniste à l'assemblée<sup>260</sup>. Membre du congrès national durant la même période que Duhalde (1987-1991), Curto cultive ses relations avec le futur homme fort de la province de Buenos Aires ainsi qu'avec Carlos Menem à l'occasion de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 1989. Curto prend également part aux négociations concernant l'endettement

---

<sup>258</sup> Secrétaire général de la UOM durant les années 1970 et premier responsable du parti péroniste durant la campagne électorale de 1983, il a notamment défendu une ligne syndicale orthodoxe et a fait preuve de loyauté à l'égard des dirigeants politiques du péronisme.

<sup>259</sup> Le dirigeant péroniste qui accède à la municipalité de Tres de Febrero en 1987, Jorge Mangas, s'est inscrit dans le courant des rénovateurs (Ollier, 2010, p. 171).

<sup>260</sup> Sa trajectoire ne doit cependant pas faire illusion, il est alors l'unique député national pour la province de Buenos Aires à être issu de la direction des syndicats historiques du péronisme (Gutiérrez, 2001, p. 101).

des syndicats<sup>261</sup> et participe plus largement à la stratégie de « survie organisationnelle » de certains syndicats péronistes soutenant les réformes néolibérales en échange d'avantages correspondant au nouvel ordre économique<sup>262</sup> (Murillo, 1997). À la suite de son mandat de député national, Curto est donc élu maire de Tres de Febrero lors des mêmes élections qui voient Duhalde devenir gouverneur de la province de Buenos Aires. Il cesse alors d'exercer des responsabilités syndicales au niveau national, tout en maintenant des relations avec les organisations de travailleurs. À la tête de la municipalité de Tres de Febrero, Hugo Curto met en place un système reposant sur le contrôle des différentes institutions politiques locales et sur le développement de réseaux clientélares dans les différents quartiers de la ville.

Alors qu'on observe dans cette commune un relatif équilibre entre les différents courants internes au parti péroniste local durant les années 1980 (Ollier, 2010, p. 171-172), Hugo Curto place progressivement ses proches à tous les postes stratégiques. Il réduit alors la capacité de contestation tant de la part de l'opposition que des autres courants péronistes. Le conseil municipal est notamment contrôlé par un de ses fidèles adjoints qui annihile toute tentative de débat sur les comptes publics et la gestion de l'exécutif local (*Ibid.*, p. 187). D'après le témoignage d'Irma Daufi, militante syndicale et politique proche de l'ancien maire péroniste Jorge Mangas (1987-1991), Hugo Curto cherche à contrecarrer l'expression d'un pluralisme dans la vie politique locale et pratique la cooptation pour y maintenir son emprise.

*« Curto vient de la partie syndicale, de la UOM. Il a été secrétaire général de la UOM ici à Caseros, trésorier de la UOM centrale, il fut représentant argentin au Bureau international du travail à Genève... Ce n'est pas un idiot, il est très vif, très intelligent... Il se moque de ceux qui sont instruits, il se moque des débats parce qu'il a énormément d'orgueil. Il cherche toujours à amener les autres dans son groupe, mais pas dans la pluralité. Non, non ! Il faut se mettre derrière lui, bien en ligne. Et il faut marcher droit, comme un bon cheval ! (...) Depuis que je le connais, il est comme ça. Il a toujours joué ce jeu du puissant dirigeant syndical. »*

Entretien avec Irma Daufi, Militante syndicaliste et politique péroniste, Responsable de la Direction d'action communautaire de la municipalité de Tres de Febrero.

---

<sup>261</sup> L'endettement de la UOM au début des années 1990 est estimé entre 20 et 50 millions de dollars (Fair, 2008).

<sup>262</sup> Des syndicats ont ainsi pu acheter et administrer des entreprises privatisées, d'autres ont bénéficié de la création d'un marché des mutuelles de santé réservé aux syndicats. Rappelons que deux autres stratégies face aux réformes néolibérales sont mises en évidence par Murillo : la résistance et la subordination.

Le maintien d'Hugo Curto à la tête de la municipalité de Tres de Febrero durant plus de deux décennies renvoie au contrôle exercé sur les instances politiques locales ainsi qu'aux alliances passées avec les dirigeants de la province et de l'État. Comme nous l'avons indiqué précédemment, Curto est un allié d'Eduardo Duhalde avec lequel il participe à la construction d'un système politique territorialisé qui renforce le pouvoir du gouverneur de la province de Buenos Aires et celui des maires du *conurbano*. Ce système politique, couramment nommé « duhaldismo », repose en partie sur le *Programme de justice sociale pour la réparation historique du grand Buenos Aires* dont « les fonds sont généreusement dirigés vers Tres de Febrero » (*Ibid.*, p. 187). Grâce à ces fonds, Duhalde assoit son pouvoir dans la province durant les années 1990 en exerçant « une politique de récompenses et de châtiments extrêmement efficace pour satisfaire les demandes des districts les plus peuplés – avec un fort poids électoral –, pour gagner la réputation "d'homme d'action" (*hacedor*) et, surtout, pour discipliner les "barons" du *conurbano* » (Ferrari, 2012, p. 19). Dans la commune de Tres de Febrero, Hugo Curto a lui-même bénéficié de ces ressources pour gracier et châtier les militants péronistes du district. Il a également pu apparaître auprès de son électorat comme un dirigeant efficace, capable non seulement d'améliorer les infrastructures de la ville, mais aussi de répondre aux problèmes rencontrés par les secteurs populaires. Dans le contexte de l'appauvrissement de nombreux secteurs sociaux, l'omnipotence du maire et sa maîtrise des finances publiques sont alors justifiées par les situations d'urgence auxquelles l' élu doit faire face. Hugo Curto affirme à ce propos que « c'est une question opérationnelle. Il faut des ressources pour les urgences. Qu'est-ce que tu fais quand des gens désespérés frappent à la porte de la municipalité ? Tu leur dis d'attendre qu'une ordonnance soit approuvée ? »<sup>263</sup>

Nous avons vu dans le quatrième chapitre que le *conurbano* est un des territoires les plus affectés par la désindustrialisation, le chômage, l'appauvrissement et la ségrégation. Sans que Tres de Febrero n'apparaisse comme un des territoires les plus pauvres du Grand Buenos Aires, il existe plusieurs quartiers où se manifeste fortement le phénomène d'exclusion. C'est dans ce type de quartiers (*villa miseria, monoblocks*) que les réseaux clientélistes péronistes sont les plus présents. L'assistance portée aux populations marginalisées permet alors au parti péroniste de conserver son emprise électorale auprès des classes populaires, tout en mettant en œuvre des réformes structurelles néolibérales qui démantèlent la régulation du travail et l'État providence (Levitsky, 2004). « Les relations clientélistes peuvent augmenter la quantité de votes de manière directe grâce à l'échange de biens matériels contre des votes, ou de manière

---

<sup>263</sup> Cité dans Ollier (2010, p. 264).

indirecte grâce à la concession de faveurs (généralement l'accès à des ressources publiques) auprès d'activistes dont le travail peut apporter d'importants bénéfices électoraux » (*Ibid.*, p.8). Lorsqu'on analyse les résultats électoraux de Tres de Febrero en fonction des différentes localités qui la composent, on remarque en effet une corrélation entre le taux de pauvreté<sup>264</sup> et les résultats électoraux du parti justicialiste. Concernant les élections de 2003 et 2007, le pourcentage de votes valides<sup>265</sup> correspondant à la liste conduite par Hugo Curto est le plus élevé dans les circonscriptions électorales ayant le taux de pauvreté le plus important, et inversement (Tableau 16, Figure 1).

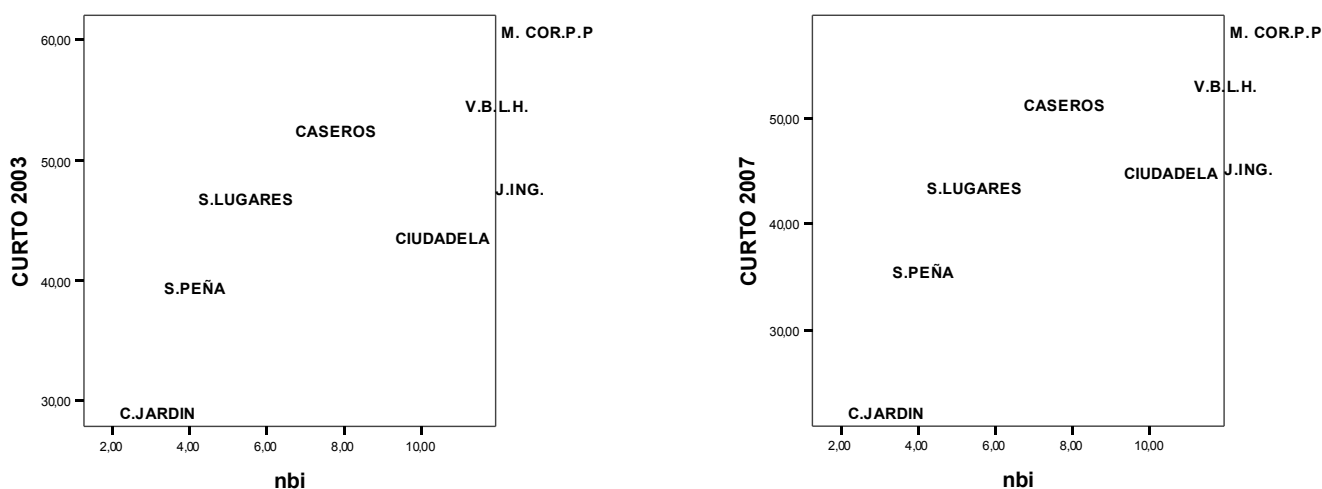
Tableau 16 – Circonscriptions électorales de Tres de Febrero selon la population, le taux de pauvreté en 2001 et les résultats électoraux de 2003 et 2007.

Circonscription électorale	Population	Taux de pauvreté	Résultats 2003		Résultats 2007	
			Curto	Second	Curto	Second
Martin Coronado Pablo Podestá Remedios de Escalada 11 de Septiembre	49 442	11,5 %	60,7 %	11,8 %	58,2 %	13,7 %
José Ingenieros	8 121	11,4 %	47,7 %	13,1 %	45,3 %	17,4 %
Villa Bosch Loma Hermosa Churruca Libertador	60 283	10,6 %	54,6 %	12,9 %	53,1 %	13,7 %
Ciudadela	72 257	8,8 %	43,6 %	13,1 %	44,9 %	15,7 %
Caseros	94 770	6,2 %	52,6 %	8,2 %	51,3 %	17,2 %
Santos Lugares	16 351	3,7 %	46,9 %	9,5 %	43,5 %	21,1 %
Saenz Peña	12 128	2,8 %	39,6 %	12,4 %	35,7 %	24,5 %
Ciudad Jardín	16 144	1,7 %	29,1 %	20,7 %	22,3 %	34,1 %
<b>Tres de Febrero</b>	<b>336 467</b>	<b>7,6 %</b>	<b>49,7 %</b>	<b>10,9 %</b>	<b>48,2 %</b>	<b>17,5 %</b>

<sup>264</sup> Pour apprécier le taux de pauvreté, on se réfère à l'indicateur de l'institut national de la statistique (Indec) qui rend compte du taux de foyers privés des nécessités de base (NBI, *Necesidades Básicas Insatisfechas*). Ces foyers répondent à au moins une de ces conditions : Surpeuplement (plus de 3 personnes par chambre) ; Logement précaire ; Insalubrité (absence de toilettes) ; Non scolarisation (au moins un enfant de 6 à 12 ans non scolarisé) ; Manque de ressources (au moins 4 personnes à charge par actif occupé, et chef de famille n'ayant pas terminé l'école primaire).

<sup>265</sup> Le nombre de votes valides correspond au nombre total de votes moins les votes blancs et nuls.

Figure 1 – Circonscriptions électorale de Tres de Febrero en fonction du taux de pauvreté et des résultats électoraux de la liste conduite par Hugo Curto en 2003 et 2007.



### VI.1.2.2 Diversité des groupements et des réseaux politiques locaux

La vision utilitariste et mécaniste des relations clientélares où des votes s'échangent contre des biens matériels est importante pour la compréhension de l'hégémonie péroniste dans les quartiers populaires, mais elle gagne à être complétée par une approche faisant place aux dimensions culturelles et identitaires telle que proposée par Javier Auyero (1997, 2001). Cet auteur reconnaît que « la distribution personnalisée de faveurs et de biens continue d'être indispensable pour l'obtention d'appuis, de loyautés et – en dernière instance – de votes » (1997, p. 20), mais il pousse plus loin l'analyse en se focalisant sur les formes et les raisons des pratiques clientélistes du péronisme. Le travail ethnographique réalisé au sein d'un bidonville (*villa miseria*) du *conurbano* met en lumière deux points essentiels à la compréhension des réseaux clientélares dans les quartiers populaires. En premier lieu, les acteurs en position de « clients » revendiquent une identité péroniste, ce qui complexifie la lecture des échanges de votes pour des biens et des services. La loyauté des habitants de la *villa miseria* envers les dirigeants politiques et les militants jouant le rôle d'intermédiaire dans ces quartiers ne s'explique pas uniquement au travers d'un comportement utilitariste, elle renvoie également à un attachement à des traditions et des cultures collectives que les réseaux clientélares réactivent régulièrement. En second lieu, plusieurs réseaux politiques coexistent dans ces quartiers que les habitants peuvent mobiliser à tour de rôle, hormis durant les périodes de compétition électorale qui voient les réseaux devenir exclusifs les uns des autres pour tenter de concentrer un maximum de soutien.



Le maintien au pouvoir municipal d'Hugo Curto ne doit donc pas occulter l'existence d'une diversité de groupements politiques (*agrupaciones políticas*) qui agissent également dans les quartiers de Tres de Febrero et qui peuvent mobiliser les habitants en référence à un projet politique autre que celui défendu par le cacique local. Nous avons ainsi vu dans le quatrième chapitre comment le Mouvement Evita développe ses réseaux dans les quartiers populaires grâce notamment à la gestion de coopératives de travail et s'inscrit pleinement dans l'action politique menée par la présidente Cristina Kirchner. Or, Curto ne s'est jamais allié avec les Kirchner que sous la contrainte, son principal lien avec la politique nationale étant l'ancien gouverneur de la province et président de la République Eduardo Duhalde. Suite à la victoire des kirchnéristes sur les duhaldistes lors des élections législatives de 2005, Curto a dû composer avec l'élection de six conseillers municipaux issus de la liste kirchnériste<sup>266</sup> et s'est rapidement attelé au rapprochement entre les deux forces politiques péronistes, tant au niveau local que national. En 2007, c'est en alliance avec Cristina Kirchner qu'il est élu pour la cinquième fois à la tête de la municipalité de Tres de Febrero<sup>267</sup>. Ces jeux d'alliances mettent autant en lumière l'habileté politique de Curto pour se maintenir au pouvoir que ses propres limites pour contenir la montée d'autres groupements politiques. S'il parvient à placer ses proches aux postes stratégiques de la politique locale, il doit également dégager des espaces pour les militants péronistes qui s'intègrent au gouvernement municipal tout en construisant leur propre groupement politique.

C'est le cas notamment du groupement dénommé *Perón vuelve* (Perón revient) auprès duquel nous avons enquêté. Ce groupement est fondé en 1985 par Miguel Rios, médecin de formation et militant péroniste depuis le début des années 1970, lorsque ce dernier s'installe à Tres de Febrero après avoir étudié, travaillé et milité dans la ville de Buenos Aires. Lorsque les péronistes gagnent les élections municipales de 1987, Miguel Rios est nommé à la direction du service de Santé publique. Par la suite, il est élu à trois reprises au conseil municipal (1989-2001) et affronte Hugo Curto dans une élection interne au parti péroniste pour la candidature à la tête de la municipalité en 1998. À partir de 2001, il prend la direction du secrétariat général de la municipalité et laisse la charge de conseiller municipal à un jeune

---

<sup>266</sup> Le conseil municipal est composé de 24 membres élus pour quatre ans, mais se renouvelle pour moitié tous les deux ans.

<sup>267</sup> En 1999, à l'instar des listes « miroirs » qui fleurissent dans la province de Buenos Aires, Curto parvient à intégrer sa candidature et celles de ses conseillers municipaux dans trois listes électorales, et à contrecarrer ainsi l'« effet national » de la coalition de centre-gauche « Alianza » (Ollier, 2010, p. 198-201).

membre de son groupement, selon les accords passés avec Hugo Curto et les autres organisations péronistes locales.

Le groupement *Perón vuelve* compte en effet parmi les plus importants du district. Miguel Ríos en est toujours le référent principal, mais il codirige cette organisation politique avec sept autres personnes qui forment le conseil de direction (*mesa de conducción*). Une fois par mois, une réunion rassemble une soixantaine de militants qui, en plus de leur emploi à la municipalité ou dans une institution publique, sont responsables d'une organisation territoriale. Le groupement compte notamment trente unités de base péronistes réparties aux abords ou à l'intérieur des quartiers populaires de la commune. Lorsque le groupement réunit l'ensemble de ses sympathisants, pour des cérémonies liées à la culture péroniste ou pour des repas conviviaux (Photo 23, Photo 24), l'assistance compte plusieurs centaines de participants (800 lors de notre enquête). Comme l'indique Miguel Ríos, cette organisation politique permet de rassembler des militants de différentes générations et de couvrir l'ensemble du territoire de la commune.

*« Les relations dans le groupement sont assez lâches, elles ne sont pas du tout verticales, mais bien plutôt transversales. On a un conseil de direction pour l'analyse au sein duquel participent des jeunes et d'autres personnes plus âgées qui voient la réalité politique et la réalité sociale depuis une autre perspective. (...) L'autre espace de participation est la réunion plénière qui se tient au moins une fois par mois. Chaque homme qui intègre le conseil de direction invite les personnes avec lesquelles il travaille habituellement, que ce soit d'un point de vue territorial ou d'un point de vue institutionnel. De toute façon, ce n'est pas un hasard si cela couvre pratiquement tout le territoire. Tout Tres de Febrero est représenté dans cette réunion ».*

Entretien avec Miguel Ríos, Militant politique péroniste, Dirigeant du groupement *Perón vuelve*, Ancien conseiller municipal de Tres de Febrero.

Photo 23 – Le groupement *Perón vuelve* convie l'ensemble de ses sympathisants à un repas en l'honneur de la fête nationale (*locro patriótico*), le 09 juillet 2010 à Caseros.



Photo 24 – Des bus sont affectés pour faire venir les sympathisants des différents quartiers vers la salle où se tient le repas en l'honneur de la fête nationale, le 09 juillet 2010 à Caseros.



Le groupement *Perón vuelve* est donc relié à de nombreuses organisations territoriales dont le statut est plus ou moins formel. Dans les quartiers populaires de Tres de Febrero, situés principalement au nord de la ville, les associations d'habitants sont majoritairement informelles. Elles reposent sur l'activisme d'un(e) habitant(e) qui, en tant que responsable d'une partie d'un quartier, canalise les demandes d'un groupe de voisins et réceptionne les aides apportées par les militants politiques (nourriture, vêtements, médicaments, jouets, etc.). Le groupement politique peut louer un local dans le quartier à cet effet et implanter ainsi une unité de base péroniste reliée directement à l'organisation *Perón vuelve*. Les réseaux territoriaux de ce groupement dans les quartiers populaires de Tres de Febrero s'apparentent alors aux réseaux politiques de type clientélaire. Ces militants politiques ont notamment conservé des liens avec les femmes impliquées dans le *Plan Vida* durant les années 1990, qui étaient chargées de la distribution d'aliments pour les enfants et les femmes enceintes dans les quartiers les plus pauvres. Comme l'indique le responsable du groupement *Perón vuelve*, les rapports avec ces associations informelles renvoient essentiellement à des formes d'assistance et à des problèmes liés aux situations de pauvreté.

*« La zone nord est une zone populaire et de classe moyenne inférieure. Les associations sont surtout liées à la solidarité... À une époque, on a organisé des goûters pour les enfants. C'était un moment de l'Argentine très difficile où réellement les gens n'avaient pas de quoi manger. On a toujours essayé de faire de l'assistance en délivrant de la nourriture. C'est ce que nous avons développé dans la zone nord, comme dans le quartier Ejercito de los Andes<sup>268</sup> (...) Il y a des gens qui deviennent responsables de leurs voisins, qui deviennent les organisateurs des besoins de leurs voisins. On loue un local pour ces activités et ils prennent en charge le problème de la nourriture pour les enfants ou celui des médicaments. Ce sont des activistes sociaux et c'est la relation que nous avons très souvent essayé d'établir avec eux. (...) C'est informel, ce sont des groupes de personnes... À un moment, le gouvernement de Duhalde a établi une sorte d'organisation avec des référentes pour distribuer le lait pour les enfants. Par la suite, ces référentes politiques ont formé une sorte de chaîne de transmission des besoins vers le dirigeant politique qui traite ces choses-là, qui a la sensibilité pour s'occuper de ces choses-là. Le groupement a essayé de maintenir ces liens, on a maintenu ces liens ».*

Entretien avec Miguel Ríos, Militant politique péroniste, Dirigeant du groupement *Perón vuelve*, Ancien conseiller municipal de Tres de Febrero.

---

<sup>268</sup> Le quartier *Ejercito de los Andes*, appelé également *Fuerte Apache*, est un des quartiers les plus pauvres du *conurbano*. Il est situé dans la partie sud de Tres de Febrero, au sein de la localité Ciudadela.

Les réseaux territoriaux dans les quartiers populaires de Tres de Febrero peuvent également mettre en relation le groupement *Perón vuelve* avec des associations formelles telles des bibliothèques populaires, des clubs sportifs, des dispensaires ou des organisations de retraités. Les demandes adressées par les responsables de ces associations sont généralement liées à une aide matérielle concernant l'activité (livres, équipements, médicaments, etc.) ou le fonctionnement de l'association (local). Les militants politiques peuvent également être sollicités par une association pour une action ponctuelle. Le club de sport du quartier *Ejercito de los Andes*, dénommé club Fuerte Apache, a par exemple transmis une demande écrite à Miguel Ríos afin d'obtenir une aide pour l'organisation de la fête des enfants<sup>269</sup>. À défaut d'avoir pu obtenir une copie de ce courrier, nous transcrivons ici la lettre adressée par le dirigeant du club sportif au responsable du groupement *Perón vuelve*. Dans cette lettre, le dirigeant associatif valorise la relation entre les deux organisations au travers de la récurrence des sollicitations et exprime sa gratitude à l'égard du responsable politique.

*« Du club de Fuerte Apache au Docteur Ríos :*

*C'est un plaisir pour nous de pouvoir compter sur des personnes comme vous qui êtes toujours sensible aux besoins des enfants du club.*

*Nous vous remercions tout d'abord pour l'aide reçue jusqu'à présent. Pour cette raison, nous nous permettons de vous solliciter une fois de plus, sachant que le dimanche 08 août nous fêterons avec nos gamins la journée des enfants. Pour cet événement, nous aurons besoin, si vous pouviez nous aider, de jus de fruits, de bonbons, de jouets et de tout ce qui est à votre portée.*

*Nous comptons sur votre aide et nous excusons de la gêne occasionnée. Rien n'a plus de valeur que le sourire d'un enfant ».*

Lettre du club Fuerte Apache à Miguel Ríos, datée du 03/08/2010.

Pour répondre favorablement à cette demande du club Fuerte Apache, le responsable du groupement *Perón vuelve* sollicite son propre réseau de relations, notamment des « amis » qui travaillent à Tres de Febrero dans l'industrie alimentaire et qui le pourvoient en sucreries et en jus de fruits. De manière plus générale, les militants politiques de ce groupement font régulièrement appel aux entrepreneurs locaux afin d'obtenir les aides matérielles nécessaires à

---

<sup>269</sup> Les demandes adressées par courrier aux dirigeants politiques s'inscrivent dans une longue tradition du parti péroniste. Les archives nationales conservent notamment de nombreuses lettres envoyées à Juan et Eva Perón dans lesquelles s'expriment à la fois une demande d'aide et un sentiment de gratitude.

la mise en œuvre d'activités dans les quartiers. Certaines ressources proviennent également de l'État telles les médicaments ou les aliments de base, mais le recours aux entrepreneurs locaux est valorisé en tant qu'il met en œuvre une solidarité dite « communautaire ». Comme nous l'avons vu dans l'exemple de la fête des enfants, cette forme de solidarité s'apparente au don (Mauss, 2004). Elle met en relation des organisations politiques, sociales et économiques du territoire sans que les échanges monétaires ne soient prépondérants. Les obligations que créent ces dons sont toutefois complexes et ne génèrent pas nécessairement des relations de réciprocité. Les acteurs politiques sont au centre des relations et tirent un profit symbolique de ces échanges en s'érigeant comme les intermédiaires permettant la circulation des biens et l'exercice de cette « solidarité communautaire ».

Sans remettre en cause cette modalité d'action, certains militants du groupement *Perón vuelve*, notamment les plus jeunes, formulent une critique à l'encontre de la logique assistencialiste qui caractérise les relations entre les organisations politiques et les organisations associatives des quartiers populaires. Pour ces jeunes militants, l'engagement politique se réalise autant dans les institutions politiques que dans les quartiers. Le travail qu'ils réalisent dans les quartiers (*trabajo barrial*) est censé permettre une résolution des problèmes vécus par les habitants au travers d'une modification des situations problématiques. Outre leur identification au péronisme, ces militants font référence à la foi catholique pour expliquer leur engagement militant. Ils citent notamment en exemple Mère Teresa à qui ils attribuent la devise selon laquelle « il vaut mieux apprendre à pêcher à ceux qui ont faim, plutôt que de leur donner un poisson ». Le leader de ce groupe d'une dizaine de jeunes militants péronistes exprime ainsi son désaccord au sujet de la permanence de l'assistance sociale et sa volonté d'agir en faveur d'un changement de situation dans les quartiers populaires.

*« Ce qu'on essaye de ne pas faire, c'est de l'assistance. On est contre l'assistencialisme. Entre nous, on dit : "apprendre à pêcher et ne pas donner un poisson". On essaye d'apprendre à pêcher. Ces dernières années par exemple, on a fait un potager et un élevage de lapin. Avec le potager, on alimente les lapins. Avec le potager, on fait des confitures. Après, l'aliment n'est pas toujours l'aliment que tu manges tous les jours à table. Il y a d'autres façons de s'alimenter au travers de l'esprit, du sport, de la culture... Et on s'engage aussi dans cette voie-là. (...) Ici, à un moment, l'activité sociale était souvent d'organiser une cantine et de donner à manger aux enfants. Et ça, ce n'était pas notre truc. Ce n'était pas ce qu'on recherchait, on voulait quelque chose qui puisse*

*améliorer... Donc, même si on aidait dans une cantine, on faisait aussi du soutien scolaire. On expliquait les exercices aux enfants et aussi aux parents pour qu'ils suivent à la maison. On donnait des devoirs aux enfants, en plus de ceux de l'école. Après, on travaillait avec l'école pour connaître à l'avance les programmes et pour préparer les thèmes. C'était un travail formidable ».*

Entretien avec Javier Pepe, Militant péroniste, Membre du groupement *Perón vuelve*, Responsable de *Jóvenes por un distrito mejor*, Conseiller municipal de Tres de Febrero.

Cette critique de l'assistencialisme se mêle à une critique du clientélisme pour dessiner une nouvelle modalité d'action dans les quartiers. Dans la suite du chapitre, nous allons voir comment l'activité de ces jeunes militants péronistes met en lumière un changement dans les formes de mobilisation dans les quartiers populaires et une adaptation des pratiques politiques face au discrédit qui touche les partis politiques au cours des années 1990. Cette forme de mobilisation des habitants passe par d'autres relations avec les associations locales et coexiste avec les réseaux territoriaux de type clientélaire.

Dans la première partie de ce chapitre, nous avons vu en effet que le processus de *desindicalización* du parti péroniste s'est accompagné d'une modification des configurations politiques locales dans les communes populaires. Le renforcement du pouvoir municipal s'inscrit notamment dans le développement de réseaux politiques de type clientélaire liés à des fonds publics provenant de la province de Buenos Aires et de l'État national. À Tres de Febrero, le maire au pouvoir depuis 1991 a participé à cette reconfiguration des relations entre le parti péroniste et les classes populaires en développant des réseaux de résolution de problèmes liés aux situations de pauvreté. L'hégémonie exercée par le parti péroniste sur ce territoire repose néanmoins sur une diversité de groupements politiques qui participent à la fois au gouvernement municipal et au développement des réseaux territoriaux. Au sein du groupement *Perón vuelve*, certains jeunes militants péronistes cherchent à mettre en œuvre une action dans les quartiers qui se distingue de l'assistencialisme et du clientélisme politique.

La seconde partie du chapitre est consacrée à l'analyse des relations que ces militants péronistes entretiennent avec les associations locales. Dans le contexte de la crise de légitimité des institutions partisans et de la démocratie représentative, ces jeunes militants s'engagent progressivement dans l'espace associatif tout en maintenant leurs engagements politiques au sein du parti péroniste. Au travers de l'activité de ce groupe de militants, nous

allons voir comment s'articulent alors les relations entre les organisations partisanses et les organisations associatives en dehors du cadre du clientélisme politique. L'étude de deux cas d'associations, liés aux problèmes de la dégradation de l'espace urbain et du développement des services collectifs, met en lumière les interactions entre ces militants politiques et les habitants de la commune, notamment en référence à l'autonomie des associations à l'égard des logiques partisanses.

## ***VI.2 Renouveau des formes de mobilisation et engagement dans l'espace associatif local. Le cas de Jóvenes por un distrito mejor.***

### **VI.2.1 Discrédit de la politique partisane et mobilisation par l'associatif**

#### **VI.2.1.1 Genèse de l'association *Jóvenes por un distrito mejor***

Comme nous l'avons indiqué précédemment, le groupe de jeunes militants dont nous allons analyser l'activité est issu du groupement *Perón vuelve*. Nés dans les années 1970 au sein de « familles péronistes », ces acteurs ont été sensibilisés à la politique dès leur socialisation primaire. Dans son récit de vie, le leader du groupe formé par cette dizaine de jeunes militants, Javier Pepe, met ainsi en avant l'importance de la tradition familiale dans son rapport à la politique, notamment en référence aux valeurs de la solidarité. Il évoque la transmission d'une « philosophie de vie » emprunte de culture péroniste et chrétienne qui serait à l'origine de sa « vocation » à aider ceux qui en ont besoin. Il vit alors son engagement militant comme une évidence qui serait devenue « naturelle ». La lignée familiale est aussi évoquée pour inscrire l'action de ce militant au sein du territoire de Tres de Febrero.

*« Mon arrière-grand-père est arrivé d'Italie en 1895 dans le quartier de Palermo à Buenos Aires et il a acheté des terres ici à Caseros<sup>270</sup>. Il fut un des premiers habitants d'ici et il a monté une épicerie. C'est là qu'est né mon grand-père en 1910 et mon père en 1945. Et moi je suis né deux rues plus loin en 1971 et j'ai acheté une maison encore deux rues plus loin en 1994. Donc moi je vais mourir ici et on est déjà la quatrième génération à vivre dans le même lieu. Il y a toute une tradition familiale. Mon arrière-grand-père était déjà quelqu'un de très solidaire, et mon grand-père était un militant péroniste. Il organisait des réunions politiques dans la maison de ma grand-mère, j'étais petit, mais je*

---

<sup>270</sup> Caseros est la principale localité de Tres de Febrero dont l'urbanisation date de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.



*m'en souviens. (...) De là vient sans doute ma vocation. Ma façon de vivre le péronisme, c'est une philosophie de vie qui a aussi beaucoup à voir avec le christianisme. C'est une philosophie de vie ! Tu vis en aidant les autres. Mes parents ont vécu ainsi, en aidant ceux qui en ont besoin. Je ne sais pas comment dire... c'est comme quand tu te réveilles et tu te brosses les dents, tu le fais naturellement ! Eh bien, nous, nous sommes naturellement solidaires. C'est comme ça que sont mes parents, qu'étaient mes grands-parents et c'est comme ça que je suis.»*

Entretien avec Javier Pepe, Militant péroniste, Membre du groupement *Perón vuelve*, Responsable de *Jóvenes por un distrito mejor*, Conseiller municipal de Tres de Febrero.

L'engagement en politique de ces jeunes militants se concrétise à la fin des années 1980 au travers des mobilisations liées aux campagnes électorales et des activités réalisées au sein des unités de base péronistes dans les quartiers populaires. Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, l'engagement au sein du groupement politique *Perón vuelve* leur permet notamment de s'insérer dans les réseaux de sociabilité des quartiers populaires au travers de l'organisation d'activités pédagogiques, culturelles et sportives. Au milieu des années 1990, ces militants fondent leur propre groupement tout en restant lié à *Perón vuelve*. Deux raisons principales sont à l'origine de cette fondation. D'une part, l'initiative en revient à Javier Pepe qui est le militant le plus investi dans la carrière politique. Dès l'âge de quinze ans, il participe aux campagnes électorales locales en soutenant la candidature de Miguel Ríos pour le poste de conseiller municipal. Élu en 1989, ce dernier l'embauche en tant que secrétaire. Javier Pepe s'engage alors totalement dans l'activité politique en travaillant le matin dans les instances municipales et l'après-midi dans les unités de base péronistes implantées dans les quartiers. L'idée de constituer son propre groupement lui vient lorsqu'il prend conscience de la nécessité de valoriser son travail militant afin de poursuivre sa carrière au sein de l'espace politique local.

D'autre part, à partir du milieu des années 1990, la dizaine de jeunes militants travaillant dans les quartiers rencontre de plus en plus de difficultés à agir au travers des organisations partisans. Non seulement les unités de base péronistes tendent à se spécialiser dans la résolution des problèmes liés à la pauvreté, mais l'activité politique est de plus en plus discréditée en raison des scandales de corruption qui entachent notamment les gouvernements de Carlos Menem et d'Eduardo Duhalde. La crise économique et politique dans laquelle s'enfonce l'Argentine modifie donc le rapport que ces militants péronistes entretiennent avec

les habitants de Tres de Febrero. L'affaiblissement de la représentation partisane conduit alors ces militants politiques à renouveler les formes de mobilisation des habitants et à promouvoir des espaces de participation à la vie locale au travers d'organisations associatives. Pour cela, ils créent une association dont l'intitulé, *Jóvenes por un distrito mejor* (Des jeunes pour une ville meilleure), est volontairement dénué de toute référence à la politique partisane. Le nom de l'association est cependant loin d'être anodin, il décrit à la fois les protagonistes, le lieu et l'objet de l'action collective : la jeunesse est convoquée pour agir localement dans le but d'améliorer son propre espace de vie. Comme nous le verrons plus loin, cette association permet de mener des actions culturelles et artistiques dans différents quartiers de la ville au travers notamment de la réalisation de peintures murales dans des espaces dégradés.

La création de *Jóvenes por un distrito mejor* correspond donc à la fois à une construction de pouvoir au sein de l'espace politique local et à un renouvellement des formes d'engagement au niveau des quartiers. Si la dénomination de l'association ne fait pas apparaître d'affiliation partisane, les militants à l'origine de sa fondation ne masquent ni leur engagement politique, ni leur identification au péronisme. Ils ne cherchent pas cependant à recruter des militants au sein de leur groupement politique, mais à susciter la participation des habitants, notamment les jeunes des quartiers populaires, au travers d'actions de solidarité à l'échelle locale.

*« Jóvenes por un distrito mejor est née au milieu des années 1990, initialement avec des personnes qui se dédiaient à la politique avec des préoccupations sociales. Elle naît à une époque où la politique en Argentine était devenue un gros mot. On faisait déjà du travail social, mais au travers de la politique, pas au travers d'une ONG. Qu'est-ce qui s'est passé ? On s'est rendu compte que ça permettait d'aller vers d'autres jeunes qui ne s'intéressaient pas à la politique, mais qui étaient intéressés par le travail social et par le fait de participer. On a donc monté une association civile, sans cacher ce que nous étions : des jeunes péronistes, des jeunes qui font de la politique. Ensuite, on a fait beaucoup d'adhésions parce qu'il y avait des gens qui n'avaient pas forcément les mêmes idées que nous, que la politique n'intéressait pas, mais qui ont commencé à participer avec nous à partir de l'ONG. Parce que c'est une époque où les jeunes ne voulaient rien faire qui soit politique ».*

Entretien avec Javier Pepe, Militant péroniste, Membre du groupement *Perón vuelve*, Responsable de *Jóvenes por un distrito mejor*, Conseiller municipal de Tres de Febrero.

L'usage de la forme associative pour agir dans les quartiers et susciter la participation des habitants représente un changement dans les formes de mobilisation des classes populaires dans la mesure où les liens avec les organisations politiques semblent s'affaiblir. Comme nous l'avons vu dans le quatrième chapitre, l'activisme des militants péronistes dans les quartiers populaires est un phénomène observable dès le premier gouvernement de Juan Perón et qui s'est prolongé lors des périodes de proscription du péronisme. En lien avec des associations de voisins ou au travers des unités de base, les réseaux territoriaux péronistes ont participé à la résolution de problèmes vécus par les habitants des quartiers populaires et au maintien de l'adhésion des classes populaires au péronisme. Le cas de *Jóvenes por un distrito mejor* met en lumière un changement au niveau des engagements en raison de l'absence de l'identité partisane dans les modalités de l'action collective. En d'autres termes, la participation des militants politiques dans ces associations non reliées aux organisations péronistes ne s'inscrit pas dans la construction d'un système politique dont le parti serait l'institution centrale. Comme le relate Javier Pepe, la décision d'agir dans les quartiers au travers d'une forme associative, et non partisane, a suscité de fortes critiques au sein du groupement *Perón vuelve*. Les accusations portant sur la « honte » de l'identité péroniste renvoient, en creux, à la critique d'une action menée sans la prise en compte des intérêts du parti, notamment d'un point de vue électoral. Pour Javier Pepe et les autres membres de *Jóvenes por un distrito mejor*, le rapport à l'idéologie et au parti est mis au second plan afin de permettre la participation de ceux qui ne se reconnaissent plus dans les partis politiques.

*« J'ai été très critiqué en interne [dans le groupement Perón vuelve] parce qu'ils me disaient que j'avais honte : "Toi, tu as honte de dire que tu es péroniste". Je n'ai pas honte, pas du tout. Mais bon, j'ai créé cela pour que ce soit plus ouvert, pour que l'idéologie ne soit pas une barrière. Mais que ce soit plutôt les valeurs qui soient une barrière, celles de la solidarité. Si tu n'es pas solidaire, tu ne peux pas être avec nous. Tes valeurs sont différentes, tu ne peux pas être avec nous. Mais pas le point de vue idéologique ».*

Entretien avec Javier Pepe, Militant péroniste, Membre du groupement *Perón vuelve*, Responsable de *Jóvenes por un distrito mejor*, Conseiller municipal de Tres de Febrero.

L'engagement associatif de ces jeunes péronistes ne correspond pas à une reconversion militante dans la mesure où ils maintiennent leurs engagements partisans et poursuivent leurs carrières au sein de l'espace politique local<sup>271</sup>. La forme associative n'est pas considérée par ces militants comme un mode de participation dans l'espace public qui s'opposerait ou dépasserait la forme partisane. Les associations ne sont pas non plus investies de valeurs telles l'autonomie, l'horizontalité ou la proximité, qui les différencieraient *a priori* des partis politiques reposant sur la délégation, la verticalité et l'idéologie. L'usage de l'association par ces militants péronistes relève d'une adaptation pratique dans le contexte du discrédit de l'activité politique.

### **VI.2.1.2      Fonctionnement de *Jóvenes por un distrito mejor***

Comme nous l'avons signalé précédemment, la principale activité développée par l'association *Jóvenes por un distrito mejor* consiste en la réalisation de peintures murales dans l'espace urbain de la commune. Dans divers articles de journaux locaux qui relatent ces réalisations<sup>272</sup>, l'association est présentée comme un espace de participation ouvert aux habitants qui souhaitent embellir les façades de la ville et lutter ainsi contre la dégradation de l'espace public urbain. Cette activité est analysée plus précisément dans la prochaine sous-partie, mais on peut signaler ici que l'investissement des rues et des places publiques a permis à l'association de se lier à plusieurs centaines d'habitants et plusieurs dizaines d'associations locales.

De 1995 à 2005, l'association fonctionne de manière informelle. Aucuns statuts n'ont alors été déposés auprès des autorités publiques et aucune élection n'est venue établir une répartition des responsabilités au sein du groupement. La dizaine de militants à l'origine de la création de *Jóvenes por un distrito mejor* forment le noyau de l'association. Ils participent à toutes les activités et décident des projets à mettre en œuvre. D'autres personnes participent ponctuellement lorsque les activités de peinture murale ont lieu dans leur quartier, nous

---

<sup>271</sup> Javier Pepe est conseiller municipal depuis 2003, membre de la direction du groupement « Perón vuelve » et brigue la fonction de maire de Tres de Febrero pour les élections de 2015. Les autres militants à l'origine de la fondation de *Jóvenes por un distrito mejor* sont employés à la municipalité de Tres de Febrero.

<sup>272</sup> Voir notamment le quotidien *Clarín* (San Martín-Tres de Febrero) des 06/12/01 et 09/08/07, ainsi que la revue mensuelle *Caseros y su gente* de mai 2001 et juillet 2004.

verrons plus loin comment ces militants procèdent pour susciter la participation des habitants et des artistes locaux. Lorsqu'en 2005 l'association est officiellement déclarée dans le but d'obtenir des financements publics, elle compte néanmoins plus de cinquante adhérents dont une majorité n'est pas engagée politiquement. Les fondateurs sont élus au niveau des instances de l'association et conservent donc la direction de *Jóvenes por un distrito mejor*. Les autres membres de l'association participent essentiellement lors des activités, soit au cours d'une journée de peintures murales, soit lors d'une animation dans un festival artistique.

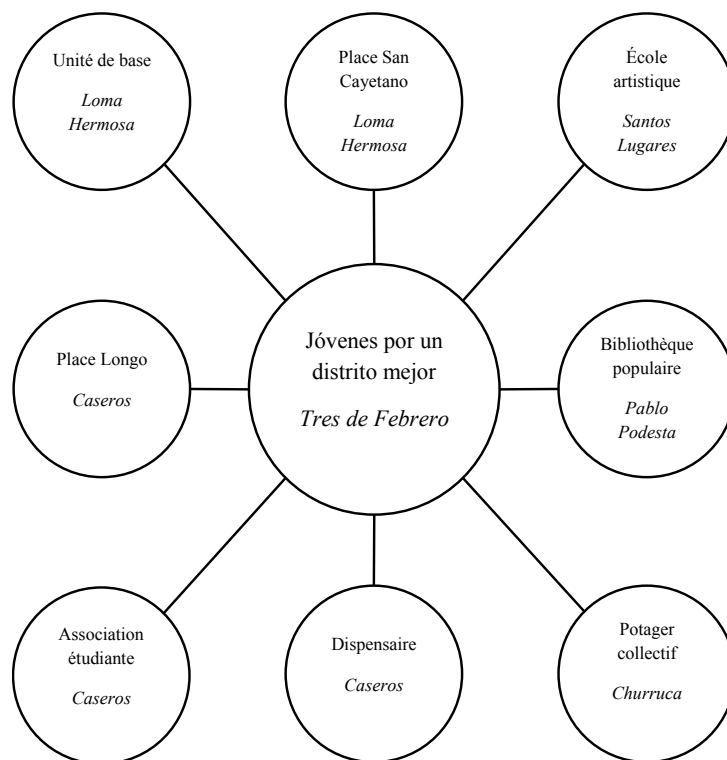
Tout en continuant à réaliser des peintures murales dans les différents quartiers de Tres de Febrero, les militants péronistes développent de nouvelles activités sous forme associative. Les membres du noyau de *Jóvenes por un distrito mejor* participent en effet à la création de nouvelles associations soit au niveau de leur lieu d'habitation, soit au niveau d'institutions auxquelles ils appartiennent (

Graphique 7). Au cours des années 2000, ces derniers ont pris part à la fondation d'un centre culturel et artistique, d'une bibliothèque populaire, d'un dispensaire, d'un potager collectif, de deux amicales de place publique, ainsi que d'une association d'étudiants à l'université nationale de Tres de Febrero. Ils ont également pris la responsabilité de l'unité de base péroniste au sein de laquelle ils ont commencé leur militance et y animent notamment des activités culturelles, éducatives et sportives. Comme l'explique un de ces jeunes militants, chaque membre du noyau de *Jóvenes por un distrito mejor* est libre de développer ses propres activités et de créer une ou plusieurs associations.

*« Avec Jóvenes por un distrito mejor, ça fait peu de temps qu'on a un local en fait. Mais on a toujours travaillé de la même manière, chacun ayant son espace. On travaille tous pour Jóvenes, mais il y a eu le dispensaire, l'unité de base à Loma Hermosa, ensuite on a fait une bibliothèque populaire à Pablo Podestá, puis s'est ajoutée la mienne avec la place Longo... Chacun essaye de prendre de l'importance dans son espace et de monter son propre groupe. Donc après on se réunit sur des projets comme l'art public, les peintures murales ou un grand événement... là oui on travaille tous ensemble. Mais après chacun va développer ses activités dans son quartier ».*

Entretien avec Diego Silva, Militant péroniste, Membre de *Jóvenes por un distrito mejor*, Responsable de l'association des Amis de la place Longo.

Graphique 7 – Schéma des liens entre *Jóvenes por un distrito mejor* et les différentes organisations territoriales auxquelles participent les militants péronistes.



La participation des membres de *Jóvenes por un distrito mejor* dans d'autres associations est néanmoins l'objet d'une concertation et tous les nouveaux projets sont soumis à la discussion avec les autres membres dirigeants. Les décisions sont prises par consensus et l'aide de chaque membre est sollicitée tant pour la conception que pour la réalisation des projets. Cette coopération ne s'appuie sur aucune procédure formelle, elle repose sur les liens de connaissance et de confiance établis au long des années de militance. Ce mode de fonctionnement est facilité par le fait que tous ces militants sont employés à la municipalité de Tres de Febrero et qu'ils peuvent ainsi interagir quotidiennement. Sans véritable agenda ni ordre du jour, les réunions se tiennent alors soit dans le bureau de conseiller municipal de Javier Pepe, soit dans un bureau du Secrétariat général dirigé par Miguel Ríos.

La municipalité de Tres de Febrero représente une ressource pour l'association en ce sens qu'elle fournit un salaire à ses principaux militants pour un travail qui ne les occupe que

la moitié de la journée<sup>273</sup>. Par leurs relations, ils peuvent également faciliter l'intervention de certains services municipaux dans les quartiers. Concernant les associations liées à la gestion des places publiques, la municipalité est sollicitée pour des aides ponctuelles telles la vaccination et la castration de chiens errants, l'élagage et l'abattage des arbres ou encore le ramassage des déchets. Toutefois, comme nous l'avons vu pour le groupement *Perón vuelve*, l'association mobilise moins les ressources publiques que les ressources privées pour mener à bien leurs actions. D'une part, les cotisations mensuelles des membres et l'organisation d'activités payantes permettent aux différentes associations de se constituer des fonds propres. D'autre part, les associations font appel aux donations de la part des commerçants et des entrepreneurs locaux, qui peuvent être matérielles ou financières. Dans la logique d'une action territorialisée, les commerçants et entrepreneurs contactés sont ceux présents dans les quartiers où interviennent les associations et certains participent au niveau des instances associatives. Diego Silva, membre de *Jóvenes por un distrito mejor* et d'une association gérant une place publique, décrit ainsi l'importance du lien avec les commerçants et les années nécessaires à l'instauration d'une relation de confiance.

*« On travaille beaucoup avec les commerçants. Javier pour le dispensaire, moi pour la place et l'autre Javier pour l'autre place, on a des revues où on fait de la publicité. Avec ces publicités, on a pu mettre en route le local et, dans mon cas, j'ai même pu acheter une petite lampe. Ça crée un lien important avec les commerçants, nous ça fait quatre ans qu'on est avec les mêmes commerçants. On se connaît, on se voit souvent et en plus je suis un habitant du quartier ! C'est pas comme si je vivais à la capitale, je vis à Tres de Febrero, je suis du quartier ! Et quand il y a un événement, je leur demande de nous donner un coup de main. (...) On a pris l'habitude de demander directement... si on a besoin d'un stylo, on l'achète ou, comme on a un lien avec les commerçants, je vais au kiosque et je lui dis : "j'ai besoin de cinq stylos". Ou je vais dans un atelier et je dis : "j'ai besoin de cinq litres de peinture". Et ils nous donnent toujours. Mais pour parvenir à ça, il a fallu dix ans de travail avec les commerçants pour leur démontrer que s'ils nous donnent dix litres de peinture, ils sont utilisés soit pour le local, soit pour la place dans mon cas particulier ».*

Entretien avec Diego Silva, Militant péroniste, Membre de *Jóvenes por un distrito mejor*, Responsable de l'association des Amis de la place Longo.

---

<sup>273</sup> Les réunions et les permanences du conseil municipal ont lieu en matinée. La plupart des emplois publics correspondent également à des demi-journées.

Outre le lien avec les commerçants et les entrepreneurs locaux, les relations avec d'autres associations sont recherchées pour monter des projets communs ou pour s'entraider mutuellement. Chaque association tisse ses propres liens avec les organisations présentes dans son quartier, mais l'association *Jóvenes por un distrito mejor* est elle-même reliée à certaines associations catholiques liées aux différentes paroisses (Caritas, Scouts, Chorales, Théâtres) et à des associations culturelles locales. Avec les associations paroissiales, les liens se manifestent par des soutiens réciproques lors de travaux de réfection dans les locaux associatifs ou les places publiques, par des échanges de vêtements et de nourriture destinés aux personnes en situation de pauvreté, ainsi que par l'organisation de spectacles tirés des évangiles. Les coopérations avec les associations culturelles ont lieu lors d'événements liés aux peintures murales ou à des expositions d'arts plastiques. Au travers de ces différentes coopérations, les militants péronistes de *Jóvenes por un distrito mejor* se sont liés à d'autres militants associatifs dont certains partagent l'ambition de changer les conditions de vie à Tres de Febrero au travers de l'activité politique. Sans nécessairement s'engager dans une organisation partisane, ils soutiennent l'action menée par Javier Pepe au sein du conseil municipal. Élu depuis 2003, ce dernier préside notamment la commission de la culture et cherche à modifier la politique culturelle municipale en valorisant davantage les activités associatives et les artistes locaux<sup>274</sup>. En tant que conseiller municipal, son principal collaborateur, Ricardo Palavecino, est un militant engagé dans les activités culturelles d'une des paroisses de Tres de Febrero. Ces deux personnes ont grandi dans le même quartier, mais c'est bien au travers de la militance et du travail social qu'ils ont décidé d'agir en commun pour promouvoir un changement au niveau de la politique culturelle de la municipalité. Si Ricardo Palavecino est membre de *Jóvenes por un distrito mejor*, il n'appartient pas au noyau des militants péronistes et ne s'est jamais engagé dans une organisation partisane. Il exprime cependant son sentiment de participer à un « projet politique » incarné par Javier Pepe.

*« Avec Javier, on se connaît depuis qu'on est petit, on est du même quartier. Javier m'a proposé de venir au conseil municipal parce qu'il est président de la commission de la culture. À partir de là, on a commencé à faire ensemble un travail plus important en rapport à la culture à Tres de Febrero. (...) Pour l'instant, je ne me suis pas engagé*

---

<sup>274</sup> Javier Pepe s'oppose notamment à la direction culturelle de la municipalité dont il estime qu'elle ne collabore pas suffisamment avec les associations culturelles et les artistes locaux. Il critique également son fonctionnement bureaucratique et le fait que la direction soit occupée par des militants politiques proches du maire qui n'ont aucune expérience dans le domaine culturelle et artistique.



*politiquement. Si ça doit venir, ça viendra. Mais j'accompagne un projet politique auquel je sens que j'appartiens car on me fait sentir que j'en fais partie. Je crois au référent qui est le mien et qui est Javier Pepe. Je crois qu'en politique, on a besoin de beaucoup de mains, mais il y en a peu qui ont la baguette magique pour pouvoir diriger et je crois que lui en a les capacités ».*

Entretien avec Ricardo Palavecino, Membre de la paroisse Saint Joseph ouvrier, Membre de *Jóvenes por un distrito mejor*

Au travers de la fondation de *Jóvenes por un distrito mejor* et d'autres associations locales, les jeunes militants péronistes du groupement *Perón vuelve* sont parvenus à générer des actions collectives plus ou moins durables dans les quartiers de Tres de Febrero. En détachant les mobilisations de toute affiliation partisane, ils ont noué de nouvelles relations avec des militants associatifs, des commerçants, des entrepreneurs locaux et des habitants non engagés dans des organisations associatives ou partisans. Certains militants associatifs comme Ricardo Palavecino soutiennent le projet politique mené par Javier Pepe et les autres militants péronistes, mais le passage d'une militance associative à une militance politique au travers de la participation à *Jóvenes por un distrito mejor* est rare. Dans l'ensemble, les personnes qui participent aux activités des différentes associations liées aux membres de *Jóvenes por un distrito mejor* ne rejoignent ni le parti péroniste, ni le groupement *Perón vuelve*. Le discrédit de l'activité politique à l'origine de l'engagement associatif des militants péronistes est toujours sensible à la fin des années 2000, notamment auprès des jeunes habitants de Tres de Febrero. Le projet de *Jóvenes por un distrito mejor* est d'ailleurs moins de former et de recruter des militants que de susciter la participation des habitants dans des actions collectives locales. Cette forme de participation est censée constituer une alternative à la logique clientélaire et assistanciale qui préside dans les unités de base péronistes. Les associations créées ne prennent pas en charge la résolution de problèmes liées aux situations de pauvreté (alimentation, vêtement, médicament), elles se constituent à partir de projets spécifiques élaborés avec certains habitants de quartiers populaires. En un mot, les associations que ces militants péronistes contribuent à fonder maintiennent leur autonomie à l'égard des appareils politiques et des logiques partisans.

La suite du chapitre est consacrée à l'analyse de deux associations au sein desquelles participent des fondateurs de *Jóvenes por un distrito mejor*. Le premier cas correspond au centre culturel dénommé Fusion 3 et s'inscrit dans la continuité des peintures murales. Le

second cas est une amicale de place publique qui s'inscrit davantage dans l'histoire locale d'un quartier et prolonge l'activité d'une union de voisinage et d'un collectif informel d'habitants.

## **VI.2.2 Association, art urbain et espace public**

### **VI.2.2.1 De l'art urbain pour se réapproprier l'espace public...**

Nous avons signalé précédemment que l'activité principale de *Jóvenes por un distrito mejor* consiste en la réalisation de peintures murales dans différents quartiers de Tres de Febrero. Sans lien avec leur identité politique, les jeunes militants péronistes cherchent ainsi à mener des actions collectives avec les habitants de la commune, notamment les jeunes, en faisant appel à la solidarité et à des préoccupations locales. L'action de l'association correspond en effet à un projet de réappropriation et d'embellissement de l'espace public urbain au travers de l'art. Dans le contexte de la crise économique et sociale de la fin des années 1990, le problème qui mobilise les divers participants aux activités de *Jóvenes por un distrito mejor* est celui de la dégradation de l'espace public urbain, notamment des façades donnant sur des voies de passage et des places publiques. La réalisation des peintures murales est alors un moyen de lutter, au moins symboliquement, contre la dégradation des conditions de vie.

Dans un premier temps, les membres de *Jóvenes por un distrito mejor* ciblent des espaces considérés comme abandonnés, agissent directement et observent le devenir des peintures murales. Le maintien en l'état des peintures durant plusieurs mois et les échanges avec les passants, les habitants et les commerçants des différents quartiers sont jugés comme des encouragements à la poursuite du projet de réappropriation de l'espace public urbain. Pour étendre leur action et susciter la participation de nouvelles personnes, les militants investissent principalement les rues passantes, les places publiques ainsi que les façades d'écoles publiques. Pour cela, ils s'appuient sur leurs réseaux de connaissances liés à la militance politique, mais ils se présentent également en tant qu'association civile pour exposer leur projet auprès de diverses associations de quartier tels les clubs, les sociétés de développement, les unions de voisinage et les amicales de place publique. Comme le décrit Alejandro Ríos, militant péroniste et membre de *Jóvenes por un distrito mejor*, la tenue d'une journée de peintures murales nécessite des échanges préalables avec les différents

participants : responsables associatifs, habitants du quartier, artistes, commerçants et entrepreneurs locaux. Les membres de *Jóvenes por un distrito mejor* sont le plus souvent à l'initiative de ces journées, même si des demandes émanent progressivement de responsables associatifs et de commerçants. Les artistes plasticiens proposent les dessins, effectuent certaines peintures et dirigent celles réalisées par des habitants. Les commerçants et les entrepreneurs locaux sont sollicités pour une aide matérielle (peinture et repas), ce qui peut donner lieu à l'affichage de leurs marques sur une peinture murale.

*« Pour la préparation d'une journée de peintures murales, on commence par aller voir le lieu, parler avec des habitants ou avec celui qui est notre référent sur place et expliquer ce qu'on compte faire pour que les gens soient déjà au courant. On présente aussi une esquisse faite par l'artiste pour imaginer ce que ça donnerait sur le mur, voir les couleurs dont on aura besoin. (...) On organise une journée entière où on invite les habitants, les commerçants pour qu'ils apportent le matériel, et on vient avec des artistes qui dirigent le travail, pour ne pas que ce soit quelque chose d'horrible ! »*

Entretien avec Alejandro Ríos, Militant péroniste, Membre de *Jóvenes por un distrito mejor*.

Au cours de l'enquête, nous n'avons pu recenser l'ensemble des peintures murales réalisées dans les différents quartiers de la ville, mais les membres de l'association (artistes et militants politiques) en comptabilisent en 2010 plus de 400. En correspondance avec le projet de mobiliser les habitants au-delà de l'affiliation partisane, le contenu de ces peintures est dénué de toute référence politique (Photo 25). Il s'agit essentiellement de reproductions de célèbres tableaux, de créations artistiques et de représentations de scènes de la vie ordinaire (danse, sport). Au début des années 2000, grâce aux nombreux contacts noués avec des artistes plasticiens de Tres de Febrero et des associations locales, les membres de *Jóvenes por un distrito mejor* planifient des événements de plus grande ampleur. Des « journées solidaires d'embellissement » sont organisées en lien avec des associations culturelles et des associations de quartier. Avec l'accord de la municipalité, les murs de plusieurs tunnels routiers au cœur de la ville sont ainsi décorés. De même, une façade de 250 mètres de long permet à 24 associations et 400 participants d'accomplir ce que les organisateurs nomment « la plus grande peinture murale d'Amérique latine »<sup>275</sup>.

---

<sup>275</sup> Voir la revue mensuelle *Caseros y su gente*, 2004, n° 196.

Photo 25 – Peintures murales réalisées à Tres de Febrero par l'association *Jóvenes por un distrito mejor* avec des écoles publiques, des associations de quartier et des commerçants.



L'objectif de mobiliser les habitants à partir d'une forme associative et du projet de réappropriation de l'espace public urbain est largement atteint selon les militants politiques à l'origine de *Jóvenes por un distrito mejor*. La participation aux activités de l'association est généralement éphémère, elle dure le temps d'une journée consacrée aux peintures murales. Néanmoins, lorsque des statuts sont déposés en 2005, plus de cinquante personnes adhèrent à l'association, dont une majorité est composée par des artistes plasticiens locaux et des militants associatifs. Ces adhésions correspondent davantage à un soutien qu'à une participation effective au fonctionnement de l'association puisque, comme nous l'avons vu précédemment, les fondateurs en conservent la direction.

### **VI.2.2.2 ... à la réappropriation politique de l'art urbain**

Bien que les modalités d'action restent inchangées entre 1995 et 2010, la dimension politique du groupement se manifeste progressivement lorsque l'on observe les peintures murales. Le contenu des peintures réalisées par *Jóvenes por un distrito mejor* ne s'inscrit pas dans une forme de propagande politique, mais les signatures qui accompagnent ces peintures font de plus en plus référence aux élus politiques qui soutiennent ces actions. Lorsque Javier Pepe est élu au conseil municipal en 2003, son nom commence à apparaître aux côtés de ceux de l'artiste et de l'association. Par la suite, certaines signatures font également référence à Javier Pepe en tant que président de la commission de la culture du conseil municipal. À la fin des années 2000, le nom d'Hugo Curto est régulièrement mentionné. Cette progressive réappropriation politique de l'art urbain aboutit, en 2010, à l'instauration du programme municipal « Embellissement urbain » qui institutionnalise la pratique des peintures murales. Celles-ci deviennent alors plus imposantes et nettement plus politiques. Outre la figuration de thèmes liés au péronisme (Photo 26) et au nationalisme (Photo 27), l'inauguration de ces peintures est mise en scène comme de véritables manifestations politiques avec son cortège d'élus, de militants, de sympathisants et de journalistes.

Photo 26 – Peinture murale sur la façade d’une usine représentant la célèbre embrassade de Juan Perón et Evita en 1951 suite au renoncement de celle-ci à la vice-présidence de la nation.



Photo 27 – Inauguration de la peinture murale « Malvinas » pour la célébration du 31<sup>e</sup> anniversaire de la guerre des Malouines, à proximité du siège de la municipalité.



Ni le nom de l'association, ni celui de Javier Pepe n'apparaissent sur les peintures liées au programme « Embellissement urbain ». Ce programme est néanmoins géré par un membre de *Jóvenes por un distrito mejor*, également employé au Secrétariat général de la municipalité. Cette récupération politique des peintures murales ne génère pas de conflits au sein de l'association qui continue par ailleurs de réaliser des journées de peintures dans les quartiers avec des associations locales, des habitants et des commerçants. Ce sont également les mêmes artistes qui travaillent à la fois bénévolement pour l'association et de manière rémunérée pour la municipalité. La mise en place du programme municipal est alors considérée par les militants de *Jóvenes por un distrito mejor* comme une opportunité pour réaliser des peintures murales de plus grande envergure qui mettent en valeur le travail effectué plus modestement dans les quartiers depuis quinze années.

L'institutionnalisation de la pratique des peintures murales correspond également à un changement dans l'activité de l'association. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les membres du noyau de *Jóvenes por un distrito mejor* développent, dès le milieu des années 2000, de nouvelles associations dans les quartiers. Les militants sont donc investis dans d'autres actions locales et les peintures murales cessent d'être centrales dans l'activité de l'association. L'approfondissement de l'action culturelle entamée par l'art urbain est mené par Javier Pepe au travers de la fondation d'un centre culturel. Nous allons voir comment cette nouvelle association parvient à conserver son autonomie à l'égard de la politique locale et dans quelle mesure elle intègre des acteurs dont l'engagement est avant tout associatif.

#### **VI.2.2.2.1    *Approfondissement de la dimension artistique et fondation d'un centre culturel***

Dans la continuité de l'expérience des peintures murales, les membres de *Jóvenes por un distrito mejor* décident en 2005 d'approfondir le lien entre la pratique artistique et le travail social grâce à la fondation d'un centre culturel dénommé Fusion 3. Le projet est de pallier l'insuffisance des infrastructures publiques dans ce secteur et d'élargir l'accès aux pratiques artistiques en proposant de multiples ateliers (peinture, sculpture, musique, chant, danse, théâtre, écriture, photographie) à un prix volontairement bas<sup>276</sup>. La pratique artistique est considérée par ces acteurs comme une voie possible pour échapper aux problèmes de la

---

<sup>276</sup> En 2010, l'inscription à un cours hebdomadaire est de 50 pesos (environ 10 euros) par mois.

drogue, de la violence et du vol, notamment pour les jeunes habitants de Tres de Febrero. Selon les membres du centre Fusion 3, l'apprentissage à l'activité artistique permet aux enfants et aux adolescents de se choisir un avenir.

Après plusieurs tentatives infructueuses pour trouver un local au centre de la ville, les responsables de l'association installent le siège du centre culturel dans la localité de Santos Lugares. Situé à proximité de la ville de Buenos Aires, ce territoire est considéré par les membres associatifs comme un quartier de classe moyenne. Au sein du district de Tres de Febrero, cette localité de 16 351 habitants compte effectivement un des taux de pauvreté les plus faibles<sup>277</sup> (3,7 % des foyers ne satisfont pas aux nécessités de base en 2001). Les élèves qui s'inscrivent aux ateliers artistiques proviennent essentiellement de Santos Lugares et de la localité limitrophe de Sáenz Peña dont la population s'apparente également à la classe moyenne (2,8 % des foyers ne satisfont pas aux nécessités de base en 2001). Le fait d'agir dans des quartiers de classe moyenne n'est pas considéré comme un problème par les membres de Fusion 3 puisqu'ils entendent rayonner dans l'ensemble de Tres de Febrero et touchent les classes populaires au travers d'autres organisations territoriales. Ils participent notamment à des festivals musicaux et à des expositions artistiques dans d'autres quartiers de la ville. Les artistes qui adhèrent au projet social de Fusion 3 interviennent également dans des écoles et des associations locales telles les bibliothèques populaires. Enfin, l'implantation dans ces deux quartiers de classe moyenne est pensée par les dirigeants comme une première étape dans le développement du centre culturel dont ils souhaitent par la suite améliorer l'accès auprès des habitants des différents quartiers.

À l'instar du collectif mobilisé par les peintures murales, le centre culturel est créé sous forme associative et repose sur une organisation peu formalisée. Comme nous l'avons indiqué, ce centre s'intitule Fusion 3. Cependant, cette association n'existe pas officiellement et c'est la personnalité juridique de *Jóvenes por un distrito mejor* qui est utilisée lorsque des procédures administratives imposent une existence formelle. L'organisation de Fusion 3 ne renvoie donc à aucun statut légal, ni à aucun texte interne, elle est le fait des arrangements

---

<sup>277</sup> Pour apprécier le taux de pauvreté, on se réfère à l'indicateur de l'institut national de la statistique qui rend compte du taux de foyers privés des nécessités de base (NBI, *Necesidades Básicas Insatisfechas*). Ces foyers répondent à au moins une de ces conditions : Surpeuplement (plus de 3 personnes par chambre) ; Logement précaire ; Insalubrité (absence de toilettes) ; Non scolarisation (au moins un enfant de 6 à 12 ans non scolarisé) ; Manque de ressources (au moins 4 personnes à charge par actif occupé, et chef de famille n'ayant pas terminé l'école primaire).



entre les différents acteurs qui la composent. Le centre culturel est dirigé par Javier Pepe et son épouse Mariel Caro, également militante péroniste, membre du groupement politique *Perón vuelve* et de l'association *Jóvenes por un distrito mejor*. Ces deux militants jouissent d'une légitimité en tant que fondateurs, ils sont les instigateurs du projet et prennent à leur charge la gestion de l'association. Mariel Caro s'occupe du fonctionnement interne et de la coordination des différents ateliers, tandis que Javier Pepe gère les relations avec les autres associations, les donateurs et les institutions publiques. Une artiste plasticienne, qui a participé aux peintures murales dès le milieu des années 1990, occupe la direction artistique de Fusion 3. Les autres membres de cette association sont les quinze professeurs qui animent les différents ateliers et les deux secrétaires qui se partagent l'accueil, l'inscription des élèves et l'enregistrement des cotisations mensuelles de ces derniers. Au cours de l'année 2010, l'association accueille 150 personnes dont une trentaine d'enfants, une centaine d'adolescents et une vingtaine d'adultes.

Malgré l'absence d'un cadre formel, la répartition des rôles au sein de l'association Fusion 3 est clairement établie. Les connaissances interpersonnelles liées à l'expérience préalable des peintures murales facilitent les échanges sur l'activité et le fonctionnement de l'association. Néanmoins, lorsqu'il existe un débat au sein de l'association, la décision finale est prise par les deux directeurs. Comme a pu l'exprimer Mariel Caro lors d'une discussion informelle, « Fusion 3 n'est pas une démocratie ». Autrement dit, la discussion est ouverte pour soulever des problèmes ou formuler des projets, mais le pouvoir de décision revient aux directeurs. En l'absence de statuts associatifs et, partant, d'une commission de direction élue par les adhérents, l'autorité des dirigeants repose essentiellement sur leur charisme et sur la réussite des actions entreprises. Pour expliquer ce mode de fonctionnement, Mariel Caro et Javier Pepe font référence à leur préoccupation pour la pratique et à la difficulté qu'ils rencontrent pour respecter les règles formelles du fonctionnement associatif<sup>278</sup>. En référence à l'expérience de *Jóvenes por un distrito mejor*, la directrice exprime son « horreur » de ce qu'elle nomme la « partie formelle », telle la consignation des comptes rendus de réunion dans les registres de l'association. On comprend que c'est moins la rédaction des comptes rendus que la tenue de réunions régulières d'une commission de direction élue par les adhérents qui va à l'encontre de la pratique de ces militants.

---

<sup>278</sup> Au travers de la pratique de ces acteurs, on retrouve l'importance de l'informalité dans le fonctionnement des organisations territoriales péronistes tels les groupements politiques et les unités de base (Levitski, 2005).

« On n'est pas une ONG classique... On n'a pas créé une ONG pour ensuite se mettre à travailler... On a fait ça à l'envers. On a commencé à travailler et ensuite on a créé une ONG. Le plus important, c'est le travail, pas l'ONG... ça, c'est disons la partie formelle. Ça nous coûte énormément la partie formelle. Par exemple, les registres et tout ça, ça nous coûte énormément. On a toujours du retard... ça nous fait horreur, c'est vraiment une horreur. Sans doute parce qu'on ne donne pas beaucoup d'importance à la partie formelle. Pour nous, l'important c'est tout le reste. C'est ce qu'on fait... C'est que les gens viennent et que ce soit un lieu où on se sente bien ».

Entretien avec Mariel Caro, Militante péroniste, Membre de *Jóvenes por un distrito mejor*, Directrice de Fusion 3.

À l'instar de ce que nous avons vu avec *Jóvenes por un distrito mejor*, la forme associative n'est pas recherchée pour ses vertus démocratiques et délibératives, mais pour l'ouverture qu'elle permet auprès d'acteurs qui ne souhaitent pas s'engager dans une organisation partisane. Le rapport au local, la spécialisation de l'activité et l'autonomie du groupement sont en effet des raisons de l'engagement dans l'association, notamment de la part des artistes. Contrairement à l'activité des peintures murales dont on a souligné la progressive récupération politique, aucune référence à l'engagement politique des deux principaux dirigeants n'apparaît dans l'activité de Fusion 3. Lorsque cette association se produit dans des festivals musicaux ou des expositions d'arts plastiques, elle le fait systématiquement en son nom propre et en se présentant comme une « école artistique ». De fait, cette association est principalement investie par les artistes qui y enseignent. Lors de notre enquête entre 2009 et 2011, ceux-là étaient au nombre de quinze et la quasi-totalité avait une ancienneté supérieure à deux années. Habitant eux-mêmes Tres de Febrero et vivant déjà de leur art, ils trouvent dans cette association une activité rémunératrice supplémentaire ainsi que des dates de représentations et d'expositions, mais aussi un lieu de rencontres entre artistes qui leur permet de monter des projets au sein ou en dehors de Fusion 3. Les réunions mensuelles entre la directrice du centre, la directrice artistique et les enseignants, dont le but est la coordination des ateliers et la résolution de problèmes pédagogiques, permettent en effet aux artistes de se rencontrer et d'échanger sur leurs activités. De même, les représentations de fin d'année mêlant différents ateliers engendrent des collaborations artistiques qui peuvent se renouveler en dehors du cadre de Fusion 3. Au cours de nos observations dans le centre culturel, nous avons remarqué que les artistes passent également du temps dans le local de

l'association en dehors de leurs heures de cours, soit en arrivant bien avant ou en partant bien après, soit en venant un autre jour. Ils disposent tous des clés du local et, en l'absence des secrétaires, ils n'hésitent pas à répondre au téléphone ou à accueillir les élèves, les parents ou tout autre visiteur. Un des artistes les plus engagés dans l'association, professeur de percussion et habitant du quartier, évoque le parallèle entre l'ambiance du club sportif de sa jeunesse et celle de Fusion 3 tant pour les relations amicales qui peuvent s'y nouer que pour l'attention portée aux enfants et l'apport dans la sociabilité de quartier.

*« C'est la seule ONG à laquelle je participe. En réalité, je suis arrivé ici grâce au prof de batterie qui y passait quelques journées et qui me disait : "Viens voir comment c'est, viens prendre le maté". Je suis venu, j'ai commencé à venir tous les jours, à parler un peu avec Javier, avec la fille du secrétariat... j'ai regardé les ateliers, les gens qui venaient et un jour il y a la directrice qui me demande si je veux donner des cours de percussions. Je suis rentré comme ça, par un coup de chance, mais vraiment je me sens super bien. Je viens presque tous les jours. Mes horaires sont le mardi et le vendredi, mais je viens parce que j'aime le lieu, j'essaie d'aider quelqu'un si je peux. (...) En fait, pour moi, le club est remplacé par ce qu'est aujourd'hui Fusion 3. Je viens ici parce que j'aime le lieu, j'aime l'ambiance qu'il y a. J'aime aussi que les cours ne soient pas chers pour que les personnes puissent venir, pour que ce soit accessible à tous. De cette manière, on aide beaucoup de parents qui, au lieu de laisser les enfants dans un cybercafé ou un club, les laissent dans un centre culturel où ils peuvent avoir de la compagnie. Il y a une chose qui me plaît ici, c'est que tu peux te faire des amis, c'est un lieu sûr. Pour moi, le club qui était un lieu sûr pour les parents est remplacé aujourd'hui par un centre culturel ou une ONG ».*

Entretien avec Diego Vasseno, Percussionniste, Professeur à Fusion 3.

Les artistes qui enseignent à Fusion 3 sont ainsi devenus des membres à part entière de l'association. Ils se sont appropriés aussi bien le local que la dimension solidaire du projet de cette école. Les tarifs qu'ils perçoivent pour les ateliers sont relativement bas, cela afin d'ouvrir l'accès aux classes moyennes et populaires. Ils participent également bénévolement aux travaux liés à l'amélioration de l'espace ou aux aménagements scéniques. En revanche, aucun des artistes n'est engagé dans un parti et ne conçoit l'association comme faisant partie d'une organisation politique. Comme l'exprime la directrice artistique, présente dès la fondation de l'école et active auparavant lors des peintures murales, l'action solidaire au

travers de la culture est considérée comme centrale dans le projet associatif, mais elle se veut détachée des appartenances politiques.

*« Nous, ici, on a cette dimension à la fois professionnelle et engagée. C'est-à-dire qu'à la fondation de Fusion 3, un des concepts les plus importants était celui-là : ne pas faire un centre culturel de plus, mais un centre culturel très lié avec le social. Rapprocher la culture de la personne. (...) Je n'ai rien à voir avec la politique, avec la politique partisane. Pour moi, c'est absolument culturel. Ce qui est beau avec Fusion 3, c'est que quand tu rentres ici, il n'y a pas de drapeau politique. C'est la culture ! La culture est pour tout le monde et pour tout le monde de la même manière. Ici, on n'interroge personne, comme ça devrait être le cas dans tout lieu culturel et dans toute ville. La culture ne devrait pas avoir de couleur politique. »*

Entretien avec María Arcuri, Artiste plasticienne, Directrice artistique de Fusion 3.

L'engagement des professeurs est d'autant plus visible que le budget de l'association est extrêmement limité. Une part des cotisations des 150 élèves revient à l'association<sup>279</sup>, ce qui permet de régler les frais du local ainsi que les faibles salaires perçus par les secrétaires<sup>280</sup>. Lors des travaux d'installation, puis au cours des aménagements successifs, l'association a fait appel aux donations des commerçants et des entrepreneurs locaux. Ces derniers sont également sollicités pour fournir le matériel nécessaire au travail artistique, même si l'école a pu recevoir en 2006 des outils et des instruments grâce au programme *Incluir* (Inclure) du Ministère de Développement social de la nation qui soutient l'action des associations envers la jeunesse. Cette aide provenant de l'État national est la seule que l'association ait perçue entre 2005 et 2011. En 2007, une nouvelle demande est rejetée par le ministère, ce qui conduit les responsables à cesser ce type de démarches jugées trop lourdes au niveau du travail administratif et trop aléatoires au niveau du résultat. L'aide de la municipalité n'est pas sollicitée par cette association, Javier Pepe craignant lui-même l'incorporation du centre culturel dans la bureaucratie locale et sa prise de contrôle par un groupement politique. Un

---

<sup>279</sup> L'association perçoit 20 % des inscriptions aux ateliers, ce qui permet d'établir un budget mensuel de 1500 pesos (300 euros) pour 150 inscrits et une cotisation moyenne de 50 pesos.

<sup>280</sup> En 2010, les deux secrétaires perçoivent un salaire mensuel de 500 pesos (100 euros) pour deux journées de travail par semaine. Là encore, on retrouve un fonctionnement informel puisque ces emplois ne sont pas déclarés. Les deux personnes sont des connaissances de Javier Pepe.

financement public est cependant souhaité afin de permettre au centre culturel de se développer, mais à condition que cela ne réduise pas l'autonomie de l'association.

*« On espère un jour pouvoir être subventionné par l'État, faire en sorte que l'État paye les professeurs et qu'ils ne gagnent pas une misère. L'objectif, c'est ça. C'est de monter une école subventionnée par l'État, mais une école qui ne dépende pas du fonctionnement de l'État parce qu'il y a une tonne de problèmes. Je n'ai pas envie que quelqu'un vienne et me dise : "Écoute, la directrice artistique ce n'est plus elle, c'est une autre." Et là, ils te mettent quelqu'un qui est médecin et tu es mort. Ça arrive ce genre de choses, c'est pour ça qu'on essaye de toujours garder notre indépendance. Si tu commences à faire partie de l'État, ils te mettent un directeur... tu rentres dans la bureaucratie... »*

Entretien avec Javier Pepe, Militant péroniste, Membre du groupement *Perón vuelve*, Responsable de *Jóvenes por un distrito mejor*, Conseiller municipal de Tres de Febrero.

Au travers des peintures murales et du centre culturel, l'association *Jóvenes por un distrito mejor* a permis aux militants péronistes à l'origine de sa création d'agir dans différents quartiers de Tres de Febrero en collaboration avec d'autres organisations associatives, des écoles publiques, des artistes et des commerçants locaux. La lutte contre la dégradation de l'espace public urbain, puis le projet de rendre les pratiques artistiques plus accessibles ont conduit à une spécialisation de l'association dans le domaine culturel. La dimension sociale du projet est néanmoins partagée par les différents membres de l'association, notamment les artistes qui perçoivent de faibles revenus en travaillant dans le centre culturel et qui agissent bénévolement lors de manifestations dans les quartiers (peintures murales, ateliers). Toutefois, en règle générale, la participation aux activités du groupement ne s'accompagne pas d'une adhésion à l'association, ni d'un engagement durable dans l'organisation. Nous voyons à cela deux raisons. D'une part, de nombreuses actions collectives sont éphémères, telles les peintures murales dans les quartiers. Ce type d'action a permis à quatre ou cinq artistes de s'engager durablement dans l'association *Jóvenes por un distrito mejor*, mais les habitants participent généralement aux seules journées de peinture organisées dans leur quartier. Des collaborations plus régulières ont cependant lieu avec d'autres associations culturelles de Tres de Febrero. D'autre part, le fonctionnement de l'association est peu formalisé et le pouvoir de décision n'est pas partagé entre l'ensemble des participants. Les fondateurs, issus du groupement politique *Perón vuelve*, dirigent l'association *Jóvenes por un distrito mejor* et le centre culturel Fusion 3 sans rechercher un

mode de fonctionnement basé sur la délibération et des relations horizontales. Le leadership est assumé et l'essentiel des échanges concerne la pratique. Si la réalisation des peintures murales est progressivement l'objet d'une récupération politique, notamment avec la mise en place du programme municipal « Embellissement urbain », le centre culturel Fusion 3 permet aux militants de *Jóvenes por un distrito mejor* d'approfondir leur action socio-culturelle tout en maintenant l'autonomie de l'association à l'égard de la politique partisane. L'identité collective des membres de Fusion 3 renvoie effectivement aux activités artistiques développées au sein du local ou lors de manifestations culturelles dans d'autres quartiers de la ville. Dans la dernière partie du chapitre, nous allons voir une autre forme d'investissement de l'espace associatif par les militants péronistes de *Jóvenes por un distrito mejor*, lorsque ces derniers interagissent avec des habitants organisés en association dans le but d'améliorer les conditions de vie dans un quartier populaire.

### **VI.2.3 L'alliance de *Jóvenes por un distrito mejor* avec les associations de voisinage dans un quartier populaire**

#### **VI.2.3.1 Mobilisations de voisins pour l'amélioration du quartier**

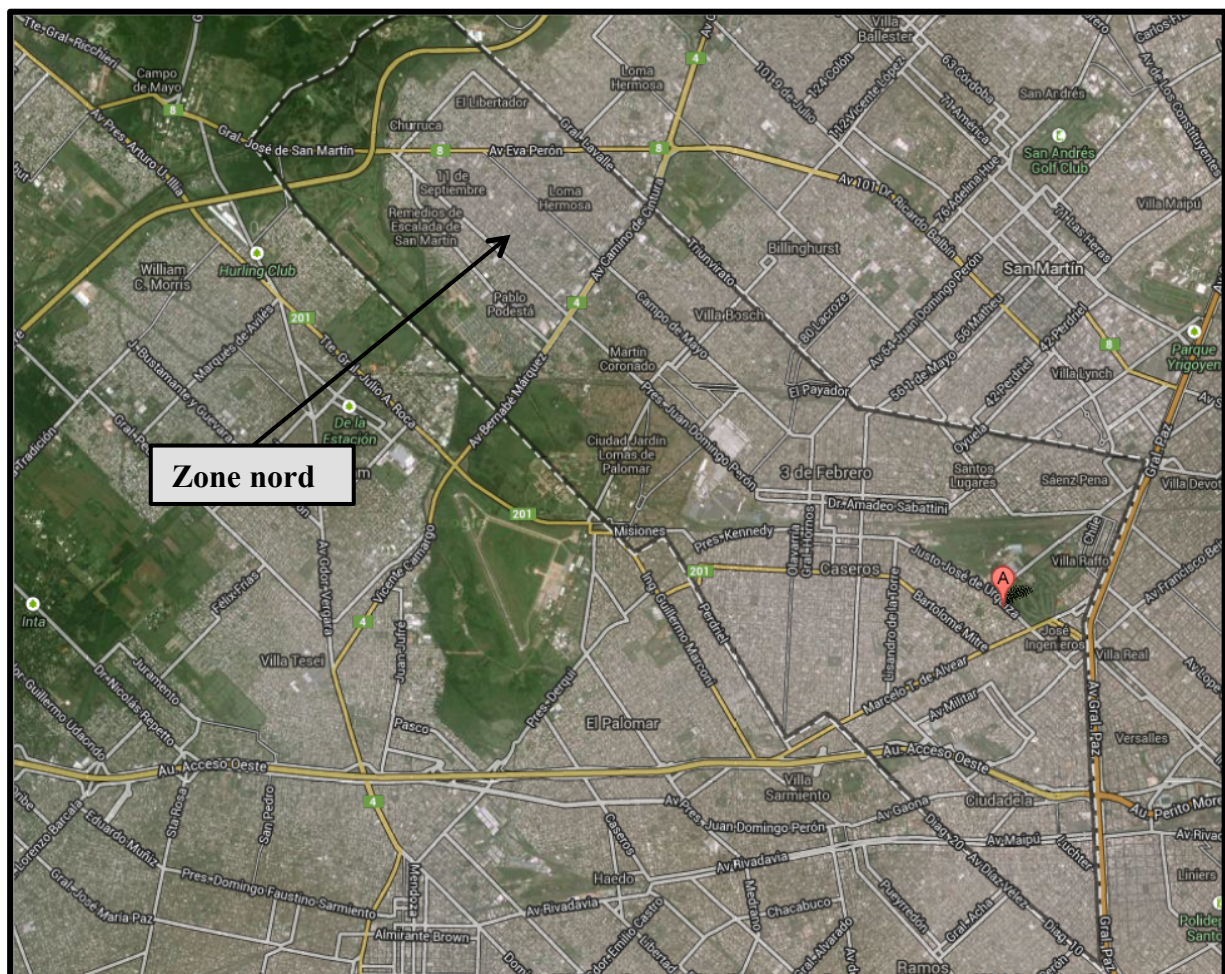
L'analyse d'une seconde association liée à *Jóvenes por un distrito mejor* nous emmène dans un des quartiers populaires de la ville, dans la localité de Loma Hermosa. Le quartier est situé dans la zone nord de Tres de Febrero, cet espace stigmatisé par les habitants du centre et du sud en référence au type de population qui y réside (secteurs populaires, voire marginaux) et à la qualité de l'environnement (mauvaises odeurs, proximité d'une décharge à ciel ouvert et d'une rivière polluée). La zone nord du district comprend non seulement la localité de Loma Hermosa, mais aussi celles de Pablo Podestá, Remedios de Escalada de San Martín, 11 de Septiembre, Churruca et El Libertador (Photo 28), soit une population totale de 69 740 habitants dont 16,8 % vivent dans des foyers ne satisfaisant pas aux nécessités de base<sup>281</sup>. La zone nord de Tres de Febrero forme une sorte d'enclave cernée du nord au sud-ouest par le fleuve de la Reconquista et un de ses affluents, et du sud à l'est par le *camino de cintura*, une des plus importantes routes qui traversent le *conurbano*. Historiquement, la zone Nord se

---

<sup>281</sup> Source : Recensement général de la population de 2001, Indec. Pour les neuf autres localités de Tres de Febrero, le taux de population privée des nécessités de base est de 5,7 %. Pour l'ensemble du district, il est de 8,7 %.

distingue du reste de la commune par son urbanisation tardive. L'agriculture et l'élevage s'y développent jusqu'à la fin des années 1930, époque où fleurissent des dizaines de maisons de campagne agrémentées de vastes jardins privés (Callegari, 1993). Concernant Loma Hermosa, ces habitations bourgeoises sont remplacées à partir de 1945 par des usines et des zones pavillonnaires où s'installent des travailleurs des classes populaires. Ce nouvel aménagement résidentiel est réalisé par des entreprises privées sans que suive un plan visant à doter cette nouvelle zone urbaine des services collectifs comme l'accès à l'eau courante et au gaz, ou l'éclairage des rues. L'analyse du processus par lequel ces services collectifs sont implantés progressivement dans les quartiers permet de mettre en lumière des mobilisations d'habitants, leur organisation sous forme associative et leurs interactions avec les pouvoirs publics.

Photo 28 - Image satellite de la municipalité de Tres de Febrero



En 1985, la municipalité de Tres de Febrero met en œuvre un plan d'acheminement du gaz dans l'ensemble de la commune, mais interrompt les travaux avant la réalisation de la totalité des ouvrages. Ainsi, le 8 juillet 1985, un des chantiers prend fin aux abords d'un quartier de Loma Hermosa, ce qui provoque rapidement l'émoi de quelques habitants. Leur inquiétude provient du fait qu'ils ont face à eux des logements ayant bénéficié du programme municipal et des ouvriers abandonnant le chantier sans perspective précise de retour. La dimension concrète du phénomène engendre alors un fort sentiment d'injustice et la crainte d'être laissé pour compte. On touche ici aux expériences sensibles des acteurs, à l'inscription des problèmes dans les mondes vécus des personnes qui représente une impulsion fondamentale dans les mobilisations collectives (Cefaï, Terzi, 2012 ; Cefaï, Lafaye, 2001).

Le passage du trouble ressenti à la définition argumentée de la situation problématique se réalise par l'enquête que mènent les premiers acteurs mobilisés. Une dizaine de voisins se réunissent à trois reprises chez l'un d'entre eux pour échanger spécifiquement sur la situation. Plusieurs éléments d'informations ressortent de ces discussions. Les voisins s'enquêtent notamment du fait que l'entreprise privée ayant réalisé les travaux dans le quartier voisin n'a pas été mandatée par la municipalité pour pousser plus loin le chantier. Autrement dit, l'interruption des travaux d'acheminement du gaz était prévue en amont. Cette information provoque un sentiment de défiance à l'égard de la municipalité et génère une mobilisation collective. Certains habitants font alors le tour des pâtés de maison pour diffuser ces informations et élargir le nombre des voisins souhaitant bénéficier de l'acheminement du gaz. Malgré l'intervention d'un élu référent sur le secteur cherchant à neutraliser l'action collective naissante, une délégation de voisins se rend directement à la municipalité pour réclamer la mise en œuvre des travaux d'aménagement du gaz dans leur quartier. Le processus de publicisation initié par les échanges au sein du quartier accède ainsi à une nouvelle dimension par l'interpellation des pouvoirs publics pour la résolution de la situation problématique (Blumer, 2004 ; Dewey, 2010 ; Gusfield, 2008). Face à cette action collective et aux arguments avancés par les habitants, le maire accède à leur revendication et ouvre quelques semaines plus tard le chantier à Loma Hermosa.

À la suite de cette mobilisation vécue comme une victoire, plusieurs acteurs se posent une même question : « Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? » Les débats portent autant sur la forme à donner au groupement que sur les liens à entretenir avec les responsables politiques. Ces habitants décident de créer une association indépendante de tout groupement politique visant la prise en charge des nécessités du quartier. Celle-ci prend la forme d'une union de



voisinage dénommée *Nueva esperanza* (Nouvel espoir). Présent dès l'origine de la mobilisation et toujours membre de la commission de direction de l'association, Oscar Gomez évoque dans son récit la volonté du groupe de ne pas se lier avec la politique partisane. La distance à l'égard de la politique se manifeste dès les premiers temps par le renvoi d'un des membres fondateurs en raison de son appartenance à un groupement politique. L'autonomie de l'association passe également par une logique d'autofinancement, malgré les conditions de vie modestes des habitants du quartier.

*« Quand on a commencé, dès le début, la politique voulait s'y mettre... Eh bon, on les a mis dehors. Tout de suite ! Attention, hein tout de suite ! Le vice-président c'était Pichi, [un militant politique] et on ne l'a pas accepté... Et donc on a continué nous-mêmes. Je me souviens que personne n'était riche... Tout le monde avait un travail, mais pas du genre à mettre 5 000 dollars ou 10 000 dollars pour faire quelque chose. Les 40 premières chaises qu'on a achetées, c'était 200 pesos l'un, 200 l'autre, 300 l'autre. Ensuite, le trésorier nous remboursait à mesure qu'on récoltait des fonds. »*

Entretien avec Oscar Gomez, Membre de l'association *Nueva esperanza*.

La politique est également repoussée en raison des clivages et des risques potentiels de division qu'elle comporte. Or, l'unité des habitants et le progrès du quartier sont les mots qui reviennent sans cesse pour définir le projet de l'association. Si la solidarité mutuelle et la dimension locale sont privilégiées par les membres de l'association pour conduire leur action, ceux-ci entretiennent toutefois des relations avec le pouvoir municipal. Comme l'évoque la présidente actuelle de *Nueva esperanza*, les dirigeants de l'union de voisinage portent des réclamations auprès du maire de Tres de Febrero. À l'instar des *sociedades de fomento* (associations de développement) de la ville de Buenos Aires durant le premier XX<sup>e</sup> siècle (De Privitellio, 2003), ces réclamations concernent des problèmes de voirie, de propreté ou d'accès aux services collectifs dans le but d'améliorer les conditions de vie dans le quartier.

*« On a toujours fait en sorte que la politique n'intervienne pas. On essaie toujours de faire en sorte que la politique ne... parce que, des fois, il y en a qui se disputent... et toujours, l'idée c'est l'unité, payer la même chose et faire progresser le lieu. Bien sûr, c'est important d'être bien avec la municipalité parce qu'il est très coopératif le maire, il aide beaucoup et il nous écoute, et ça c'est bien. Quand il y en a un qui va parler avec*

*lui, il écoute. Mais on essaye toujours de faire en sorte que la politique n'influence pas. Parce que si j'ai une idée et un autre a une idée... pour ne pas que ça génère un conflit ».*  
Entretien avec Mirta Lauria, Présidente de l'association *Nueva esperanza*.

À la suite de la mobilisation pour l'accès au gaz, cette union de voisinage est à l'origine de nouvelles réclamations auprès de la municipalité pour l'aménagement d'un réseau d'eau courante, l'installation de nouveaux luminaires sur la voie publique et la mise en place d'un système de tout-à-l'égout. De manière plus autonome, cette association propose des activités culturelles, pédagogiques et sportives tels des cours d'anglais, de danse, de dessin, de musique, d'échec, de gymnastique et de taekwondo. L'association a également reçu un agrément de l'éducation nationale pour dispenser des cours pour adultes permettant de terminer les cycles de l'enseignement primaire et secondaire. Un club de football pour enfants et adolescents fait également partie de l'association qui dispose de son propre terrain de jeu grâce à des donations d'entreprises installées dans le quartier (Photo 29). Progressivement, grâce au bénévolat des militants associatifs, aux donations privées et aux revenus générés par les cotisations et les diverses activités<sup>282</sup>, l'union de voisinage *Nueva esperanza* parvient à louer des locaux de plus en plus grands jusqu'à acheter un terrain et bâtir son propre édifice. La possibilité de mettre à disposition la grande salle de leur local est considérée par ces acteurs comme un progrès pour le quartier, celle-ci servant notamment de salle des fêtes pour des anniversaires et des mariages (Photo 30). Depuis sa création en 1985, cette association a enregistré un total de 1 700 adhésions et compte en 2011 près de 250 membres à jour de leur cotisation.

---

<sup>282</sup> Comme nous l'avons vu pour le centre culturel Fusion 3, les animateurs des activités culturelles, pédagogiques et sportives sont rémunérés grâce aux cotisations des personnes qui suivent leurs cours. L'association prélève 20 % de ces cotisations pour son fonctionnement.

Photo 29 – Terrain de football de l'union de voisinage *Nueva esperanza* à Loma Hermosa.



Photo 30 – Grand salon de l'union de voisinage *Nueva esperanza* à Loma Hermosa.



### VI.2.3.2 La revendication d'une place publique pour le quartier

L'énumération des activités et des adhésions de cette union de voisinage ne doit cependant pas tromper sur la diversité des relations qu'elle entretient avec les habitants du quartier. Si certains adhèrent formellement ou soutiennent moralement l'association, d'autres rejettent cette forme de représentation du quartier ou ignorent simplement son activité. L'action de cette association met toutefois en lumière l'existence de mobilisations d'habitants qui entendent agir durablement au niveau local, sans lien avec la politique partisane. L'union de voisinage ainsi constituée joue également un rôle de support dans la formation de nouveaux collectifs d'habitants avec lesquels ils partagent le même horizon de progrès pour le quartier. Un conflit de voisinage au sujet de l'usage d'un espace vert est ainsi à l'origine de la constitution d'un nouveau collectif d'habitants qui revendique l'aménagement d'une place publique au sein du quartier<sup>283</sup>.

L'existence de cet espace vert remonte à 1959, année de la construction du lotissement qui le jouxte. Inoccupé et peu entretenu pendant une vingtaine d'années, cet espace commence à servir de terrain de jeu à quelques habitants qui y installent des éléments de fortune pour pratiquer le football. Au début des années 1980, un club sportif est fondé et l'espace vert se transforme véritablement en terrain de football. Or, pour d'autres habitants, cet usage est vécu comme une appropriation illégitime, une « usurpation » d'un espace collectif à des fins privées. Cette contestation est portée à l'origine par une poignée de femmes qui habitent depuis 1959 le fameux lotissement à proximité de l'espace vert. Ces femmes ont la conviction que le plan original du lotissement prévoyait la construction d'une place publique à l'endroit du terrain resté vierge. Ce conflit de voisinage entre le maintien du terrain de football et l'aménagement d'une place publique s'étend sur plus de vingt années et engage différents acteurs qui lui donnent une visibilité publique. En suivant les différentes étapes de publicisation du problème, on peut voir à l'œuvre l'agir politique des habitants de ce quartier populaire en lien avec des préoccupations de la vie quotidienne.

La transformation de l'espace vert en un terrain de football associé à un club sportif génère un trouble chez une dizaine de femmes qui considèrent cette situation comme problématique. La définition du problème par ces personnes émerge progressivement lors des conversations quotidiennes pour s'articuler de la manière suivante : un espace collectif est

---

<sup>283</sup> La place publique revêt une importance particulière dans les représentations sur le quartier. Elle participe de la reconnaissance d'un certain prestige, voire de l'acquisition d'un statut de quartier aboutit.

injustement confisqué par quelques particuliers qui cherchent à en devenir les propriétaires au travers de leur club sportif. Leur revendication consiste en l'aménagement d'une place publique conformément au plan original du lotissement. La première étape de la mobilisation consiste alors en un déplacement de quatre de ces femmes à la municipalité de Tres de Febrero pour porter leur réclamation directement auprès du maire. Loin d'aboutir à la résolution du problème, cette démarche met en lumière un élément qui joue un rôle important dans l'accroissement de la mobilisation : l'absence de document officiel concernant la construction du lotissement de 1959. Autrement dit, les habitations de deux pâtés de maison et l'espace vert n'ont aucune existence légale, ce qui remet en question la propriété des maisons.

Cette information est diffusée auprès des habitants concernés et c'est une délégation plus importante de voisins qui se déplace à la municipalité attenante de San Martin où pourraient se trouver ces documents officiels<sup>284</sup>. Le constat d'échec est identique, il ressort de ces démarches que les plans et registres correspondant à cette zone d'habitation ont été probablement perdus lors du transfert des archives d'une municipalité à l'autre en 1963. Ce moment constitue un tournant dans la mobilisation. Si la question de la place publique est solidaire de celle de la propriété des habitations, elle passe alors au second plan et le groupe des habitants mobilisés pour obtenir leur titre de propriété augmente progressivement pour atteindre une soixantaine de personnes. Les femmes revendiquant la construction d'une place restent cependant les plus actives, elles organisent régulièrement des réunions à leur domicile, ainsi que dans le local de l'union de voisinage *Nueva esperanza* qui les soutient dans leur démarche.

Après plusieurs mois de discussion, les habitants mobilisés constituent un dossier de réclamation auprès de la juridiction supérieure, la province de Buenos Aires. La demande porte sur la reconnaissance légale des propriétés immobilières ainsi que sur celle de la place publique à l'endroit de l'espace vert. Pour appuyer cette demande, une soixantaine de personnes se déplacent à plusieurs reprises à la ville de La Plata<sup>285</sup>, siège du gouvernement provincial, pour rencontrer directement le gouverneur Antonio Cafiero et les directeurs de l'Institut provincial de l'habitat. En 1990, les institutions provinciales donnent gain de cause à

---

<sup>284</sup> En 1959, tous les quartiers qui forment la commune de Tres de Febrero sont sous la juridiction de la municipalité de San Martin. Ce n'est qu'en 1963, suite au développement urbain et démographique de ces quartiers, que la municipalité de Tres de Febrero est créée.

<sup>285</sup> La Plata est située à une cinquantaine de kilomètres au Sud de la ville de Buenos Aires. Ces deux villes sont reliées par des services de bus et de train.

ce groupe de voisins et délivrent des documents officiels concernant la propriété de leur logement et l'existence d'un terrain destiné à une place publique. Le récit d'une habitante rend compte de la croissance de cette mobilisation et de l'interpellation directe des dirigeants politiques pour faire aboutir leur revendication.

*« Avec le temps, moi, Isabelle et une autre femme, on a commencé à lutter pour les documents, à lutter et à lutter... Dix ans ça nous a coûté. Dix ans pour aller à La Plata, pour dire exactement ce qui s'était passé. Ils ont vu ce qu'il y avait, c'est pour ça que parfois on a besoin d'un homme politique, ils ne sont pas toujours mauvais. Nous, celui qui nous a beaucoup aidées c'est Cafiero, il était gouverneur à ce moment-là, il nous a beaucoup aidées pour avoir les documents et des bons documents, pas juste un bout de papier comme ça ! Avec la signature officielle du gouvernement !*

Comment vous avez fait pour parler avec le gouverneur ?

*On y est allé, on est rentré. Comme ça ! Sans se gêner, sans se gêner ! Cafiero était gouverneur, il a fait un décret pour les familles, un décret ! Et les documents sont bien sortis. Nous, on allait à La Plata et on parlait avec tout le monde, avec le gouverneur, avec tout le monde. (...) À la fin, on était 62 personnes et on y allait ! On faisait tout toutes seules, entre nous. On était des voisines, on menait la lutte toutes seules ».*

Entretien avec Marta Cortaza, Membre des Amis de la place San Cayetano.

L'obtention des titres de propriété entraîne une démobilisation chez la plupart des habitants et seule une dizaine de femmes continue de porter le projet d'établissement de la place publique. Malgré la reconnaissance officielle de leur revendication par l'autorité provinciale, ces femmes se heurtent au refus du maire de Tres de Febrero d'intervenir entre les deux groupes de voisins opposés. À l'écoute des arguments de chacun, Hugo Curto considère que la situation de fait n'est pas préjudiciable pour le quartier et qu'un club de football est également un élément important pour la communauté<sup>286</sup>. Ce *statu quo* dure huit années au cours desquelles le club de football et le terrain sont progressivement abandonnés. Au début des années 2000, cet espace gagne la réputation de devenir durant la nuit un lieu de consommation de drogues. Les femmes mobilisées pour la création d'une place publique associent alors cette mauvaise réputation aux actes de vandalisme qui augmentent dans le quartier à la même période. De ce fait, elles définissent le problème à partir des faits de

---

<sup>286</sup> La principale politique publique d'Hugo Curto est destinée au sport, raison pour laquelle la ville de Tres de Febrero est surnommée la « Capitale provinciale du sport ».

délinquance et leur imputent comme cause l'existence de ce terrain abandonné, non éclairé, où se regroupent durant la nuit des individus « en marge de la communauté ». Cette construction narrative fait clairement apparaître les « bons » et les « mauvais » voisins. De même, la « bonne » solution au problème devient l'établissement d'une véritable place publique qui dégagerait l'espace, l'illuminerait le soir et responsabiliserait les habitants pour son entretien. Un collectif plus large se constitue sur la base de cette définition, de cette narration et de cette proposition, rassemblant des habitants, des commerçants, l'église du quartier et les responsables de l'union de voisinage *Nueva esperanza*. En 2005, après de nouvelles rencontres avec le maire de Tres de Febrero, celui-ci acte la transformation de l'espace vert en place publique que les voisins baptisent du nom du Saint patron des travailleurs : San Cayetano (Photo 31). Cette place publique est alors gérée par une association dénommée les Amis de la place San Cayetano dont un des dirigeants est un militant péroniste du groupement *Perón vuelve* et un des fondateurs de *Jóvenes por un distrito mejor*. Nous allons voir maintenant le rôle joué par cet acteur dans le quartier Loma Hermosa et les relations existantes entre ces différentes organisations.

Photo 31 – Place San Cayetano dans la localité de Loma Hermosa, à Tres de Febrero.



### VI.2.3.3 Gestion associative de la place publique

Le nom donné à la place publique est en lien avec l'existence d'une chapelle dédiée à San Cayetano où se déroule la messe dominicale ainsi que diverses activités religieuses. Outre la foi catholique revendiquée par les membres de l'association des Amis de la place San Cayetano, la référence au patron des travailleurs correspond également à l'identité sociale que ces acteurs attribuent à eux-mêmes et à leur quartier. Dans les récits, l'identité du quartier est liée à la présence d'une population de gens dont les ressources sont modestes, mais qui vivent de leur travail. En définissant leur quartier en référence aux « travailleurs », ces acteurs différencient leur situation de celle des secteurs populaires dont les revenus proviennent de l'assistance sociale. En d'autres termes, les membres de l'association des Amis de la place San Cayetano se distinguent des « pauvres » qui habitent les bidonvilles (*villas miserias*) et qui entretiennent des relations clientélaires avec les médiateurs politiques (*punteros*). Outre la référence au travail, le type de relations entre les habitants du quartier et les organisations partisans est en effet central dans la définition de l'identité collective du groupement et du quartier. Comme nous l'avons vu avec l'union de voisinage *Nueva Esperanza*, c'est moins une opposition qu'un rapport distant qui s'établit avec le pouvoir municipal et les organisations politiques. Les militants politiques locaux sont connus, il existe notamment une unité de base péroniste dans le quartier, mais leur intervention en tant que médiateurs pour la résolution des problèmes locaux n'est pas souhaitée. L'activité de l'association est davantage mise en relation avec les autres organisations présentes dans le quartier telle l'union de voisinage et l'église.

*« L'union de voisinage nous aide, les commerçants aussi, l'église... Il y a une petite chapelle en face [de la place] où les enfants vont à l'église, c'est de là que vient le nom de San Cayetano. Avant, il y avait juste une niche avec une statue de San Cayetano. Tout le monde faisait des prières à San Cayetano, on déposait des fleurs. (...) Avec l'unité de base, on n'a pas vraiment de contact. Non. Elle est dans le quartier, elle est à 300 mètres, mais il n'y a pas de connexions. C'est pas pour autant qu'ils ne voulaient pas nous aider au début, mais chacun avait son espace. Ils nous disaient : "vous êtes folles... pourquoi faire une petite place ?" ».*

Entretien avec Isabelle Caballero, Membre des Amis de la place San Cayetano.



La distance à l'égard des militants politiques était déjà notable dans les mobilisations décrites précédemment concernant l'installation de services collectifs tel le réseau de gaz, l'éclairage public et le tout-à-l'égout. Les relations avec les pouvoirs publics ne sont pas médiatisées par des militants locaux, elles se manifestent par des rencontres directes entre une délégation d'habitants et les responsables politiques. Ces délégations portent des réclamations auprès des autorités concernées et attendent de leur part la résolution des problèmes ainsi publicisés. Les associations telle l'union de voisinage *Nueva Esperanza* et les Amis de la place San Cayetano forment alors des arènes publiques permettant la constitution de publics et la publicisation de problèmes sociaux (Cefaï, 1996, 2002). La revendication n'est toutefois pas l'activité principale de ces associations de voisinage. Les dirigeants politiques ne sont sollicités que lorsque l'action collective et les ressources privées ne suffisent pas à résoudre un problème et que l'aide des pouvoirs publics est jugée nécessaire. L'intervention de la municipalité de Tres de Febrero a ainsi permis la transformation de l'espace vert abandonné en une véritable place publique, mais c'est l'association des Amis de la place San Cayetano qui est aujourd'hui chargée de l'entretenir et d'y organiser des événements.

Dans le contexte d'une organisation des habitants dans des associations indépendantes des groupements politiques, l'intervention des militants de *Jóvenes por un distrito mejor* dans ce quartier de Loma Hermosa peut difficilement se manifester au travers de la forme partisane. C'est pourtant dans ce quartier que ces jeunes militants péronistes ont commencé à militer dans les années 1980, au sein de l'unité de base située à quelques centaines de mètres de la nouvelle place publique. Comme nous l'avons vu précédemment, il existe peu de liens entre l'association des Amis de la place San Cayetano et cette unité de base affiliée au groupement politique *Perón vuelve*. Un des fondateurs de *Jóvenes por un distrito mejor* est toutefois présent au sein de la commission de direction de l'association gérant la place publique en tant que secrétaire. Il participe donc à la direction de cette association aux côtés de deux femmes à l'origine de la mobilisation des voisins, de deux commerçants du quartier, d'un membre de l'union de voisinage *Nueva Esperanza*, du prêtre de la chapelle San Cayetano et de trois habitants du quartier ayant soutenu la demande de place publique sans toutefois participer aux mobilisations. Ce militant politique, Javier Bareiro, est né dans le quartier au début des années 1970 et y réside encore à la fin des années 2000. Il est également le fils d'une des femmes mobilisées dès l'origine pour l'obtention des documents légaux et l'aménagement de la place publique. Bien que tous les membres de la commission de

direction de l'association connaissent son militantisme politique<sup>287</sup>, son engagement dans l'association est considéré comme légitime grâce à son histoire personnelle et familiale qui le relie à la fois à l'espace du quartier et à la lutte pour la place publique. Comme il l'exprime lui-même, ce militant veille toutefois à ne pas verser dans une confusion des rôles. En accord avec le projet de *Jóvenes por un distrito mejor* de générer des formes de participation dans les quartiers sans lien avec la politique partisane, il tente de dissocier le rôle de référent politique qu'il joue au niveau du territoire de celui de responsable associatif qu'il tient en relation à la place publique.

*« Je ne représente pas l'unité de base dans l'association. J'essaie d'agir de façon plus indépendante parce que... même si tout le monde sait que j'ai un côté politique, par exemple quand il y a un problème qui n'a rien à voir avec la place, des gens viennent frapper à la porte de chez moi pour me demander un service en lien avec le groupe politique, avec la politique. Les gens savent à quel groupe j'appartiens. Mais ça, je ne le fais pas à l'intérieur de l'association parce qu'il y a des habitants qui pensent que si tu es à la fois dans la politique et dans le groupe, c'est que tu suis un intérêt personnel ».*

Entretien avec Javier Bareiro, Militant péroniste, Membre de *Jóvenes por un distrito mejor*, Membre des Amis de la place San Cayetano.

Contrairement à ce que nous avons vu avec le centre culturel Fusion 3, Javier Bareiro n'est pas considéré comme le fondateur de l'association des Amis de la place San Cayetano. Il a pris part à cette fondation, au même titre que les acteurs déjà engagés dans les mobilisations en faveur de la place ou dans l'union de voisinage *Nueva Esperanza*. Les décisions concernant l'activité de cette association sont prises collectivement par les membres de la commission de direction qui se réunissent une fois par mois au domicile d'un des membres ou dans le local de l'union de voisinage. La présidence de l'association est d'ailleurs occupée par un commerçant du quartier. Au cours de ces réunions, les responsables évoquent les problèmes à résoudre concernant la place publique (dégradation du mobilier urbain, éclairages à remplacer, etc.) et les projets permettant d'accroître l'activité de l'association. Au cours des

---

<sup>287</sup> Membre de *Jóvenes por un distrito mejor* et du groupement politique *Perón vuelve*, il travaille à la municipalité de Tres de Febrero depuis le début des années 2000. Il n'a cependant jamais fait partie d'une liste électorale, mais s'est longtemps investi dans les activités de l'unité de base péroniste du quartier.

réunions que nous avons pu observer, Javier Bareiro est toutefois le dirigeant qui soumet le plus de propositions au groupement. Il a ainsi proposé que des peintures murales soient réalisées au niveau des façades qui entourent la place San Cayetano. Ces peintures ont été effectuées par des membres de l'association, des habitants du quartier, des artistes et les militants de *Jóvenes por un distrito mejor*. Sur ces peintures, les signatures font uniquement référence aux noms des auteurs, à l'association *Jóvenes por un distrito mejor* et au centre culturel Fusion 3. Les noms de Javier Pepe et d'Hugo Curto n'y figurent pas, ce qui témoigne de la précaution de ne pas faire apparaître les liens avec les institutions politiques. Javier Bareiro est également à l'initiative d'un festival de danse organisé chaque année sur la place publique. Ce festival, qui mobilise des écoles et des associations culturelles, est considéré par les responsables de l'association comme le point d'orgue de l'animation culturelle du quartier. Enfin, Javier Bareiro met à profit son expérience militante pour solliciter l'aide des entreprises et des commerçants installés dans le quartier. Le mobilier urbain de la place (bancs, balançoires, toboggans) a été installé grâce aux donations d'entrepreneurs locaux. En contrepartie, le nom des firmes est inscrit sur ces équipements. L'association édite également une revue mensuelle qu'elle distribue gratuitement auprès des habitants afin de diffuser des informations locales et générales. Des pages de publicité permettent alors de mettre en valeur les entreprises et les commerces qui collaborent avec l'association.

Les autres membres de la commission de direction sont également à l'initiative de projets ou d'animations concernant la place San Cayetano. Le prêtre de la chapelle l'a intégrée dans le cérémoniel des processions qui ont lieu dans le quartier. Il a aussi relié l'association à un groupe de scouts de la paroisse de Loma Hermosa qui collabore à l'entretien de la place (mobilier urbain, arbres, pelouse). Trois autres personnes sont à la recherche d'un local qui permettrait, à l'instar de l'union de voisinage *Nueva Esperanza*, de proposer des activités pédagogiques, culturelles et sportives, et de générer quelques revenus pour l'association. Cette association de quartier parvient donc à gérer un bien collectif et à susciter la participation des habitants tout en maintenant son autonomie à l'égard des organisations partisans. Le travail sous-jacent de Javier Bareiro et l'intervention ponctuelle des militants péronistes de *Jóvenes por un distrito mejor* ne s'apparentent pas à une instrumentalisation de l'action associative à des fins électoralistes. L'engagement politique de ces militants n'est toutefois pas totalement étranger à certaines actions menées par les associations auxquelles ils participent. Ainsi, la place San Cayetano a été le théâtre en 2012 d'une commémoration de la guerre des Malouines qui représente un des principaux ressorts

du nationalisme. En pleine recrudescence du conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni, une plaque commémorative réalisée par la directrice du centre culturel Fusion 3 a été déposée au centre de la place en l'honneur d'un habitant du quartier décédé peu après son retour de la guerre.

## **Conclusion**

Les syndicats de travailleurs ont joué un rôle central dans la formation de la classe ouvrière argentine et dans l'adhésion des classes populaires au péronisme. Durant les périodes de proscription du parti justicialiste, les organisations syndicales ont constitué le principal espace d'engagement des militants péronistes. Lors des élections générales qui marquent le retour à la démocratie en 1983, les dirigeants syndicaux occupent la direction du parti justicialiste et portent en grande partie la responsabilité de la défaite face à l'Union civique radicale. Les aspirations à la consolidation d'un État de droit, exprimées notamment par les associations de défense des droits de l'Homme et le nouveau président Raúl Alfonsín, ouvrent une nouvelle période marquée par un affaiblissement des antagonismes politiques, notamment entre péronistes et antipéronistes. Fragilisés par les défaites électorales et le processus de désindustrialisation, les dirigeants syndicaux sont progressivement évincés de la direction du parti justicialiste par le courant politique de la « Rénovation péroniste » qui vise à démocratiser le parti et à élargir l'électorat au-delà des classes populaires. Avec la mise en œuvre des réformes néolibérales des années 1990, le parti péroniste qui reposait antérieurement sur une base syndicale conserve son emprise sur les classes populaires grâce au développement de réseaux politiques territorialisées de type clientélaire.

Le processus de *desindicalización* du parti péroniste s'accompagne en effet d'une modification des configurations politiques locales dans les communes populaires. Le renforcement du pouvoir municipal dans le *conurbano* s'inscrit notamment dans le développement de pratiques clientélares liées à des fonds publics provenant des gouvernements provinciaux et nationaux. À Tres de Febrero, le maire au pouvoir depuis 1991 participe à cette reconfiguration des relations entre le parti péroniste et les classes populaires en développant des réseaux de résolution de problèmes liés aux situations de pauvreté. L'hégémonie exercée par le parti péroniste sur ce territoire repose néanmoins sur une diversité de groupements politiques qui participent à la fois au gouvernement municipal et au développement de réseaux politiques dans les quartiers populaires. Au sein du groupement

*Perón vuelve* auprès duquel nous avons enquêté, certains jeunes militants péronistes cherchent toutefois à mettre en œuvre une action dans les quartiers qui se distingue de l'assistencialisme et du clientélisme politique.

Au milieu des années 1990, dans le contexte du discrédit de l'activité politique et des organisations partisans, ces jeunes militants péronistes fondent l'association *Jóvenes por un distrito mejor*. L'usage de la forme associative pour agir dans les quartiers et susciter la participation des habitants représente un changement dans les modalités d'engagement dans la mesure où les liens avec les organisations partisans semblent s'affaiblir. Malgré les critiques formulées par d'autres militants péronistes à l'encontre de cet engagement dans l'espace associatif sans étiquette partisane, les fondateurs de *Jóvenes por un distrito mejor* mettent au second plan le rapport à l'idéologie et au parti afin de permettre la participation de ceux qui ne se reconnaissent plus dans les partis politiques. L'engagement associatif de ces jeunes péronistes ne correspond toutefois pas à une reconversion militante dans la mesure où ils maintiennent leurs engagements partisans et poursuivent leurs carrières au sein de l'espace politique local. La forme associative n'est pas non plus investie de valeurs telles l'autonomie, l'horizontalité ou la proximité, qui l'opposerait à la forme partisane reposant sur la délégation, la verticalité et l'idéologie. L'usage de l'association par ces militants péronistes relève d'une adaptation pratique dans le contexte du discrédit de l'activité politique. Cela leur permet de prolonger le travail social qu'ils réalisaient auparavant dans les quartiers à partir des unités de base péronistes.

Au travers de *Jóvenes por un distrito mejor* et d'autres associations locales, les jeunes militants péronistes du groupement *Perón vuelve* sont parvenus à générer des actions collectives plus ou moins durables dans les quartiers de Tres de Febrero. En détachant les mobilisations de toute affiliation partisane, ils ont noué de nouvelles relations avec des militants associatifs, des commerçants, des entrepreneurs locaux et des habitants non engagés dans des organisations associatives ou partisans. Certains militants associatifs soutiennent le projet politique mené par Javier Pepe et les autres militants péronistes, sans que cela ne se traduise par des engagements dans les organisations partisans. Le projet de *Jóvenes por un distrito mejor* est d'ailleurs moins de former et de recruter des militants que de susciter la participation des habitants dans des actions collectives locales. Cette forme de participation se distingue de la logique clientélaire et assistencialiste qui préside dans les unités de base péronistes (Levitski, 2005). Les associations créées ne prennent pas en charge la résolution de

problèmes liées aux situations de pauvreté, elles se constituent à partir de projets spécifiques en lien avec des problèmes touchant à l'espace du quartier.

La lutte contre la dégradation de l'espace public urbain par la réalisation de peintures murales a permis aux membres de *Jóvenes por un distrito mejor* d'agir dans différents quartiers de Tres de Febrero en collaboration avec d'autres organisations associatives, des écoles publiques, des habitants, des artistes et des commerçants locaux. Néanmoins, la participation à ces activités s'accompagne rarement d'une adhésion à l'association ou d'un engagement durable dans l'organisation, malgré la réalisation de près de 400 peintures entre 1995 et 2010. Les actions collectives sont en effet le plus souvent éphémères, telles les journées de peintures murales organisées dans les quartiers. Les participations régulières concernent les artistes plasticiens et les principales collaborations ont lieu avec d'autres associations culturelles de Tres de Febrero. Le fonctionnement de l'association est également peu formalisé et le pouvoir de décision reste confiné dans le noyau des fondateurs.

La lutte contre la dégradation de l'espace public urbain est progressivement l'objet d'une récupération politique qui se manifeste d'abord par l'apposition des noms de Javier Pepe et d'Hugo Curto sur les peintures murales, puis par la mise en place du programme municipal « Embellissement urbain ». Cette mise en relation entre l'association et des élus politiques ne génère pas de conflits au sein de *Jóvenes por un distrito mejor*. Les artistes continuent notamment de participer aux journées de peintures murales et certains s'engagent plus durablement dans le projet de fondation d'un centre culturel visant à élargir l'accès aux pratiques artistiques. Le centre culturel Fusion 3 est dirigé par deux militants politiques et le fonctionnement relativement informel de l'association n'est pas basé sur la pratique de la délibération. Les membres de Fusion 3, notamment les artistes qui animent les ateliers, ont toutefois le sentiment de s'approprier le lieu et le projet de l'association. Contrairement aux peintures murales, le centre culturel fondé en 2005 conserve son autonomie à l'égard de la politique partisane. L'identité de l'association est uniquement liée aux activités artistiques développées au sein du local ou lors de manifestations culturelles dans d'autres quartiers de la ville.

Parallèlement à la constitution du centre culturel, d'autres membres fondateurs de *Jóvenes por un distrito mejor* participent à la création d'associations à proximité de leur propre espace de résidence. Une bibliothèque populaire, un potager collectif, un dispensaire, une association étudiante et deux amicales de place publique sont en partie créés grâce à

l'activisme de ces militants. Le cas de l'association des Amis de la place San Cayetano dans le quartier de Loma Hermosa met en lumière les relations qui se nouent entre les militants politiques nouvellement engagés dans l'espace associatif local et des habitants organisés en association dans le but d'améliorer les conditions de vie dans un quartier populaire. Ces habitants ont en effet généré des mobilisations pour obtenir notamment l'accès au gaz et à l'eau courante, ainsi que l'installation de luminaires sur la voie publique et un système de tout-à-l'égout. Les acteurs mobilisés ont agi en tant que « voisins » du quartier et sans l'intermédiation de militants politiques. Ils ont ainsi constitué une union de voisinage qui permet de porter des réclamations collectives auprès des dirigeants politiques et de proposer des services auprès de la population du quartier. La revendication pour une place publique s'est également effectuée au travers de mobilisations de voisins et sans intermédiations politiques. Le militant péroniste de *Jóvenes por un distrito mejor* a participé à la création d'une association dont le projet est de gérer la place publique San Cayetano et d'y organiser des activités culturelles afin d'intégrer cet espace dans la sociabilité de quartier. Dans le contexte d'une organisation préalable des habitants dans le but d'améliorer leur quartier sans lien avec des organisations partisans, ce militant s'intègre dans un fonctionnement collectif de l'association à laquelle participent des militants associatifs, des commerçants locaux et des membres de la paroisse. L'engagement partisan de ce militant est connu de tous les membres associatifs, mais celui-ci ne contribue pas à tisser des liens entre l'association des Amis de la place San Cayetano et les organisations politiques auxquelles il est rattaché. Ni l'unité de base du quartier, ni le groupement politique *Perón vuelve* ne collaborent avec cette amicale de place publique. Lorsque les militants de *Jóvenes por un distrito mejor* sont sollicités pour réaliser des peintures murales autour de la place, aucune annotation ne fait référence aux élus et aux organisations politiques.

Au travers de la participation associative d'un groupe de jeunes militants péronistes, on observe donc une évolution des modalités d'engagement dans les quartiers populaires. Alors que ces militants politiques se sont formés dans les années 1980 au sein des unités de base péronistes, ils ont adapté leur pratique concernant le travail social dans les quartiers durant les années 1990 en raison du discrédit des organisations partisans et de l'activité politique en général. L'adaptation pratique des militants de *Jóvenes por un distrito mejor* illustre un changement dans les modalités d'engagement qui n'est pas nécessairement lié à une valorisation de la forme associative pour ses vertus démocratiques. Les actions mises en œuvre et les relations au sein des associations tendent tout de même vers le modèle de

l'engagement autonomiste (Svampa, 2011). Les projets associatifs s'inscrivent en effet à l'échelle locale et sont liés à des situations problématiques vécues dans l'espace du quartier telles la dégradation de l'espace public urbain ou l'absence d'une place publique. Les associations conservent également une autonomie de fonctionnement à l'égard des organisations partisans, contrairement à ce que l'on a pu observer à propos des organisations piqueteras et des assemblées de quartier au cours des années 2000 (Svampa, 2008). Bien que les militants péronistes de *Jóvenes por un distrito mejor* poursuivent leur carrière au sein des institutions politiques locales, leur engagement dans l'espace associatif ne peut s'apparenter à une forme d'instrumentalisation à des fins électoralistes. En parallèle de la constitution de réseaux territoriaux de type clientélaire permettant la résolution de problèmes liées à des situations de pauvreté, on observe donc une recomposition des relations entre les organisations partisans et les associations locales dont un des traits principaux est l'autonomisation des organisations associatives.





## Conclusion de la troisième partie



Aux cours des deux derniers chapitres, la participation associative dans les quartiers populaires a été mise en relation avec les transformations des partis politiques historiquement liés aux classes populaires. L'analyse reposait sur l'hypothèse selon laquelle les transformations du parti communiste français et du parti justicialiste s'accompagnent d'une autonomisation des associations au sein des systèmes politiques locaux. Dans le contexte de l'affaiblissement de l'idéologie socialiste et de l'idée de révolution sociale, de nouvelles configurations politiques locales se dessinent dans les quartiers populaires suite à la désagrégation des systèmes socio-politiques communistes et péronistes. L'analyse a mis en lumière une recomposition des liens entre les partis politiques et les classes populaires, un affaiblissement de la dimension idéologique au profit d'un ancrage territorial du pouvoir politique et une autonomisation des associations à l'égard des organisations partisans. La comparaison internationale fait toutefois apparaître des différences au niveau de l'évolution des partis politiques historiquement liés aux classes populaires, des pratiques liées à la territorialisation de la politique et des raisons d'engagement dans l'espace associatif.

En France, le parti communiste connaît un déclin à partir de la fin des années 1970 qui se traduit notamment par la désunion des organisations qui formaient le milieu partisan communiste. Le repli sur la classe ouvrière et la réactivation de la « matrice stalinienne » (Pudal, 2009) s'accompagnent d'un désengagement progressif des militants et d'une baisse continue des résultats électoraux au niveau national. À la fin des années 2000, le parti communiste français se trouve marginalisé dans le jeu politique national. Au niveau local, le cas de Gennevilliers met en lumière comment les élus municipaux usent de dispositifs participatifs pour renouveler les formes de mobilisation des habitants. L'espace associatif offre une possibilité de reconversion militante pour les ex-communistes comme nous l'avons vu au sujet de l'Université populaire des Hauts-de-Seine. Si les moments du désengagement du parti communiste diffèrent parmi les membres de cette association, les raisons de l'engagement dans l'associatif sont relativement similaires et se comprennent en contraste avec les raisons de désengagement (ou de non engagement) dans la politique. Pour ces militants, la participation associative est donc liée à la volonté d'agir collectivement dans une organisation autonome fonctionnant par la délibération, ainsi qu'à la critique de la délégation et du fonctionnement hiérarchique dans les organisations partisans (essentiellement le PCF). L'analyse des pratiques au sein de l'Université populaire nuance toutefois l'opposition entre partis et associations dans les représentations des acteurs. D'une part, l'association est relativement autonome à l'égard des organisations partisans et des pouvoirs publics, les

décisions concernant le groupement sont prises collectivement par des membres élus en assemblée générale. Entre 2007 et 2010, la moitié des membres du conseil d'administration est d'ailleurs issue de la base des adhérents, ce qui témoigne d'une volonté d'ouverture de la part des fondateurs. D'autre part, le groupe des dirigeants est l'objet d'une division du travail entre décideurs et exécutants générée par un rapport différencié aux savoirs légitimes. L'étude d'un conflit interne concernant le fonctionnement de l'association met en lumière l'existence d'une hiérarchie implicite. Ce cas illustre également une des limites à la participation associative des classes populaires dans le cadre d'une organisation associative autonome et spécialisée, à savoir l'importance accrue des ressources personnelles mises au service du collectif.

En Argentine, les variations de l'influence péroniste suivent un processus différent. Le parti péroniste perd les élections générales marquant le retour à la démocratie en 1983. Une profonde réforme du parti est menée par le courant politique de la « Rénovation péroniste » dont une des principales conséquences est la *desindicalización* du parti. Élu en 1989 sur un programme populiste, le président péroniste Carlos Menem effectue une volte-face et met en œuvre des réformes structurelles correspondant aux principes néolibéraux. Au travers notamment de fonds publics destinés à la lutte contre la pauvreté, les dirigeants péronistes développent des réseaux politiques de type clientélaire dans les quartiers populaires. Le clientélisme politique est un phénomène fortement associé aux gouvernements péronistes de Carlos Menem et Eduardo Duhalde, mais nous avons vu dans le quatrième chapitre comment les gouvernements de Nestor et Cristina Kirchner maintiennent des relations de type clientélaire avec les classes populaires grâce à l'intermédiation d'organisations sociales dans la mise en œuvre de politiques publiques. Les problèmes de corruption au sein de l'État sont également associés aux années 1990, mais la lutte contre la corruption s'est encore approfondie au cours de la décennie suivante (Pereyra, 2013). La crise de la représentation partisane (Torre, 2003) s'accompagne alors d'une suspicion à l'égard de l'ensemble des acteurs de la vie politique. « Jusqu'à preuve du contraire, l'activité politique est devenue indissociable de la suspicion de tout type d'acte de corruption, tel l'enrichissement illicite, le pot-de-vin, le trafic d'influence et le népotisme » (*Ibid.*, p. 301). Dans ce contexte de discrédit de la politique institutionnelle et des organisations partisans, le cas de l'association *Jóvenes por un distrito mejor* met en lumière l'adaptation pratique de jeunes militants péronistes qui s'engagent dans des associations pour renouveler les formes d'action dans les quartiers et les liens avec les habitants. Dès le milieu des années 1990, après s'être formé à la militance dans

des unités de base péronistes, ce groupe de militants initie des actions collectives au travers de la forme associative, sans référence à leur identité partisane. Malgré la récupération politique de l'activité initiale de cette association (les peintures murales contre la dégradation de l'espace public urbain), l'analyse fait apparaître un maintien de l'autonomie des associations à l'égard de la politique partisane dans les deux autres cas d'études (Centre culturel Fusion 3, Amis de la place San Cayetano) et une participation d'acteurs non politisés dans le fonctionnement associatif (artistes, voisins, commerçants).

Malgré les différences entre les deux cas nationaux, on observe une même tendance à la valorisation des associations dans les territoires populaires et à l'autonomisation de celles-ci à l'égard des systèmes politiques. Dans les associations étudiées, l'engagement dans des organisations autonomes liées à la publicisation et à la résolution de situations problématiques concernant l'espace du quartier est corrélé au discrédit qui affecte l'activité politique et le fonctionnement des organisations partisans. Ces résultats abondent dans le sens d'un changement des modèles d'engagement militant et d'une dominance relative du modèle de l'engagement distancié depuis la fin des années 1970 (Ion, 1997). La mise en relation de l'évolution des partis politiques historiquement liés aux classes populaires, de la territorialisation de la politique au détriment de la dimension idéologique, et de la participation associative de militants ayant connu préalablement un engagement partisan permet d'articuler les différents niveaux d'analyse nécessaires à la compréhension de la transformation des engagements militants (Sawicki, Siméant, 2009). La stratégie de comparaison internationale permet également de mettre en lumière des facteurs propres à chaque cas d'étude, au sein de processus socio-historiques qui traversent l'ensemble du monde occidental.

Le changement dans les modèles d'engagement apparaît cependant plus nettement dans le cas français. L'enquête de terrain dans une ancienne commune ouvrière dirigée par des élus communistes depuis les années 1930 a révélé les processus de reconversion militante d'ex-communistes suite aux vicissitudes du PCF. La désagrégation du milieu partisan communiste et le rejet massif de la réactivation de la matrice stalinienne offrent un cas d'étude privilégié du passage d'un modèle d'engagement militant à un modèle d'engagement distancié. La critique du principe de délégation et du contrôle de l'appareil partisan joue un rôle important dans la décision de « quitter le parti » et de s'engager par la suite dans l'associatif. Comme nous l'avons signalé en conclusion du cinquième chapitre, ce changement dans les formes de l'engagement (autonomie accrue, fonctionnement délibératif) peut être dissocié de l'autre

versant de la thèse de la transformation du militantisme, à savoir un moindre attachement des individus aux collectifs et la poursuite de projets personnels au travers de la participation dans les associations.

Concernant le cas argentin, nous avons rappelé en conclusion de la seconde partie que les communes populaires de la périphérie urbaine de Buenos Aires ne s'apparentent guère au modèle de la ville ouvrière et que, par conséquent, les systèmes politiques n'y exerçaient pas une emprise aussi forte sur la sociabilité locale que dans les villes européennes. Le parti péroniste présente également des éléments que l'on ne retrouve pas (ou peu) dans les sociétés européennes. Le péronisme peut en effet être considéré comme « un système politique en soi-même » capable de réunir à la fois un gouvernement et une opposition (Torre, 1999). Au sein de l'éventail politique, le péronisme s'étend de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par le centre (Ostiguy, 2005). Bien que le principe de justice sociale soit au fondement de ce mouvement politique et que les syndicats de travailleurs aient longtemps représenté le principal soutien du parti justicialiste, le péronisme n'a pas la même proximité avec l'idéologie socialiste que le parti communiste français. Nombre de dirigeants, militants et sympathisants péronistes ont une croyance politique en phase avec les principes de l'idéologie conservatrice ou, comme les années 1990 l'ont illustré, avec ceux de l'idéologie libérale<sup>288</sup>. La perte de crédibilité de l'idéologie socialiste au tournant des années 1970 a donc des conséquences moins radicales sur le parti justicialiste et sur les trajectoires militantes des péronistes. C'est la raison pour laquelle nous avons parlé « d'adaptation pratique » et non de reconversion au sujet des militants de *Jóvenes por un distrito mejor*. Ces derniers poursuivent en effet leur carrière politique au sein du groupement *Perón vuelve*, du parti justicialiste local et du pouvoir municipal. Ces militants ne vivent pas de transformation au niveau de leur identité, ils poursuivent sous une autre forme le travail dans les quartiers en tenant compte des aspirations à l'autonomie des habitants et des militants associatifs.

---

<sup>288</sup> Pour certains acteurs, le péronisme peut représenter une sorte de synthèse des trois grandes familles idéologiques que forment le socialisme, le conservatisme et le libéralisme. Une des personnes rencontrées à Tres de Febrero formulait ainsi « l'exceptionnalité » du péronisme par le mélange « de Marx, de Jésus et du Dollar ».

## Conclusion générale



Définie à partir de la notion de participation associative, la recherche avait pour objectif d'analyser l'action politique locale des habitants des quartiers populaires dans le cadre de la désindustrialisation, de la fragilisation de la société salariale, de la recomposition du champ idéologique et de la transformation des configurations politiques locales. La participation associative fait référence à l'engagement volontaire d'individus dans des groupes plus ou moins durables et à leur intervention dans l'espace public pour définir et résoudre des situations problématiques. Dans le sillage des études sur la « citoyenneté par le bas » (Neveu, 1999), l'échelle locale a été choisie afin de mettre en lumière des mobilisations situées à la marge des institutions politiques. L'analyse localisée du politique (Briquet, Sawicki, 1989 ; Collovald, Sawicki, 1991) est notamment valorisée pour l'étude des mobilisations des classes populaires en raison de la dimension concrète des problèmes vécus (Bacqué, Sintomer, 1999) et de l'importance des sociabilités de voisinage dans la formation des liens de solidarité (Schwartz, 2011).

Dans le cadre d'une stratégie de comparaison internationale d'inspiration institutionnaliste, les phénomènes observés ont été inscrits dans des configurations qui leur confèrent une portée sociétale (Lallement, 2003b). L'analyse de la participation associative a donc pris en considération les interactions des associations avec les pouvoirs publics et les organisations partisans au sein de configurations politiques locales (Sawicki, 1997). La dimension historique a permis de cerner des changements au sein de ces configurations et de mettre en lumière les possibilités et les limites de la participation associative dans les quartiers populaires. La comparaison entre la France et l'Argentine, peu courante dans les sciences sociales, est venue à la fois souligner l'importance des transformations sociales communes aux sociétés occidentales post-industrielles et éclairer les différentes formes de sociabilité politique des classes populaires en fonction des contextes nationaux.

L'interrogation principale de la recherche portait sur les raisons de l'essor de la participation associative dans les quartiers populaires urbains situés en périphérie de Paris et de Buenos Aires. L'analyse s'est structurée autour de trois grandes hypothèses que nos résultats viennent confirmer, tout en apportant des nuances concernant le cadre d'analyse et les phénomènes observés dans les deux territoires d'enquête. D'après notre première hypothèse, les processus de désindustrialisation et de désagrégation des communautés ouvrières transforment les modes de sociabilité locale dans les quartiers populaires urbains. Cette transformation s'avère favorable à un rôle accru des associations dans les processus d'émergence et de résolution des problèmes publics locaux. D'après notre deuxième

hypothèse, le développement des politiques sociales territorialisées ciblant, les quartiers populaires et les organisations associatives pour le traitement de la question sociale, constitue de nouvelles ressources pour les associations engagées dans des processus de publicisation de problèmes sociaux. D'après notre troisième hypothèse, les transformations des grands partis des classes populaires s'accompagnent d'une autonomisation des associations locales à l'égard des systèmes politiques et d'un changement dans les modalités de l'engagement qui renforcent l'attrait pour l'action associative.

### ***Désagrégation des communautés ouvrières et transformations des sociabilités politiques des classes populaires***

Nous avons fait tout d'abord l'hypothèse que l'essor de la participation associative et la transformation de ses formes dans les quartiers populaires urbains étaient liés aux processus de désindustrialisation et de désagrégation des communautés ouvrières. En d'autres termes, cette hypothèse faisait référence à une transformation des modes de sociabilité politique dans les quartiers populaires, liée à la désarticulation des diverses organisations communistes et péronistes, qui s'avérait favorable à des mobilisations associatives locales engagées dans des processus de publicisation de problèmes sociaux. Cette hypothèse est validée par les résultats de la comparaison qui mettent en lumière une croissance de l'ancrage territorial et de la revendication d'autonomie des associations dans les quartiers populaires.

Dans le cas français, les associations de femmes illustrent les possibilités accrues d'une participation associative des habitants des quartiers populaires suite à l'effritement du système communiste des « banlieues rouges ». Au sein de ce système politique, une large part des associations était en effet sous la dépendance ou le contrôle des élus locaux et des cadres du parti. La moindre emprise des réseaux communistes sur les sociabilités locales et l'intervention croissante de l'État au travers de politiques sociales territorialisées ont modifié les relations entre les associations et les institutions politiques. Dans le territoire étudié, les associations de femmes ont pleinement participé à la publicisation du problème de l'insertion sociale et professionnelle des mères au foyer, alors que ce problème n'avait pas acquis une véritable légitimité au sein du monde communiste. Outre l'octroi de financements publics, la politique de la ville a permis à ces collectifs d'habitants de jouir d'une nouvelle légitimité

dans la définition et la résolution des problèmes publics locaux, au moins durant les années 1980-1990.

Dans le cas argentin, nous avons vu également comment le quartier est devenu central dans les modalités d'action collective des classes populaires. L'étude du mouvement *piquetero* met en lumière la perte d'influence des syndicats de travailleurs dans les mobilisations des classes populaires et l'importance des associations implantées dans les territoires paupérisés du *conurbano* qui ont servi à la fois de refuge dans une logique de survie et de base pour la captation des ressources des programmes d'assistance sociale (Merklen, 2009). Au travers de confrontations et de négociations avec les pouvoirs publics, les diverses organisations *piqueteras* ont grandement participé à la publicisation des problèmes du chômage et de la pauvreté, dans le contexte d'une conversion du parti péroniste aux politiques néolibérales et d'une réduction du périmètre d'intervention de l'État social. La réponse des pouvoirs publics à ces mobilisations populaires a pris la forme de politiques sociales territorialisées qui s'inscrivent dans le cadre des programmes de transfert de revenus conditionnels individualisés. Nombre d'organisations *piqueteras* ont toutefois constitué un type d'auto-organisation des habitants des quartiers populaires conservant la direction des associations territoriales et gérant la mise en œuvre des solidarités locales. Bien que le cas du Mouvement Evita montre la réactivation de la tradition nationale-populaire et la récupération partisane de ce mode d'action des classes populaires, l'action mise en œuvre à Tres de Febrero illustre la perte de centralité de la « matrice syndicale » dans la mobilisation des classes populaires et l'importance acquise par la « matrice territoriale » (Kessler *et al.*, 2010).

Les résultats de la recherche ont également mis en évidence des nuances concernant la transformation des sociabilités politiques dans les quartiers populaires. De manière générale, les processus de désindustrialisation et de fragilisation de la société salariale (Castel, 1995) s'accompagnent d'une désagrégation du monde ouvrier et d'une désaffiliation des classes populaires en France et en Argentine, mais on observe des conséquences différentes au niveau des formes de contestation dans les quartiers populaires. Comme nous l'avons vu dans le cas de Gennevilliers, l'implantation du parti communiste dans les villes ouvrières s'est traduite par la formation d'un système politique mêlant étroitement le pouvoir municipal et les différentes formes de sociabilité locale. Au sein des villes ouvrières, caractérisées par une forte homogénéité sociale et une proximité spatiale entre l'usine et l'habitat, les organisations partisans et syndicales représentaient les principales formes de mobilisation des classes populaires. Le rapport au travail et au monde ouvrier était donc central dans la sociabilité

locale. Avec la baisse des emplois industriels, la fermeture des usines, le déclassement des logements sociaux, la perte d'influence des syndicats et le déclin du parti communiste français, c'est l'ensemble des éléments du système politique des « banlieues rouges » qui s'est affaibli à partir des années 1970. Avec la formation d'associations indépendantes des partis politiques et subventionnées par les politiques sociales ciblées, divers problèmes sociaux sont pris en charge par des organisations d'habitants ou des professionnels de l'action sociale. L'action associative tend toutefois à se spécialiser et reste confinée dans l'espace local. Les phénomènes de violences urbaines, relayés par les médias, peuvent être interprétés comme des formes de contestation à l'ordre social et économique, mais elles ne sont pas accompagnées de revendications politiques explicites.

Les changements dans les formes de sociabilité populaire diffèrent sensiblement dans le cas argentin, en raison notamment de l'histoire de l'urbanisation et de l'industrialisation de l'aire métropolitaine de Buenos Aires. Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'extension de la périphérie urbaine et la prolifération de quartiers pavillonnaires génèrent des formes de sociabilités locales davantage centrées sur la question de l'habitat que sur celle du travail. En effet, ces territoires populaires ne s'apparentent pas au modèle des villes ouvrières (Kessler, 2004), du fait de l'hétérogénéité sociale de leur population et de la distance entre le domicile et le travail. La longue période de proscription du parti justicialiste (1955-1973 et 1976-1983) a également contribué à ce que l'activité des militants péronistes se concentre au sein des organisations syndicales. Les processus de désindustrialisation et de fragilisation de la société salariale affectent donc les classes populaires, mais ils ne s'accompagnent pas d'une altération des formes de sociabilité locale aussi importante que dans le cas français. Dans le contexte d'un chômage de masse et d'une montée de la contestation sociale, le mouvement social des travailleurs au chômage s'est structuré notamment à partir d'associations implantées dans les quartiers paupérisés du *conurbano*. Liées à des organisations syndicales ou à l'activisme de prêtres inspirés par la « théologie de la libération », ces associations reposaient également sur la tradition civique de la *vecindad* (voisinage) et sur la légitimité politique de la catégorie du *vecino* (voisin). La désorganisation du mouvement social et la diversité des devenir des associations *piqueteras* après la crise de 2001-2002 et l'avènement du kirchnérisme (alliance avec le gouvernement national, intégration dans des structures partisans ou syndicales contestataires, autonomie radicale) ne doit pas venir occulter l'importance encore actuelle de ces formes de sociabilités politiques des classes populaires.

## ***Les politiques sociales ciblées, une ressource et une contrainte pour l'autonomie des associations locales***

Les résultats de la recherche confirment également la deuxième hypothèse selon laquelle l'accroissement de la participation associative dans les quartiers populaires est dû, pour partie, aux ressources des politiques sociales territorialisées. Dans les deux territoires, le développement de politiques publiques ciblant les quartiers populaires est central dans la formation des associations étudiées. Engagées dans des processus de publicisation et de résolution de problèmes sociaux, ces associations captent les ressources des programmes institutionnels et mettent en œuvre leur projet d'action au sein du territoire. L'inscription des associations dans le cadre des politiques sociales territorialisées s'accompagne néanmoins de contraintes de la part des institutions politiques sur l'autonomie des groupements d'habitants.

Au sein du territoire français, cette contrainte se manifeste principalement par la prégnance d'une logique gestionnaire qui dérive du fonctionnement des administrations. Le cas de l'association Plein Grés a ainsi mis en lumière les tensions induites par la « relation partenariale » avec les pouvoirs publics. D'un côté, l'association parvient à former et à employer un nombre croissant de femmes du territoire grâce aux subventions. Le partenariat avec les pouvoirs publics permet alors la réalisation du projet d'insertion des mères au foyer au travers de la validation des acquis domestiques ou d'autres activités rendues possibles par la garde des enfants. D'un autre côté, il se forme progressivement une distance entre le projet et l'activité de l'association. L'activité évolue en raison des injonctions des financeurs publics à l'optimisation du taux de remplissage des structures, ce qui a pour effet de modifier les relations entre les militants et les usagers de l'association. Conçue pour être un espace de socialisation des mères au foyer, l'association devient un lieu d'accueil pour les enfants de couples salariés.

La prégnance de la logique gestionnaire se comprend également en référence à la salarisation des membres du groupement qui génère un surcroît de travail administratif. La contrainte administrative est d'autant plus forte que le subventionnement n'est que de court terme et reste conditionné à des objectifs fixés par les financeurs publics. L'intégration des normes produites par les administrations publiques s'apparente alors à un processus d'isomorphisme institutionnel (Enjolras, 1996), bien que la définition de l'activité et du projet de l'association soit l'objet de négociations entre les responsables associatifs et les agents des institutions publiques. L'analyse met en effet en lumière l'asymétrie des

« relations partenariales » entre les associations et les pouvoirs publics. Ces derniers conservent notamment le pouvoir de la définition des politiques publiques et celui du contrôle de l'activité des associations subventionnées.

Dans le cas argentin, les contraintes exercées par les institutions publiques renvoient moins au phénomène de bureaucratisation des associations qu'à celui de leur inscription dans des réseaux politiques clientélares. A la suite de l'avènement de Nestor Kirchner, une partie des organisations *piqueteras* coopère étroitement avec le gouvernement national et jouent un rôle d'intermédiation dans la mise en œuvre de politiques sociales ciblant les quartiers paupérisés et les individus désaffiliés. Le cas du Mouvement Evita éclaire les relations qui s'instaurent à partir de 2003 entre l'Etat et ces organisations populaires. Grâce aux ressources du programme *Ingreso social con trabajo*, les responsables du Mouvement Evita à Tres de Febrero créent plusieurs « coopératives de travail » permettant à un millier de personnes de toucher à nouveau un revenu. Bien que ce programme soit présenté par le gouvernement comme une mesure permettant l'insertion par le travail et la création de véritables emplois, l'analyse de l'activité des coopératives montre que le programme *Ingreso social con trabajo* s'inscrit dans la continuité des politiques sociales relevant du modèle des transferts de revenus conditionnels. Les associations créées sont dépendantes des pouvoirs publics (financements, équipements, commandes) et le choix des bénéficiaires de cette aide sociale confère un pouvoir discrétionnaire aux intermédiaires des politiques sociales.

L'intense travail de mobilisation politique effectué par les militants du Mouvement Evita illustre la proximité existant entre le subventionnement d'associations locales via les politiques sociales et leur inscription dans l'espace militant kirchnériste. Le conditionnement du recrutement des responsables des coopératives à un engagement militant dans les quartiers, ainsi que les mobilisations de masse en faveur du gouvernement national ou des cérémonies propres à la culture péroniste sont des manifestations des échanges qui se réalisent dans le cadre de la mise en œuvre des politiques sociales. L'institutionnalisation de l'intermédiation associative dans les politiques sociales ciblées permet donc à certaines organisations populaires d'accéder à de nouvelles ressources et de distribuer des subsides à des travailleurs éloignés du marché de l'emploi formel, mais elle les inscrit également dans des relations de type clientélaire entre les pouvoirs publics et les classes populaires.

## ***Les transformations des configurations politiques locales et les changements dans les modèles d'engagement militant***

La troisième hypothèse de notre recherche concernait le processus d'autonomisation des associations à l'égard des systèmes politiques locaux, dans le cadre d'une transformation des configurations politiques locales liée aux évolutions des principaux partis politiques des classes populaires. Ce processus d'autonomisation des associations était mis en relation avec la perspective d'un changement au niveau des modèles d'engagement militant. Le type d'engagement « distancié » (Ion, 1997) ou « autonomiste » (Svampa, 2008, 2011), lié notamment à des problèmes locaux et spécifiques, se réaliserait davantage dans les organisations associatives que dans les organisations partisans et syndicales. La comparaison entre les territoires français et argentins met en lumière des phénomènes similaires qui abondent dans le sens d'une valorisation des associations locales dans les quartiers populaires et de leur autonomisation relative à l'égard des partis politiques. La crise de l'idéologie socialiste et plus largement celle de la représentation partisane entraînent des changements dans la pratique des militants politiques. Bien que l'on observe une permanence des élus communistes à Gennevilliers et des élus péronistes à Tres de Febrero, l'analyse des configurations politiques locales fait apparaître un affaiblissement de la dimension idéologique du pouvoir municipal au profit d'un ancrage territorial, soit au travers de dispositifs participatifs, soit au travers de réseaux politiques de type clientélaire. L'engagement associatif de militants ayant connu préalablement un engagement partisan illustre cependant l'importance accrue des associations locales dans les formes de l'action collective, notamment en référence à la publicisation de problèmes sociaux vécus dans l'espace du quartier.

Dans le cas français, le déclin du parti communiste se manifeste localement au travers de la désarticulation des organisations qui forment le milieu partisan communiste et de l'affaiblissement de leurs réseaux territoriaux. De nombreux militants se désengagent du parti communiste, tandis que le nombre des associations locales s'accroît et permet des formes de reconversion militante. Le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine met en lumière le regroupement relativement hétérogène de militants qui se mobilisent en faveur de la transmission des savoirs critiques auprès des classes populaires. Ils participent ainsi à la publicisation du problème de l'accès aux connaissances et de la formation d'un esprit critique dans l'optique du plein exercice de la citoyenneté. La majorité des responsables de cette association sont des anciens membres du parti communiste. Si les moments de

désengagement communiste différent, les raisons de l'engagement associatif convergent vers la volonté d'agir collectivement dans une organisation autonome fonctionnant par la délibération. Cette volonté de participer pleinement au fonctionnement de l'association renvoie notamment à la critique de la délégation et de la hiérarchie, formes politiques vécues au sein du parti communiste. Au travers des trajectoires et des discours de ces acteurs, on retrouve alors les traits caractéristiques du passage d'un modèle d'engagement militant à un modèle d'engagement distancié (Ion, 1997).

L'analyse des pratiques au sein de l'Université populaire nuance toutefois la portée de l'autonomie de cette association. Celle-ci est relativement autonome à l'égard des organisations partisans et des pouvoirs publics, et les réunions régulières des diverses instances de direction permettent la tenue de débats sur l'activité et le fonctionnement de l'association. La moitié des dirigeants est issue de la base des adhérents et leur légitimité repose sur l'intermédiation qu'ils réalisent au travers du rôle de référent. Néanmoins, le groupe des dirigeants est l'objet d'une division du travail entre décideurs et exécutants générée par un rapport différencié aux savoirs légitimes. L'étude d'un conflit interne a ainsi mis en lumière l'existence d'une hiérarchie implicite au sein de l'association entre le groupe des « pédagogues » et celui des « étudiants ». On observe alors une des limites à la participation associative des membres des classes populaires dans le cadre d'une organisation associative autonome et spécialisée, à savoir l'importance accrue des ressources personnelles mises au service du collectif. Malgré la permanence du conflit, la fidélité des référents à l'égard de l'association signale également la possible conciliation d'une volonté de participation directe au sein d'une organisation locale et autonome, avec un engagement de type militant où les valeurs collectives priment sur les valeurs individuelles.

Dans le cas argentin, la transformation des configurations politiques locales renvoie à la perte d'influence des responsables syndicaux au sein du parti péroniste et au déploiement de réseaux politiques clientélares dans les quartiers populaires. À Tres de Febrero, le maire au pouvoir depuis 1991 participe au renforcement du pouvoir municipal dans le *conurbano* et à la territorialisation de la politique en développant des « réseaux de résolution de problèmes » liés aux situations de pauvreté (Auyero, 2001). Malgré l'autoritarisme dont fait preuve cet édile dans la vie politique locale, l'hégémonie du parti justicialiste à Tres de Febrero repose sur l'alliance entre divers groupements politiques péronistes qui participent à la fois au gouvernement municipal et au développement de réseaux politiques dans les différents quartiers de la ville. Au sein du groupement politique *Perón vuelve* que nous avons étudié,



une dizaine de jeunes militants péronistes cherchent toutefois à mettre en œuvre une action dans les quartiers populaires qui se distingue de l'assistancialisme et du clientélisme politique. Au milieu des années 1990, dans un contexte de discrédit de l'activité politique et des organisations partisans, ils fondent l'association *Jóvenes por un distrito mejor* dans le but de renouveler leurs relations avec les habitants et de poursuivre ainsi leur action militante dans les quartiers. Formés à la militance dans les unités de base péronistes durant les années 1980, ces acteurs ont dû modifier la forme de leur action en raison de la baisse des engagements partisans. L'usage de la forme associative pour susciter la participation des habitants met alors en lumière un changement dans les modalités d'engagement, dans la mesure où l'attrait des organisations partisans semble s'affaiblir. Bien que critiqués au sein de leur propre groupement politique pour occulter leur identité péroniste, les fondateurs de *Jóvenes por un distrito mejor* adaptent leur pratique militante au contexte de la crise de la représentation partisane. La proximité idéologique est reléguée au second plan afin de permettre la participation des habitants qui ne se reconnaissent plus dans les partis politiques et qui veulent agir collectivement sur des problèmes locaux.

Contrairement aux anciens adhérents du parti communiste français, l'engagement associatif de ces jeunes péronistes ne correspond pas à une reconversion militante dans la mesure où ils maintiennent leurs engagements partisans et poursuivent leurs carrières au sein de l'espace politique local. L'association n'est pas non plus valorisée comme une forme d'action autonome, démocratique et délibérative, qui s'opposerait au parti politique structuré verticalement et fonctionnant par la délégation. L'usage de l'association par ces militants péronistes relève d'une adaptation pratique qui, dans le contexte du discrédit de l'activité politique, leur permet de prolonger le travail social qu'ils réalisaient auparavant dans les quartiers à partir des unités de base péronistes. Les actions réalisées au travers des associations tendent toutefois vers le modèle de l'engagement autonomiste (Svampa, 2011). Les projets associatifs correspondent à des situations problématiques vécues à l'échelle locale telle la dégradation de l'espace public urbain, l'accès aux pratiques culturelles ou l'instauration d'une place publique. Malgré la récupération politique de la pratique des peintures murales, les associations étudiées font preuve d'une relative autonomie à l'égard des organisations partisans. Bien que le fonctionnement de ces associations relève en grande partie de l'informel, on observe la participation d'acteurs non engagés politiquement (artistes, voisins, commerçants) qui prennent part aux débats sur l'activité du groupement. Au travers de *Jóvenes por un distrito mejor* et des autres associations créées par la suite, les jeunes

militants péronistes sont donc parvenus à générer des actions collectives plus ou moins durables dans les quartiers de Tres de Febrero. En détachant les mobilisations de toute affiliation partisane, ils ont noué de nouvelles relations avec des militants associatifs, des commerçants, des entrepreneurs locaux et des habitants non engagés dans des organisations associatives ou partisans. Certains de ces acteurs soutiennent le projet politique mené par les militants péronistes, sans que cela ne se traduise toutefois par des engagements dans les organisations partisans. Le projet à l'origine de la création des associations locales est d'ailleurs moins de recruter et de former des militants politiques, que de susciter la participation des habitants dans des actions collectives visant la publicisation et la résolution de problèmes locaux.

### ***La recomposition des rapports entre la société civile et l'État au prisme de la participation associative dans les quartiers populaires***

L'ensemble de ces résultats permet de revenir sur la question de la recomposition des rapports entre la société civile et l'État. La recherche a mis en lumière le rôle accru des associations locales dans les formes de sociabilités populaires, dans les processus de publicisation de problèmes sociaux et dans les interventions visant la résolution de situations problématiques. En accord avec les théories du capital social et de l'économie solidaire qui soulignent la dimension ascendante de l'action associative, on retrouve la capacité des associations à faire émerger des problèmes au sein d'espaces publics locaux et à participer à leur résolution partielle en interactions avec les pouvoirs publics. La démarche ethnographique réalisée dans les quartiers populaires a permis d'illustrer des formes de participation citoyenne aux affaires publiques, à partir du cas « limite » de la participation associative dans les quartiers populaires (Hamidi, 2010, 2012 ; Carrel, 2013). Les résultats constituent alors une contribution aux débats concernant le rapport des classes populaires au politique. L'approche par la sociologie des problèmes publics met en effet en lumière un agir politique des classes populaires qui vient nuancer les analyses en termes de « dépossession » (Bourdieu, 1979, 1980, 1996, 2001) et de « cens caché » (Gaxie, 1978). L'étude des processus de publicisation souligne la capacité des habitants des quartiers populaires à élaborer une définition collective des problèmes vécus et à porter des revendications argumentées dans l'espace public. Les créations associatives s'apparentent aussi à une forme d'auto-organisation dont l'objectif concerne à la fois la publicisation et la résolution des problèmes

vécus. Enfin, en raison inverse des partis politiques, la forme associative semble correspondre aux aspirations actuelles à la participation directe, à l'autonomie des organisations de base et à la résolution de problèmes concrets vécus dans l'espace local. L'analyse de l'engagement associatif de militants ayant une expérience préalable dans des partis politiques illustre l'évolution dans les raisons et les formes de l'engagement (Ion, 1997 ; Svampa, 2008, 2011).

Les résultats de la recherche ont toutefois mis en lumière le rôle des institutions politiques dans la formation des associations dans les quartiers populaires, soit au travers des politiques sociales territorialisées, soit au travers de l'investissement de l'espace associatif par des militants politiques. Outre les trajectoires et les pratiques associatives de militants communistes et péronistes étudiées dans la troisième partie, l'analyse dans la deuxième partie des associations de femmes à Gennevilliers et du Mouvement Evita à Tres de Febrero<sup>289</sup> souligne la tendance d'acteurs politisés à fonder des associations détachées des partis politiques. L'occultation des identités ou des projets politiques des fondateurs ne nous semble pas relever de l'instrumentalisation des associations, mais de l'adaptation des pratiques militantes dans le cadre de la recomposition des rapports entre l'État et la société civile. Le tournant libéral des années 1970 se manifeste en effet par la destitution de l'« État d'organisation » (Gauchet, 2010), dont l'avènement était lié aux luttes sociales du XX<sup>e</sup> siècle et à la domination relative de l'idéologie socialiste. La relance du processus d'autonomisation de la société civile s'effectue au travers d'une réduction du périmètre d'intervention de l'État censée libérer la puissance d'autoconstitution de la société civile. La consécration du droit des individus et la valorisation de l'initiative privée comme moteur du changement tendent alors à limiter l'État au rôle de garant des conditions d'exercice des libertés individuelles (Gauchet, 2005). Au cours de l'analyse de la participation associative dans les quartiers populaires, nous avons pris en considération plusieurs transformations sociales d'ampleur qui viennent appuyer l'idée d'un renversement du rapport entre l'État et la société civile. Nos résultats ont montré comment la désagrégation des communautés ouvrières, la fragilisation de la société salariale, les évolutions du champ idéologique et la territorialisation de la politique donnent lieu à de

---

<sup>289</sup> Nous faisons référence, d'une part, à l'activisme du couple, issu du catholicisme social, qui initie des formes d'entraide dans un complexe de logements sociaux de Gennevilliers et qui aboutit à la création de l'association Plein Grés. D'autre part, si les coopératives de travail sont clairement reliées au Mouvement Evita et au gouvernement national, les militants kirchnéristes ont également fondé une association civile sans identification politique afin de susciter la participation des habitants qui expriment une défiance à l'égard des organisations partisans.

nouvelles configurations politiques locales dans les territoires populaires qui favorisent l'essor de la participation associative.

Néanmoins, si l'affaiblissement de l'autorité de la puissance publique s'est accompagné d'une multiplication des formes d'expression et de représentation de la société civile, les contraintes exercées par les institutions politiques sur l'autonomie des associations locales illustrent le rôle toujours structurant du politique dans ces nouvelles configurations. Nos résultats convergent avec l'analyse de Martine Barthélemy qui constate le renforcement du « statut symbolique et institutionnel accordé à la vie associative », mais qui considère également que « l'autonomie associative et le retour au local sont en partie organisés par l'État » (2000, p. 12). Si l'on mobilise à nouveau la théorie de Marcel Gauchet (2005, 2007a, 2007b, 2010) concernant le passage d'une structuration hétéronome à une structuration autonome des communautés humaines, la relance de l'autonomisation de la société civile correspond à l'approfondissement du fait libéral et à l'avènement d'un « État infrastructurel ». On retrouve alors l'idée selon laquelle la croissance et la légitimité des organisations de la société civile reposent, en partie, sur des cadres institutionnels définis par la puissance publique. Gauchet avance ainsi que le « bel automatisme du fonctionnement social est loin de marcher tout seul. Il s'étaye plus que jamais sur le politique (...) [qui] est devenu davantage ce qu'il avait commencé d'être, c'est-à-dire infrastructurel, position qui fait, désormais, que plus il est important moins il se voit. C'est pourtant lui qui porte ce monde qui prétend se passer de lui » (2005, p. 29). Le développement des politiques sociales territorialisées et l'engagement associatif de militants politisés manifestent cette position infrastructurelle du politique qui le rend à la fois peu visible et déterminant dans le développement des organisations associatives dans les quartiers populaires. Dans le contexte de la domination relative de l'idéologie néolibérale, l'éclipse du politique n'est qu'apparente. Elle correspond, d'une part, à la perte de crédibilité des idées de révolution sociale et d'omnipotence de l'État et, d'autre part, à la réaffirmation de la croyance en l'autorégulation de la société civile et à la valorisation des savoirs spécialisés et sectorisés contre les savoirs généraux.

Pour comprendre la configuration politique actuelle à partir des évolutions du fait associatif, il convient alors de distinguer l'approfondissement du fait libéral et la domination relative de l'idéologie néolibérale. Le fait libéral « consiste pour l'essentiel dans la séparation de la société civile et de l'État, c'est-à-dire dans la liberté individuelle des personnes privées (et donc leur liberté de faire société entre elles) et dans la limitation corrélative de la puissance publique. (...) Le fait libéral recouvre ainsi la garantie de droits individuels, les

libertés publiques fondamentales (d'expression, de réunion, d'association) et les mécanismes politiques destinés à procurer sa traduction à ce système de droits » (Gauchet, 2004, p. 88). Le fait libéral représente donc une articulation essentielle des démocraties modernes et l'on peut considérer, à la lumière de notre analyse de la participation associative, que le tournant des années 1970 s'apparente à un approfondissement du fait libéral. Or, si toutes les idéologies se définissent à partir du fait libéral (son interprétation, ses défis, ses contradictions, ses incohérences), le libéralisme entretient une proximité particulière avec le fait libéral car cette idéologie est la première à s'être constituée en prônant la séparation de la société civile et de l'État<sup>290</sup>. Le néolibéralisme se distingue du premier libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle au travers notamment d'une radicalisation du principe d'autorégulation de la société civile. Dès lors, il n'est pas surprenant de constater un parallèle entre l'approfondissement du fait libéral et la domination relative du néolibéralisme. La force d'une idéologie dominante est de s'imposer, par la plus grande plausibilité de son interprétation du présent et de sa définition de l'avenir, au niveau des croyances politiques partagées qui rendent possible le fonctionnement des institutions démocratiques. Le rôle joué par les institutions politiques dans le développement des associations locales nous invite à la prudence au moment de conclure sur l'hypothèse d'un renouveau démocratique au travers de la participation associative.

La participation associative, telle que nous l'avons analysée, rend compte d'actions collectives d'habitants, plus ou moins durables, liées à des problèmes publics locaux. En ce sens, elle manifeste indéniablement une participation des habitants des quartiers populaires à la vie publique locale. Néanmoins, en inscrivant la réflexion dans une perspective de longue portée, nous avons inscrit l'avènement de la démocratie moderne dans le cadre de la révolution de l'autonomie (Gauchet, 2007a). Or, l'autonomie des communautés humaines ne

---

<sup>290</sup> Rappelons que le concept d'idéologie fait référence aux discours politiques modernes qui apparaissent avec la structuration autonome (Gauchet, 2001, 2004, 2007a). De manière schématique, le champ idéologique se divise en trois grandes orientations politiques : le conservatisme, le socialisme et le libéralisme. « Le conservatisme défend la continuité avec les sociétés du passé en plaidant la nécessité intemporelle des principes d'ordre qui les commandaient (la religion, la hiérarchie, l'autorité, la communauté), contre ce qu'il perçoit comme le désordre libéral. Au pôle opposé, le socialisme se veut l'accoucheur des promesses d'émancipation que la société bourgeoise laisse et ne peut laisser qu'inaccomplies, faute de prendre en compte l'égalité sans laquelle la liberté reste vide. Entre les deux, le libéralisme, après avoir été le héraut des libertés modernes contre le vieil édifice aristocratique et royal, s'est fait le défenseur du monde tel qu'il est et des progrès dont il est susceptible, dès lors que l'harmonie profonde de ses éléments aura été bien comprise, au-delà de leurs tiraillements de surface » (Gauchet, 2004, p. 89-90)

renvoie pas à la simple autonomisation de la société civile. Elle implique l'affirmation d'un pouvoir séparé de la société civile qui permet non seulement l'intervention d'une autorité collective, mais aussi le travail de réflexivité concernant le devenir des communautés politiques. Dans cette optique, la crise actuelle de la démocratie peut être comprise comme un nouveau déséquilibre entre ce que Gauchet nomme les trois vecteurs de la structure autonome : le politique, le droit et l'histoire. Alors que la constitution de la société salariale a pu représenter une forme de synthèse de l'exercice de la puissance publique, du respect des libertés individuelles et d'un horizon du devenir collectif, la relance de l'autonomisation de la société civile s'est accompagnée d'une extension des droits des individus au détriment de l'exercice du pouvoir collectif et de la pensée d'un avenir commun. En d'autres termes, la crise de la démocratie s'apparente à une crise de la régulation de la société civile à partir du pouvoir de l'État et selon une définition du devenir historique. « L'éclipse du politique associée à la démocratie des droits aboutit en fait à mettre la démocratie en crise. Elle la vide de son effectivité. Elle la détourne des moyens de se gouverner. En un mot, elle la rend impuissante. Elle l'entraîne à la poursuite d'une liberté sans pouvoir, où les individus intronisés maîtres d'eux-mêmes se découvrent sans prise aucune sur leur destin » (Gauchet, 2005, p. 28).

Or, le nouvel essor de la participation associative s'est effectué au cours de la période de domination relative de l'idéologie néolibérale et certains aspects de l'engagement associatif contemporain sont en cohérence avec les principes d'une société libérale telle la responsabilisation des individus, la revendication des droits individuels, la prise en charge des problèmes sociaux par des organisations privées ou la dimension sectorielle et localisée de l'action collective. Dans quelle mesure l'autonomisation des associations et la multiplicité des espaces publics locaux permettent-elles de renforcer le pouvoir collectif et de définir des perspectives d'avenir pour la communauté politique ? L'approfondissement des formes de participation citoyenne contribue-t-il, au contraire, à l'affaiblissement du cadre de l'État-nation qui a formé l'ossature des communautés politiques modernes ? Comment concevoir une démocratie sans l'affirmation d'un pouvoir collectif ? Quelle destinée commune peut exister sans figurabilité du devenir ? Dans quelle mesure le développement des associations locales correspond-il au contexte idéologique actuel et au projet libéral d'une société civile autorégulée ? Les résultats de notre enquête apportent un éclairage sur ces questions, sans toutefois prétendre les conclure. La réflexion laisse ouvert le débat sur la reconfiguration actuelle du politique et sur l'apport des associations à la vie démocratique.



## ***Bibliographie***

ACHA, Omar. « Sociedad civil y sociedad política durante el primer peronismo ». *Desarrollo económico*, 2004, n°174, p.199-230.

AGULHON, Maurice. *Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence. Essai sur la sociabilité méridionale*. Paris, Fayard, 1968, 452 p.

AGULHON, Maurice. *Le cercle dans la France bourgeoise 1810-1848. Etude d'une mutation de sociabilité*. Paris, Armand Colin, 1977, 108 p.

AGULHON, Maurice. *Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique : Toulon de 1815 à 1851*. Paris, Éditions de l'EHESS, 1977b, 368 p.

AGULHON, Maurice. « Vers une histoire des associations ». *Esprit*, juin 1978, p. 13-18.

AGULHON, Maurice. *La République au village*. Paris, Seuil, 1979, 543 p.

AGULHON, Maurice. « Les associations depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle ». In : AGULHON, Maurice. BODIGUEL, Maryvonne (éd.). *Les associations au village*. Le Paradou, Actes Sud, 1981, p. 9-38.

AGULHON, Maurice. *Histoire vagabonde, Tome I. Ethnologie et politique dans la France contemporaine*. Paris, Gallimard, 1988, 319 p.

ALONZO, Philippe. HUGRÉE, Cédric. *Sociologie des classes populaires*. Paris, Armand Colin, 2010, 128 p.

AMARAL Samuel. STOKES, Susan. *Democracia local. Clientelismo, capital social e innovación política en la Argentina*. Buenos Aires, UNTREF, 2005, 286 p.

ANDOLFATTO, Dominique (Dir). *Les Syndicats en France*. Paris, La documentation française, 2007, 192 p.

ARCHAMBAULT, Edith. *Le secteur sans but lucratif*. Paris, Economica, 1996, 261 p.



ARCHAMBAULT, Edith. GARIAZZO, Marie. ANHEIER, Helmut. SALAMON, Lester. « France : from Jacobin tradition to decentralization ». In : SALAMON, Lester *et al.* *Global civil society. Dimensions of the nonprofit sector*. Baltimore, The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies, 1999, p. 81-97.

ARCHAMBAULT, Edith. « Le travail bénévole en France et en Europe. Résultats du programme de recherche de l'Université Johns Hopkins de comparaison internationale du secteur sans but lucratif ». *Revue française des affaires sociales*, 2002, n°4, p. 12-36.

ARISTOTE. *Politique*. Paris, Gallimard, 1993, 392 p.

ARISTOTE. *Éthique à Nicomaque*. Paris, Vrin, 1994, 540 p.

ARMELINO, Martín. « *Kind of blue*. Las vicisitudes de la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA) durante los años kirchneristas ». In : PÉREZ, German. NATALUCCI, Ana (Dir). *Vamos las bandas. Organizaciones y militancia kirchnerista*. Buenos Aires, Trilce, 2012, p. 101-126.

AUTHIER, Jean-Yves. BACQUÉ, Marie-Hélène. GUÉRIN-PACE, France (Dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris, La Découverte, 2007, 293p.

AUYERO, Javier. *Favores por votos ? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*. Buenos Aires, Losada, 1997, 234 p.

AUYERO, Javier. *La política de los pobres: las prácticas clientelistas del Peronismo*. Buenos Aires, Manantial, 2001, 251 p.

AVENEL, Cyprien. *Sociologie des quartiers sensibles*. Paris, Armand Colin, 2010, 128 p.

AZPIAZU, Daniel. SCHORR, Martín. « Le traumatisme des privatisations ». In : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006, n° 81, p. 51-57.

BACQUÉ, Marie-Hélène. FOL, Sylvie. *Le devenir des banlieues rouges*. Paris, L'Harmattan, 1997, 215 p.

BACQUÉ, Marie-Hélène. SINTOMER, Yves. « L'espace public dans les quartiers populaires d'habitat social ». In : NEVEU, Catherine (Dir). *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*. Paris, L'Harmattan, 1999, p. 115-148.

- BACQUÉ, Marie-Hélène. SINTOMER, Yves. « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers ». *Revue française de sociologie*, 2001, n°42, p. 217-249.
- BACQUÉ, Marie-Hélène. VERMEERSCH, Stéphanie. *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*. Paris, Les éditions de l'atelier, 2007, 176 p.
- BARTHELEMY, Martine. *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 288 p.
- BASUALDO, Eduardo. « Evolution et impact de la dette extérieure ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006, n° 81, p. 42-50.
- BEBBINGTON, Anthony. « Estrategias de vida y estrategias de intervención: el capital social y los programas de superación de la pobreza ». In : ARRIAGADA, Irma (Dir). *Aprender de la experiencia. El capital social en la superación de la pobreza*. Santiago de Chile, CEPAL, 2005, p. 21-46.
- BECKER, Howard. *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris, Métailié, 1985, 248 p.
- BECKER, Howard. « Sur le concept d'engagement », *SociologieS* [En ligne], mis en ligne le 22 octobre 2006. URL : <http://sociologies.revues.org/642>
- BENENCIA, Roberto. « La inmigración limítrofe ». In : DEVOTO, Fernando. *Historia de la inmigración en la Argentina*. Buenos Aires, Sudamericana, 2003, p. 433-484.
- BERGER, Matthieu. *Répondre en citoyen ordinaire : enquête sur les « engagements profanes » dans un dispositif d'urbanisme participatif à Bruxelles*. Thèse pour le doctorat de sociologie, Université libre de Bruxelles, 2009.
- BERNADOU, Vanessa. « La restauration d'une autorité politique. L'itinéraire "extraordinaire" du président Nestor Kirchner », *Politix*, 2007, n° 80, p. 129-153.
- BERNAND, Carmen. *Buenos Aires 1880-1936. Un mythe des confins*. Paris, Autrement, 2001, 184 p.
- BERNARDEAU-MOREAU Denis, HÉLY Matthieu. « Transformations et inerties du bénévolat associatif sur la période 1982-2002 », *Sociologies pratiques*, n° 15, 2007, p. 9-23.

BERNOUX, Philippe. « De la sociologie des organisations à la sociologie des associations ». In HOARAU, Christian. LAVILLE, Jean-Louis (Dir). *La gouvernance des associations. Économie, sociologie, gestion*, Toulouse, Eres, 2008, p. 53-72.

BEVORT, Antoine. « Performances institutionnelles et traditions civiques en Italie. En relisant Robert Putnam ». *Revue française de science politique*, 1997, Vol47, n°2, p. 234-247.

BEVORT, Antoine. *Pour une démocratie participative*. Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 129 p.

BEVORT, Antoine. « À propos des théories du capital social : du lien social à l'institution politique ». *Sociologie du travail*, 2003, Vol. 45, n°3, p. 407-419.

BEVORT, Antoine. LALLEMENT, Michel. « Le capital social : territoires et tribulations ». In : BEVORT, Antoine. LALLEMENT, Michel (Dir). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris, La Découverte, 2006, p. 19-28.

BEVORT, Antoine. LALLEMENT, Michel (Dir). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris, La Découverte, 2006b, 328 p.

BEVORT, Antoine. BÈGUE, Muriel. GARABIGE, Alexandra. RODET, Diane. TRENTA, Arnaud. *Pratiques associatives et action publique en Île-de-France*, Rapport final présenté à la Région Île-de-France, juin 2010.

BEZES, Philippe. *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*. Paris, PUF, 2009, 544 p.

BILAND, Émilie. « La "démocratie participative" en "banlieue rouge". Les sociabilités politiques à l'épreuve d'un nouveau mode d'action publique ». *Politix*, 2006, n° 75, p. 53-74.

BIZEUL, Daniel. « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause ». *Revue française de sociologie*, 1998, n°39, p. 751-787.

BLANCO, Alejandro. *Razón y modernidad. Gino Germani y la sociología en la Argentina*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2006, 280 p.

BLONDIAUX, Loïc. *Le nouvel esprit de la démocratie*. Paris, Seuil, 2008, 109 p.

- BLUMER, Herbert. « Les problèmes sociaux comme comportements collectifs ». *Politix*, 2004 [1971], n°67, p. 189-199.
- BOLTANSKI, Luc. CHIAPELLO, Ève. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard, 1999, 843 p.
- BOND, Niall. MESURE, Sylvie. « Présentation ». In : TÖNNIES, Ferdinand. *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris, PUF, 2010, p. XIII-XXII.
- BORY, Anne. « Perdre son âme ou la racheter ? Enjeux professionnels et organisationnels autour du bénévolat d'entreprise ». *Les Mondes du travail*, 2008, n°5, p. 39-52.
- BOURDIEU, Pierre. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Minuit, 1979, 672 p.
- BOURDIEU, Pierre. « Le capital social : notes provisoires ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980a, n°31, janvier, p. 2-3.
- BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris, Minuit, 1980b, 500 p.
- BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*. Paris, Seuil, 1996, 248 p.
- BOURDIEU, Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris, Seuil, 2001, 423 p.
- BOUTIER, Jean. BOUTRY, Philippe. *Atlas de la Révolution française, Tome VI, Les sociétés politiques*, Paris, EHESS, 1995, 136 p.
- BOZZANO, Horacio. « Buenos Aires desde sus orígenes. Transformaciones territoriales y mutaciones productivas ». In : BORELLO, José. *Aproximaciones al mundo productivo de la región metropolitana de Buenos Aires*. Buenos Aires, UNGS, 2007, p. 29-63.
- BLUMER, Herbert. « Les problèmes sociaux comme comportements collectifs ». *Politix*, 2004, n°67, p. 185-199.
- BRAVARD, Alice. « Le cercle aristocratique dans la France bourgeoise, 1880-1939 ». *Histoire, économie et société*, 2011, p. 85-99.
- BRIQUET, Jean-Louis. SAWICKI, Frédéric. « L'analyse localisée du politique ». *Politix*. 1989, n°7-8, p. 6-16.

BRODIEZ, Axelle. *Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*. Paris, Presses de Sciences-Po, 2006, 365 p.

BUTON, Philippe. « Les effectifs du Parti communiste français (1920-1984) ». *Communisme*, 1985, n° 7, p. 5-30.

CAILLÉ, Alain. « Don et association ». *Revue du MAUSS*, 1998, n°11, p. 75-83.

CAILLÉ, Alain. *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*. Paris, Desclée de Brouwer, 2000, 277 p.

CAILLÉ, Alain. « Présentation du dossier : L'autre socialisme ». *Revue du MAUSS*, 2000, n°16, p. 5-12.

CAILLÉ, Alain. *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*. Paris, La découverte, 2005, 348 p.

CAILLÉ, Alain. « Don ». In : LAVILLE, Jean-Louis. CATANI, Antonio David (Dir). *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris, Gallimard, 2006, p. 172-179.

CAILLÉ, Alain. LAVILLE, Jean-Louis. « Présentation du dossier Une seule solution, l'association ? ». *Revue du MAUSS*, 1998, n°11, p. 5-20.

CALLEGARI, Horacio. *Historia del partido de Tres de Febrero y sus localidades*. Caseros, Fundación Banco cooperativo, 1993, 221 p.

CAMPETELLA, Andrea. GONZALEZ BOMBAL, Inés. « Historia del sector sin fines de lucro en Argentina ». In : ROITTER, Mario. GONZALEZ BOMBAL, Inés (Dir). *Estudios sobre el sector sin fines de lucro en Argentina*. Centro de Estudios de Estado y Sociedad, 2000, p. 31-52.

CANSANELLO, Oreste Carlos. « Ciudadano/Vecino ». In : GOLDMAN, Noemí. *Lenguaje y revolución. Conceptos políticos clave en el Rio de la Plata, 1780-1850*. Buenos Aires, Prometeo, 2008, p. 19-34.

CARREL, Marion. « Susciter un public local. Habitants et professionnels du transport en confrontation dans un quartier d'habitat social ». In : BARRIL, Claudia. CARREL, Marion.

GUERRERO, Juan. MARQUEZ, Alicia (Dir) *Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales*. Paris, L'Harmattan, 2003, p. 219-240.

CARREL, Marion. « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire ». *Politix*, 2006, Vol. 19, n°75, p. 33-51.

CARREL, Marion. *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Paris, ENS Éditions, 2013, 274 p.

CASTEL, Robert. « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle ». In : DONZELOT, Jacques (Dir). *Face à l'exclusion. Le modèle français*. Paris, Éditions Esprit, 1991, p. 137-168.

CASTEL, Robert. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Gallimard, 1995, 813 p.

CASTEL, Robert. *La discrimination négative : citoyens ou indigènes ?*. Paris, Seuil, 2007, 136 p.

CASTEL, Robert. « Préface ». In : MERKLEN, Denis. *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris, La Dispute, 2009, p. 7-18.

CEFAÏ, Daniel. « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques ». *Réseaux*, 1996, n°75, p. 43-66.

CEFAÏ, Daniel. « L'association d'hier à aujourd'hui ». *Revue du MAUSS*, 2000, n°16, p. 277-280.

CEFAÏ, Daniel. « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes ». In : CEFAÏ, Daniel. TROM, Danny (Dir). *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 51-97.

CEFAÏ, Daniel. « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste ». In : CEFAÏ, Daniel. JOSEPH, Isaac (dir.). *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 51-82.

CEFAÏ, Daniel. *Pourquoi se mobilise-t-on ?*. Paris, La Découverte, 2007, 732 p.

CEFAÏ, Daniel. « La fabrique des problèmes publics. Boire ou conduire, il faut choisir ! ». In : GUSFIELD, Joseph. *La culture des problèmes publics. L'alcool au Volant : la production d'un ordre symbolique*. Paris, Economica, 2009, p. 219-318.

CEFAÏ, Daniel. « Introduction ». In : CEFAÏ, Daniel. *L'engagement ethnographique*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 640 p.

CEFAÏ, Daniel. CARREL, Marion. TALPIN, Julien. ELIASOPH, Nina. LICHTERMAN, Paul. « Ethnographies de la participation ». *Participations*, 2012, n°4, p.7-48.

CEFAÏ, Daniel. LAFAYE, Claudette. « Lieux et moments d'une mobilisation collective. Le cas d'une association de quartier ». In : CEFAÏ, Daniel. TROM, Danny (Dir). *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 195-228.

CEFAÏ, Daniel. TROM, Danny (Dir). *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, 323 p.

CEFAÏ, Daniel. PASQUIER, Dominique (Dir). *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*. Paris, PUF, 2003, 520 p.

CEFAÏ, Daniel. QUÉRÉ, Louis. « Naturalité et socialité du self et de l'esprit ». In : MEAD, George Herbert. *L'esprit, le soi et la société*. Paris, PUF, 2006, p.3-90.

CEFAÏ, Daniel. TERZI, Cédric (Dir). *L'expérience des problèmes publics*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, 384 p.

CHAMBOREDON, Jean-Claude. LEMAIRE, Madeleine. « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ». *Revue française de sociologie*, 1970, n°11-1, p. 3-33.

CHANIAL, Philippe. *Justice, don et association. La délicate essence de la démocratie*. Paris, La découverte, 2001, 380 p.

CHANIAL, Philippe. « Honneur, vertu et intérêt. Les sociologies de l'association d'Alexis de Tocqueville ». *Cahiers internationaux de sociologie*, 2004, n°117, p. 197-223.

CHANIAL, Philippe. *La délicate essence du socialisme. L'association, l'individu et la République*. Paris, Le bord de l'eau, 2009, 320 p.

CHANIAL, Philippe. LAVILLE, Jean-Louis. « L'économie solidaire : une question politique ». *Mouvements*, 2002, n°19, p. 11-20.

CHAPOULIE, Jean-Michel. *La tradition sociologique de Chicago (1892-1961)*. Paris, Seuil, 2001, 495 p.

CHEVALLIER, Jacques. « L'association entre public et privé ». *Revue de droit public et de la science politique*, 1981, n°4, p. 887-918.

CHIARAMONTE, José Carlos. *Ciudades, provincias, estados: orígenes de la nación argentina*. Buenos Aires, Emecé, 2007, 261 p.

COLAS, Dominique. *Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile*. Paris, Grasset, 1992, 381 p.

COLEMAN, James. « Social capital in the creation of human capital ». *American journal of sociology*, 1988, n°94, p. 95-120.

COLLIOT-THÉLÈNE, Catherine. « État et société civile ». In : RAYNAUD, Philippe. RIALS, Stéphane. *Dictionnaire de philosophie politique*. Paris, PUF, 1996, p. 247-252.

COLLOVALD, Annie (Dir). *L'humanitaire ou le management des dévouements*. Paris, PUR, 2002, 234 p.

COLLOVALD, Annie. SAWICKI, Frédéric. « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction ». *Politix*, n°13, 1991, p. 7-20.

COMPAGNON, Olivier. « L'Euro-Amérique en question. Comment penser les échanges culturels entre l'Europe et l'Amérique latine ? ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Mis en ligne le 03 février 2009. URL : <http://nuevomundo.revues.org/54783>

CORAGGIO, José Luis. *Economía social y solidaria. El trabajo antes que el capital*. Quito, Abya-Yala, 2011a, 412 p.



CORAGGIO, José Luis. « La présence de l'économie sociale et solidaire et son institutionnalisation en Amérique Latine ». Communication aux Etats généraux de l'ESS, Paris, juin 2011b.

CORCUFF, Philippe. « L'alliance conflictuelle de l'universitaire et du populaire ». *Agora*, 2007, n°44, p. 36-44.

CORTES, Rosalia. MARSHALL, Adriana. « Estrategia económica, instituciones y negociación política en la reforma social de los noventa ». *Desarrollo Económico*, 1999, n°154, p. 195-212.

COSSART, Paula. « S'assembler en Provence sous la Révolution. Légitimité des réunions des sociétés populaires comme mode de participation collective du peuple au débat public (1791-1794) ». *Annales historiques de la Révolution française*, 2003, n°331, p. 55-75.

COURTOIS, Stéphane. LAZAR, Marc. *Histoire du Parti communiste français*. Paris, PUF, 1995, 439 p.

DAMIN, Nicolás. « Del sindicato al parlamento. La profesionalización política de dirigentes sindicales-políticos en la Argentina del siglo XX ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Mis en ligne le 29 septembre 2011, consulté le 12 avril 2013. URL : <http://nuevomundo.revues.org/62081>

DE PRIVITELLIO, Luciano. *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2003, 248 p.

DEFOURNY, Jacques. DEVELTERE, Patrick. FONTENEAU, Bénédicte (éd.). *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Paris-Bruxelles, De Boeck, 1999, 275 p.

DELAMATA, Gabriela. ARMESTO, Melchor. « Construyendo pluralismo territorial. Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires en la perspectiva de sus bases sociales ». In : DELAMATA, Gabriela (Dir). *Ciudadanía y Territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*. Buenos Aires, Espacio, 2005, p. 105-155.

DEWEY, John. « The reflex arc concept in psychology ». *The psychological review*, Vol. 3, n°4, 1896, p. 357-370.

DEWEY, John. *Le public et ses problèmes*. Paris, Gallimard, 2010, 337 p.

DEWEY, John. *Une foi commune*. Paris, La Découverte, 2011, 181 p.

DI STEFANO, Roberto. « Orígenes del movimiento asociativo: de las cofradías coloniales al auge mutualista, 1776-1860 ». In : DI STEFANO, Roberto *et al.* *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en Argentina*. Buenos Aires, Edilab, 2002, p. 23-98.

DI STEFANO, Roberto. SABATO, Hilda. ROMERO, Luis Alberto. MORENO, José Luis. *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en Argentina*. Buenos Aires, Edilab, 2002, 365 p.

DONZELOT, Jacques. *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?* Paris, Seuil, 2006, 190 p.

DONZELOT, Jacques. ESTÈBE, Philippe. *L'État animateur. Essai sur la politique de la Ville*. Paris, Éditions Esprit, 1994, 238 p.

DUBEDOUT, Hubert. *Ensemble, refaire la ville : Rapport au Premier Ministre du Président de la commission nationale pour le développement social des quartiers*. Paris, La Documentation française, 1983, 122 p.

DUBET, François. *La galère : jeunes en survie*. Paris, Fayard, 1987, 503 p.

DUBET, François. LAPEYRONNIE, Didier. *Les quartiers d'exil*. Paris, Seuil, 1992, 261 p.

DUBY, Georges. *L'an Mil*. Paris, Gallimard, 1993, 295 p.

DUPRÉ, Michèle. JACOB, Annie. LALLEMENT, Michel. LEFÈVRE, Gilbert. SPURK, Jan. « Les comparaisons internationales : intérêt et actualité d'une stratégie de recherche ». In : LALLEMENT, Michel. SPURK, Jan (Dir.). *Stratégies de la comparaison internationale*. Paris, CNRS éditions, 2003, p. 7-18.

DUPUY, Catherine. *Un bastion communiste de la banlieue parisienne : Gennevilliers, années 1920 - fin des années 1960*. Thèse de doctorat, Université Paris XIII, 2003, 627 p.

DUPUY, Catherine. « "Un logement pour vivre mieux". Enjeux communistes du logement social dans une ville de la banlieue parisienne, Gennevilliers (années 50-années 70) ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2006, n°98, p. 27-41.

DUPUY, Catherine. « Les angles morts de la mobilisation en territoire du communisme. Les déconvenues de l'engagement militant et protestataire à Gennevilliers (1950-1960) ». *Actes des journées « Les territoires du communisme »*, Paris, 2009.

DURKHEIM, Emile. *De la division du travail social*. Paris, PUF, 1967 [1893], 416 p.

DURKHEIM, Emile. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris, PUF, 2010 [1895], 333 p.

DURKHEIM, Emile. *Le suicide*. Paris, PUF, 2007 [1897], 463 p.

DURKHEIM, Emile. « Communauté et société selon Tönnies ». In : DURKHEIM, Emile. *Textes. 1. Éléments d'une théorie sociale*. Paris, Éditions de Minuit, 1975, p. 383-390.

ÉLIAS, Norbert. *La société des individus*. Paris, Fayard, 1991, 301 p.

ÉLIAS, Norbert. *La Dynamique de l'Occident*. Paris, Pocket, 2003, 320 p.

ÉLIAS, Norbert. *La civilisation des mœurs*. Paris, Pocket, 2003, 510 p.

ELIASOPH, Nina. « Publics fragiles. Une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative ». In : CEFAÏ, Daniel. PASQUIER, Dominique (Dir). *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*. Paris, PUF, 2003, p. 225-268.

ELIASOPH, Nina. *L'évitement du politique. Comment les américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*. Paris, Economica, 2010, 353 p.

EME, Bernard. « Les associations ou les tourments de l'ambivalence ». In : LAVILLE, Jean-Louis. CAILLÉ, Alain. CHANIAL, Philippe. DACHEUX, Éric. EME, Bernard. LATOUCHE, Serge. *Association, démocratie et société civile*, Paris, La Découverte, 2001, p. 27-58.

EME, Bernard. « Espaces publics ». In : LAVILLE, Jean-Louis. CATANI, Antonio David (Dir). *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris, Gallimard, 2006, p. 358-366.

EME, Bernard. LAVILLE, Jean-Louis, « Économie solidaire ». In : LAVILLE, Jean-Louis. CATANI, Antonio David (Dir). *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris, Gallimard, 2006, p. 303-312.

ENJOLRAS, Bernard. « Associations et isomorphisme institutionnel ». *Recma*, 1996, n°261, p. 68-76.

ESPING-ANDERSEN, Gosta. *Les trois mondes de l'Etat-providence. Essai sur le capitalisme moderne*. Paris, PUF, 2007, 310 p.

ETCHEMENDI, Sebastián. PALERMO, Vicente. « Conflicto y concertación. Gobierno, congreso y organizaciones de interés en la reforma laboral del primer gobierno de Menem (1989-1995) ». *Desarrollo Económico*, 1998, n° 148, p. 559-590.

FAIR, Hernán. « El plan de convertibilidad y el sindicalismo durante la primera presidencia de Menem ». *Trabajo y Sociedad*, 2008, n° 10.

FERRARI, Marcela. « Entre la reorganización y la derrota. El peronismo bonaerense en vísperas de las elecciones de 1983 ». *Estudios Sociales*, 2009, n° 37, p. 97-125.

FERRARI, Marcela. « Entre historia y memoria: la política bonaerense desde la reconstrucción democrática, 1983-2001 ». Communication au 54e Congrès International des Américanistes, Symposium 732 " La política entre teoría y práctica. Pasado y presente en la historia de Iberoamérica", Vienne, 2012, ronéoté, 33 p.

FERRARI, Marcela. « Eduardo Duhalde antes del duhaldismo. Trayectoria individual y transformaciones partidarias (1983-1991) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Mis en ligne le 05 avril 2013. URL : <http://nuevomundo.revues.org/65243>

FILLIEULE, Olivier. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de science politique*, 2001, Vol 51, p. 199-215.

FILLIEULE, Olivier (Dir). *Le désengagement militant*. Paris, Belin, 2005, 319 p.

FILLIEULE, Olivier. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions ». In : FILLIEULE, Olivier (Dir). *Le désengagement militant*. Paris, Belin, 2005, p. 17-47.

FOURCAUT, Annie. *Bobigny, banlieue rouge*. Paris, Les Éditions Ouvrières- Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 216 p.

FOURCAUT, Annie. « Les habits neufs des politiques de la ville ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1999, n°64, p.113-119.

FOURCAUT, Annie. « Les grands ensembles ont-ils été conçus comme des villes nouvelles ? ». *Histoire urbaine*, 2006, n°17, p. 7-25.

FOURCAUT, Annie. « Les banlieues populaires ont aussi une histoire ». *Projet*, 2007, n°299, p. 7-15.

FRADKIN, Raúl Osvaldo. *Cosecharas tu siembra. Notas sobre la rebelión popular argentina de diciembre de 2001*, Buenos Aires, Prometeo, 2002, 106 p.

GARABIGE, Alexandra. *Modernisation du service public et évolution des relations professionnelles dans la fonction publique territoriale. Performance et recomposition d'une municipalité de région parisienne*. Thèse pour le doctorat de sociologie, 2009, 443 p.

GAUCHET, Marcel. « Tocqueville, l'Amérique et nous. Sur la genèse des sociétés démocratiques ». *Libre*, 1980, n°7. [Reproduit dans GAUCHET, Marcel. *La condition politique*. Paris, Gallimard, 2005, p. 305-384]

GAUCHET, Marcel. *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*. Paris, Gallimard, 1985, 336 p.

GAUCHET, Marcel. « Croyances religieuses, croyances politiques ». *Le Débat*, 2001/3, n°115, p. 3-12.

GAUCHET, Marcel. *La démocratie contre elle-même*. Paris, Gallimard, 2002, 389 p.

GAUCHET, Marcel. *La condition historique*. Paris, Gallimard, 2003, 500 p.

GAUCHET, Marcel. « Le socialisme en redéfinition ». *Le débat*, 2004/4, n°131, p. 87-94.

GAUCHET, Marcel. *La condition politique*. Paris, Gallimard, 2005, 564 p.

GAUCHET, Marcel. *L'avènement de la démocratie I. La révolution moderne*. Paris, Gallimard, 2007a, 206 p.

GAUCHET, Marcel. *L'avènement de la démocratie II. La crise du libéralisme, 1880-1914*. Paris, Gallimard, 2007b, 309 p.

GAUCHET, Marcel. *La démocratie d'une crise à l'autre*. Nantes, Éditions Cécile Defaut, 2007c, 54 p.

GAUCHET, Marcel. *L'avènement de la démocratie III. À l'épreuve des totalitarismes, 1914-1974*. Paris, Gallimard, 2010, 661 p.

GAUTIER, Claude. « Corporation, société et démocratie chez Durkheim ». *Revue française de science politique*, 1994, Vol. 44, p. 836-855.

GAUTIER, Arthur. « Les lieux associatifs de musiques actuelles : régulation hybride et changement institutionnel ». In : HOARAU, Christian. LAVILLE, Jean-Louis (Dir). *La gouvernance des associations. Economie, sociologie, gestion*. Eres, Toulouse, 2008, p. 173-201.

GAXIE, Daniel. « Économie des partis et rétributions du militantisme ». *Revue française de science politique*, 1977, Vol. 27, p. 123-154.

GAXIE, Daniel. *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris, Seuil, 1978, 267 p.

GERCHUNOFF, Pablo. TORRE, Juan Carlos. « La política de liberalización económica en la administración de Menem », *Desarrollo Económico*, 1996, n° 143, p. 733-768.

GERCHUNOFF, Pablo. LLACH, Lucas. *El ciclo de la ilusión y el desencanto. Un siglo de políticas económicas argentinas*. Buenos Aires, Ariel, 1998, 490 p.

GIDDENS, Anthony. *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*. Paris, PUF, 1987, 474 p.

GIRAUD, Olivier. « Le comparatisme contemporain en science politique : entrée en dialogue des écoles et renouvellement des questions ». In : LALLEMENT, Michel. SPURK, Jan (Dir.). *Stratégies de la comparaison internationale*. Paris, CNRS éditions, 2003, p. 87-106.

GODBOUT, Jacques. CAILLÉ, Alain. *L'esprit du don*. Paris, La découverte, 1992, 344 p.

GOFFMAN, Erving. *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris, Minuit, 1968, 452 p.

GOFFMAN, Erving. *La mise en scène de la vie quotidienne. 1 : La présentation de soi*. Paris, Minuit, 1973a, 256 p.

GOFFMAN, Erving. *La mise en scène de la vie quotidienne. 2 : Les relations en public*. Paris, Minuit, 1973b, 376 p.

GOFFMAN, Erving. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris, Minuit, 1975, 180 p.

GOFFMAN, Erving. *Les cadres de l'expérience*. Paris, Minuit, 1991, 573 p.

GONZÁLEZ BERNALDO DE QUIRÓS, Pilar. *Civilidad y política en los orígenes de la nación argentina. Las sociabilidades en Buenos Aires, 1829-1862*. Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2007, 504 p.

GORELIK, Adrián. *La grilla y el parque. Espacio público y cultura urbana en Buenos Aires, 1887-1936*, Buenos Aires, Éditions Universidad Nacional de Quilmes, 1998, 455 p.

GRAFMEYER, Yves. « Le quartier des sociologues ». In : AUTHIER, Jean-Yves. BACQUÉ, Marie-Hélène. GUÉRIN-PACE, France (Dir). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*. Paris, La Découverte, 2007, p. 21-31.

GRAFMEYER, Yves. AUTHIER, Jean-Yves. *Sociologie urbaine*. Paris, Armand Colin, 2008, 128 p.

GRIBAUDI, Maurizio. RIOT-SARCEY, Michèle. *1848, la révolution oubliée*. Paris, La découverte, 2008, 260 p.

GRIGNON, Claude. PASSERON, Jean-Claude. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Paris, Gallimard/Seuil, 1989, 260 p.

GRIMSON, Alejandro. « Introducción: clasificaciones espaciales y territorialización de la política en Buenos Aires ». In : GRIMSON, Alejandro. FERRAUDI CURTO, Maria Cecilia. SEGURA, Ramiro (Comp). *La vida política en los barrios populares de Buenos Aires*. Buenos Aires, Prometeo, 2009, p. 11-38.

GRIMSON, Alejandro. FERRAUDI CURTO, Maria Cecilia. SEGURA, Ramiro (Comp). *La vida política en los barrios populares de Buenos Aires*. Buenos Aires, Prometeo, 2009, 320 p.

GUERRA, François-Xavier. « L'Euro-Amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun ». In : *Les civilisations dans le regard de l'autre*. Actes du colloque international de l'Unesco, Paris, 2002.

GURRERA, María Silvana. « La redefinición del conflicto social. La conformación de la Central de Trabajadores Argentinos (CTA) ». In : DELAMATA, Gabriela (Dir). *Ciudadanía y Territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*. Buenos Aires, Espacio, 2005, p. 17-66.

GUSFIELD, Joseph. *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press, 1963, 198 p.

GUSFIELD, Joseph. « Action collective et problèmes publics. Entretien avec Daniel Céfai et Danny Trom ». In : CEFAÏ, Daniel. PASQUIER, Dominique (Dir). *Les sens du public : Publics politiques, publics médiatiques*. Paris, PUF, 2003, p. 63-78.

GUSFIELD, Joseph. *La culture des problèmes publics. L'alcool au Volant : la production d'un ordre symbolique*. Paris, Economica, 2009 [1981], 354 p.

GUTIÉRREZ, Ricardo. « La desindicalización del peronismo ». *Política y Gestión*, 2001, p. 93-112.

GUTTIÉRREZ, Leandro. ROMERO, Luis Alberto. « Sociedades barriales, bibliotecas populares y cultura de los sectores populares, 1920-1945 ». *Desarrollo Económico*, 1989, n°113, avril-juin, p. 33-62.

GUTTIÉRREZ, Leandro. ROMERO, Luis Alberto. *Sectores populares, cultura y política. Buenos Aires en la entreguerra*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2007, 214 p.

GUTTON, Jean-Pierre. *La sociabilité villageoise dans l'ancienne France. Solidarités et voisinages du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Hachette, 1979, 294 p.

HABERMAS, Jürgen. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris, Payot, 1978, 324 p.

HABERMAS, Jürgen. *Théorie de l'agir communicationnel, Tome II. Pour une critique de la raison fonctionnaliste*, Paris, Fayard, 1987, 480 p.

HAERINGER, Joseph. LAVILLE, Jean-Louis. SAINSAULIEU, Renaud. « h ». In : LAVILLE, Jean-Louis. SAINSAULIEU, Renaud (Dir). *Sociologie de l'association*. Paris, Desclée de Brouwer, 1997, p. 15-32.



HALPERÍN DONGHI, Tulio. *Histoire contemporaine de l'Amérique latine*. Paris, Payot, 1972, 335 p.

HAMIDI, Camille. *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*. Paris, Economica, 2010, 231 p.

HAMIDI, Camille. « De quoi un cas est-il le cas ? Penser les cas limites ». *Politix*, 2012, n°100, p. 85-98.

HARVARD DUCLOS, Bénédicte. NICOURD, Sandrine. *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*. Paris, Payot, 2005, 212 p.

HATZFELD, Hélène. « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare ». *Revue française de science politique*, 1986, Vol. 36, n°3, p. 374-392.

HÉLY, Matthieu. « Les différentes formes d'entreprises associatives ». *Sociologies Pratiques*, 2004, n°9, p. 27-51.

HÉLY, Matthieu. « Servir l'intérêt général ou produire de l'utilité sociale ? Avenir de la fonction publique et marché du travail associatif ». *Les mondes du travail*, 2008, n°5, p.23-37.

HÉLY, Matthieu. *Les métamorphoses du monde associatif*. Paris, PUF, 2009, 306 p.

HÉLAN, François. « Un monde sélectif : les associations ». *Économie et statistique*, n° 208, 1988, p. 17-31.

HÉLAN, François. « Au cœur du réseau associatif : Les multi-adhérents ». *Économie et statistique*, n° 208, 1988, p. 33-44.

HIRSCHMAN, Albert. *Bonheur privé, action publique*. Paris, Fayard, 1983, 264 p.

HIRSCHMAN, Albert. *Défection et prise de parole*. Paris, Fayard, 1995, 212 p.

HOGGART, Richard. *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris, Minuit, 1970, 424 p.

HOARAU, Christian. LAVILLE, Jean-Louis (Dir). *La gouvernance des associations. Économie, sociologie, gestion*. Eres, Toulouse, 2008, 297 p.

HUGHES, Herbert. *Le regard sociologique*. Paris, Éditions de l'EHESS, 1996, 344 p.

INGLEHART, Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton, Princeton University Press, 1977, 482 p.

INGLEHART, Ronald. *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*. Paris, Economica, 1993, 572 p.

ION, Jacques. *La fin des militants ?*. Paris, L'Atelier, 1997, 124 p.

ION, Jacques. *S'engager dans une société d'individus*. Paris, Armand Colin, 2012, 220 p.

JAMES, Daniel. *Resistencia e integración. El peronismo y la clase trabajadora argentina*. Buenos Aires, Sudamericana, 1990, 362 p.

JOLIS, Sébastien. « La Confédération nationale des locataires (CNL) ou l'autonomisation impossible ? ». In : Mischi, Julian. Bellanger, Emmanuel. *Les territoires du communisme. Élus locaux, politique publique et sociabilité militante*. Paris, Armand Colin, 2013, 304 p.

JOSEPH, Isaac. *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*. Paris, Méridiens, 1984, 147 p.

JOSEPH, Isaac. « Tarde avec Park ». *Multitudes*, 2001, n°7, p. 212-220.

JOSEPH, Isaac. GRAFMEYER, Yves. *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris, Flammarion, 2009 (5<sup>ème</sup> édition), 377 p.

KANTOROWICZ, Ernst. *Les deux corps du Roi*. Paris, Gallimard, 1989, 643 p.

KESSLER, Gabriel. « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine », *Cultures et Conflits*, 1999, n°35, p. 71-93.

KESSLER, Gabriel. « Clairs-obscur de la structure sociale. Tendances en contrepoint dans l'Argentine du XXI<sup>e</sup> siècle ». *Problèmes d'Amérique latine*, 2011, n°82, p. 93-108.

KESSLER, Gabriel. « Las consecuencias de la estigmatización territorial. Reflexiones a partir de un caso paradigmático », *mimeo*, 2012.

KESSLER, Gabriel. SIGAL, Sylvia. « Comportements et représentations face à la dislocation des régulations sociales : l'hyperinflation en Argentine », *Cultures et Conflits*, 1997, n°24-25, p. 37-77.

KESSLER, Gabriel. *Sociología del delito amateur*. Buenos Aires, Paidós, 2004, 296 p.

KESSLER, Gabriel. ROGGI, María Cecilia. « Programas de superación de la pobreza y capital social: la experiencia argentina ». In : ARRIAGADA, Irma (Dir). *Aprender de la experiencia. El capital social en la superación de la pobreza*. Santiago de Chile, CEPAL, 2005, p. 133-160.

KESSLER, Gabriel. SVAMPA, Maristella. GONZALEZ BOMBAL, Inés (Dir). *Reconfiguraciones del mundo popular. El Conurbano Bonaerense en la postconvertibilidad*. Buenos Aires, Prometeo, 2010, 560 p.

KRIEGEL, Annie. *Les Communistes français : Essai d'ethnographie politique*. Paris, Seuil, 1968, 320 p.

KRIEGEL, Annie. *Un autre communisme ?*. Paris, Hachette, 1977, 187 p.

LAFFITTE, Jean. *Gennevilliers, évocation historique. Tome 2 : de la fin du 19<sup>e</sup> siècle à 1970*. Gennevilliers, Mairie de Gennevilliers, 1970, 343 p.

LAFORE, Robert. « La décentralisation de l'action sociale. L'irrésistible ascension du « département providence » ». *Revue française des affaires sociales*, 2004, n°4, p. 19-34.

LALLEMENT, Michel. « Raison ou trahison ? Éléments de réflexion sur les usages de la comparaison en sociologie ». In : LALLEMENT, Michel. SPURK, Jan (Dir.). *Stratégies de la comparaison internationale*. Paris, CNRS éditions, 2003a, p. 107-120.

LALLEMENT, Michel. « Pragmatique de la comparaison ». In : LALLEMENT, Michel. SPURK, Jan (Dir.). *Stratégies de la comparaison internationale*. Paris, CNRS éditions, 2003b, p. 297-306.

LALLEMENT, Michel. « Capital social et théories sociologiques ». In : BEVORT, Antoine. LALLEMENT, Michel (Dir.). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris, La Découverte, 2006, p. 71-88.

LALLEMENT, Michel. SPURK, Jan (Dir.). *Stratégies de la comparaison internationale*. Paris, CNRS éditions, 2003, 378 p.

LATOURE, Bruno. « Le fantôme de l'esprit public. Des illusions de la démocratie aux réalités de ses apparitions ». In : LIPPMAN, Walter. *Le public fantôme*. Paris, Demopolis, 2008, p. 3-44.

LAUTIER, Bruno. «Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine ». *Revue Tiers monde*, 2013, n°214, p. 169-186.

LAVILLE, Jean-Louis. « L'association : une liberté propre à la démocratie ». In : LAVILLE, Jean-Louis. SAINSAULIEU, Renaud (Dir). *Sociologie de l'association*. Paris, Desclée de Brouwer, 1997, p. 33-71.

LAVILLE, Jean-Louis. « Les raisons d'être des associations ». In : LAVILLE, Jean-Louis. CAILLÉ, Alain. CHANIAL, Philippe. DACHEUX, Éric. EME, Bernard. LATOUCHE, Serge. *Association, démocratie et société civile*, Paris, La Découverte, 2001, p. 61-140.

LAVILLE, Jean-Louis, *Politique de l'association*, Paris, Seuil, 2010, 359 p.

LAVILLE, Jean-Louis. SAINSAULIEU, Renaud (Dir). *Sociologie de l'association*. Paris, Desclée de Brouwer, 1997, 399 p.

LAVILLE, Jean-Louis. CAILLÉ, Alain. CHANIAL, Philippe. DACHEUX, Éric. EME, Bernard. LATOUCHE, Serge. *Association, démocratie et société civile*, Paris, La Découverte, 2001, 223 p.

LAVILLE, Jean-Louis. CATANI, Antonio David (Dir). *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris, Gallimard, 2006, 720 p.

LAMBERTI, Jean-Claude. *Tocqueville et les deux démocraties*. Paris, PUF, 1983, 325 p.

LE BRETON, David. *L'interactionnisme symbolique*. Paris, PUF, 2004, 249 p.

LECLERCQ, Catherine. « L'identité partisane au prisme de la désidentification. Une approche microscopique du désengagement au PCF ». Communication au Colloque de l'Association française de science politique "Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs", Paris, 2002, ronéoté, 15 p.

LECLERCQ, Catherine. « "Raisons de sortir". Les militants du Parti communiste français ». In : FILLIEULE, Olivier (Dir). *Le désengagement militant*. Paris, Belin, 2005, p. 131-154.

LECLERCQ, Catherine. *Histoires d'"ex". Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*. Thèse de science politique, Institut d'études politiques de Paris, 2008, 1034 p.

LÉVI-STRAUSS, Claude. *Race et Histoire, Race et Culture*. Paris, Albin Michel/Unesco, 2002, 182 p.

LEVITSKY, Steven. « Del sindicalismo al clientelismo. La transformación de los vínculos partido-sindicatos en el peronismo, 1983-1999 ». *Desarrollo Económico*, 2004, n° 173, p. 3-32.

LEVITSKY, Steven. *La transformación del justicialismo: Del partido sindical al partido clientelista, 1983-1999*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2005, 387 p.

L'HUILLIER, Waldeck. *Combats pour la ville*. Paris, Messidor/Éd. sociales, 1982, 186 p.

LIPPMANN, Walter. *Le public fantôme*. Paris, Demopolis, 2008, 192 p.

LOBATO, Mirta Zaida. *La vida en las fábricas. Trabajo, protesta y política en una comunidad obrera, Berisso (1904-1970)*. Buenos Aires, Prometeo, 2001, 280 p.

LOCHAK, Danièle. « La société civile : du concept au gadget ». In : CURAPP, *La société civile*. Paris, PUF, 1986, p. 44-75.

LODOLA, German. « Protesta popular y redes clientelares en la Argentina : el reparto federal del plan trabajar (1996-2001) ». *Desarrollo Económico*, 2005, n° 176, p. 515-536.

MADELIN, Bénédicte. « Le rôle des femmes-relais ». *Informations sociales*, 2007, n° 141, p. 120-127.

MANCEAUX, Michèle. *Les femmes de Gennevilliers*. Paris, Mercure de France, 1974, 187 p.

MANENT, Pierre. *Tocqueville et la nature de la démocratie*. Paris, Julliard, 1982, 183 p.

MANIN, Bernard. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris, Flammarion, 1995, 319 p.

MARTUCCELLI, Danilo. SVAMPA, Maristella. *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*. Buenos Aires, Losada, 1997, 463 p.

MASCLET, Olivier. « Une municipalité communiste face à l'immigration algérienne et marocaine », *Genèses*, 2001, n°45, p. 150-163.

MASCLET, Olivier. *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris, La Dispute, 2003, 316 p.

MASCLET, Olivier. « Du "bastion" au "ghetto". Le communisme municipal en butte à l'immigration », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, n°159, p. 10-25.

MASSÈRA, Bernard. GRASON, Daniel. *Chausson : une dignité ouvrière*. Paris, Syllepse, 2004, 396 p.

MAUGER, Gérard. « Enquêter en milieu populaire ». *Genèses*, 1991, n°6, p. 125-143.

MAURICE, Marc. SELIER, François. SILVESTRE, Jean-Jacques. *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne. Essai d'analyse sociétale*. Paris, PUF, 1982, 382 p.

MAUSS, Marcel. *Essai sur le don*. Paris, PUF, 2004, 248 p.

MEISTER, Albert. *Vers une sociologie des associations*. Paris, Éditions ouvrières, 1972, 220 p.

MERKLEN, Denis. « Une nouvelle politicalité pour les classes populaires. Les piqueteros en Argentine », *Tumultes*, 2006, n° 27, p. 173-197.

MERKLEN, Denis. *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris, La Dispute, 2009, 306 p.

MISCHI, Julian. « Pour une histoire sociale du déclin du Parti communiste ». In : HAEGEL, Florence (Dir). *Partis politiques et système partisan en France*. Paris, Presses de Sciences-Po, 2007, p. 61-84.

MOLCARD, Virginie. TILLIE, Christine. *Classes populaires et culture savante. Le public des équipements collectifs à Gennevilliers*. Centre de Recherches et d'Études sur la Société Française, 1986, 117 p.

MORIN, Edgard. CASTORIADIS, Cornelius. LEFORT, Claude. *Mai 68, la brèche*. Paris, Fayard, 1968.

MOSSUZ, Janine. « La régulation des naissances : les aspects politiques du débat ». *Revue française de science politique*, 1966, n°5, p.913-939.

MURILLO, María Victoria. « La adaptación del sindicalismo argentino a las reformas de mercado en la primera presidencia de Menem ». *Desarrollo Económico*, 1997, n°147, p. 419-446.

MURILLO, María Victoria. « Del populismo al neoliberalismo: sindicatos y reformas de mercado en América Latina ». *Desarrollo Económico*, 2000, n°158, p. 179-212.

MURILLO, María Victoria. *Sindicatos, coaliciones partidarias y reformas de mercado en América Latina*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2007, 328 p.

MUSTAPIC, Ana María. « Del partido peronista al partido justicialista. Las transformaciones de un partido carismático ». In : CAVAROZZI, Marcelo. ABAL MEDINA, Juan Manuel (Dir.). *El asedio a la política. Los partidos latinoamericanos en la era neoliberal*. Rosario, Homo Sapiens, 2002, p. 137-161.

NATALUCCI, Ana. « Los movimentistas. Expectativas y desafíos del Movimiento Evita en el espacio kirchnerista (2003-2010) ». In : PÉREZ, German. NATALUCCI, Ana (Dir). *Vamos las bandas. Organizaciones y militancia kirchnerista*. Buenos Aires, Trilce, 2012, p. 27-53.

NEVEU, Catherine. « Présentation ». In : NEVEU, Catherine (Dir). *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*. Paris, L'Harmattan, 1999, 308 p. 9-16.

NICOURD, Sandrine. « Les engagements ont-ils vraiment changé ? ». *Sociologies Pratiques*, 2007, n°15, p. 1-5.

NICOURD, Sandrine. « Éducation populaire : organisation du travail associatif et action publique ». *Entreprises et histoire*, 2009, n°56, p. 62-72.

NYSSSENS, Marthe. « Tiers secteur ». In : LAVILLE, Jean-Louis. CATANI, Antonio David (Dir). *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris, Gallimard, 2006, p. 619-628.

OLLIER, María Matilde. *Atrapada sin salida. Buenos Aires en la política nacional (1916-2007)*. Buenos Aires, Unsam Edita, 2010, 269 p.

ONFRAY, Michel. *Rendre la raison populaire. Université populaire, mode d'emploi*. Paris, 2012, Éditions Autrement, 94 p.

OSTIGUY, Pierre. « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin ». *Revue internationale de politique comparée*, 2005, Vol. 12, p. 299-330.

OZOUF, Mona. *La Fête révolutionnaire, 1789-1799*. Paris, Gallimard, 1976, 474 p.

PARK, Robert. « The city: Suggestions for the Investigation of Human Behavior in the City Environment ». *American Journal of Sociology*, 1915, Vol. 20, n°5, p. 577-612.

PARK, Robert. *La foule et le public*. Lyon, Parangon, 2007, 126 p.

PARK, Robert. BURGESS, Ernest. *Introduction to the Science of Sociology*. Chicago, The University of Chicago Press, 1921.

PAUGAM, Serge. *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*. Paris, PUF, 1994, 288 p.

PÉREZ, Germán. ARMELINO, Martín. ROSSI, Federico. « Entre el autogobierno y la representación. La experiencia de las asambleas en la Argentina ». In : SCHUSTER, Federico. NAISHTAT, Francisco. NARDACCHIONE, Gabriel. PEREYRA, Sebastián (Dir). *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva*. Buenos Aires, Prometeo, 2005, p. 387-413.

PEREYRA, Sebastián. *Política y transparencia. La corrupción como problema público*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2013, 326 p.

PÉREZ, German. NATALUCCI, Ana (Dir). *Vamos las bandas. Organizaciones y militancia kirchnerista*. Buenos Aires, Trilce, 2012, 216 p.

PEYRARD, Christine. « Les débats sur le droit d'association et de réunion sous le Directoire ». *Annales historiques de la Révolution française*, 1994, n°297, p. 463-478.

PINÇON, Michel. PINÇON-CHARLOT, Monique. *Les ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*. Paris, Seuil, 2007, 294 p.

PIROTTE, Gauthier. *La notion de société civile*. Paris, La Découverte, 2007, 122 p.

PLOTKIN, Mariano. *Mañana es San Perón: propaganda, rituales políticos y educación en el régimen peronista (1946-1955)*. Buenos Aires, Ariel, 1994, 346 p.



PLOTKIN, Mariano. *El día que se inventó el peronismo. La construcción del 17 de octubre*. Buenos Aires, Sudamerica, 2012, 215 p.

POLANYI, Karl. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard, 1983, 419 p.

POLLACK, Mickael. *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*. Paris, Métailié, 2000, 342 p.

PONTHIEUX, Sophie. *Le capital social*. Paris, La Découverte, 2006, 121 p.

PONTHIEUX, Sophie. « Usages et mésusages du capital social ». In : BEVORT, Antoine. LALLEMENT, Michel (Dir). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris, La Découverte, 2006b, p. 89-105.

POUJOL, Geneviève. *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*. Paris, 1981, Éditions Ouvrières, 232 p.

PREMAT, Christophe. « L'engagement des intellectuels au sein des Universités populaires ». *Tracés*, 2006, n°11, p. 67-84.

PRÉTECEILLE, Edmond. « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité ». *Sociétés contemporaines*, 2006, n°62, p. 69-93.

PREVÔT-SCHAPIRA, Marie-France. « Pauvreté, crise urbaine et émeutes de la faim dans le Grand Buenos Aires ». *Problèmes d'Amérique latine*, 1990, n°95, p. 51-72.

PREVÔT-SCHAPIRA, Marie-France. « Las políticas de lucha contra la pobreza en la periferia de Buenos Aires, 1984-1994 ». *Revista Mexicana de Sociología*, 1996, Vol 58, n°2, p. 73-94.

PREVÔT-SCHAPIRA, Marie-France. « Buenos Aires, Métropolisation et nouvel ordre politique ». *Hérodote*, 2001, n°101, p. 122-152.

PREVÔT-SCHAPIRA, Marie-France. « Buenos Aires ». In : *Encyclopaedia Universalis*, 2012.

PRONIER, Raymond. *Les municipalités communistes. Bilan de 30 années de gestion*. Paris, Balland, 1983, 475 p.

PUDAL, Bernard. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de Sciences Po, 1989, 329 p.

PUDAL, Bernard. « La beauté de la mort communiste ». *Revue française de science politique*, 2002, vol. 52, n° 5-6, p. 545-559.

PUDAL, Bernard. *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*. Paris, Éditions du Croquant, 2009, 215 p.

PUTNAM, Robert (Dir). *Democracies in flux. The evolutions of social capital in contemporary society*. New York, Oxford University Press, 2002, 522 p.

PUTNAM, Robert. « Bowling alone : le déclin du capital social aux États-Unis ». In : BEVORT, Antoine. LALLEMENT, Michel (Dir). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris, La Découverte, 2006, p. 35-50.

PUTNAM, Robert. LEONARDI, Robert. NANETTI, Raffaella. *Making democracy work. Civic traditions in modern Italy*. Princeton, 1993, Princeton University Press.

QUIJOUX, Maxime. *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*. Paris, Éditions IHEAL, 2011, 282 p.

QUIROGA, Nicolás. « Las Unidades Básicas durante el primer peronismo. Cuatro notas sobre el Partido Peronista a nivel local ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], mis en ligne le 16 avril 2008. URL : [nuevomundo.revues.org/30565](http://nuevomundo.revues.org/30565)

RAMBAUD, Denis. « Le retour des Universités populaires ? ». *Territoires*, 2004, n°450.

RANGEON, François. « Société civile : histoire d'un mot ». In : CURAPP, *La société civile*. Paris, PUF, 1986, p. 9-32.

RICHEZ, Jean-Claude. « Éducation populaire : une actualité en question ». *Agora*, 2007, n°44, p. 4-11.

RIOT, Laurent. « Introduction au texte d'Herbert Blumer : Les problèmes sociaux comme comportements collectifs ». *Politix*, 2004, n°67, p. 185-189.

RODRÍGUEZ BLANCO, Maricel. « Participación ciudadana no institucionalizada, protesta y democracia en Argentina ». *Iconos*, 2011, n°40, p. 89-103.

RODRÍGUEZ ENRÍQUEZ, Corina. REYES, María Fernanda. *La política social en la Argentina post-convertibilidad : políticas asistenciales como respuesta a los problemas de empleo*. Document de travail du CIEPP n°55, 2006, 73 p.

ROIG, Alexandre. *La monnaie impossible : la convertibilité argentine de 1991*. Thèse de doctorat, 2007, EHESS.

ROITTER, Mario. LIST, Regina. SALAMON, Lester. « Argentina ». In : SALAMON, Lester *et al. Global civil society. Dimensions of the nonprofit sector*. Baltimore, The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies, 1999, p. 373-392.

ROMERO, José Luis. ROMERO, Luis Alberto (Dir). *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*. Buenos Aires, Abril, 1983, 438 p.

ROMERO, Luis Alberto. *Breve historia contemporánea de la Argentina*. Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2001, 333 p.

ROMERO, Luis Alberto. « El Estado y las corporaciones 1920-1976 ». In : DI STEFANO, Roberto. SABATO, Hilda. ROMERO, Luis Alberto. MORENO, José Luis. *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en Argentina*. Buenos Aires, Edilab, 2002, p. 169-276.

ROMERO, Luis Alberto. « L'Argentine de 1973 à 2003 : un survol ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006, n° 81, p. 7-13.

ROSANVALLON, Pierre. *L'âge de l'autogestion, ou la politique au poste de commandement*. Paris, Seuil, 1976, 185 p.

ROSANVALLON, Pierre. *La crise de l'État-providence*. Paris, Seuil, 1981, 183 p.

ROSANVALLON, Pierre. *L'État en France de 1789 à nos jours*. Paris, Seuil, 1990, 369 p.

ROSANVALLON, Pierre. *La Nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Seuil, 1995, 222 p.

ROSANVALLON, Pierre. *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*. Paris, Seuil, 2004, 464 p.

ROSANVALLON, Pierre. VIVERET, Patrick. *Pour une nouvelle culture politique*. Paris, Seuil, 1977, 160 p.

ROUSSEAU, Jean-Jacques. *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*. Paris, J'ai lu, 1999 [1755], 125 p.

ROUSSEAU, Jean-Jacques. *Du contrat social*. Paris, Flammarion, 2012 [1762], 255 p.

ROUSTANG, Guy. LAVILLE, Jean-Louis. EME, Bernard. MOTHÉ, Daniel. PERRET, Bernard. *Vers un nouveau contrat social*. Paris, Desclée de Brouwer, 1996, 187 p.

SABATO, Hilda. PALTÍ, Elías. « ¿Quién votaba en Buenos Aires? Práctica y teoría del sufragio, 1850-1880 ». *Desarrollo económico*, 1990, n°119, p. 395-424.

SABATO, Hilda. « Virtudes cívicas, política criolla ». In: ALTAMIRANO, Carlos (Dir.). *La Argentina en el siglo XX*. Buenos Aires, Ariel, 1999, 392 p.

SABATO, Hilda. « Estado y sociedad civil ». In : DI STEFANO, Roberto. SABATO, Hilda. ROMERO, Luis Alberto. MORENO, José Luis. *De las cofradías a las organizaciones de la sociedad civil. Historia de la iniciativa asociativa en Argentina*. Buenos Aires, Edilab, 2002, p. 99-168.

SALAMON, Lester. ANHEIER, Helmut. LIST, Regina. TOEPLER, Stefan. SOKOLOWSKI, Wojciech. *Global civil society. Dimensions of the nonprofit sector*. Baltimore, The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies, 1999, 534 p.

SAWICKI, Frédéric. *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*. Paris, Belin, 1997, 336 p.

SAWICKI, Frédéric. « La faiblesse du clientélisme politique en France ». In : BRIQUET, Jean-Louis. SAWICKI, Frédéric. *Le clientélisme politique dans les sociétés modernes*. Paris, PUF, 1998, p. 215-250.

SAWICKI, Frédéric. SIMÉANT, Johanna. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français ». *Sociologie du travail*, 2009, n°51, p. 97-125.

SCHNAPPER, Dominique. *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*. Paris, Gallimard, 2000, 320 p.

SCHVARZER, Jorge. « 25 ans de recul historique ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006, n° 81, p. 35-41.

SCHWARTZ, Olivier. *Le monde privé des ouvriers*. Paris, PUF, 1990, 532 p.

SCHWARTZ, Olivier. « Peut-on parler des classes populaires ? ». *La vie des idées* [En ligne], mis en ligne le 13 septembre 2011. URL : [lavedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html](http://lavedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html)

SCOBIE, James. *Buenos Aires. Del centro a los barrios, 1870-1910*, Buenos Aires, Éditions Solar, 1977, 368 p.

SCOTT, James. *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*. Paris, Éditions Amsterdam, 2009, 269 p.

SIMMEL, Georg. *Le conflit*. Paris, Circé, 2003, 158 p.

SIMMEL, Georg. *Les pauvres*. Paris, PUF, 2011, 112 p.

SIMON, Patrick. « Belleville, un quartier d'intégration ». *Migrations Société*, 1992, n° 19, p.45-66.

SIMONET, Maud. « Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail ». *Revue de l'IREs*, 2004, n°44, p. 141-155.

SIMONET, Maud. « Le monde associatif : entre travail et engagement ». In : ALTER, Norbert (Dir). *Sociologie du monde du travail*. Paris, PUF, 2006, p. 191-207.

SIMONET, Maud. *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*. Paris, La Dispute, 2010, 217 p.

SPECTOR, Malcom. KITSUSE, John. *Constructing social problems*. Menlo Park, Cummings, 1977, 184 p.

SPINELLI, María Estela. *Los vencedores vencidos. El antiperonismo y la "revolución libertadora"*. Buenos Aires, Editorial Biblos, 2005, 345 p.

SUBRA, Philippe. « Île-de-France : la fin de la banlieue rouge ». *Hérodote*, 2004, n° 113, p. 14-27.

SVAMPA, Maristella. *Los que ganaron. La vida en los countries y en los barrios privados*. Buenos Aires, Biblos, 2001, 301 p.

SVAMPA, Maristella. *La sociedad excluyente. La Argentina bajo el signo del neoliberalismo*. Buenos Aires, Taurus, 2005, 352 p.

SVAMPA, Maristella. « Le retour à la normale ». *Mouvements*, 2006, n° 47-48, p. 73-81.

SVAMPA, Maristella. « Les frontières du gouvernement Kirchner : entre le renforcement du passé et les aspirations au nouveau ». *Revue Tiers Monde*, 2007, n° 189, p. 113-134.

SVAMPA, Maristella. *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2008, 238 p.

SVAMPA, Maristella. « Du "Qu'ils s'en aillent tous !" à l'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire ». *Problèmes d'Amérique latine*, 2011, n° 82, p. 77-91.

SVAMPA, Maristella. PEREYRA, Sebastián. *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires, Biblos, 2003, 280 p.

SVAMPA, Maristella. PEREYRA, Sebastián. « La política de los movimientos piqueteros ». In : SCHUSTER, Federico. NAISHTAT, Francisco. NARDACCHIONE, Gabriel. PEREYRA, Sebastián (Dir). *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva*. Buenos Aires, Prometeo, 2006, p. 343-364.

TAHIR, Nadia. FRANCO, Marina. « Associations de victimes, terrorisme d'État et politique dans l'Argentine de 1973 à 1987 ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2010, n°105, p. 185-198.

TARDE, Gabriel. « Le duel ». In : TARDE, Gabriel. *Études pénales et sociales*. Paris, Masson, 1892, p. 1-83.

TARDE, Gabriel. *L'opinion et la foule*. Paris, PUF, 1989, 192 p.

THELEN, Kathleen. STEINMO, Sven. « Historical institutionalism in comparative politics ». In : THELEN, Kathleen. STEINMO, Sven. LONGSTRETH, Frank. *Structuring Politics: Historical Institutionalism in Comparative Analysis*. Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 1-32.

THOMAS, William Isaac. ZNANIECKI, Florian. *Le Paysan polonais en Europe et en Amérique : Récit de vie d'un migrant*. Paris, Nathan, 1998, 446 p.

TISSOT, Sylvie. GAUBERT, Christophe. LECHIEN, Marie-Hélène. (Dir). *Reconversions militantes*. Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, 282 p.

TISSOT, Sylvie. « Les reconversions militantes ». In : TISSOT, Sylvie (Dir). *Reconversions militantes*. Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, p. 9-17.

TOCQUEVILLE, Alexis (de). *De la démocratie en Amérique, tome I*. Paris, Gallimard, 1961a, 631p.

TOCQUEVILLE, Alexis (de). *De la démocratie en Amérique, tome II*. Paris, Gallimard, 1961b, 471 p.

TÖNNIES, Ferdinand. *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris, PUF, 2010, 280 p.

TORRE, Juan Carlos. « Interpretando (una vez más) los orígenes del peronismo ». *Desarrollo Económico*, 1989, n° 112, p. 525-548.

TORRE, Juan Carlos. « Los huérfanos de la política de partidos. Sobre los alcances y la naturaleza de la crisis de representación partidaria ». *Desarrollo Económico*, 2003, n° 168, p. 647-665.

TORRE, Juan Carlos. PALERMO, Vicente. *A la sombra de la hiperinflación. La política de reforma económica durante el gobierno de Menem*. Mimeo - Instituto Torcuato Di Tella, Buenos Aires, 1994, 27 p.

TOURAINÉ, Alain. *La voix et le regard*. Paris, Seuil, 1978, 309 p.

TOURAINÉ, Alain. *L'après socialisme*. Paris, Grasset, 1980, 285 p.

TOURAINÉ, Alain. *Solidarité*. Paris, Fayard, 1982, 309 p.

TROM, Danny. « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs ». In : CEFAÏ, Daniel. TROM, Danny (Dir). *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 99-134.

VANOVERMEIR, Solveig. « L'accueil des jeunes enfants : axe majeur de la politique familiale française depuis les années 1970 ». *Solidarité et santé – Drees*, 2012, n°31, 24 p.

WEBER, Florence. *Manuel de l'ethnographe*. Paris, PUF, 2009, 128 p.

WEBER, Max. *Economie et société. Les catégories de la sociologie*. Paris, Plon, 1995, 416 p.

WILLIAMSON, John. « What Washington means by policy reform ». In : WILLIAMSON, John (Dir). *Latin. American adjustment : How much has happened ?*, Peterson Institute for International Economics, 1990.

WOOLCOCK, Michael. NARAYAN, Deepa. « Social capital : Implications for development theory, research and policy ». *World Bank Research Observer*, 2000, Vol. 15.

WORMS, Jean-Pierre. « Old and New civic and social ties in France ». In : PUTNAM, Robert (Dir). *Democracies in flux. The evolutions of social capital in contemporary society*. New York, Oxford University Press, 2002.

WORMS, Jean-Pierre. « Le capital social associatif en France hier et aujourd'hui ». In : BEVORT, Antoine. LALLEMENT, Michel (Dir.). *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*. Paris, La Découverte, 2006, p. 226-245.

ZANATTA, Loris. *Breve historia del peronismo clásico*. Buenos Aires, Sudamericana, 2009, 221 p.

ZASK, Joëlle. « Pourquoi un public en démocratie ? Dewey versus Lippman ». *Hermès*, 2001, n°31, p. 63-66.

ZASK, Joëlle. « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle ». *Tracés*, 2008, n°15, p. 175-189.

ZASK, Joëlle. « La politique comme expérimentation ». In : DEWEY, John. *Le public et ses problèmes*. Paris, Gallimard, 2010, p. 11-65.

ZASK, Joëlle. *Participer : Essai sur les formes démocratiques de la participation*. Paris, Le bord de l'eau, 2011, 328 p.





# Table des matières

Remerciements .....	4
Résumé en anglais .....	6
Résumé .....	7
Sommaire.....	8
Liste des tableaux .....	12
Liste des cartes.....	13
Liste des graphiques .....	13
Liste des photos .....	14
Introduction générale.....	17
<i>Analyser la participation associative dans les quartiers populaires</i> .....	20
<i>Un processus itératif entre l'enquête de terrain et l'analyse théorique</i> .....	22
<i>Plan de l'ouvrage</i> .....	26
Première partie La participation associative et la démocratie.....	29
<b>Chapitre I - Révolution moderne, société civile et fait associatif.....</b>	<b>33</b>
<i>Introduction</i> .....	33
<i>I.1 La révolution moderne et l'autonomisation de la société civile</i> .....	34
I.1.1 Intérêt d'une mobilisation de la théorie politique de Marcel Gauchet.....	34
I.1.2 La structuration hétéronome des sociétés religieuses.....	37
I.1.3 La notion de société civile durant l'Antiquité et le Moyen-Âge.....	39
I.1.4 Réforme protestante, guerres de religion et dégagement du politique.....	42
I.1.5 Contrat social, droit des individus et société civile.....	43
I.1.6 Progrès, historicité et autonomisation de la société civile.....	46
I.1.7 Fait libéral, renversement libéral et idéologie.....	50

<i>I.2</i>	<i>Fait libéral et fait associatif</i> .....	53
I.2.1	Déliasion des individus et lien social moderne .....	53
I.2.2	Révolutions politiques et avènement du fait associatif moderne .....	58
I.2.3	Les associations dans la formation de l'espace public .....	63
I.2.4	Les associations dans l'organisation des travailleurs .....	69
I.2.5	Les associations sous la domination des partis et de l'État social.....	74
I.2.6	Le tournant des années 1970 : approfondissement du fait libéral et relance de l'autonomisation de la société civile.....	77
	<i>Conclusion</i> .....	81
 <b>Chapitre II - Association et participation</b> .....		<b>85</b>
	<i>Introduction</i> .....	85
<i>II.1</i>	<i>La participation associative comme objet de recherche</i> .....	86
II.1.1	Participation associative et problèmes publics.....	86
II.1.1.1	La notion de participation associative .....	86
II.1.1.2	Le processus de publicisation des problèmes sociaux.....	87
II.1.2	Échelles d'analyse et terrain d'enquête.....	91
II.1.2.1	Analyse locale et jeux d'échelles .....	91
II.1.2.2	Quartiers populaires et classes populaires .....	92
II.1.2.3	Les classes populaires et la politique.....	93
II.1.3	Une comparaison internationale France-Argentine .....	95
II.1.3.1	La comparaison comme stratégie de recherche.....	95
II.1.3.2	Comparabilité des cas nationaux .....	98
II.1.3.3	Les aires métropolitaines de Paris et de Buenos Aires.....	101
II.1.3.4	Les municipalités de Gennevilliers et Tres de Febrero .....	106
<i>II.2</i>	<i>Trois grandes thématiques de recherche sur les associations</i> .....	110
II.2.1	Les associations et la formation d'un tiers secteur .....	110
II.2.1.1	La consolidation d'un secteur sans but lucratif... ..	110
II.2.1.2	... ou le projet d'une démocratisation de l'économie .....	115
II.2.1.3	Quelle autonomie face aux logiques marchandes et bureaucratiques ? .....	118
II.2.1.4	Conclusion partielle.....	122
II.2.2	Les associations dans la problématique du capital social .....	123

II.2.2.1	Les vertus démocratiques des réseaux associatifs .....	123
II.2.2.2	Les limites du capital social dans les quartiers populaires .....	125
II.2.2.3	Conclusion partielle.....	130
II.2.3	Les associations et la transformation des engagements militants .....	131
II.2.3.1	Du primat des valeurs collectives à celui des valeurs individuelles ? .....	131
II.2.3.2	Vers des formes d'engagement plus autonomes ?.....	133
II.2.3.3	L'articulation des niveaux d'analyse dans l'étude de la transformation des engagements .....	137
<i>II.3</i>	<i>Axes de la recherche et démarche d'enquête.....</i>	<i>138</i>
II.3.1	Un positionnement au sein d'espaces de controverse.....	138
II.3.1.1	L'autonomie associative à l'égard des institutions politiques .....	139
II.3.1.2	La dimension ascendante de la participation associative .....	140
II.3.1.3	La participation associative et la transformation des engagements.....	143
II.3.2	Trois grandes hypothèses de recherche.....	144
II.3.3	Une démarche d'enquête ethnographique.....	146
II.3.3.1	L'enquête de terrain à Gennevilliers .....	148
II.3.3.2	L'enquête de terrain à Tres de Febrero.....	151

Deuxième partie La participation associative et les politiques sociales territorialisées .....157

**Chapitre III - Participation associative et politiques sociales en France.....161**

<i>Introduction</i> .....	<i>161</i>
<i>III.1 Transformations des communes ouvrières en France.....</i>	<i>162</i>
III.1.1 Essor et déclin du communisme municipal .....	162
III.1.2 Les grands ensembles : du modernisme à la ségrégation .....	167
III.1.3 La politique de la ville comme nouveau référentiel d'action publique .....	170
<i>III.2 Action associative et politiques sociales territorialisées : le cas de l'association Plein Grés.....</i>	<i>175</i>
III.2.1 Genèse de l'association .....	175
III.2.1.1 Le réseau associatif des femmes à Gennevilliers .....	175

III.2.1.2	Un militantisme occulté à l'origine de l'association.....	178
III.2.1.3	Nouvelle mobilisation et organisation en association.....	181
III.2.2	Les effets des politiques sociales et de l'action associative .....	184
III.2.2.1	Du projet au développement de l'association .....	184
III.2.2.2	La trajectoire de Pascale, conscientisation féministe et solidarité au sein des réseaux associatifs de femmes.....	189
III.2.2.3	La trajectoire d'Annick, insertion sociale et professionnelle par l'association ..	192
III.2.3	L'autonomie associative à l'épreuve de la logique administrative.....	195
III.2.3.1	De la halte-garderie au multi-accueil, le glissement du projet.....	195
III.2.3.2	Une moindre participation bénévole des parents .....	198
III.2.3.3	Logique gestionnaire et injonctions normatives .....	201
	<i>Conclusion</i> .....	206

## **Chapitre IV - Participation associative et politiques sociales en Argentine.....211**

	<i>Introduction</i> .....	211
	<i>IV.1 Transformations des communes ouvrières en Argentine</i> .....	213
IV.1.1	Essor de l'aire métropolitaine de Buenos Aires .....	213
IV.1.1.1	Buenos Aires, une métropole du nouveau monde .....	213
IV.1.1.2	La formation du <i>conurbano</i> et l'implantation du péronisme .....	217
IV.1.2	Désindustrialisation, paupérisation et protestation sociale.....	222
IV.1.2.1	De l'hyperinflation aux réformes néolibérales .....	222
IV.1.2.2	De la contestation à la révolte.....	226
	<i>IV.2 Action associative et politiques sociales territorialisées : le cas du Mouvement Evita</i> .....	228
IV.2.1	Du mouvement piquetero au mouvement kirchnériste.....	228
IV.2.1.1	Le mouvement piquetero .....	228
IV.2.1.2	L'ascension de Nestor Kirchner.....	232
IV.2.1.3	Constitution d'un mouvement kirchnériste.....	233
IV.2.2	L'intermédiation dans les politiques sociales.....	237
IV.2.2.1	Nouvelles conflictualités et spécialisation du Mouvement Evita .....	237
IV.2.2.2	L'action du Mouvement Evita à Tres de Febrero .....	240
IV.2.2.3	Le choix des bénéficiaires du plan <i>Ingreso social con trabajo</i> .....	243
IV.2.2.4	Activité et autonomie des coopératives .....	246

IV.2.3	Les coopératives comme ressource d'un réseau de militance .....	247
IV.2.3.1	Constitution d'un réseau territorial à Tres de Febrero .....	247
IV.2.3.2	Mobilisations pour soutenir le gouvernement national.....	250
IV.2.3.3	Inscription dans le jeu politique local .....	253
	<i>Conclusion</i> .....	255
	 Conclusion de la deuxième partie .....	 261
	 Troisième partie La participation associative et les configurations politiques locales .....	 269
	 <b>Chapitre V - La participation associative et les configurations politiques locales en France</b> .....	 <b>273</b>
	<i>Introduction</i> .....	273
	<i>V.1 Les transformations des configurations politiques locales</i> .....	274
V.1.1	La désagrégation du système communiste.....	274
V.1.1.1	Le déclin du parti communiste français .....	274
V.1.1.2	La désunion des organisations communistes au niveau local .....	281
V.1.2	L'ancrage territorial des élus communistes à Gennevilliers.....	284
V.1.2.1	Le maire, figure de proue du communisme municipal.....	284
V.1.2.2	Conflictualité entre les élus locaux et le PCF à partir des années 1970.....	285
V.1.3	La démocratie participative, une nouvelle forme de mobilisation des habitants par les élus municipaux .....	289
V.1.3.1	L'action municipale à l'épreuve du désengagement communiste .....	289
V.1.3.2	Les dispositifs participatifs à l'échelle de la ville .....	290
V.1.3.3	Les dispositifs participatifs à l'échelle du quartier.....	295
	<i>V.2 Transformation des engagements et autonomisation des associations. Le cas de l'Université populaire des Hauts-de-Seine</i> .....	300
V.2.1	Du militantisme communiste au militantisme associatif.....	300
V.2.1.1	La composition sociale des responsables de l'Université populaire des Hauts-de-Seine .....	300
V.2.1.2	Les modes d'entrée dans le parti communiste .....	303

V.2.1.3	Les différentes périodes de désengagement communiste .....	305
V.2.1.4	Les raisons de l'engagement associatif .....	310
V.2.2	Autonomie associative et participation des classes populaires.....	312
V.2.2.1	Genèse et projet de l'Université populaire des Hauts-de-Seine.....	312
V.2.2.2	Activité et organisation de l'association .....	316
V.2.2.3	L'asymétrie face au savoir théorique et les limites de la participation des classes populaires .....	322
V.2.2.4	Les limites à l'autonomisation de l'association .....	327
	<i>Conclusion</i> .....	332

## **Chapitre VI - La participation associative et les configurations politiques locales en Argentine 337**

	<i>Introduction</i> .....	337
VI.1	<i>Les transformations des configurations politiques locales</i> .....	339
VI.1.1	La <i>desindicalización</i> du parti péroniste .....	339
VI.1.1.1	Le péronisme et les syndicats .....	339
VI.1.1.2	Retour à la démocratie et réforme du parti péroniste.....	341
VI.1.2	La territorialisation de la politique .....	346
VI.1.2.1	Programmes de lutte contre la pauvreté et réseaux clientélares dans le conurbano .....	346
VI.1.2.2	Diversité des groupements et des réseaux politiques locaux .....	351
VI.2	<i>Renouvellement des formes de mobilisation et engagement dans l'espace associatif local. Le cas de Jóvenes por un distrito mejor.</i> .....	359
VI.2.1	Discrédit de la politique partisane et mobilisation par l'associatif.....	359
VI.2.1.1	Genèse de l'association <i>Jóvenes por un distrito mejor</i> .....	359
VI.2.1.2	Fonctionnement de <i>Jóvenes por un distrito mejor</i> .....	363
VI.2.2	Association, art urbain et espace public .....	369
VI.2.2.1	De l'art urbain pour se réappropriier l'espace public... ..	369
VI.2.2.2	... à la réappropriation politique de l'art urbain .....	372
VI.2.2.3	Approfondissement de la dimension artistique et fondation d'un centre culturel ... ..	374
VI.2.3	L'alliance de <i>Jóvenes por un distrito mejor</i> avec les associations de voisinage dans un quartier populaire .....	381

VI.2.3.1	Mobilisations de voisins pour l'amélioration du quartier .....	381
VI.2.3.2	La revendication d'une place publique pour le quartier .....	387
VI.2.3.3	Gestion associative de la place publique .....	391
	<i>Conclusion</i> .....	395
	Conclusion de la troisième partie .....	401
	Conclusion générale .....	407
	<i>Désagrégation des communautés ouvrières et transformations des sociabilités politiques des classes populaires</i> .....	409
	<i>Les politiques sociales ciblées, une ressource et une contrainte pour l'autonomie des associations locales</i> .....	412
	<i>Les transformations des configurations politiques locales et les changements dans les modèles d'engagement militant</i> .....	414
	<i>La recomposition des rapports entre la société civile et l'État au prisme de la participation associative dans les quartiers populaires</i> .....	417
	<i>Bibliographie</i> .....	423



## Résumé

La thèse entend expliquer, par une double approche locale et internationale, l'essor de la participation associative depuis les années 1970 dans les quartiers populaires urbains situés en périphérie de Paris et de Buenos Aires. La première partie est consacrée à l'analyse des théories politiques du fait associatif et à leur insertion au sein d'une sociologie empirique de la participation associative. La deuxième partie articule la participation associative avec les transformations socio-économiques des classes populaires et le développement des politiques sociales territorialisées. L'analyse d'une association dans le territoire français illustre les possibilités offertes par la désagrégation du système politique communiste et l'intervention croissante de l'État dans les quartiers populaires. En Argentine, les conséquences de la fragilisation de la société salariale sur les formes de sociabilités populaires sont analysées au travers d'une association qui s'inscrit dans le prolongement du mouvement social des travailleurs au chômage (*piqueteros*). La troisième partie analyse la participation associative en relation avec les changements intervenus dans les configurations politiques locales. Dans le cas français, les phénomènes de désengagement communiste et de désarticulation du milieu partisan sont intégrés à l'analyse d'une association regroupant d'anciens militants communistes. Dans le cas argentin, la recomposition des liens entre le parti justicialiste et les classes populaires est questionnée au travers de l'analyse d'une association fondée par des militants péronistes dans le contexte d'un discrédit des institutions politiques.

**Mots clés** : Association ; Problèmes publics ; Classes populaires ; Quartier ; Politiques sociales ; Engagement militant ; Configurations politiques.

## Résumé en anglais

The research undertaken has sought to explain, through an approach that is both local and international in scope, the rise of grassroots volunteering since the 1970s in working-class urban neighborhoods on the periphery of Paris and Buenos Aires. The first part presents an analysis of the various political theories which relate to the voluntary movement, and discusses their place within an empirical sociological study of grassroots volunteering. The second part relates volunteerism to socio-economic transformations within the working class and to the development of social policy at the local community level. The study of grassroots organization in France reveals the importance of possibilities created by the breakdown of the communist political system in certain Paris suburbs along with increased state intervention in working-class neighborhoods through urban policy initiatives. In Argentina, consequences of the labor society's weakening in terms of working-class social solidarity in neighborhoods on the outskirts of Buenos Aires are analyzed through the prism of grassroots organizations operating in the wake of social movements among unemployed workers (*piqueteros*). The third part relates volunteer participation to historical transformations within the principal working-class political parties and to the changes observed in the local political landscape. In France, popular withdrawal from communism and the disassociation of the Party's former "satellite organizations" are considered through an analysis of a grassroots organization composed primarily of former communist partisans. In Argentina, new links emerging between the Justicialist party and the working class are considered through the study of an organization founded by Peronist partisans in a context where political institutions are represented as lacking legitimacy.

**Key words**: Grassroots organization; Public problems; Working class; Neighborhood; Social policy; Activist commitment; Political configurations.